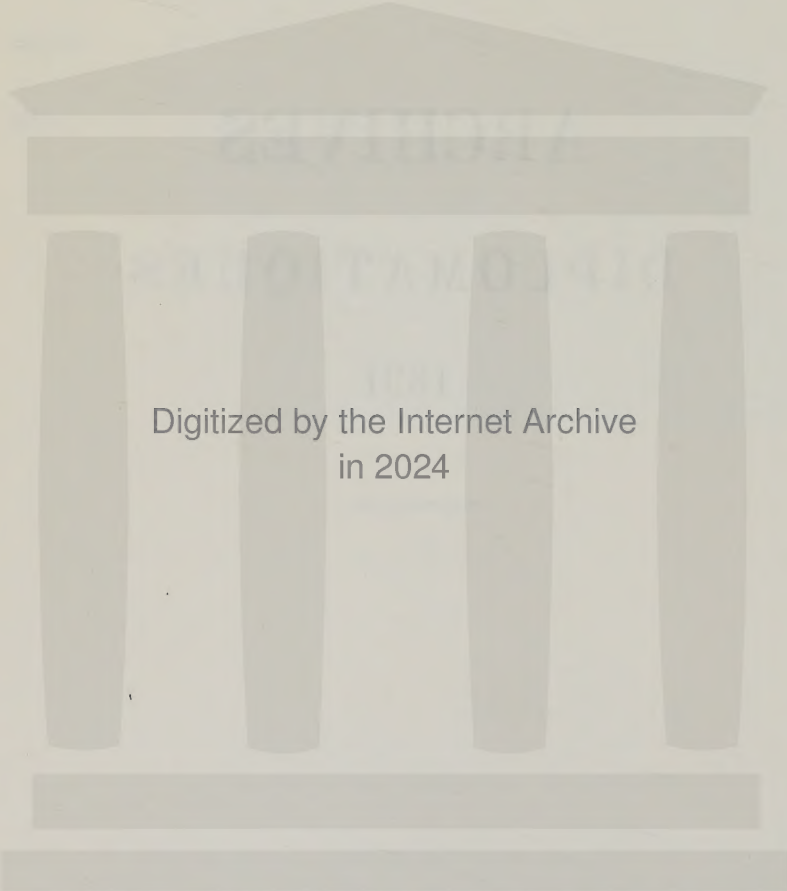


ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1891



Digitized by the Internet Archive
in 2024

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques,
Membre de l'Institut de Droit international.

DEUXIÈME SÉRIE

TOME XXXVIII

AVRIL, MAI, JUIN

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

Convention réglant le régime des paquebots-poste.

30 août 1890 (1).

Le Président de la République française et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, également animés du désir de déterminer le régime spécial accordé aux paquebots-poste anglais dans les ports de la France et des colonies et possessions françaises, ainsi qu'aux paquebots-poste français dans les ports du Royaume-Uni et des colonies et possessions britanniques, et usant de la faculté réservée aux Parties contractantes par la Convention de l'Union postale universelle, ont résolu de conclure, à cet effet, une Convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Président de la République française : M. William-Henri Waddington, sénateur, membre de l'Institut, etc., ambassadeur de la République française près Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes ;

Et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très honorable Robert-Arthur Talbot, Gascoyne Cecil, marquis de Salisbury, vicomte Cranborne, baron Cecil, pair du Royaume-Uni, chevalier du très noble ordre de la Jarretière, membre du très honorable conseil privé de Sa Majesté, principal secrétaire de Sa Majesté au Département des Affaires étrangères, etc. ;

Lesquels sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Il y aura entre l'administration des postes de France et l'administration des postes britanniques un échange régulier

(1) *Journal officiel de la République française*, du 13 avril 1891. — Les ratifications ont été échangées à Londres le 23 mars.

de correspondance de toute nature au moyen de deux services de paquebots à vapeur qui continueront à être entretenus ou subventionnés l'un par le Gouvernement français et l'autre par le Gouvernement britannique sur la ligne de Calais à Douvres.

L'administration des postes de France et l'administration des postes britanniques régleront, de concert, et dans l'intérêt bien entendu des deux pays, les jours et heures de départ et d'arrivée des paquebots subventionnés.

Art. 2. — Indépendamment des correspondances qui seront échangées entre les administrations des postes des deux pays par la voie indiquée dans l'article précédent, ces administrations pourront s'expédier réciproquement des correspondances de toute nature par les différentes voies ci-après désignées, savoir :

1° Par les paquebots que le Gouvernement français et le Gouvernement britannique pourront respectivement juger à propos d'entretenir, de fréter ou de subventionner pour opérer le transport des correspondances ;

2° Par les bâtiments du commerce naviguant entre les ports français et les ports britanniques.

Art. 3. — Les capitaines des navires français et des navires britanniques du commerce devant appareiller des ports de la France ou de l'Algérie pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, d'une part, et les capitaines des navires français et des navires britanniques du commerce devant appareiller des ports du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande pour la France ou l'Algérie, d'autre part, seront tenus de se charger des dépêches que les bureaux de poste des ports de départ pourraient avoir à leur remettre.

Art. 4. — Les frais résultant du transport par mer des correspondances échangées entre l'administration des postes de France et l'administration des postes britanniques par la voie des bâtiments libres de commerce seront payés aux capitaines ou armateurs de ces bâtiments par l'administration des postes du pays d'origine, savoir :

1° A raison de 5 fr. par kilogr. de lettres et cartes postales ;

2° A raison de 50 centimes par kilogr. d'autres objets.

Art. 5. — Lorsque les paquebots employés par l'administration des postes de France et par l'administration des postes britanniques seront des bâtiments nationaux propriété de l'Etat ou des bâtiments appartenant à des Compagnies subventionnées pour l'exécution du service postal, ces paquebots ne pourront être détournés de leur destination ni être sujets à saisie-arrêt, embargo ou arrêt de prince.

Les passagers admis sur ces paquebots, qui ne jugeraient pas à propos de descendre à terre pendant la relâche dans un port de l'un et l'autre Etat, ne pourront, sous aucun prétexte, être enlevés du bord.

Néanmoins, les autorités locales pourront réclamer l'expulsion du bord des individus recherchés en vertu d'un mandat régulier pour cause de crimes ou délits, et qui se seraient réfugiés ou embarqués sur des paquebots-poste et, en cas de nécessité, des recherches pourront être faites à bord de ces paquebots par les autorités compétentes. Les individus dont il s'agit seront alors remis entre leurs mains.

Il est, d'ailleurs, convenu que ces autorités ne devront se rendre à bord qu'après avoir donné préalablement, c'est-à-dire au moins une

heure avant l'opération, avis au consulat ou vice-consulat, afin que le consul ou vice-consul, ou son délégué assiste aux recherches en question. La lettre d'avis qui sera adressée au consul ou au vice-consul indiquera une heure précise, et, si les agents négligeaient de s'y rendre en personne ou de s'y faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence.

L'exécution de ces mesures ne pourra retarder le départ plus d'une heure après l'heure du départ fixée par les horaires de la Compagnie, horaires qui devront être dûment communiqués par les Compagnies aux autorités de chaque port de relâche.

Le présent article n'aura d'application à l'égard des paquebots chargés d'un service postal et appartenant à des Compagnies subventionnées par l'un et l'autre Etat, qu'après engagement pris, une fois pour toutes, par les dites Compagnies de satisfaire, après avoir été dûment entendues et après décisions définitives, aux conséquences légales des responsabilités qui auraient été encourues tant par les capitaines de leurs paquebots que par elles-mêmes.

Le susdit engagement devra être garanti par une caution justiciable des tribunaux du pays dans lequel cet engagement aura été souscrit.

Art. 6. — Les paquebots des deux administrations pourront embarquer ou débarquer dans les ports des divers Etats où ils aborderont, soit régulièrement, soit accidentellement, des espèces et des matières d'or ou d'argent ainsi que des passagers, de quelque nation qu'ils puissent être, avec leurs hardes ou effets personnels, sous la condition que les capitaines de ces paquebots se soumettront aux règlements sanitaires de police et de douane de ces ports concernant l'entrée ou la sortie des voyageurs et des marchandises.

Art. 7. — Les paquebots des deux administrations pourront entrer dans les ports des deux Etats ou en sortir à toute heure du jour ou de la nuit. Ils pourront aussi, sans mouiller, s'ils le jugent convenable, envoyer ou faire prendre en rade ou à portée des ports la correspondance et les passagers, sauf observation des règlements mentionnés dans l'article précédent.

Art. 8. — En cas de relâche forcée d'un paquebot porteur de dépêches dans un port de l'un des deux Etats autre que celui où ce paquebot devait aborder, l'administration sur le territoire de laquelle ces dépêches auront été débarquées devra employer les moyens les plus sûrs et les plus prompts pour les faire parvenir à destination.

Art. 9. — En cas de guerre entre les deux nations, les paquebots des deux administrations continueront leur navigation sans obstacle ni molestation, jusqu'à notification de la rupture des communications postales faite par l'un des deux Gouvernements, auquel cas il leur sera permis de retourner librement, et sous protection spéciale, dans leurs ports respectifs.

Art. 10. — Il est défendu aux commandants des paquebots employés au transport des dépêches respectives des deux administrations de se charger d'aucune lettre en dehors de ces dépêches, excepté, toutefois, celles de leur Gouvernement. Ils veilleront à ce qu'il ne soit pas transporté de lettres en fraude par leurs équipages ou par les passagers, et ils dénonceront à qui de droit les infractions qui pourront être commises.

Art. 11. — Il sera réservé dans les fourgons, voitures ou wagons qui

transporteront, entre Modane et Calais, les dépêches des Indes orientales pour la Grande Bretagne, ou de la Grande-Bretagne pour les Indes orientales, une place gratuite pour un courrier britannique qui conservera lesdites dépêches sous sa garde particulière, et qui pourra assister à la purification des correspondances contenues dans ces dépêches, toutes les fois qu'elle devra avoir lieu, et à toutes les opérations auxquelles ces correspondances pourront être soumises.

Les mêmes avantages seront accordés sur le territoire de la Grande-Bretagne aux courriers de l'administration des postes de France, dans le cas où cette administration jugerait à propos de faire accompagner par un courrier français les dépêches contenant les correspondances de ou pour la France transitant par la Grande-Bretagne et donnant lieu à des frais de transit spéciaux.

Art. 12. — L'administration des postes britanniques et l'administration des postes de France désigneront, d'un commun accord, les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives; elles régleront également la direction des correspondances transmises réciproquement, et arrêteront les dispositions relatives à la formation et à la liquidation des comptes résultant de la transmission réciproque des correspondances, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que d'un commun accord ces deux administrations en reconnaîtront la nécessité.

Art. 13. — Les administrations postales des deux pays sont autorisées à déterminer, d'un commun accord, les conditions de transport, par les services français, des malles à destination ou provenant des colonies britanniques non comprises dans l'Union postale, aussi bien que les conditions de transport par les services anglais des malles d'origine française destinées à ces colonies, ou passant en transit par leurs territoires.

Les mêmes administrations peuvent aussi fixer d'un commun accord les tarifs postaux applicables aux correspondances échangées entre la France et les colonies françaises, d'une part, et les colonies anglaises non comprises dans l'Union postale, d'autre part.

Art. 14. — La présente Convention sera mise à exécution le plus tôt possible et elle demeurera obligatoire jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes ait annoncé à l'autre, un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Art. 15. — Les stipulations de la présente Convention seront applicables à toutes les colonies et possessions de Sa Majesté Britannique, à l'exception de celles ci-après dénommées, savoir :

- L'Inde,
- Le Canada,
- Terre-Neuve,
- Le Cap,
- Natal,
- La Nouvelle-Galles du Sud,
- Victoria,
- Queensland,
- La Tasmanie,

L'Australie du Sud,
L'Australie occidentale,
La Nouvelle-Zélande.

Toutefois, les stipulations de la présente Convention deviendront applicables à l'une des colonies ou possessions ci-dessus indiquées si, en leur nom, une notification à cet effet a été adressée par le représentant de Sa Majesté britannique à Paris au Gouvernement de la République française un an après la date de la signature de la présente Convention.

Le gouvernement de Sa Majesté britannique s'engage à inviter les gouverneurs de ces colonies à recommander l'adoption de la présente Convention aux administrations compétentes.

Les stipulations de la présente Convention seront applicables à toutes les colonies et possessions de la France.

Art. 16. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le 30 août 1890.

(L. S.) WADDINGTON.
(L. S.) SALISBURY.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

CONFÉRENCE DE BRUXELLES

POUR LA SUPPRESSION DE LA TRAITE DES ESCLAVES.

Suite (1)

Annexes au Protocole n° XIV (2).

ANNEXE N° 1.

Rapport de la Commission chargée d'examiner les mesures relatives à la répression de la traite dans les pays de destination.

(CHAPITRE IV.)

Messieurs,

Parmi les circonstances qui contribuent à alimenter la traite, à perpétuer ses ravages, à entretenir la plaie saignante de l'Afrique, l'existence de débouchés extérieurs pour le trafic des esclaves exerce une action incontestablement funeste. Le sentiment public s'est prononcé à cet égard avec énergie dans nombre de pays où le problème de la suppression de la traite est agité de longue date. L'opinion s'accrédite de plus en plus chez les nations de l'Occident que, sans l'abolition universelle de l'esclavage, la chasse à l'homme ne disparaîtra pas complètement. Quelques efforts qui aient été faits au cours de ce siècle pour paralyser le commerce des esclaves à la côte occidentale d'Afrique, quelques activité et dévouement qu'aient déployés les croisières des nations européennes dans l'accomplissement de cette mission libératrice, les résultats n'ont pleinement répondu aux sacrifices que depuis l'époque où la servitude a disparu progressivement du Nouveau-Monde. L'émancipation aujourd'hui générale de la population servile dans les deux Amériques, la clôture définitive des marchés dont l'ouverture constituait un appât invincible à la fraude, ont enfin purgé l'Atlantique d'un commerce infâme, rétabli la paix sur presque toute l'étendue du littoral africain de l'Ouest et frayé les voies à sa civilisation naissante.

Le même phénomène ne se reproduirait-il pas, dans des conditions analogues, à la côte orientale d'Afrique ? Bien que le mal n'ait pas pris ici les proportions effrayantes qu'il avait revêtues sur les bords de l'Atlantique, il ne laisse pas d'être grand et de réagir de la manière la plus défavorable sur l'état social des populations indigènes, jusqu'au cœur du continent. Consi-

(1) V. *Archives*, 1891, I, p. 9-45, 133-188, 271-345.

(2) V. ce Protocole, *Archives*, 1891, I, p. 343.

dérable encore dans ses effets, le fléau est en même temps plus enraciné, mais les conditions qui l'alimentent sont d'une nature différente et autrement compliquées. Les institutions, les mœurs, les traditions du Nouveau-Monde n'ont rien de commun avec celles des contrées asiatiques et africaines qui servent encore aujourd'hui de débouchés à la traite. La réforme radicale qu'une crise intérieure de courte durée, parfois un simple acte législatif, a pu accomplir ailleurs ne saurait être de ce côté que le fruit d'une transformation profonde de l'état social, le résultat d'un renouvellement général des institutions publiques et privées. Une telle œuvre ne saurait être que longue et laborieuse ; mais cette œuvre, il est juste de le reconnaître, est entamée, et les Puissances ont des gages positifs que le développement régulier n'en sera plus interrompu. Les lois édictées par Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, en 1837 et en 1889, comme les édits rendus par Son Altesse le Khédive en 1877, défendent sévèrement l'importation et le commerce des esclaves d'Afrique, favorisent leur émancipation, punissent ceux qui attendent à leur personne ou à leur liberté. Des Décrets dans le même but ont été établis dans le sultanat de Zanzibar. Une loi récente de Madagascar interdit également l'importation de nouveaux esclaves. Les traités négociés par Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'autres Puissances, avec la plupart des Souverains dont les Etats servent encore de lieu de destination aux esclaves provenant des chasses organisées à l'intérieur de l'Afrique, ont imprimé une vive impulsion à ce mouvement humanitaire et contribuent à en assurer l'efficacité.

Sans doute, l'Afrique ne saigne pas seulement au profit de l'étranger. Des multitudes d'esclaves souffrent et périssent chez elle. Il existe de nombreux marchés intérieurs dont les besoins sont insatiables : leur extinction progressive est un but qui ne saurait être perdu de vue. Les Puissances qui ont des possessions ou exercent des protectorats en Afrique pourvoiront à cette tâche, et les dispositions des chapitres I et II de l'Acte général, qui ont reçu déjà la sanction de la Conférence, coopéreront efficacement à la réalisation de cette indispensable réforme. Mais, sans négliger ce point de vue, sous peine de s'exposer au reproche de laisser des lacunes dans leur œuvre, les Représentants des Puissances ont eu ici un autre ordre de mesures à considérer : ils ont dû déterminer les moyens d'empêcher l'exportation des esclaves vers les pays d'Afrique ou d'Asie qui, grâce à l'existence de l'esclavage domestique, demeurent des pays de destination pour les esclaves de traite.

La Conférence, dans sa séance du 24 février 1890, avait confié la tâche d'élaborer les dispositions nécessaires à cette fin à une Commission formée des Plénipotentiaires de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, des Etats-Unis, de la France, de l'Italie, de la Perse, du Portugal, de la Russie, de la Turquie et de Zanzibar.

Cette Commission s'est constituée le 27 février, sous la présidence de M. le Baron Lambermont. Elle a consacré trois séances à la discussion des dispositions qui font l'objet du présent rapport.

De même que pour les chapitres I et II, MM. les Plénipotentiaires de Belgique avaient préparé un projet qui réglait les diverses matières destinées à former le chapitre IV. Le traité conclu entre la Grande-Bretagne et l'Empire ottoman, le 23 janvier 1880, celui intervenu, le 4 août 1877, entre la première de ces Puissances et le Khédive d'Egypte, avec les règlements d'exécution qui s'y rattachent, les traités négociés à des époques diverses par Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne avec le Sultan de Zanzibar, notamment celui du 5 juin 1873, ainsi qu'avec les autres Souverains dont les Etats aboutissent à la mer des Indes, la loi ottomane du 4/16 décembre 1889 (le 22 Rebi-ul-Akhir 1307), avaient fourni les éléments de ce travail, et l'on s'était borné à les coordonner en les mettant en rapport avec la situation présente.

Deux parties distinctes apparaissaient dans ce projet. L'une devait être d'application générale dans tous les Etats qui servent, à raison de leurs institutions propres, de marchés de destination à la traite. Ces Etats s'engageaient à interdire l'entrée et la sortie, le passage sur terre comme sur mer, ainsi que le commerce des esclaves; à libérer ceux qui seraient importés en fraude de la loi ou des traités, en annulant, au besoin, les transactions dont ces esclaves auraient été l'objet; à les protéger au moyen de l'institution de bureaux d'affranchissement et à appliquer des peines rigoureuses aux individus de toute catégorie coupables d'actes de traite, de trafic ou de mutilation d'esclaves. D'autres dispositions établissaient, au point de vue administratif et répressif, une distinction entre les esclaves domestiques et les esclaves de traite, afin d'empêcher que les seconds ne servissent à recruter indéfiniment les premiers en se confondant avec eux. Les agents diplomatiques et consulaires et les officiers de marine des Puissances contractantes devaient, suivant les circonstances, prêter leur concours aux autorités territoriales pour l'exécution des clauses qui précèdent.

L'autre catégorie d'articles, au nombre de trois, avait un caractère spécial et visait des situations particulières, résultant de la position géographique de certaines Puissances déterminées. C'est ainsi que le gouvernement ottoman aurait dû prendre des mesures rigoureuses pour réprimer la traite sur les côtes de l'Arabie; que le Gouvernement persan aurait consenti, dans les mêmes conditions, à surveiller étroitement les eaux et les côtes du golfe Persique et du golfe d'Oman, placées sous sa souveraineté; que le Sultan de Zanzibar aurait prêté une assistance de plus en plus efficace à l'extinction de la traite dans ses Etats.

Un échange de documents et renseignements spécifiés entre les Puissances devait les mettre à même de suivre l'application du système et de se rendre compte des progrès réalisés.

C'est sur cette base que la Commission a procédé à l'examen des dispositions qui lui étaient soumises. Toutefois, des objections ayant surgi contre certaines d'entre elles, le projet primitif a été réduit de treize à onze articles; plusieurs autres dispositions ont été remaniées ou interverties. Il s'en est suivi un projet amendé qui, sans déroger aux idées fondamentales du thème initial, en transformait ou déplaçait un certain nombre d'articles. C'est ce texte, dû à l'initiative de M. le second Plénipotentiaire de Russie, qui, à partir de l'examen de l'article 3, est devenu l'objet des délibérations de la Commission. C'est aussi à ce texte, reproduit en annexe sous le n° 3 (1), que se réfèrent les indications du rapport.

Article premier. — D'après le projet primitif, les Puissances dont les possessions, situées dans ou hors l'Afrique, servent, faute de lois ou en violation de celles-ci, de lieux de destination aux esclaves africains, s'engagent à en prohiber l'importation, le transit, la sortie, ainsi que le commerce. Une surveillance particulièrement active doit être organisée par elles, à l'effet d'assurer l'exécution de cette clause sur les frontières d'importation et les routes de transit, dans les ports et les rades fréquentées par les trafiquants d'esclaves.

Quels sont les pays de destination visés dans cet article? Cette question préliminaire, qui réagit sur l'interprétation de toutes les clauses du chapitre 4, a été soulevée dès le début de la discussion et s'est représentée fréquemment dans l'examen des articles suivants. La pensée des auteurs du projet n'était pas douteuse. L'article 1^{er}, conforme à l'article 1^{er} de la loi ottomane du 4/16 décembre dernier, concernait évidemment les pays où l'esclavage domestique existe et se maintient sous la protection de la loi. Mais une définition explicite de la portée de la clause a paru nécessaire.

M. le second Plénipotentiaire de France a provoqué cette définition en déclarant tout d'abord que le Gouvernement français ne saurait considérer ses

(1) V. ci-après, p. 29.

possessions africaines comme des pays de destination. A son avis, le chapitre 4 tout entier ne doit s'appliquer qu'aux contrées situées hors d'Afrique. Cette interprétation a paru aller trop loin. M. le Président a fait observer qu'il se trouve en Afrique des pays qui sont notoirement des marchés de destination de la traite; mais on pourrait restreindre explicitement la clause aux contrées où l'esclavage domestique continue d'être une institution reconnue par la loi. L'amendement suivant rendrait cette pensée : Les Puissances contractantes dont les lois tolèrent l'esclavage domestique et dont, par suite de ce fait, les possessions situées dans ou hors l'Afrique servent encore de lieux de destination..., etc.

Cette rédaction correspondait aux préoccupations de la plupart des Plénipotentiaires; mais le mot « tolèrent » lui-même laissait subsister un doute. Suffit-il, a demandé M. Van Eetvelde, de ne pas donner de sanction légale à l'esclavage domestique, ou faut-il, pour ne pas tomber sous l'application des clauses du chapitre 4, en faire un délit et le punir comme tel? C'est pour éviter cette équivoque qu'on a proposé de substituer le terme « reconnaissent » à celui de tolèrent. Mais cette rédaction n'a pas satisfait M. le Ministre de Turquie. A son avis, il suffisait de viser les Puissances dont les possessions sont effectivement des lieux de destination : on éviterait ainsi de soulever la question de l'esclavage domestique, dont la suppression ne saurait être actuellement prévue. Ce qu'il faut empêcher, c'est l'importation des noirs : les Etats qui n'en reçoivent pas sont hors de cause; aux autres, on est en droit de demander qu'ils prennent des mesures pour l'empêcher. Toutes les Puissances seraient ainsi mises sur la même ligne; il n'y aurait pas de régime d'exception, notamment pour la Turquie, qui vient de pourvoir, par une loi récente, à toutes les nécessités de la situation. Son Excellence admet, au surplus, qu'une surveillance rigoureuse est indispensable.

Ces arguments n'ont pas convaincu la plupart des membres de la Commission. M. Cogordan a réclamé le maintien de l'amendement pour prévenir des difficultés dans l'application du traité. M. le Ministre d'Angleterre a fait observer, de son côté, qu'il y avait d'autres Puissances musulmanes en cause que la Turquie. Rencontrant une objection de M. de Martens, d'après lequel on eût pu éviter toute allusion à l'esclavage domestique en se bornant à interdire le trafic des esclaves et à stipuler la nullité des transactions dont ils seraient l'objet, Son Excellence a dit qu'il faut tenir compte de l'existence de l'esclavage domestique dans certaines contrées, ne fût-ce que pour prévoir l'affranchissement des esclaves de cette catégorie, lorsqu'ils arrivent dans les pays qui proscrivent cette institution. M. le Ministre d'Autriche-Hongrie a appuyé ce sentiment en faisant remarquer qu'il est impossible de grouper, sous un même article, les Puissances qui reconnaissent et celles qui ne reconnaissent pas l'esclavage. Résumant ces diverses considérations, M. le Président a constaté que, si la question de l'esclavage domestique reste en dehors du mandat de la Commission, il est impossible cependant de l'ignorer, puisque ce dernier s'alimente par l'importation des esclaves de traite. Il est donc légitime que l'article 1^{er} vise expressément les pays où, à raison de l'existence de l'esclavage domestique, des esclaves continuent d'être introduits.

La Commission s'est prononcée dans ce sens; mais, dans un examen ultérieur du projet, M. le Ministre de France a proposé de dire : dont les institutions comportent, au lieu de : dont les lois reconnaissent. La pensée est la même, mais l'expression est plus large et peut comprendre même les pays où l'esclavage est plutôt sanctionné par les institutions et les mœurs que par des lois formelles.

M. le Ministre de Turquie a souscrit à cet amendement; mais M. Gohring, second Plénipotentiaire d'Allemagne, a demandé si, dans ce cas, le chapitre 4 ne s'étendait pas également aux pays africains où l'esclavage domestique existe en fait, sans être consacré par la loi. M. le Président n'a pas partagé ce sentiment. Du moment qu'il est entendu que l'article 1^{er} ne s'applique pas aux colonies, ni aux Etats fondés par des Européens en Afrique, l'amendement

proposé n'offre aucun inconvénient. Son Excellence M. Bourée a déclaré que telle était bien sa manière de voir; il s'agit ici des institutions nationales, par opposition aux institutions locales ou coloniales qui peuvent comporter des tolérances de fait sans acquérir la valeur d'un principe de droit. Le mot institutions doit donc être considéré dans le texte comme l'équivalent de celui de lois. La Commission a adopté l'amendement avec cette interprétation.

M. le second Plénipotentiaire de France a demandé la suppression des termes : soit en violation des lois sur la matière, soit à leur défaut. La Commission a admis cette proposition et remplacé la phrase citée ci-dessus par celle-ci : malgré la vigilance des autorités.

M. le Ministre d'Allemagne a demandé la définition du mot commerce. Il aurait voulu ajouter les qualificatifs public ou clandestin. Le terme figure dans toute sa généralité à l'article 1^{er} de la loi ottomane; il comprend donc, au moins pour la Turquie, toutes les formes que le commerce peut revêtir. C'est ce qu'a fait observer M. le Plénipotentiaire de Turquie. Le commerce clandestin est, de sa nature même, un délit qui ne saurait être toléré d'aucune manière. M. le Ministre d'Angleterre a signalé à ce sujet la distinction à établir entre la vente publique d'esclaves et la vente de famille à famille. La première est naturellement interdite; la seconde l'est également en Egypte, en vertu du règlement annexé au traité de 1877. Mais, ainsi que l'a fait observer Sir John Kirk, elle n'a pas cessé d'être licite en Turquie comme dans le sultanat de Zanzibar. M. le Ministre d'Italie a demandé si l'on n'atteindrait pas mieux tous les modes de transfert en substituant au mot commerce celui de vente, qui comporte un sens plus large. Mais M. le second Plénipotentiaire de Russie a cru préférable de maintenir le texte actuel, à condition de stipuler, comme le fait l'article 6 du projet belge, la nullité des transactions de toute espèce dont les esclaves seraient l'objet. Toutefois il existe bien des opérations de traite qui ne sauraient être réputées actes de commerce et qui doivent cependant être réprimées.

Après un échange prolongé de vues sur ce point, la Commission a décidé de maintenir le mot commerce en lui attribuant la signification la plus générale et en y comprenant les transactions de toute nature qui auraient trait à des esclaves africains.

M. le Ministre de Turquie a proposé de simplifier la partie finale de l'article en y supprimant notamment la mention des routes de transit. Il croit que les termes employés dans la loi ottomane répondent à toutes les exigences. M. le Ministre d'Italie a pensé également que ces mots étaient superflus du moment que la surveillance devait s'exercer sur tous les points où se pratiquent l'embarquement et le débarquement. M. le second Plénipotentiaire de Belgique a fait observer que les mots dont il s'agit se rapportent à un autre ordre de faits. Des transports d'esclaves passent toujours en grand nombre par la mer Rouge : ceux qui, grâce aux difficultés qu'entraîne la configuration des côtes, échappent à la vigilance des autorités, sont dirigés vers les provinces asiatiques de la Turquie et vers la Perse par certaines routes connues de l'Arabie. Ce sont là les voies de transit que le projet a en vue. La disposition toutefois pourrait être abandonnée si la fin de l'article prenait la forme suivante : Une surveillance, la plus active et la plus sévère qu'il sera possible, sera organisée... sur tous les points par où s'opèrent l'entrée, le passage et la sortie des esclaves africains.

Ce texte a reçu l'assentiment de la Commission.

Art. 2. — Cet article n'est que l'application, aux pays de destination, d'une règle déjà admise pour les pays d'origine et de passage. Il dispose que les esclaves saisis en exécution de l'article précédent seront rapatriés si les circonstances le permettent; sinon ils seront affranchis et auront droit à la protection et à l'assistance des autorités qui les aideront à trouver des moyens d'existence.

MM. les Plénipotentiaires d'Angleterre ont proposé de supprimer les mots : si ce rapatriement est impossible. Ils pensent que tel sera presque toujours le cas, et ils ne voudraient pas subordonner à une condition quelconque l'obligation de délivrer des lettres d'affranchissement. On pourrait dire : dans tous les

cas; M. le Ministre de Turquie a appuyé cet amendement. M. le Dr Ballay était également d'avis que le rapatriement n'est possible que pour les esclaves libérés aux lieux de capture. Mais l'un des Plénipotentiaires belges a fait remarquer que pour les esclaves capturés dans le voisinage de la mer Rouge, tels que les Gallas, les Abyssins, etc., le rapatriement serait souvent possible, et que les facilités pour l'opérer s'accroîtraient nécessairement en mesure des progrès de l'occupation et de la civilisation de l'Afrique. Néanmoins, Son Excellence Lord Vivian, en insistant pour l'adoption de l'amendement, a fait observer qu'il n'empêcherait nullement le rapatriement des esclaves, tandis qu'il imposerait, dans tous les cas, l'obligation de délivrer à l'esclave un titre authentique qui garantisse sa liberté. La Commission l'a adopté dans cet esprit.

Art. 3. — Les articles 3 et 4 du projet préparé par MM. les Plénipotentiaires belges avaient trait à une matière particulièrement délicate. Dans tous les pays auxquels s'appliquent les dispositions du chapitre 4, la condition servile existe. C'est un fait qu'il n'est pas possible d'ignorer, du moment que les Puissances s'attribuent la mission de combattre les conséquences qu'il entraîne pour les populations indigènes de l'Afrique.

Se plaçant à ce point de vue, et prenant texte des articles 1^{er} et 6 du traité conclu, le 25 janvier 1880, entre la Grande-Bretagne et la Turquie, comme des articles 2 et 3 de la loi ottomane du 4 16 décembre 1889, les auteurs du projet ont cru devoir tenir compte d'un instrument de contrôle actuellement existant et de l'entourer de garanties, afin qu'au lieu de servir à entretenir l'esclavage domestique, il contribuât à le restreindre en l'enfermant dans les limites précises. Telle est la pensée originelle dont procédèrent les articles 3 et 4, relativement aux certificats délivrés actuellement par les autorités territoriales aux esclaves qui accompagnent leurs maîtres comme domestiques ou qui servent en qualité de matelots à bord des navires marchands.

Cette combinaison a donné lieu, au sein de la Commission, à des objections multiples. M. le second Plénipotentiaire de Russie croyait qu'il était préférable d'ignorer totalement l'existence de l'esclavage domestique, de crainte de faire naître l'idée que les Puissances l'auraient reconnu. M. le Ministre d'Angleterre a été également d'avis qu'on ne pourrait jamais reconnaître, même indirectement, l'état légal de l'esclavage. Suivant lui, si le traité anglo-turc contient une stipulation relative au certificat, c'est une simple réserve émanée du Gouvernement ottoman. L'Angleterre n'a jamais abandonné le principe que tout esclave touchant le sol anglais a le droit de réclamer sa liberté, qu'il soit ou non muni d'un certificat. M. le Ministre de Turquie a constaté de son côté que c'est là une interprétation de ce traité propre au Gouvernement britannique.

MM. les Plénipotentiaires belges ont déclaré qu'à leurs yeux, aucune confusion n'était possible : reconnaître l'existence en fait d'un état d'esclavage, ce n'est rien moins que reconnaître son existence en droit. Leur pensée a été clairement établie à cet égard dans le texte primitif de l'article 8, du chapitre 1^{er}, qui portait que les Puissances ne reconnaissant pas entre elles l'état d'esclavage, tout esclave fugitif qui réclamera leur protection sur terre ou sur mer devra l'obtenir; mais cette disposition a disparu précisément parce qu'au nombre des Puissances représentées à la Conférence il en est où l'institution de l'esclavage est reconnue. C'est aux Etats qui se trouvent dans cette condition, et seulement à ceux-là, que la disposition devait s'appliquer. Il s'agissait d'établir une séparation, par un acte authentique, entre l'esclave domestique et l'esclave de traite, et d'empêcher ainsi que le second ne servit indéfiniment à recruter le premier. Le certificat n'avait donc qu'une valeur négative; de plus, il ne pouvait, en aucun cas, avoir qu'une valeur locale, puisque, par une conséquence naturelle et nécessaire, tout esclave arrivant dans un pays, quel qu'il soit, dont les lois proscrivent le statut servile, est libre de plein droit. Les certificats ne devaient donc servir qu'aux lieux d'origine ou entre nations qui reconnaissent l'esclavage domestique. Délivré dans des conditions spéciales, soumis à un contrôle rigoureux, avec le consentement des Puissances où ces

documents sont en usage, le certificat pourrait devenir un obstacle à la fraude et un moyen indirect d'émancipation.

Ces considérations n'ont pas entraîné l'adhésion de la grande majorité des membres de la Commission. M. le Ministre d'Italie a craint que le texte de l'article ne laissât subsister des doutes, et il a préféré s'en référer à la vigilance des Gouvernements qui, tout en conservant l'esclavage domestique, défendent néanmoins l'importation des esclaves. La même opinion s'est manifestée chez M. le second Plénipotentiaire de France, qui a opposé le cas de Madagascar, où l'esclavage existe, mais où, d'après une loi récente, tout esclave qui y débarque devient libre sans condition. M. le Ministre d'Autriche-Hongrie a proposé la suppression de l'article. MM. les Plénipotentiaires britanniques, sans contester l'intention des auteurs de la disposition, ont déclaré qu'ils ne sauraient l'appuyer, parce qu'elle impliquait à leurs yeux une sanction indirecte de l'esclavage. M. de Marlens s'est demandé si l'on n'écarterait pas toute espèce de doute en substituant à l'article 3 une clause empruntée à l'article 5 et déclarant nulles les transactions dont un esclave est l'objet. M. le Président a proposé de remanier, au besoin, le texte et de l'expliquer au rapport. Les Plénipotentiaires belges, a-t-il dit, seraient les premiers à partager le scrupule qui s'est manifesté, s'ils le croyaient fondé; mais il y a une différence radicale entre la constatation de l'existence en fait de l'esclavage dans certains Etats avec la pensée de le restreindre, et la reconnaissance de celui-ci en droit. Il ne s'agit ici que des pays où l'esclavage est reconnu; les autres ne sont pas en cause.

A la suite de ces explications sur la nature et la valeur attribuées au certificat, M. le Ministre de Turquie a demandé la suppression des articles 3 et 4, convaincu qu'il était que son Gouvernement refuserait, après les explications intervenues à leur sujet, d'y souscrire. Si les certificats ne doivent avoir aucune valeur dans les rapports des Puissances entre elles, ces documents n'ont plus de raison d'être dans un acte international, et il faut se borner à stipuler que les Etats visés à l'article 1^{er} prendront les mesures nécessaires pour remplir les obligations qu'ils ont contractées. Son Excellence croit pouvoir donner l'assurance que la loi turque sera exécutée intégralement, mais elle ne saurait aller plus loin, ni consentir à laisser limiter les droits de souveraineté de son pays.

La Commission a dû prendre acte de ces réserves, qui étaient de droit; mais son Président a cru devoir constater que, sans des concessions mutuelles, le but de la Conférence ne saurait être atteint. Les Puissances qui ont des possessions en Afrique vont contracter des obligations étendues et onéreuses, malgré toutes les restrictions qui y ont été consenties; le même esprit animera sans doute celles dont s'occupe le chapitre 4 : une œuvre commune impose des sacrifices à tous. Les vues généreuses qui inspirent Sa Majesté le Sultan lui feront considérer sans doute les dispositions du futur traité comme ayant besoin de son concours, et il ne voudra pas le refuser, même s'il est nécessaire d'aller quelque peu au delà des lois qu'il a portées. M. le Ministre de Turquie a cru pouvoir renouveler l'assurance que le Gouvernement ottoman était prêt à seconder, dans les limites indiquées par lui, la réalisation de l'œuvre humanitaire que la Conférence a entreprise : la répression de la traite; mais le principe de l'indépendance de chaque Etat, a-t-il dit, quant à sa législation intérieure, doit demeurer intact. Personne, a conclu M. le Président, ne saurait songer à contester ce principe; mais il importe d'en tempérer la rigueur, quand il s'agit de réaliser un progrès général.

Cherchant une transaction entre ces vues divergentes, M. le second Plénipotentiaire de Russie s'est demandé si l'on ne pourrait résoudre la difficulté en visant dans le traité la loi ottomane du 4/16 décembre 1889. Cette loi prévoit la formalité des certificats. En prenant acte, en termes généraux, de ces dispositions, la Commission pourrait laisser tomber les articles 3 et 4, qui sont contestés : elle établirait un lien de droit avec le Gouvernement ottoman, quant

à l'exécution de cette loi, et elle obviendrait d'avance aux difficultés analogues que pourrait faire naître l'article 10 du projet, en adoptant une disposition globale qui serait conçue en ces termes : « Les Puissances signataires reconnaissent la haute valeur de la loi sur la prohibition de la traite des noirs, sanctionnée par Sa Majesté l'Empereur des Ottomans le 4/16 décembre 1889, et elles sont assurées qu'une surveillance active sera organisée par les autorités ottomanes sur la côte occidentale de l'Arabie et sur les routes qui mettent cette côte en communication avec les autres possessions de Sa Majesté Impériale en Asie.

« Les agents diplomatiques et consulaires et les officiers de marine des Puissances contractantes prêteront, s'il y a lieu, aux autorités ottomanes leur concours, afin d'aider à réprimer la traite là où elle existe encore. »

Cette rédaction, a ajouté Son Excellence, permettrait de fonder les articles 3, 4 et 10 en un seul. Elle donnerait satisfaction aux scrupules légitimes de M. le Ministre de Turquie et tiendrait compte des institutions de l'Empire ottoman qui, de son côté, s'engagerait à agir conformément à ses lois et aux vœux de la Conférence. M. le Plénipotentiaire de la Sublime Porte a donné son assentiment à cette transaction en déclarant qu'il n'aurait pu souscrire à l'article 10, en tant que celui-ci prévoit un régime spécial pour la Turquie. Tout en faisant des réserves quant au paragraphe final de la proposition de M. de Martens, il a réitéré ses assurances quant à l'exécution des obligations contractées par son Gouvernement.

A la suite de ces explications, M. le Président, dans la séance du 4 mars, a introduit un projet nouveau comprenant l'amendement de M. le second Plénipotentiaire de Russie et mis en rapport, pour les autres articles, avec les sentiments qui s'étaient manifestés au sein de la Commission. Les articles 3 et 4 du projet belge ayant été supprimés, le nouvel article 3 correspond à l'article 5 de ce projet, sauf la mention du certificat, qui a dû, naturellement, en disparaître. Sous cette forme nouvelle, l'article dispose que les esclaves fugitifs, arrivant aux frontières des Puissances visées à l'article 1^{er}, seront réputés libres et pourront réclamer des autorités compétentes des lettres d'affranchissement.

M. le Ministre d'Angleterre a demandé quel sens il fallait attacher ici au mot fugitif. M. le second Plénipotentiaire de Belgique a répondu qu'il s'agit des esclaves évadés des maisons de leurs maîtres, des navires où ils sont en service, des caravanes arrivées dans le voisinage des pays d'importation. Ces cas sont fréquents; l'esclave, en cette circonstance, sera réputé son maître et doit pouvoir réclamer sa liberté même dans les pays où l'esclavage existe à l'état d'institution légale. Comme l'article 2 ne concerne que les esclaves introduits dans ces pays en violation des clauses de l'article 1^{er}, il est nécessaire de prévoir cette autre éventualité. Son Excellence Lord Vivian aurait désiré une disposition générale enveloppant tous les cas; mais il a reconnu que, d'après les explications données, le but est atteint.

M. le Ministre de France a demandé s'il était nécessaire de maintenir les termes : soit pour y entrer, soit pour en sortir. Ces mots n'avaient d'autre but que de préciser le sens de la disposition; ils ne sont pas indispensables, et leur suppression a été admise. C'est également sur la proposition de Son Excellence que la Commission a écrit : sera en droit de réclamer, au lieu de : pourra réclamer. Quant aux autorités compétentes dont il est question dans l'article, il est entendu que ce sont les autorités locales, notamment les bureaux d'affranchissement.

Art. 3 bis. — Cette disposition a été empruntée à l'article 6 du projet primitif. D'après cet article toutes les ventes et transactions, dont un esclave introduit ou vendu en violation de l'article 1^{er} aurait été l'objet, étaient réputées nulles de plein droit. L'esclave pouvait réclamer sa liberté, soit en s'adressant aux autorités locales, soit en recourant aux agents diplomatiques et consulaires des Puissances contractantes. Aux yeux des auteurs du projet, cette intervention ne constituait pas une dérogation à la souveraineté, puisque de tels esclaves

étaient de véritables étrangers dans les pays où leur présence était constatée et s'y trouvaient malgré eux, contrairement aux traités et aux lois.

L'amendement de M. le second Plénipotentiaire de Russie, en conservant cette disposition, la rattachait au nouvel article 3, qui ne concerne que les esclaves fugitifs. La clause aurait pu recevoir ainsi un sens restreint qui ne répondait pas à la pensée de l'auteur de l'amendement. C'est pour dissiper toute espèce de doute à cet égard que, sur la proposition de MM. les Plénipotentiaires d'Angleterre, cette disposition est devenue un article spécial visant expressément les esclaves dont il est fait mention aux articles 2 et 3, c'est-à-dire les esclaves importés ou vendus au mépris de l'article 1^{er}, comme les esclaves fugitifs.

Art. 4. — L'article 7 du projet primitif, auquel correspond l'article 4 nouveau, disposait que les navires indigènes naviguant sous le pavillon d'un des Etats qui sont des lieux de destination des esclaves africains, s'ils étaient reconnus ou dénoncés par des agents nationaux ou étrangers comme se livrant à la traite, seraient arrêtés et visités dans les ports nationaux par les autorités du pays et traduits en justice, dans le cas où la présence d'esclaves africains de traite serait constatée à bord. D'après la teneur du texte, l'application de cette clause n'était pas subordonnée à des limites géographiques; elle devait avoir lieu dans les eaux de la Méditerranée comme dans celle de l'océan Indien et de ses dépendances.

Dans sa contexture nouvelle, l'article, sans l'interdire, ne prévoit pas l'intervention des agents diplomatiques et consulaires ou des officiers de marine. En revanche, les esclaves dont la présence à bord motive des poursuites judiciaires, ne sont plus spécifiés; il suffit qu'il s'y trouve des esclaves africains. Toutefois, M. le Ministre de Turquie a déclaré qu'il entend qu'il s'agit ici des esclaves de traite.

Quelles sont, à part le bâtiment, les personnes qui devraient être l'objet de poursuites? L'ancien, comme le nouveau texte, adoptant la formule de la plupart des traités concernant la traite, désignait nominativement les propriétaires, capitaine et équipage du navire. M. le Ministre d'Italie a demandé s'il n'y aurait pas lieu d'exempter l'équipage: mais il y a une nécessité évidente à entraver autant que possible le recrutement du personnel des bâtiments négriers. MM. les Plénipotentiaires d'Angleterre, au contraire, auraient voulu ajouter aux catégories indiquées les passagers et toutes autres personnes coupables. Mais M. le Dr Ballay a objecté qu'une confusion pourrait naître en pareil cas: un individu qui, antérieurement à son embarquement, aurait pris part à un trafic d'esclaves, pourrait être extradé, mais non puni sur place. Toutefois, la Commission a voulu donner, sous ce rapport, à l'article la plus grande extension qu'il comporte, et c'est pour ce motif qu'après avoir discuté une série d'amendements conçus en ce sens, elle a décidé finalement, sur la proposition de M. Van Maldeghem, que les poursuites seraient dirigées contre toutes personnes qu'il y aurait lieu d'inculper.

Art. 5. — Cette article correspond au 9^e du texte primitif, au 6^e du texte amendé. La rédaction première déterminait à la fois la nature des actes à réprimer par la loi qui serait édictée en vertu de cet article, et son mode général d'exécution. Des indications précises étaient faites à cet égard, et les agents diplomatiques et consulaires, ainsi que les officiers de marine, devaient prêter leur concours pour faciliter et assurer l'application des dispositions pénales.

Dans les conditions déterminées au projet, cette intervention a donné lieu à des objections de principe de la part de M. le Ministre de Turquie. M. le second Plénipotentiaire de Russie proposa, en conséquence, de supprimer toutes les indications relatives à l'exécution de la loi, pour ne conserver que l'obligation simple de réprimer les crimes et délits de traite, conformément à l'article 3 du chapitre 1^{er}.

En adoptant cette formule, la Commission a dû examiner de nouveau s'il y

avait lien de viser ici l'article 1^{er} du chapitre. Cette référence a paru superflue; mais le rappel de l'article 5 du chapitre 1^{er} entraîne cette conséquence que l'obligation résultant de l'article n'incombera qu'à celles des Puissances, visées à l'article 1^{er}, qui n'auraient pas encore pris des dispositions pénales en cette matière.

Art. 6. — L'origine de cet article remonte aux discussions auxquelles a donné lieu l'article 3 du projet belge; le rapport en a fait connaître la pensée et les termes. Le texte nouveau, d'après l'intention de son auteur, devait tenir lieu des articles 3, 4 et 10 de la rédaction primitive. Les deux premiers de ces articles concernaient les certificats; ils ont été écartés pour les motifs déjà déterminés.

Restait l'article 10, qui avait le caractère d'une disposition spéciale, applicable à l'Arabie. Grâce à la configuration des côtes de ce pays, grâce aussi à la faible distance qui sépare les deux rivages de la mer Rouge, la traite rencontre des facilités particulières dans ces parages et déjoue les efforts des autorités établies à la côte comme des croiseurs qui exercent la surveillance sur mer. C'est pour mettre un terme à ces abus que l'article 10 prévoyait un régime spécial pour cette région et les routes qui la traversent. Une organisation judiciaire dont le cadre était tracé, et qui eût fonctionné avec l'assistance des agents des Puissances signataires, devait envelopper ce foyer principal de la traite orientale et y assurer la répression la plus étendue et la plus énergique possible. D'autre part, un bureau d'affranchissement, institué spécialement pour la région arabique, aurait pourvu au sort des esclaves saisis et libérés.

M. le Ministre de Turquie a présenté, dès le début, des objections à ce système; il considérait que la loi du 4/16 décembre 1889 suffisait à toutes les exigences. C'est pour tenir compte de ces vues que M. le second Plénipotentiaire de Russie a proposé de substituer au plan d'exécution prévu par l'article 10 la mention dans le traité de cette même loi, en laissant toutefois subsister l'obligation d'une surveillance active à exercer sur la côte occidentale de l'Arabie et sur les routes qui mettent cette côte en communication avec les autres possessions de Sa Majesté Impériale le Sultan en Asie.

Le concours des agents diplomatiques et consulaires des Puissances et des officiers de leur marine était maintenu pour la répression de la traite partout où elle existe encore.

M. le Ministre de Turquie avait admis cette rédaction avec des réserves quant au paragraphe final. C'est dans ces conditions qu'un échange approfondi de vues s'est engagé à ce sujet au sein de la Commission.

MM. les Plénipotentiaires d'Angleterre ont tenu à constater que l'article 10 du projet primitif contenait des dispositions fort importantes. La traite se pratique dans la mer Rouge sur une vaste échelle. Les conditions climatériques, la configuration de la côte, la courte durée de la traversée paralysent dans une grande mesure l'action des croiseurs. L'exécution des dispositions que les puissances vont appliquer à la côte orientale, risque, d'autre part, de faire refluer encore davantage vers le nord les courants de la traite. Une surveillance rigoureuse des deux côtes de la mer Rouge leur paraissait donc absolument nécessaire et ne pouvait, à leur avis, être exercée efficacement que par les autorités locales. C'est pour ce motif qu'ils auraient désiré recommander ce point à la sollicitude toute particulière de Sa Majesté le Sultan en stipulant, comme le faisait l'article 10, que « les autorités dans les principaux ports d'importation recevront les pouvoirs et les moyens nécessaires pour exercer un contrôle rigoureux dans la mer Rouge ».

Cette proposition, appuyée par M. le Dr Ballay, a amené M. de Martens à déclarer que les dispositions de l'article 10 du projet primitif formaient la base de son amendement. D'après sa teneur, il n'est pas douteux que les magistrats devront concourir à la répression de la traite et qu'ils le feront en exécution de la loi ottomane comme du traité à conclure. La partie finale de l'article 6 implique l'obligation de donner les instructions nécessaires à cet effet.

Son Excellence, qui se déclare, au surplus, parfaitement d'accord avec la manière de voir de MM. les Plénipotentiaires britanniques, considère que l'obligation de prendre des mesures en vue de la répression de la traite est entièrement conforme aux prescriptions de l'article 10, sauf cette seule différence que ce dernier stipule des obligations plus développées.

M. le Ministre de Turquie a déclaré que, suivant lui, l'article 6 prévoit tous les cas. Les mots côte occidentale visent la mer Rouge; l'article mentionne également les routes qui mettent cette côte en communication avec les autres possessions de Sa Majesté Impériale en Asie. Les Puissances peuvent être rassurées quant à la manière dont seront remplis les engagements qui auront été contractés. Son Excellence a ajouté qu'elle ne saurait néanmoins souscrire à la rédaction proposée par les représentants de Sa Majesté Britannique. Une clause semblable pourrait être interprétée comme impliquant un empiètement sur les droits de souveraineté d'un Etat.

MM. les Plénipotentiaires d'Angleterre, poursuit Son Excellence, ont invoqué, à l'appui de leur proposition, la difficulté pour les croiseurs anglais d'opérer des captures et le trafic considérable d'esclaves qui se fait dans la mer Rouge. Le Gouvernement ottoman est d'avis que ces difficultés ne sont pas insurmontables, puisque les croiseurs parviennent néanmoins à saisir des négriers, et il n'admet pas que la traite se pratique sur une vaste échelle dans la mer Rouge. Si des faits de traite ont lieu, c'est à son insu. M. le Ministre de Turquie a contesté à cette occasion l'exactitude de certains renseignements insérés dans les Blue Books anglais et dont quelques-uns ont été reproduits dans les Documents belges. Rappelant les remerciements adressés en maintes circonstances par le Gouvernement britannique au Gouvernement ottoman pour les mesures prises par ce dernier à l'effet de réprimer la traite, il a réitéré la déclaration que son attitude serait la même à l'avenir. L'article 6, tel qu'il est rédigé, suffit à atteindre le but : il implique la ferme résolution du Gouvernement ottoman d'exécuter les obligations qu'il a contractées, comme celles qu'il viendrait à contracter par la suite. Si l'amendement de MM. les Plénipotentiaires d'Angleterre tend à faire comprendre qu'il est nécessaire que ces engagements soient exécutés, il est devenu inutile en présence des assurances qui viennent d'être données.

Son Excellence Lord Vivian a pris acte, avec une vive satisfaction, des paroles prononcées par M. le Ministre de Turquie et des dispositions que manifeste la Sublime Porte de prendre des mesures sérieuses pour l'extinction de la traite. Il doit maintenir néanmoins qu'au point de vue du trafic des esclaves, la mer Rouge demeure le point faible. L'action des croisières y est notoirement inefficace; les témoignages produits à cet égard sont le résultat de longues et laborieuses enquêtes; ils ne permettent pas de douter que la traite continue à se pratiquer sur une vaste échelle dans la mer Rouge. Quelque soin qu'elle ait mis à exécuter le traité de 1880, la Porte n'a pu atteindre qu'incomplètement le but. La récente saisie par les soins des autorités ottomanes de trois cents esclaves à Djeddah, prouve que la traite existe toujours dans ces parages. Mais, en constatant ces faits, MM. les Plénipotentiaires d'Angleterre n'ont jamais entendu incriminer les intentions du Gouvernement ottoman. Ils voulaient par leur amendement attirer de ce côté l'attention de celui-ci, et ils n'insistent pas, puisque M. le Ministre de Turquie veut bien se charger de ce soin.

Son Excellence Carathéodory Efendi a répondu qu'il ne restait, entre les Représentants de Sa Majesté Britannique et lui, qu'une dissidence de fait quant à l'importance du trafic des esclaves dans la mer Rouge. Le Gouvernement ottoman, au surplus, ne saurait être rendu responsable des abus qui peuvent se commettre. Chaque fois qu'il a eu connaissance d'un fait de traite, il s'est empressé d'intervenir, et il continuera à faire tous ses efforts pour améliorer la situation existante; il décrètera les mesures les plus efficaces pour entraver, autant qu'il serait éventuellement nécessaire, le trafic des esclaves. Les actes émanés récemment du Gouvernement Impérial témoignent hautement de sa bonne volonté et de sa ferme résolution d'exécuter les engagements qu'il a contractés, ainsi que les dispositions de la loi.

La Commission, après avoir entendu ces explications, a décidé qu'il en serait pris acte au rapport. L'article 6 a reçu ensuite son assentiment avec une modification proposée par M. le Ministre d'Angleterre, et consistant à intercaler le mot « particulièrement » dans la partie du texte qui concerne la côte occidentale de l'Arabie, afin qu'il fût bien établi que c'est de ce côté que la surveillance la plus rigoureuse devra être exercée.

Le second alinéa de l'amendement de M. de Martens, concernant l'intervention consulaire, a été réservé dans l'intention d'en faire un article spécial.

Art. 7. — L'article 41 du projet belge créait au Gouvernement persan, au point de vue de la surveillance des eaux des golfes Persique et d'Oman et des côtes placées sous sa souveraineté, la même situation que l'article 10 faisait à la Turquie au point de vue de l'Arabie. C'était, de part et d'autre, le même devoir de surveiller les districts suspects, de punir les trafiquants d'esclaves, de libérer et de protéger les captifs.

Dans le second projet, cet article était naturellement mis en rapport avec la nouvelle formule du régime ottoman définie à l'article 6. Toutefois, comme la Commission était dans l'incertitude au sujet des dispositions légales actuellement en vigueur en Perse relativement à la traite, le texte laissait subsister une plus grande partie de l'ancienne rédaction. C'est ainsi que les magistrats devaient être munis des pouvoirs nécessaires, et que l'obligation d'établir un bureau spécial d'affranchissement était maintenue. On conservait également la clause consulaire, comme elle l'avait été originellement au nouvel article 6. Enfin, on imposait l'obligation de surveiller non seulement les côtes, mais aussi les routes intérieures qui servent au transport des esclaves.

Dans le texte final, la disposition relative au bureau d'affranchissement disparaît comme celle qui se rapporte à l'intervention des consuls et des officiers de marine. Ces deux points deviennent l'objet de dispositions séparées. C'était la conséquence du régime adopté pour l'Arabie. Il ne reste donc que la surveillance active à exercer sur les côtes et les routes intérieures, avec l'obligation d'investir les magistrats et, d'après une observation de M. le Ministre d'Angleterre, les autres autorités, des pouvoirs nécessaires pour atteindre le but indiqué.

M. le Plénipotentiaire de Perse n'a pas pris part aux délibérations de la Commission. Dans la séance du 4 mars, M. le Président a annoncé que Son Excellence Nazare Aga continuait à recevoir régulièrement les documents émanés de la Conférence et que, retenu à Paris par des affaires urgentes, il comptait se rendre à Bruxelles aussitôt que les travaux de la Commission seraient plus avancés.

Art. 8. — Les obligations à contracter par le Sultan de Zanzibar étaient réglées dans le premier projet, art. 12, sur la même base que celles qui devaient incomber à l'Empire ottoman et à la Perse, en tenant compte seulement de la différence des situations. Le remaniement apporté aux articles qui concernent ces deux puissances devait nécessairement réagir sur le nouvel article 8 ; mais l'application en a eu lieu dans une mesure plus étroite. Sauf les références aux articles précédents, le texte primitif a été presque intégralement conservé. Les trafiquants d'esclaves africains seront surveillés sur terre et sur mer ; les tribunaux institués pour la répression de la traite dans le sultanat de Zanzibar appliqueront les dispositions pénales prises en exécution de l'article 5 du chapitre I. C'est à la demande de M. le second Plénipotentiaire du Congo que le rappel de cet article a été introduit ici. Un bureau d'affranchissement doit être établi à Zanzibar afin de pouvoir donner suite, dans de meilleures conditions, aux ordonnances relatives à l'affranchissement des esclaves. Aucun décret spécial n'a été visé ; mais la Commission a décidé d'écrire : les décrets rendus dans cette matière par Sa Hautesse et ses prédécesseurs.

Art. 9. — Des stipulations nombreuses, éparées dans le projet primitif et se

rapportant aux articles 3, 6, 7, 10, 11, 12, prévoyaient et réglaient l'intervention diplomatique et consulaires, ainsi que celle des officiers des croisières dans les pays de destination, soit pour aider à la répression administrative ou judiciaire de la traite, soit pour assurer la protection des esclaves saisis et libérés.

La seconde formule, rédigée conformément aux indications de M. de Martens, éliminait ces diverses dispositions, sauf les trois articles spéciaux concernant la Turquie, la Perse et Zanzibar. Cette triple mention elle-même fut réduite ultérieurement à une seule, qui devint l'article 9 du projet final. Ici le texte est, en réalité, généralisé; rien ne dit qu'il doive s'appliquer seulement aux pays de destination du chapitre IV. Les agents diplomatiques et consulaires et les officiers de marine des puissances contractantes, est-il dit, prêteront, s'il y a lieu, aux autorités locales, leur concours, afin d'aider à la répression de la traite là où elle existe encore.

M. le Ministre de Portugal a demandé que cette rédaction fût rendue moins générale. A cet effet il a proposé d'insérer, après autorités locales, les mots: des pays mentionnés à l'article 1^{er}. M. le second Plénipotentiaire de Russie a répondu que l'article tendait à constater chez toutes les puissances signataires le désir et le devoir de prêter leur concours aux autorités locales dans les pays de destination. Général quant aux puissances qui prêtent leur concours, l'article ne l'aurait pas été quant à celles qui le reçoivent. M. le Dr Ballay aurait voulu ajouter alors: dans le cas où celles-ci le demanderont. Mais M. de Martens a répliqué que, dans sa pensée, les mots « s'il y a lieu » n'avaient pas d'autre sens.

M. le Ministre de Turquie a déclaré qu'il ne pouvait admettre l'article qu'à la condition qu'il eût un caractère général et n'entraînât aucune ingérence dans l'exercice de la souveraineté intérieure; il ne peut s'agir que d'une assistance indéterminée prêtée aux autorités locales en vue d'un but précis. Les consuls, comme c'est l'usage constant, s'entendraient avec les autorités territoriales.

MM. les Plénipotentiaires d'Angleterre n'ont pas admis que la disposition acquit une portée générale; il n'est question que des pays où l'esclavage existe légalement. La Grande Bretagne a conclu des traités qui règlent ce point, et ne saurait en laisser affaiblir la valeur.

M. le Président a constaté, à la suite de ces observations, que la Commission n'entend aucunement déroger aux droits ni aux usages acquis. Les consuls pourront toujours renseigner les autorités locales, même sans que celles-ci fassent appel à leur concours. On ne saurait amoindrir sous ce rapport des situations admises. Mais il reste entendu que le chapitre IV n'a trait qu'aux pays de destination définis à l'article 1^{er}. En présence du désir exprimé par Son Excellence Carathéodory Efendi pour que le texte ne fût pas modifié sous ce rapport, M. le Ministre de Portugal n'a pas insisté; mais la Commission a décidé, sur sa proposition, appuyée par M. le Ministre de France, que le rapport fixerait exactement la portée de l'article en établissant qu'ici, ainsi qu'aux autres dispositions du même chapitre, les Puissances n'ont eu en vue que les pays de destination où l'esclavage domestique possède encore une sanction légale.

L'expression « s'il y a lieu » a fait naître une équivoque. D'accord avec M. le Plénipotentiaire de Turquie, la Commission y a substitué ces mots: dans les limites des conventions existantes.

Dans la séance du 28 mars, MM. les Plénipotentiaires d'Angleterre ont proposé de compléter l'article 9 par une disposition ainsi conçue: « Ils (les agents diplomatiques et consulaires et les officiers de marine) auront le droit d'assister aux jugements et procès de traite qu'ils auraient provoqués, sans pouvoir prendre part à la délibération. » L'article 9 du projet primitif contenait déjà une stipulation en ce sens. M. le Ministre de Turquie a souscrit à cet amendement, pourvu qu'il fût entendu que cette assistance aurait lieu dans les limites des conventions existantes. Cette réserve n'a pas donné lieu à contestation; mais on a demandé quel sens il convenait de donner au mot jugement. M. Van Maldeghem a fait remarquer que ce terme comporte une signification large, s'étendant à tout le débat, et une signification restreinte comprenant seulement

l'issue de l'affaire. Lord Vivian a déclaré qu'on avait en vue l'assistance au procès dans toutes ses phases. M. le Ministre de Turquie a proposé de dire que les agents dont il s'agit pourraient assister aux procès, le mot procès enveloppant ici à la fois les débats et le jugement. Cette modification a été admise sous la réserve de l'approbation du Gouvernement ottoman.

Art 10. — La création de bureaux d'affranchissement ou d'institutions qui en tiennent lieu, investis de la mission expresse de procurer aux esclaves affranchis ou devant l'être une espèce de tuteur officieux auquel ils puissent recourir en toute circonstance pour sauvegarder leur liberté et leur procurer des moyens d'existence, avait déjà occupé la première commission, qui avait inséré des dispositions en ce sens aux chapitres I et II. S'inspirant de ces précédents, les auteurs du projet primitif avaient dû prévoir également l'établissement de semblables bureaux dans les pays de destination des esclaves africains. En leur assignant la mission déterminée à l'article 4 du chapitre II, en stipulant un droit formel à leur protection en faveur des esclaves importés en violation de la loi ou des traités, ils avaient proposé en outre d'établir au moins un de ces bureaux par région d'importation et de leur imposer l'obligation de rendre compte, chaque année, de leur gestion ainsi que des résultats obtenus.

Se conformant à la règle générale qui avait servi de base à sa conception, et qui consiste à éliminer les clauses d'exécution, le texte nouveau ne prévoyait plus que l'établissement, par les administrations provinciales et centrale des pays de destination, de bureaux d'affranchissement dans les conditions déterminées à l'article 4 du chapitre II.

Ce texte ainsi réduit a subi plusieurs amendements. Les termes « provinciales et centrale » ont disparu comme inutiles. A la demande de M. le Ministre de Turquie, on a intercalé, conformément à une décision déjà prise antérieurement dans le même sens, après les mots bureaux d'affranchissement, ceux-ci : ou des institutions qui en tiennent lieu. Sur l'observation de l'un des Plénipotentiaires belges que l'article 4 du chapitre II vise non le mode d'organisation, mais le but de l'institution, la Commission a remplacé les mots : dans les conditions, par ceux-ci : aux fins.

Plusieurs Plénipotentiaires ont fait observer que l'article 10 figure également au chapitre V, article 13, où la portée en est même légèrement modifiée par l'adoption d'un amendement qui constitue un vœu indirect en faveur de l'accroissement du nombre de ces bureaux. On a demandé si, dans ces conditions, il y avait lieu de maintenir l'article. M. le Président, en reconnaissant la justesse de l'observation, a constaté que le chapitre V n'est, en majeure partie, qu'une synthèse de certaines dispositions relatives à des points spéciaux traités dans divers chapitres. La Commission restera fidèle au plan qu'elle a adopté dès le début, en gardant à chaque chapitre sa physionomie propre et lui conservant l'aspect d'un système complet.

Article 11. — L'article 13 du projet primitif prévoyait l'envoi annuel par les Gouvernements des pays de destination d'un rapport renseignant les actes législatifs et administratifs, ainsi que les données statistiques de toute nature concernant la traite et l'exécution des lois et conventions qui s'y rapportent. Ces actes et renseignements é aient spécifiés d'après leurs catégories principales.

La rédaction de l'article 11 du projet nouveau ne diffère pas essentiellement de la disposition ancienne, mais la forme en est moins précise. Les Gouvernements des Puissances visées à l'article 1^{er} échangeront périodiquement avec les autres Gouvernements les données statistiques concernant les esclaves arrêtés et libérés ainsi que les mesures législatives et administratives prises afin de réprimer la traite.

La Commission a adopté ce système sans changement. D'après une déclaration de M. de Martens, l'engagement qui s'y trouve mentionné au début se réfère à l'article 7 du projet maritime. La convenance d'organiser l'échange des documents et renseignements prévus par l'article 11, à l'intervention d'un

bureau central, a été soulevée dans la discussion. La Commission chargée de l'examen du chapitre V aura à statuer sur ce point.

Au cours des débats dont le rapport vient de rendre compte, presque à chaque article a surgi la question de savoir à quelles Puissances s'appliquent les dispositions du chapitre IV. A ne considérer que la rubrique générale qui y figure en tête, il s'agit exclusivement des pays de destination; mais ceux-ci se rangent eux-mêmes sous deux catégories distinctes. Une importation d'esclaves peut se produire de fait dans les possessions africaines des Puissances signataires en contact direct avec la zone de la traite, à la faveur de l'organisation sociale actuelle des populations indigènes. Cette organisation, qui a de lointaines racines dans le passé, ne saurait se modifier brusquement; ce sera l'œuvre du temps, le fruit de la coopération persistante de tous les agents de culture dont disposent les nations modernes. Mais le but est marqué. Les Puissances souveraines ou protectrices qui proscrivent le principe même de l'esclavage sont tenues, tout en y apportant les ménagements nécessaires, d'en poursuivre la complète extinction.

Autre est la situation des Puissances destinataires dont les lois reconnaissent l'esclavage domestique et qui lui accordent ainsi une garantie indéfinie de durée. Aux termes de l'article 1^{er} du chapitre IV, ce sont ces derniers pays de destination seulement que ce chapitre a en vue, et, par conséquent, la définition contenue dans l'article 1^{er} réagit sur toutes les autres dispositions du même chapitre, que la mention en soit faite ou non. M. le Ministre d'Italie, pour prévenir toute équivoque, a proposé de transporter cette définition dans la rubrique même. Mais la Commission a jugé d'abord que la contexture de l'ensemble du chapitre en déterminait suffisamment le champ d'application. Plus tard, de nouveaux doutes se sont manifestés après le remaniement du projet primitif, à la suite de l'initiative prise à cet égard par M. le second plénipotentiaire de Russie. Suivant lui, une partie du texte amendé, tel que les articles 9, 10 et 11, devait être réputée d'application générale; l'autre, au contraire, ne concernait qu'un certain nombre de Puissances déterminées. On ne pouvait, disait-il, tracer sur ce terrain une ligne de démarcation entre les divers Gouvernements. Le chapitre IV devait prouver le désir de toutes les Puissances de concourir au but commun et tenir compte en même temps de la situation spéciale de quelques-unes d'entre elles. Ce point de vue n'a pas prévalu. La Commission a voulu que le rapport établît explicitement que le chapitre IV ne devra recevoir son application que dans les pays destinataires dont les institutions donnent à l'esclavage domestique une sanction légale. Le Comité de rédaction, au surplus, aura à en compléter la rubrique en ce sens.

Le résultat final des délibérations qui viennent d'être exposées a revêtu manifestement le caractère d'une transaction. Il n'en pouvait être autrement. Si les principes fondamentaux dont s'inspiraient les projets examinés par la Commission n'ont pas varié, si les considérations dominantes sont restées les mêmes, les règles d'exécution ont dû être subordonnées à la nécessité d'aboutir à un accord général entre Puissances dont la législation, quant à l'état servile, parlait de points de vue opposés. Mais quelques restrictions qu'aient pu imposer les conditions même du débat, la Commission estime que ses propositions constituent une amélioration sérieuse. Si la Conférence les approuve, si les Puissances les sanctionnent, l'institution de l'esclavage, même dans les pays qui la maintiennent en certaines limites, apparaîtra sous un jour nouveau. La traite et les opérations qui s'y rattachent sont universellement condamnées, le commerce des esclaves africains est interdit et doit être réprimé par des mesures sévères. Les esclaves frauduleusement importés comme les esclaves fugitifs acquièrent, en vertu d'une entente internationale, un droit à la liberté et à la protection. Par une conséquence légitime, toute vente ou transaction dont ils auraient été l'objet est frappée de nullité. Des institutions ou des pouvoirs expressément qualifiés à cette fin veilleront à l'accomplissement de ces obligations. Le pavillon des Puissances destinataires sera soumis à une surveillance rigoureuse de

a part des autorités locales, dès qu'il existe des indices de traite, et sans distinction des mers où des abus seraient signalés. Le châtiment des négriers ou marchands d'esclaves de toutes catégories est garanti en vertu d'un acte européen.

L'Empire ottoman, la Perse, Zanzibar, contractent dès à présent, à tous ces points de vue, des obligations particulières, le premier sur la base des traités comme de la loi nationale du 4/16 décembre 1889, la seconde d'après les conventions qui la lient, y compris le présent Acte général, le troisième dans des conditions analogues à celles de la Turquie. L'action des agents diplomatiques et consulaires, comme des officiers de marine, si elle n'est pas appelée à s'exercer dans des conditions beaucoup plus étendues que par le passé, reçoit dans ses limites actuelles une nouvelle sanction. Enfin, l'échange des documents législatifs, administratifs et statistiques concernant la traite et les opérations qui en dépendent, témoigne de l'intérêt que les Puissances attachent à la réalisation de leur dessein et y ajoute une garantie indirecte.

Exécutées loyalement — et des assurances solennelles sont acquises en ce sens — de semblables dispositions ont une importance que le temps fera ressortir. Sans doute, sur ce terrain comme sur tous les autres où les Représentants des Puissances ont dû se placer, la répression de la traite, la suppression des conséquences qu'elle engendre ne sauraient être l'œuvre d'un jour. Des usages enracinés pendant des siècles exigent, pour les modifier, les efforts de plusieurs générations. Mais, orientés désormais dans la même direction chez toutes les nations civilisées, ces efforts doivent aboutir. Les principes sont établis, leur vérité est universellement proclamée. Le trafic des esclaves africains, sous quelque forme qu'il s'exerce, est définitivement proscrit : il faut qu'il cesse partout. C'est le but fixé, le résultat voulu par toutes les Puissances. Les décisions élaborées par la troisième Commission, comme par celles qui ont eu d'autres faces du problème à étudier, jalonnent la route à suivre. Tout permet d'espérer que cette route sera parcourue avec succès. L'honneur des Gouvernements, la conscience des peuples en sont des gages d'autant plus assurés que le progrès des idées morales dans le monde exclut désormais toute dissidence en cette matière.

Le Président,

Les Rapporteurs,

BARON LAMBERMONT.

E. BANNING, VIVIAN, F. DE RENZIS, ET. CARATHÉODORY.

ANNEXE n° 2.

Projet présenté par les Plénipotentiaires de la Belgique dans la séance du 27 février 1890.

CHAPITRE IV. — LIEUX DE DESTINATION.

Article 1^{er}. — Les Puissances contractantes dont les possessions situées dans ou hors l'Afrique servent encore, soit en violation des lois sur la matière, soit à leur défaut, de lieux de destination aux esclaves africains, s'engagent à en prohiber l'importation, le transit, la sortie ainsi que le commerce. Une surveillance, la plus active et sévère qu'il sera possible, sera organisée par elles sur les frontières par lesquelles s'opère cette importation, sur les routes de transit ainsi que dans les ports, rades ou baies où se pratiquent l'embarquement et le débarquement des esclaves africains.

Art. 2. — Les esclaves arrêtés en exécution de l'article précédent seront, si les circonstances le permettent, renvoyés dans leur pays d'origine par les autorités qui les ont saisis. Si ce rapatriement est impossible, ils recevront des lettres d'affranchissement des autorités compétentes et auront droit à leur protection et assistance afin de trouver des moyens d'existence.

Art. 3. — Les esclaves africains non nouvellement importés d'Afrique, n'introduits en violation des dispositions prises en vertu de l'article 1^{er}, lorsqu'ils voyagent avec leurs maîtres comme domestiques, ainsi que ceux qui servent en qualité de matelots à bord des navires de commerce, à moins que ces derniers ne soient des sujets du sultan de Zanzibar, ne tombent pas sous l'application des mesures prohibitives prévues par cet article; à condition qu'ils soient munis individuellement d'un certificat délivré par les autorités compétentes. Ce certificat renseignera l'état, l'âge, le sexe et la qualité du porteur et contiendra en outre son signalement. La condition spéciale de tels esclaves sera vérifiée par les autorités locales aux frontières comme dans les ports et villes de transit sus-mentionnés.

Les autorités supérieures de province et les commandants des bâtiments de guerre de l'Etat exerceront, partout où il y aura lieu, le même droit de vérification et de contrôle. Les agents diplomatiques et consulaires des Puissances contractantes, en cas d'abus venus à leur connaissance, les signaleront auxdites autorités.

Art. 4. — Les certificats mentionnés à l'article précédent seront délivrés; à la requête et sur la déclaration des maîtres ou patrons, par les autorités du lieu d'origine ou de domicile, et devront être visés par les administrations de province. Les auteurs de déclarations fausses comme de certificats irréguliers ou frauduleux seront punis de peines sévères.

Art. 5. — Tout esclave africain arrivant isolément aux frontières des Puissances visées à l'article 1, soit pour y entrer, soit pour en sortir, ou voyageant dans leurs Etats comme domestique, matelot ou autrement, sans certificat authentique ou avec un certificat irrégulier, sera réputé libre. Il pourra réclamer des autorités compétentes des lettres d'affranchissement.

Art. 6. — Tout esclave africain introduit dans le territoire de l'une des Puissances mentionnées à l'article 1, en violation des dispositions qui y sont prévues, aura, en tout temps et nonobstant les ventes et transactions dont il pourrait avoir été l'objet, le droit de réclamer sa liberté. Il pourra s'adresser à cette fin, soit aux autorités locales du pays où il se trouve, soit aux agents diplomatiques et consulaires des Puissances contractantes qui feront, en ce cas, les diligences nécessaires pour obtenir en sa faveur des lettres d'affranchissement des autorités compétentes.

Art. 7. — Les navires indigènes portant le pavillon d'un des pays qui servent, en fait, de lieux de destination aux esclaves africains, s'il existe des indices qu'ils se livrent à des opérations de traite ou s'ils sont dénoncés de ce chef, soit par des fonctionnaires du Gouvernement, soit par des agents diplomatiques ou consulaires ou par des officiers de marine des Puissances contractantes, seront soumis par les autorités locales, dans les ports qu'ils fréquentent, à une vérification rigoureuse de leur équipage et des passagers, tant à l'entrée qu'à la sortie. En cas de présence à bord d'esclaves africains nouvellement importés ou porteurs de certificats irréguliers ou frauduleux, il sera procédé judiciairement contre le bâtiment, ses propriétaires, capitaine et équipage. Les esclaves trouvés à bord recevront des lettres d'affranchissement par les soins des autorités qui auront opéré la saisie des navires.

Art. 8. — Des bureaux d'affranchissement seront organisés par les administrations provinciales ou centrale dans tous les pays de destination des esclaves africains. Il sera créé au moins un bureau pour chaque région d'importation. Ces établissements rempliront à l'égard des esclaves libérés, soit en vertu des dispositions du présent Acte, soit de toutes autres lois en vigueur, la mission déterminée à l'article 7 du chapitre II. Les esclaves affranchis par application des articles 2, 6 et 7 auront, en tout temps, un droit formel à leur protection et assistance.

Chaque année, il sera dressé un rapport de la gestion des bureaux d'affranchissement, renseignant la statistique des personnes entrées, sorties ou protégées, et les principaux résultats obtenus.

Art. 9. — Des dispositions pénales, en rapport avec celles prévues par les

articles 5 du chapitre I, et 5 du chapitre II, seront édictées contre les importateurs, transporteurs et marchands d'esclaves africains, contre les auteurs de mutilation d'enfants ou d'adultes mâles et ceux qui en trafiquent, ainsi que contre leurs co-auteurs et complices. Des autorités judiciaires, pourvues de moyens d'action suffisants, seront chargées d'appliquer strictement ces dispositions. Ces autorités prêteront leur attention aux indications qui leur seraient fournies par les agents diplomatiques et consulaires, ainsi que par les commandants des croiseurs des Puissances contractantes; lesdits agents ou officiers pourront suivre les enquêtes et poursuites et assister, en personne ou par leurs délégués, aux jugements qui seront rendus.

Art. 10. — La mer Rouge et ses côtes opposant, à raison de leur configuration géographique, des difficultés particulières à la répression de la traite, Sa Majesté l'Empereur des Ottomans consent à organiser une surveillance active sur la côte occidentale de l'Arabie et sur les routes qui mettent cette province en communication avec ses autres possessions d'Asie. Les magistrats investis de l'autorité judiciaire dans les principaux ports d'importation, notamment à Djeddah, à Kurfuda, à Hodeida et à Mocha, recevront à cet effet les pouvoirs nécessaires et exerceront un contrôle rigoureux tant sur ces ports que sur les baies, rades et îles de leur ressort, situés dans la mer Rouge et le golfe d'Aden. Les consuls et officiers de marine des Puissances contractantes leur prêteront leur assistance dans les conditions prévues à l'article 9. Les esclaves saisis seront immédiatement munis de lettres d'affranchissement par les magistrats compétents et, s'ils ne peuvent être rapatriés, confiés aux soins du bureau établi pour la région arabique, lequel agira à leur égard conformément aux dispositions de l'article 8.

Art. 11. — Sa Majesté le Shah de Perse consent à organiser une surveillance rigoureuse dans les eaux territoriales et sur les côtes du golfe Persique et du golfe d'Oman, placées sous sa souveraineté. Les magistrats investis de l'autorité judiciaire dans les principaux ports du littoral, notamment à Bender-Buschir et à Bender-Abbas, recevront à cet effet les pouvoirs nécessaires; ils rempliront leur mandat à l'égard des importateurs d'esclaves africains par terre ou par mer, dans les conditions stipulées à l'article 10 pour la côte d'Arabie et la mer Rouge. Les esclaves libérés seront munis de lettres d'affranchissement par les soins des autorités compétentes et confiés à un bureau d'affranchissement qui sera établi par le Gouvernement Impérial, conformément aux prescriptions déterminées à l'article 8.

Art. 12. — Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar consent à prêter son concours le plus efficace pour la répression des crimes et délits commis par les trafiquants d'esclaves africains sur terre comme sur mer. Le tribunal institué à cette fin à Zanzibar procédera dans les conditions prévues à l'article 9. Afin de mieux assurer la liberté des esclaves libérés, tant en vertu des dispositions du présent Acte que des décrets rendus par Sa Hautesse le... décembre (ou novembre) 1889, un bureau d'affranchissement sera établi à Zanzibar, conformément aux prescriptions de l'article 8.

Art. 13. — Chaque année, dans les quatre mois qui suivront la clôture de l'exercice, les Puissances mentionnées à l'article 1 feront dresser un rapport renseignant les lois et mesures édictées sur la matière de l'esclavage et de la traite des esclaves africains, le nombre et l'origine des esclaves arrêtés et libérés soit à la frontière, soit dans les ports ou à l'intérieur du pays, les condamnations ou acquittements prononcés ainsi que les résultats obtenus par les croisières. Le même rapport reproduira les arrêtés d'institution et les règlements intérieurs des bureaux d'affranchissement créés, ainsi que l'exposé annuel de leur gestion, mentionné à l'article 8.

ANNEXE III

Nouvelle rédaction présentée dans la séance du 4 mars 1890.

Article premier. — Les Puissances contractantes dont les lois reconnaissent l'existence de l'esclavage domestique et dont, par suite de ce fait, les possessions situées dans ou hors l'Afrique servent, malgré la vigilance des autorités, de lieux de destination aux esclaves africains, s'engagent à en prohiber l'importation, le transit, la sortie ainsi que le commerce. Une surveillance, la plus active et la plus sévère qu'il sera possible, sera organisée par elles sur tous les points par où s'opèrent l'entrée, le passage et la sortie des esclaves africains.

Art. 2. — Les esclaves arrêtés en exécution de l'article précédent seront, si les circonstances le permettent, renvoyés dans leur pays d'origine par les autorités qui les ont saisis. Dans tous les cas, ils recevront des lettres d'affranchissement des autorités compétentes et auront droit à leur protection et assistance afin de trouver des moyens d'existence.

Art. 3. — Si des esclaves fugitifs arrivent aux frontières des Puissances mentionnées à l'article 1, soit pour y entrer, soit pour en sortir, ils seront réputés libres et pourront réclamer des autorités compétentes des lettres d'affranchissement.

Toutes ventes ou transactions dont les esclaves visés dans les dispositions précédentes auraient été l'objet, par suite de circonstances quelconques, seront considérées comme nulles et non avenues.

Art. 4. — Les navires indigènes portant le pavillon d'un des pays qui servent, en fait, de lieux de destination aux esclaves africains, s'il existe des indices qu'ils se livrent à des opérations de traite, seront soumis par les autorités locales, dans les ports qu'ils fréquentent, à une vérification rigoureuse de leur équipage et des passagers, tant à l'entrée qu'à la sortie. En cas de présence à bord d'esclaves africains, il sera procédé judiciairement contre le bâtiment, ses propriétaires, capitaine et équipage. Les esclaves trouvés à bord recevront des lettres d'affranchissement par les soins des autorités qui auront opéré la saisie des navires.

Art. 5. — Des dispositions pénales, en rapport avec celles prévues par l'article 5 du chapitre 1, seront édictées contre les importateurs, transporteurs et marchands d'esclaves africains, contre les auteurs de mutilation d'enfants ou d'adultes mâles et ceux qui en trafiquent, ainsi que contre leurs co-auteurs et complices.

Art. 6. — Les Puissances signataires reconnaissent la haute valeur de la loi sur la prohibition de la traite des noirs, sanctionnée par Sa Majesté l'Empereur des Ottomans le 4/16 décembre 1889, et elles sont assurées qu'une surveillance active sera organisée par les autorités ottomanes sur la côte occidentale de l'Arabie et sur les routes qui mettent cette côte en communication avec les autres possessions de Sa Majesté Impériale en Asie.

Art. 7. — Sa Majesté le Shah de Perse consent à organiser une surveillance active dans les eaux territoriales et sur celles des côtes du golfe Persique et du golfe d'Oman qui sont placées sous sa souveraineté et sur les routes intérieures qui servent au transport des esclaves. Les magistrats investis de l'autorité judiciaire recevront à cet effet les pouvoirs nécessaires.

Art. 8. — Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar consent à prêter son concours le plus efficace pour la répression des crimes et délits commis par les trafiquants d'esclaves africains sur terre comme sur mer. Les tribunaux institués à cette fin dans le sultanat de Zanzibar procéderont comme il est dit à l'article 6. Afin de mieux assurer la liberté des esclaves libérés, tant en vertu des dispositions du présent Acte que des décrets rendus par Sa Hautesse le... décembre (ou novembre) 1889, un bureau d'affranchissement sera établi à Zanzibar.

Art. 9. — Les agents diplomatiques et consulaires et les officiers de marine des Puissances contractantes prêteront, s'il y a lieu, aux autorités locales leur concours, afin d'aider à réprimer la traite là où elle existe encore.

Art. 10. — Des bureaux d'affranchissement seront organisés par les administrations provinciales et centrale dans les pays de destination des esclaves africains, dans les conditions déterminées à l'article 4 du chapitre II.

Art. 11. — Les Puissances signataires s'étant engagées à se communiquer tous les renseignements utiles pour combattre la traite, les Gouvernements mentionnés à l'article 1 échangeront périodiquement, avec les autres Gouvernements, les données statistiques concernant les esclaves arrêtés et libérés et les mesures législatives ou administratives prises afin de réprimer la traite.

ANNEXE IV

Projet adopté par la Commission dans la séance du 28 mars 1890.

Article premier. — Les Puissances contractantes dont les institutions comportent l'existence de l'esclavage domestique et dont, par suite de ce fait, les possessions situées dans ou hors l'Afrique servent, malgré la vigilance des autorités, de lieux de destination aux esclaves africains, s'engagent à en prohiber l'importation, le transit, la sortie ainsi que le commerce. Une surveillance, la plus active et la plus sévère qu'il sera possible, sera organisée par elles sur tous les points par où s'opèrent l'entrée, le passage et la sortie des esclaves africains.

Art. 2. — Les esclaves arrêtés en exécution de l'article précédent seront, si les circonstances le permettent, renvoyés dans leur pays d'origine par les autorités qui les ont saisis. Dans tous les cas, ils recevront des lettres d'affranchissement des autorités compétentes et auront droit à leur protection et assistance afin de trouver des moyens d'existence.

Art. 3. — Tout esclave fugitif arrivant à la frontière d'une des Puissances mentionnées à l'article 1 sera réputé libre et sera en droit de réclamer des autorités compétentes des lettres d'affranchissement.

Art. 3 bis. — Toutes ventes ou transactions dont les esclaves visés par les articles précédents auraient été l'objet, par suite de circonstances quelconques, seront considérées comme nulles et non avenues.

Art. 4. — Les navires indigènes portant le pavillon d'un des pays mentionnés à l'article 1, s'il existe des indices qu'ils se livrent à des opérations de traite, seront soumis par les autorités locales, dans les ports qu'ils fréquentent, à une vérification rigoureuse de leur équipage et des passagers, tant à l'entrée qu'à la sortie. En cas de présence à bord d'esclaves africains, il sera procédé judiciairement contre le bâtiment et contre toutes personnes qu'il y aura lieu d'inculper. Les esclaves trouvés à bord recevront des lettres d'affranchissement par les soins des autorités qui auront opéré la saisie des navires.

Art. 5. — Des dispositions pénales, en rapport avec celles prévues par l'article 5 du chapitre 1, seront édictées contre les importateurs, transporteurs et marchands d'esclaves africains, contre les auteurs de mutilation d'enfants ou d'adultes mâles et ceux qui en trafiquent, ainsi que contre leurs co-auteurs et complices.

Art. 6. — Les Puissances signataires reconnaissent la haute valeur de la loi sur la prohibition de la traite des noirs, sanctionnée par Sa Majesté l'Empereur des Ottomans le 4/16 décembre 1889 (22 Rebi-ul-Akhir 1307), et elles sont assurées qu'une surveillance active sera organisée par les autorités ottomanes, particulièrement sur la côte occidentale de l'Arabie et sur les routes qui mettent cette côte en communication avec les autres possessions de Sa Majesté Impériale en Asie.

Art. 7. — Sa Majesté le Shah de Perse consent à organiser une surveillance active dans les eaux territoriales et sur celles des côtes du golfe Persique et du golfe d'Oman qui sont placées sous sa souveraineté, et sur les routes intérieures qui servent au transport des esclaves. Les magistrats et les autres autorités recevront à cet effet les pouvoirs nécessaires.

Art. 8. — Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar consent à prêter son concours le plus efficace pour la répression des crimes et délits commis par les trafiquants d'esclaves africains sur terre comme sur mer. Les tribunaux institués à cette fin dans le sultanat de Zanzibar appliqueront strictement les dispositions pénales prévues à l'article 5. Afin de mieux assurer la liberté des esclaves libérés, tant en vertu des dispositions du présent Acte que des décrets rendus en cette matière par Sa Hautesse et ses prédécesseurs, un bureau d'affranchissement sera établi à Zanzibar.

Art. 9. — Les agents diplomatiques et consulaires et les officiers de marine des Puissances contractantes prêteront, dans les limites des conventions existantes, aux autorités locales leur concours, afin d'aider à réprimer la traite là où elle existe encore. Ils auront le droit d'assister aux procès de traite qu'ils auront provoqués, sans pouvoir prendre part à la délibération.

Art. 10. — Des bureaux d'affranchissement, ou des institutions qui en tiennent lieu, seront organisés par les administrations des pays de destination des esclaves africains, aux fins déterminées à l'article 4 du chapitre II.

Art. 11. — Les Puissances signataires s'étant engagées à se communiquer tous les renseignements utiles pour combattre la traite, les Gouvernements mentionnés à l'article 1 échangeront périodiquement, avec les autres Gouvernements, les données statistiques concernant les esclaves arrêtés et libérés et les mesures législatives ou administratives prises afin de réprimer la traite.

ANNEXE V

Loi sur la prohibition de la traite des noirs, sanctionnée par l'iradé impérial.

(Traduction certifiée conforme par la Sublime Porte.)

Article premier. — Sont prohibés : le commerce des esclaves noirs dans l'Empire ottoman, leur importation dans l'Empire ottoman et dans ses dépendances, leur passage à travers l'Empire ottoman par terre et par mer et leur exportation à l'étranger.

Art. 2. — Sont exceptés de cette prohibition, les esclaves noirs accompagnant à l'étranger leurs maîtres ou leurs maîtresses en qualité de domestiques et ceux qui se trouvent comme matelots à bord des navires marchands.

Toutefois, les maîtres et maîtresses de ces domestiques noirs devront être munis d'un certificat indiquant l'âge et le signalement de ces derniers et la qualité en laquelle ils les accompagnent.

Les rôles d'équipage des navires devront également mentionner le nombre, le signalement et la nature du service des esclaves noirs employés à bord.

Art. 3. — Les esclaves noirs dont les maîtres ne seraient pas munis de certificats et ceux qui ne seraient pas portés sur les rôles d'équipage, ainsi que le prescrit l'article 2, seront considérés comme libres. Les tribunaux et, à défaut de ceux-ci, les autorités locales, leur délivreront des certificats d'affranchissement, et leurs maîtres seront considérés comme des marchands d'esclaves. Néanmoins, ils seront exempts des pénalités prévues par la loi, s'ils prouvent qu'ils n'appartiennent pas à cette classe de marchands.

Art. 4. — Les noirs affranchis, qui quitteront l'Empire ottoman pour se rendre à l'étranger, recevront des passeports constatant qu'ils sont affranchis et libres et qu'ils disposent de leur personne sans restriction ni réserve.

Seulement, les papiers officiels qui, conformément à l'article 2, devront être délivrés aux noirs accompagnant leurs maîtres en qualité de domestiques, indiqueront leur âge, leur signalement et la condition en laquelle ils les accompagnent.

Art. 5. — Les personnes convaincues d'être mêlées au trafic des noirs, directement ou indirectement, en opposition avec l'interdiction mentionnée dans

l'article 1, leurs complices et les capitaines des navires transportant des esclaves seront, pour la première fois, passibles d'un an de prison. A chaque récidive, la peine sera augmentée d'une année d'emprisonnement.

En tout cas, les esclaves trouvés entre leurs mains seront saisis, sans paiement d'aucune indemnité, et ils recevront des certificats d'affranchissement conformément à l'article 3.

Art. 6. — Dans le cas où, parmi les esclaves saisis en vertu de la prohibition, se trouveraient des enfants et des mineurs, les personnes qui en auraient fait le commerce, et s'il venait à être constaté que des mutilations ou toute autre opération interdite par la loi auraient été pratiquées, les auteurs de pareils crimes seront passibles, indépendamment de la peine édictée par l'article 5, des pénalités prescrites par les articles y relatifs du Code pénal.

Art. 7. — Dès qu'il aura été reçu avis et constaté que des crimes de mutilation ou un commerce d'enfants et mineurs noirs, dont il est fait mention dans l'article 6, ont été perpétrés sur un point quelconque de l'Empire ottoman, les fonctionnaires civils, agissant dans les limites de leurs attributions, arrêteront et emprisonneront les prévenus et les livreront aux tribunaux compétents avec les procès-verbaux de l'enquête préliminaire et autres documents pouvant servir de preuve lors du jugement des inculpés.

Art. 8. — Conformément à la Convention conclue avec le Gouvernement britannique, en date du 11 Rebi-ul-Akhir 1297, les navires de guerre des deux Etats, qui rencontreront des négriers, les captureront avec leur matériel et leurs effets, qu'ils soient sous pavillon ottoman ou anglais.

Dans le cas où des navires sous pavillon anglais seraient capturés par des vaisseaux ottomans, ces navires seront consignés aux autorités britanniques, afin que les dispositions de la loi reçoivent leur application et que les primes promises soient perçues.

De même, les négriers sous pavillon ottoman, qui seraient capturés par les bâtiments de guerre des deux pays, seront consignés aux autorités ottomanes, et les formalités concernant les primes seront accomplies.

Art. 9. — Dans le cas où un navire contenant des esclaves noirs serait capturé et consigné aux autorités ottomanes, il sera perçu du propriétaire, et, en son absence, du capitaine du navire, par les soins du tribunal, une amende de livres turques, cinq (5) par esclave. Cette somme sera distribuée, à titre de prime, aux officiers et à l'équipage du navire qui en aura opéré la capture.

Les frais judiciaires seront perçus séparément pour le compte du tribunal.

Si le propriétaire ou le capitaine du navire capturé se refuse à payer l'amende et les frais judiciaires sus-indiqués, le tribunal fera vendre aux enchères, sans toucher à la cargaison, une partie des effets appartenant au navire jusqu'à concurrence du montant de l'amende et des frais et, en cas d'insuffisance, la totalité de ces effets. Si cela ne suffisait pas encore, le tribunal procédera à la vente du navire lui-même.

Sur le produit de la vente du navire, on prélèvera les frais judiciaires et la prime.

L'excédant, s'il y en a, sera remis au propriétaire du navire. Les arrêts des tribunaux compétents pour la vente du navire, du matériel et des effets, seront définitifs.

Art. 10. — Dans les procès relatifs à la traite des noirs, les procureurs impériaux s'acquitteront des devoirs qui leur incombent légalement, et le commandant du bâtiment de guerre qui aura capturé le négrier pourra y assister comme partie civile.

Le 22 Rebi-ul-Akhir 1307, 4/16 décembre 1880.

Protocole n° 15. — Séance du 22 mai 1890.

M. le Président soumet aux délibérations de l'Assemblée le projet de chapitre V.

Le Rapport, communiqué à tous les membres de la Conférence, rend compte des débats auxquels ce projet a donné lieu au sein de la Commission. Le soin apporté à son élaboration facilitera sans doute la tâche de la Conférence.

La section première traite du Bureau international maritime.

L'article I est adopté.

A l'article II, M. le Baron de Renzis demande de quelle manière sera convoqué le Bureau de Zanzibar, lorsque le moment de le constituer sera venu.

M. le Président répond que chacune des Puissances signataires a qualité pour agir. Il en est de même, d'ailleurs, en ce qui concerne les autres dispositions du Traité, lorsqu'elles devront être mises en vigueur.

M. le Baron de Renzis est d'avis que les Puissances, en transmettant au Gouvernement belge l'acte de ratification du Traité, pourraient faire connaître si elles se proposent d'envoyer un délégué au Bureau de Zanzibar. L'invitation de constituer le Bureau serait adressée ensuite par le Gouvernement belge à toutes les Puissances qui auraient manifesté l'intention de s'y faire représenter.

Lord Vivian estime également que la mission de convoquer le Bureau de Zanzibar revient au Gouvernement belge, qui a invité les Puissances à prendre part à la Conférence.

M. le Président fait observer que la convocation ne pourra avoir lieu qu'après l'échange des ratifications. Le procès-verbal de dépôt des ratifications qui est prévu dans le projet de chapitre VII, soumis à la Conférence, sera suivi d'une notification aux Puissances signataires. On inviterait, en même temps, celles qui désireraient être représentées à procéder à la constitution du Bureau.

Il demeure donc entendu que le Gouvernement belge se chargera de la convocation.

L'article II est adopté.

La Conférence adopte ensuite les articles III, IV et V.

A l'article VI, sur la proposition de Lord Vivian, et afin d'éviter toute confusion avec le Bureau de Bruxelles, il est décidé que les mots : Bureau central seront remplacés par ceux-ci : Bureau de Zanzibar.

L'article VI est adopté ainsi que l'article VII.

La Conférence aborde l'examen de la section II qui traite de l'échange entre les Gouvernements des documents et renseignements relatifs à la traite.

A l'article VIII, M. le Baron Gericke de Herwynen rappelle que le Gouvernement néerlandais a exprimé le désir que la clause imposant l'obligation d'édicter des lois répressives, en exécution de l'Acte général, ne fût pas rendue applicable aux Puissances qui n'auraient pas de possessions ou n'exerceraient pas de protectorats en Afrique.

M. le Président répond que la Conférence a ajourné sa décision sur ce

point lorsqu'elle a discuté les articles V et X du chapitre I^{er}. Il y aura lieu d'y revenir au moment où la Conférence se prononcera sur les dispositions de ce chapitre qui ont été réservées.

Les articles VIII, IX, X et XI sont adoptés.

A l'article XII, M. le Président rappelle que deux questions ont été soulevées au sein de la Commission. La première se rapportait à l'évaluation des frais. Il a été reconnu qu'il n'était pas possible de les fixer à l'avance, et l'on s'est trouvé d'accord pour remettre au Gouvernement belge le soin de dresser un budget provisoire et de communiquer aux Puissances les résultats de sa gestion, aussitôt que l'expérience lui paraîtrait suffisante pour arrêter définitivement le montant de la dépense.

La Conférence adopte les vues de la Commission à cet égard. Il est donc entendu que le Gouvernement belge fera la première avance des frais du Bureau de Bruxelles.

Quant à la répartition de la dépense, continue M. le Président, deux systèmes ont été proposés. L'un est celui du projet soumis à la Conférence ; il fait intervenir toutes les Puissances signataires à parts égales. A la suite de certaines objections, une autre solution a été suggérée ; elle consiste à imposer la charge du Bureau aux seules Puissances signataires ayant des possessions ou exerçant des protectorats en Afrique.

Carathéodory Efendi partage l'avis de M. le Baron de Renzis que toutes les puissances signataires doivent supporter à parts égales les frais du Bureau de Bruxelles.

M. le Baron de Renzis exprime l'opinion que toutes les Puissances signataires devraient être appelées sans exception à supporter les frais, d'ailleurs minimes pour chacune d'elles, du Bureau de Bruxelles. Ce Bureau n'a d'autre but, en effet, que d'exécuter les dispositions de l'Acte général, c'est-à-dire de concourir à la répression de la traite qui est l'intérêt commun de toutes les Puissances représentées.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch rappelle les réserves qu'il a faites en Commission au sujet de cet article. Les Puissances ont la liberté de se faire représenter au Bureau de Zanzibar et par conséquent d'intervenir dans ses dépenses ; elles ne peuvent donc être tenues de contribuer aux charges de celui de Bruxelles qui, d'ailleurs, dans son organisation définitive, n'est plus une institution internationale.

Le Gouvernement Impérial et Royal désire en conséquence qu'on reconnaisse aux Etats signataires la faculté de participer à ces frais, et non qu'on leur en impose l'obligation.

M. le Baron Gericke de Herwynen se rallie à cette manière de voir. Il fait observer que toute charge de cette nature entraîne la nécessité de solliciter, dans chaque Etat, le consentement du pouvoir législatif.

M. de Burenstam voudrait que les dépenses fussent réparties au prorata de la population des divers Etats signataires, ou bien que l'on imposât seulement le quart des frais à ceux qui n'ont pas de possessions en Afrique et qui ne comptent pas parmi les grandes Puissances.

Lord Vivian propose de reconnaître l'obligation générale de payer les frais, sans déterminer aucune répartition dans le Traité. Les mots : à parts égales et toutes (les Puissances), seraient supprimés dans l'article.

M. Bourée suggère d'ajouter à l'article, après les mots : les Puissances, ceux-ci : qui désireraient recevoir les documents communiqués par les soins du Bureau.

M. le Président croit devoir rappeler que l'échange des documents énumérés à l'article VIII a été considéré comme un des moyens les plus efficaces d'assurer l'exécution de l'Acte général. Cet échange doit s'opérer par l'intermédiaire du Bureau de Bruxelles. Les Puissances ont contracté l'engagement de le faire ; elles ne peuvent donc se soustraire à l'obligation de communiquer les documents qui les concernent et de recevoir ceux qui émanent d'autres Gouvernements.

Toutefois, des divergences de vues s'étant élevées sur le point de savoir dans quelle proportion les Puissances auraient à supporter la charge qui en résulterait, M. le Président propose de remettre la décision jusqu'à ce que tous les Plénipotentiaires aient reçu les instructions définitives de leurs Gouvernements.

L'article XII est réservé.

La section II ayant été ainsi adoptée, M. le Président dit que, dans sa dernière séance, la Commission a chargé le Bureau de soumettre à la Conférence une proposition qui serait actée au Protocole. Si l'Assemblée l'approuve, elle pourrait être conçue dans les termes suivants :

« Le projet que la Conférence vient d'adopter n'est pas le seul qui ait fait l'objet des délibérations de la Commission. Un autre projet dû à l'initiative de MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne lui avait été soumis avec la pensée de donner au Bureau central qui serait établi à Bruxelles le caractère d'une institution internationale, investie des attributions nécessaires pour suivre l'exécution de l'ensemble des clauses de l'Acte général et exercer un contrôle actif sur les bureaux maritimes établis à la côte orientale d'Afrique.

« Le projet préparé dans cet ordre d'idées avait été examiné par la Commission et avait pris la forme suivante :

« Il est établi à Bruxelles un bureau qui aura pour mission de centraliser l'échange entre les Puissances des documents et renseignements mentionnés ci-après et de les mettre ainsi à même de se rendre compte de l'exécution des clauses du présent Traité comme des améliorations qu'il comporte,

« Les Représentants à Bruxelles des Puissances signataires qui en auraient exprimé le désir constituent, avec un Représentant de la Belgique, le Conseil d'administration du Bureau central.

« Ils se réunissent au moins deux fois l'an, aux mois de , sur la convocation du Représentant de S. M. le roi des Belges, à l'effet de recevoir communication de l'exposé analytique annuel prévu ci-dessous et des comptes de gestion du Bureau, et d'en approuver la teneur.

« Les dispositions réglementaires relatives au mode de nomination et de rémunération des employés du Bureau central, à leurs fonctions et à la comptabilité des dépenses et des recettes, ainsi qu'aux mesures d'exécution dont il est parlé plus loin, font l'objet d'un Protocole séparé.

« Le Conseil d'administration du Bureau de Bruxelles exercera un droit de contrôle sur la gestion administrative et financière du Bureau international de Zanzibar ainsi que des bureaux auxiliaires qui en dépendent. Il en approuve le règlement organique et le budget.

« Les Puissances communiqueront au Bureau, dans la plus large mesure et le plus bref délai qu'elles jugeront possible :

« 1° Le texte des lois et règlements d'administration existants ou édictés par application des clauses du présent Acte ;

« 2° Les renseignements statistiques concernant la traite, les esclaves
« arrêtés et libérés, le trafic des armes, des munitions et des alcools.

« Le Bureau international établi à Zanzibar lui fera parvenir chaque
« année le rapport mentionné à l'article VII du chapitre V de l'Acte général
« sur ses opérations pendant l'année écoulée et sur celles des bureaux
« auxiliaires qui viendraient à être établis conformément à l'article VI du
« même chapitre ainsi que les comptes de l'exercice écoulé.

« Les documents et renseignements seront réunis et publiés périodique-
« ment et adressés à toutes les Puissances signataires. Cette publication
« sera accompagnée chaque année d'un exposé analytique des documents
« législatifs, administratifs et statistiques mentionnés ci-dessus.

« Les dépenses du Bureau central de Bruxelles seront supportées, à
« parts égales, par toutes les Puissances qui auront manifesté le désir
« d'être représentées dans le Conseil d'administration. Elles ne pourront
« excéder... francs par an. »

« Lors du dernier examen dont le paragraphe 2 du chapitre V a été
l'objet au sein de la Commission, ce texte a fait naître une question d'opportu-
nité. On s'est demandé si l'organisation qu'il prévoit, et qui pourrait se
justifier après une première période d'application du Traité, ne semblerait
peut-être pas prématurée au moment actuel. On a suggéré alors de réserver
pour l'avenir la proposition dans la forme dernière qu'elle avait revêtue,
et d'en faire l'objet d'un vœu qui trouverait sa place dans le Protocole de
la Conférence. Cette idée ayant obtenu l'approbation de la Commission,
son Président a reçu la mission de vous soumettre le vœu que voici :

« La Conférence, ayant pris connaissance du projet que la Commission
« avait préparé, sur l'initiative des Plénipotentiaires de la Grande-Bre-
« tagne, pour l'établissement d'un Bureau international qui serait créé à
« Bruxelles, avec des attributions plus étendues que celles du Bureau
« central prévu au chapitre V paragraphe 2 de l'Acte général, afin de per-
« mettre aux Puissances de veiller à l'exécution du Traité et d'y apporter
« au besoin les améliorations nécessaires, exprime le vœu que cette insti-
« tution puisse être appelée à remplacer le Bureau actuel le jour où, d'un
« commun accord, les Puissances auront reconnu que les circonstances
« rendent possible l'adoption de cette mesure. »

M. Bourée accepte la rédaction proposée, qui lui paraît répondre parfaite-
ment à la pensée du Gouvernement français.

Lord Vivian fait la déclaration suivante :

« Le Gouvernement de la Reine regrette que le Gouvernement de la
République française n'ait pas cru pouvoir, quant à présent, consentir à
l'insertion dans l'Acte général de la proposition soumise à la Commission
par les Plénipotentiaires britanniques, et d'après laquelle des attributions
plus étendues seraient conférées au Bureau central de Bruxelles.

« En consentant à ce que cette proposition soit insérée dans le Protocole
de la Conférence et non dans l'Acte général, le Gouvernement de la Reine
ne peut qu'espérer que le moment n'est pas éloigné où elle pourra être
adoptée. »

M. Bourée est d'autant plus sensible à l'acquiescement donné par les
Plénipotentiaires britanniques au vœu dont la Conférence vient d'entendre
la lecture, que les paroles prononcées par Lord Vivian attestent le prix

que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique attachait au projet dont il avait pris l'initiative au sein de la Commission.

M. le Président constate l'assentiment de la Conférence à la rédaction qui lui est soumise. Le vœu sera donc acté, dans les termes proposés, au Protocole de la séance.

L'Assemblée passe ensuite à l'examen de la section III, qui traite de la libération des esclaves.

A l'article XIII, M. Bourée fait observer que les colonies françaises d'Afrique et d'autres pays encore possèdent déjà des institutions analogues à celles que prévoit la disposition, et il suggère de faire suivre les mots : à établir, de ceux-ci : s'il n'en existe déjà.

L'article XIII est adopté avec cet amendement.

Les articles XIV et XV sont également adoptés ; à l'article XV, les mots : des deux sexes sont supprimés.

L'article XVI est adopté sans observation.

Lord Vivian rappelle qu'il a fait une réserve au sujet de l'insertion de la section III dans le chapitre V. Le Gouvernement de la Reine, dit Son Excellence, est toujours d'avis que les dispositions comprises dans cette section ne sont pas ici à leur place. Il a cependant autorisé ses Plénipotentiaires à ne pas insister sur leur réserve à cet égard, en laissant à l'appréciation du Président ce qu'il convient de faire.

M. le Président reconnaît qu'il n'est pas sans utilité de mettre en relief les dispositions relatives à la protection des esclaves libérés ; à ce point de vue, on aurait pu en faire l'objet d'un chapitre distinct. Mais il est vrai néanmoins que ces mesures rentrent dans le cadre assigné au premier chapitre par son titre même, qui embrasse les institutions destinées à assurer l'exécution de l'Acte général. En le tronquant, ne risquerait-on pas de lui enlever ce caractère ? Il est d'ailleurs à remarquer que les dispositions dont il s'agit ne perdraient pas de leur valeur pour figurer dans l'ensemble des moyens destinés à traduire en pratique les vues de la Conférence sur divers objets, parmi lesquels se rencontre la protection des esclaves.

M. le Président croit, en conséquence, qu'on pourrait laisser la troisième section du chapitre à la place qui lui avait été assignée dans le projet.

La séance est levée.

(A suivre.)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Loi sur les accidents et collisions en mer.

10 mars 1891 (1).

CHAPITRE PREMIER. — *Des délits et des peines.*

Article premier. — Tout capitaine, patron, maître ou officier de quart, qui se rend coupable d'une infraction aux règles prescrites par les décrets en vigueur sur les feux à allumer la nuit et les signaux à faire en temps de brume, est puni d'une amende de 10 à 100 francs et d'un emprisonnement de trois jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 2. — Si l'infraction prévue à l'article précédent, ou toute autre infraction aux règles prescrites sur la route à suivre ou les manœuvres à exécuter en cas de rencontre d'un bâtiment, est suivie d'un abordage, l'amende peut être portée à 500 fr. et l'emprisonnement à trois mois.

Si l'abordage a pour conséquence la perte ou l'abandon d'un des navires abordés ou s'il entraîne soit des blessures, soit la mort pour une ou plusieurs personnes, le coupable est puni d'une amende de 50 à 1,000 fr. et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois ; le retrait de la faculté de commander peut, en outre, être prononcé pour trois ans au plus.

Art. 3. — Tout homme de l'équipage qui se rend coupable d'un défaut de vigilance ou de tout autre manquement aux obligations de son service, suivi d'un abordage ou d'un naufrage, est puni d'une amende de 16 à 100 francs et d'un emprisonnement de dix jours à quatre mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 4. — Après un abordage, le capitaine, maître ou patron de chacun des navires abordés, est tenu, autant qu'il peut le faire sans danger pour son navire, son équipage et ses passagers, d'employer tous les moyens dont il dispose pour sauver l'autre bâtiment, son équipage et ses passagers du danger créé par l'abordage. Hors le cas de force majeure, il ne doit pas s'éloigner du lieu du sinistre avant de s'être

(1) *Journal officiel* du 12 mars 1891.

assuré qu'une plus longue assistance leur est inutile, et, si ce bâtiment a sombré, avant d'avoir fait tous ses efforts pour recueillir les naufragés.

Tout capitaine, maître ou patron qui enfreint les prescriptions précédentes est puni d'une amende de 200 à 3,000 fr., d'un emprisonnement d'un mois à un an et du retrait temporaire ou définitif de la faculté de commander.

L'emprisonnement peut être porté à deux ans, si une ou plusieurs personnes ont péri dans le naufrage.

Art. 5. — Après un abordage, le capitaine, maître ou patron de chacun des navires abordés est tenu, s'il le peut sans danger pour son navire, son équipage et ses passagers, de faire connaître au capitaine de l'autre bâtiment les noms de son propre navire et des ports d'attache, de départ et de destination de celui-ci, sous peine d'une amende de 50 à 500 fr. et d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

Art. 6. — Tout capitaine, maître ou patron, coupable d'avoir perdu par négligence ou impéritie le navire qu'il était chargé de conduire, est puni du retrait temporaire ou définitif de la faculté de commander.

Art. 7. — Un règlement d'administration publique fixera les moyens de sauvetage dont devront être pourvus les navires affectés au transport des passagers, suivant leur tonnage et la nature de leurs voyages.

Tout capitaine qui prend la mer sans être pourvu de ces moyens de sauvetage, qui ne les entretient pas en état de service ou ne les remplace pas au besoin, est puni d'une amende de 50 à 1,500 fr.

Art. 8. — Tout armateur qui n'a pas pourvu son navire des moyens d'établir et d'entretenir les feux et de faire les signaux de brume réglementaires, est puni d'une amende de 100 à 2,000 fr.

Dans le cas où son navire est affecté au transport des passagers, si l'armateur ne l'a pas pourvu des moyens de sauvetage fixés par le règlement d'administration publique, il est puni d'une amende de 100 à 3,000 fr.

Ces peines sont prononcées indépendamment de celles dont sont passibles les capitaines, maîtres ou patrons, en vertu des articles précédents.

Toutefois, l'armateur sera affranchi de toute responsabilité pénale, s'il a fait constater par la commission de visite prescrite par l'article 225 du code de commerce que son navire est pourvu de tous les appareils exigés par les règlements.

Art. 9. — L'article 463 du code pénal est applicable aux cas prévus par la présente loi.

CHAPITRE II. — *Des juridictions et de la procédure.*

Art. 10. — La connaissance des délits prévus par la présente loi est attribuée à la juridiction des tribunaux maritimes commerciaux, institués par le code disciplinaire et pénal de la marine marchande, du 24 mars 1852.

Dans les cas prévus par l'article premier, il n'est en rien dérogé aux dispositions de ce code concernant la composition de ces tribunaux et le lieu où ils se réunissent.

Art. 11. — Dans les cas prévus par les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8, le tribunal est toujours réuni dans un des ports de France, chefs-lieux d'arrondissement ou de sous-arrondissement maritime.

Les cinq membres qui le composent sont :

Un capitaine de vaisseau ou de frégate, président ;

Un juge du tribunal de commerce, juge ;

Un lieutenant de vaisseau, juge ;

Deux capitaines au long cours, juges.

Le capitaine de vaisseau ou de frégate et le lieutenant de vaisseau sont désignés par le préfet maritime de l'arrondissement.

Le juge du tribunal de commerce et les capitaines au long cours sont désignés par le président du tribunal de commerce du lieu, ou, à défaut de tribunal de commerce sur les lieux, par celui du tribunal de commerce le plus voisin.

Art. 12. — Lorsque le capitaine d'un navire de commerce, poursuivi devant le tribunal composé conformément à l'article 11, est un officier appartenant au corps de la marine, les capitaines au long cours siégeant comme juges sont remplacés par deux officiers du même grade que l'inculpé, désignés par le préfet maritime de l'arrondissement.

Art. 13. — Chaque fois que le tribunal maritime commercial est composé conformément à l'article 11, un commissaire-rapporteur, pris parmi les officiers de la marine en activité ou en retraite et désigné par le ministre, est chargé de l'instruction et remplit près ce tribunal les fonctions de ministère public.

Un officier ou un employé du commissariat de la marine, désigné par le préfet maritime de l'arrondissement, remplit les fonctions de greffier.

Art. 14. — Les commandants des bâtiments de l'Etat, les consuls et les commissaires de l'inscription maritime ont qualité pour faire rechercher et constater les délits prévus par les articles 1, 7 et 8 de la présente loi, pour recevoir à leur sujet les plaintes des capitaines, des équipages et des passagers des navires de commerce, ainsi que les procès-verbaux des experts chargés de la visite de ces navires ; enfin, pour assembler, conformément aux prescriptions des articles 10 et suivants du code disciplinaire et pénal pour la marine marchande, du 24 mars 1852, les tribunaux commerciaux maritimes qui doivent connaître des infractions à l'article premier de la présente loi.

Art. 15. — Dans les cas autres que ceux qui sont prévus par l'article premier de la présente loi, les commandants des bâtiments de l'Etat, les consuls ou les commissaires de l'inscription maritime procèdent à une enquête et en transmettent les résultats au ministre de la marine, avec les procès-verbaux, plaintes et rapports qui l'ont motivée.

Si la contravention prévue par l'un des articles 7 et 8 est constatée dans un port de France, l'autorité maritime de ce port transmet également les pièces et les résultats de l'enquête au ministre de la marine.

Si, d'après les résultats de l'enquête, le ministre juge que le délit signalé doit être déféré au tribunal maritime commercial, composé conformément à l'article 11, il ordonne la formation de ce tribunal dans le chef-lieu d'arrondissement ou de sous arrondissement maritime où il lui paraît le plus facile de procéder à l'instruction et d'éclairer la justice.

Il fait parvenir en même temps le dossier de l'enquête au commissaire-rapporteur qu'il a désigné.

Art. 16. — Le commissaire-rapporteur procède à l'instruction. Dès qu'elle est terminée, il remet les pièces au président du tribunal, qui fixe

le jour et l'heure de l'audience, après en avoir prévenu le préfet maritime ou le chef du service de la marine du port.

Art. 17. — Les jugements sont rendus à la majorité des voix.

La question de l'application de l'article 463 du code pénal doit toujours être posée,

Art. 18. — Les jugements des tribunaux maritimes commerciaux, composés conformément à l'article 11 de la présente loi, peuvent être l'objet d'un recours devant l'un des tribunaux de revision permanents institués par l'article 47 du code de justice militaire de l'armée de mer, du 4 juin 1858.

Les délais, la forme de ces recours et la procédure devant ces tribunaux seront ceux indiqués par le même code. Le recours sera porté devant le tribunal de revision de l'arrondissement maritime dans le ressort duquel le jugement aura été rendu.

Art. 19. — Dans tous les cas où une condamnation à la peine de l'emprisonnement a été prononcée par application de la présente loi, et dès qu'elle est devenue définitive, le commissaire-rapporteur près le tribunal maritime commercial ou le commissaire de la République près le tribunal de revision remet le condamné, sans délai, avec une expédition du jugement, au procureur de la République du lieu, qui fait exécuter la sentence.

La peine du retrait de la faculté de commander est mise à exécution par les soins du préfet maritime ou du chef du service de la marine, suivant le cas, sur les réquisitions du ministère public.

Le recouvrement des amendes est poursuivi dans la forme ordinaire par les agents du département des finances, à la requête du ministère public.

Art. 20. — Toutes les sommes provenant des amendes prononcées en vertu de la présente loi sont versées dans la caisse des invalides de la marine.

Art. 21. — Les juridictions saisies des délits prévus par la présente loi ne connaissent pas de l'action civile.

Art. 22. — Les commandants, les officiers et les marins des bâtiments de l'Etat continuent à être soumis, pour tous les faits relatifs aux abordages, aux règles et juridictions instituées par le code de justice militaire pour l'armée de mer, du 4 juin 1858, sans que, au cas d'abordage entre un bâtiment de l'Etat et un navire de commerce, les inculpés appartenant à ce dernier navire puissent, pour cause de connexité, être renvoyés devant un conseil de guerre.

Art. 23. — Les dispositions du décret du 24 mars 1852, particulièrement celles concernant la procédure, la tenue de l'audience, la forme des jugements et leur exécution, seront appliquées en tant qu'elles ne sont pas contraires à la présente loi.

Exposé des motifs.

Messieurs, une loi récemment promulguée aux Etats-Unis d'Amérique amène le Gouvernement à vous saisir d'un projet de loi qui avait été présenté à la Chambre pendant une précédente législature et n'y avait pas reçu de suite.

Il s'agit du projet relatif aux accidents et collisions en mer, adopté par le Sénat dans sa séance du 17 juillet 1882.

La loi américaine qui vient d'être édictée oblige le capitaine de tout navire

qui en aborde un autre à se tenir à portée de ce dernier aussi longtemps que cela paraît nécessaire, et s'il le peut d'ailleurs sans sérieux danger pour son propre équipage et ses passagers. Il doit lui faire connaître son nom, son port d'immatriculation et le lieu pour lequel il est expédié. S'il manque à ces prescriptions, sans excuse valable, il est présumé responsable de la collision.

La sanction pénale de cette disposition, applicable au cas de défaut d'information comme à celui du défaut de secours, consiste en une amende de 1,000 dollars, ou en un emprisonnement de deux ans au maximum. Le navire peut être saisi en garantie de l'amende, dont une moitié est attribuée au poursuivant, l'autre à l'Etat.

Telle est la loi votée par le Congrès de Washington le 4 septembre 1890. Cet acte répond à des propositions faites au cours de la Conférence tenue à Washington entre les représentants des puissances maritimes.

La France n'avait pas attendu la tenue de cette Conférence pour chercher dans la loi la protection d'un intérêt d'humanité. L'origine du projet que nous avons l'honneur de vous présenter remonte à une proposition émise en 1874, dans l'Assemblée nationale, par l'honorable M. Farcy. Cette proposition, provoquée par la catastrophe du paquebot la *Ville-du-Havre*, qui avait péri en mer avec une partie de son équipage et de ses passagers, à la suite d'un abordage, donna lieu à un premier projet qu'avait préparé une Commission de l'Assemblée, sous la présidence de M. le vice-amiral Jaurès. Ce projet, remanié par le Gouvernement et par le Conseil d'Etat, fut déposé en 1877 sur le bureau du Sénat.

En 1882, le Gouvernement l'avait retiré pour y apporter quelques modifications sur la juridiction. Primitivement, c'étaient les tribunaux maritimes permanents des arsenaux qui devaient connaître des infractions définies par le projet de loi. Mais ces tribunaux sont trop éloignés de tous les justiciables, puisqu'ils ne siègent que dans les cinq ports de guerre, et ils ont un caractère militaire trop prononcé pour juger des capitaines de commerce sur des faits qui n'intéressent pas la marine de l'Etat. Sans songer davantage à la justice ordinaire, qui n'est pas apte à apprécier les événements de mer, le Gouvernement proposait une juridiction nouvelle, composée exclusivement de membres versés dans la connaissance des choses maritimes et qui aurait siégé dans les ports militaires et dans les chefs-lieux des sous-arrondissements maritimes, c'est-à-dire dans les grands ports de commerce. Le Sénat préféra recourir à la juridiction des tribunaux maritimes commerciaux, institués par le décret-loi disciplinaire et pénal du 24 mars 1852 pour la marine, non sans en modifier la composition et y adjoindre ce que la complication des affaires à juger rendait nécessaire, un officier de marine en qualité de commissaire-rapporteur faisant fonctions de ministère public.

Le Gouvernement accepta ces changements et M. le vice-amiral Jauréguiberry déposa le projet sur le bureau de la Chambre, le 31 juillet 1882, mais il ne fut jamais discuté. La résolution votée par la Conférence de Washington et la loi adoptée par le Gouvernement fédéral, dont les textes sont reproduits à la suite du présent exposé, déterminent le Gouvernement de la République à représenter cet ancien projet à la législature nouvelle. On remarquera que l'objet de la loi américaine ne correspond qu'à l'article 4 de notre projet, lequel vise le cas du capitaine qui, après une collision, n'a pas porté toute l'assistance possible au navire et aux personnes que la collision a mis en danger. Le texte qui vous est soumis réprime, de plus, dans d'autres articles, les infractions aux règlements sur les feux que les navires doivent porter pendant la nuit, sur les signaux qu'ils doivent faire en temps de brume, sur les manœuvres en cas de rencontre. Il soumet aussi (sans supprimer le droit de police disciplinaire du ministre sur tous ceux qui sont investis par l'autorité publique du droit de commander) à un jugement en règle le fait spécial de la perte d'un bâtiment par négligence ou impéritie, donnant ainsi satisfaction à un vœu fréquemment exprimé par les intéressés.

Enfin, il oblige les armateurs à munir d'engins de sauvetage les navires

affectés au transport des passagers. De cette manière la loi donnera, chez nous, pour la première fois, une sanction pénale à des dispositions protectrices des vies et des fortunes exposées sur mer.

Il était dit, dans l'exposé des motifs présenté en 1882, que l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, avaient pris des dispositions analogues à celles que le Gouvernement proposait. La loi des Etats-Unis prouve de nouveau l'intérêt qu'attachent les nations maritimes à diminuer les chances d'accident que multiplient aujourd'hui, grâce à l'emploi de la force motrice de la vapeur, la vitesse des bâtiments et la rectitude de leurs routes. Le Gouvernement, assuré qu'il est de votre sollicitude pour la navigation française et pour le grand intérêt d'humanité qui s'y trouve engagé, vous soumet avec confiance le projet voté par le Sénat.

Rapport fait au nom de la Commission de la marine, chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat, sur les accidents et collisions en mer, par M. Eugène Mir, député.

Messieurs, les progrès de la navigation, la substitution de la vapeur à la voile, les excitations de la concurrence internationale, les vitesses de plus en plus grandes qu'on peut obtenir, l'augmentation de l'effectif des flottes commerciales de tous les pays, la perfection des instruments nautiques qui permet aux navires de prendre toujours la ligne droite et qui tend ainsi à faire du sillage du navire qui passe et que la vague vient effacer, la route commune, mathématique et précise que prendront les navires qui viendront après lui ; toutes ces causes accroissent singulièrement toutes les chances de collision entre les innombrables bâtiments qui sillonnent les mers et entraînent des périls dont les nations se sont depuis longtemps préoccupées.

Elles se sont d'abord concertées pour arrêter des règlements qui déterminent les mesures à prendre pour prévenir les rencontres et pour éviter les abordages. Le souci de la sécurité personnelle, plus fort que l'égoïsme commercial, a permis d'établir facilement, à l'égard des feux à allumer, des signaux à faire, des directions à suivre et des manœuvres à opérer, une entente commune entre un grand nombre de nations maritimes du monde entier.

Mais, outre que ces règlements n'ont généralement pas de sanction pénale, on n'a pas tardé à constater, pour les cas d'abordage, une lacune regrettable, que quelques législations seulement ont cherché à combler : nous voulons parler du devoir d'assistance que se doivent les navires après la collision, et l'obligation de se faire connaître en déclarant les noms du navire et des ports d'attache, de départ et de destination. C'est l'objet du projet de loi qui vous est soumis.

Inspiré à l'initiative parlementaire par le désastre de la *Ville-du-Havre*, sous l'Assemblée nationale, renvoyé ensuite à l'examen du Conseil d'Etat, le projet a été présenté au Sénat par le Gouvernement en 1877 ; retiré ensuite pour subir quelques modifications, présenté à nouveau et voté au Sénat en 1882, il a été déposé sur le bureau de la Chambre au cours de la précédente législature, et n'ayant pas été discuté, il vous est de nouveau soumis. Après toutes ces vicissitudes, on ne saurait méconnaître que le projet se présente avec quelque apparence de maturité.

Aussi bien n'est-ce pas une innovation qui vous est proposée. Sans remonter à la Constitution *Cum nobis* du pape Pie V (1), qui, en 1566, enjoint à peine d'amende et d'excommunication et sous la promesse d'indemnité et d'indulgences, de secourir les naufragés (Constitution où l'on a voulu chercher l'origine du devoir d'assistance et de sauvetage, quoique, en réalité le pontife ne

(1) Inscrite dans le Bullaire sous la rubrique : *Contra impediētes aut non subvenientes nautis et aliis naufragium patientibus.*

paraisse s'être préoccupé que de réprimer les spoliations auxquelles étaient exposés les navigateurs sur les côtes de l'empire romain), nous trouvons plus près de nous et dans les législations modernes des précédents autorisés et précis.

En Angleterre, où la loi de 1854 avait déjà, en cas de sinistres marimes, ordonné des enquêtes, qui ont été réglées à nouveau par les lois du 15 août 1876 et 15 août 1879, la loi du 5 août 1873 (36 et 37 Vict., ch. 85, § 16), dans son article 16, prescrit l'assistance et la déclaration des noms de navire et de port. Cette loi contient cette remarquable disposition, qu'en outre des amendes ou de la prison, tout capitaine de navire anglais qui se sera éloigné du lieu du sinistre sans s'être fait connaître au moyen des déclarations précitées sera, sauf preuve contraire, présumé responsable du sinistre.

La loi des Etats-Unis du 4 septembre 1890 qui a sanctionné l'une des résolutions de la Conférence tenue la même année à Washington, est la reproduction littérale de la loi anglaise de 1873.

En 1874, la Norvège, par une loi additionnelle à celle du 24 mars 1860 sur les abordages, a prescrit le devoir de l'assistance et les déclarations des noms de navire et de port; mais, pas plus que les législations que nous allons rappeler ci-après, la loi norvégienne n'ajoute aux sanctions pénales qu'elle édicte la présomption de responsabilité contre le capitaine qui n'aura pas fait sa déclaration.

L'Autriche a prescrit l'assistance et les déclarations par une ordonnance du ministère du commerce du 1^{er} décembre 1880, sous peine d'une amende de 100 florins.

En Allemagne, l'article 145 du code pénal punit d'une amende de 500 thalers au plus quiconque aura transgressé les règlements établis pour prévenir l'abordage des bâtiments en mer: une ordonnance impériale du 15 août 1886 a prescrit, dans son article premier, le devoir d'assistance, et dans son article 2, les déclarations relatives au navire et au port. En outre, une loi du 17 juillet 1877 a créé des commissions maritimes (*Seeamter*) pour procéder à des enquêtes sur les sinistres de mer.

La législation italienne et celle des Pays-Bas ont un double caractère: d'un côté, elles ne restreignent pas le devoir d'assistance au cas d'abordage, elles l'étendent à tous les cas de détresse; la loi italienne ne vise même pas l'abordage, et ce n'est que parce qu'elle est générale qu'elle peut s'appliquer à ce cas particulier; d'un autre côté, elles n'imposent pas l'obligation, après la collision, de déclarer le nom du navire et celui des ports d'attache, de départ, de destination, de sorte qu'elles paraissent empreintes d'un sentiment d'humanité qui est à la fois plus large et moins efficace. (Art. 120 et 395 du code italien de la marine marchande, et art. 414 et 473 du code pénal des Pays-Bas.)

Disons, en terminant ce rapide exposé des précédents et des législations étrangères, que la loi belge, en particulier, ne prévoit nulle part les conséquences pénales des abordages, qui ne sont régis que par les dispositions ordinaires du droit, d'ailleurs insuffisantes. Le capitaine, ne relevant que de l'armateur, ne peut même pas être privé de son brevet ni à titre définitif, ni à titre temporaire. Il s'est cependant tenu en 1885 à Anvers, et en 1888 à Bruxelles des Congrès internationaux qui ont émis le vœu que le devoir d'assistance et la déclaration des noms du navire et des ports fussent imposés.

Ces mêmes vœux se trouvent inscrits dans le projet de loi maritime scandinave qui a été naguère rédigé à la suite d'une entente entre les Gouvernements danois, norvégien et suédois.

Le Congrès international du commerce et de l'industrie tenu à Paris en 1889 s'est associé à ces vœux, qu'a renouvelés la Conférence de Washington de 1890.

La France, qui, sous Colbert, a pris, par la célèbre ordonnance de 1681, la salubre initiative de réglementer la police des mers, ne pouvait pas rester plus longtemps indifférente aux généreuses agitations qu'ont suscitées dans ces derniers temps de nombreux sinistres. Le projet qui nous vient du Sénat peut être voté sans modifications. Il ne dépend que de vous d'enrichir à brève

échéance notre belle législation de la voirie maritime d'une loi nouvelle qui est attendue par nos marins avec la plus vive impatience et qui contribuera dans une large mesure à augmenter la sécurité des grandes routes de l'Océan.

Avant d'examiner le projet de loi, il convient de dire un mot des décrets qui portent règlement des feux à allumer, des signaux à faire, de la route à suivre et des manœuvres à faire pour éviter les abordages, puisque ce projet vise ces décrets dans l'article premier et qu'il donne une sanction pénale aux dispositions du règlement.

On peut dire d'ailleurs de la loi qui vous est soumise, qu'en même temps qu'elle édicte une sanction pénale et qu'elle organise des juridictions pour appliquer les peines, elle fait aussi œuvre de haute réglementation : qu'aux dispositions du règlement, elle ajoute des prescriptions nouvelles relatives à l'assistance, aux déclarations à faire après l'abordage, aux engins de sauvetage dont le navire doit être pourvu, et que de la sorte elle est pour ainsi dire la confirmation, la continuation et le complément du règlement lui-même.

Les dispositions du règlement qui peuvent varier avec les progrès de la navigation et dont les modifications doivent être concertées avec les nations étrangères, paraissent par cela même et aussi par leur nature technique appartenir au domaine du décret plutôt qu'au domaine de la loi. Le décret du 4 novembre 1879, qui se trouve en annexe dans le rapport de la Commission du Sénat, avait reçu l'adhésion de quinze puissances : l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie, les Etats-Unis, l'Italie, la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas, la Grèce, la Suède, la Norvège, le Danemark, le Portugal et le Chili. Mais les prescriptions de l'article 10 relatives à l'éclairage des bateaux de pêche et des bateaux non pontés ayant dès le début donné lieu à des réclamations, l'application de cet article avait été suspendue en France et en Angleterre par des décisions successives jusqu'au 1^{er} septembre 1884. A cette époque, le Gouvernement britannique a adopté une nouvelle rédaction de l'article 10 ; il a également, en vue d'attribuer des signaux spéciaux aux navires occupés à poser ou à relever des câbles transatlantiques, modifié l'article 5 ; en outre, un accord international antérieur avait déterminé les signaux que doivent faire les navires en détresse et demandant du secours. C'est de toutes ces diverses modifications qu'est sorti le nouveau règlement, qui porte la date du 1^{er} septembre 1884, concerté entre la Grande-Bretagne et la France et accepté par les autres puissances. On le trouvera en annexe à la fin de ce rapport.

Nous arrivons au projet de loi lui-même.

Chapitre premier. — Des délits et des peines. — Les deux premiers articles donnent une sanction générale au règlement dont nous venons de parler.

L'article premier punit d'une amende de 10 à 300 francs et d'un emprisonnement de trois jours à un mois les infractions aux règles prescrites par les décrets en vigueur sur les feux à allumer la nuit et les signaux à faire en temps de brume.

Dans le projet du Gouvernement, l'article premier était plus général : il punissait également les infractions aux règles concernant la route à suivre et les manœuvres à exécuter en cas de rencontre d'un bâtiment. Mais le Sénat a considéré qu'à raison du caractère même de ces infractions, souvent si difficiles à constater, il ne fallait les punir que lorsqu'elles laissent une trace et qu'elles se manifestent par le dommage même qu'elles entraînent, c'est-à-dire en cas d'abordage.

« Il ne s'agit plus, dans cette hypothèse, dit le rapporteur du Sénat, d'une contravention purement matérielle, facile à éviter et simple à constater... ; le caractère technique de la faute en rend l'application plus délicate. Votre Commission est d'avis qu'il ne convient de la punir que dans le cas où elle aurait été la cause d'un abordage. » C'est l'objet de l'article suivant.

L'article 2, en effet, prévoit le cas d'abordage ; cette fois, la loi punit toutes les infractions au règlement, celles qui concernent les feux et les signaux comme celles qui concernent la route à suivre et les manœuvres à exécuter ; de

plus, elle proportionne à la gravité des suites du délit la rigueur de la répression, et elle élève les peines prévues par l'article premier : l'amende peut être portée à 500 francs et l'emprisonnement à un mois ; s'il y a perte ou abandon de navire, ou blessures ou mort pour une ou plusieurs personnes, l'amende se gradue de 50 à 1,000 francs et l'emprisonnement de quinze jours à six mois ; le retrait de la faculté de commander peut, en outre, être prononcé pour trois ans au plus.

L'article 3 punit les fautes des hommes d'équipage. Ceux-ci restent, bien entendu, sous l'application des règles du code de justice de la marine marchande du 24 mars 1852, qui continue à punir les fautes contre la discipline et les délits maritimes ordinaires, mais si la faute de l'homme d'équipage est suivie d'abordage ou de naufrage, elle tombe sous le coup de la nouvelle loi et est punie de 16 à 100 francs d'amende et de dix jours à quatre mois d'emprisonnement ou de l'une des deux peines seulement.

Le rapporteur du Sénat a cru devoir faire remarquer que l'article ne serait pas applicable si la faute de l'homme d'équipage a été l'objet d'un ordre reçu, car, dit-il « celui que la discipline enchaîne échappe à toute répression pénale ». Nous nous associons bien volontiers à cette déclaration, que rendaient peut-être inutile les termes mêmes de l'article qui vise « le défaut de vigilance ou tout autre manquement aux obligations de son service, » comme aussi les principes généraux de notre droit.

L'article 4 prescrit le devoir d'assistance, et l'article 5 les déclarations des noms du navire et des ports d'origine, de départ et de destination.

Le devoir d'assistance est formulé par le projet de loi dans des termes semblables à ceux dont se servent les législations étrangères, notamment la loi anglaise ; il est subordonné aux mêmes conditions : ainsi tout d'abord, il est certain que le premier devoir du capitaine est de sauver son équipage et ses passagers et qu'il n'est tenu de porter secours au navire en péril que s'il peut le faire sans danger pour son propre navire. C'est dans ce cas seulement qu'il est obligé d'employer tous les moyens dont il dispose pour sauver l'autre bâtiment, et il ne peut s'éloigner avant de s'être assuré qu'une plus longue assistance serait inutile.

Le défaut d'assistance est puni d'une amende de 200 à 3,000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à un an, qui peut aller à deux ans si une ou plusieurs personnes ont péri dans le naufrage, et du retrait temporaire ou définitif de la faculté de commander.

C'est également à la condition qu'il n'y aura pas de danger pour son navire qu'est subordonnée l'obligation imposée au capitaine par l'article 5 de faire connaître les noms du navire et des ports d'attache, de départ et de destination. L'infraction est punie d'une amende de 50 à 500 francs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

Quelques-uns de nos collègues auraient voulu qu'à l'exemple de la loi anglaise (38 et 37 Vict., ch. 85, art. 16) et de la nouvelle loi des États-Unis du 4 septembre 1890, on eût ajouté à ces sanctions pénales la présomption de responsabilité que ces législations édictent contre le capitaine qui a manqué aux obligations de l'article 5. La Commission, soucieuse de donner la sanction la plus efficace à ces obligations, avait tout d'abord accepté leur amendement et adopté la disposition additionnelle suivante : « Le capitaine qui aura, sans excuse valable, manqué aux obligations de l'article 5 sera présumé, sauf preuve contraire, être l'auteur de l'abordage et, en cette qualité, responsable de ses conséquences. »

Il est certain, en effet, que le capitaine qui s'éloigne du lieu du sinistre sans décliner les noms de son navire et des ports d'attache et de destination peut, à bon droit, être soupçonné d'avoir une faute à se reprocher ; s'il prend le large sans se faire connaître, on ne peut supposer que ce n'est que pour échapper aux conséquences de ses actes et aux réparations matérielles du sinistre. La présomption de responsabilité est donc parfaitement fondée, et la loi anglaise

comme celle des Etats-Unis que nous voulions reproduire, se trouve absolument justifiée.

Mais, cédant à un scrupule de rédaction, nous nous sommes demandé s'il était bien conforme aux traditions législatives de ce pays d'introduire dans la présente loi, qui est une loi simplement pénale, une disposition d'ordre purement civil, que les juridictions créées par cette loi n'auront jamais à appliquer, puisque, de par l'article 21, elles ne connaissent pas de l'action civile; nous nous sommes d'ailleurs rappelé que l'article 407 du Code de commerce précise avec beaucoup de soin les divers cas d'abordage et qu'il détermine, suivant les espèces, les responsabilités.

Il nous a paru, dès lors, qu'il n'était pas sans inconvénient d'établir dans une loi spéciale, une présomption, quelque fondée qu'elle fût, qui aurait bouleversé l'économie de l'article 407, et nous avons pensé qu'il était plus expédient de procéder par voie de modification de l'article, d'y introduire cette présomption si utile, et de la faire cadrer avec ses dispositions fondamentales. C'est ce que nous ferons par une proposition de loi particulière, dont nous saisissons la Chambre et qui pourra être discutée presque en même temps que celle qui fait l'objet de ce rapport.

L'article 6 a pour but de donner satisfaction à une fort ancienne réclamation des capitaines au long cours qui, en cas de perte de leur navire, pouvaient être privés de la faculté de commander par simple décision du ministre de la marine, sans qu'ils eussent été préalablement admis à se défendre en personne et à répondre aux articulations d'une enquête qui ne leur était pas communiquée. Dorénavant, c'est la juridiction créée par les articles 10 et suivants qui jugera contradictoirement, avec les formalités et les garanties habituelles de la défense, le capitaine au long cours coupable d'avoir perdu par impéritie ou négligence son navire; celui-ci sera puni du retrait temporaire ou définitif de la faculté de commander. Il est à peine besoin de faire remarquer que l'article 6 ne porte aucune atteinte aux articles 221 et 241 du Code de commerce, qui organisent au profit de l'armateur et de l'affrèteur, la responsabilité civile du capitaine qui aura laissé périr son navire.

Les articles 7 et 8 obligent l'armateur à pourvoir le navire affecté au transport des passagers des engins de sauvetage et le capitaine à les entretenir, sous peine d'une amende de 100 à 3,000 francs pour le premier, et de 50 à 1,500 pour le second.

L'armateur est également obligé de pourvoir son navire, qu'il soit ou non affecté au transport des passagers, des moyens d'établir et d'entretenir les feux et de faire les signaux de brume réglementaires, sous peine d'une amende de 100 à 2,000 francs. Nous avons déjà vu que l'article premier punit le capitaine qui, de son côté, n'allume pas les feux et ne fait pas les signaux. L'article 8 *in fine* décharge, comme il convient, de toute responsabilité pénale l'armateur qui aurait fait constater par la commission de visite prescrite par l'article 223 du Code de commerce que son navire est pourvu de tous les appareils exigés par les règlements.

L'article 9 déclare applicable aux contraventions et délits prévus par la présente loi le bénéfice des circonstances atténuantes prévu par l'article 463 du Code pénal.

Chap. 2. — Des juridictions et de la procédure. — C'est sur l'établissement des juridictions que les plus grandes divergences se sont manifestées, soit par la teneur des deux projets que le Gouvernement a présentés successivement, soit par les modifications qu'a fait subir au texte du Gouvernement la Commission du Sénat.

Vous savez, messieurs, que le décret-loi du 24 mars 1852 qui organise la justice maritime spéciale à la marine marchande, a créé les « tribunaux maritimes commerciaux » et que la loi du 4 juin 1858 institue pour la justice militaire de l'armée de mer « les tribunaux maritimes militaires permanents ». Le projet de loi de 1877 donnait la connaissance des délits prévus, en partie à la pre-

nière et en partie à la seconde de ces juridictions, si différentes dans leur origine, leur caractère et leur composition.

C'est pour éviter les critiques qu'une pareille attribution pouvait soulever dans le Parlement, que le Gouvernement a retiré le projet de loi de 1877, et y a substitué un projet nouveau.

Celui de 1882 supprime la compétence des tribunaux militaires, et organise des juridictions nouvelles, dont la composition est plus conforme au principe national de la justice rendue par les pairs, et qui, sous le titre de « tribunaux des naufrages », devaient fonctionner dans chacun de nos douze ports militaires ou commerciaux, chefs-lieux d'arrondissement ou de sous-arrondissement maritimes.

Mais la Commission du Sénat s'est refusée à créer ces nouvelles et nombreuses juridictions que ne justifiait pas suffisamment le chiffre, heureusement restreint, des affaires qui auraient pu être portées annuellement devant elles. La statistique, en effet, n'évalue pas à plus de 150 par an le nombre des procès qui auraient été répartis entre ces douze tribunaux.

Dans ces conditions, le Sénat a adopté la juridiction des tribunaux maritimes commerciaux, à laquelle le projet du Gouvernement lui-même attribue la connaissance des contraventions prévues dans l'article premier, et s'inspirant du caractère de cette institution, si mobile et si souple, qui, suivant les cas, est composée de diverses manières, il a maintenu le principe du tribunal maritime commercial, dans le cadre duquel il fait, à peu de choses près, passer le personnel de juges qui composait le tribunal des naufrages prévu au projet du Gouvernement.

Par cette ingénieuse combinaison, la Commission du Sénat a évité la création de rouages inutiles, et elle a établi pour l'application de la loi une sorte d'unité de juridiction.

Cette juridiction doit fonctionner de la manière suivante :

Les délits prévus à l'article premier sont jugés par les tribunaux maritimes commerciaux, tels qu'ils se trouvent composés par le Code disciplinaire et pénal de la marine marchande du 24 mars 1852. Rappelons ici, que suivant que le tribunal se réunit dans un port de France ou de colonie française, ou au contraire dans une rade de colonie française ou un port étranger, il est présidé par le commissaire de l'inscription maritime ou par le commandant d'un bâtiment de l'Etat présent sur les lieux ; quant aux quatre juges, la composition du tribunal varie aussi suivant les cas.

Au contraire, pour la connaissance des délits prévus aux autres articles, le tribunal sera toujours convoqué dans un port de France, et les cinq membres qui le composent sont un capitaine de vaisseau ou de frégate, président, un lieutenant de vaisseau, juge, désignés tous deux par le préfet maritime de l'arrondissement ; un juge du tribunal de commerce et deux capitaines au long cours, désignés tous trois par le président du tribunal de commerce du lieu, ou, à défaut, le plus voisin.

Les deux capitaines au long cours sont remplacés par deux officiers de marine du même grade que l'inculpé, quand le capitaine d'un navire de commerce poursuivi en dehors de l'article premier est un officier appartenant au corps de la marine (art. 12).

L'article 13 indique qu'en dehors de l'application de l'article premier, il y a auprès du tribunal un commissaire-rapporteur chargé de l'instruction et un greffier.

Les articles 14 et 15 déterminent comment l'action publique est mise en mouvement.

Pour les délits prévus à l'article premier, les commandants des bâtiments de l'Etat, les consuls et les commissaires de l'inscription maritime ont non seulement qualité pour rechercher et constater les délits et recevoir les plaintes, mais encore ils peuvent assembler le tribunal en se conformant au décret-loi de 1852.

Dans les autres cas, ils font une enquête dont ils transmettent les résultats au ministre de la marine. C'est le ministre qui décide si le tribunal doit être saisi et qui fixe le chef-lieu d'arrondissement ou de sous-arrondissement où il doit se réunir.

Dans le projet du Gouvernement, le président pouvait rendre une ordonnance de non-lieu. L'article 16, modifié par le Sénat, ne lui laisse plus ce pouvoir. Le ministre saisit le tribunal, le commissaire-rapporteur procède à l'instruction et le président aux débats.

L'article 17 établit que les jugements sont rendus à la majorité des voix, et que la question des circonstances atténuantes doit être toujours posée.

L'article 18 règle la question du recours. Le projet du Gouvernement accordait aux condamnés le droit de faire appel et de se pourvoir en cassation. La Commission du Sénat a très justement fait observer que l'appel n'est pas accordé en général contre les décisions des juridictions d'exception, mais elle a conservé le droit de recours en revision pour excès de pouvoir et violation de la loi. Ce recours s'exercera devant l'un des tribunaux de revision permanents créés par le Code de justice militaire, pour l'armée de mer, du 4 juin 1858, dans les délais, les formes et avec la procédure indiqués par ce Code.

Les articles 19 et 20 règlent des questions d'exécution des jugements.

L'article 21 décide que les juridictions saisies en vertu de la présente loi ne connaissent pas de l'action civile; l'article 22, que la marine de l'Etat reste soumise, pour tous les faits prévus par cette loi, aux règles et juridictions du Code du 4 juin 1858, sans que les capitaines de la marine marchande puissent être, pour cause de connexité, renvoyés devant un conseil de guerre.

Enfin l'article 23 déclare que les dispositions du Code du 24 mars 1852, particulièrement celles concernant la procédure, la tenue de l'audience, la forme des jugements et leur exécution, seront appliquées en tant qu'elles ne sont pas contraires à la présente loi.

Tel est l'ensemble du projet de loi que nous proposons avec confiance à votre approbation. Il marque un progrès réel dans notre législation de mer.

Mais, comme le fait remarquer la Chambre de commerce d'un des plus grands ports de France, cette loi ne produira les résultats qu'on est en droit d'en attendre que le jour où des mesures semblables auront été prises par toutes les nations maritimes. Nous prions le Gouvernement d'examiner s'il ne serait pas opportun de provoquer à cet égard une entente internationale. Après les Congrès d'Anvers, de Bruxelles et de Paris, la Conférence de Washington et la réunion des représentants des trois royaumes scandinaves, qui ont arrêté un projet de Code maritime, la nation qui prendra l'initiative d'une grande conférence en faisant tout à la fois appel aux sentiments d'humanité et au besoin de sécurité qui animent toutes les puissances, a les plus grandes chances d'être entendue. Les Gouvernements civilisés comprennent en effet qu'ils se doivent à eux-mêmes et à leurs braves populations de marins, qui ont déjà à lutter contre la force déchaînée et brutale des éléments, de prévenir, ou tout au moins d'atténuer, par une réglementation unanime de la police des mers, ces périls mêmes qu'engendrent les progrès de la civilisation et le développement effréné de la concurrence des deux mondes.

ANNEXES

Décret concernant les règles établies pour prévenir les abordages.

(Du 1^{er} septembre 1884.)

Le Président de la République française,
 Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;
 Vu la loi des 9 et 13 août 1791;
 Vu l'article 225 du Code de commerce;

Vu les décrets des 28 mai 1858, 25 octobre 1862, 26 mai 1869, 28 octobre 1873 et 4 novembre 1879 ;

Le Conseil d'amirauté entendu,

Décète :

Article premier. — A dater du 1^{er} septembre 1884, les bâtiments de la marine nationale ainsi que les navires du commerce français ont à se conformer au règlement ayant pour objet de prévenir les abordages, annexé au présent décret.

Art. 2. — A compter de cette même date du 1^{er} septembre 1884, le décret du 4 novembre 1879 sur la matière est abrogé.

Art. 3. — Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Mont-sous-Vaudrey, le 1^{er} septembre 1884.

Signé : JULES GRÉVY.

Règlement concernant les règles établies pour prévenir les abordages.

(Du 1^{er} septembre 1884.)

Article premier. — A partir du 1^{er} septembre 1884, les bâtiments de la marine nationale ainsi que les navires du commerce seront assujettis aux prescriptions ci-après qui ont pour objet de prévenir les abordages.

Dans les règles qui suivent, tout navire à vapeur qui ne marche qu'à l'aide de ses voiles est considéré comme bâtiment à voiles ; et tout navire à vapeur dont la machine est en action est considéré comme navire à vapeur, qu'il se serve de ses voiles ou qu'il ne s'en serve pas.

Règles concernant les feux.

Art. 2. — Les feux mentionnés dans les articles suivants, numérotés 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11, doivent être tenus allumés par tous les temps, depuis le coucher du soleil jusqu'à son lever.

Aucun autre feu ne devra paraître à l'extérieur du navire.

Art. 3. — Tout navire à vapeur de mer, quand il est en marche, doit porter :

a) Sur le mât de misaine, ou en avant du mât de misaine, à une hauteur d'au moins 6 mètres au-dessus du plat-bord, et si la largeur du navire est de plus de 6 mètres, à une hauteur au-dessus du plat-bord au moins égale à la largeur du navire, un feu blanc brillant placé de manière à fournir une lumière uniforme et sans interruption sur tout le parcours d'un arc horizontal de vingt quarts ou rums de vent.

Il devra être fixé de telle sorte que la lumière se projette de chaque côté du navire, depuis l'avant jusqu'à deux quarts de l'arrière du travers. La portée de ce feu devra être assez grande pour qu'il soit visible à cinq milles de distance par une nuit noire, mais atmosphère pure.

b) A tribord, un feu vert établi de manière à projeter une lumière uniforme et sans interruption sur tout le parcours d'un arc horizontal de dix quarts du compas, compris entre l'avant du navire et deux quarts de l'arrière du travers à bâbord ; il doit avoir une portée telle qu'il soit visible à au moins deux milles de distance par une nuit noire, mais atmosphère pure.

c) A bâbord, un feu rouge établi de manière à projeter une lumière uniforme et sans interruption sur tout le parcours d'un arc horizontal de dix quarts du compas, compris entre l'avant du navire et deux quarts de l'arrière du travers à tribord ; il doit avoir une portée telle qu'il soit visible à au moins deux milles de distance par une nuit noire, mais atmosphère pure.

d) Ces feux de côté vert et rouge doivent être pourvus du côté du navire, par rapport à eux, d'écrans se projetant en avant d'au moins 91 centimètres, de telle sorte que leur lumière ne puisse pas être aperçue de tribord devant pour le feu rouge et de bâbord devant pour le feu vert.

Art. 4. — Tout navire à vapeur qui remorque un autre bâtiment doit porter, outre ses feux de côté, deux feux blancs brillants placés verticalement à 91 centimètres de distance au moins l'un au-dessus de l'autre, afin de le distinguer des autres bâtiments à vapeur. Chacun de ces feux doit être du même genre et installé de la même manière que le feu blanc brillant porté au mât de misaine par les autres navires à vapeur.

Art. 5. — a) Tout navire à voiles ou à vapeur qui, par une cause accidentelle, n'est pas libre de ses mouvements, doit, si c'est pendant la nuit, avoir à la place assignée au feu blanc brillant que les bâtiments à vapeur sont tenus d'avoir en avant du mât de misaine, trois feux rouges placés dans des lanternes sphériques d'au moins 25 centimètres de diamètre et disposés verticalement à une distance l'une de l'autre d'au moins 91 centimètres ; ils doivent avoir une telle portée qu'ils soient visibles à au moins deux milles de distance par une nuit noire, mais atmosphère pure. Si c'est le jour, il doit porter en avant de la tête du mât de misaine et pas plus bas que cette tête du mât, trois boules noires de 61 centimètres de diamètre chacune, placées verticalement l'une au-dessous de l'autre, à une distance d'au moins 91 centimètres.

b) Tout navire à voiles ou à vapeur employé soit à poser, soit à relever un câble télégraphique, doit, si c'est pendant la nuit, mettre à la place assignée au feu blanc brillant que les bâtiments à vapeur sont tenus d'avoir en avant du mât de misaine trois feux placés dans des lanternes sphériques d'au moins 25 centimètres de diamètre et disposées verticalement à une distance l'une de l'autre d'au moins 1 mètre 82 ; le feu supérieur et le feu inférieur devront être rouges et celui du milieu devra être blanc, et les feux rouges devront avoir la même portée que le feu blanc. Si c'est le jour, il doit porter en avant de la tête du mât de misaine et pas plus bas que cette tête du mât, trois boules de 61 centimètres de diamètre au moins chacune, placées verticalement l'une au-dessous de l'autre, à une distance d'au moins 1 mètre 82 ; la boule supérieure et la boule inférieure devront être de forme sphérique et de couleur rouge, et celle du milieu devra être de la forme d'un diamant (deux cônes réunis par la base) et de couleur blanche.

c) Les navires cités dans cet article ne doivent pas avoir les feux de côté allumés lorsqu'ils n'ont aucun sillage ; ils doivent, au contraire, les tenir allumés s'ils sont en marche, soit à la voile, soit à la vapeur.

d) Les lanternes et les boules que cet article oblige à montrer servent à avertir les autres navires que celui qui les montre n'est pas manœuvrable et, par suite, ne peut se garer. Les signaux que doivent faire les bâtiments en détresse et demandant du secours sont spécifiés dans l'article 27.

Art. 6. — Tout navire à voiles qui fait route ou qui est remorqué, doit porter les feux indiqués par l'article 3 pour un bâtiment à vapeur en marche, à l'exception du feu blanc qu'il ne doit avoir en aucun cas.

Art. 7. — Toutes les fois que les feux de côté rouge et vert ne pourront pas être fixés à leur poste, comme cela a lieu à bord des petits navires pendant le mauvais temps, on devra tenir ces feux sur le pont, à leurs côtés respectifs du bâtiment, allumés et prêts à être montrés. Si on approche d'un autre bâtiment, ou si on en est approché, on doit montrer ces feux à leurs bords respectifs en temps utile pour empêcher l'abordage, les placer de manière à ce qu'ils soient le plus visibles possible et de telle sorte que le feu vert ne puisse pas s'apercevoir de babord, ni le feu rouge de tribord.

Afin de rendre plus facile et plus sûr l'emploi de ces feux portatifs, les lanternes doivent être peintes extérieurement de la couleur du feu qu'elles contiennent et munies d'écrans convenables.

Art. 8. — Tout navire, soit à voiles, soit à vapeur, doit, lorsqu'il est au mouillage, avoir un feu blanc dans une lanterne sphérique d'au moins 20 centimètres de diamètre, placés le plus en vue possible à une hauteur au-dessus du plat-bord qui n'excède pas 6 mètres; ce feu doit montrer une lumière claire, uniforme, sans interruption et visible tout autour de l'horizon, à une distance d'au moins un mille.

Art. 9. — Les bateaux-pilotes, quand ils sont sur leur station de pilotage pour leur service, ne doivent pas porter les mêmes feux que les autres navires; ils doivent avoir à la tête du mât un feu blanc, visible autour de l'horizon; ils doivent également montrer à de courts intervalles, ne dépassant jamais quinze minutes, un ou plusieurs feux intermittents.

Quand un bateau-pilote n'est pas dans sa zone et occupé au service de pilotage, il doit porter les mêmes feux que les autres navires.

Art. 10. — Les embarcations non pontées et les bateaux de pêche de moins de vingt tonneaux (jauge nette) étant en marche, sans avoir leurs filets, chaluts, dragues ou lignes à l'eau, ne seront pas obligés de porter les feux de couleur de côté; mais, dans ce cas, chaque embarcation ou chaque bateau devra, en leur lieu et place, avoir prêt sous la main un fanal muni sur l'un des côtés d'un verre vert et sur l'autre d'un verre rouge; et, s'il approche d'un navire, ou s'il en voit s'approcher un, il devra montrer ce fanal assez à temps pour prévenir un abordage, et de manière que le feu vert ne soit pas vu sur le côté de babord, ni le feu rouge sur le côté de tribord.

(La partie suivante de cet article s'applique seulement aux bateaux et embarcations de pêche, au large de la côte d'Europe, dans le nord du cap Finistère.)

a) Tous les bateaux et toutes les embarcations de pêche de 20 tonneaux (jauge nette) et au-dessus, lorsqu'ils sont en marche et ne se trouvent pas dans l'un des cas où ils ont à montrer les feux désignés par les prescriptions suivantes de cet article, doivent porter et montrer les mêmes feux que les autres bâtiments en marche.

b) Tous les bateaux qui seront en pêche avec des filets flottants ou dérivants, devront montrer deux feux blancs placés de manière qu'ils soient le plus visibles possible. Ces feux seront disposés de façon que leur écartement vertical soit de 1 m. 80 au moins et de 3 mètres au plus,

et de manière aussi que leur écartement horizontal, mesuré dans le sens de la quille du navire, soit de 1 m. 50 au moins et de 3 mètres au plus. Le feu intérieur devra être le plus sur l'avant et les deux feux devront être placés de telle sorte qu'ils puissent être aperçus de tous les points de l'horizon par nuit noire, avec atmosphère pure, à une distance de trois milles au moins.

c) Un bateau pêchant à la ligne et ayant ses lignes dehors devra porter les mêmes feux qu'un bateau de pêche avec des filets flottants ou dérivants.

d) Si un bateau en pêche devient stationnaire par suite d'un engagement de son appareil de pêche dans un rocher ou tout autre obstacle, il devra montrer le feu blanc et faire le signal de brume d'un bâtiment au mouillage.

e) Les bateaux de pêche et les embarcations non pontées peuvent, en toute circonstance, faire usage d'un feu intermittent (c'est-à-dire alternativement montré et caché), en plus des autres feux exigés par cet article. Tous les feux intermittents montrés par un bateau qui chalute, drague ou pêche avec un filet à drague quelconque, devront être montrés de l'arrière du bateau.

Toutefois, si le bateau est tenu par l'arrière à son chalut, à sa drague ou à son filet à drague, le feu intermittent devra être montré de l'avant.

f) Chaque bateau de pêche ou embarcation non pontée étant à l'ancre, entre le coucher et le lever du soleil, devra montrer un feu blanc visible tout autour de l'horizon à une distance d'un mille au moins.

g) Par temps de brume, un bateau en pêche avec des filets flottants ou dérivants et attaché à ses filets, un bateau-chalutant, draguant ou pêchant avec des filets à drague quelconques, un bateau pêchant à la ligne et ayant ses lignes dehors devra, à intervalles de deux minutes au plus, sonner alternativement du cornet de brume et de la cloche.

Art. 11. — Un navire qui est rattrapé par un autre bâtiment doit montrer au dessus de sa poupe un feu blanc ou un feu intermittent destiné à avertir le navire qui approche.

Signaux phoniques par temps de brume, brouillard, etc.

Art. 12. — Tout navire à vapeur doit être pourvu :

1^o D'un sifflet à vapeur ou de tout autre système efficace de sons au moyen de la vapeur, placé de manière que le son ne soit gêné par aucun obstacle ;

2^o D'un cornet de brume d'une sonorité suffisante et qu'on puisse faire entendre au moyen d'un soufflet ou de tout autre instrument ;

3^o D'une cloche assez puissante (1).

Tout navire à voiles doit être pourvu d'un cornet et d'une cloche analogues.

En temps de brume, de brouillard ou de neige, soit de nuit, soit de jour, les avertissements indiqués ci-dessous seront employés par les bâtiments.

a) Tout navire à vapeur, lorsqu'il est en marche, doit faire entendre

(1) Dans tous les cas où ce règlement prescrit l'emploi d'une cloche, un tambour sera substitué à cet instrument à bord des navires ottomans.

un coup prolongé de son sifflet à vapeur ou de tout autre mécanisme à vapeur à des intervalles qui ne doivent pas excéder deux minutes.

b) Tout navire à voiles, lorsqu'il est en marche, doit faire les signaux suivants, avec son cornet, à des intervalles de deux minutes au plus : un coup lorsqu'il est tribord amures ; deux coups, l'un après l'autre, lorsqu'il est bâbord amures ; trois coups, l'un après l'autre, lorsqu'il a le vent de l'arrière du travers.

c) Tout navire à voiles ou à vapeur, qui ne fait pas route, doit sonner la cloche à des intervalles qui n'excèdent pas deux minutes.

Art. 13. — Tout navire, soit à voiles, soit à vapeur, ne doit aller qu'à une vitesse modérée pendant les temps de brouillard, de brume ou de neige.

Règles relatives à la route et à la manière de gouverner.

Art. 14. — Quand deux navires à voiles font des routes qui les rapprochent l'un de l'autre, de manière à faire courir le risque d'abordage, l'un des deux s'écartera de la route de l'autre, d'après les règles suivantes :

a) Le navire qui court large doit s'écarter de la route de celui qui est au plus près.

b) Le navire qui est au plus près bâbord amures doit s'écarter de la route de celui qui est au plus près tribord amures.

c) Si les deux navires courent large, mais avec les amures de bords différents, le bâtiment qui a le vent par bâbord s'écarte de la route de celui qui le reçoit par tribord.

d) Si les deux navires courent large ayant tous deux le vent du même bord, celui qui est au vent doit s'écarter de la route de celui qui est sous le vent.

e) Le bâtiment qui est vent arrière doit s'écarter de la route de l'autre navire.

Art. 15. — Si les deux navires marchant à vapeur courent l'un sur l'autre en faisant des routes directement opposées ou à très peu près, de manière à faire craindre un abordage, chacun d'eux devra venir sur tribord afin de laisser l'autre navire passer à bâbord.

Cet article s'applique uniquement au cas où les bâtiments ont le cap l'un sur l'autre en suivant des rums de vent tout à fait ou presque tout à fait opposés, de telle sorte que l'abordage soit à craindre. Il ne s'applique pas à des navires qui, s'ils continuent leur route, se croiseront certainement sans se toucher.

Les seuls cas que vise cet article sont ceux dans lesquels chacun des deux bâtiments a le cap sur l'autre, les deux plans longitudinaux étant complètement ou à très peu près sur le prolongement l'un de l'autre ; en d'autres termes, les cas dans lesquels, pendant le jour, chaque bâtiment voit les mâts de l'autre navire l'un par l'autre ou à très peu près, et tout à fait ou à très peu près dans le prolongement de son cap, et pendant la nuit, le cas où chaque bâtiment est placé de manière à voir à la fois les deux feux de côté de l'autre.

Il ne s'applique pas au cas où, pendant le jour, un bâtiment en aperçoit un autre droit devant lui et coupant sa route, ni aux cas où, pendant la nuit, chaque bâtiment présentant son feu rouge voit le feu de même couleur de l'autre navire ; où chaque bâtiment présentant son feu vert

voit le feu de même couleur de l'autre navire ; ni au cas où un bâtiment aperçoit droit devant lui un feu rouge sans voir de feu vert, ou aperçoit droit devant lui un feu vert sans voir de feu rouge ; enfin ni aux cas où un bâtiment aperçoit à la fois un feu vert et un feu rouge dans toute autre direction que droit devant ou à peu près.

Art. 16. — Lorsque deux navires, marchant à la vapeur, font des routes qui se croisent de manière à faire craindre un abordage, le bâtiment qui voit l'autre par tribord doit s'écarter de la route de cet autre navire.

Art. 17. — Si deux navires, l'un à voiles et l'autre à vapeur, courent de manière à risquer de se rencontrer, le navire sous vapeur doit s'écarter de la route de celui qui est à voiles.

Art. 18. — Tout navire à vapeur qui en approche un autre au point de faire craindre un abordage doit diminuer de vitesse ou stopper et même marcher en arrière si cela est nécessaire.

Art. 19. — En changeant sa route conformément à l'autorisation ou aux prescriptions de ce règlement, un bâtiment à vapeur qui est en marche peut indiquer ce changement à tout autre navire en vue, au moyen des avertissements suivants donnés avec le sifflet à vapeur :

Un coup bref pour dire : Je viens sur tribord.

Deux coups brefs pour dire : Je viens sur bâbord.

Trois coups brefs pour dire : Je vais en arrière à toute vitesse.

L'emploi de ces avertissements est facultatif ; mais, si l'on s'en sert, il faut que les mouvements du navire soient d'accord avec la signification des coups de sifflet.

Art. 20. — Quelles que soient les prescriptions des articles qui précèdent, tout bâtiment à vapeur ou à voiles qui en rattrape un autre doit s'écarter de la route de celui-ci.

Art. 21. — Dans les passes étroites, tout navire à vapeur doit, quand la recommandation est d'une exécution possible et sans danger pour lui, prendre la droite du chenal.

Art. 22. — Quand, d'après les règles tracées ci-dessus, l'un des navires doit changer sa route, l'autre bâtiment doit continuer la sienne.

Art. 23. — En suivant et interprétant les prescriptions qui précèdent, on doit tenir compte de tous les dangers de la navigation, ainsi que des circonstances particulières qui peuvent forcer de s'écarter de ces règles pour éviter un danger immédiat.

Art. 24. — Rien de ce qui est recommandé ici ne peut exonérer un navire, ou son propriétaire, ou son capitaine, ou son équipage, des conséquences d'une négligence quelconque, soit au sujet des feux ou signaux, soit de la part des hommes de veille, soit enfin au sujet de toute précaution que commandent l'expérience ordinaire du marin et les circonstances particulières dans lesquelles le bâtiment se trouve.

Art. 25. — Rien dans ces règles ne doit entraver l'application des règles spéciales dûment édictées par l'autorité locale, relativement à la navigation dans une rade, dans une rivière ou enfin dans une étendue d'eau intérieure quelconque.

Art. 26. — Ces règles ne doivent en rien gêner la mise à exécution de toute prescription spéciale faite par un Gouvernement quelconque, quant à un plus grand nombre de feux de position ou de signaux à mettre à bord des bâtiments de guerre au nombre de deux ou davantage, ainsi qu'à bord des bâtiments à voiles naviguant en convoi.

Art. 27. — Lorsqu'un bâtiment est en détresse et demande des secours à d'autres navires ou à la terre, il doit faire usage des signaux suivants, ensemble ou séparément, savoir :

Pendant le jour :

- 1° Coups de canons tirés à intervalles d'une minute environ ;
- 2° Le signal de détresse du code international, indiqué par N. C. ;
- 3° Le signal de grande distance, consistant en un pavillon carré ayant, au dessus ou au-dessous, une boule ou quelque chose ressemblant à une boule.

Pendant la nuit :

- 1° Coups de canons tirés à intervalles d'une minute environ ;
- 2° Flammes sur le navire, telles qu'on peut les produire au moyen d'un baril à goudron ou à huile en combustion, etc. ;
- 3° Bombes ou fusées, de quelque genre ou couleur que ce soit, lancées une à une à de courts intervalles.

Fait à Mont-sous-Vaudrey, le 1^{er} septembre 1884.

Signé : Jules GRÉVY.

Par le Président de la République :

*Le vice-amiral,
ministre de la marine et des colonies,*

Signé : A. PEYRON.

Envoi d'une instruction concernant les commandements à faire pour le gouvernement des navires de guerre.

Le vice amiral, ministre de la marine et des colonies, à messieurs les vice-amiraux, commandants en chef, préfets maritimes ; officiers généraux, supérieurs et autres. commandant à la mer ; général de division, commandant le corps expéditionnaire du Tonkin ; gouverneurs et commandants des colonies ; contre-amiral, commandant la marine en Algérie.

Paris, le 24 juil^{et} 1884.

Messieurs, à différentes reprises, l'attention de mes prédécesseurs et la mienne a été appelée sur les erreurs que peut entraîner, dans les commandements à faire pour le gouvernement des navires, l'emploi des mots *tribord* et *bâbord* dont la désinence est la même.

Un examen attentif des résultats des diverses expériences auxquelles il a été procédé, a démontré que la solution la plus satisfaisante consiste à remplacer les mots de « tribord » et de « bâbord » par ceux de « à droite » et de « à gauche », et à employer le mot « zéro » pour faire mettre le gouvernail dans le plan longitudinal du navire.

J'ai décidé de rendre ces expressions réglementaires, et j'ai fait, par suite, préparer l'instruction ci-jointe qui doit, dès à présent, être appliquée à bord de tous les bâtiments de la flotte.

Recevez, etc.

Signé : A. PEYRON.

Commandements à employer sur les navires de guerre, pour faire gouverner.

(Du 24 juillet 1884.)

- 1. — Les mots « tribord » et « bâbord » sont rigoureusement exclus

des commandements à faire, concernant le gouvernement d'un navire marchand à la vapeur, à la voile ou voile et vapeur.

2. — Pour ces commandements, les locutions à employer sont les suivantes :

A droite, signifiant : « Mettez le gouvernail sur tribord » ;

A gauche, signifiant : « Mettez le gouvernail sur bâbord » ;

Zéro, signifiant : « Mettez le gouvernail au milieu » ;

Comme ça, signifiant : « Maintenez le cap tel qu'il est ».

(A ce dernier commandement, le gouvernail est manœuvré de façon à maintenir le bâtiment à son cap actuel.)

3. — Lorsqu'il y a lieu de préciser, les commandements « à droite, à gauche », sont suivis du nombre de degrés indiquant l'angle que le gouvernail doit faire avec le plan longitudinal.

Exemple : A droite 15 degrés, signifie : « Mettez le gouvernail sur tribord, de façon qu'il fasse un angle de 15 degrés avec le plan longitudinal. »

4. — Pour faire manœuvrer rapidement le gouvernail, le commandement doit être répété plusieurs fois.

5. — Pour faire manœuvrer lentement le gouvernail, le commandement doit être suivi des mots « en douceur ».

6. — Les commandements « à droite » et « à gauche », suivis du mot « toute », indiquent qu'il faut mettre le gouvernail à la position extrême sur tribord ou sur bâbord.

7. — Les commandements sont répétés textuellement par la personne qui gouverne, d'abord au moment où l'ordre est donné, ensuite quand il est exécuté.

8. — Les commandements sont, autant que possible, confirmés par un geste, consistant à porter le bras : sur tribord pour le commandement « à droite », sur bâbord pour le commandement « à gauche », et verticalement pour le commandement « zéro ».

9. — Dans la navigation à voiles, les commandements : « loffez, arrivez, laissez porter, la barre au vent, la barre dessous », etc., continuent à être employés, ainsi que tous ceux qui sont basés sur la direction du vent, et dans lesquels les mots « tribord et bâbord » ne figurent pas.

10. — Les mots « tribord et bâbord » continuent à être usités dans tous les commandements qui ne concernent pas le gouvernement du bâtiment.

11. — Les règles précédentes doivent être appliquées dans les embarcations.

Paris, le 24 juillet 1884.

Le vice-amiral, ministre de la marine et des colonies,

Signé : A. PEYRON.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

Discussion du budget de la guerre au Reichstag.

Séances des 27 et 28 juin. — A propos des crédits demandés pour les sous-officiers qui quittent l'armée au bout de leur cinquième ou de leur douzième année de service, le ministre de la guerre et le chancelier de l'empire ont parlé de la question des sous-officiers en général, des difficultés de leur recrutement et de la nécessité d'améliorer leur situation, même dans un intérêt politique.

Le nouveau ministre de la guerre, M. de Kaltenborn-Stachau, a traité exclusivement le point de vue militaire. Un certain manque de sous-officiers se fait sentir dans l'armée allemande. Une statistique de novembre 1890 accuse un déficit de 3,945 sous-officiers sur l'effectif normal ; c'est une proportion de plus de 7 0/0. Il ne faut pas oublier toutefois que cet état de choses résulte principalement des nouvelles formations, qui réclament 2,270 sous-officiers de plus que précédemment. Toutefois, il y a d'autres causes, si la carrière de sous-officier devient moins en faveur. Les carrières civiles promettent aux jeunes gens une meilleure situation matérielle que les 2 marcs par jour qu'un vieux sous-officier arrive à gagner, tout compté. Les exigences du service, par suite des nouvelles théories et du nouvel armement, ont encore augmenté. Le certificat de capacité aux emplois administratifs, qui est promis au sous-officier, ne lui confère, en moyenne, qu'une chance sur quatre d'être placé.

Le chancelier de Caprivi a traité avec sa franchise habituelle le côté politique de la question. Il ne parle pas, dit-il, en soldat, mais en chancelier de l'empire. Aujourd'hui il s'agit de lutter contre la démocratie socialiste. Si les lois sociales ne suffisent pas à enrayer le mouvement révolutionnaire, il faudra avoir recours à une guerre ouverte. Il est donc très important d'avoir une classe de sous-officiers contente de son sort, et pendant les années de service et après sa rentrée dans la vie civile. Actuellement l'incertitude des sous-officiers quant à leur situation future et les exigences croissantes du service sont pour eux autant de sujets de mécontentement. Ils ont de plus la tâche particulièrement difficile de lutter contre un esprit général d'indiscipline qui n'existait pas autrefois et que les recrues apportent au régiment.

Mes souvenirs, ajoute le chancelier de Caprivi, remontent jusqu'en 1848 ; à cette époque, la situation était également difficile, mais il ne s'agissait que d'idées se manifestant subitement ; les troupes n'étaient pas animées d'idées socialistes, ce qui a lieu actuellement.

Devant le cas extrême où il faudrait soutenir de nouveau une lutte véritable contre les socialistes, il nous faudrait de tout autres sous-officiers que ceux qui sont nécessaires contre l'ennemi de l'extérieur.

Devant l'ennemi, la troupe la plus médiocre peut être soulevée au-dessus d'elle-même par le patriotisme, par un certain nombre de sentiments élevés qui

lui inspirent l'esprit de sacrifice et la rendent capable de grandes actions. Mais, dans la guerre des rues, il n'y a pas de facteur qui augmente la valeur des troupes ; le combat n'est pas une joie. Chacun a le sentiment qu'il est en face de concitoyens, et chacun, en son for intérieur, trouve dur d'obéir à l'ordre. Pour une guerre de ce genre, nous avons besoin de sous-officiers plus fermes encore que pour faire campagne.

Le chancelier a terminé en demandant le vote des crédits, pour prouver que les membres du Reichstag appartiennent aux éléments conservateurs de l'Etat.

La séance du 28 a commencé par un discours de M. Windthorst qui a déposé une proposition tendant à n'accorder une prime de mille marcs (1,250 francs) qu'aux sous-officiers qui ont fait douze ans de service.

L'orateur a prié le Parlement d'adopter sa proposition à une majorité aussi grande que possible, afin que l'on sache partout que les Allemands appuient solidement et fidèlement l'empereur et sont prêts à protéger, dans toutes les circonstances, la dignité de leur souverain contre qui que ce soit.

M. Richter, après avoir critiqué le projet des primes à accorder aux sous-officiers, a fait les observations suivantes qui marquent l'attitude que son parti entend garder vis-à-vis du gouvernement :

Le chancelier de l'empire nous a invités à suivre son exemple et à prendre le bien où nous le trouvons. Point n'était besoin de cette invitation. Nous avons toujours agi ainsi. Ce que nous trouvons bon dans les projets du gouvernement, nous l'approuvons. Et quand nous votons contre, c'est que nous ne trouvons pas que le projet soit bon. Êtes-vous donc d'avis qu'il faille suivre le gouvernement en tout état de cause ?

Le chancelier de l'empire s'est tourné de notre côté, en nous invitant à montrer que nous sommes dans les partis conservateurs de l'Etat. L'Etat, en dernière analyse, est conservé par les contribuables, et ménager le contribuable est aussi un point de vue conservateur de l'ordre existant. Autrefois vous étiez d'avis que l'Etat serait conservé par la loi de répression du socialisme. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. J'entends par conservation de l'Etat — sur les questions militaires et navales — la faculté de ne pas accorder tout ce que le gouvernement demande. Un gouvernement n'est pas infaillible ; personne ne croit plus aujourd'hui à cette infaillibilité, et si l'on y croyait, cette confiance devrait disparaître rapidement, à voir combien rapides sont les changements de personnes justement dans les commandements supérieurs de l'armée et de la marine et aussi à considérer que chaque nouveau chef de département fait exactement le contraire de son prédécesseur.

M. de Caprivi, chancelier de l'empire, a répondu à cette censure politique par les déclarations suivantes qui semblent annoncer au moins la fin d'une période de neutralité bienveillante :

M. Richter pense que, si le gouvernement parle souvent du socialisme, ce langage pourrait éveiller l'idée que la démocratie socialiste est la seule force qui soit un ressort agissant dans l'Etat ou dans l'empire. Cette idée ne me semble pas juste ; mais je crois qu'à l'heure actuelle le socialisme est le plus gros danger de l'empire, et aussi longtemps que j'aurai l'honneur d'être à cette place, il ne sera présenté au Reichstag aucune loi qui n'ait été conçue au point de vue de son effet sur la situation sociale du pays.

Je ne partage pas non plus cette opinion de M. Richter, que, si le gouvernement parle de la démocratie socialiste, il risque de compromettre son prestige. M. Richter peut se reposer entièrement sur le gouvernement actuel du soin de défendre lui-même son prestige, et le gouvernement renonce très volontiers, sur ce point, à l'appui de M. Richter. L'honorable député a dit que le parti progressiste est prêt à se montrer favorable au gouvernement et disposé à marcher avec lui, à condition que nos projets soient bons. Nous sommes exactement dans la même position vis-à-vis du parti progressiste. Mais je ne saurais dissimuler que

l'activité du parti progressiste ne me paraît pas heureuse. Du plus loin que j'ai suivi les affaires, je lui ai toujours vu prendre une attitude négative.

Tant que le parti progressiste conservera cette attitude négative, je crois qu'il ne sera possible à aucun gouvernement — fût-il composé d'éléments progressistes — de conclure une entente avec ce parti.

M. Richter a rappelé, dit encore le général de Caprivi, que mon prédécesseur, dans un discours célèbre, a déclaré que nous possédions les meilleurs éléments pour former non seulement des officiers, mais encore des sous-officiers. M. Richter s'est appliqué à me mettre ainsi en contradiction avec l'ancien chancelier et à établir, pour ainsi dire, une lutte entre nous deux. Je puis dire que je suis content de ce que M. Richter se soit mis, cette fois, du côté de mon prédécesseur. Les journaux parlent depuis longtemps de cette lutte, qu'ils montrent à la lumière d'un feu de bengale. Cette lutte n'existe pas et l'alliance qu'on m'offre m'inspire de plus en plus des inquiétudes. C'est pourquoi j'ai éprouvé quelque plaisir à voir l'orateur se mettre pour une fois du côté opposé. Les libéraux, depuis 1866, ont repoussé la plupart des propositions dont le Reichstag a été saisi. Aucun gouvernement ne saurait compter sur leur concours.

Nous faisons tout, ajoute le chancelier, pour avoir la conscience pure et nette ; mais nous saurions aussi montrer notre force, si cela était nécessaire, ce dont Dieu nous préserve.

M. Richter a riposté à ce discours qui a produit une grande sensation, avec des paroles fort vives, presque violentes. Il a déclaré que le chancelier n'a pas besoin de repousser un concours qui ne lui a jamais été offert et il s'est plaint que M. de Caprivi se mette inopinément à copier le langage parlementaire de M. de Bismarck, sans avoir l'excuse du prestige de l'ancien chancelier.

Après un discours de M. de Bennigsen, dans lequel le leader national-libéral a recommandé au Reichstag de voter toutes les mesures qui peuvent renforcer la puissance militaire de l'Allemagne, le Parlement a repoussé le crédit demandé par le gouvernement en vue d'accorder aux sous-officiers des primes croissantes depuis la neuvième jusqu'à la douzième année de service, et a adopté la proposition de M. Windthorst.

Dans la séance du 16 mars, M. de Moltke a pris la parole au Reichstag sur le chapitre du budget de l'empire concernant les chemins de fer. La curiosité de l'assemblée était vivement excitée par cette apparition inattendue de l'illustre feld-maréchal.

D'une voix très claire, M. de Moltke a présenté quelques observations de caractère technique sur l'avantage qu'il y aurait à adopter une heure unique pour tous les chemins de fer de l'Allemagne. Actuellement les chemins de fer de l'Allemagne du Nord, y compris la Saxe, suivent l'heure de Berlin ; ceux de Bavière, l'heure de Munich ; ceux de Wurtemberg, l'heure de Stuttgart ; ceux du Palatinat, l'heure de Ludwigshafen ; ceux du grand-duché de Bade, l'heure de Carlsruhe. Cet usage n'est qu'un vestige de l'époque où l'Allemagne était encore démembrée. Aujourd'hui, ce système a de grands inconvénients dans l'exploitation des lignes ferrées, surtout quand il s'agit des transports militaires. Tous les ordres de départ ou de jonction transmis aux chefs de troupes doivent être calculés suivant l'heure observée dans les différentes parties de l'Allemagne. On devine les conséquences que pourrait entraîner une erreur de calcul en temps de guerre.

M. de Moltke a recommandé l'adoption du temps du méridien passant par Stuttgart et qui traverse les pays scandinaves, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie. Ce méridien pourrait servir à établir une heure pour l'Europe centrale.

En terminant, il a combattu le projet des astronomes de fixer une heure universelle.

Le 1^{er} décembre dernier, a eu lieu le recensement de la population dans toute l'étendue de l'empire. Le *Reichsanzeiger* a publié, le 27 mars seulement, le résultat de cette opération. A la date indiquée, l'Allemagne comptait 49,422,928 habitants. Dans les cinq années qui se sont écoulées entre l'avant-dernier recensement et celui de décembre 1890, la population s'est augmentée de 2,665,138 personnes.

La Prusse a 29,959,388 habitants ; la Bavière, 5,589,382 ; la Saxe, 3 500,513 ; le Wurtemberg, 2,035,443 ; le grand-duché de Bade, 1,656,817 ; l'Alsace-Lorraine, 1,603,987.

ALSACE-LORRAINE

Le 1^{er} avril, a été mis en application l'arrêté ministériel sur le séjour des étrangers en Alsace et en Lorraine. Nous croyons devoir en reproduire le texte :

I. Tout étranger (non Allemand) qui veut prendre son domicile permanent en Alsace-Lorraine ou y faire un séjour de plus de huit semaines, est tenu de s'annoncer par écrit ou verbalement, dans les premiers quatorze jours après son arrivée, lui et les membres de sa famille faisant partie de son ménage, au directeur de l'arrondissement dont son lieu de séjour fait partie, soit, dans les villes de Strasbourg, Metz et Mulhouse, au directeur de police.

Les personnes de six à dix-sept ans qui séjournent sans leur représentant légal, dans une commune du pays, doivent être annoncées par les personnes à la garde desquelles elles sont confiées. Il n'est pas nécessaire d'annoncer spécialement les enfants âgés de moins de six ans.

II. Dans la déclaration il faut indiquer :

Les noms, prénoms, domicile et profession ;

Le pays auquel on appartient ;

La date et le lieu de naissance ;

Le dernier domicile ;

Le nom et l'âge de la femme et des enfants mineurs ;

Pour compléter les indications insuffisantes, le directeur de l'arrondissement (soit le directeur de police) peut ordonner la comparution personnelle de celui qui est tenu de faire la déclaration.

III. Après avoir reçu la déclaration, le directeur de l'arrondissement (directeur de police) délivre une carte de séjour, d'après le modèle déterminé. Sur réquisition, le porteur de cette carte est tenu de l'exhiber aux autorités et aux fonctionnaires de la police.

IV. Si le porteur de la carte transfère son domicile dans une autre commune du pays, il doit s'annoncer au directeur d'arrondissement (directeur de police) du nouveau lieu de séjour en produisant sa carte.

V. Les déclarations prescrites sous le chiffre I doivent se renouveler dans le mois de janvier de chaque année.

VI. La première délivrance de la carte est gratuite. Pour la délivrance d'un duplicata, il est perçu un emolument de 50 pf. Dans les cas des chiffres IV, V, la déclaration est certifiée sur la carte déjà délivrée.

VII. Les prescriptions ci-dessus entrent en vigueur le 1^{er} avril 1891.

Pour les étrangers qui ont déjà actuellement le séjour permanent dans le pays, le délai de la première déclaration est prorogé au 31 mai 1891.

Voilà pour le séjour en Alsace et en Lorraine, qui se prolongerait plus de huit semaines. Quant à l'entrée dans le territoire, elle est toujours subordonnée à la production d'un passeport, visé par l'ambassade ou la légation d'Allemagne ressortissant au pays du voyageur.

Le 4 mars, au début de la séance de la Délégation, le président, M. Schlumberger, a donné lecture d'une proposition signée par 22 membres (la délégation se compose de 57 membres) et portant que l'assemblée présentera à l'empereur une adresse conçue en ces termes :

Très illustre souverain, très puissant empereur et roi, très gracieux empereur, roi et seigneur !

Que Votre Majesté daigne permettre à la Délégation assemblée de lui présenter respectueusement la requête suivante :

A la suite de certains événements qui ont eu lieu récemment à l'étranger, le gouvernement impérial a ordonné que les règlements établis au mois de mai 1888 relativement à l'obligation du passeport fussent appliqués avec plus de rigueur. Le pays d'empire a cruellement souffert pendant deux ans, à la suite de ces règlements, et il souffrira de nouveau.

Appelés à représenter la population de l'Alsace-Lorraine, nous pouvons assurer Votre Majesté que, nous maintenant avec fidélité sur le terrain de la loi et des institutions actuelles, nous repoussons de la manière la plus formelle toute immixtion dans nos affaires de la part d'étrangers qui n'ont rien à y voir, et qu'aucune agitation venant de l'étranger ne pourra jamais modifier nos dispositions sous ce rapport.

Confiant comme nous le sommes dans le bon vouloir que Votre Majesté nous a toujours très gracieusement témoigné, nous la prions très humblement de suspendre les règlements concernant les passeports, qui n'ont pas été établis, il est vrai, contre notre population, mais qui cependant la concernent, ou, si pour le moment cela ne paraissait pas praticable à Votre Majesté, de vouloir bien ordonner que ces règlements soient exécutés d'une manière moins rigoureuse.

L'abbé Winterer et M. Ditsch, notaire à Fénétrange, ont déclaré, au nom de leurs amis et au leur, qu'ils s'abstiendraient de voter sur cette proposition, qui a été acceptée sans discussion.

A Berlin, le 44 mars, l'empereur d'Allemagne a reçu la députation de la Diète de l'Alsace-Lorraine, chargée de lui remettre l'adresse.

La réception a eu lieu dans la salle des Chevaliers. Guillaume II avait pris place sur le trône ; il était entouré des grands dignitaires de la couronne.

Les cinq membres de la Délégation formèrent le demi-cercle devant le trône, et M. Schlumberger lut l'adresse. Après cette lecture, l'empereur se couvrit et prit des mains de M. de Caprivi la réponse écrite, dont voici le texte :

C'est pour moi une satisfaction de voir que la Délégation s'adresse directement à moi au sujet d'une question importante au point de vue des intérêts de l'Alsace-Lorraine. Je considère ce fait comme un précieux témoignage indiquant que ma bienveillance et l'intérêt que m'inspire le développement de votre pays sont de plus en plus compris par ses représentants.

Je reçois aussi avec plaisir l'assurance que la population de l'Alsace-Lorraine, persistant à rester sur le terrain du droit politique existant, repousse toute immixtion d'éléments étrangers et ne compte, pour la protection de ses intérêts, que sur l'appui de l'empire.

Tout en vous remerciant d'avoir ainsi exprimé vos sentiments de fidélité à l'empire, je regrette de ne pouvoir pour le moment réaliser vos désirs. Je dois me borner à exprimer l'espoir que, dans un avenir qui n'est pas trop éloigné, les circonstances nous permettront d'accorder de nouveau des facilités pour les

communications à la frontière de l'Ouest. Cet espoir se réalisera d'autant plus promptement que la population de l'Alsace-Lorraine se convaincra plus tôt de l'indissolubilité des liens qui l'unissent à l'empire allemand et qu'elle montrera plus catégoriquement qu'elle est résolue à faire toujours preuve d'une fidélité inébranlable envers moi et l'empire.

Les membres de la Délégation furent reconduits en cérémonie par le grand maréchal de la cour, le comte Eulenburg. Le soir, ils assistèrent au dîner de cour et furent présentés à l'impératrice.

L'empereur a bu à la santé de chacun des membres en particulier, et, après le dîner, s'est longuement entretenu avec eux.

— Dans la séance du Reichstag du 5 mars, M. Hœffel, député de Saverne, qui s'est détaché du groupe alsacien-lorrain pour se faire inscrire au groupe des conservateurs libres, a été amené à parler de la question du passeport. Il s'est exprimé en ces termes :

Nous nous berçons déjà de l'espoir que cette fatale mesure serait bientôt rapportée, et que bientôt des relations normales s'établiraient entre les deux grands peuples qui représentent le mieux la civilisation européenne et à qui les luttes pacifiques peuvent seuls faire honneur. Nous venons de reconnaître combien cet espoir était vain. Tout acheminement vers les adoucissements tant désirés a été rendu impossible par l'attitude peu patriotique (je dis à dessein : attitude peu patriotique) d'une poignée de gens qui s'attribuent le monopole du patriotisme, de gens qui s'imaginent que l'amour de la patrie et la fidélité envers la patrie ne peuvent trouver leur expression que dans des jugements déplaisants portés sur autrui, de gens qui croient que le patriotisme consiste à fomentier les passions et les haines par de grands mots tels que : honneur national, trahison, Alsace-Lorraine, de gens qui se carrent comme s'ils étaient les porte-voix attirés de l'opinion publique, qui font de l'exploitation du chauvinisme un métier, qui décernent et retirent suivant leur bon plaisir le diplôme de patriote.

Messieurs, j'insiste sur ce point : nous autres Alsaciens-Lorrains, nous n'avons rien de commun avec ces gens qui font du bruit par métier, et je dis avec la plus profonde conviction que tous mes compatriotes de l'Alsace-Lorraine protestent avec moi contre l'abus qu'on fait du nom de leur pays.

Et pourtant, c'est encore nous qui sommes atteints les premiers par la décision qui a fait arrêter le développement des mesures d'adoucissement. Ce n'est pas la France, c'est l'Alsace-Lorraine, le pays d'empire allemand, qui est atteinte profondément par cette mesure que l'on dit dirigée non contre nous, mais contre la France. L'Alsace-Lorraine, qui n'aime que la paix et le travail et qui a respecté sans réserve, depuis l'annexion, la majesté de la loi, paye les gamineries d'une très petite partie de la population parisienne, dont les excitations ne rencontrent que le mépris de l'immense majorité du peuple français.

BELGIQUE

A la séance de la Chambre des Représentants du 11 mars, M. Paternoster a protesté contre l'intolérance de la commission des douanes de France, intolérance qui, dit-il, soulève dans ce pays même d'énergiques réclamations. L'orateur proteste particulièrement contre les droits exagérés qui menacent les pierres bleues ; on veut les assimiler aux marbres, ce qui est une injustice évidente.

MM. Bara et de Kerchove ont parlé dans le même sens et ont fait observer que beaucoup d'autres articles sont menacés de droits prohibitifs.

M. Liebaert demande à la Chambre de dénoncer la convention de Berne et de reviser la loi sur les droits d'auteur, garantissant ces droits aux étrangers.

M. de Bruyn, ministre de l'agriculture, déclare que c'est à tort que l'on a dit que le gouvernement s'abstiendrait de représailles si les nouveaux tarifs français sont votés. Rien n'est décidé à cet égard.

La politique du gouvernement doit être prudente et expectante : il s'agit de négocier. Le conseil supérieur déposera son rapport cette semaine. On ne peut dénoncer la convention de Berne pendant les négociations.

« Nous verrons plus tard », a ajouté le ministre.

M. Ancion, membre du groupe protectionniste, a déclaré que, vis-à-vis de la France, il tient à maintenir une attitude pacifique.

Mais, ajoute M. Ancion, si la France tient absolument à s'isoler, elle s'apercevra bientôt qu'elle n'a rien à gagner à ce blocus. En France même, des députés de Paris, de Lyon, un organe très important, le *Temps*, ont jeté le cri d'alarme ; ce journal disait justement que l'importance du commerce d'exportation de la France parle plus haut que toutes les combinaisons des économistes en chambre.

— Le *Moniteur belge* a publié, le 15 mars, un rapport adressé au roi, signé par tous les ministres et suivi d'un arrêté royal portant que les princes issus de descendance masculine et féminine de Léopold I^{er} seront qualifiés de princes ou princesses de Belgique à la suite de leurs prénoms et avant la mention de leurs titres originaires de duc ou duchesse de Saxe.

BULGARIE

La statistique commerciale de l'année 1890 donne les chiffres suivants :

| | | |
|----------------------|--------|-------------|
| Importation. | Francs | 82,382,877 |
| Exportation. | — | 71,321,323 |
| Total. | — | 153,704,200 |

Voici les chiffres des 4 années précédentes :

| Importation : | | | | Exportation : | | | |
|---------------|-------|--------|------------|---------------|-------|--------|------------|
| Année | 1886. | Francs | 63,285,309 | Année | 1886. | Francs | 50,404,314 |
| — | 1887. | — | 64,742,401 | — | 1887. | — | 45,747,247 |
| — | 1888. | — | 66,362,431 | — | 1888. | — | 64,198,634 |
| — | 1889. | — | 72,869,215 | — | 1889. | — | 80,531,076 |

Commerce général :

| | | | | |
|-------|------|-----------|--------|-------------|
| Année | 1886 | | Francs | 114,689,623 |
| — | 1887 | | — | 110,489,728 |
| — | 1888 | | — | 130,561,065 |
| — | 1889 | | — | 153,450,321 |

ESPAGNE

L'ouverture des Cortès a eu lieu le 2 mars. Du message royal nous extrayons le passage qui traite des relations extérieures :

Je ressens une vive satisfaction en vous annonçant que les relations de l'Espagne avec toutes les nations des deux mondes sont des p'us amicales.

Mon gouvernement a reconnu la nouvelle république du Brésil. Les négociations avec la France pour le règlement des frontières des territoires du Golfe de Guinée se continuent dans des termes cordiaux.

Les liens qui nous unissent au Saint-Siège sont toujours aussi étroits qu'il convient aux sentiments catholiques de notre patrie et à l'affection filiale que m'inspire le vénérable pontife qui occupe la chaire de Saint-Pierre.

Les réclamations adressées à l'empereur du Maroc en raison des incidents survenus aux environs de Mélilla, ainsi que les autres réclamations antérieures dont l'examen était pendant, ont obtenu l'issue la plus avantageuse et, en témoignage d'amitié pour la personne de mon auguste fils et de sympathie pour la nation espagnole, Sa Majesté Shérifienne a résolu d'envoyer à Madrid un ambassadeur extraordinaire que je recevrai prochainement.

Le gouvernement de la République Française nous ayant communiqué sa résolution de mettre fin, le 1^{er} février 1892, aux effets du traité de commerce en vigueur, il devient nécessaire d'établir d'après des éléments nouveaux les relations économiques de l'Espagne avec les autres Etats, attendu que ce pacte international était, comme vous le savez, la base de notre régime commercial. C'est pourquoi mon gouvernement vient de dénoncer les traités qui limitaient nos droits de tarif, et se dispose à en négocier d'autres, en consultant les grands intérêts de la production et du commerce, ainsi que les aspirations légitimes qui se sont fait entendre dans l'enquête publique qui vient de se terminer.

FRANCE

Les Jeux à Monaco.

Ils ont donné lieu à une interpellation dans la séance de la Chambre des députés du 2 mars.

M. le comte de Douville-Maillefeu. — Messieurs, il m'a paru que la conséquence naturelle du vote émis à une grande majorité par la Chambre au cours de la dernière séance (1), était le dépôt de l'interpellation que M. le président vient de vous lire.

Il est absolument impossible de tolérer des abus beaucoup plus graves que ceux dont il s'agissait, dans un pays qui forme une enclave de la République française et qui, par le fait, est en quelque sorte, — bien que le mot ne soit pas écrit dans les contrats diplomatiques — sous notre protectorat. (*Dénégations sur un grand nombre de bancs.*)

Pardon ! Il ne faut pas jouer sur les mots. (*Où rit.*)

Dans le monde entier, dans tous les pays, une campagne très violente est menée contre cet établissement, et si vous avez lu certains articles qui ont été publiés, vous avez pu apercevoir qu'on reproche à la République française de tolérer de tels abus dans une de ses enclaves, dans un pays qu'elle est chargée de défendre contre l'agression étrangère, dont elle tient les postes, les télégraphes, les chemins de fer et les douanes.

Si, dans ces conditions, ce n'est pas là un protectorat, comment ose-t-on dire alors que nous protégeons Madagascar et Tunis, où nous sommes loin d'avoir tous ces avantages, que nous protégeons le Cambodge, où cependant on a demandé à cette tribune même de supprimer le jeu des 36 bêtes. (*Où rit.*)

Il me semble qu'il est beaucoup moins dangereux pour les citoyens de la République française que le jeu des 36 bêtes existe chez S. M. le roi Norodom que de tolérer, sans présenter au moins des observations, les abus qui existent dans la principauté de Monaco. Je ne demande pas à M. le ministre des affaires étrangères, ni au cabinet que préside M. de Freycinet, d'exiger, *manu militari*,

1. L'orateur fait allusion au vote par lequel la Chambre s'est prononcée contre le pari aux courses.

dès demain (*Nouveaux rires*), la disparition des jeux. Non ; ce n'est pas le rôle de la République française vis-à-vis d'un voisin fort sympathique en dehors de ce vice spécial. Je n'ai pas l'intention d'être désagréable aux faibles, ni dans mon pays ni ailleurs ; je parle avec beaucoup d'égards du gouvernement de la Principauté, mais je me permets de faire remarquer au gouvernement à la tête de la République quelle est la situation de la France vis-à-vis de cette enclave qui, sous tant de rapports, dépend de nous.

Quand on est placé dans les conditions que j'indique, on est un associé tout au moins en ce qui concerne les douanes, les chemins de fer, les postes et les télégraphes. Et puisqu'il existe entre les deux pays tant d'attaches, il faut au moins que nous fassions entendre de bons conseils à notre associé. Il est temps, je crois, que le gouvernement français dise au gouvernement monégasque : tant que les abus n'étaient pas trop criants, nous nous sommes abstenus d'intervenir ; mais véritablement il est temps que nous sachions si les opérations qui se pratiquent à Monte-Carlo vont bientôt prendre fin.

Il n'est pas nécessaire de rappeler à la Chambre tous les dangers qui sont la conséquence de cette situation, toutes les ruines, les suicides, qui se comptent par centaines chaque année, et surtout les facilités extrêmes offertes aux populations pour se rendre sur les lieux, grâce à ces chemins de fer que nous avons construits et dont nous sommes les détenteurs, et à ces stations que nous avons établies avec des ascenseurs aboutissant directement aux salles de jeu.

La Chambre jugera s'il n'y a pas là un scandale et s'il n'est pas temps de faire une tentative pour y mettre fin.

C'est pourquoi, après le vote de la dernière séance, j'ai cru devoir faire part à M. le ministre des affaires étrangères de mon intention de l'interpeller. J'attends qu'il veuille bien me faire connaître son avis.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères. — Messieurs, je rends volontiers hommage à la pureté des intentions de l'honorable M. de Douville-Maillefeu.

Nous devenons, et je le constate avec une satisfaction sincère, très vertueux (*on rit*) ; nous voulons l'être chez nous, en quoi nous ne faisons que notre devoir ; nous voulons l'être chez les autres, ce qui est peut-être plus difficile (*sourires*).

Il ne suffit pas de dire à cette tribune, que nous avons, « en quelque sorte, un protectorat sur la principauté de Monaco ». Ce qualificatif « en quelque sorte » est un peu vague et, en outre, il est en contradiction avec la lettre des traités.

La principauté de Monaco est absolument indépendante ; son indépendance a été reconnue, et ce n'est pas la France qui aurait intérêt à la laisser mettre en doute. (*Très bien ! très bien !*) Nous avons avec elle des relations excellentes, des relations économiques qui se traduisent par une association pour les postes et pour les douanes. Le prince de Monaco a été élevé, comme vous le savez, en France, et, ces jours derniers, le prince héritier de la principauté a été admis à faire ses études militaires à l'école de Saint-Cyr.

L'honorable M. de Douville-Maillefeu veut bien me dire qu'il ne me demande pas de déclarer la guerre à la principauté de Monaco. (*Sourires.*) Je n'en ai jamais douté.

Il me donne le conseil d'ouvrir une conversation diplomatique ; mais il ne m'indique pas à quelle heure je devrai le faire, ni sous quelle forme, et je le remercie de sa discrétion.

Je ne puis lui répondre qu'un mot : c'est que le moment serait peut-être assez mal choisi et que, d'ailleurs, le contrat de la ferme des jeux n'est pas à la veille de son expiration.

Mais je retiens le conseil qu'a bien voulu me donner M. de Douville-Maillefeu et j'espère qu'il n'insistera pas sur cette discussion. Je ne vois pas quels avantages nous pourrions avoir à la prolonger. (*Nombreux applaudissements.*)

La question de Terre-Neuve.

Le 16 mars courant, a été distribué au Sénat et à la Chambre des députés le *livre jaune*, contenant les documents diplomatiques relatifs à l'affaire de Terre-Neuve.

Ce recueil, qui compte 377 pages (1), se termine par les pièces suivantes :

Arrangement aux fins d'arbitrage, signé à Londres, le 11 mars 1891.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté britannique ayant résolu de soumettre à une commission arbitrale la solution de certaines difficultés survenues sur la partie des côtes de Terre-Neuve comprise entre le cap Saint-Jean et le cap Raye, en passant par le nord, sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes :

1° La commission arbitrale jugera et tranchera toutes les questions de principe qui lui seront soumises par l'un ou l'autre gouvernement ou par leurs délégués concernant la pêche du homard et sa préparation sur la partie susdite des côtes de Terre-Neuve ;

2° Les deux gouvernements s'engagent, chacun en ce qui le concerne, à exécuter les décisions de la commission arbitrale ;

3° Le *modus vivendi* de 1890, relatif à la pêche du homard et à sa préparation, est renouvelé purement et simplement pour la saison de pêche de 1891 ;

4° Une fois que les questions relatives à la pêche du homard et à sa préparation auront été tranchées par la commission, elle pourra être saisie d'autres questions subsidiaires relatives aux pêcheries de la partie susdite des côtes de Terre-Neuve, et sur le texte desquelles les deux gouvernements seront préalablement tombés d'accord ;

5° La commission arbitrale sera composée de trois spécialistes ou jurisconsultes désignés d'un commun accord par les deux gouvernements, et de deux délégués de chaque pays, qui seront les intermédiaires autorisés entre leurs gouvernements et les autres arbitres ;

6° La commission arbitrale, ainsi formée de sept membres, statuera à la majorité des voix et sans appel ;

7° Elle se réunira aussitôt que faire se pourra.

Fait à Londres, le 11 mars 1891.

WADDINGTON.
SALISBURY.

Suivent deux lettres identiques en la forme, l'une adressée par M. Waddington au marquis de Salisbury, l'autre par le chef du *Foreign Office* à notre ambassadeur à Londres ; ces lettres arrêtent les noms des arbitres et règlent les questions de détail relatives au travaux de l'arbitrage.

M. Waddington, ambassadeur de la République française, au marquis de Salisbury, principal secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Londres, le 11 mars 1891.

A la suite de l'arrangement que nous avons signé le 11 de ce mois en vue de soumettre à une commission arbitrale la solution de certaines difficultés survenues sur les côtes de Terre-Neuve, le gouvernement de la République et celui de Sa Majesté la reine ont désigné d'un commun accord les trois arbitres dont les noms suivent :

1° M. de Martens, professeur de droit des gens à l'Université de Saint-Petersbourg ;

2° M. Rivier, consul général de Suisse à Bruxelles, président de l'Institut de droit international ;

1. Nous en commencerons prochainement la publication.

3^e M. Gram, ancien membre de la cour suprême de Norvège.

Les frais généraux de l'arbitrage et les honoraires des trois arbitres seront supportés par moitié par les deux gouvernements. Il est bien entendu que la commission, sauf dans le cas prévu par l'article 4, écartera de ses discussions les questions qui lui seront soumises et qui ne seraient pas relatives à la pêche du homard et à sa préparation.

Il est également entendu que le gouvernement de la République réserve expressément, avant la mise à exécution de l'arrangement précité, l'approbation des Chambres françaises.

— Voici *l'exposé des motifs* qui accompagne le projet de loi présenté aux Chambres pour obtenir leur approbation de l'arrangement qui précède :

Messieurs,

Les droits que possède la France à Terre-Neuve ont été définis par divers traités et arrangements internationaux, dont les principaux sont le traité d'Utrecht de 1713 et les déclarations et contre-déclarations de Versailles de 1783.

Malgré les efforts des négociateurs pour qu'aucune obscurité ne subsistât quant à la nature et à l'étendue de ces droits et pour qu'aucun trouble ne pût survenir entre les pêcheurs des deux nations, des difficultés se sont produites d'année en année et les risques de conflits plus sérieux sont devenus si grands, à certaines périodes, que des conventions ont été négociées entre les gouvernements français et anglais, en vue de prévenir des éventualités que tous deux désiraient également éviter.

Des arrangements de cette nature ont été conclus en 1857, en 1884 et en 1885, dans lesquels les deux gouvernements, en se faisant certaines concessions réciproques et en définissant leurs droits respectifs, d'une manière plus conforme aux circonstances de notre temps, se flattaient d'assurer, dans de meilleures conditions, le maintien du bon ordre et le développement naturel des pêcheries sur les côtes de Terre-Neuve.

Dans chaque occasion, les conventions dont il s'agit n'ont pu sortir leur effet par suite du refus de ratification opposé à la métropole par le Parlement colonial de Terre-Neuve, dont l'assentiment avait été, au cours des négociations, formellement réservé.

Les difficultés antérieures se sont donc reproduites et, avec elles, les mêmes dangers de conflits. Ces dangers se sont accrus, dans ces dernières années, par suite du développement qu'ont pris certaines pêcheries, en particulier les pêcheries de homard. Tandis que nous maintenons que nous avons seuls le droit de pêcher le homard sur la côte qui nous est réservée et d'être en possession, à ce point de vue, des mêmes privilèges que s'il s'agissait de la morue ou de toute autre espèce marine, le gouvernement britannique émet la prétention de nous interdire cette pêche et de la réserver à ses nationaux. En fait, des homarderies françaises et des homarderies anglaises, ces dernières de beaucoup plus nombreuses, comme en témoignent les documents publiés au *Livre jaune*, ont été établies sur la côte que tous les traités nous assignent. Dans ces conditions, des difficultés ne pouvaient manquer de se produire et elles se sont produites en effet. Chaque année a vu les occasions de conflit se multiplier, à mesure que les opérations dont il s'agit prenaient de l'extension. Le gouvernement de la République a fait connaître, à maintes reprises, les motifs qu'il avait de considérer que l'obstacle résultant, pour la pêche de ses nationaux, de l'existence des homarderies anglaises était contraire aux traités et que ces établissements devaient disparaître.

Aux représentations qu'il a formulées à ce sujet, le gouvernement britannique a répondu par l'expression de prétentions opposées et par l'affirmation que les traités réserveraient au contraire aux sujets de la reine, la faculté de se livrer au genre de pêche qui nous occupe. Dans ces conditions, un nouvel examen des prétentions respectives s'imposait. La voie des arrangements directs n'avait pas

conduit au résultat désiré ; une autre voie était ouverte, celle d'un recours à des tiers impartiaux, la voie de l'arbitrage.

Cette solution était tellement indiquée par les faits mêmes auxquels il s'agit de remédier, que, comme en témoignent les pièces réunies dans le volume qui vous sera distribué en même temps que le présent projet, l'idée en est venue simultanément aux deux gouvernements intéressés.

Des négociations délicates et pour partie officieuses ont précédé l'accord définitif. En attendant qu'il fût conclu, un *modus vivendi* a été établi, réglant, à titre provisoire, la principale des difficultés pendantes, savoir la pêche du homard. Ce *modus vivendi* a été appliqué l'année dernière et a donné, de l'avis des officiers commandant les deux stations navales, des résultats satisfaisants. Il sera renouvelé pendant la saison prochaine. Vous en trouverez le texte dans la série des documents précités.

Le cabinet britannique nous a, il est vrai, communiqué récemment des propositions de la colonie de Terre-Neuve tendant au rachat de nos droits moyennant certaines garanties pour le libre commerce de la boîte et en échange d'une somme correspondante à l'importance de nos intérêts actuels sur la côte réservée. Il ne nous a pas paru possible d'accueillir ces propositions et la négociation en vue d'un arbitrage qui ne met pas en cause le principe même de nos droits a été continuée.

Il y a tout lieu d'espérer que, grâce à l'arrangement présenté aujourd'hui à votre approbation, des conditions durables de bonne entente seront établies à Terre-Neuve. La haute autorité des personnages à qui le différend sera soumis, ainsi que l'esprit de modération apporté par les deux gouvernements, dans l'étude de ces délicats problèmes en sont une double garantie. La convention qui vous est soumise détermine, en premier lieu, le genre de questions que les arbitres auront à trancher. C'est, d'abord, la question des homarderies ; on pourra ensuite examiner, dans les mêmes conditions, des questions subsidiaires, sur le texte desquelles les deux gouvernements se seraient préalablement mis d'accord. Il va sans dire que nous refuserions notre assentiment, et le gouvernement britannique en est instruit, au renvoi devant les arbitres de toute question qui toucherait au principe même de nos droits tel que les traités l'ont établi.

En second lieu, l'arrangement du 11 mars détermine la composition de la commission, qui comprendra trois spécialistes ou juristes désignés d'un commun accord par les deux gouvernements, et deux délégués de chaque pays qui seront les intermédiaires autorisés entre les deux gouvernements et les deux arbitres. Les pièces contenues dans le recueil mis aujourd'hui en distribution, vous montreront que l'accord est fait en principe pour la désignation des trois arbitres et la notoriété et la compétence de ces trois personnes sont telles que l'entente a pu s'établir sans difficulté.

Par les motifs que nous venons d'indiquer, nous croyons devoir soumettre à votre assentiment l'arrangement dont le texte est ci-joint.

Du *Compte-rendu de l'Administration de la justice criminelle pour 1888* (*Journal officiel* du 31 janvier 1891), nous extrayons la partie relative aux extraditions :

En 1888, il a été effectué 410 extraditions : 171 par les gouvernements étrangers sur la demande de la France et 239 par la France sur la demande des gouvernements étrangers.

Les 171 malfaiteurs réclamés par la France s'étaient réfugiés : 92 en Belgique ; 49 en Suisse ; 10 en Angleterre ; 8 en Italie ; 5 en Espagne ; 3 dans les Pays-Bas ; 1 en Allemagne ; 1 dans la principauté de Monaco ; 1 en Egypte et 1 dans la Nouvelle-Grenade.

Les 239 malfaiteurs livrés aux gouvernements étrangers appartenaient, par leur nationalité : 149 à la Belgique ; 33 à l'Italie ; 27 à la Suisse ; 17 à l'Alle-

magne ; 7 à l'Espagne ; 2 à l'Angleterre ; 2 aux Pays-Bas ; 1 au Portugal et 1 à la Suède.

Plus de la moitié des extradés, 210 ou 51 0/0, devaient être jugés pour des vols ou des abus de confiance. Les crimes ou délits imputés aux 200 autres consistaient en faux, 48 ; escroqueries, 38 ; assassinats, meurtres ou infanticides, 25 ; banqueroutes frauduleuses, 24 ; viols ou attentats à la pudeur, 16 ; attentats aux mœurs en favorisant la débauche, 11 ; coups et blessures, 9 ; etc.

— Par une note insérée au *Journal officiel* du 15 février 1891, le public est prévenu qu'à partir du 1^{er} mars 1891, les pièces d'or espagnoles de 10 pesetas (10 francs), frappées à l'effigie de S. M. le roi Alphonse XII et les pièces de 20 pesetas (20 francs) et de 10 pesetas (10 francs) à l'effigie de S. M. le roi Alphonse XIII, dans les mêmes conditions que nos pièces nationales de 20 et de 10 francs, seront admises dans les caisses publiques pour 20 et 10 francs.

Le Régime douanier de la France.

M. Méline a, le 3 mars, déposé sur le bureau de la Chambre des Députés le Rapport sur le Projet de loi du Gouvernement (1).

Le voici :

Messieurs, c'est le 20 octobre dernier que le Gouvernement a déposé, sur le bureau de la Chambre, le projet de loi relatif à l'établissement d'un nouveau tarif de douanes. Votre commission, comprenant toute l'importance d'un projet qui intéresse à un si haut degré l'avenir de notre pays, s'est mise immédiatement à l'œuvre. Pressée par le temps, elle a dû renoncer à ouvrir une nouvelle enquête dont il lui aurait été impossible de limiter l'étendue et la durée. Elle y a suppléé par l'examen consciencieux des travaux préparatoires du conseil supérieur du commerce et du conseil supérieur de l'agriculture ainsi que de toutes les réponses faites par les Chambres de commerce et par les Chambres syndicales au questionnaire si complet qui leur avait été adressé par le ministre du commerce ; aucune enquête n'aurait versé au débat des renseignements plus exacts et plus autorisés. Ils ont été complétés par de nombreux mémoires envoyés par les intéressés aux membres de la commission, et par les recherches personnelles des différents rapporteurs. Le travail que nous vous soumettons se présente donc à vous avec toutes les garanties d'exactitude et de sincérité que vous pouvez désirer.

J'ai maintenant à vous faire connaître les principes qui ont dirigé votre commission et les raisons générales qui justifient ces principales résolutions. Pour le détail des tarifs, les rapports particuliers vous fourniront les explications de nature à établir la justesse des chiffres que nous avons adoptés.

Nous avons dès le début, par une sorte d'accord tacite, écarté de la discussion toutes les controverses doctrinales, toutes les théories d'école. Nous n'avons pas inauguré nos travaux, comme cela s'était vu dans les précédentes commissions des douanes, en rompant des lances en faveur du libre échange ou de la protection. Personne n'a soutenu qu'il fallait mettre la France au régime du laisser-faire et du laisser-passer ; qu'elle devait se résigner à ne produire que ce qu'elle fabriquait à meilleur marché que les autres ; enfin, que l'intérêt du consommateur primait celui du producteur et qu'il fallait tout lui sacrifier.

Cependant, si les questions de doctrine n'ont pas fait l'objet d'un débat en règle, il n'est pas douteux qu'elles se sont retrouvées avec des nuances au fond de toutes les résolutions importantes. Les tendances au libre-échange

(1) V. le texte de ce Projet, précédé de l'*Exposé des motifs*, dans les *Archives*, 1890. III, p. 211 et suiv.

ou à la protection se sont, comme toujours, rencontrées, et il a été facile de voir, dès le premier jour, que la commission était partagée en deux camps distincts, ayant des vues et un but différents.

Dans le premier, qui s'est trouvé en minorité dans la commission, se sont rangés ceux de ses membres dont l'idéal économique est manifestement le principe de la liberté commerciale ; mais les hommes éminents et si habiles qui le composent ont un sentiment trop exact de la situation actuelle pour avoir songé un instant à réclamer l'application immédiate de leur doctrine. Ils n'ont même pas demandé que la France fit en ce moment un pas de plus dans cette voie. Ils se contenteraient de celui qui a été fait en 1860, et c'est de ce côté qu'ils ont sans cesse orienté leur politique économique. Tous leurs efforts ont tendu à conserver dans son principe le régime des traités de 1860, et surtout l'ensemble des tarifs qui y ont été annexés et n'ont été que légèrement modifiés en 1881.

La majorité de votre commission apportait une autre manière de voir sur la situation actuelle de notre pays et sur le régime qui lui convient le mieux pour développer sa richesse et le bien-être de ses travailleurs. Elle ne fait pas de la protection douanière un principe absolu, une sorte de dogme comme on a fait si longtemps du libre-échange ; elle ne voit, dans la protection comme dans le libre-échange, que des procédés de réglementation internationale des échanges, bons ou mauvais, selon les temps, les lieux, l'état économique et financier des différents peuples. Le meilleur, à ses yeux, pour une nation, est celui qui lui assure la plus grande somme de travail, puisque plus il y a de travail, plus il y a de capital et par conséquent plus de salaires pour la masse laborieuse.

Elle ne s'étonne pas que l'Angleterre soit libre-échangiste et pousse toutes les nations dans la voie du libre-échange ; son intérêt même le lui commande. Quand on jouit comme elle d'avantages naturels qui vous assurent la prééminence sur la plupart des pays du monde, quand on a sur eux une avance de près d'un siècle et une production surabondante, il est facile d'ouvrir ses portes à tout le monde : car on ne craint personne chez soi, et il faut à tout prix envahir les autres. Voilà pourquoi Cobden a été un véritable bienfaiteur pour sa patrie, en lui procurant en France et, grâce à la France, dans toute l'Europe, des débouchés inespérés.

Qui oserait soutenir que la situation de la France est en quoi que ce soit comparable à celle de l'Angleterre ? Tous les moyens de production si puissants que la nature a prodigués à l'Angleterre, le fer, la houille, etc., une situation géographique incomparable, nous ont été parcimonieusement accordés, et nous sommes trop souvent condamnés à produire beaucoup plus cher que notre rivale. A ces avantages naturels il faudrait ajouter ceux qu'elle retire de sa formidable puissance maritime, de la concentration de ses industries et de l'énormité de ses principales productions.

En traitant avec elle, on n'aurait jamais dû perdre de vue ces causes d'infériorité insurmontables pour nous, et les tarifs auraient dû être établis en conséquence ; on n'aurait jamais dû oublier surtout que le marché intérieur de la France est un des plus beaux du monde et un des plus enviés, qu'il représente un revenu annuel de 34 milliards environ et que c'était folie de sacrifier une fortune aussi solidement acquise au seul espoir d'augmenter notre exportation. On sait aujourd'hui avec quelle légèreté, avec quelle coupable générosité les tarifs de 1860 ont été faits de notre côté ; ils étaient tellement au-dessous de l'écart qui sépare la production des deux pays, qu'un grand nombre d'industries se sont trouvées compromises. Beaucoup auraient disparu sans l'énergie et la souplesse de notre génie industriel, sans l'habileté de nos ouvriers et surtout sans notre admirable esprit d'économie qui nous permet de nous contenter de bénéfices souvent dérisoires : mais elles se traînent péniblement, sans pouvoir prendre leur essor et luttent avec découragement depuis trente ans contre des difficultés toujours croissantes.

On a commis la même faute quand, après avoir traité avec l'Angleterre, on

a traité avec les autres pays, entraîné qu'on était dans la voie des concessions imprudentes, et on a ainsi livré notre marché intérieur, dont nous étions les maîtres incontestés en 1860, à l'envahissement progressif des produits étrangers.

Traité de 1860.

Sans doute il ne faut rien exagérer et nous n'irons pas jusqu'à dire que les traités de 1860 ont ruiné la France. Nous accorderons même, si l'on veut, que pour certaines de nos industries on pouvait sans inconvénient, abaisser les tarifs existants; mais il fallait le faire avec prudence, en défendant pied à pied l'intérêt français au lieu de le livrer, comme on l'a fait, les yeux fermés dans le huis-clos d'un cabinet de ministre.

Si les traités de 1860 n'ont pas produit tous les fâcheux effets qu'on pouvait redouter, c'est que la France jouissait alors d'une prospérité relative qu'elle n'a pas perdue tout de suite et qu'elle devait en grande partie, il faut bien le reconnaître, au régime protecteur sous lequel elle s'était développée. Et puis elle a bénéficié comme tout le monde des grandes découvertes qui ont transformé à cette époque toutes les conditions de la production. L'impulsion puissante donnée au travail par le développement des voies ferrées et des transports maritimes, par la télégraphie et le perfectionnement des services postaux, a contre-balancé pendant un certain temps l'insuffisance de notre régime économique.

Mais, ce qu'il nous est bien permis d'affirmer, c'est que, si les traités de 1860 avaient été mieux conçus dans l'intérêt français et mieux faits, s'ils n'avaient, par une condescendance déplorable vis-à-vis de l'étranger dont nous avons aujourd'hui le secret, sacrifié si gratuitement notre agriculture et tant de nos industries, la France n'aurait pas traversé les cruelles épreuves qui lui ont été infligées. Elle serait aujourd'hui, au point de vue économique et financier, dans une situation infiniment meilleure; sa puissance industrielle serait plus grande et son capital national plus élevé.

Les faits sont là pour l'établir jusqu'à l'évidence; ils prouvent que le mouvement ascendant des affaires de la France, dans les dix années qui ont précédé les traités de 1860, s'est ralenti au lieu de s'accroître, à partir de cette époque. Prenons quelques chiffres pour l'établir.

Les exportations totales de la France, qui étaient, en 1849, de 938 millions, s'élevaient, en 1859, à la veille des traités, à 2 milliards 266 millions, soit une augmentation, en dix ans, de 1 milliard 328 millions, ou 141 0/0.

Au contraire, les importations qui étaient, en 1849, de 725 millions, ne s'élevaient encore, en 1859, qu'à 1,640 millions, en augmentation de 916 millions seulement.

Il résulte du rapprochement de ces chiffres qu'en 1849 la France, après avoir soldé tous ses achats à l'étranger avec le prix de ses ventes, restait créancière de 214 millions et qu'en 1859 sa créance sur l'étranger était montée à 626 millions.

Quelle est sa situation dix ans après les traités, en 1869?

Ses exportations totales ont passé de 2 milliards 266 millions à 3 milliards 75 millions, soit une augmentation de 809 millions, au lieu de celle de 1 milliard 328 millions qui avait marqué la période décennale antérieure aux traités (1).

Au contraire, les importations de produits étrangers sont passées de 1 milliard 640 millions à 3 milliards 153 millions, soit une augmentation de 1 milliard 518 millions, quand celle de la période décennale antérieure à 1860 n'était que de 916 millions.

(1) Pour avoir le chiffre vrai, il faudrait déduire le montant de nos exportations en Algérie et dans nos colonies, et celui de nos réexportations de laine, de coton et de soie qui figurent à tort au commerce spécial, puisqu'elles représentent des marchandises étrangères qui ne font que transiter en France. Si on opérait cette déduction, l'augmentation de nos exportations se trouverait réduite de plusieurs centaines de millions.

La conséquence, c'est que la France a cessé d'être maîtresse de son marché et qu'au lieu d'être créancière de l'étranger, comme en 1839, de 626 millions, elle est, en 1869, débitrice de 78 millions.

Depuis, le mouvement n'a fait que s'accroître et se précipiter. Les importations ont toujours été en augmentant dans des proportions considérables, pendant que les exportations s'accroissaient à peine, si bien qu'en 1883 (1), nous trouvons le chiffre des importations à 4 milliards 107 millions, celui des exportations à 3 milliards 246 millions seulement, ce qui constitue la France débitrice pour la somme énorme de 861 millions.

Si au lieu de prendre le mouvement du commerce pour l'ensemble de la production française, on veut considérer seulement celui des produits fabriqués, on arrive aux mêmes conclusions.

Ici encore, nous voyons les importations faire des pas de géant, puisque de 62 millions, chiffre de 1839, elles sont arrivées en 1888 à 539 millions, soit une augmentation de 477 millions, près d'un demi milliard, tandis que les exportations, qui étaient, en 1839, de 1 milliard 403 millions, ne se sont élevées, en 1888, qu'à 1,637 millions.

Le résultat, c'est que la France qui, en 1839, était créancière de l'étranger de 1 milliard 341 millions pour l'excédent de ses exportations sur ses importations de produits fabriqués, ne l'est plus, en 1888, que de 1 milliard 98 millions. Si on prend même les années 1889 et 1890, que notre Exposition a rendues si favorables à l'exportation de nos produits fabriqués, l'excédent de nos exportations n'est encore, pour 1889, que de 1 milliard 280 millions; pour 1890, de 1 milliard 312 millions, c'est-à-dire inférieur à celui de 1859.

On peut juger, par ces quelques chiffres, du bénéfice que la France a tiré des traités de 1860, de ces traités qui étaient surtout destinés, dans la pensée de leur auteur, à donner un si merveilleux développement à notre exportation de produits fabriqués et qui n'ont servi, en réalité, qu'à favoriser l'envahissement de notre propre marché.

Je sais bien qu'on objecte que la balance générale du commerce n'est pas entière dans les tableaux de douane et qu'elle se compose de beaucoup d'autres facteurs, tels que les placements de la France au dehors, l'argent dépensé par les étrangers en France, le bénéfice de nos exportations, etc. Nous en convenons volontiers; mais on nous accordera bien que le mouvement des échanges internationaux, tel qu'il résulte du tableau des douanes, est, en tout cas, un des facteurs très importants de la balance générale du commerce, et nous avons bien le droit de constater que le régime de 1860 ne paraît pas avoir amélioré ce facteur-là, bien au contraire.

Il est clair que nous serions plus riches si nos exportations avaient été plus considérables et nos importations moins fortes; il est évident également que si l'on fait la balance au point de vue de la somme du travail français, on est forcé de convenir que celui que l'étranger nous a donné par l'augmentation de ses achats n'a nullement compensé celui qu'il nous a pris par celle de ses ventes.

Relèvement des tarifs à l'étranger.

Si nous jetons au contraire les regards autour de nous, nous remarquerons que la plupart des pays du monde, sauf quelques exceptions, ont suivi une marche sensiblement différente de la nôtre. Nous remarquerons surtout que ceux qui subissaient comme nous les tarifs de 1860 et qui les ont remaniés, ont vu leur situation économique se relever et faire un contraste frappant avec la nôtre.

Ne parlons pas de l'Amérique, qui a pris un si prodigieux développement

(1) Si nous ne faisons pas porter nos comparaisons sur les années 1889 et 1890, c'est qu'elles ont été influencées par l'Exposition et ne sauraient être considérées comme des années absolument normales tant au point de vue des importations que des exportations. Du reste, elles ne changeraient pas les résultats du raisonnement.

à l'abri du régime protecteur qu'elle a aujourd'hui le tort d'exagérer sans aucune nécessité. Ne parlons même pas de la Russie, qui fait également depuis quelques années de si grands progrès, parce qu'on nous dirait peut-être que c'est un pays tout neuf qui grandit par une poussée naturelle et irrésistible. Mais prenons l'Allemagne, prenons l'Autriche-Hongrie, qui depuis dix ans ont relevé leurs tarifs dans des proportions si considérables, et voyons les résultats obtenus. Si on embrasse une période de dix années, de 1878 à 1888, on constate qu'en Allemagne les exportations n'ont cessé de croître, pendant que les importations diminuaient d'une façon significative. Du chiffre de 3 milliards 608 millions que les exportations avaient déjà atteint en 1878, elles se sont élevées en 1888 à 4 milliards 7 millions. Quant aux importations, qui atteignaient, en 1878, la somme de 4 milliards 892 millions, elles sont descendues en 1888 à 4 milliards 43 millions. Il en résulte que l'Allemagne qui, en 1878, était débitrice pour l'excédent de ses importations de 1 milliard 283 millions, ne l'était plus en 1888 que de 406 millions. Si, au lieu de remonter de dix années, on remontait de vingt années en arrière, les résultats seraient plus saisissants encore. Sans doute cette marche ascendante ne pouvait être indéfinie, et nous convenons volontiers qu'elle paraît marquer en ce moment un temps d'arrêt.

En Autriche-Hongrie, les résultats sont moins brillants, mais ils ne laissent pas d'être encore très satisfaisants. Les exportations, qui étaient en 1878 de 1 milliard 363 millions, se sont élevées en 1888 à 1 milliard 518 millions. Quant aux importations, elles sont descendues de 1 milliard 150 millions, chiffre de 1878, à 1 milliard 110 millions, chiffre de 1888. La différence en faveur des exportations, qui n'était en 1878 que de 231 millions, s'est donc élevée pour 1888 à 407 millions. Il nous semble qu'un régime économique qui donne de pareils résultats n'est pas fait pour décourager ceux qui seraient tentés de l'imiter.

Ces exemples suffisent à démontrer, contrairement à une thèse longtemps soutenue et qui compte encore de fervents adeptes, qu'une nation peut défendre son marché intérieur sans pour cela sacrifier son exportation. L'Amérique avait déjà mis cette vérité en lumière, et on n'avait d'autre ressource, pour récuser l'autorité d'un tel exemple, que de la représenter comme un pays exceptionnel qu'on ne peut comparer à aucun autre. Mais voilà qu'au cœur de l'Europe le même phénomène se reproduit dans des conditions telles qu'il n'est plus possible d'en nier la force démonstrative.

On commence enfin à comprendre que l'exportation est surtout le résultat d'une production prospère, en possession sûre du marché intérieur, entraînée par ses succès mêmes à chercher des débouchés au dehors, capable au besoin de sacrifices pour se les procurer ; qu'au contraire une production précaire et toujours menacée, réduite à végéter et manquant de capitaux, a une tendance fatale à se replier sur elle-même et ne se risque pas volontiers à sortir de ses frontières.

Les résultats obtenus par les différents pays qui, depuis vingt ans, se sont attachés à défendre leur production nationale étaient bien de nature à frapper les esprits en France ; ils suffiraient à expliquer le mouvement d'opinion irrésistible qui réclame si énergiquement la dénonciation de nos traités de commerce et la revision de notre régime économique que dans un sens plus protecteur du travail national.

Ce qui s'est fait chez les autres nous oblige, du reste, à prendre des mesures chez nous, si nous ne voulons pas supporter seuls le contre-coup de leur politique douanière. La conséquence inévitable des tarifs élevés derrière lesquels ils se retranchent est de faire refluer sur nous tous les excédents de production qui courent le monde en quête d'un marché et qui trouvaient autrefois chez eux des débouchés assurés. Si on jette les yeux sur le tableau de nos importations dans les quinze dernières années, on les voit monter à vue d'œil au fur et à mesure que les principaux pays d'Europe élèvent leur barrière de douanes. Si nous n'y faisons pas attention, nous finirions par

devenir le déversoir de l'Europe tout entière. Est-il juste, est-il sage de laisser plus longtemps nos portes ouvertes quand tout le monde est en train de fermer les siennes ?

Ce mouvement de reflux est d'autant plus dangereux pour nous qu'il est encouragé et facilité chez certains de nos concurrents les plus proches par l'abaissement calculé des prix de transport applicables aux principaux produits dirigés sur notre frontière. Dans ces pays, l'industrie des transports n'est pas considérée comme une industrie ordinaire, libre, indépendante de ses mouvements, ayant le droit de chercher ses bénéfices partout où elle les trouve. Elle est dans la dépendance de la production elle-même et on la considère avant tout comme un moyen indirect d'abaisser les frais généraux du travail national et de tourner les tarifs des pays voisins. Il y a là une prime à l'exportation d'une efficacité singulière, et il faut rendre cette justice à certains de nos concurrents qu'ils savent la manier avec une habileté merveilleuse.

Sur tous ces points, votre commission a été heureuse de se trouver en parfait accord avec le Gouvernement qui, dans l'exposé des motifs du projet de loi qui nous est soumis, a analysé si consciencieusement l'évolution économique qui s'accomplit partout en ce moment et fait ressortir avec tant de force l'obligation où nous nous trouvons ainsi de prendre des mesures de préservation pour la défense de notre marché.

Charges qui pèsent sur la production française.

A ces raisons générales tirées de la marche économique du monde qui suffiraient à justifier la revision des tarifs de 1860, il faut en ajouter une autre qui a surgi depuis cette époque, qui est particulière à la France et sur laquelle on ne saurait trop insister ; car c'est peut-être elle qui pèse du poids le plus lourd sur notre situation. Nous voulons parler de l'aggravation des charges financières de toute nature qui a été la conséquence de la fatale guerre de 1870. Aucun pays n'en supporte aujourd'hui de pareilles, et il faut vraiment l'extraordinaire puissance de travail et d'économie de la race française pour qu'elle ne succombe pas sous un pareil fardeau. Si on prend seulement la part par tête d'habitant des principaux Etats dans les intérêts de la dette qui les grève, on trouve qu'elle n'est pour les Etats-Unis que de 4 fr. ; pour l'Allemagne, de 7 fr. 50 ; pour la Russie, de 10 fr. ; pour l'Angleterre, de 16 fr. 25 ; tandis qu'elle est, pour la France, de 33 fr. 75.

La charge générale annuelle n'est pas moins lourde : si on s'en tient aux chiffres les plus bas, les moins contestables, on arrive encore à cette conclusion que notre budget des dépenses générales qui est de 3 milliards et demi impose à chaque Français une charge moyenne annuelle de 92 fr. , qui dépasse certainement 100 fr., si on y fait entrer les dettes locales, tandis que pour l'Allemand la charge n'est que de 67 fr. ; pour l'Italien, de 60 fr. ; pour l'Autrichien, de 54 fr. ; pour l'Américain, de 50 fr. ; et pour le Belge, de 41 fr.

L'honorable M. Pelletan, qui s'est livré à une étude si consciencieuse et si approfondie de notre situation financière, opère sur notre budget des réductions qui abaissent sensiblement les chiffres ; mais l'écart reste toujours à peu près le même au détriment de la France. Selon lui, la part contributive du Français dans l'impôt général ne serait que de 66 fr. par an ; mais M. Pelletan estime que cette charge n'est que de 49 fr. 50 pour l'Anglais et que pour les autres pays elle varie entre 25 et 45 fr.

En tous cas, les dépenses seules du budget de la guerre représentent pour les Français un impôt annuel de beaucoup supérieur à celui de tous les autres pays. A la taxe pécuniaire il serait juste d'ajouter la charge bien autrement lourde pour la production française de l'obligation du service militaire pour tous. De l'avis de nos industriels, c'est par ce côté que nous souffrons le plus de cet état de paix armée qui écrase les principales nations de l'Europe. Ils sont unanimes à déclarer que le service militaire, en prenant nos ouvriers

en pleine formation et à l'âge où leur habileté de main gagne le plus, fait un tort souvent irréparable à leur instruction professionnelle. C'est par là qu'ils expliquent les différences de rendement que nos concurrents anglais ou belges obtiennent dans certaines professions. Certes, nos ouvriers ne le cèdent à personne pour l'intelligence et l'activité et ils ne sauraient être rendus responsables des conséquences inévitables qu'engendre pour eux l'interruption forcée de leur travail. C'est une raison de plus pour leur en tenir compte dans l'établissement de nos tarifs de douane.

Salaires.

Et maintenant, il est facile de calculer pour chaque production l'augmentation de frais généraux qui résulte de notre situation financière et le désavantage spécial qu'elle inflige à nos producteurs en face de leurs concurrents étrangers. Comme cela était inévitable, c'est surtout sur les salaires qu'elle s'est fait sentir ; il a fallu, depuis 1860, les relever presque tous ; pour certaines industries, les relèvements vont jusqu'à 50 0/0 et même davantage. Aussi est-ce sur les salaires que porte, en général, le principal écart dans le prix de revient des produits similaires français et étrangers. Vous en trouverez la preuve à chaque page des rapports particuliers relatifs à nos différentes industries. Cette cause d'infériorité pèse sur nous d'un poids d'autant plus lourd que les produits où nous excellons sont en général ceux où la main-d'œuvre tient la place prépondérante.

Ce que nous avons à défendre par les tarifs de douane, c'est donc la main-d'œuvre, c'est-à-dire le travail et le pain de nos ouvriers. Sur l'ensemble des frais généraux, nos industriels ont opéré le maximum des réductions possibles ; il ne reste plus que la main-d'œuvre de compressible, et c'est sur elle que retomberait fatalement l'insuffisance de notre nouveau régime économique.

Il ne peut entrer dans la pensée de personne de réduire les salaires de nos ouvriers qui, dans certaines branches de production, sont manifestement insuffisants. C'est, au contraire, à les relever que nous devons tendre de toutes nos forces, et il n'y a qu'un moyen pour cela : c'est de maintenir le cours de nos produits à un taux suffisamment rémunérateur en empêchant leur avilissement excessif par la concurrence étrangère. C'est ainsi que les tarifs de douane se lient à la question sociale elle-même dans ce qu'elle a de plus aigu.

Prenons garde d'ailleurs que, si nous ne savons pas bien payer nos ouvriers, les autres sauront bien nous les prendre, et ils le font déjà. Personne n'ignore que c'est avec les meilleurs de nos ouvriers et de nos contre-maîtres que la Russie, l'Amérique, l'Allemagne, la Chine elle-même fabriquent aujourd'hui les articles de choix et de goût dont nous avons jusqu'à présent le monopole. Pour peu que le mouvement se généralise, on se demande avec inquiétude ce que deviendrait bientôt notre suprématie artistique.

Ne faut-il pas enfin faire entrer en ligne de compte, si on veut embrasser la question sous toutes ses faces, les nombreuses lois soumises en ce moment à l'étude du Parlement et qui ont pour objet l'amélioration du sort de nos ouvriers : la loi sur la responsabilité des accidents, celle sur les caisses de retraite, enfin la loi si importante sur les heures de travail qui, en réduisant de douze à dix heures la journée de la femme et de l'adulte, conduit fatalement à la même réduction pour les hommes ? Il est bien évident que toutes ces lois, si elles sont votées, vont constituer une charge très lourde pour la production. Beaucoup d'industriels ont fait savoir à votre commission que, pour la plupart des industries, une réduction de deux heures de travail représenterait dans leur prix de revient, avec les mêmes salaires, une augmentation de plus de 20 0/0, et ils ont demandé que les chiffres du tarif que nous vous proposons soient majorés en conséquence.

C'est évidemment une nécessité qui s'imposera à nous, tant que nos concur-

rents étrangers ne se décideront pas à suivre notre exemple et à réduire leur temps de travail dans les mêmes proportions que nous. Sans cela, la réduction des heures de travail ne profiterait qu'à nos concurrents, au grand détriment de nos propres ouvriers.

Nous croyons en avoir dit assez pour justifier l'impérieuse nécessité de la revision de nos tarifs de douane dans le sens d'une juste compensation entre la production française et la production étrangère. Nous n'entendons nullement pour cela revenir au régime antérieur à 1860, quelque avantageux qu'il ait été pour notre pays ; le temps a marché depuis, les conditions de la production se sont transformées, beaucoup de nos industries ont pris une nouvelle orientation et il ne serait pas sans danger de bouleverser leur fonctionnement de fond en comble. Personne du reste, ni dans l'agriculture ni dans l'industrie, ne demande d'aller aussi loin. Il n'est plus question aujourd'hui de prohibition, ni même de protection exagérée. Le producteur français ne réclame pas de privilège, il ne demande qu'une chose : la justice.

Il exige, comme c'est son droit, qu'on lui tienne enfin compte des charges excessives qui pèsent sur son travail et des causes d'infériorité qu'il ne dépend pas de lui de supprimer. Dans l'établissement des tarifs de douane, il demande que les pouvoirs publics mesurent exactement l'écart qui le sépare de son concurrent étranger et que le chiffre inscrit au tarif soit la représentation de cet écart.

Votre commission a été d'avis qu'une pareille revendication était absolument légitime et c'est sur cette base qu'elle a tâché d'asseoir l'œuvre si difficile que vous lui aviez confiée. Elle a recherché pour chaque branche de production agricole ou industrielle le droit exact qui lui paraissait indispensable pour en assurer l'existence et le libre développement. Elle a considéré, comme le Gouvernement, que pour donner à nos tarifs leur véritable valeur et rendre à la production française courage et confiance, il importait avant tout de fixer le minimum des droits qui lui seront assurés, quoi qu'il arrive, et au-dessous desquels il ne sera pas permis de descendre à l'avenir. C'est sur ce principe fondamental que repose l'économie de notre tarif minimum ; c'est lui qui en détermine le caractère propre.

Sur ce premier point, nous croyons avoir donné à nos producteurs une des plus grandes satisfactions, une des plus précieuses garanties auxquelles ils pouvaient prétendre.

Il en est une autre qui n'a pas moins d'importance et qui avait fait, depuis 1860, l'objet d'une incessante revendication de l'opinion publique.

Egalité pour l'agriculture et l'industrie.

A cette époque, on ne s'était pas préoccupé de faire dans les tarifs à chacune de nos industries et à notre agriculture la juste part qui leur revenait dans la protection du travail national. Pour favoriser nos industries d'exportation, on leur avait sacrifié de grandes et importantes industries qui avaient le droit de vivre et qui se seraient certainement développées si on ne les avait livrées sans transition à une concurrence écrasante. Ce n'est un mystère pour personne aujourd'hui que l'industrie cotonnière, l'industrie linière, celle de la laine cardée et bien d'autres qu'il serait trop long d'énumérer ont été la rançon des autres. C'est en vertu du même principe qu'on avait également sacrifié l'agriculture à l'industrie en mettant ses principaux produits au régime de la franchise absolue.

Notre devoir était de réparer ces grandes injustices. Nous plaçant à un point de vue tout différent de celui des négociateurs de 1860, nous avons considéré qu'il ne nous était pas permis de choisir entre les différentes branches de travail, de préférer l'une à l'autre, et que nous leur devions à toutes l'égalité de traitement.

Les Chambres précédentes étaient déjà entrées dans cette voie de réparation en faisant cesser, pour certains produits, la criante inégalité dont l'agri-

culture était depuis si longtemps victime. On a fini par reconnaître que tous les produits qui sont le fruit du travail ont droit à la même protection, et que de tous les produits ce sont ceux du sol, s'il y avait à choisir, qu'on devrait le moins sacrifier, parce que ce sont à la fois les plus nécessaires et ceux qui rapportent le plus au pays. Car ils n'empruntent rien à l'étranger et sont tout bénéfice pour la richesse publique.

Nous ne pouvions donc hésiter à compléter l'œuvre des précédentes législatures en dotant notre production agricole d'un tarif complet et raisonné. Nous y étions d'autant plus obligés qu'en dehors des causes d'infériorité que nous venons d'analyser et qui s'appliquent aussi bien à la production agricole qu'à la production industrielle, il en est qui atteignent particulièrement notre agriculture et qui deviennent chaque jour plus menaçantes pour son avenir.

Ces causes, qui ont amené la crise agricole dont nous ne sommes pas encore sortis, sont aujourd'hui bien connues et personne ne songe plus à les nier.

Il y a d'abord le développement agricole considérable des nations de l'Europe centrale et occidentale, telles que l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie, la Roumanie, dont les produits agricoles affluent de plus en plus sur nos marchés, sans parler de l'Italie et de l'Espagne, dont la concurrence pour nos vins est devenue si redoutable. Mais la principale de ces causes est l'entrée en ligne sur les marchés de l'Europe de peuples jeunes, favorisés par la nature et par leur situation financière d'avantages exceptionnels, un sol vierge et presque sans valeur, pour certains une main-d'œuvre d'un bon marché invraisemblable, l'absence de charges militaires et l'insignifiance des charges fiscales. En 1860, ces peuples sommeillaient encore, et c'est là que se trouve l'excuse des hommes d'Etat qui ont dédaigné de prendre des précautions pour assurer l'avenir de notre production agricole. L'Amérique était encore si loin ! Quant à l'Inde et à l'Australie, qui aurait pu y songer un instant ? C'est à peine si l'on pensait à la Russie.

Mais voilà tout d'un coup que le développement des moyens de transport et de communication, l'abaissement rapide du fret, mettent en quelques années ces grands marchés à notre porte, si bien qu'on a pu voir les blés d'Amérique et de l'Inde arriver à meilleur marché au Havre et à Marseille que de nos principaux centres de production. Après le blé, c'est le bétail, et même le bétail sur pied, qui, grâce à d'ingénieux perfectionnements dans l'aménagement des navires, tend à se substituer au bétail français ; pour la viande abattue, plus grandes encore sont les facilités d'importation.

Le résultat inévitable de ce mouvement a été de bouleverser toutes les conditions de la production agricole. Le Gouvernement l'a appréciée avec une entière justice en déclarant dans son exposé des motifs « qu'il tend de plus en plus à faire du monde entier un immense et unique marché dont toutes les parties sont solidaires les unes des autres et reçoivent directement le contre-coup des crises agricoles et industrielles qui viennent à éclater dans l'une d'entre elles ».

Question monétaire.

A côté de l'abaissement des prix de transport, il faut aussi donner la place qui lui revient à un autre élément de la situation économique actuelle, fort important, quoique fort peu connu et mal compris dans la masse du public. Nous voulons parler de la dépréciation croissante de la valeur de l'argent, de la suspension de la frappe de ce métal dans les pays de l'union latine et de sa limitation actuelle aux Etats-Unis. La diminution de la valeur de l'argent, sa disproportion grandissante avec celle de l'or, a eu pour premier résultat d'attirer sur l'Europe les produits des pays à étalon unique d'argent, comme les Indes.

L'opération est trop lucrative pour ne pas allécher les importateurs de ces produits. Il est facile d'en comprendre le mécanisme, qui est d'une sim-

plicité extrême. Un exemple le fera aisément saisir. Un commissionnaire français a acheté 100 fr. de blé indien qu'on lui a livré; pour se libérer, il n'a qu'à acheter à Londres 500 grammes d'argent en lingot qu'il pourra se procurer contre 70 fr. en or. Il enverra ces 500 grammes d'argent à la monnaie de Calcutta qui, moyennant un droit de 1 centime par roupie, soit 40 cent. en tout, les transformera en roupies représentant 100 francs d'écus français. L'acheteur s'est donc procuré pour 70 fr. 40, auxquels il faut ajouter de légers frais de transport, 100 fr. de marchandises qu'il va revendre sur le marché français: il n'est pas besoin de faire ressortir les avantages que retire le blé indien du jeu d'une prime aussi considérable.

Je sais bien qu'on objecte que le vendeur indien, qui n'ignore pas l'avantage que nos commissionnaires vont retirer de cette spéculation, peut aussi majorer son prix en conséquence; mais on oublie que, la plupart du temps, le vendeur indien ne sait pas à qui il vend son blé, ni pour quelle destination, et qu'il est d'ailleurs bien souvent obligé par la nécessité de le vendre au cours du marché local. Nous n'allons pas jusqu'à dire que l'importateur bénéficie de tout l'écart du change, mais il n'est pas douteux qu'il en garde une bonne partie.

A l'inverse, si le même Indien voulait, dans les pays à étalon d'or ou à double étalon d'or et d'argent comme ceux de l'union latine, acheter un produit fabriqué, comme il n'a que de l'argent à donner pour en acquitter le prix et que cet argent est déprécié de 30 0/0, il se trouvera obligé, pour se procurer la quantité d'or nécessaire à sa libération, de supporter un sacrifice correspondant qui augmentera d'autant pour lui le prix de l'objet acheté. On comprend, dès lors, combien il est peu disposé à nous demander nos produits: il y a là, pour nos exportations et celles de l'Europe tout entière, une cause évidente d'affaiblissement.

C'est ainsi que les Indiens ont été amenés par la nécessité de leur situation à se faire de plus en plus producteurs et à fabriquer pour leur propre compte ce qu'ils demandaient auparavant à la métropole. A Bombay, par exemple, où il y avait, avant la crise monétaire, 450,000 broches de filature, on en compte aujourd'hui plus de 2 millions.

Si nous voulions pousser plus loin l'analyse et creuser davantage ce difficile problème, nous serions amenés à relever une autre conséquence funeste du changement de l'argent. En provoquant la suspension de la frappe légale de l'argent, il a diminué le capital monétaire circulant dans le monde qui joue encore, quoi qu'on en dise, un rôle considérable dans les transactions, malgré l'emploi chaque jour plus répandu de la monnaie fiduciaire et du papier de banque.

La raréfaction d'un des signes représentatifs les plus importants de l'ensemble des produits devait avoir pour résultat infaillible l'avilissement de la valeur de ces produits eux-mêmes; comment pourrait-il en être autrement, à une époque où la production tend sans cesse à s'élever, quand la monnaie qui s'y applique tend au contraire à diminuer? Chaque produit, se trouvant représenté par une quantité monnayée moins forte, se trouve forcément diminué de valeur sur le marché des échanges. C'est ainsi que, dans ces six dernières années, on a pu constater une tendance à la baisse générale qui n'a pas été une des causes les moins graves de la crise industrielle et agricole. Il serait injuste de ne pas reconnaître l'amélioration qui s'est produite depuis. Mais quelle en sera la durée si nous ne parvenons pas à enrayer cette cause permanente de dépréciation du travail dans le monde?

La question est des plus graves; il n'est personne qui n'en convienne. A quelque école qu'on appartienne, qu'on soit bimétalliste ou monométalliste, on est forcé de reconnaître que la dépréciation de l'argent et la suspension de la frappe du métal blanc sont une cause de perturbation incontestable dans les rapports économiques des différents peuples. De tous côtés on cherche le remède; nous n'avons pas la prétention de le trouver et nous nous garderons même de l'indiquer.

Nous nous bornons à tirer d'une telle situation la conclusion qui se rattache directement à notre sujet : c'est qu'il y a lieu, dans l'établissement de nos tarifs de douane, de tenir compte des écarts de change qui sont au préjudice de notre production. Tant que les gouvernements ne se seront pas mis d'accord sur une solution de la question qui paraît toujours s'éloigner davantage, il faudra bien que les peuples se défendent comme ils peuvent, et la politique de protection douanière s'imposera plus qu jamais.

Le Sénat, aux Etats-Unis, vient de prendre une initiative hardie et qui peut avoir les plus sérieuses conséquences, en décrétant le cours légal du dollar et en autorisant la frappe illimitée de la monnaie d'argent. Mais il faut attendre, avant de se prononcer, que le nouveau « silver bill » soit soumis à la Chambre des représentants.

Telles sont, dans leur ensemble, les vues générales dont votre commission s'est inspirée; son devoir se trouvait ainsi tout tracé : c'était de reprendre dans son ensemble notre production agricole, et, faisant ce qu'on aurait dû faire pour elle en 1860 et en 1881, de lui donner dans nos tarifs de douane la même place qu'aux autres productions.

Mais si la règle d'égalité et de justice était facile à poser, il faut reconnaître qu'elle n'était pas aussi facile à appliquer. L'agriculture et l'industrie ne sont pas séparées par un mur infranchissable; il y a entre elles des points de rencontre où leurs intérêts semblent se heurter sans qu'on puisse les confondre et les servir à la fois. Avec la meilleure volonté du monde, il est impossible, sur ces points particuliers, de leur faire une part égale, et il faut de toute nécessité faire un choix et donner la préférence à l'intérêt dominant.

Il est juste de reconnaître que votre commission a fait les plus sérieux, les plus généreux efforts pour arriver à les concilier dans la plus large mesure. Son rapporteur général, qui n'a pas été toujours d'accord avec elle, est obligé de déclarer qu'elle n'a jamais perdu de vue les droits de chacun des grands intérêts du pays et qu'elle a cherché loyalement tous les moyens de leur donner satisfaction.

Comment a-t-elle été amenée à maintenir l'entrée en franchise des laines, des peaux brutes, du lin et de la soie, malgré son désir d'accorder à l'agriculture le même traitement qu'à l'industrie, c'est ce qu'il importe de bien préciser. Car, de toutes les questions qu'elle a eu à trancher, celle-là a été certainement la plus délicate, la plus difficile, celle qui l'a le plus agitée et qui lui a causé le plus d'angoisse.

Droits sur les matières premières.

Disons d'abord que la majorité ne s'est pas arrêtée un seul instant à cette considération autrefois si puissante, que les produits agricoles dont il s'agit étaient des matières premières et devaient comme tels échapper à toute taxation douanière. Cette thèse est aujourd'hui abandonnée par l'école même qui s'en est le plus servie autrefois. On reconnaît maintenant qu'il n'y a plus de matière première, dans le sens absolu du mot, que tout est matière première si on a en vue les transformations successives que peut subir un produit quelconque, que rien n'est matière première, si on considère que tous les produits qui sont le fruit du travail du filateur ou du tisseur. Si l'on se plaçait à ce point de vue exclusif, les uns et les autres devraient recevoir la même protection douanière.

La meilleure preuve que votre commission n'a pas été dirigée par l'ancienne doctrine des matières premières, c'est qu'elle n'a pas hésité à frapper

les graines oléagineuses et le chanvre, bien qu'ils fussent la matière première de plusieurs grandes industries.

Si elle ne l'a pas fait pour la laine, les peaux et la soie, c'est que, se plaçant toujours au point de vue du développement du travail national, qui était son objectif et son principe dirigeant, elle a craint de le diminuer au lieu de l'augmenter. Elle s'est trouvée en présence d'industries dont l'exportation représente près de 4 milliard (1), et qui sont l'honneur de la France. Les tarifs élevés qu'elles rencontrent aujourd'hui sur tous les marchés du monde leur rendent la lutte chaque jour plus difficile, et il est évident qu'en enchérissant par un droit le prix de leur matière première, on les atteindrait gravement.

Personne dans la commission n'y aurait consenti et la question ne s'est même pas posée. Les plus chauds partisans des droits ont toujours déclaré qu'ils ne les réclamaient que sous cette condition formelle qu'ils seraient restitués à la sortie sous forme de drawback; il n'est pas douteux que, si cette condition avait pu être remplie, ces droits auraient été votés à une grande majorité.

Sur une question pareille qui est toute d'ordre technique, il n'appartenait pas à votre commission seule d'avoir un avis et d'imposer sa volonté. Elle ne pouvait se dispenser de consulter le Gouvernement et de s'assurer de son concours, puisque c'est lui qui doit être chargé dans la pratique d'appliquer et de faire fonctionner un système de restitution, quel qu'il soit.

Les déclarations du Gouvernement sur ce point capital ont été des plus catégoriques. Il a repoussé de la façon la plus énergique les deux combinaisons pratiquées jusqu'à ce jour sous le nom d'admission temporaire ou de drawback : l'admission temporaire comme un moyen à la fois insuffisant et dangereux pour notre marché intérieur lui-même; le drawback comme ruineux pour le Trésor et impossible dans la pratique.

Il a surtout insisté sur la transformation industrielle qui s'est opérée depuis vingt ans dans les industries textiles et qui tend de plus en plus à substituer les tissus mélangés aux tissus purs. La difficulté de retrouver le poids, la qualité, la proportion des différents textiles lui paraît insurmontable. La vérification présenterait, selon lui, de telles difficultés, elle serait si incertaine, elle entraînerait de telles lenteurs que toutes les affaires d'exportation s'en trouveraient paralysées.

Je n'irai pas jusqu'à dire que ces objections, présentées avec beaucoup de force par M. le ministre du commerce, ont convaincu tous les membres de la majorité de votre commission. Beaucoup persistent à penser qu'un système qui a fonctionné jusqu'en 1860 n'est nullement un système impossible; s'il a eu dans la pratique quelques inconvénients inévitables, il ne leur paraît nullement impossible de les corriger. Ils font enfin observer que, si la fabrication s'est transformée, si le mélange des textiles est devenu d'un usage général, la science a fait aussi des progrès qui permettent, avec rapidité et sûreté, de reconnaître la composition d'un produit; la chimie a résolu des problèmes beaucoup plus difficiles. Elle les résout, du reste, tous les jours pour faire fonctionner le régime de l'admission temporaire elle-même.

En ce qui concerne l'industrie de la soie, par exemple, qui jouit de l'admission temporaire, est-ce qu'il n'est pas démontré qu'elle peut supporter ce régime? Comment comprendre qu'on puisse reconnaître les fils de coton qui entrent dans la composition d'un tissu mélangé de soie et qu'on ne puisse pas y reconnaître les fils de soie?

Si excellentes que soient ces raisons, elles n'ont pas suffi à entraîner la

(1) Nous devons faire observer que le chiffre de 4 milliard ne représente que la valeur vénale des produits exportés et nullement celle de la production française. Pour évaluer celle-ci, il faudrait déduire du chiffre des exportations le montant des matières premières étrangères qui y sont entrées et qui, pour la laine et la soie seules, représentent plusieurs centaines de millions.

majorité de votre commission. Il lui a paru trop hardi de se lancer seul et sans l'appui du Gouvernement dans une expérience qu'il condamnait d'avance, elle a reculé devant une responsabilité qui pouvait avoir d'aussi graves conséquences. Pour réussir dans une œuvre de cette nature, il ne suffit pas de la résignation forcée du Gouvernement, il faut son concours convaincu ; le succès est à ce prix.

Telle est la raison principale qui a dicté le vote de votre commission sur cette importante question. Elle ne pouvait pas songer à compromettre de grandes et puissantes industries comme celles de la laine, des peaux et de la soie. Elle le pouvait d'autant moins qu'en les atteignant, elle aurait pu redouter d'atteindre l'agriculture elle-même.

Il ne faut pas oublier que, dans les tissus exportés, il entre toujours une proportion déterminée de matières premières d'origine française ; la laine et la soie françaises servent de véhicule à la laine et à la soie étrangères. Toute diminution dans notre exportation aurait donc pour conséquence une diminution dans l'emploi des produits agricoles français eux-mêmes. Les agriculteurs n'ignorent pas d'ailleurs que les ouvriers de l'industrie sont leurs meilleurs clients, et que la capacité de consommation de ceux-ci augmente avec la prospérité de l'industrie.

Enfin il est une dernière raison qui a un peu atténué les regrets éprouvés par les défenseurs de l'agriculture de leur impuissance à protéger directement la laine et les peaux ; c'est la possibilité que leur offrait la revision de nos tarifs de les protéger indirectement en relevant les droits sur le mouton et le bétail vivant et surtout sur les viandes abattues.

Beaucoup d'agronomes distingués vont jusqu'à penser que ces droits sont plus efficaces que des droits sur la laine et sur les peaux, parce que leur répercussion sur la valeur du produit est sûre. Ils font observer qu'un droit sur la laine et sur les peaux n'augmenterait pas nécessairement de sa valeur le prix de nos laines et de nos peaux, parce que les laines et les peaux étrangères importées chez nous sont de nature différente et bien souvent destinées à des emplois différents de ceux des laines et des peaux français, tandis que le bétail se vaut et se remplace dans tous les pays du monde.

Nous n'avions pas, malheureusement, les mêmes consolations à offrir à nos producteurs de lin et à nos sériciculteurs, et c'est là ce qui laisse à votre commission un très profond regret. Elle aurait certainement frappé d'un droit des lins étrangers si elle n'avait pas été mise dans l'impossibilité de le faire par l'admission en franchise de la laine. Pour frapper le lin, il fallait de toute nécessité frapper le coton dont les produits font concurrence à ceux du lin sur le marché intérieur ; et il était impossible de frapper le coton et le lin sans donner aux tissus de laine une situation privilégiée qui aurait constitué une véritable injustice.

Primes à la culture du lin et à la sériciculture.

Plusieurs membres de la commission, préoccupés de l'abandon dans lequel on était condamné à laisser cette grande culture du lin qui a autrefois été si florissante et qui a donné de si beaux bénéfices à notre agriculture, se sont demandé s'il n'y aurait pas, comme pour les peaux et les laines, un moyen indirect de venir à son secours. Ils ont pensé qu'en encourageant nos cultivateurs par des primes à la production d'un lin de moyenne qualité et à grand rendement, on pourrait les mettre en état de reconquérir une partie de notre marché et de soutenir pendant cette transformation l'effet de la concurrence étrangère.

Il ont émis en ce sens un vœu qui été admis par la commission avec une invitation adressée au Gouvernement de chercher les moyens de le réaliser. Cela ne paraît nullement impossible dans la pratique, si on en juge par quelques expériences du même genre. Depuis plusieurs années, fonctionne dans le département du Nord un comité linier qui distribue chaque année des

encouragements aux producteurs de lin, qui a déjà obtenu dans cette voie d'excellents résultats. Nos voisins d'outre-Manche nous ont donné depuis longtemps un exemple du même genre : c'est par des primes que le Gouvernement anglais a soutenu pendant cinquante ans en Irlande la production du lin qui y est arrivée aujourd'hui à la perfection que l'on sait.

L'intervention de l'Etat se produirait d'autant plus à propos que nous avons dans le tarif du tissage et de la filature de lin relevé les droits relatifs aux fils et aux tissus fins qui avaient été entièrement sacrifiés et que l'emploi des lins qui conviennent si bien au sol français ne peut manquer de s'étendre.

Un tel ordre d'idées n'est pas fait pour déplaire au Gouvernement, car il s'est engagé lui-même dans cette voie en déposant un projet de loi destiné à assurer des primes à la sériciculture pour tenir lieu à celle-ci de la protection douanière qu'on lui refusait. Ce projet ayant été renvoyé à la commission du budget, votre commission des douanes n'a pas été appelée à l'examiner directement. Personne ne peut savoir ce qu'elle en aurait fait si elle avait eu à se prononcer, ni par conséquent quelles transformations elle aurait pu lui faire subir.

Il y a là une question subsidiaire, qui reste toujours ouverte et qui donnera certainement lieu à un débat approfondi devant la Chambre. Elle est d'autant plus importante qu'on peut considérer dès à présent comme certain que beaucoup de défenseurs convaincus de la sériciculture lui accorderont sans hésiter les droits de douane qu'elle demande, si on ne trouve pas un autre moyen efficace de lui donner satisfaction.

Tarifs agricoles.

Nous avons cherché à traduire aussi fidèlement que possible les principaux motifs qui ont amené les résolutions de votre commission sur une des plus difficiles questions qu'elle ait eu à trancher en matière agricole. Cette question tranchée, elle s'est aisément mise d'accord sur toutes les autres, et elle a donné à l'ensemble de notre production agricole la juste protection à laquelle elle a droit depuis si longtemps et que les traités seuls avaient empêché de lui accorder dans ces dernières années. Les droits ont été relevés sur un grand nombre de produits agricoles, tels que le bétail et surtout les viandes abattues, sur les fromages, les vins, la bière, les poissons, les huiles, les houblons, etc.

Des droits nouveaux ont été établis sur une grande quantité de produits que nos tarifs conventionnels laissaient entrer en franchise. Citons le beurre et la margarine, les œufs, le lait, les volailles, le saindoux, le miel, la cire, les fourrages, les légumes frais et les légumes secs, les raisins frais et les pommes, les chanvres, les graines oléagineuses, les sons, enfin les bois, cette production si importante pour notre pays, et qui constitue une recette si précieuse pour le budget de l'Etat.

Si le Parlement ratifie ces propositions, comme nous en avons le ferme espoir, la France agricole en sentira bientôt les heureux effets; nous verrons se relever et se développer un grand nombre de cultures et de productions que la concurrence étrangère avait découragées et qui ne demandent qu'à vivre.

Cependant quelques sociétés d'agriculture ne se trouvent pas satisfaites et prétendent qu'on aurait pu faire davantage: elles se plaignent surtout qu'on ait accordé aux produits industriels un quantum de protection supérieur à celui qu'on a appliqué aux produits agricoles. La protection agricole, disent-elles, varie en moyenne de 10 à 25 0/0 seulement de la valeur, tandis que la protection industrielle va de 25 à 60 0/0.

A ces objections et à ces critiques nous répondrons en faisant observer d'abord que, quand on veut juger une œuvre aussi considérable que celle d'un tarif agricole applicable à l'agriculture française tout entière, il ne

suffit pas de prendre quelques points isolés et de se plaindre de n'avoir pas tout obtenu.

Il faut voir aussi ce qu'on a obtenu, considérer l'ensemble des droits votés et les rapprocher de l'importance des branches de travail qu'il s'agit de sauvegarder; c'est la seule manière de se rendre compte de leur répercussion et de leur effet utile sur la production nationale.

Or, si on prend les chiffres des défenseurs les plus exigeants de l'agriculture, qui portent la production agricole annuelle à 25 milliards, et si on décompose ces chiffres en appliquant à chaque article les droits votés par la commission, on découvre que plus de 21 milliards de produits agricoles vont être désormais protégés. Et encore sur les 4 milliards restants, serait-il juste de déduire près de 2 milliards, sur lesquels l'agriculture ne réclame aucune protection (pailles, engrais, tabac, etc.).

Enfin il est juste d'observer que, si tous les produits agricoles ne sont pas protégés, si quelques-uns ont dû être exceptés à regret par votre commission, il n'en est pas moins vrai de dire qu'après le vote de nos tarifs il ne restera pas une seule exploitation agricole en France qui n'ait sa part de protection; car il n'y en a pas une seule qui, dans la variété inévitable de ses productions, ne soit appelée à en profiter.

Quant à la différence existant dans la proportion des droits, selon qu'ils s'appliquent à l'agriculture ou à l'industrie, elle est très facile à expliquer et à justifier. Elle résulte de la nature des choses et elle ne blesse les droits de personne. Si les taxes qui frappent les produits agricoles paraissent en général moins élevées que celles qui protègent certains produits industriels, c'est que ces taxes frappent un produit simple et qui n'a encore subi aucune transformation; aussi lui profitent-ils tout entiers. Les droits sur le blé, sur le maïs, sur le bois, le chanvre, l'huile, le bétail, les graines oléagineuses vont tout entiers à la production agricole. Mais quand ces produits sont transformés par l'industrie, il faut de toute nécessité que le droit accordé à celle-ci soit plus élevé, sous peine de ne rien lui donner: quand l'industriel transforme le blé ou le maïs en amidon et en fécule, quand il a transformé les bois en meubles, les graines oléagineuses en huile, il commence par payer dans le blé, le maïs, les graines oléagineuses qu'il achète le droit accordé à l'agriculture, et c'est bien justice qu'on lui en tienne compte. Le droit qui le protège ne représente que la différence entre les deux droits, et c'est cette différence seule qui constitue sa protection spéciale.

Quant au droit total, si élevé qu'il soit, il protège l'agriculture autant que l'industrie, puisque, si l'industrie était écrasée par la concurrence étrangère, elle serait hors d'état d'acheter les produits agricoles français. Quand l'industrie de l'amidon et de la fécule est malheureuse, c'est le blé et la pomme de terre qui en souffrent; au temps où les sucres étrangers envahissaient notre marché, la culture de la betterave était agonisante.

Ce que nous disons de l'agriculture dans ses rapports avec l'industrie, il faut le dire également des différentes industries comparées entre elles. Celle qui tient la tête de la production est en général très modérément protégée; les dernières dans l'ordre des transformations paraissent, au contraire, jouir de droits exorbitants; mais ce n'est qu'une apparence.

Dans les industries textiles, par exemple, la filature ne reçoit guère qu'une protection moyenne de 12 p. 100 pour les numéros les plus employés; mais quand on passe du fil au tissu écreu, du tissu écreu au tissu teint ou imprimé, du tissu teint ou imprimé au vêtement façonné, et quand on a fait à chacune de ces fabrications la part qui lui revient, il est évident que le dernier droit qui réunit tous les autres est forcément très élevé; mais on voit, par ce que nous venons de dire, que ce serait une grave erreur de croire qu'il profite exclusivement à l'industrie intéressée.

L'observation est d'une importance capitale en matière de tarif; elle répond d'avance à l'objection si souvent reproduite et si inexacte que les droits votés par votre Commission sont exorbitants et prohibitifs.

Votre Commission peut donc se rendre cette justice que dans la fixation des droits elle a appliqué les mêmes principes à l'agriculture et à l'industrie, et qu'elle a tenu la balance égale entre tous les travailleurs français. Sur ce point, il n'y a jamais eu entre ses Membres l'ombre d'une divergence; ils étaient tellement pénétrés de l'étroite solidarité qui unit les deux grandes branches de notre production nationale qu'il ne leur est pas un seul instant entré dans la pensée d'établir une différence ou même seulement une nuance entre l'une et l'autre.

Tarifs de l'industrie.

Après les tarifs agricoles, il nous reste à examiner les grandes lignes de nos tarifs industriels et à vous faire connaître les idées générales qui ont présidé à leur revision. Pour l'agriculture, c'était la première fois que sa situation était examinée à fond au point de vue de la protection douanière, et votre Commission avait en quelque sorte tout à faire. Pour l'industrie, la situation était bien différente; depuis 1860, les tarifs qui la régissent sont l'objet d'une discussion incessante, et la vérité s'est fait jour de toute part. Il est maintenant reconnu que le vice fondamental des traités de 1850 était l'inégalité de traitement des différentes industries; certaines ont été suffisamment protégées, quelques-unes même l'ont été largement; d'autres ont été complètement sacrifiées. Au premier rang de celles-ci, il faut placer l'industrie cotonnière, l'industrie linière, celle de la laine cardée.

Le premier soin de votre Commission a été de rendre à ces grandes industries ce qui leur était dû. C'est sur elles que portent les plus forts relèvements, mais on voit qu'ils se justifient d'eux mêmes.

Certains de ces relèvements ne sont que la réparation d'erreurs purement matérielles dans l'assiette et le calcul des droits. Ainsi le tarif des broderies était établi de telle façon que le droit du tissu brodé se trouvait souvent inférieur à celui du tissu uni sur lequel était greffée la broderie, si bien que l'importateur n'avait qu'à jeter un point de broderie sur ce tissu uni pour échapper au paiement de tout droit sur la broderie et d'une partie du droit sur le tissu. Pour les toiles cirées, les tissus en caoutchouc, nous avons constaté les mêmes anomalies.

Mais il est un autre point, dans notre travail de revision, qu'il importe de signaler, parce que c'est peut-être celui qui a exigé de votre Commission le travail le plus considérable. Depuis 1860, et surtout depuis 1881, il s'est produit dans la marche et le développement des industries une transformation considérable et qui s'accroît chaque jour. Les progrès de la science modifient sans cesse les procédés de fabrication, substituent une production à une autre et font apparaître des industries nouvelles dont on ne soupçonnait pas l'existence il y a quelques années. C'est à ce nouvel état de choses qu'il fallait adapter notre tarif: de là la nécessité de droits nouveaux, de remaniement des droits anciens, et surtout de changements complets de classification.

Il en résulte que notre tarif paraîtra forcément plus compliqué que l'ancien; mais c'était une complication inévitable. Vous y verrez la preuve du soin consciencieux que votre Commission a apporté dans son travail.

Le remaniement des classifications a eu souvent pour conséquence de relever certains droits: mais il est juste de faire remarquer que d'autres ont été abaissés, et c'est l'ensemble, la moyenne des droits qu'il faut prendre, si on veut se rendre un compte exact du véritable résultat de nos nouveaux tarifs.

Vous savez maintenant dans quel esprit et par quels procédés votre Commission est arrivée à établir le tarif minimum nécessaire à la défense de notre agriculture et de notre industrie. Nous avons ainsi affirmé la solidarité étroite de toutes les branches de notre production nationale, et nous espérons que la Chambre en sera pénétrée comme nous; le succès de l'œuvre que

nous entreprenons est à ce prix. Le sentiment de cette solidarité est aujourd'hui très vif dans la masse des travailleurs. Leur bon sens et leur esprit de justice répugnent aux inconséquences et aux calculs égoïstes. Ils n'admettent pas qu'on soit protectionniste pour soi et libre échangiste pour les autres et ne comprennent rien au langage des représentants de certaines Chambres de commerce qui réclament des droits élevés pour certaines industries, tout en proclamant à tout propos qu'on engage la politique économique de la France dans une voie déplorable. Quand on veut prendre ces fières attitudes, il faudrait au moins être logique et aller jusqu'au bout de sa doctrine.

Application du double tarif.

Il nous reste maintenant à vous expliquer les résolutions de votre Commission en ce qui concerne l'application aux pays étrangers de notre tarif minimum ; nous arrivons ainsi à la question si importante du fonctionnement même de notre nouveau régime économique.

Le Gouvernement nous a proposé de la trancher par l'adoption d'un double tarif, un tarif minimum et un tarif général plus élevé qui reposerait sur une majoration variable des chiffres du tarif minimum. Le tarif général serait notre tarif de droit commun applicable en principe à tout le monde. Quant au tarif minimum, il constituerait un tarif de faveur qui serait concédé aux nations qui nous accorderaient des avantages corrélatifs et surtout à celles qui nous feraient bénéficier sur leur marché des mêmes avantages que nos concurrents étrangers, c'est-à-dire qui nous traiteraient sur le pied de la nation la plus favorisée (1).

Une question fort importante était celle de savoir dans quelles formes, pour quelle durée et à quelles conditions le tarif minimum pourrait être concédé à un pays quelconque. Le serait-il par voie de traités véritables, c'est-à-dire de contrats synallagmatiques liant les deux parties et fixant d'une façon irrévocable pour toute leur durée les chiffres de ce tarif ? Ne devrait-il être donné au contraire que comme une simple réduction sur le tarif général, mais une réduction que nous resterions les maîtres de modifier à notre volonté, si la nécessité nous en était démontrée ?

Sur ce point capital, le Gouvernement nous a demandé de réserver sa liberté d'action et de décision. Il nous a déclaré que le moment ne lui paraissait pas encore venu de dire qu'il renonçait absolument au principe des traités. Il ne s'est prononcé formellement que sur un point, c'est que, si l'on faisait jamais des traités, on ne devrait pas descendre au-dessous des chiffres du tarif minimum dans les concessions faites à l'étranger. Il a admis, en outre, qu'il y aurait lieu de mettre en dehors de ces traités le tarif des céréales et celui du bétail.

C'est l'ensemble de ces déclarations que nous allons passer en revue en vous faisant connaître sur chacune d'elles l'opinion de votre Commission.

Tarif unique.

Et d'abord elle a adopté sans hésiter le principe du double tarif, qui lui a paru s'imposer surtout à ceux qui ne veulent plus de traités. Personne, du reste, n'a proposé un tarif unique, applicable à tout le monde sans distinction. Ce système absolu présente, en effet, des inconvénients et des dangers qui sautent aux yeux. Le premier de ces inconvénients serait de nous obli-

(1) Nous ne relevons pas, dans la série des combinaisons possibles, celle d'un tarif intermédiaire entre le tarif général et le tarif minimum, parce qu'elle nous semble du domaine de la théorie pure. Le Gouvernement lui-même l'a reconnu ; il nous a déclaré que, tout en se réservant le droit de recourir, s'il y avait lieu, à ce mode de transaction, il ne se dissimulait pas qu'il serait bien difficile de le faire accepter par un pays quelconque. Il est probable qu'ils demanderont tous le tarif minimum ou qu'ils se résigneront à subir le tarif général.

ger à forcer outre mesure la note de la protection, comme l'ont fait tous les pays qui ont adopté ce régime. Quand on doit donner le même tarif à tous, c'est-à-dire même aux pays qui ont un régime véritablement prohibitif, on est amené à leur répondre par une élévation considérable de taxation. C'est là une voie dans laquelle nous ne sommes pas d'avis d'engager la France.

Mais le tarif unique aurait un défaut beaucoup plus grave, ce serait de compromettre les intérêts de notre exportation que nous entendons sauvegarder par tous les moyens en notre pouvoir. Le tarif unique nous ferait perdre le bénéfice des concessions que nous pouvons espérer en offrant notre tarif minimum et surtout celui des avantages qui pourraient être faits à nos concurrents sur les marchés étrangers, c'est-à-dire le traitement de la nation la plus favorisée. Si nous nous mettons hors d'état d'accorder des faveurs aux autres, de quel droit pourrions-nous en exiger d'eux ?

Il est vrai qu'on répond à cela que le tarif unique n'exclurait pas les mesures de représailles vis-à-vis des nations qui seraient tentées d'infliger à nos produits un traitement de rigueur, et que la menace de ces représailles a suffi pour assurer à certaines nations qui pratiquent le tarif unique le tarif de la nation la plus favorisée. Mais n'est-ce pas là, de l'aveu même des partisans du tarif unique, la condamnation du système lui-même ?

Le régime des représailles est de tous le plus dangereux, il ne faut y recourir qu'à la dernière extrémité ; on ne sait jamais où il conduit ni ce qu'il peut coûter, et on nous accordera bien que le procédé qui peut sans représailles conduire au but et sauvegarder notre exportation, se présente avec une supériorité incontestable sur tous les autres.

Aussi votre Commission s'est-elle ralliée sans hésiter au principe du double tarif. Elle accepte, comme le Gouvernement, que le tarif général forme le droit commun applicable à tout le monde et que le tarif minimum ne soit concédé à l'étranger que dans certaines formes et sous certaines conditions.

Dans la forme, il n'y a que deux moyens de faire la concession, ou une loi qui n'engage que nous, ou une convention qui engage également ceux avec lesquels nous la ferons. Nous avons déjà pratiqué l'un et l'autre système ; c'est par une loi seulement que nous avons accordé à l'Angleterre, et tout récemment à la Grèce, le bénéfice de nos tarifs conventionnels. C'est par des conventions particulières que nous avons donné le traitement de la nation la plus favorisée à d'autres pays, comme l'Autriche-Hongrie, la Russie, la Turquie, le Mexique.

Mais à côté de ces conventions qui ne contiennent qu'un engagement de principe et de faveur relative, dont il dépend des contractants de faire varier les conséquences, il en est d'autres qui ont pour but de lier étroitement les nations qui les signent, en fixant pour toute leur durée, d'une façon immuable, le régime douanier des pays contractants. Ces conventions s'appellent des traités. Le caractère propre des traités, c'est l'incorporation, dans leur texte, du chiffre des tarifs applicables à l'ensemble de la production dans les pays contractants, et l'engagement de n'y point toucher pendant toute leur durée.

Il y a donc deux manières possibles de concéder le tarif minimum sous forme de convention. On peut le concéder comme un simple traitement de faveur sur le tarif général, mais sans prendre aucun engagement d'en maintenir indéfiniment les chiffres. Dans cette hypothèse, le résultat de la convention ne diffère pas sensiblement de la loi. Accorder notre tarif minimum par une convention de ce genre, c'est uniquement nous engager à appliquer, à la nation à laquelle nous faisons la concession, notre tarif le plus bas ; mais nous ne lui devons que cela, et nous restons les maîtres de remanier et de relever les chiffres mêmes de ce tarif, si la nécessité nous en est démontrée. En un mot, nous ne promettons qu'une chose, c'est de ne jamais appliquer notre tarif général pendant la durée de la convention à la nation avec laquelle nous avons fait cet arrangement.

Il y aurait une seconde manière d'accorder notre tarif minimum, ce serait

de l'incorporer dans un véritable traité et d'en consolider ainsi les chiffres pour toute la durée du traité. Dans ce système, le tarif minimum prendrait alors la place de nos tarifs conventionnels actuels, avec cette seule différence qu'il serait attribué en bloc, tandis que nos tarifs conventionnels ont été fabriqués par morceaux et par couches successives.

Régime des traités.

Placée entre ces deux systèmes, votre Commission a décidé, à une très grande majorité, que, si le premier était acceptable, le second devait être désormais abandonné (1). Elle a pensé que l'intérêt de notre pays lui commandait de ne plus faire de traités et de rester maître de ses tarifs. Il lui a paru que la situation économique du monde nous imposait plus qu'à d'autres cette mesure de prudence. Nous assistons depuis dix ans à une révolution générale dans les conditions de la production et l'état respectif des différents peuples va se modifiant sans cesse avec une rapidité vertigineuse. Tel qui n'était rien hier se révèle tout d'un coup comme un redoutable rival agricole ou industriel; il peut lui suffire de quelques années pour écraser tous ses concurrents. Il fut un temps où l'éloignement, la difficulté des communications et le prix élevé des transports étaient pour la plupart des peuples, surtout des peuples d'Europe, un rempart plus efficace que les tarifs de douane. Aujourd'hui, cet avantage leur échappe et tout se tourne contre eux. Qui oserait affirmer qu'on n'ira pas plus loin et que l'avenir ne nous réserve pas de nouvelles surprises?

Il faut s'incliner devant la force des choses et reconnaître qu'aujourd'hui tous les marchés tendent, de plus en plus, à se rapprocher, et que la distance qui les sépare ira sans cesse en diminuant.

C'est donc la lutte du plus fort contre le plus faible qui commence, et nous devons nous préparer à la soutenir sans découragement, mais aussi sans illusion. Il faut nous attendre à tout et être prêts à tout, par conséquent prêts à remanier notre régime économique, si des dangers nouveaux, aujourd'hui impossibles à prévoir, venaient à menacer notre production nationale. On peut espérer que cette nécessité ne se fera pas sentir de longtemps, mais il serait d'une présomption extrême de n'en pas tenir compte.

Alors même que la précaution serait inutile, elle aurait, en tout cas, l'avantage de rassurer nos producteurs, de leur donner la sécurité du lendemain et la confiance dans l'avenir. Avant nos producteurs eux-mêmes, il faut placer nos ouvriers qui sont les premières victimes de ces déplacements de production. Si nous voulons les arracher à la tentation d'émigrer vers les pays fortunés qui se préparent à nous supplanter, il est nécessaire de protéger et de défendre leur travail. Pour cela, il faut en garder les moyens.

L'instinct général de la nation a pressenti tous ces dangers et c'est de là qu'est sorti ce courant irrésistible contre les traités de commerce qui a caractérisé la dernière campagne électorale.

Il n'est pas particulier à la France, ce qui prouve bien que nous ne sommes pas seuls à nous préoccuper des éventualités de l'avenir. La plupart des pays du monde n'ont pas ou n'ont plus de traités à tarifs; les grandes nations de l'Europe, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie, y ont renoncé. Les rares conventions qu'elles ont conclues ne portent que sur quelques articles fort limités. Pourquoi ne suivrions-nous pas l'exemple qui nous est donné partout? A quoi bon nous engager et nous lier, quand les autres entendent rester indépendants? Pourquoi aliénerions-nous notre liberté commerciale au profit de l'Allemagne quand elle veut garder la sienne?

(1) Il va sans dire que la Commission n'a procédé ici que par voie d'avis et de conseil, et qu'elle n'a nullement entendu porter atteinte à la prérogative que le Gouvernement tient de la constitution de faire des traités sous sa responsabilité, sauf à les soumettre à la ratification du Parlement.

Les Membres de votre Commission, qui restent malgré tout attachés au régime des traités, ne pouvaient pas nier la force de ces considérations. Pour y échapper, ils nous ont proposé un moyen, qui selon eux était de nature à résoudre la difficulté et à tout concilier ; c'était de ne plus faire que des traités de courte durée, pour cinq ans ou même moins, avec faculté de prorogation.

La proposition a été repoussée, parce qu'il a paru à la majorité de votre Commission qu'elle compliquait le problème sans le résoudre. Les traités de courte durée n'ont pas l'avantage des traités ordinaires, qui est de fixer le régime économique d'un pays et les conditions de son travail pendant le temps nécessaire aux entreprises de longue haleine ; ils n'auraient d'autre résultat que de provoquer, chaque quatre ou cinq ans, la discussion de notre régime économique tout entier. Ce serait l'instabilité perpétuelle.

Il est à remarquer qu'à ce point de vue, le régime des tarifs sans traités présente pour la véritable stabilité économique d'un pays une supériorité incontestable sur celui des traités à courte échéance. Il est bien évident que lorsque nos nouveaux tarifs seront promulgués, après la longue étude, l'élaboration approfondie dont ils ont été l'objet, on n'y touchera pas légèrement et sans une véritable nécessité. En tous cas, on ne les revisera plus que sur des articles rares et très limités. Avec les traités de commerce, au contraire, c'est l'ensemble des tarifs qui se trouve remis en question à leur échéance, et tout le monde a le droit d'en réclamer l'amélioration ; c'est une provocation périodique au bouleversement du régime tout entier.

Mais, nous dit-on, vous oubliez que grâce aux traités vous pourrez obtenir pour nos industries d'exportation des avantages qui ne sont pas à dédaigner. C'était peut-être vrai autrefois, mais aujourd'hui les temps sont bien changés ; l'expérience de ces dernières années prouve jusqu'à l'évidence que les nations tendent de plus en plus à se réserver leur marché et à lui donner le plus grand développement possible. Elles entendent de plus en plus se suffire à elles-mêmes et elles ne consentent à accepter de l'étranger que ce qu'elles ne peuvent pas produire.

Pour ce qu'elles peuvent produire, elles se refusent donc à toute concession ; quant à ce qu'elles ne peuvent pas produire, il faut bien que quelqu'un le leur fournisse, et nous aurons autant d'avantages que les autres pour pénétrer sur leur marché, malgré l'élévation des droits, à une condition, c'est que nos produits soient dans la même situation que les autres, quand ils se présentent à leur frontière.

L'égalité sur tous les marchés, voilà, en réalité, ce que nos industries d'exportation ont le droit d'exiger pour leur défense. A la faveur d'un pareil régime, nous sommes convaincus que leur génie particulier saura forcer toutes les barrières et maintenir la France à son rang sur la carte de la production générale du monde.

C'est pour lui donner cette garantie indispensable qu'a été créé le tarif général. S'il ne suffisait pas, si certains pays, entrant vis-à-vis de nous dans une véritable guerre économique, s'avisait de frapper nos produits de droits différentiels, l'article 4 arme le Parlement et le Gouvernement du droit de majorer encore le tarif général lui-même. Nous avons tout lieu d'espérer que nous serons dispensés de recourir à cette extrémité, et qu'il suffira d'offrir à nos concurrents le choix entre le tarif général et le tarif minimum pour qu'ils se décident à prendre le plus favorable.

Mais pour donner toute sa valeur à notre tarif minimum et décider les autres pays à le solliciter, il faut deux choses : c'est d'abord qu'il y ait un écart suffisant entre les chiffres des deux tarifs de façon qu'il y ait beaucoup à gagner à prendre le tarif minimum, beaucoup à perdre à subir le tarif général. Il faut ensuite que les deux tarifs s'appliquent au plus grand nombre de produits possible, puisque plus on diminue le nombre de ces produits, plus on affaiblit la prime qui résulte de l'écart des deux tarifs.

Ces deux points ont été, de la part de la Commission, l'objet d'un examen

très attentif. Sur le premier, elle a été d'avis que les chiffres du tarif général dans le projet du Gouvernement étaient trop souvent insuffisants; pour certains articles, ils se rapprochent tellement de ceux du tarif minimum qu'il n'y aurait aucun profit véritable à réclamer pour ces articles le bénéfice de ce tarif. Les rapporteurs des différents chapitres ont donc été invités à reviser de très près ces chiffres, et le tarif général relevé qu'ils vous proposent permettra au Gouvernement d'atteindre beaucoup plus sûrement le but qu'il poursuit.

L'énumération des produits à insérer dans les deux tarifs a donné lieu à plus de difficultés. Il en est quelques-uns que, d'un commun accord, le Gouvernement et la Commission ont tout de suite écartés, ce sont les produits élémentaires dont nos industries ont absolument besoin pour leur fonctionnement régulier et que nous ne pouvons pas faire en quantité suffisante. Au premier rang de ces produits, se place la houille, ce pain de l'industrie, comme on l'a si justement appelée. Cet article pourrait certainement constituer une base sérieuse de transaction avec certains pays; mais votre Commission n'a pas voulu exposer nos industries au risque de payer plus cher, ne fût-ce qu'un instant, une matière première qui tient une si grande place dans l'ensemble de la production française. Nous avons, en conséquence, inscrit le même chiffre pour la houille aux deux tarifs.

Double tarif pour les produits agricoles.

Nous arrivons maintenant à certains articles que le Gouvernement n'a inscrits qu'au tarif général afin d'indiquer son intention de ne pas les comprendre dans les traités, s'il venait jamais à en conclure. Ces articles comprennent les céréales et le bétail, qui, par conséquent, se présentent sans tarif minimum avec un seul droit inscrit au tarif général.

Pour les céréales, personne n'a proposé de les inscrire aux deux tarifs. En ce qui concerne le blé, l'exception paraît absolument justifiée. Le droit de 5 francs a été voté tout récemment et on ne pouvait songer à le relever. Or, en l'élevant au tarif général, on aurait couru le risque d'augmenter le prix du blé lui-même, puisque la plus grande partie de celui dont nous avons besoin pour notre consommation nous vient de pays tels que l'Inde et l'Amérique qui seront vraisemblablement placés sous le régime du tarif général. Il en résulte que ce serait surtout le droit du tarif général qui jouerait et réglerait les prix, et voilà pourquoi votre Commission n'a pas voulu augmenter le droit actuel.

On ne peut pas dire la même chose du bétail. Les pays producteurs de bétail sont nombreux, et la plupart d'entre eux sont appelés à bénéficier de notre tarif minimum. Il n'est donc pas à craindre que le défaut d'approvisionnement se fasse jamais sentir sérieusement sur les prix du bétail; un pays remplace aisément l'autre et la consommation ne s'aperçoit de rien. Nous avons pu le constater après la rupture de nos relations avec l'Italie. La France pourrait donc, pour le bétail, pratiquer pendant quelque temps des droits élevés vis-à-vis de certains pays, sans que cette partie si importante de son alimentation fût en quoi que ce soit compromise.

Partant de là, certains Membres de votre Commission lui avaient proposé d'inscrire au tarif minimum les droits mêmes qu'elle a votés, et de les majorer en portant un chiffre plus élevé au tarif général. Ils faisaient observer que l'agriculture ne saurait se plaindre d'un régime qui, en même temps qu'il lui assure et lui garantit les droits actuels comme minimum, lui donnerait en même temps, pour se défendre contre certaines éventualités qu'il faut prévoir, un tarif de défense plus élevé.

Qui pourrait affirmer, par exemple, que le tarif du bétail sera toujours suffisant contre certains pays du Nouveau Monde qui sont en train de réaliser des prodiges en fait d'élevage et de transport des animaux sur pied? Depuis quelque temps nous voyons arriver à la Villette des convois considé-

rables (1,200 têtes, pour chacun des mois de novembre et de décembre) de bœufs des Etats-Unis, de première qualité et en état d'être livrés à la consommation le jour même de leur débarquement. Les hommes les plus compétents assurent que le bénéfice de l'importateur peut varier de 100 à 150 fr. Si ce mouvement s'accroît, est-ce avec la barrière de notre tarif unique que nous pourrions l'arrêter ou le circonscrire?

On répond que rien ne sera plus facile, puisque nous serons restés maîtres de nos tarifs et que nous pourrions, s'il le faut, soit relever notre tarif unique, soit même au besoin créer un tarif spécial contre les pays importateurs. Mais a-t-on bien réfléchi au caractère que prendrait une mesure pareille si elle ne visait qu'une nation particulière, et ne prévoit-on pas les représailles qu'elle pourrait provoquer contre nous? L'expérience de tous les jours nous prouve que les tarifs, même les plus élevés, sont compris et supportés quand il est manifeste qu'ils s'appliquent à tout le monde; mais, dès qu'ils paraissent dirigés exclusivement contre une nation, les susceptibilités s'éveillent aussitôt, et les conséquences de pareilles mesures peuvent être assez graves pour faire reculer les plus convaincus.

Ajoutons que le double tarif aurait un autre avantage, ce serait de donner à l'agriculture, dans le cas où on ferait par impossible des traités, la garantie absolue du tarif minimum et la certitude qu'on n'y toucherait jamais. S'il y a un tarif double c'est évidemment sur le tarif général seul que pourront s'exercer les réductions de droits. S'il n'y a au contraire qu'un tarif unique, c'est lui qu'on sera tenté de réduire le jour où on entrerait dans la voie des concessions.

Nous convenons volontiers que le danger est lointain et que les déclarations du Cabinet actuel, en ce qui concerne au moins le bétail, sont pleinement rassurantes. Mais les Cabinets se succèdent et ne se ressemblent pas toujours, et la sagesse consiste à tout prévoir. Il ne faut pas oublier que le Gouvernement tient de la Constitution le droit de faire des traités et qu'il pourrait suffire d'un revirement dans l'opinion, de la moindre hésitation dans le Parlement pour donner à un Cabinet l'envie d'en user.

A côté de cette objection qui a une force incontestable, on en fait valoir une autre beaucoup plus grave; car elle se rattache au fonctionnement même de notre nouveau régime économique, tel que le comprend votre Commission même. Elle ne veut pas de traités à tarifs, et elle déclare que, pour obtenir des concessions de l'étranger au profit de notre exportation, il n'est nullement nécessaire de recourir à ce marchandage et à ces concessions de détail, qui constituent l'essence et le fond des traités. Elle est convaincue qu'on peut arriver aux mêmes résultats en offrant à l'étranger le choix en bloc entre notre tarif général et notre tarif minimum.

Mais, si l'on retire le bétail du régime du double tarif, si on le réduit au tarif unique, il est évident qu'on diminue sensiblement l'intérêt que peuvent avoir certains pays qui font avec nous des transactions sur ce produit (citons la Suisse, la Belgique, l'Italie, l'Autriche-Hongrie), à prendre notre tarif minimum et par conséquent à nous donner en échange leurs tarifs les plus bas. Nous leur offrons un tarif de faveur pour rien et ils seraient bien naïfs de nous accorder quelque chose en retour.

Et puis, il y a une conséquence beaucoup plus dangereuse encore de l'exception faite pour le tarif du bétail; c'est que les autres produits agricoles peuvent avec juste raison élever la prétention d'être traités de la même manière, et ils n'y ont pas manqué. Certaines Sociétés d'agriculture en sont venues à demander le tarif unique pour tous les produits agricoles sans distinction, depuis les œufs et le beurre, jusqu'aux vins et aux fromages.

Ces amis imprudents de l'agriculture auraient été bien punis si votre Commission les eût écoutés et si, généralisant l'exception que le Gouvernement restreint aux céréales et au bétail, elle avait appliqué la même règle à tous les produits agricoles sans exception. Car le jour où nous retirerons tous ces produits du double tarif, le double tarif aura vécu. Nos principaux

concurrents seront trop heureux que nous leur offrions gratuitement un tarif de faveur qui s'appliquera à plus de 2 milliards de produits étrangers ; comme nous ne pourrions leur demander aucune concession pour cela, ils se garderont bien de nous en faire. Ils pourront ainsi frapper impunément des droits de leur tarif général, non seulement nos produits industriels, mais encore nos produits agricoles, et nous n'aurons rien à dire, puisque nous l'aurons voulu. On oublie trop, que si nous sommes importateurs de produits agricoles, nous sommes aussi exportateurs des produits de notre sol pour près d'un milliard. Il nous semble qu'une exportation de cette importance mérite bien qu'on ne la sacrifie pas de gaieté de cœur. Le jour où le fonctionnement du double tarif aboutirait à de tels résultats, il n'y aurait qu'un cri dans l'agriculture elle-même contre un pareil régime, et les partisans des traités de commerce en profiteraient bien vite pour reprendre l'offensive.

Heureusement, votre Commission a clairement aperçu le danger et elle a repoussé sans hésiter, pour l'ensemble de nos produits agricoles, une situation privilégiée dont l'agriculture aurait été la première victime : mais elle a persisté, comme le Gouvernement, à exclure le bétail du double tarif.

Elle l'a fait, on peut le dire, pour une seule raison : afin de prendre acte de la déclaration du Gouvernement, qu'il n'entendait pas comprendre le bétail et les céréales dans les traités, s'il était jamais amené à en faire. En cela, elle n'a été que l'écho des méfiances de notre agriculture qui, après l'expérience des traités de 1860 et de 1881, craint toujours de se trouver engagée à un moment donné par de nouveaux traités. Elle n'a pas oublié que ce qui l'a sauvée de la ruine, il y a quelques années, c'est que le Gouvernement de la République a pu mettre des droits sur les produits qui, comme les céréales et le bétail, avaient été, par une heureuse inspiration de M. Tirard, mis en dehors des traités. Elle se souvient de tout ce qu'elle a souffert dans ces dernières années par l'impossibilité où elle s'est trouvée de défendre certaines de ses productions pour lesquelles elle était liée par nos tarifs conventionnels. Elle vient de reconquérir sa liberté de mouvement et elle ne veut plus l'aliéner.

En cela, elle a bien raison, et, sur ce point, les partisans les plus convaincus du double tarif, dans la Commission, ne pensent pas autrement qu'elle, puisqu'ils ont été les adversaires déclarés de tout traité de commerce. Bien loin de vouloir délier le Gouvernement de ses engagements, en ce qui concerne le bétail et les céréales, ils lui demandent d'en prendre de plus étendus, et de ne comprendre, dans les traités, ni le bétail ni les céréales, ni aucun autre produit agricole ou industriel. Ils ne considèrent pas que, par le seul fait que ces produits figurent aux deux tarifs, il en résulte en quoi que ce soit l'autorisation, pour le Gouvernement, de faire des traités, sous la seule condition d'en excepter le bétail et les céréales. Il est bon de le dire nettement, pour ne pas fournir plus tard, aux partisans des traités de commerce, un argument *a contrario* tiré de la résolution de votre Commission dans la question du double tarif du bétail.

Votre rapporteur général s'incline devant cette décision et ne songe nullement à la relever. Il a cru de son devoir d'exposer la question sous toutes ses faces, et il s'en tient là.

Les considérations que nous venons de développer expliquent et justifient l'article 1^{er} du projet de loi que nous vous soumettons, ainsi que les tableaux A et B qui y sont annexés.

Surtaxes d'entrepôt.

L'article 2 est relatif aux surtaxes d'entrepôt que votre Commission a été d'avis de maintenir, dans l'intérêt de nos ports. Elle les a même étendues aux laines d'Australie, qui en avaient été exemptées par les traités de 1860. Un rapport spécial vous expliquera les raisons de cette extension.

Régime douanier des colonies.

Par l'article 4, votre Commission a couronné l'œuvre de révision de notre régime économique en introduisant une modification profonde dans le système douanier de nos colonies. La réforme de ce système et l'abrogation du sénatus-consulte de 1866, sur lequel il repose encore pour la Guyane, la Guadeloupe, la Martinique, est depuis longtemps réclamée par nos principaux centres de production.

On demande de toute part que nos colonies, qui sont si attachées de cœur à la mère-patrie, soient considérées comme des provinces françaises et traitées comme telles au point de vue économique, par conséquent qu'elles aient le même tarif que la métropole. Les produits étrangers doivent être des produits étrangers dans nos colonies comme chez nous et soumis aux mêmes droits. Il faut que nos colonies offrent aux produits français des débouchés de plus en plus larges ; sans cela la politique coloniale serait radicalement condamnée. Il n'y a aujourd'hui qu'une voix en France sur la nécessité d'apporter un esprit de plus en plus positif et pratique dans la direction de nos affaires coloniales.

La plus importante de nos colonies, l'Algérie, a inauguré la première, avec une hardiesse et une sincérité qui lui font le plus grand honneur, cette évolution si nécessaire ; depuis 1888 elle est devenue, au point de vue douanier, un département français. Les résultats de cette assimilation sur le développement des échanges entre la métropole et notre belle colonie ont été merveilleux et répondent à toutes les objections. La Réunion, avec sa générosité ordinaire, a suivi l'exemple de l'Algérie, et nous n'avons qu'à nous en féliciter.

Il faut rendre cette justice à nos autres colonies qu'elles ne demandent qu'à en faire autant. Mais elles font justement observer qu'elles ont été trop éprouvées et qu'elles sont trop pauvres pour faire seules les frais d'une réforme qui va retirer de leur budget une source de recettes importantes. Elles réclament comme compensation une détaxe sur les produits de leur sol envoyés en France, tels que café, cacao, cannelle, vanille, piment, etc.

Ces produits sont frappés en France de droits très élevés ; mais il est juste de remarquer que ce sont des droits fiscaux plutôt que des droits de douane. Aussi, nos colonies, comprenant bien qu'il serait excessif d'en demander la suppression totale, ont-elles déclaré elles-mêmes qu'elles se tiendraient pour satisfaites avec une réduction de moitié du droit.

Votre Commission a été d'avis de la leur accorder. Le sacrifice ne dépassera pas 1 million et demi, et il aura cet avantage de profiter au consommateur français.

Nous avons, du reste, considérablement atténué les conséquences de la mesure pour nos colonies, en mettant en dehors de l'application de notre tarif les produits étrangers qui n'auraient pas leurs similaires en France et même les produits d'alimentation de première nécessité qui, ayant leurs similaires, n'ont jamais été considérés comme pouvant nous offrir des débouchés dans nos colonies à raison du prix trop élevé des transports. Le Conseil d'Etat sera chargé de déterminer ces exceptions sous le contrôle supérieur du Parlement.

Art. 4 du projet. — Tarif différentiel.

L'article 4 du projet de loi, prévoyant l'hypothèse où une nation quelconque serait tentée d'appliquer à nos produits des taxes différentielles ou le régime de la prohibition, armait le Gouvernement français du droit de répondre à de tels procédés par l'emploi des mêmes moyens. Il a paru à votre Commission qu'il y aurait inconséquence et imprudence à attribuer au Gouvernement seul un droit aussi exorbitant que celui de fixer des tarifs de représailles vis-à-vis d'un pays quelconque, quand ce droit ne lui appartient pas pour les tarifs ordinaires. Une telle mesure est du reste assez grave pour

qu'il y ait lieu de consulter le Parlement avant de la prendre. Aussi votre Commission a-t-elle refusé en principe d'accorder au Gouvernement seul l'usage d'une faculté aussi dangereuse.

Il peut cependant arriver que le Parlement soit absent au moment même où il faudrait agir pour sauvegarder les intérêts français. En pareil cas, il importe que le Gouvernement ne reste pas désarmé, et votre Commission a été d'avis de l'autoriser à prendre les mesures provisoires qui lui sembleraient nécessaires; elle y a seulement mis cette condition que, dès la rentrée des Chambres, ces mesures seraient soumises à la ratification du Parlement.

Art. 3. — Expertises en douane.

L'article 5 est destiné à donner au commerce et à l'industrie de nouvelles garanties de compétence technique et d'impartialité dans les opérations d'expertise en douane. La loi de 1881 accordait à la Chambre de commerce de Paris seule le droit de dresser chaque année la liste générale des experts adjoints. Cette disposition avait donné lieu aux protestations les plus vives de la part de nos principales Chambres de commerce qui n'ont cessé de réclamer la faculté de désigner aussi au Ministre du commerce des experts plus spécialement compétents pour l'examen des produits particuliers de leur région, souvent fort peu connus sur le marché de Paris. L'article 4 fait droit à cette réclamation et étend en outre le cercle des personnes admissibles aux fonctions d'expert.

Votre Commission ne pouvait qu'approuver ces dispositions, qui sont excellentes; elle croit devoir y ajouter un vœu, c'est que le Gouvernement les complète en fortifiant l'organisation des services techniques de l'administration des douanes elle-même. C'est une excellente chose sans doute de régler la procédure des expertises de façon à donner aux intéressés toutes les garanties désirables; mais, ce qui vaudrait mieux encore, ce serait de prévenir les expertises elles-mêmes en mettant les appréciations du service au-dessus de toute contestation sérieuse.

On a cru faire, dans ces dernières années, une économie utile en supprimant le corps des vérificateurs des douanes, composé de fonctionnaires expérimentés dont la science et l'autorité étaient reconnues par tout le monde. Il en est résulté un grand désarroi et beaucoup de tâtonnements dans les évaluations de certains bureaux et par conséquent des erreurs inévitables qui ont dû coûter beaucoup plus cher au Trésor que le modeste crédit qu'on avait supprimé.

L'application de notre nouveau tarif va augmenter de beaucoup la charge du service, et elle engendrera forcément des difficultés d'application imprévues; il est nécessaire que l'Administration prenne d'avance des mesures pour que son personnel soit en nombre suffisant et à la hauteur de la lourde tâche qui va lui incomber.

Admission temporaire.

Pour terminer, nous devons vous rendre compte d'une dernière et importante décision de votre Commission, relative au régime des admissions temporaires. On sait que ce régime est défini et réglé par la loi du 5 juillet 1836, qui permet au Gouvernement seul de la refuser ou de l'accorder par simple décret. Une telle législation était parfaitement juste pour l'époque. C'était au Gouvernement qu'il appartenait de faire les tarifs et par conséquent de les modifier; or, il n'est pas douteux que l'admission temporaire est un moyen indirect de modifier les tarifs, d'autant plus dangereux pour les industriels intéressés qu'il est indirect et qu'il a bien souvent des répercussions inattendues.

L'expérience l'a prouvé si souvent, que les plaintes contre ce régime ont été sans cesse en augmentant depuis l'origine. On se souvient encore des protestations ardentes auxquelles l'admission temporaire pour les tissus de

caton avait donné lieu à la fin de l'Empire ; elles étaient si légitimes, que le Gouvernement fut obligé de se rendre à l'évidence et de rapporter son décret. Depuis 1870, toutes les fois que de nouvelles facultés d'admission temporaire ont été accordées, les intérêts lésés ont fait entendre les mêmes plaintes et accusé le Gouvernement d'arbitraire et de partialité. On a vu, selon les tendances économiques du Ministre au pouvoir, renaître les mêmes espérances et reparaître les mêmes craintes.

Nos producteurs demandent à ne plus sentir cette épée de Damoclès toujours suspendue sur leur tête et à rentrer dans la vérité de la constitution qui nous régit. Aujourd'hui, c'est le Parlement et le Parlement seul qui règle et fixe les tarifs de douane ; quand il les a arrêtés, personne n'a le droit d'y toucher sans son consentement, et on ne saurait sans inconséquence laisser au Gouvernement la faculté d'en éluder l'application.

Dans la Commission, les partisans du maintien du régime actuel se sont bornés à répondre que la prérogative du Parlement était suffisamment sauvegardée par le droit d'interpellation : ceux qui ont à se plaindre de l'usage fait par le Gouvernement de l'admission temporaire n'ont qu'à porter la question à la tribune et à provoquer une résolution que le Gouvernement sera toujours obligé de respecter.

Mais est-ce bien là un remède aux abus possibles de l'admission temporaire ? Et d'abord, il n'est pas toujours si facile qu'on croit, pour une industrie sacrifiée, de faire interpellier le Gouvernement qui a pris la responsabilité de la mesure. Bien souvent la raison politique retient les interpellateurs les plus convaincus, et il faut que le mal soit devenu intolérable pour qu'on se décide enfin à agir. Et puis, est-ce une bonne manière de trancher des questions aussi délicates, souvent aussi compliquées, que d'en faire dépendre la solution des hasards d'une simple discussion à la tribune et des incidents inséparables de toute interpellation ? S'il est une matière qui exige plus que les autres l'examen attentif d'une Commission, c'est assurément celle-là ; tout y est d'ordre technique, et si une Chambre n'a pas sous les yeux les documents nécessaires, tels, par exemple, que l'avis du Conseil supérieur des arts et manufactures, elle est exposée à commettre les plus grosses erreurs et les plus grandes injustices. Le contrôle parlementaire exercé de cette façon superficielle devient un péril au lieu d'être une garantie.

On objecte encore que, s'il faut une loi pour accorder l'admission temporaire, on sera condamné à des lenteurs de procédure très préjudiciables aux intérêts de l'industrie. Il est telle circonstance, dit-on, où il faut agir d'urgence et où le retard dans l'application de la mesure pourrait en compromettre les résultats.

C'est là une affirmation que rien de sérieux ne justifie. Si on relève l'ensemble des admissions temporaires accordées jusqu'à ce jour, on constate que la plupart d'entre elles soulèvent des questions de fond, des difficultés d'appréciation et de réglementation que le Gouvernement lui-même ne saurait trancher à la hâte ; quand il s'agit du sort d'une ou de plusieurs industries, il faut que les intéressés se résignent à laisser aux pouvoirs publics le temps d'instruire l'affaire et de prendre une décision en connaissance de cause.

Du reste, il est sans exemple, quand le Gouvernement a voulu obtenir des Chambres une décision rapide sur une question économique, qu'il ait rencontré soit de la résistance, soit de la mauvaise volonté dans les Chambres.

Toutes ces considérations d'ordre secondaire ne sauraient d'ailleurs prévaloir contre le principe même de notre constitution et contre les garanties qu'elle assure désormais au pays en matière de tarifs. Votre Commission s'est donc prononcée formellement pour le retour au droit commun en matière d'admission temporaire qui implique la sanction directe du Parlement.

Mais elle n'a nullement entendu par là condamner le principe même de l'admission temporaire et l'exclure du fonctionnement de notre régime éco-

nomique. Sans se dissimuler que ce régime fausse souvent d'une façon grave l'application vraie des tarifs, il serait excessif de le supprimer d'une façon absolue. Aussi votre Commission a-t-elle été d'avis, pour ne pas compliquer l'application de la mesure de principe qu'elle prenait, de ne pas revenir sur le passé et de consacrer en général les admissions déjà existantes, sauf celles qui n'avaient été accordées que temporairement au blé et au maïs destinés à l'amidonnerie.

Vous en trouverez l'énumération dans l'article 6 du projet. Elles prendront ainsi le caractère législatif par leur insertion dans la loi de douane. C'est seulement à partir de sa promulgation qu'il ne pourra plus en être concédé d'autres par simple décret.

Il va sans dire d'ailleurs que les mesures d'exécution et d'application nécessitées par le fonctionnement de l'admission temporaire continueront à être prises par le Gouvernement dans les limites fixées par la loi elle-même.

Conclusion.

Telle est, dans ses grandes lignes, l'œuvre que nous soumettons avec confiance à votre approbation. Nous avons la conviction qu'elle répond au vœu de l'immense majorité du pays et aux besoins de l'heure présente. Elle paraîtra insuffisante à ceux qui avaient rêvé un régime d'une logique inflexible, appliquant symétriquement le même quantum de protection à tous les produits étrangers sans distinction. Elle sera déclarée excessive par ceux qui ne veulent pas se rendre compte des dangers qui nous environnent, et de l'impossibilité, pour un grand nombre de nos productions, d'atteindre tout leur développement, si on ne leur permet pas de se reconstituer à l'abri d'un régime tutélaire.

Nous n'avons pas, du reste, à dissimuler nos intentions et le but que nous poursuivons. Nous entendons, nous aussi, donner une nouvelle impulsion à notre agriculture et à nos industries, en leur appliquant le stimulant puissant d'une protection plus efficace. Nous voulons diriger de plus en plus l'activité et le capital de la France du côté du travail et des entreprises utiles.

Nous pensons qu'il est temps de mettre un terme à une situation qu'une certaine école économique considère comme un signe de grande prospérité, et où nous voyons, au contraire, si l'on n'y prend garde, un sérieux danger pour l'avenir. Il est de mode de s'extasier sur les prodigieuses ressources de la France; on ne perd aucune occasion de nous répéter qu'un pays dont les Caisses d'épargne regorgent d'argent, dont les grandes institutions de crédit ont des réserves de plusieurs milliards, qui couvre ses emprunts quinze et vingt fois, qui a du superflu à jeter sur tous les points du monde, doit être placé au premier rang parmi les plus riches, les plus prospères, les plus heureux.

On ferait mieux de dire qu'il est le premier pour l'esprit d'économie et la timidité financière. Cette admirable agglomération de richesses se compose des privations de tous; il n'y a guère que le Français qui soit capable à ce degré de prélever sur son nécessaire pour reconstituer sans cesse son capital. Mais qui oserait soutenir que notre pays ne serait pas plus riche et surtout plus heureux si son épargne allait à d'autres endroits plus féconds? L'Etat lui a rendu un très mauvais service en le sollicitant sous toutes les formes et en le déshabituant ainsi insensiblement de la recherche des placements utiles. A la suite de l'Etat se sont glissés les départements et les communes, puis les grands établissements financiers, qui lui ont pris tout ce que l'Etat lui laissait. Cette facilité à trouver des Caisses partout ouvertes a fini par ruiner l'esprit d'entreprise qui naît partout de la nécessité de faire travailler son argent.

En Angleterre, les plus grandes filatures de coton appartiennent à des Sociétés coopératives dont les actions sont dans des milliers de mains ; on essaierait en vain d'en faire autant en France en s'adressant au public, personne ne répondrait à l'appel. Ce sont là des faits incontestables et dont personne ne saurait nier la triste réalité. Si on prend seulement pour 1889 le chiffre des émissions financières dans les principaux pays du monde, on constate que la Russie seule a émis pour 2 milliards 200 millions d'affaires industrielles, la Grande-Bretagne et ses colonies pour 2 milliards, l'Amérique pour 1 milliard et demi, tandis que la France ne figure sur le tableau que pour 340 millions. Nous venons après l'Allemagne (503 millions) et même après l'Italie. Qu'on s'étonne après cela que la France ne soit plus le pays des grandes affaires !

Une telle situation ne saurait se prolonger et s'aggraver sans conduire la France, avec le temps, à un appauvrissement inévitable. Ce n'est pas à la Bourse que se crée la véritable richesse, c'est par le travail seul, par l'emploi des capitaux en œuvres reproductives d'utilité. C'est de ce côté, c'est-à-dire du côté de l'agriculture et de l'industrie, qu'il faut désormais les diriger, et le devoir de l'Etat est de s'y employer beaucoup plus qu'il ne l'a fait jusqu'à ce jour.

Si l'on veut faire enfin sortir les capitaux français de leur inertie et de leur engourdissement pour les porter vers les entreprises du travail, il faut que le travail se sente soutenu et encouragé, il faut qu'il puisse conduire à la fortune aussi bien que la spéculation. C'est à cela que servent les bons tarifs de douanes et c'est dans ce but que la plupart des pays du monde ont relevé les leurs. Pourquoi la revision du nôtre n'aurait-elle pas le même résultat ?

Le mouvement ne se fera pas seulement au profit des producteurs, il se fera aussi au profit des consommateurs, et c'est ainsi que les deux intérêts arriveront à se concilier. Le développement de la production activant le jeu naturel de la concurrence intérieure tendra sans cesse à abaisser le prix des produits et à les maintenir à un niveau raisonnable. La grande erreur de l'école libre-échangiste est de poursuivre le bon marché par l'envahissement des produits étrangers au lieu de le demander à l'augmentation et au progrès de la production nationale ; ce bon marché-là n'a pas seulement le grand inconvénient de ruiner le producteur, il est bien souvent plus apparent que réel. L'intermédiaire, qui est le maître des prix, s'adjuge tout le profit et il ne reste rien pour le consommateur ; nous en avons fait l'expérience décisive dans ces dix dernières années.

Faut-il rappeler les excellents résultats qu'ont eus, pour le développement de notre production et pour la consommation elle-même, la loi des sucres, la prohibition momentanée des salaisons américaines et les lois de douane sur les céréales et le bétail ? On se souvient encore des prédictions pessimistes portées à la tribune à l'occasion de ces mesures de salut par des défenseurs convaincus de l'importation étrangère : on allait affamer le consommateur par le renchérissement des denrées les plus nécessaires à la vie, endormir nos producteurs, arrêter le progrès et vouer la France à une routine incurable.

C'est tout le contraire qui est arrivé. Le sucre est aujourd'hui à meilleur marché qu'avant la loi de 1884, et le prix de la viande de porc n'a cessé de baisser. Sous l'aiguillon d'une législation protectrice, on s'est mis à produire partout plus de betteraves et une betterave plus riche, on a élevé plus de porcs, et le miracle du bon marché s'est accompli de lui-même.

Les lois agricoles destinées à protéger notre production de céréales et de bétail n'ont pas donné des résultats moins satisfaisants. L'aveu vient d'en être fait par un savant et un agronome éminent, qui ne s'est jamais montré bien favorable à notre politique douanière.

Dans la cinquième série de ses *Etudes agronomiques*, M. Grandeau fait ressortir par des chiffres décisifs les progrès réalisés depuis vingt ans dans notre production agricole.

De 1872 à 1880, nous avons récolté, année moyenne : blé, 100,295,510 hectolitres; avoine, 75,000,000 d'hectolitres; pommes de terre, 85,500,000 quintaux.

De 1881 à 1890 :

Blé, 109,307,000 hectolitres; avoine, 85,732,967 hectolitres; pommes de terre, 103,493,490 quintaux.

Les surfaces de terre consacrées à ces récoltes n'ayant pas sensiblement varié, il en résulte que les rendements du sol ont augmenté de 10 0/0 pour le blé, de 11 1/2 0/0 pour l'avoine et de 12 0/0 pour la pomme de terre.

Quant au bétail, l'augmentation de la production n'est pas moins significative.

Sans compter l'Algérie, l'excédent de nos importations sur nos exportations en bestiaux vivants (défalcation faite des chevaux), en viandes fraîches et abattues, suit, depuis vingt ans, une progression décroissante : en 1879, 173 millions 160,156 fr.; en 1885, 87.800.828 fr.; en 1888, 30,071,080 fr.; en 1889, 11,014,110 francs. C'est donc à 11,000,000 de francs seulement, au lieu de 173 millions, que s'élève le chiffre du numéraire envoyé à l'étranger pour notre alimentation en viande, soit près de dix-huit fois moins en 1890, qu'en 1879.

Et il faut remarquer qu'en 1879 l'excédent énorme des importations sur les exportations portait sur toutes les catégories animales : espèces bovine, ovine et porcine, animaux vivants ou abattus. Aujourd'hui, nous sommes exportateurs de gros bétail, de porcs et de chèvres; l'excédent des importations ne porte plus que sur le mouton et sur les viandes fraîches et abattues.

Recettes des douanes.

Nous terminons par une dernière considération qui s'ajoute à toutes les autres pour justifier les nouveaux tarifs que nous vous proposons d'adopter; ils auront pour résultat d'augmenter d'une façon notable les recettes du Trésor, ce qui nous permettra non seulement de donner à notre budget un large équilibre, mais aussi d'accomplir plus d'une réforme utile au pays. On nous accordera bien que de pareils avantages ne sont pas à dédaigner dans une situation financière aussi chargée que la nôtre.

En tout cas il n'est pas de nation qui ait plus que la France le droit de recourir à un pareil moyen d'améliorer ses finances; car il n'en est pas qui ait à faire face à des charges plus lourdes. Son plus grand tort a été de ne pas le faire plus tôt; si, au lendemain de notre désastreuse guerre de 1870, elle avait imité l'Amérique, elle aurait très probablement comme elle amorti déjà une partie de sa dette. Mais ce n'est pas seulement l'Amérique qui nous a donné l'exemple, c'est l'Allemagne elle-même qui avait assurément beaucoup moins de raisons de le faire que nous. Personne n'ignore que le point de départ de la révolution économique qu'elle a accomplie en 1878 a été, de l'aveu même de ses auteurs, la nécessité d'augmenter les recettes de son budget pour soutenir son état militaire. Le but a été largement atteint si l'on en juge par quelques chiffres. Les recettes des douanes, qui n'étaient, en 1878, que de 111,000,000 de marks, se sont élevées en 1879 à 360,000,000, soit en dix ans une progression de 123 0/0.

On nous objecte que c'est un leurre d'espérer une augmentation de recettes de nos nouveaux tarifs, puisqu'ils ont pour objet d'arrêter l'importation des produits étrangers et par conséquent de diminuer le produit des taxes douanières. Ce serait vrai si nos droits étaient prohibitifs; mais nous avons la prétention qu'ils ne sont que compensateurs, et nous savons bien qu'ils ne tariront nullement l'importation étrangère. Ils la contiendront seulement : ils empêcheront l'avisement des cours sur notre marché intérieur, et nous ne demandons pas davantage.

Nous sommes convaincus que tous les esprits impartiaux qui voudront bien examiner notre œuvre sans parti pris seront obligés de reconnaître que nous n'avons modifié notre régime économique que dans la mesure qui s'im-

posait à nous. Nous avons fait tous nos efforts pour ménager les transitions et concilier tous les intérêts en présence. Nous avons le ferme espoir que sur ces bases nous pourrions continuer nos bons rapports avec les nations qui sont depuis longtemps en relations d'affaires avec nous. Elles comprendront les nécessités qui nous ont obligés, comme les autres gouvernements, à assurer la sécurité de notre travail national. Comme elles, nous avons usé de notre droit, et nous croyons l'avoir fait avec justice et modération.

PROJET DE LOI

Article premier. — Le tarif général des douanes et le tarif minimum relatifs à l'importation et à l'exportation sont établis conformément aux tableaux A et B annexés à la présente loi.

Le tarif minimum pourra être appliqué aux marchandises originaires des pays qui feront bénéficier les marchandises françaises d'avantages corrélatifs et qui leur appliqueront leurs tarifs les plus réduits.

Art. 2. — Les produits d'origine extra-européenne importés d'un pays d'Europe seront soumis aux surtaxes spécifiées dans le tableau C annexé à la présente loi.

Les sucres étrangers continuent à acquitter les surtaxes établies par les lois des 19 juillet et 5 août 1890.

Les produits européens importés d'ailleurs que des pays d'origine acquitteront les surtaxes spécifiées au tableau D annexé à la présente loi.

Les marchandises figurant aux tableaux C et D, expédiées d'un entrepôt français à destination d'une place de consommation française, qui emprunteront momentanément un territoire étranger pour atteindre leur point de destination, seront exemptes de la surtaxe d'entrepôt à leur rentrée en France.

Art. 3. — Les droits et immunités applicables aux produits importés des colonies et possessions françaises sont fixés conformément au tableau E de la présente loi.

Les produits étrangers importés dans ces colonies et possessions françaises, — celles de la côte occidentale d'Afrique, les établissements français de l'Océanie, de l'Inde, d'Obock et Diego-Suarez exceptés, — sont soumis aux droits inscrits au tarif général de la métropole.

Des règlements d'administration publique détermineront les produits d'alimentation de première nécessité et les produits n'ayant pas leurs similaires dans la métropole qui, par exception à la présente disposition, seront l'objet d'une tarification spéciale.

Les droits d'octroi de mer sont établis ou modifiés par des décrets délibérés en conseil d'Etat, après avis des conseils généraux ou des conseils d'administration.

Les produits originaires d'une colonie, importés dans une autre colonie, sont exempts de droits.

Les dépenses du service des douanes (personnel et matériel) sont comprises dans les dépenses obligatoires des budgets coloniaux.

Art. 4. — Le Gouvernement est autorisé, pendant l'absence des chambres et sous réserve de leur ratification ultérieure, à appliquer des surtaxes ou le régime de la prohibition à tout ou partie des marchandises originaires des pays qui appliquent ou appliqueraient des surtaxes ou le régime de la prohibition à des marchandises françaises.

Art. 5. — Pour l'application de l'article 4 de la loi du 7 mai 1881, la liste sur laquelle les adjoints aux commissaires experts doivent être choisis sera dressée chaque année par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et le ministre des finances, après consultation des chambres de commerce. Ces chambres transmettront chaque année au ministre du commerce leurs propositions à cet effet.

Cette liste comprendra les personnes possédant, soit par la pratique des opérations commerciales ou industrielles, soit par leurs connaissances tech-

niques agricoles, commerciales ou scientifiques, une compétence spéciale pour les objets en litige.

Art. 6. — A partir de la promulgation de la présente loi, aucune industrie ne sera admise au bénéfice de l'admission temporaire qu'en vertu d'une disposition législative, après avis du comité consultatif des arts et manufactures.

Art. 7. — L'art. 2 de la loi du 8 juillet 1890 portant admission temporaire des maïs, riz et blés durs employés à la fabrication de l'amidon sec en aiguilles et en marrons est abrogé.

Sont maintenues en vigueur les facultés actuellement concédées, en matière d'admission temporaire, en vertu de décisions antérieures à la présente loi, pour les produits suivants :

Sucres destinés au raffinage ou à la préparation des bonbons, fruits confits, etc.

Métaux.

Blé-froment.

Brome.

Cacao et sucre, destinés à la fabrication du chocolat.

Chanvre brut, teillé ou en étoupes.

Chapeaux de paille.

Chlorate de potasse.

Crêpes de Chine unis.

Cylindres en cuivre pour la gravure.

Essence de houille.

Etain brut en saumon.

Fer laminé et ouvrages en fer ou en tôle, à galvaniser.

Fils de coton, des numéros 50 et au-dessus, pour la fabrication des mousselines et des tissus de soie et coton.

Fils dits de caret pour la fabrication des cordages et ficelles.

Garance (racine de).

Girofle (clous et griffes).

Graines oléagineuses.

Huiles brutes de graines grasses.

Huile brute d'olivier.

Huile de palme.

Iode.

Jute.

Liège brut.

Orge.

Planches de pin et de sapin.

Plomb, en masses brutes ou en saumon.

Potasse et carbonate de potasse.

Quinquina (écorces de).

Riz en grain et en paille.

Sulf brut.

Tartre brut et en cristaux colorés.

Tissus de bourre de soie.

Tissus de soie mélangée.

Tissus foulards écrus.

Tissus de laine.

Tissus de lin ou de chanvre.

Zinc brut ou en saumon.

Art. 8. — Sont abrogées toutes les lois antérieures en ce qu'elles ont de contraire à la présente loi.

GRANDE-BRETAGNE

Le Soudan égyptien.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 2 mars*). — M. Labouchère demande si le gouvernement reconnaît le droit de souveraineté de l'Égypte sur le Soudan et, dans ce cas, quelles sont les limites frontières du territoire sur lequel l'Égypte réclame la souveraineté. Il demande en outre si l'on a l'intention d'augmenter l'armée égyptienne à cause de l'occupation militaire projetée de Tokar.

Sir J. Fergusson, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, déclare que la dénomination de Soudan s'applique à des régions non délimitées, mais que toutes n'appartiennent certainement pas à l'Égypte.

Le gouvernement anglais, ajoute l'orateur, ne veut pas assumer la responsabilité de définir les limites de la souveraineté égyptienne dans ces contrées.

En ce qui concerne la deuxième question de M. Labouchère, sir J. Fergusson déclare qu'on n'a pas l'intention d'augmenter l'armée égyptienne.

M. Labouchère rappelle le télégramme envoyé le 6 janvier 1884, par lequel le khédivé reconnaît l'abandon du Soudan tout entier, dans l'intérêt de l'Égypte.

Sir J. Fergusson réplique : selon nous, le retrait des troupes égyptiennes ne constituait pas l'abandon de la souveraineté égyptienne sur ce territoire.

M. Labouchère. — Mais c'est une question très importante. Est-ce que le gouvernement anglais, dont les troupes occupent l'Égypte, reconnaît la souveraineté de l'Égypte sur tout le Soudan, Khartoum et autres lieux ?

Sir J. Fergusson déclare qu'il n'est pas prêt à faire une déclaration générale à ce sujet sans avoir été avisé préalablement de la question. Toutefois, le gouvernement anglais s'est engagé à protéger l'Égypte et les ports de la mer Rouge.

Sir Wilfrid Lawson demande si le gouvernement anglais reconnaît la souveraineté égyptienne sur le Soudan.

Sir J. Fergusson déclare qu'il ne peut répondre à une question s'il n'en a pas été avisé préalablement.

Le Commerce en cas de guerre.

Sir John Colomb dépose une résolution suivant laquelle, vu l'accroissement du commerce colonial par mer et conséquemment l'augmentation de la responsabilité navale anglaise, le budget de la marine doit être accompagné de détails sur la flotte anglaise et les flottes étrangères.

Sir William Harcourt déclare que le but de M. Colomb est de jeter un cri d'alarme, parce que, suivant lui, le commerce est menacé et la défense navale est insuffisante, malgré les dépenses énormes consacrées à la flotte depuis deux ans.

L'orateur estime que ces craintes sont ridicules, car, même en cas de guerre, la déclaration de Paris assurerait le commerce anglais sous pavillon neutre. Certes, l'Angleterre doit être absolument supérieure sur mer, mais à présent sa flotte suffit à toutes les exigences.

Lord George Hamilton, premier lord de l'amirauté, ne voit aucune raison de refuser l'information demandée, mais en modifiant sa teneur. Il ne saurait accepter les vues de sir W. Harcourt qu'en cas de guerre le commerce anglais est protégé par la déclaration de Paris. Il serait imprudent d'admettre que le

pavillon neutre sera reconnu en cas de guerre ou que l'Angleterre peut soudainement mettre ses vaisseaux sous pavillon neutre. En outre, les hommes politiques croient que, si la guerre éclate, elle ne sera pas limitée à une ou deux nations, mais qu'elle s'étendra à trois ou quatre.

Les signataires de la déclaration de Paris se sont réservé le droit de déterminer ce qui constitue la contrebande de guerre ; on a vu même que le riz a été regardé comme contrebande, mais le développement du commerce n'implique pas nécessairement une augmentation de danger.

CHAMBRE DES LORDS (*Séance du 9 mars*). — Lord Stratheden et Campbell demande communication de la correspondance diplomatique récemment échangée au sujet des affaires de Turquie. Il faut faire, dit-il, une tentative pour rétablir les assemblées représentatives organisées par la Constitution du 23 décembre 1876.

Lord Salisbury a répondu qu'il n'avait pas la compétence nécessaire pour exprimer un avis sur la valeur des institutions représentatives à Constantinople. Le fonctionnement de ces institutions n'a jamais réussi chez les populations mahométanes et l'expérience faite par Midhat-Pacha n'a pas rencontré grand enthousiasme en Turquie.

Lord Salisbury a ajouté que ce n'était pas à l'Angleterre à pousser au rétablissement des institutions représentatives auprès de la Porte. Si le peuple turc en souhaite le retour, il les obtiendra, mais celles qu'un gouvernement étranger imposerait seraient contraires aux habitudes et à la nature du peuple ottoman et ne profiteraient pas au développement de sa prospérité.

Le chef du cabinet a promis à la Chambre de lui communiquer la correspondance diplomatique réclamée par lord Stratheden.

Les Pêcheries de Terre-Neuve.

Séance de la Chambre des Lords du 19 mars. — Lord Knutsford, secrétaire d'Etat pour les colonies, demande la première lecture du bill relatif à la question des pêcheries de Terre-Neuve.

Lord Knutsford dit que le gouvernement de Terre-Neuve refuse l'arbitrage, si la France ne se retire pas de la côte ; refuse aussi de reconnaître le *modus vivendi*. La position est donc très embarrassante. Le bill rétablit, en effet, le droit au profit de la couronne de donner des instructions aux officiers de la marine royale afin d'assurer l'exécution des traités par lesquels l'Angleterre est engagée.

Lord Knutsford appelle l'attention de la Chambre sur la correspondance relative à cette question ; l'importance de celle-ci justifie la démarche peu usuelle du gouvernement.

Il croit très désirable de faire une déclaration pour dissiper le plus tôt possible quelques malentendus existant toujours à Terre-Neuve sur l'action du gouvernement anglais et aussi dans l'espoir de diminuer, par cette explication, l'irritation de la colonie contre l'action du gouvernement anglais.

Les traités d'Utrecht, de Versailles et de Paris, dit le secrétaire d'Etat, ont garanti certains droits à la France. Une loi, sous Georg's III, a pourvu à l'exécution de ces traités. Malheureusement l'observation effective en a cessé en 1834. Le but du bill est de la mettre de nouveau en pratique. C'est qu'en effet, lorsqu'un pays fait un traité ou prend des arrangements avec un pays étranger, il est obligé d'assurer leur observation par ses nationaux.

La concession de pouvoirs législatifs à Terre-Neuve n'a aucunement délié l'Angleterre de sa responsabilité d'observer les traités conclus avec la France et si Terre-Neuve manque à son devoir et refuse de faire une loi pour remplir les engagements résultant du traité, nous sommes, dit lord Knutsford, obligés d'agir.

Souvent, le danger d'une collision entre les pêcheurs français et les pêcheurs

de Terre-Neuve a été écarté par l'action amicale des commandants des marines française et anglaise.

Après avoir passé en revue les événements, lord Knutsford ajoute que la décision du gouvernement, de soumettre la question des droits respectifs à un arbitrage, a été la meilleure solution.

Le gouvernement de Terre-Neuve, dit-il, a envoyé le 5 décembre 1890 ce qu'il a appelé son ultimatum, déclarant qu'il ne saurait consentir à un arbitrage qui n'impliquerait pas la retraite des Français du French shore et refusant nettement d'accorder la sanction législative au *modus vivendi*. Le gouvernement anglais a dû dès lors agir pour son propre compte afin de faire fixer les droits respectifs par l'arbitrage et, puisque Terre-Neuve refuse de faire une loi, d'assurer l'exécution du *modus vivendi*.

L'Angleterre se trouve, à l'égard de la saison de pêche de 1891, dans une position pire qu'en 1890, car on a mis en doute les droits des officiers de la marine anglaise (Affaire de sir Balduin Walker). La colonie a refusé d'exécuter le *modus vivendi*, et la situation s'est encore aggravée par des proclamations violentes affichées dans trois ou quatre des principales places de Terre-Neuve.

Lord Kimberley, ancien ministre des colonies du cabinet Gladstone, déclare qu'il a de vives sympathies pour le peuple de Terre-Neuve, mais il admet qu'on est arrivé à un moment où l'action du gouvernement est inévitable.

Lord Salisbury prend ensuite la parole.

Je suis heureux, dit-il, que lord Kimberley approuve, non seulement la politique du gouvernement, mais qu'il ait aussi parlé avec sympathie de la situation des colons de Terre-Neuve.

L'embarras actuel est dû à une erreur commise lors du traité d'Utrecht. Une ou deux fois, on a eu l'occasion de revenir sur cette clause. Depuis 1834, tous les hommes d'Etat se sont vainement employés à provoquer une solution satisfaisante.

On ne saurait parler trop flatteusement du ton et de la bonne humeur déployée par les Français dans les négociations, mais il règne en France un sentiment qui rend très difficile pour tout gouvernement d'accueillir toute demande, fût-elle des plus raisonnables.

En 1878, alors que M. Waddington était ministre des affaires étrangères, on jeta les bases d'un compromis raisonnable, dont l'idée fut suivie par lord Granville.

En 1885, je trouvai à mon arrivée au ministère, un arrangement de conciliation équitable; malheureusement les colons de Terre-Neuve furent amenés, dans une crise politique, à rejeter ce traité.

Ce fut une occasion excellente perdue. Depuis lors, l'Angleterre a lutté le mieux possible.

L'industrie des homards a fait naître nombre de questions complexes et mis en opposition des intérêts considérables, de telle sorte que, pendant la saison de la pêche, on peut craindre chaque jour des collisions dangereuses.

Dans cette situation, il est impossible de ne pas voir qu'à un moment donné un incident qui toucherait l'honneur du pavillon pourrait éveiller les susceptibilités d'une nation. Il est impossible de considérer sans appréhension une semblable éventualité.

Lord Salisbury croit que les Terre-Neuviens ont perdu de vue ces considérations, qui eussent dû les guider, mais il faut admettre qu'ils ont été inspirés par des raisons d'ordre matériel. Ils ont, dès lors, jugé la situation trop à la hâte, et ils pensent que les embarras contre lesquels ils luttent sont le résultat de leur loyauté envers la reine et de leur union avec l'Angleterre.

La situation ne serait nullement modifiée si les Terre-Neuviens étaient libres de se joindre à un autre pays: le droit de la France existerait toujours.

Lord Salisbury a la conviction qu'on n'a rien à craindre de déraisonnable de la masse des Terre-Neuviens. Lorsqu'ils verront que l'affaire a été discutée par

le Parlement, que leur droit a été soumis au jugement d'une commission impartiale et que l'intention du gouvernement est de soumettre le litige à la décision d'une juridiction de droit des gens, ils reconnaîtront le sincère désir de l'Angleterre de les aider.

Après le discours du chef du cabinet, la Chambre des lords a voté le bill en première lecture.

ITALIE

Dans la séance de la Chambre des députés du 14 février, M. di Rudinia lu le programme politique qui suit :

Honorables collègues,

La Chambre, rejetant par son vote du 31 janvier la loi qui donnait un effet provisoire à quelques impôts proposés par la précédente administration, indiquait à la nouvelle un programme qu'il est de notre devoir d'adopter.

Nous acceptons votre drapeau, celui des économies ; avec lui et par lui nous lutterons, nous vaincrons ou nous tomberons.

En attendant, après mûre réflexion, nous prenons devant vous et devant le pays l'engagement d'atteindre, sans nouvelles charges pour le contribuable, l'équilibre entre les recettes et les dépenses effectives.

Nous toucherons d'une main prudente, mais résolue, à tous les budgets, ceux de la guerre et de la marine compris, pour établir partout et pour tous la plus grande économie, et nous chercherons même à restreindre les dépenses pour l'Afrique.

Nous proposerons sous peu les notes de modifications nécessaires au budget de 1891-92.

Nous proposerons en outre quelques lois dont les unes exerceront une influence immédiate, et les autres une influence prochaine en faveur de l'allègement du trésor public.

Des mesures urgentes sont nécessaires pour discipliner la circulation. Nous croyons cependant que dans les circonstances actuelles les changements radicaux dans notre régime des banques pourraient donner lieu à de nouvelles perturbations que nous voulons sérieusement éviter. Nous nous bornerons donc à proposer ces mesures qui suffisent pour améliorer sûrement les conditions du crédit.

Parmi les lois sociales, qui nous paraissent les plus urgentes, nous proposerons celles qui ont été le mieux étudiées. Nous nous hâterons de les proposer, reconnaissant qu'il y a des actes de justice sociale, qui ne peuvent ni ne doivent être ajournés plus longtemps par un Gouvernement qui a à cœur les justes intérêts et les besoins légitimes des classes laborieuses.

Dans la session actuelle, nous ne vous proposerons pas de réformes législatives capables de troubler des intérêts dignes d'égard, sans apporter un allègement immédiat au budget.

Nous nous abstiendrons, pour le moment, de vous proposer des lois politiques, sachant que le pays aspire avant tout à son relèvement économique. Et même, à propos de l'abolition du scrutin de liste, que nous souhaitons, nous nous abstiendrons pour le moment de prendre aucune initiative. Nous attendrons les études de la Commission établie par le Cabinet précédent, ou les propositions de la Junta chargée d'examiner le projet de loi d'initiative parlementaire. Mais voici ce que nous croyons devoir vous déclarer : quelles que soient vos décisions, un changement de procédure électorale n'entraîne pas avec lui, à notre avis, comme nécessité absolue, la convocation immédiate de nouveaux comices.

Pour la politique étrangère, marchant d'accord avec le pays, nous obéirons à sa voix, que nous avons entendue haute et limpide dans les derniers comices.

Nous garderons intacte la dignité de la nation. Nous veillerons, pleins de sollicitude, à ses vrais intérêts.

Notre politique sera simple, franche, sans arrière-pensée, telle qu'il le faut à un pays qui veut réellement la paix.

Notre programme, par bonheur, est en communauté d'idées avec celui des plus grands Etats de l'Europe, et c'est autour de cette idée, de ce désir, de ce besoin de paix que se sont réunies ces Puissances, qui ont voulu se procurer à elles-mêmes une sûreté absolue et à l'Europe un repos durable.

Nous conserverons à nos alliances une fidélité sûre et solide.

Nous montrerons à tous, par notre attitude, que nous n'avons aucune intention agressive.

Et puisque, au sujet de nos relations avec la France, on a voulu soulever des doutes, des soupçons et des défiances, nous nous efforcerons d'éliminer toute fausse appréciation.

Par notre conduite pondérée et sereine, nous inspirerons, c'est notre conviction, cette confiance que nous avons le sentiment de mériter.

L'Italie traverse, il est vrai, un moment difficile à raison de la détresse actuelle de ses finances et du malaise de sa situation économique. Mais nous nous relèverons, et plus tôt qu'on ne croit. Il suffira pour cela d'un effort sérieux, d'une volonté résolue. Pour atteindre notre but, une condition est toutefois nécessaire : la paix.

Nous sommes peut-être présomptueux, mais nous croyons, par notre idée, par nos projets, interpréter justement la volonté du pays ; sur les propositions qui vous seront présentées, nous appellerons une prompte discussion, anxieux de connaître votre jugement. Nous le hâterons, impatients que nous sommes de savoir si, grâce à nos propositions, nous aurons l'honneur de mériter votre confiance, ne voulant, ne pouvant ni ne devant rester au pouvoir, si nous étions à peine tolérés ou protégés.

A la Chambre des députés, le 4 mars, M. Ferrari a interpellé le Gouvernement sur le renouvellement de l'alliance entre l'Italie et les empires du centre.

M. Ferrari a exposé quelques considérations sur les usages parlementaires de l'Italie relativement à la politique étrangère, et notamment à la question des alliances.

Il soutient qu'on pourrait former un comité parlementaire qui permettrait à la Chambre de ne point rester étrangère à ces questions.

Il admet la distinction des responsabilités, mais il est partisan de la politique des mains libres contre la politique des alliances.

Il compare l'état de l'Europe actuelle avec celui du lendemain de la défaite de la France. Il dit que l'alliance de l'Italie avec les puissances centrales est la conséquence de la prépondérance de l'Allemagne et du *statu quo* en Europe. Il estime, au surplus, que l'on n'est pas dans des conditions d'égalité avec ses alliés : Il voudrait être optimiste, mais il ne croit pas que la triple alliance puisse garantir les intérêts italiens dans la Méditerranée.

Il combat l'idée que la dissolution de la triple alliance puisse aboutir à l'isolement de l'Italie.

Il redoute les conséquences d'une guerre même heureuse, et soutient que les divisions à propos de la politique étrangère indiquent les divisions qui existent dans la nation.

Il exprime son respect pour les institutions sanctionnées par la volonté du peuple, et veut qu'on sache au delà de nos frontières que l'Italie entend veiller à ses intérêts et ne subira jamais une pression qui lui viendrait de l'étranger.

Le ministre des affaires étrangères a répondu en confirmant tout d'abord son programme relatif à la politique étrangère annoncé le 14 février.

Il n'est pas venu au pouvoir pour relâcher les liens de la triple alliance. Selon lui, la triple alliance assure à l'Europe une longue ère de paix ; les alliés veulent écarter tout motif de conflit ou de trouble.

M. di Rudini regrette seulement qu'on ait à tort soulevé des doutes à propos des rapports de l'Italie avec la France. Ces rapports doivent rester amicaux, puisqu'il n'est pas vrai que l'alliance soit un instrument de guerre.

L'Italie, a dit le ministre, veut que l'équilibre de la Méditerranée soit maintenu ; le trouble qui pourrait y être porté atteindrait l'Italie dans ses intérêts vitaux et dans sa dignité. Il ne croit pas qu'il y ait à cet égard aucune menace, malgré quelques faits qui se sont produits en Tripolitaine, et qui, suivant les mesures que le Gouvernement français a prises avec une grande spontanéité et loyauté, ne se renouvelleront pas.

« Nous n'aimons pas, a-t-il ajouté, qu'on ait de la défiance envers nous, mais nous ne devons pas non plus avoir de défiance vis-à-vis de la France. »

Le ministre a exposé ensuite quelques idées sur les prérogatives souveraines relatives à la conclusion des traités, et déclaré que si le *statu quo* dans la Méditerranée était troublé, les intérêts italiens seraient affaiblis.

Il a terminé en déclarant que le nouveau cabinet suivra une politique de paix et de recueillement.

Dans la séance du 17 mars, M. Bonghi a développé une motion tendant à ce que la Chambre décide que, suivant l'article 5 de la Constitution, les traités comportant une augmentation ou une diminution du territoire du royaume, ainsi que les actes du Gouvernement par lesquels il assume le protectorat sur les régions étrangères, doivent être présentés au Parlement, afin qu'il en délibère avant leur ratification. M. Bonghi soutient (en laissant de côté pour le moment la question des alliances) que tous les traités comportant des charges financières doivent être, avant leur ratification, soumis à l'approbation du Parlement.

M. di Rudini, tout en louant le sentiment qui anime M. Bonghi, l'a prié de ne pas insister sur sa motion, qu'il a déclaré ne pouvoir accepter.

Dans un gouvernement représentatif, a dit le ministre, il ne peut y avoir une délimitation absolument rigoureuse entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Les prérogatives de la couronne doivent toujours être exercées conformément aux nécessités du temps. La couronne a le droit indiscutable de faire la guerre ; mais elle ne peut certainement pas entreprendre une guerre anti-patriotique et lésant les intérêts de la nation.

M. di Rudini ajoute qu'assurément aucune partie du territoire italien ne pourrait être cédée sans l'assentiment du Parlement ; mais le Gouvernement peut céder ou acquérir, sans consulter la Chambre, une partie de territoire colonial. Les traités établissant le protectorat peuvent être, comme tous les autres, communiqués au Parlement, quand des raisons diplomatiques ne s'y opposent pas ; ils doivent l'être, quand ils comportent des charges financières.

M. Crispi a déclaré que la motion Bonghi était erronée dans la forme et dans le fond. On ne peut pas interpréter la Constitution par un vote de la Chambre ; il faut une loi.

M. Crispi traite la question soulevée par M. Bonghi, au point de vue théorique, et il en fait l'historique en rappelant les précédents qui ont eu lieu en Angleterre et en France. La question est moins importante qu'elle ne paraît l'être, car le Parlement doit toujours voter les crédits, si l'on doit faire la guerre ou si des traités entraînent avec eux des charges financières.

M. di Rudini ayant déclaré qu'il n'acceptait pas la motion, M. Bonghi a déclaré la retirer.

La question ministérielle a été posée dans la séance du 21 mars à propos du budget rectifié.

La discussion a porté sur quatre points principaux : 1^o la politique ecclésiastique du ministère ; 2^o les écoles italiennes à l'étranger, que le ministère entend maintenir, en niant formellement que les mesures qu'il projette soient des concessions au Vatican ; 3^o la colonie Érythrée ; 4^o l'équilibre du budget.

M. Crispi a pris la parole. Il a déclaré accepter les économies proposées, en laissant au cabinet la responsabilité de les appliquer. Il recommande seulement à M. di Rudini de maintenir les écoles italiennes à l'étranger ; la réduction de celles-ci ne serait que le triomphe du Vatican. Il demande aussi au ministre de la guerre de ne pas entreprendre la transformation du fusil dans l'armée, car cela entraînerait une très grande augmentation des dépenses et produirait une grave perturbation. M. Crispi rappelle au ministre de la guerre que la transformation du fusil était commencée en Prusse en 1870, mais qu'elle fut suspendue lorsqu'on prévoyait la guerre. Or, il faut songer à la guerre. « Elle pourrait, ajoute M. Crispi, survenir même cette année, et ce serait pour l'Italie un dommage très grave si nous avions entrepris la transformation de notre fusil. »

Après avoir défendu ses idées sur la question financière des banques et après avoir soutenu sa politique en Afrique et envers le Vatican, M. Crispi conclut qu'il votera contre le cabinet.

Répondant à M. Crispi qui avait reproché au ministère ou d'amadouer les radicaux ou d'être d'accord avec eux, le président du conseil, M. di Rudini, déclare qu'il n'a jamais amadoué ni entendu amadouer personne ; mais il n'a pas le droit de repousser les votes des députés de quelque côté qu'ils siègent. Aux détracteurs de la politique ecclésiastique, le cabinet répond qu'il est fidèle au programme de la liberté tel qu'il est délimité dans les lois de l'Etat qu'il entend respecter rigoureusement et religieusement. Ce programme est : pas de concessions, pas de provocations, pas d'offense au pouvoir civil.

Le ministre nie formellement que les mesures relatives aux écoles italiennes à l'étranger soient des concessions au Vatican. Il préconise les économies pour les dépenses relatives à l'Afrique qui, à l'avenir, s'élèveront à six ou sept millions. « Nous ne devons pas, dit-il, préjuger l'avenir en Afrique, mais nous engager le moins possible. Mon collègue de la guerre et moi, nous croyons pouvoir, avec la somme proposée, tenir le triangle de Massauah, Keren et Asmara. »

Le président du conseil démontre qu'avec 43 millions d'économies on peut assurer l'équilibre du budget de 1891-1892.

Bientôt des mesures efficaces seront présentées pour régler la question du déficit relatif aux chemins de fer et il termine par ces mots :

« Le Gouvernement ne peut pas après la discussion actuelle ne pas demander un vote explicite de confiance. Décidez : si notre conduite vous semble mériter votre approbation, nous resterons ; sinon, nous saurons accomplir notre devoir. »

On passe au vote.

M. Cavallotti développe, au nom de l'extrême gauche, l'ordre du jour suivant :

« La Chambre, considérant que les conditions actuelles du pays s'opposent à une crise, affirme la nécessité de réformes radicales, économiques, politiques et sociales, passe à l'ordre du jour. »

L'orateur déclare qu'il a confiance pour le moment dans le cabinet, mais sans un enthousiasme trop grand ; il attendra les actes des ministres pour les juger plus sûrement.

On vote, par appel nominal, sur l'ordre du jour présenté par MM. Maggiorino et Ferraris, sur lequel le cabinet a posé la question de confiance et qui est ainsi conçu :

« La Chambre, après avoir entendu les déclarations du Gouvernement, exprime sa confiance dans le ministère et passe à l'ordre du jour. »

La Chambre approuve, par 256 voix contre 96 et 16 abstentions, cet ordre du jour.

La Chambre a approuvé, au scrutin secret et par 491 voix contre 32, le budget rectifié de 1890-1891, puis s'est prorogée au 14 avril.

Le Livre vert sur la mission Antonelli en Abyssinie.

Voici un résumé des documents contenus dans ce Livre vert :

Il résulte d'une série de lettres de Ménélik au roi Humbert et de rapports du résident italien, que Ménélik déclare inexacte la traduction de l'article 17 du traité Ucciali et qu'il a soulevé des difficultés pour accorder à l'Italie la frontière du Mareb.

Après de longues négociations entre Ménélik et M. Antonelli, tout semblait arrangé. Il avait été convenu que l'article 17 resterait sans altération dans les textes italien et ambarique. On signa le document rédigé en ambarique dans ce sens. Mais M. Antonelli constata ensuite qu'il y avait une interpolation et qu'on avait ajouté un mot lui faisant dire que l'article 17 était annulé.

M. Antonelli déchira le document reconnu altéré par Ménélik et partit avec tous les autres représentants italiens.

Le Livre vert contient des lettres de Ménélik au roi Humbert et à M. di Rudini, expédiées après le départ de M. Antonelli, et dans lesquelles le négus déclare que, s'il demande l'annulation de l'article 17, il ne veut pas néanmoins la rupture de l'amitié éthiopo-italienne, et qu'il désire que les affaires de l'Ethiopie en Europe se fassent avec le concours de l'Italie.

Dans un rapport du 14 novembre 1890, le comte Antonelli déclare qu'à propos de l'article 17, Ménélik agit sous l'influence d'adversaires de l'Italie. Il ajoute que beaucoup d'agents de la France sont venus au Choa avec des circulaires en ambarique reproduisant des passages du précédent Livre vert sur l'Ethiopie et des commentaires sur la notification de l'article 17 aux puissances. Ces circulaires furent distribuées aux chefs de l'entourage du négus.

Nous ferons observer que ce rapport du comte Antonelli est en contradiction flagrante avec ses propres paroles qu'il a dites dernièrement, au cours d'une entrevue avec un journaliste de Rome.

Le journaliste lui ayant demandé si vraiment il s'était trouvé, en Abyssinie, en face d'une opposition suscitée par la France :

« Pour ça non, a répondu le comte Antonelli, il faut le démentir hardiment. Quel avantage aurait la France à combattre notre influence en Abyssinie ? Votre pays est trop intelligent pour ne pas comprendre que Ménélik ne veut qu'une chose : prendre de toutes mains. Il écouterait la France volontiers, si la France lui donne quelque chose. Mais quand on voudra demander des compensations, Ménélik se tournera vers les Anglais ou les Allemands pour recommencer son petit jeu. »

Le Livre vert contient ensuite une dépêche en date du 19 décembre 1890, dans laquelle M. Crispi invite le comte Antonelli à rassurer Ménélik sur la mission Pestolozza dans l'Aoussa, dont le seul but est de défendre le droit de l'Ethiopie et du Danakil sur le lac Assab et dans les autres régions menacées par les Français.

M. Crispi ajoute que l'Italie a toujours soutenu contre la France le droit de souveraineté de Ménélik sur le Danakil.

La même dépêche annonce que l'Angleterre a communiqué à l'Italie une lettre de Ménélik à la reine Victoria, comme une chose sans importance, à laquelle on n'avait fait aucune réponse.

Une dépêche du comte Antonelli du 31 décembre 1890 porte que Ménélik a approuvé la conduite du Gouvernement italien sur le lac Assab. En accompa-

gnant le comte Antonelli de retour du Choa au Harrar, Makonnen lui a dit, le 25 février 1891, que la France avait offert à Ménélik 40,000 fusils.

De plus, un commerçant français avait proposé à Ménélik d'exploiter le lac Assab comme sujet éthiopien et sous la protection du drapeau éthiopien, moyennant le paiement d'un tribut annuel. Le comte Antonelli aurait objecté que ce serait une cession masquée du lac à la France,

Il ressort, enfin, du Livre vert que Ménélik parla plusieurs fois au comte Antonelli de l'utilité d'un accord entre l'Angleterre et l'Italie en Ethiopie pour combattre les Derviches. Il montrait que l'Angleterre dominant à Khartoum, l'Italie à Kassala et l'Ethiopie du côté de Galabat, ces trois puissances pouvaient, toutes unies pour le même but, mettre facilement fin à un état de choses nuisible à lui et aux Gouvernements intéressés à la pacification du Soudan.

MEXIQUE

Le *Diario Oficial* de Mexico a publié le 2 janvier le traité de commerce et d'amitié entre le Mexique et l'Equateur, signé le 10 juillet 1888 par les Plénipotentiaires des deux pays et ratifié plus tard par le Sénat Mexicain et le Congrès de la République de l'Equateur. Les parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

Le traité contient en outre une clause portant qu'il sera signé un autre traité aux termes duquel tous les différends qui viendraient à surgir entre les deux pays devront être, en dernier ressort, réglés par voie d'arbitrage.

ROUMANIE

La statistique de la population de la Roumanie, pour l'année 1889, que vient de publier le ministère des domaines, présente les chiffres suivants :

| | |
|-----------------|---------|
| Naissances..... | 213,322 |
| Décès..... | 142,869 |
| Mariages..... | 41,122 |

Ces chiffres, envisagés au point de vue de la population urbaine et rurale, se décomposent comme suit :

| | Popul. urb. | Popul. rur. |
|-----------------|-------------|-------------|
| Naissances..... | 32,633 | 180,589 |
| Décès..... | 28,074 | 114,795 |
| Mariages..... | 5,651 | 35,471 |

Au point de vue du culte, les 213,322 naissances présentent :

| | |
|------------------|---------|
| Orthodoxes..... | 199,469 |
| Israélites..... | 9,448 |
| Catholiques..... | 4,741 |
| Protestants..... | 655 |
| Arméniens..... | 127 |
| Mahométans..... | 1,413 |
| Lipovans..... | 379 |

Au point de vue du culte, les 142,860 décès présentent à leur tour :

| | |
|------------------|---------|
| Orthodoxes..... | 131,734 |
| Israélites..... | 6,624 |
| Catholiques..... | 8,679 |
| Protestants..... | 384 |
| Arméniens..... | 153 |
| Mahométans..... | 999 |
| Lipovans..... | 261 |

Au point de vue du culte, les 82,244 mariages présentent enfin :

| | |
|------------------|--------|
| Orthodoxes..... | 77,496 |
| Israélites..... | 2,650 |
| Catholiques..... | 1,648 |
| Protestants..... | 175 |
| Arméniens..... | 75 |
| Mahométans..... | 151 |
| Lipovans..... | 49 |

RENSEIGNEMENTS DIVERS

Séance de l'Académie de Médecine du 17 mars 1891.

Choléra de la mer Rouge en 1890. — Des renseignements officiels publiés par M. Proust, il résulte que :

1° Le choléra qui a éclaté à Camaran en 1890 a été importé par un navire anglais venant de l'Inde ;

2° Le choléra de l'Hedjaz semble avoir été importé par la voie maritime ;

3° Le pèlerinage de la Mecque est une menace constante pour l'Europe ;

4° Les mesures prescrites à l'égard des pèlerins se rendant à la Mecque n'ont pas empêché le choléra de s'y développer ; il est donc nécessaire de perfectionner les moyens employés jusqu'ici ;

5° Les mesures de prophylaxie prescrites par le conseil d'Alexandrie au moment du retour des pèlerins ont empêché, cette année, le choléra de gagner l'Egypte et l'Europe. Il y a donc lieu non seulement de maintenir ce conseil, mais encore de lui donner plus d'autorité et de le rendre réellement international. Il y a lieu également d'augmenter le nombre des lazarets de la mer Rouge et les moyens d'assainissement et de désinfection.

Dans une prochaine communication, M. Proust parlera des manifestations cholériques survenues en 1890 dans la Mésopotamie et en Egypte.

Union postale universelle.

Le bureau international des postes de Berne vient de publier la statistique générale du service postal pour l'année 1889.

L'Amérique tient la tête dans le service des postes. Il est écrit et distribué annuellement aux Etats-Unis, sans compter la correspondance internationale, 3,844,533,000 objets de correspondance ; l'Angleterre arrive ensuite avec 2,468,400,000 objets ; la France avec 1,545,050,634 objets ; l'Allemagne avec 1,436,846,040 objets. Puis viennent : l'Autriche avec 364,000,720 objets ; l'Italie avec 366,783,664 ; la Hongrie avec 404,860,000, etc.

Voici comment se décomposent ces chiffres : les Etats-Unis avec une population de 50 millions 252,866 habitants, possèdent 60,084 bureaux de postes et 43,357 boîtes aux lettres. Le service des bureaux et de l'administration centrale est assuré par 74,400 employés et 8,725 sous-agents. Il a été envoyé et distribué 1,894,333,000 lettres ordinaires, 375 millions de cartes postales, 1,575,000,000 d'imprimés, de papiers d'affaires ou d'échantillons. Il a été délivré et payé 10,130,140 mandats, représentant 596 millions de francs.

Les recettes postales des Etats-Unis sont de 291 millions et les dépenses de 322 millions, c'est-à-dire qu'à l'encontre de presque tous les autres pays, le service de la poste y coûte plus qu'il ne rapporte. Les dépenses du personnel seules s'élèvent à 167 millions.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

4^{er} mars. — *Fin de la guerre de la succession d'Autriche. Prise de Berg-op-Zoom, convocation d'un Congrès à Aix-la-Chapelle*, par le duc de Broglie. — *Dans l'Inde : Agra et Delhi*, par André Chevrillon. — *Le tarif des douanes*, par Ch. Lavollée. — *Le parti de la démocratie sociale en Allemagne : les origines philosophiques, l'agitation politique*, par J. Bourdeau. — *L'alliance franco-russe sous le premier Empire*, par G. Valbert (à propos du remarquable livre de M. Albert Vandal).

15. — *Dans l'Inde : Jypore, Bombay*, par André Chevrillon. — *Le nouveau Silver-bill aux Etats-Unis*, par E. de Laveleye. — *La crise de l'enseignement secondaire, la science éducatrice*, par M. Berthelot. — *La jeunesse de La Fayette* (dernière partie), par A. Bardoux. — *Du rôle social de l'officier*.

La Nouvelle Revue.

1^{er} février. — *Une expédition religieuse en Abyssinie : l'archimandrite Paisi et l'ataman Achinoff*, par le vicomte de Constantin. — *Le quatrième Etat français*, par le marquis de Castellane.

15. — *La crise économique en Italie. — L'heure nationale française et l'heure universelle*, par Tondini de Quarenghi.

1^{er} mars. — *Le fendeur de pieux ; Abraham Lincoln*, par E. Masseras. — *Le quatrième Etat français*, par le marquis de Castellane (suite). — *Le régime douanier de la France*, par Fournier de Flaix. — *L'envahissement chinois en Amérique*, par Francis Shepard.

15. — *La question religieuse*, par M. de Marcère. — *Le maréchal de Berwick et la défense des Alpes*, par la vicomtesse de Vaulchier. — *La femme persane*, par Ahmed-bey. — *Abraham Lincoln* (fin), par E. Masseras.

Le Correspondant.

10 février. — *Mémoires du prince de Talleyrand. Préface du duc de Broglie. — Victor Hugo après 1830 : l'Assemblée Constituante*, par Edmond Biré (réquisitoire un peu minutieux). — *Complot contre la dignité humaine*, par Fr. Bouillier.

25. — *Les écoles aux Etats-Unis*, par le vicomte de Meaux. — *Saint-Marc Girardin pédagogue*, par Th. Froment. — *Richelieu évêque*, d'après une publication récente, par Pierre Bertrand. (Richelieu fut, dès Luçon, ce qu'il se montra depuis, et l'incomparable administrateur, le profond politique se décelait déjà dans le chef du plus petit et du plus pauvre diocèse de France.)

10 mars. — *Souvenirs de l'entrevue d'Erfurt par un page de Napoléon I^{er}*, par le marquis de Gabriac. — *Victor Hugo après 1830 : l'Assemblée législative, le deux décembre*, par Ed. Biré.

25. — *Windthorst*, par l'abbé Kannengieser. — *La jeunesse de Chateaubriand d'après des documents nouveaux*, par M. de Lescure. — *Le socialisme chrétien*, par H. Joly.

Revue politique et littéraire.

7 mars. — *La diplomatie d'amateurs* (à propos du voyage à Paris de l'impératrice d'Allemagne). — *Edmond About à l'école d'Athènes*, d'après des lettres

inédites. — *Les œuvres inédites de Montesquieu*, par Ch. Bigot. — *Les mémoires de Talleyrand*, par Ursus.

14. — *Les mémoires de Talleyrand sont-ils authentiques?* par Aulard. — *La civilisation bazarantine*, par A. Rambaud.

21. — *Aristote et l'histoire des Constitutions d'Athènes*, par Barthélemy-Saint-Hilaire. — *Sophismes politiques de ce temps : Des vertus de la démocratie*, par Ch. Benoist. — *La politique à l'étranger*, par M. Petit.

28. — *Les mémoires de Talleyrand : lettre du duc de Broglie et réponse de M. Aulard*. — *Les idées morales du temps présent : le comte Léon Tolstoï*, par Ed. Rod.

Annales de droit commercial français, étranger et international.

Février. — *Chronique suisse de législation, de doctrine et de jurisprudence en matière de droit commercial et industriel*, par F. Nessi. — *La nouvelle convention internationale sur les transports par chemin de fer (analyse)*.

Revue de droit international et de législation comparée.

1891, I. — *La révision des traités avec le Japon au point de vue du droit international*, par le professeur Paternostro (Conférence faite à Tokio). — *Des lois espagnoles sur le mariage et de leur effet extraterritorial*, par Em. Stocquart. — *Le droit international et la dette publique égyptienne*, par le Dr Kauffmann. — *Chronique des arbitrages internationaux*, par G. Rolin-Jaequemyns : *Etats-Unis d'Amérique et Vénézuëla*, responsabilité d'un Gouvernement pour faits de guerre; — *France et Pays-Bas* : limitation des Guyanes française et hollandaise, extension des pouvoirs de l'arbitre.

Bulletin de la Société de législation comparée.

Mars. — *Etude de M. Hubert-Valleroux sur les diverses législations concernant les Sociétés coopératives*. — *Chronique législative : Cortès espagnols*.

Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence.

Mars. — *Décisions sur diverses questions intéressantes : application de la loi musulmane quant au mariage; loi musulmane applicable à la dévolution d'un immeuble qui dépend de la succession d'un Kabyle, mais qui se trouve en pays arabe; loi applicable aux dotations constituées en faveur des Princes tunisiens de la famille Beylicale*.

La Propriété industrielle.

1^{er} mars. — *A propos de l'enquête administrative faite en France au sujet de la proposition de loi concernant les marques, les noms commerciaux, les raisons de commerce et le lieu de provenance*. — *La législation belge en matière de dessins et de modèles*.

Le Droit d'auteur.

15 mars. — *L'adoption de la nouvelle loi concernant la protection des droits d'auteur aux Etats-Unis* (exposé suivi de la traduction de la loi américaine).

— *La codification de la législation concernant la protection des droits d'auteur dans la Grande-Bretagne.* — Des rapports entre la convention de Berne et la loi suisse concernant la propriété littéraire et artistique, d'une part, et les traités conclus par la Suisse, d'autre part. (Analyse d'une intéressante Conférence faite par M. d'Orelli, professeur à l'Université de Zurich.)

Le Mémorial diplomatique.

7 mars. — *Roumains et Magyars.* — Discours du Pape au Sacré-Collège (2 mars). — Programme du nouveau ministère serbe.

14. — *M. Crispi et M. di Rudini* (lettre de Rome). — *La réforme de la correspondance postale* (notice sur un Danois auquel serait due l'idée de l'Union postale universelle).

21. — *L'Angleterre et le Portugal à l'Est de l'Afrique* (lettre de Londres). — *La question de la Transylvanie.* — Mémoire des étudiants universitaires de Roumanie. — Lettre du Pape aux archevêques et évêques de l'Empire d'Autriche (3 mars 1891). — *La conquête de Crète et le siège de Candie* (1644-1669)

L'Économiste français.

7 février. — *Le renouvellement du privilège de la Banque de France*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Madagascar et le protectorat français* (demande d'une action plus énergique de l'administration française). — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley : le nouveau *Silver-bill*, les capitaux étrangers placés aux Etats-Unis. — Lettre de Suisse : historique de la nouvelle Union internationale pour le transport des marchandises par chemin de fer. — *Le mouvement de la richesse en Italie de 1872 à 1889.*

14. — *Le renouvellement du privilège de la Banque de France* (2^e art.), par P. Leroy-Beaulieu (extension possible de ses services). — *La concurrence des ouvriers étrangers*, par D. Bellet. — *De l'utilité d'un Conseil supérieur indochinois*, par J. Chailley. — *Les résultats de la législation douanière de l'Allemagne depuis 1879*, par A. Raffalovich.

21. — *Les nouveaux tarifs de douanes et leurs probabilités d'application*, par P. Leroy-Beaulieu. (L'œuvre de la Commission des douanes est morte-née; elle sera peut-être votée, elle ne sera certainement pas appliquée trois mois.) — *Les pouvoirs du Parlement anglais sur les tarifs de chemins de fer*, par G. Gomel. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley : la politique protectionniste et les projets de traité avec l'Amérique du Sud.

28. — *La République Dominicaine : son histoire, son Gouvernement, ses ressources, son commerce et les peuples qui y prennent part*, par J. Chailley. — *Le socialisme d'Etat aux Antipodes*, par A. Raffalovich.

7 mars. — *La question algérienne : une alternative forcée; l'octroi de droits électoraux à certaines catégories d'indigènes ou la suppression des députés algériens*, par P. Leroy-Beaulieu. (Il ne faut pas nous préparer une « Irlande africaine », mais avoir sous les yeux l'exemple fourni par la Tunisie, qui est en train de devenir une colonie grandissante, à peu de frais et en pleine concorde.) — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis et au Canada*, par J. Chailley : les élections générales; les éventualités discutées, le traité de commerce, l'annexion pure et simple, l'union commerciale; statistique du commerce entre les deux pays. — *L'émigration française.* (Note établissant qu'elle est plus considérable qu'on ne le croit généralement et qu'on ne l'a affirmé dans une discussion récente; elle serait annuellement de 30 à 40,000 personnes.)

14. — *Le rapport de M. Méline et la discussion du régime des douanes*, par P. Leroy-Beaulieu (nous engageons la Chambre à jeter ce rapport purement et simplement au panier. Si elle ne le fait pas, la poussée de l'opinion publique, devenant à chaque instant plus forte, ne permettra pas que ces

tarifs de ruine soient appliqués pendant 3 mois). — *La situation de la République Argentine et du Brésil*. — *L'Algérie et la Tunisie avant la conquête*, par J. Chailley.

21. — Le mouvement économique et social aux Etats-Unis et au Canada, par J. Chailley : les élections canadiennes et le projet de traité avec les Etats-Unis; le service des affaires indiennes, un scandale financier; la situation de l'agriculture américaine. — Lettre de Suisse : le commerce extérieur en 1890; la nationalisation des chemins de fer. — *L'Etat indépendant du Congo et le communisme colonial*, par P. Leroy-Beaulieu.

28. — Le mouvement économique et financier en Allemagne, par M. Block. — *L'Extrême-Sud de l'Algérie*, par J. Chailley.

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Mars. — *France* : loi concernant le régime douanier applicable aux produits helléniques; Projet de budget pour 1892; rapport sur l'emprunt de janvier 1891; le commerce extérieur de la Tunisie. — *Allemagne* : la propriété foncière en Prusse. — *Hongrie* : le budget, résultats de l'exercice 1890. — *Italie* : M. Luzzatti et le projet de budget rectifié pour 1891-92. — *Espagne* : le commerce extérieur en 1890. — *Russie* : le monnayage depuis 1880. — *Etats-Unis* : la question de l'argent.

Les Mémoires du Prince de Talleyrand. 2 vol. in-8°, Paris, 1891.

Ces mémoires sont précédés d'une remarquable préface du duc de Broglie, sous la direction duquel a lieu la publication. Dans cette préface est inséré un document intéressant et jusqu'ici inédit, qu'on peut appeler le « Testament politique de Talleyrand », puisque l'illustre diplomate y prend à tâche d'expliquer brièvement les péripéties de sa carrière et de la justifier à la lumière de quelques principes directeurs.

Le prince de Talleyrand est mort le 17 mai 1838.

Quatre ans avant sa mort, le 10 janvier 1834, il avait fait un testament dont toutes les dispositions étaient relatives au partage de sa fortune entre ses héritiers et à la distribution de souvenirs destinés à ses parents, amis ou domestiques. Deux années après, le 1^{er} octobre 1836, il ajoutait à cet acte testamentaire la déclaration suivante, d'un caractère différent :

Ceci doit être lu à mes parents, à mes héritiers et à mes amis particuliers à la suite de mon testament. — Je déclare d'abord que je meurs dans la religion catholique, apostolique et romaine.

Je ne veux pas parler ici de la part que j'ai eue dans les différents actes et travaux de l'Assemblée constituante, ni de mes premiers voyages soit en Angleterre, soit en Amérique.

Cette partie de ma vie se trouve dans les *Mémoires*, qui seront un jour publiés. Mais je dois donner à ma famille et aux personnes qui ont eu de l'amitié ou même de la bienveillance pour moi, quelques explications sur la participation que j'ai eue aux événements qui se sont passés en France depuis mon retour d'Amérique.

J'avais donné ma démission de l'évêché d'Autun, qui avait été acceptée par le pape, par qui j'ai depuis été sécularisé. L'acte de ma sécularisation est joint à mon testament. Je me croyais libre, et ma position me prescrivait de chercher ma route. Je la cherchai seul, car je ne voulais faire dépendre mon avenir d'aucun parti. Il n'y en avait aucun qui répondit à ma manière de voir. Je réfléchis longtemps et je m'arrêtai à l'idée de servir la France, comme France, dans quelque situation qu'elle fût : dans toutes, il y avait quelque bien à faire. Aussi ne me fais-je aucun reproche d'avoir servi tous

les régimes depuis le Directoire jusqu'à l'époque où j'écris. En sortant des horreurs de la Révolution, tout ce qui conduisait d'une manière quelconque à de l'ordre et de la sûreté était utile à faire ; les hommes raisonnables à cette époque ne pouvaient pas désirer davantage.

Passer de l'état dans lequel était la France au régime royal était impossible. Il fallait des régimes intermédiaires, il en fallait plusieurs. Il ne fallait pas s'attendre à trouver même une ombre de royauté dans le Directoire ; l'esprit conventionnel devait y dominer et y dominer en effet, quoique adouci ; mais, en raison de cet esprit, il devait durer peu. Il préparait au Consulat où déjà la royauté se trouvait, quoique encore voilée. Il y avait là du bien à faire, il y avait là un rapprochement lointain, à la vérité, mais réel vers la monarchie.

Le régime impérial qui vint ensuite, sans être une autocratie, y ressemblait plus qu'à une monarchie véritable. Cela est vrai, mais à l'époque où Bonaparte ceignait le diadème, la guerre avec l'Angleterre était rallumée ; d'autres guerres étaient imminentes ; l'esprit de faction dominait et le salut du pays pouvait être gravement compromis si son chef se renfermait dans l'unique fonction qu'admet la vraie royauté. Je servis donc Bonaparte empereur, comme je l'avais servi consul : je le servis avec dévouement, tant que je pus croire qu'il était lui-même dévoué uniquement à la France. Mais dès que je le vis commencer les entreprises révolutionnaires qui l'ont perdu, je quittai le ministère, ce qu'il ne m'a jamais pardonné.

En 1814, les Bourbons, avec lesquels je n'avais aucune relation depuis 1791, furent rappelés. Ils le furent par l'unique motif que leur règne fut jugé plus favorable que ne l'eût été celui de tout autre au repos dont la France et l'Europe avaient un si grand besoin. J'ai consigné dans mes Mémoires la part principale que je pris à ce grand événement et l'action assez hardie à laquelle je fus appelé dans ces journées mémorables. Le rappel des Princes de la maison de Bourbon ne fut point une reconnaissance d'un droit pré-existant. S'ils l'interprétèrent ainsi, ce ne fut ni par mon conseil, ni avec mon assentiment, car voici la doctrine que je me suis faite sur cette matière :

Les monarches ne sont monarques qu'en vertu d'actes qui les constituent chefs des sociétés civiles. Ces actes, il est vrai, sont irrévocables pour chaque monarque et sa postérité, tant que le monarque qui règne reste dans les limites de sa compétence véritable ; mais si le monarque qui règne se fait ou tente de se faire plus que monarque, il perd tout droit à un titre que ses propres actes ont rendu ou rendraient mensonger. Telle étant ma doctrine, je n'ai jamais eu besoin de la renier pour accepter, sous les divers gouvernements, les fonctions que j'ai remplies.

Parvenu à ma quatre-vingt-deuxième année, rappelant à ma pensée les actes si nombreux de ma vie politique, qui a été longue, et les pesant au poids du sanctuaire, je trouve en résultat :

Que de tous les gouvernements que j'ai servis, il n'y en a aucun de qui j'aie reçu plus que je ne lui ai donné ;

Que je n'en ai abandonné aucun avant qu'il se fût abandonné lui-même ;

Que je n'ai mis les intérêts d'aucun parti, ni les miens propres, ni ceux des miens, en balance avec les vrais intérêts de la France, qui d'ailleurs ne sont, dans mon opinion, jamais en opposition avec les vrais intérêts de l'Europe.

Ce jugement que je porte de moi-même sera confirmé, je l'espère, par les hommes impartiaux ; et dùt cette justice m'être refusée quand je ne serai plus, sentir qu'elle m'est due suffira pour assurer le calme de mes derniers jours...

Ma volonté est, je la consigne ici, donnant à cette consignation la même force que si elle était dans mon testament, ma volonté est, dis-je, que les écrits que je laisse pour paraître après moi ne soient publiés que lorsque les trente années qui suivront le jour de mon décès seront entièrement révolues, afin que toutes les personnes dont j'ai dû parler ayant cessé de vivre,

aucune d'elles ne puisse avoir à souffrir de ce que la vérité a dû me forcer de dire à son désavantage, car je n'ai rien écrit avec l'intention de nuire d'une manière quelconque à qui que ce puisse être. Ainsi, même trente ans après moi, mes *Mémoires* ne devront-ils paraître que dans le cas où ceux de mes héritiers à qui je les laisse jugeront qu'ils peuvent être publiés sans aucun inconvénient.

Je recommande aussi au dépositaire de mes papiers de ne négliger aucune des précautions nécessaires, ou du moins propres à prévenir, ou à rendre vaines toutes entreprises furtives dont ils pourraient être l'objet.

De plus, comme le temps où nous vivons est inondé de faux *Mémoires*, fabriqués les uns par des hommes faméliques ou cupides, les autres par des hommes pervers et lâches qui, pour exercer, sans risques, des vengeances de partis, osent flétrir, autant qu'il dépend d'eux, la mémoire de quelques morts célèbres sous le nom desquels ils répandent les mensonges les plus grossiers et les calomnies les plus absurdes, je charge expressément les dépositaires de mes manuscrits de désavouer publiquement, péremptoirement et sans retard, comme d'avance je désavoue tout écrit quelconque qui viendrait à être publié sous mon nom avant l'expiration des trente années spécifiées ci-dessus.

Valençay, 1^{er} octobre 1836.

LE PRINCE DE TALLEYRAND.

M. le duc de Broglie rappelle ensuite les conditions que M. de Talleyrand avait établies pour la publication de ses *Mémoires*. Par un codicille spécial, le 17 mars 1838, il chargeait sa nièce et légataire universelle, la duchesse de Dino (plus tard duchesse de Talleyrand et de Sagan) « de recueillir tous ses papiers et écrits sans exception », à charge de les publier trente ans après la mort du prince. À défaut de la duchesse de Dino, ce soin devait incomber à M. Adolphe de Bacourt.

La duchesse est morte en 1862, six ans avant l'expiration du délai des trente années ; M. de Bacourt ne lui survécut que de trois années ; mais, par testament, il avait chargé MM. Chatelain, ancien notaire, et Paul Andral, de le remplacer après sa mort comme gardien des papiers de Talleyrand. Il usait enfin d'une faculté réservée par le prince de Talleyrand à ses héritiers, en ajoutant un nouveau délai de vingt ans au délai primitif. C'est donc en 1888 que la publication tant attendue devait être faite. Après la mort de M. Chatelain, M. Paul Andral, souffrant déjà de la maladie qui l'a emporté l'an dernier, désigna M. le duc de Broglie pour assumer, après lui, la mission que M. de Bacourt lui avait transmise.

Après ce court historique, M. le duc de Broglie cite les attestations de la duchesse de Talleyrand et de Sagan (née Dorothee de Courlande) et de M. de Bacourt, certifiant que le texte qui va être bientôt publié est « la seule copie originale authentique » des *Mémoires* laissés par le prince Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord. Ces pièces accompagnaient trois des quatre volumes que composait « cette copie authentique » et qui, tous quatre, sont de la main de M. de Bacourt. « Aucune attestation ne se trouve à la fin du quatrième volume, dit M. le duc de Broglie, par la raison que la dernière partie de ce volume devait être composée de pièces jointes dont la transcription complète n'était pas achevée quand M. de Bacourt a été surpris par la mort. »

Nous avons tenu à résumer toutes les explications bibliographiques que M. le duc de Broglie donne à l'appui de la publication dont il était chargé. Le duc de Broglie s'abstient de toute conjecture ou considération sur l'existence ou la non-existence d'un « manuscrit autographe » de M. de Talleyrand.

Les *Mémoires* de Talleyrand comprendront cinq volumes dont les deux

premiers ont seuls paru : ces deux volumes conduisent le récit jusqu'à la Restauration. L'ouvrage tout entier est divisé en douze parties. Elles ne forment pas un récit complet et suivi de la vie de Talleyrand. Il y a une interruption absolue du récit, par exemple entre 1815 et 1830. Après nous avoir raconté les événements de sa carrière jusqu'en 1815, l'ouvrage qu'on va publier ne reprend le fil qu'après la révolution de 1830 avec l'ambassade de M. de Talleyrand à Londres. Voici ce que M. le duc de Broglie dit à ce sujet :

Une interruption de quatorze années, ainsi que la brièveté avec laquelle le récit passe sur certaines parties de l'existence politique de M. de Talleyrand (entre autres son rôle à l'Assemblée constituante) atteste assez qu'il n'avait nullement l'intention de présenter dans ses *Mémoires* un tableau complet de sa vie entière. Lui-même nous avertit, dans une note mise en tête de la première partie, que c'est par une expression impropre et faute d'en pouvoir trouver une plus exacte, qu'il donne à ses souvenirs le nom de *Mémoires*. Ce qu'on y trouve le moins, en effet, c'est ce qu'on cherche le plus habituellement dans des mémoires : des révélations sur les incidents peu connus de la vie de l'écrivain ou ses impressions personnelles au sujet des événements dont il a été le témoin.

A part quelques pages consacrées à sa première enfance et à sa jeunesse, le récit de M. Talleyrand est plus que sobre sur sa vie privée, et celle des personnes qu'il a connues y tient encore moins de place. Ses jugements sur la société au milieu de laquelle il a vécu sont pleins de finesse et de goût ; mais le lecteur qui viendrait y chercher des anecdotes, des indiscretions, des confidences, et ne serait même pas fâché d'y rencontrer un peu de scandale, serait complètement déçu. Le ton habituellement grave de la narration ne se prêtait à rien qui pût satisfaire une curiosité de cette nature.

M. de Talleyrand ne paraît pas non plus avoir eu le dessein de répondre, par voie d'explication ou d'apologie, aux diverses accusations dont il a été l'objet. Sauf la part que quelques écrivains lui ont prêtée dans l'attentat qui a mis fin aux jours du duc d'Enghien, et dont il se défend avec indignation dans une note spéciale, sur tous les autres griefs, il garde un silence qui ne paraît pas seulement du dédain : c'est plutôt une sorte de parti pris de ne pas occuper ses lecteurs à venir de ce qui ne touche que lui seul et de réserver toute leur attention pour les grands intérêts politiques et nationaux dont il a tenu plusieurs fois le sort entre ses mains, et dont la France et la postérité ont le droit de lui demander compte.

Après avoir montré de cette façon ce que les *Mémoires* de Talleyrand ne sont pas, M. le duc de Broglie s'attache à montrer ce que ces *Mémoires* sont. « Ni plaidoyer, ni confession », dit M. le duc de Broglie. Pour ce « ni confession », personne n'en doutera. Ainsi, l'on ne trouvera dans les *Mémoires* pas un mot du mariage de M. de Talleyrand : mistress Grand n'est même pas nommée. C'est l'explication de ce silence qu'il faut chercher dans ces lignes de la préface : « Il y a dans la vie privée de M. de Talleyrand des erreurs et des torts qu'on n'a pas le droit de justifier, puisqu'il en est qui ont été de sa part, à sa dernière heure, le sujet d'une rétractation solennelle. » Il s'agit donc exclusivement, dans les *Mémoires*, de la vie publique de Talleyrand, et M. de Broglie espère que, si le rôle de M. de Talleyrand dans la politique intérieure prête aux appréciations les plus diverses, tout le monde reconnaîtra les services qu'il rendit dans la politique extérieure :

Pour lui faire à cet égard justice tout entière, dit M. de Broglie, il ne faut pas s'arrêter au récit qu'il fait de l'action qu'il a pu exercer comme ministre, soit du Directoire, soit du premier Empire. Lui-même passe assez rapidement sur ces premières phases de son existence ministérielle, et, quelle que soit la grandeur des événements qui se succèdent dans cette période, s'il en trace souvent le tableau avec l'art d'un historien consommé, c'est en témoin

qu'il parle plutôt qu'en acteur. Il tient à laisser entendre que, de quelque fonction éminente qu'il fût alors revêtu, son pouvoir était nominal. Il n'était que l'exécuteur de décisions qu'il avait le plus souvent combattues. Ne pouvant ni se faire comprendre de l'incapacité des parvenus de la révolution, ni se faire écouter d'un maître impérieux qui ne prenait conseil que de son génie ou de ses passions, toute son habileté s'employait, après avoir donné des conseils qui n'étaient pas suivis, à réparer des fautes qu'il n'aurait pas commises. C'est au congrès de Vienne, après la Restauration, à l'ambassade de Londres, après 1830, que, pleinement investi de la confiance des souverains qu'il représente, il se montre en pleine liberté d'agir.

Dans ces deux circonstances, les plus éclatantes de sa longue carrière, et qui tiennent naturellement la plus grande place dans les volumes qu'on va lire, Talleyrand fait jouer à la diplomatie un rôle qui ne lui était peut-être jamais échu dans l'histoire, et fait prendre à l'action personnelle d'un ambassadeur une importance à peu près sans exemple. D'ordinaire, les diplomates les plus renommés ne sont que les heureux interprètes d'une pensée qui n'est pas la leur, et les habiles exécuteurs de desseins qui leur viennent de plus haut.

Il résulte de cette observation que le diplomate a substitué souvent son inspiration personnelle aux intentions et aux instructions de son souverain. Avait-il raison au point de vue des intérêts supérieurs de la France ? C'est ce que M. de Broglie pense et ce qu'il est très possible de démontrer. Au point de vue du strict devoir professionnel, la question serait, pensons-nous, toute différente.

Quoi qu'il en soit, on appréciera sans doute plus exactement par les « Mémoires » le rôle de M. de Talleyrand dans les grandes négociations de ce siècle, que si l'on s'en tenait aux controverses des historiens précédents, ou peut-être même à l'exposé très intéressant, mais très visiblement sympathique, que fait M. le duc de Broglie, au seuil de cette publication si impatientement attendue. Parmi les documents ou pièces curieuses que l'on sera heureux de trouver dans les Mémoires, la préface de M. le duc de Broglie cite en note une lettre du roi Louis XVIII. Elle est adressée à M. de Talleyrand en 1815, au moment de la seconde occupation de Paris par les alliés, sur la nouvelle que les Prussiens se proposaient de détruire le pont d'Iéna dont le nom leur rappelait un souvenir pénible. En voici les termes exacts :

J'apprends dans l'instant que les Prussiens ont miné le pont d'Iéna et que vraisemblablement ils veulent le faire sauter cette nuit même. Le duc d'Otrante dit au général Maison de l'empêcher par tous les moyens qui sont en son pouvoir. Mais vous savez bien qu'il n'en a aucun. Faites tout ce qui est en votre pouvoir, soit par le duc (Wellington), soit par lord Castlereagh. Quant à moi, s'il le faut, je me porterai sur le pont : on me fera sauter si on veut.

Samedi à dix heures.

J'ai été très content des deux lords pour les contributions.

LOUIS.

L'autographe de cette lettre se trouve dans les papiers de M. de Talleyrand, qui avait d'autant plus de soin à la conserver, selon M. de Broglie, « que le trait de grandeur d'âme du roi, déjà rapporté dans les écrits du temps, a été souvent contesté. »

— Nous croyons intéresser nos lecteurs en leur donnant une analyse étendue et des extraits des deux premiers volumes publiés.

Le premier volume des Mémoires va de 1754, année de la naissance de Talleyrand, à l'entrevue d'Erfurt (1808). Le prince raconte, dans les plus grands détails, les premières années de sa vie. On sait qu'un accident sur-

venu quand le jeune Charles-Maurice de Talleyrand avait quatre ans décida de sa carrière. Il se démit un pied en tombant et demeura boiteux toute sa vie. Devenu impropre à la carrière militaire, on le destina dès lors à la cléricature. Son père et sa mère ne le gâtèrent point par les effusions de leur tendresse ; il les connut à peine. Il fut, aussitôt après son accident, emmené chez sa bisaïeule, M^{me} de Chalais, en Périgord ; puis à huit ans, il fut mis au collège d'Harcourt. « La fin de ce qu'on appelle les classes une fois arrivée, » la famille Talleyrand envoya le jeune écolier à Reims auprès de son oncle, Alexandre, coadjuteur de l'archevêque-duc.

« Tous les soins dont on m'environnait, dit Talleyrand, tendaient à m'inculquer profondément dans l'esprit que, le mal que j'avais au pied m'empêchant de servir dans l'armée, je devais nécessairement entrer dans l'état ecclésiastique, un homme de mon nom n'ayant point d'autre carrière. Mais que faire d'une certaine vivacité d'imagination et d'esprit que l'on remarquait en moi ? Il fallut chercher à me séduire par l'appât des affaires et par le tableau de l'influence qu'elles donnent. On cherchait à s'emparer des dispositions que je pouvais avoir. Pour cela, on me faisait lire, soit les Mémoires du cardinal de Retz, soit la vie du cardinal de Richelieu, soit celle du cardinal Ximènes, soit celle de Hincmart, ancien archevêque de Reims. Quelque route que je prisse, mes parents étaient disposés à la trouver bonne ; le seul point était que je passasse le seuil. »

Après un an de séjour à Reims, Talleyrand entra à Saint-Sulpice. Il y passa trois ans « à peu près sans parler ». « Je fus au séminaire, dit-il encore, d'une tristesse qui, à seize ans, a bien peu d'exemples. Je ne formai aucune liaison. Je ne faisais rien qu'avec humeur. J'en avais contre mes supérieurs, contre mes parents, contre les institutions et surtout contre la puissance qu'on donnait aux convenances sociales auxquelles je me voyais obligé de me soumettre. » Il y avait, au séminaire de Saint-Sulpice, une excellente et copieuse bibliothèque : Talleyrand en profitait pour écouler, dans la fréquentation spirituelle des grands historiens et des hommes d'Etat, sa jeunesse morose et renfrognée. Une aventure amoureuse vint pourtant illuminer d'un rayon d'idylle les derniers mois de séminaire ; voici comment Talleyrand raconte cet épisode :

« Le hasard me fit faire une rencontre qui eut de l'influence sur la disposition dans laquelle j'étais alors. J'y pense avec plaisir, parce que je lui dois vraisemblablement de n'avoir pas éprouvé tous les effets de la mélancolie poussée au dernier degré. J'étais arrivé à l'âge des mystérieuses révélations de l'âme et des passions, au moment de la vie où toutes les facultés sont actives et surabondantes. Plusieurs fois j'avais remarqué dans une des chapelles de l'église Saint-Sulpice une jeune et belle personne dont l'air simple et modeste me plaisait extrêmement. A dix-huit ans, quand on n'est pas dépravé, c'est là ce qui attire : je devins plus exact aux grands offices. Un jour qu'elle sortait de l'église, une forte pluie me donna la hardiesse de lui proposer de la ramener jusque chez elle, si elle ne demeurait pas trop loin. Elle accepta la moitié de mon parapluie. Je la conduisis rue Férou où elle logeait ; elle me permit de monter chez elle, et sans embarras, comme une jeune personne très pure, elle me proposa d'y revenir. J'y fus d'abord tous les trois ou quatre jours ; ensuite plus souvent. Ses parents l'avaient fait entrer malgré elle à la comédie ; j'étais malgré moi au séminaire. Cet empire, exercé par l'intérêt sur elle et par l'ambition sur moi, établit entre nous une confiance sans réserve. Tous les chagrins de ma vie, toute mon humeur, ses embarras à elle, remplissaient nos conversations. On m'a dit depuis qu'elle avait peu d'esprit ; quoique j'aie passé deux ans à la voir presque tous les jours, je ne m'en suis jamais aperçu.

« Grâce à elle, je devins, même pour le séminaire, plus aimable, ou du

moins plus supportable. Les supérieurs avaient bien dû avoir quelque soupçon de ce qui m'avait rapproché de la vie ordinaire et donné même quelque gaieté. Mais l'abbé Couturier leur avait enseigné l'art de fermer les yeux ; il leur avait appris à ne jamais faire de reproches à un jeune séminariste qu'ils croyaient destiné à occuper de grandes places, à devenir coadjuteur de Reims, peut-être cardinal, peut-être ministre, peut-être ministre de la feuille. Que sait-on ? »

Talleyrand nous dit qu'il sortit du séminaire « vers l'époque du sacre de Louis XVI », dont la date précise est le 11 juin 1773. Pas un mot cependant, du moment où, de séminariste il devint prêtre, ni des circonstances qui accompagnèrent l'ordination. Il est probable qu'il se rappelait sans plaisir un événement si important, et M. de Bacourt, qui souligne en note cet « oubli », nous éclaire à cet égard par l'anecdote suivante :

« Le comte de Choiseul-Gouffier, ami de M. de Talleyrand, racontait à ce sujet qu'ayant été chez M. de Talleyrand la veille au soir de son ordination, il l'avait trouvé dans un état violent de lutte intérieure, de larmes et de désespoir. M. de Choiseul fit alors tous ses efforts pour le détourner d'accomplir le sacrifice ; mais la crainte de sa mère, d'un éclat tardif, une certaine fausse honte, lui en ôtant la hardiesse, il s'écria : « Il est trop tard, il n'y a plus à reculer. »

En 1773, se tint l'assemblée du clergé dont la réunion périodique avait pour objet, comme on sait, de répartir les subsides du « don gratuit » qui était l'unique et quasi bénévole participation du clergé aux dépenses publiques. Talleyrand fut délégué à l'assemblée par la province de Reims.

« J'observai, dit-il, avec soin la manière dont les affaires se conduisaient dans ce grand corps. L'ambition y revêtait toutes les formes. Religion, humanité, patriotisme, philosophie, chacun prenait là une couleur ! Quand l'intérêt pécuniaire du clergé était attaqué, la défense était générale ; mais les moyens étaient différents. » Cette défense du clergé n'était pas inutile, car M. de Machault, ministre des finances, avait voulu imposer les biens du clergé comme ceux de tous les autres sujets de l'Etat, et ne s'était arrêté que devant une résistance unanime. Le clergé, du reste, était absolument irréductible alors en ce qui concernait ses privilèges pécuniaires. Il garda même assez longtemps sur ce point des illusions bien singulières, comme le montre M. de Talleyrand par cette anecdote qui anticipe largement sur la suite logique de son récit :

« Peu de jours après l'ouverture des Etats généraux, dit-il, je me trouvais avec les principaux membres du clergé à une conférence tenue à Versailles chez M. le cardinal de la Rochefoucauld ; M. Dulau, archevêque d'Arles, y proposa sérieusement de profiter d'une occasion « aussi favorable, » ce sont ses expressions, pour faire payer par la nation les dettes du clergé. Cette proposition, comme celle de M. de Thémises (évêque de Blois) lorsqu'il avait engagé le clergé à demander les Etats généraux, ne rencontra aucune opposition. On chargea M. l'archevêque d'Arles, dans les lumières de qui on avait confiance, de choisir le moment le plus opportun pour la faire adopter par les Etats généraux. Il fallut plusieurs mois et tous les événements qui les remplirent, pour que le bon esprit de M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, pût persuader au clergé, non seulement de renoncer à cette absurde proposition, mais même de faire un sacrifice considérable pour combler le fameux déficit qui avait été le prétexte de tout ce qui se faisait depuis un an ; il était trop tard, il est vrai ; le prétexte était oublié, et on n'en avait plus besoin depuis que les Etats généraux étaient devenus l'Assemblée nationale. »

La part que Talleyrand prit aux travaux de l'assemblée du clergé de 1775 le désigna pour obtenir plus tard une des deux places d' « agents généraux du clergé ». On nommait ainsi ceux à qui les assemblées du clergé commettaient pour cinq ans le soin de représenter auprès du gouvernement les intérêts de l'ordre en ce qui concernait surtout la recette et l'emploi des deniers de l'Eglise. L'assemblée de 1775 finie, Talleyrand entra en Sorbonne. « J'y passai deux ans, dit-il, occupé de tout autre chose que de théologie, car les plaisirs tiennent une grande place dans les journées d'un jeune bachelier. L'ambition prend aussi quelques moments, et le souvenir du cardinal de Richelieu, dont le mausolée était dans l'église de la Sorbonne, n'était pas décourageant à cet égard. » Les « plaisirs », mais plus encore sans doute « l'ambition », dirigèrent Talleyrand dans le monde où il chercha de bonne heure à établir et à étendre de jour en jour le cercle de ses relations.

Il nomme ses deux plus anciens compagnons de jeunesse : MM. de Choiseul-Gouffier et Louis de Narbonne. Il dit du premier : « M. de Choiseul est l'homme que j'ai le plus aimé. » Tous deux rendaient visite chaque matin à Talleyrand, dans sa petite maison de la rue de Bellechasse. On y « trouvait un déjeuner tel quel », avec des convives très divers qui se nommaient le duc de Lauzun, le banquier genevois Panchaud, le médecin Barthes, l'abbé Delille, Mirabeau, Champfort, Léon de Lauragais, Dupont de Nemours, Rulhière. On causait de toutes les préoccupations du jour. M. de Talleyrand ne se contentait pas de recevoir : il fréquentait chez le duc de Choiseul, chez Mmes de Brionne, de Montesson, de Boufflers, de la Reynière, où, « à des jours déterminés, la grande compagnie de Paris se réunissait ». Les succès mondains ne faisaient pas défaut à Talleyrand. Bien qu'il ne prenne pas la peine de le dire, il ne semble pas s'illusionner sur la véritable portée des triomphes de salons qui consacrent le plus souvent tant de suffisances niaisées, prétentieuses et vides. Qu'on lise cet ironique bulletin de victoire :

« Une manière d'être froid, une réserve apparente avaient fait dire à quelques personnes que j'avais de l'esprit. Mme de Gramont, qui n'aimait pas les réputations qu'elle n'avait pas faites, me fut à mon début de quelque utilité en cherchant à m'embarrasser. Je soupais pour la première fois à Auteuil chez Mme de Boufflers, placé à une extrémité de la table, parlant à peine avec mon voisin. Mme de Gramont, d'une voix forte et rauque, me demanda, en m'interpellant par mon nom, ce qui m'avait assez frappé en entrant dans le salon, où je la suivais, pour dire : *Ah ! ah !* « Madame la duchesse, lui répondis-je, ne m'a pas bien entendu, ce n'est pas *Ah ! ah !* que j'ai dit ; c'est *Oh ! oh !*... » Cette misérable réponse fit rire, je continuai à souper, et ne dis plus un mot. En sortant de table, quelques personnes s'approchèrent de moi, et je reçus pour les jours suivants plusieurs invitations qui me mirent à même de faire connaissance avec les personnes que je désirais le plus rencontrer... »

De salon en salon, la gloire mondaine de Talleyrand se répandait :

« Je pourrais dire que beaucoup de gens, que je ne connaissais pas, disaient du bien de moi uniquement parce qu'ils m'avaient rencontré dans quelques-unes de ces chambres auxquelles on avait accordé le droit de donner de la réputation. J'étais à cet égard comme un homme dont parlait le chevalier de Chatellux : « Il a sûrement beaucoup d'esprit — disait-il — je ne le connais pas, mais il va chez Mme Geoffrin. »

Et ce n'est pas assez de la complicité badaude des oisifs frivoles et des ignorants. Talleyrand savait combien met en lumière une singularité d'opinion, un parti pris d'opposition habilement exploités :

« J'avais remarqué aussi qu'il y avait quelque avantage, lorsqu'on ne

voulait pas se faire classer parmi les habitués des maisons ouvertes et rester ainsi confondu avec la foule, à montrer de l'éloignement, de l'opposition même pour quelque personne marquante dans l'opinion. J'avais choisi pour cela M. Necker. Je m'étais refusé à toutes les propositions qui m'avaient été faites d'aller chez lui. Je disais assez hardiment qu'il n'était ni bon ministre des finances, ni homme d'Etat ; qu'il avait peu d'idées, qu'il n'avait point de principes d'administration, que ses emprunts étaient mal faits, chers et nuisibles à la morale publique, etc... »

On voit que Talleyrand ne négligeait aucun des « petits moyens » que l'art de parvenir fournit aux ambitieux, en attendant qu'un champ plus vaste fût offert à son activité. Il ne faut pas croire cependant que son esprit fût constamment tendu vers l'utile :

« La maison de Mme de Montesson qui se tenait tout à l'extrémité de la décence, était singulièrement agréable. Pour amuser M. le duc d'Orléans, Mme de Montesson faisait jouer par sa société quelques pièces qu'elle savait devoir lui plaire ; et pour non pas l'amuser, mais l'intéresser davantage, elle en avait elle même composé plusieurs. Sur son théâtre, il y avait pour le clergé un peu dissipé, une loge dans laquelle M. l'archevêque de Toulouse (M. de Brienne), M. l'évêque de Rodez (M. de Cicé), M. l'archevêque de Narbonne (M. de Dillon), M. l'évêque de Comminges (M. d'Osmond de Medavy) m'avaient fait admettre. »

Talleyrand goûtait moins les « savants et ennuyeux » concerts qu'on donnait dans certains cercles. Il y allait par « curiosité », mais « se gardait bien d'avoir une opinion sur la musique française et sur la musique italienne, ou sur celle de Glück ». Il hasarde toutefois, mais en se récusant bien vite à cause de son « ignorance », un avis quelque peu bizarre d'après lequel « chaque nation doit avoir un genre de musique qui lui est propre ». N'insistons pas plus qu'il n'insiste.

S'il n'aimait pas ou ne sentait pas la musique, Talleyrand observait le monde avec un sens très aigu de la psychologie sociale :

« C'était un spectacle curieux, pendant les dix années dont je parle, que celui de la grande société. Les prétentions avaient déplacé tout le monde. Delille dinait chez Mme de Polignac avec la reine ; l'abbé de Balivière jouait avec M. le comte d'Artois ; M. de Vianes serrait la main de M. de Liancourt ; Champfort prenait le bras de M. de Vaudreuil ; la Vaupalliére, Travanel, Chataubre allaient au voyage de Marly, soupaient à Versailles chez Mme de Lamballe. Le jeu et le bel esprit avaient tout nivelé. Les carrières, ce grand soutien de la hiérarchie et du bon ordre, se détruisaient. Tous les jeunes gens se croyaient propres à gouverner. On critiquait toutes les opérations des ministres. Ce que faisaient personnellement le roi et la reine était soumis à la discussion et presque toujours à l'improbation des salons de Paris. Les jeunes femmes parlaient pertinemment de toutes les parties de l'administration. Cet état de choses aurait changé en un moment si le gouvernement eût été plus fort ou plus habile ; si le sérieux ne fût pas totalement sorti des mœurs ; si la reine, moins belle et surtout moins jolie, ne se fût pas laissé entraîner par tous les caprices de la mode... »

Ce bouleversement, ou plutôt ce déplacement de la puissance qu'il nomme « société », Talleyrand le constate avec regret : il entreprend de nous l'expliquer par d'assez lointaines considérations qui paraîtront un peu puériles ou superficielles à tous les esprits qui explorent aujourd'hui l'histoire à la lumière de la « méthode » et des lois de l'évolution. Talleyrand redevient intéressant quand il arrive aux événements contemporains qui hâtèrent la dissolution de l'ancien état de choses. Telle est, par exemple, la faveur que la cause de l'indépendance américaine rencontra chez nous :

« La querelle des Anglais avec leurs colonies venait d'éclater. Les philosophes avaient pris cette question dans toutes ses profondeurs. Ils mettaient dans la balance les droits des peuples et ceux des souverains. Les vieux militaires y voyaient une guerre ; les jeunes gens, quelque chose de nouveau ; les femmes, quelque chose d'aventureux ; une politique petite, tracassière et imprévoyante rendait le gouvernement complice de toutes ces effervescences. Il avait toléré, ou plutôt permis, le départ de M. de la Fayette, de M. de Gouvion, de M. Duportail. Le premier est le seul dont le nom soit resté... »

Ici se place, naturellement, le portrait de La Fayette. Il est écrit, comme on va voir, d'une encre assez corrosive :

« Dans un roman, on donne un esprit, un caractère distingué à un personnage principal ; la fortune ne prend pas tant de soins : les hommes médiocres jouent un rôle dans de grands événements, uniquement parce qu'ils se sont trouvés là.

« M. de la Fayette est d'une famille noble d'Auvergne, peu illustrée ; sous Louis XIV, l'esprit d'une femme avait donné quelque éclat à son nom avec une grande fortune et il avait épousé une fille de la maison de Noailles. Si quelque chose d'extraordinaire ne l'eût pas tiré des rangs, il serait resté terne toute sa vie. M. de la Fayette n'avait en lui que de quoi arriver à son tour ; il est en deçà de la ligne où on est réputé un homme d'esprit. Dans son désir, dans ses moyens de se distinguer, il y a quelque chose d'appris. Ce qu'il fait n'a point l'air d'appartenir à sa propre nature ; on croit qu'il suit un conseil. Malheureusement personne ne se vantera de lui en avoir donné à la grande époque de sa vie. »

Quoi qu'on doive penser de La Fayette et des sentiments qu'il inspirait à Talleyrand, c'est un fait évident que la guerre de l'indépendance féconda les semences de libéralisme que la philosophie du dix-huitième siècle avait répandues. Talleyrand ne le méconnaît pas :

« L'exemple de M. de La Fayette avait entraîné toute la partie brillante de la nation. La jeune noblesse française, enrôlée pour la cause de l'indépendance, s'attacha dans la suite aux principes qu'elle était allée défendre. Elle avait vu sortir d'une condition privée le chef d'un grand Etat ; elle avait vu les hommes simples qui l'avaient secondé, entourés de la considération publique. De là à croire que les services rendus à la cause de la liberté sont les seuls titres véritables de distinction et de gloire, il y a bien près. Ces idées, transportées en France, y germèrent d'autant plus promptement que tous les prestiges, attaqués par les hommes inférieurs qui s'étaient introduits dans la société, allaient chaque jour s'évanouissant. »

Tout se désagrégeait, en effet. Pour défendre le régime miné de toutes parts, on avait des esprits bornés ou maladroits, on avait M. de Calonne que Talleyrand a « vu » et peint avec bienveillance :

« M. de Calonne avait l'esprit facile et brillant, l'intelligence fine et prompte. Il parlait et écrivait bien ; il était toujours clair et plein de grâce, il avait le talent d'embellir ce qu'il savait et d'écarter ce qu'il ne savait pas. . Il était susceptible d'attachement et de fidélité pour ses amis ; mais son esprit les choisissait plutôt que son cœur. Dupe de sa vanité, il croyait de bonne foi aimer les hommes que sa vanité avait recherchés. Il était laid, grand, leste et bien fait ; il avait une physionomie spirituelle et un son de voix agréable. Pour arriver au ministère, il avait compromis ou, au moins, négligé sa réputation. Ses entours ne valaient rien. Le public lui savait de l'esprit, mais ne lui croyait point de moralité. Lorsqu'il parut au contrôle général, on crut y voir y arriver l'intendant adroit d'un dissipateur ruiné. La grande facilité

plait, mais n'inspire point de confiance. On croit qu'elle est trop dédaigneuse de l'application et des conseils. La grande partie des hommes aime dans les ministres le travail et la prudence. M. de Colonne n'était pas rassurant à cet égard : comme tous les esprits très faciles, il avait de l'étourderie et de la présomption. C'était la partie saillante de son caractère ou plutôt de sa manière d'être... »

Pour sauver l'ancien régime, il aurait fallu plus ou mieux que cela. Un fait que Talleyrand ne semble pas avoir remarqué peut donner une idée de l'effervescence qui régnait dans tous les esprits éclairés, dès 1784 : avant qu'il rentrât aux affaires en 1786 après le renvoi de Calonne, Necker publia son *Administration des finances*. C'était un ouvrage en trois volumes in-octavo, et d'une lecture assez âpre, comme on peut l'imaginer. Il se trouvait pourtant assez de gens préoccupés des affaires publiques pour qu'on vendit près de quatre-vingt mille exemplaires de ce nouveau « Compte rendu ». Cinq ans plus tard la brochure si retentissante de Sieyès *Qu'est-ce que le tiers ?* n'atteignait pas une telle vogue, bien qu'en peu de jours, on en eût enlevé trente mille. Les économistes de nos jours n'ont pas approché — ou nous nous trompons fort — le prodigieux succès de librairie qu'obtint leur précurseur Necker.

Cependant la réunion des Etats généraux avait été décidée, dans des conditions qui permirent rapidement au tiers état de prendre la prépondérance. Et à ce propos, Talleyrand regrette les concessions que Necker avait faites au tiers.

Si Necker n'a pas su prévoir la tournure que prendraient les événements, il n'est pas bien sûr que Talleyrand se soit préservé des illusions qu'il relève si sévèrement chez autrui. Il raconte, par exemple, qu'il était d'avis « de dissoudre les Etats généraux » pour les convoquer de nouveau sur d'autres bases plus favorables à la couronne et aux ordres privilégiés ; il en donna le conseil au comte d'Artois. « On trouva mon conseil trop hasardeux, dit-il. C'était un acte de force, et la force, il n'y avait autour de moi personne pour la manier. » Talleyrand ne voit pas que la « force » allait être aux mains du peuple, qui s'essayait déjà à la manier. La dernière entrevue avec le comte d'Artois se passe dans la nuit du 16 au 17 juillet 1789. Talleyrand voulait arrêter la Révolution. Depuis trois jours, la Bastille était prise.

Peu de temps après, commençait l'émigration : le comte d'Artois, précisément, donnait le signal ; Talleyrand regretta ce funeste exemple donné à toute la noblesse qui, se réfugiant à Coblenz ou ailleurs, condamnait à mort la royauté et le roi. Il vit dès lors que « sous peine de folie, il fallait penser à soi ». Sur ces entrefaites, la constitution civile du clergé avait été votée : la plupart des évêques en exercice refusèrent le serment. En cette occasion, Talleyrand joua un rôle que les catholiques lui ont cruellement reproché : il ne manque pas de l'expliquer congrûment et d'insinuer même qu'il a agi dans l'intérêt bien compris de la religion catholique. Voici le plaidoyer :

« Les nouveaux élus (évêques) étaient bien disposés à se passer de l'institution donnée par la cour de Rome ; mais ils ne pouvaient se passer du caractère épiscopal qui ne pouvait leur être conféré que par des hommes qui l'eussent reçu. S'il ne se fût trouvé personne pour le leur conférer, il aurait été grandement à craindre, non pas que tout culte fût proscrit, comme il arriva quelques années après, mais ce qui me semblait plus dangereux, parce que cela pouvait être durable, c'est que l'Assemblée, par les doctrines qu'elle avait sanctionnées, ne poussât bientôt le pays dans le presbytérisme plus accommodé aux opinions alors régnantes, et que la France ne pût être ramenée au catholicisme, dont la hiérarchie et les formes sont en harmonie avec celles du système monarchique. Je prêtai donc mon ministère pour sacrer un des nouveaux évêques élus, qui, à son tour, sacra les autres.

« Cela fait, je donnai ma démission de l'évêché d'Autun, et je ne songeai plus qu'à m'éloigner de la première carrière que j'avais parcourue ; je me mis à la disposition des événements, et pourvu que je restasse Français, tout me convenait. La Révolution promettait de nouvelles destinées à la nation ; je la suivis dans sa marche et j'en courus les chances. Je lui vouai le tribut de toutes mes aptitudes, décidé à servir mon pays pour lui-même, et je plaçai toutes mes espérances dans les principes constitutionnels qu'on se croyait si près d'atteindre. Cela explique pourquoi et comment, à plusieurs reprises, je suis entré, sorti et rentré dans les affaires publiques, et aussi le rôle que j'y ai joué. »

Après cet air de bravoure, nous entrons au chapitre qui a pour titre : « De M. le duc d'Orléans. ». Le chapitre n'est pas complet, puisqu'une lacune de huit feuillets le dépare. Talleyrand s'étend avec complaisance sur les antécédents et l'éducation du prince régitide :

« Comme il avait une taille fort élégante, on chercha à le faire réussir dans les exercices du corps. Peu de jeunes gens montaient à cheval aussi bien et avec autant de bonne grâce que lui. Il faisait bien des armes ; au bal, il était toujours remarqué... Quoique son esprit montrât, dans ses petits intérêts et avec les enfants de son âge, assez de justesse, il n'apprit rien tout à fait ; il commença quelques sciences, quelques langues, mais jamais il ne put parvenir à savoir seulement les règles de l'orthographe, qui, aujourd'hui, ne sont plus ignorées d'aucune femme de France. Son maître de mathématiques m'a dit cependant qu'il lui croyait quelques dispositions pour cette science. Mais il était trop mobile pour qu'on pût essayer autre chose que de faire passer devant lui différents genres d'instruction ; son attention se fatiguait aisément ; il ne pouvait la soutenir que jusqu'au moment où il avait sur ce qu'on lui enseignait un aperçu quelconque ; alors, il n'avancait plus.

« On a remarqué aussi que, dans sa première jeunesse, il ne montra jamais de reconnaissance ni pour ses parents ni pour ses maîtres, et qu'il n'avait aucun attachement pour les compagnons de ses jeux. Quoique ce soit dans les enfants des défauts purement négatifs qui ne caractérisent aucun penchant, cependant ils annoncent une certaine froideur de cœur...

« En entrant dans le monde, M. le duc d'Orléans (alors duc de Chartres) se lia avec M. de Voyer, qui était le chef des hommes corrompus de cette époque. Une grande fortune, quelque réputation d'habileté dans les affaires, une conversation militaire assez brillante, beaucoup d'esprit, rassemblaient autour de lui les jeunes gens qui avaient des passions ardentes, les hommes dont la réputation était perdue, les mauvais sujets et les intrigants de tous les états. L'abbé Yvon, plus connu par une persécution fort longue que par quelques articles de l'*Encyclopédie*, et particulièrement par l'article *âme* qui la lui avait attirée, l'avait initié dans la haute métaphysique, dont il avait adopté la langue même pour les conversations les plus familière. C'était toujours *l'âme... l'espace... la chaîne des êtres... l'abstraction... la matière... composée de points noirs... simple... sans étendue... indiscrutable*, etc. Tous ces mots, jamais définis, prononcés avec des intervalles, des gestes, des réticences, des formes mystiques, préparaient les jeunes adeptes à croire. Et alors, on leur apprenait que tout sentiment n'est qu'un ridicule... que tout scrupule est une faiblesse... que la justice est un préjugé... que notre intérêt ou plutôt notre plaisir seul doit déterminer toutes nos actions, etc... On se dispensait naturellement des preuves. »

Telle fut l'éducation du duc d'Orléans. Il eut, dans sa jeunesse, des « compagnons de plaisir, des camarades de débauche », mais il « n'aima personne » :

Une de ses premières liaisons fut M. le prince de Lamballe : sa complexion

était trop faible pour qu'il pût résister longtemps au genre de vie de son beau frère.

On ne croit jamais la mort des jeunes princes naturelle. Celle-ci a rendu M. le duc d'Orléans si prodigieusement riche, et il a fait un si mauvais usage de sa fortune, qu'on l'a, dans plusieurs ouvrages, accusé d'y avoir contribué d'une manière plus directe que par le partage de ses débauches. Mais rien ne prouve ce fait. Je dois même assurer, d'après des informations bien prises, que rien ne donne le droit de former ce soupçon. C'est bien assez d'avoir à dire que le prince de Lamballe était la liaison la plus intime de M. le duc d'Orléans, qu'il a été corrompu par lui, qu'il en est mort et qu'il n'en a pas obtenu un regret.

D'autres liaisons, formées par le plaisir, tinrent lieu au duc d'Orléans d'amitiés véritables :

« Ces amitiés si passagères conduisent, dit Talleyrand, malgré soi, à dire un mot de cette foule de maîtresses qui occupèrent une partie de la vie de M. le duc d'Orléans ; elles y ont produit si peu d'événements, cependant, que je ne me crois pas obligé d'en retrouver la longue liste. Ma tâche ne sera que trop remplie en disant que tous les goûts, tous les caprices, toutes les bizarreries dont des sens, d'abord impérieux, ensuite indigents, ont besoin pour être assouvis ou excités, furent mis en usage par M. le duc d'Orléans.

« Je voudrais maintenant pouvoir m'arrêter à des images plus douces, en parlant des femmes d'un ordre plus relevé qui s'attachèrent à M. le duc d'Orléans. Ce prince se montrait parfois dans le monde, mais toujours comme dans un pays ennemi, où il cherchait des victimes. Mme la princesse de Bouillon, Mme la marquise de Fleury, Mme la princesse de Lamballe crurent successivement être aimées par lui, et lui prouvèrent qu'elles l'aimaient. »

Talleyrand nomme à part, dans cette liste, ainsi qu'il convient, Mme de Sillery, plus connue sous le nom de Mme de Genlis, et qui fut plus tard *gouverneur* des jeunes princes d'Orléans. Il est impossible de ne pas remarquer, dans ce martyrologe donjuanesque, la présence du nom de la princesse de Lamballe, quand on vient précisément de lire ce que Talleyrand a dit du prince, son mari :

« Toute la jeunesse de M. le duc d'Orléans, continue M. de Talleyrand, se passa sans plans, sans projets, sans suite, sans retenue aucune. Toutes ses actions avaient un caractère d'irréflexion, de frivolité, de corruption, de ruse. Pour s'instruire, il allait voir les expériences de Préval ; il montait dans un ballon ; il faisait de la fantasmagorie avec Cagliostro et le chevalier de Luxembourg ; il allait aux courses de Newmarket, etc... Pour augmenter sa fortune qui était déjà immense, il faisait des spéculations sur le terrain du Palais-Royal, cette demeure de Louis XIII, d'Anne d'Autriche, de Louis XIV, enfin de *Monsieur*, par qui elle était devenue une partie de l'apanage de la maison d'Orléans...

« Une velléité d'ambition lui fit désirer de paraître sur l'escadre de M. d'Orvilliers, espérant qu'il trouverait là un titre à la survivance extrêmement lucrative de grand amiral qu'avait son beau-père, M. le duc de Penthièvre. Il n'eut point la place et sa bravoure fut contestée. Pour prouver son courage, il se fit applaudir à quelques spectacles et couronner sous les fenêtres de Mlle Arnould. On amusa alors Paris d'une chanson sur son compte, piquante, mais fort injuste. Quelques voyages en Angleterre, une course en Italie dont on ne cita que la rapidité ; la gloire d'être élu grand-maître des francs-maçons ; après une maladie assez grave, un *Te Deum* chanté par la loge des Neuf-Sœurs ; des plaisirs ou plutôt des désordres de tout genre à Mousseaux, remplirent les années suivantes. »

Le premier acte politique du duc d'Orléans fut l'opposition qu'il manifesta en présence du roi, dans la séance du Parlement du 17 novembre 1787. Louis XVI et son ministre des finances étaient venus pour l'enregistrement d'un édit portant emprunt de quatre cents millions. Le duc d'Orléans, en sa qualité de prince du sang, parla le premier et ce fut dans un sens défavorable aux vues du roi; au dehors, des gens habiles répandirent dans le peuple la nouvelle de la « noble » attitude du duc, qui fut porté en triomphe jusqu'à sa voiture, à l'issue de la séance. Après cette action d'éclat, le duc d'Orléans se tint à peu près tranquille jusqu'à la réunion des Etats généraux; mais nous le retrouvons dès que des troubles se produisent :

« Les premiers symptômes de ces désordres éclatèrent au faubourg Saint-Antoine, et tout prouve que M. le duc d'Orléans n'y resta point étranger. Un manufacturier nommé Réveillon, fort honnête homme, faisait travailler un grand nombre d'ouvriers. On répandit parmi eux je ne sais quelle calomnie qui les indisposa contre celui qui les faisait vivre. On leur distribua en même temps quelque argent, et la foule s'étant mêlée à eux, le nombre se grossit et la sédition devint assez forte pour que l'on dût employer les gardes françaises et les gardes suisses pour la réprimer. La même somme d'argent, douze francs, que l'on trouva sur chacun des séditieux tués ou arrêtés, témoignait déjà que quelqu'un, d'un ordre supérieur, avait dirigé ce tumulte; des aveux faits par plusieurs de ces malheureux ne permettent pas de douter que c'étaient les agents de M. le duc d'Orléans qui avaient excité cette sédition. Le libertinage de caractère de ce prince lui faisait voir avec plaisir un mouvement quelconque; il était bien aise de s'agiter, de faire du bruit, de créer un embarras, mais il n'osait rien vouloir de plus.

« Cette émeute avait été conduite par M. de Lacllos, qui était attaché depuis quelque temps à M. le duc d'Orléans en qualité de secrétaire de ses commandements... »

Ce Lacllos se nommait exactement, comme on sait, Choderlos de Lacllos. Auteur d'un *Eloge de Vauban* et du fameux roman les *Liaisons dangereuses*, jacobin et libertin, esprit fertile en ressources politiques et en imaginations graveleuses, il avait tout ce qu'il fallait pour plaire à son maître. Il ne réussit pourtant pas à le contenter quand il fallut rédiger, pour les bailliages dépendant du duc d'Orléans, une sorte de catéchisme ou de code — nous dirions aujourd'hui un programme électoral. Le duc d'Orléans s'adressa alors à Sieyès qui, lui, parvint à le satisfaire; par la plume de Sieyès, le duc d'Orléans demandait la liberté individuelle et politique, le secret des lettres, l'inviolabilité de la propriété, le vote périodique de l'impôt et son égale répartition, la responsabilité des ministres, le divorce. — En passant, Talleyrand nous donne ce portrait de Sieyès :

« Sieyès a l'esprit vigoureux au plus haut degré, son cœur est froid et son âme pusillanime; son inflexibilité n'est que dans sa tête. Il peut être inhumain, parce que l'orgueil l'empêchera de reculer et que la peur le retiendra dans le crime. Ce n'est pas par philanthropie qu'il professe l'égalité, c'est par une haine violente contre le pouvoir des autres. On ne peut pas dire cependant que l'exercice du pouvoir lui convienne, car il ne serait à son aise à la tête d'aucun gouvernement, mais il voudrait en être la pensée — et la pensée unique. Exclusif, dominant, il ne s'astreint pas à une action continue et régulière; dédaignant ce qui est connu, il veut aller au delà. Tout obstacle le révolte, il méprise toute transaction. Ce qu'il appelle un principe est dans ses mains un sceptre d'airain qui ne se plie ni aux imperfections de la nature ni aux faiblesses de l'humanité. Ce que la sensibilité peut inspirer de vertus ou produire de fautes, il l'ignore également. Son parti une fois pris, aucune affection ne peut l'arrêter. Les hommes sont à ses yeux des échecs à faire mouvoir; ils occupent son esprit, mais ils ne disent rien à son cœur. Quand il rédige une constitution, il traite le pays auquel elle est destinée comme

un lieu où les hommes qui y sont établis n'ont jamais rien senti, jamais rien vu.

« Le seul sentiment qui exerce une véritable influence sur Sieyès, c'est la peur. A la Convention, il craignait la mort; depuis cette époque, c'est la crainte des vengeances de la maison de Bourbon qui le domine.

« Sieyès est régulier dans ses mœurs, méthodique dans sa conduite, ténébreux dans sa manière d'être. Sa vie privée n'a rien de philosophiquement remarquable. Dans ses goûts, il a quelque recherche, il est difficile à servir, à loger, à meubler. Il n'est pas cupide, mais il n'a pas le cœur assez haut placé pour mépriser la fortune; son orgueil même n'a pas été assez fort pour l'empêcher de laisser entamer sous ce rapport sa considération politique. Il n'a point d'habileté d'esprit; il ne discute pas, parce qu'il ne sait que prescrire. Il cause mal; il n'a point le désir de convaincre, il veut subjuguier. Son humeur est atrabilaire; il est possible qu'une indisposition naturelle qui lui interdit le commerce des femmes y contribue, et cependant il ne dédaigne pas de plaisanter avec elles; alors il arrive à une sorte de grâce; il peut sourire, employer un persiflage malin, mesuré et assez piquant, mais il ne dérogera jamais jusqu'à être aimable. Orgueilleux et pusillanime, il est nécessairement envieux et défiant; aussi il n'a point d'amis, mais il a des entours soumis et fidèles. »

Les pages consacrées au duc d'Orléans se terminent par la mention de son voyage en Angleterre, en 1789, « voyage flétrissant, dit Talleyrand, que tous les partis lui ont reproché ». C'était après les 5 et 6 octobre. Le duc d'Orléans était accusé d'avoir été mêlé aux événements de ces deux journées. La cour et une partie de la bourgeoisie se soulevèrent contre lui. La Fayette se fit auprès de lui l'écho de ces récriminations, voire de ces menaces, si bien que le prince, intimidé, et malgré tout ce que pût faire Mirabeau pour le retenir, partit pour l'Angleterre avec une mission fictive. Aussitôt le Châtelet ouvrit une enquête sur les journées d'octobre, destinée à prouver la culpabilité du duc qui revint soudain à Paris le 7 juillet 1790. Le 14 août suivant, le Châtelet déposait son rapport à l'Assemblée; il concluait à la mise en accusation, mais l'Assemblée refusa d'autoriser les poursuites.

Malgré tout, Talleyrand se refuse à attribuer au duc d'Orléans un rôle que personne, du reste, n'a pu jouer dans les péripéties de l'époque révolutionnaire :

« Si les historiens, dit-il, s'évertuent à chercher les hommes auxquels ils peuvent décerner l'honneur ou le reproche d'avoir fait ou dirigé, ou modifié la Révolution française, ils se donneront une peine superflue. Elle n'a point eu d'auteurs, de chefs, ni de guides. Elle a été semée par les écrivains, qui, dans un siècle éclairé et entreprenant, voulant attaquer les préjugés, ont renversé les principes religieux et sociaux, et par les ministres inhabiles qui ont augmenté la détresse du Trésor et le mécontentement du peuple.

« Il faudrait, pour retrouver la véritable origine et les causes de la Révolution, peser, analyser et juger des questions de haute politique spéculative, et spécialement soumettre à un profond et habile examen, la question de la lutte entre les idées philosophiques et les préjugés, entre les prétentions de l'esprit et celles du pouvoir. Car, si l'on n'admettait que les résultats même de cette Révolution, on tomberait bientôt dans l'erreur, et on arriverait à confondre M. de Malesherbes et Mirabeau, M. de la Rochefoucauld et Robespierre. »

Talleyrand dit en commençant le récit des événements de 1791 à 1808 : « La royauté, telle qu'elle était sortie de l'Assemblée constituante, n'était plus qu'une ombre et une ombre qui allait chaque jour s'effaçant. » Après

Valmy, les amis de Louis XVI ne devaient plus penser à relever le trône, mais à sauver la famille royale :

« On le pouvait. On devait du moins le tenter. La France n'avait encore la guerre qu'avec l'empereur, l'empire et la Sardaigne. Si tous les autres Etats eussent de concert proposé leur médiation, en offrant de reconnaître telle forme de gouvernement qu'il plairait à la France de se donner, sous l'unique condition que les captifs du Temple seraient libres de sortir du pays et de se retirer où bon leur semblerait, les démagogues, à supposer qu'ils n'eussent pas reçu cette proposition avec joie, n'étaient pas en mesure de la repousser. Car de quel prétexte auraient-ils pu colorer leur refus ? »

« Ils voulaient si peu une guerre générale qu'ils se hâtèrent de faire des déclarations pacifiques à tous les gouvernements avec lesquels on était encore en paix. Très peu d'entre eux, d'ailleurs, avaient soif du sang de Louis XVI ; et s'ils le versèrent ensuite, ce fut par des motifs dont pas un n'aurait existé, si l'Europe avait embrassé le parti que j'ai indiqué plus haut. »

Mais les émigrés n'entendaient point de cette oreille ; et pour tenter l'impossible, c'est-à-dire pour sauver la royauté, ils négligèrent le possible : sauver le roi et la famille royale.

Au lendemain du 10 Août, Talleyrand jugea le moment venu de quitter la France ; il prit pour prétexte une sorte de mission scientifique à Londres, dont l'objet était l'établissement d'un système uniforme de poids et mesures. Talleyrand demeura en Angleterre jusqu'au mois de janvier 1794. A cette époque, lord Grenville l'expulsa en vertu de l'*Alien-Bill* qui mettait les réfugiés français sous la surveillance de la haute police. Cependant Talleyrand, qui avait été précédemment décrété d'accusation par la Convention nationale, protesta que son exil n'était rien moins que volontaire : on semblait le ranger par l'expulsion dans une catégorie à laquelle il n'appartenait pas.

Mais toutes les protestations étaient vaines : Talleyrand partit pour l'Amérique où il séjourna pendant trente mois. Mme de Staël obtint enfin que, sur la proposition de MM. Marie-Joseph Chénier et Daunou, la Convention rapportât la proscription qu'elle avait prononcée. Talleyrand rentra en Europe : après un court séjour à Hambourg, à Amsterdam et à Bruxelles, il arriva à Paris en septembre 1796. Il entra presque aussitôt au ministère des affaires étrangères : on racontait naguère, en effet, d'après les *Mémoires*, comment Talleyrand avait conquis les bonnes grâces de Barras en lui présentant des compliments de condoléance fort émus quand un jeune « favori » de ce tout-puissant directeur s'était noyé à Suresnes.

C'est après la paix de Campo-Formio que Talleyrand rencontra pour la première fois le général Bonaparte. Ils ne s'étaient encore jamais vus et avaient simplement échangé, à diverses occasions, des congratulations épistolaires. Voici leur première entrevue :

« Le soir de son arrivée à Paris, il m'envoya un aide-de-camp pour me demander à quelle heure il pourrait me voir. Je répondis que je l'attendais ; il se fit annoncer pour le lendemain, à onze heures du matin. Je le fis dire à Mme de Staël, qui, à dix heures, était dans mon salon. Il y avait aussi quelques autres personnes que la curiosité y avait amenées. Je me rappelle que Bougainville s'y trouvait. On annonça le général, j'allai au devant de lui. En traversant le salon, je lui nommai Mme de Staël, à laquelle il fit peu d'attention ; il ne remarqua que Bougainville, à qui il dit quelques mots obligeants.

« Au premier abord, il me parut avoir une figure charmante ; vingt batailles gagnées vont si bien à la jeunesse, à un beau regard, à de la pâleur, et à une sorte d'épuisement. Nous entrâmes dans mon cabinet. Cette première conversation fut, de sa part, toute de confiance. Il me parla avec beaucoup de bonne grâce de ma nomination au ministère des relations extérieures et insista sur le plaisir qu'il avait eu à correspondre en France

avec une personne d'une autre espèce que les directeurs. Sans trop de transition, il me dit : « Vous êtes neveu de l'archevêque de Reims, qui est auprès de Louis XVIII. » (Je remarquai qu'alors il ne dit point du comte de Lille) ; et il ajouta : « J'ai aussi un oncle qui est archidiacre en Corse ; c'est lui qui m'a élevé. En Corse, vous savez qu'être archidiacre, c'est comme d'être évêque en France. » Nous rentrâmes bientôt dans le salon qui s'était rempli, et il dit à haute voix : « Citoyens, je suis sensible à l'empressement que vous me montrez ; j'ai fait de mon mieux la guerre, et de mon mieux la paix. C'est au Directoire à savoir en profiter, pour le bonheur et la prospérité de la République. » Puis nous allâmes ensemble au Directoire.

« Les irrésolutions et les jalousies du directoire rendirent à Bonaparte les premières semaines qu'il passa à Paris un peu difficiles. Je lui donnai une fête pour célébrer ses victoires d'Italie et la belle paix qu'il venait de faire. Je ne négligeai rien pour la rendre brillante et populaire ; et cela avait quelque difficulté, parce qu'il fallait se tirer de ce qu'avaient de trop commun les femmes des directeurs, qui, comme de raison, occupaient le premier rang. On avait orné avec autant de luxe que possible les appartements où on était réuni ; chacun m'en faisait compliment. « Cela a dû vous coûter gros, citoyen ministre, » me dit Mme Merlin, femme du directeur. — Pas le Pérou, madame, » repris-je sur le même ton. Une foule d'autres quolibets, presque tous vrais, remplirent Paris le lendemain. »

Nous n'apprenons par Talleyrand rien de nouveau sur le 18 brumaire ni sur les événements, très rapidement racontés, qui donnèrent à la France au moment de la paix d'Amiens, en 1802 — c'est-à-dire en deux ans et demi — l'hégémonie de l'Europe. Ces faits appartiennent à l'histoire générale et sont très connus. Bien que le règlement des questions internationales dût prendre la majeure partie des préoccupations du premier consul, il ne négligeait pas absolument, toutefois, les affaires intérieures :

« Non content de comprimer les partis, il avait cherché à se les attacher, et il y avait, jusqu'à un certain point, réussi. La qualité d'ancien émigré, ni celle d'ancien jacobin n'étaient pour rien des titres d'exclusion. Afin d'isoler davantage Louis XVIII et lui ôter, comme il disait, l'air de roi qu'une nombreuse émigration lui donnait, il avait permis à beaucoup d'émigrés de rentrer en France. Il employait les uns et les autres, il en approchait de sa personne. Les jacobins oubliaient leur aversion pour l'autorité d'un seul ; les émigrés étaient amenés à regretter moins que cette autorité eût passé en d'autres mains.

« Je me rappelle qu'un jour, où je parus étonné de voir sortir du cabinet du premier consul, un des jacobins les plus déhontés de la Révolution, il me dit : « Vous ne connaissez pas les jacobins. Il y en a de deux espèces : des *sucrés* et des *salés*. Celui que vous venez de voir est un jacobin salé. De ceux-là, je fais ce que je veux. Il n'y a personne de meilleur à employer pour soutenir toutes les hardiesses d'un pouvoir nouveau. Quelquefois il faut les arrêter, mais avec un peu d'argent, c'est bientôt fait. Mais les jacobins sucrés ! ah ! ceux-là sont indécorables ! Avec leur métaphysique, ils perdraient vingt Gouvernements. »

La paix d'Amiens marque pour Talleyrand le point culminant de la gloire de Bonaparte. Dès lors, la modération abandonna ce vainqueur et les aventures où il s'engagea le précipitèrent à la ruine. L'épopée fut glorieuse pourtant, sinon heureuse. On pourrait en marquer les étapes par les anecdotes que nous conte M. de Talleyrand.

Celle-ci est particulièrement curieuse, parce qu'elle se place au lendemain d'Austerlitz :

« L'empereur qui, à cette époque, était fort en confiance avec moi, me dit de lui faire la lecture de sa correspondance. Nous commençâmes par les lettres déchiffrées des ambassadeurs étrangers à Paris ; elles l'intéressaient peu, parce que toutes les nouvelles de la terre se passaient autour de lui. Nous en vinmes

aux rapports de police; plusieurs parlaient des embarras de la banque, occasionnés par quelques mauvaises mesures du ministre des finances, M. de Marbois. Le rapport qu'il remarqua davantage fut celui de M^{me} de Genlis; il était long et écrit tout entier de sa main. Elle y parlait de l'esprit de Paris et citait quelques propos offensants tenus, disait-elle, dans les maisons que l'on appelait alors le faubourg Saint-Germain; elle nommait cinq ou six familles, qui jamais ajoutait-elle, ne se rallieraient au Gouvernement de l'Empereur. Des expressions assez mordantes que rapportait M^{me} de Genlis, mirent Napoléon dans un état de violence inconcevable; il jura, tempêta contre le faubourg Saint-Germain. « Ah! ils se croient plus forts que moi, disait-il, messieurs du faubourg Saint-Germain, nous verrons! nous verrons! » Et ce nous verrons! venait quand?... après quelques heures d'une victoire décisive remportée sur les Russes et sur les Autrichiens. Tant il reconnaissait de force et de puissance à l'opinion publique et surtout à celle de quelques nobles, dont la seule action se bornait à s'écarter de lui. Aussi, en revenant plus tard à Paris, crut-il avoir fait une nouvelle conquête quand M^{mes} de Montmorency, de Mortemart et de Chevreuse vinrent remplir des places de dames du palais de l'impératrice et anoblir M^{me} de Bassano qui avait été nommée avec elles. »

Après Iéna, Napoléon entre à Berlin. De Berlin, le conquérant vole à Varsovie, où il séjourne à deux reprises :

« Il employa ce temps de repos qui, au reste, ne fut pas long, à organiser la Pologne de manière qu'elle lui devint d'un grand secours à l'ouverture de la campagne. Et comme il savait que l'imagination seule gouverne dans ce singulier pays, il mit tous ses soins, pendant les trois semaines qu'il passa à Varsovie, à exalter l'esprit militaire de la nation, à donner des fêtes, des bals, des concerts, à témoigner du mépris pour les Russes, à étaler un grand luxe et à parler de Jean Sobieski. Il mit aussi publiquement sa gloire aux pieds d'une belle Polonoise, M^{me} Anastasie Walewska, qui le suivit à Osterode et à Finkenstein, où il se rendit, pour, de là, visiter tous ses cantonnements. »

Le traité de Tilsitt interrompt cette marche triomphale. On respire un moment et l'on rentre en France. En arrivant à Paris, Napoléon créait pour le maréchal Berthier la place de vice-connétable, et pour Talleyrand celle de vice-grand-électeur. « Ces places, dit Talleyrand, avec beaucoup de philosophie, étaient des sinécures honorables et lucratives. » Il quitta alors le ministère.

Nous arrivons au second mariage de Napoléon :

« Depuis longtemps, Napoléon faisait circuler à sa cour et dans le public que l'impératrice Joséphine ne pouvait plus avoir d'enfants et que Joseph Bonaparte, son frère, qui n'avait ni gloire ni esprit, était incapable de lui succéder. Cela se mandait au dehors, et du dehors cela revenait en France. Fouché avait soin de faire répandre ces bruits par sa police; le duc de Bassano endoctrinait dans le même sens les hommes de lettres; Berthier se chargeait des militaires; on a vu qu'à l'entrevue d'Erfurt, Napoléon lui-même avait voulu s'en ouvrir à l'empereur Alexandre. Enfin, tout était prêt, lorsqu'au mois de janvier 1810 l'empereur convoqua un conseil extraordinaire, composé des grands dignitaires, des ministres, du grand maître de l'instruction publique et de deux ou trois autres grands personnages dans l'ordre civil. Le nom et la qualité des personnes qui faisaient partie de ce conseil, le silence gardé sur l'objet de sa convocation, le silence encore pendant quelques minutes dans la salle même de la réunion, tout annonçait l'importance de ce qui allait se passer.

L'empereur, avec un certain embarras et une émotion qui me parut sincère, parla à peu près en ces termes : « Je n'ai pas renoncé sans regret, assurément, à l'union qui répandait tant de douceur sur ma vie intérieure. Si, pour satisfaire aux espérances que l'empire attache aux nouveaux liens que je dois contracter, je pouvais ne consulter que mon sentiment personnel, c'est au milieu des jeunes élèves de la Légion d'honneur, parmi les filles des braves de la

France, que j'irais choisir une compagne, et je donnerais pour impératrice aux Français celle que ses qualités et ses vertus rendraient la plus digne du trône. Mais il faut céder aux mœurs de son siècle, aux usages des autres Etats, et surtout aux convenances dont la politique a fait des devoirs. Des souverains ont désiré l'alliance de mes proches, et je crois qu'il n'en est maintenant aucun à qui je ne puisse offrir avec confiance mon alliance personnelle. Trois familles régnaient pourraient donner une impératrice à la France : celles d'Autriche, de Russie et de Saxe. Je vous ai réunis pour examiner avec vous quelle est celle de ces trois alliances à laquelle, dans l'intérêt de l'empire, la préférence peut être due. »

« Ce discours fut suivi d'un long silence que l'empereur rompit par ces mots : « Monsieur l'archi-chancelier, quelle est votre opinion ? »

« Cambacérés, qui me parut avoir préparé ce qu'il allait dire, avait retrouvé dans ses souvenirs de membre du Comité de Salut public, que l'Autriche était et serait toujours notre ennemie. Après avoir longuement développé cette idée, qu'il appuya sur beaucoup de faits et de précédents, il finit par exprimer le vœu que l'empereur épousât une grande-duchesse de Russie.

« Lebrun, mettant de côté la politique, employa bourgeoisement tous les motifs tirés des mœurs, de l'éducation et de la simplicité pour donner la préférence à la cour de Saxe et vota pour cette alliance. — Murat et Fouché crurent les intérêts révolutionnaires plus en sûreté par une alliance russe ; il paraît que tous deux se trouvaient plus à leur aise avec les descendants des tsars qu'avec ceux de Rodolphe de Habsbourg. »

Il va sans dire que Talleyrand parla en faveur de l'alliance autrichienne. M. Mollien fut de cet avis qui finit par agréer à l'empereur, dont la demande partit le soir même.

Avant d'épouser une archiduchesse authentique, Napoléon avait pourvu ses frères de trônes ou de dotations. Chacun avait sa cour luxueuse qui singeait de loin la cour impériale :

« Le luxe de ces cours fondées par Napoléon, c'est ici l'occasion de le remarquer, dit Talleyrand, était absurde. Le luxe des Bonaparte n'était ni allemand ni français ; c'était un mélange, une espèce de luxe érudit : il était pris partout. Il avait quelque chose de grave comme celui de l'Autriche, quelque chose d'Européen et d'Asiatique, tiré de Pétersbourg. Il étalait quelques manteaux pris à la Rome des Césars ; mais, en revanche, il montrait bien peu de chose de l'ancienne cour de France où la parure dérobait si heureusement la magnificence sous le charme de tous les arts du goût. Ce que ce genre de luxe faisait ressortir surtout, c'était le manque absolu de convenances ; et, en France, quand les convenances manquent trop, la moquerie est bien près. »

C'était à un système politique et non pas à la tendresse fraternelle que Napoléon obéissait en distribuant des couronnes royales dans sa famille. Du reste, il n'en était récompensé par aucun sentiment de reconnaissance :

« Joseph, depuis son arrivée en Espagne, s'était persuadé que dire du mal de son frère, c'était s'en séparer. et que se séparer de son frère, c'était s'enraciner en Espagne. De là, une conduite et un langage toujours en opposition formelle avec les volontés de l'empereur. Il ne cessait pas de dire que Napoléon méprisait les Espagnols. Il parlait de l'armée qui attaquait l'Espagne, comme du rebut de l'armée française. Il racontait tout ce qui pouvait nuire le plus à son frère. Il allait jusqu'à dévoiler les secrets honteux de sa famille, et cela quelquefois en plein conseil. « Mon frère ne connaît qu'un seul Gouvernement, » disait-il, et c'est un Gouvernement de fer ; pour y arriver, tous les moyens lui sont bons : » et naïvement il ajoutait : « Il n'y a que moi d'honnête homme dans ma famille, et si les Espagnols voulaient se rallier autour de moi, ils apprendraient bientôt à ne rien craindre de la France. » L'empe-

reur, de son côté, parlait avec la même inconvenance de Joseph ; il l'accablait de mépris et cela aussi devant les Espagnols, qui, entraînés par leur propre exaspération, finirent par les croire tous deux quand ils parlaient l'un de l'autre. »

Entre temps, Napoléon avait eu avec le pape Pie VII les longs démêlés que l'on sait. L'empereur alla jusqu'au bout de sa colère et usa, tour à tour, de violence et de mauvaise foi à l'égard du pape. On jugera du peu de respect que lui imposait le caractère sacré de son adversaire d'après l'ordre qu'il faisait signifier au pape par M. de Chabrol, préfet du département de Monténotte :

« Savone, 14 janvier 1811.

« Le soussigné, d'après les ordres émanés de son souverain, Sa Majesté Impériale et Royale Napoléon, empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la Confédération du Rhin... est chargé de notifier au pape Pie VII que défense lui est faite de communiquer avec aucune Eglise de l'empire, ni avec aucun sujet de l'empereur, sous peine de désobéissance de sa part et de la leur ; qu'il cesse d'être l'organe de l'Eglise, celui qui prêche la rébellion et dont l'âme est toute de fiel ; que, puisque rien ne peut le rendre sage, il verra que Sa Majesté est assez puissante pour faire ce qu'ont fait ses prédécesseurs et déposer un pape. »

Tandis que l'empereur courait aux catastrophes, Talleyrand se réservait ou se préparait pour les lendemains. Certes, il ne conspirait pas : il s'en défend avec énergie ; mais prévoir, est-ce conspirer, est-ce trahir ? Il n'était pas le seul, d'ailleurs, à se demander ce que l'on ferait quand Napoléon serait renversé, chassé ou disparu.

« J'étais informé de quelques propos tenus par l'empereur Alexandre à la grande-duchesse Stéphanie de Bade ; d'insinuations faites aussi par ce souverain à l'égard d'Eugène de Beauharnais et des prétentions de Bernadotte. M. Fouché intriguait avec la reine Caroline, femme de Murat. Enfin les journaux anglais m'avaient appris que le duc d'Angoulême était au quartier général de lord Wellington et que le comte d'Artois s'était rendu en Suisse près de la frontière de France »

Quand vient l'heure décisive, Talleyrand énumère à nouveau toutes ces candidatures, mais pour les écarter. Il y en avait encore une autre, celle du duc d'Orléans :

« Le duc d'Orléans n'avait pour lui que quelques individus. Son père avait, pour les uns, le tort d'avoir flétri le mot d'égalité ; pour les autres, le duc d'Orléans n'eût été qu'un usurpateur de meilleure maison que Bonaparte. »

Il fallait donc revenir à la maison de Bourbon. Talleyrand, qui fut président du Gouvernement provisoire après la déchéance de Napoléon, s'y employa de son mieux. Il savoura sa première récompense dès sa rencontre avec le roi Louis XVIII :

« Je le vis pour la première fois à Compiègne. Il était dans son cabinet. M. de Duras m'y conduisit. Le roi, en me voyant, me tendit la main, et de la manière la plus aimable et même la plus affectueuse, me dit : « Je suis bien aise de vous voir ; nos maisons datent de la même époque. Mes ancêtres ont été les plus habiles ; si les vôtres l'avaient été plus que les miens, vous me diriez aujourd'hui : Prenez une chaise, approchez-vous de moi, parlons de nos affaires ; aujourd'hui, c'est moi qui vous dis : asseyez-vous et causons. »

Parmi quelques documents annexés sous forme d'appendice au chapitre qui raconte la Restauration, se trouve une lettre que Fouché avait envoyée à Tal-

leyrand pour la faire tenir à Napoléon au moment où il venait d'accepter la souveraineté de l'île d'Elbe. Dans le billet d'envoi, Fouché recommande avec soin à Talleyrand de communiquer la lettre à Monsieur (le comte d'Artois, lieutenant-général du royaume), avant de l'adresser à « Bonaparte » (c'est ainsi qu'il désigne le maître qu'il adorait la veille). Voici la lettre. On ne peut manquer de la trouver curieuse :

« Sir,

« Lorsque la France et une partie de l'Europe étaient à vos pieds, j'ai osé, pour vous servir, au risque de vous déplaire, vous faire entendre constamment la vérité. Aujourd'hui que vous êtes dans le malheur, je crains bien davantage de vous blesser en vous parlant un langage sincère, mais je vous le dois, puisqu'il vous est utile et même nécessaire.

« Vous avez accepté pour retraite l'île d'Elbe et sa souveraineté. Je prête une oreille attentive à tout ce qu'on dit de cette souveraineté et de cette île. Je crois devoir vous assurer que la situation de cette île dans l'Europe ne convient pas à la vôtre et que le titre de souverain de quelques arpents de terre convient moins encore à celui qui a possédé un immense empire.

« Je vous prie de peser ces deux considérations et vous sentirez combien l'une et l'autre sont fondées.

« L'île d'Elbe est assez voisine de l'Afrique, de la Grèce, de l'Espagne; elle touche presque aux côtes de l'Italie et de la France; de cette île, la mer, les vents et une felouque peuvent transporter rapidement dans tous les pays les plus exposés à des mouvements, à des événements et à des révolutions. Aujourd'hui, il n'y a encore nulle part de stabilité. Dans cette mobilité actuelle des nations, un génie tel que le vôtre donnera toujours des inquiétudes et des soupçons aux puissances.

« Vous serez accusé sans être coupable; mais, sans être coupable, vous ferez du mal, car des alarmes sont un grand mal pour les Gouvernements et pour les peuples.

« Le roi qui va régner sur la France ne voudra régner que par la justice; mais vous savez combien les haines sont habiles à donner à une calomnie les couleurs d'une vérité!

« Les titres que vous conservez, en rappelant à chaque instant ce que vous avez perdu, ne peuvent servir qu'à rendre vos regrets plus amers: ils ne paraîtront pas un reste, mais une représentation bien vaine de tant de grandeurs évanouies. Je dis plus: sans vous honorer, ils vous exposeront davantage. On dira que vous ne gardez ces titres que parce que vous gardez toutes vos prétentions. On dira que le rocher d'Elbe est le point d'appui sur lequel vous placerez les leviers avec lesquels vous chercherez à soulever le monde.

« Permettez moi de vous dire ma pensée tout entière, elle est le résultat de mûres réflexions: il serait plus glorieux et plus consolant pour vous de vivre en simple citoyen; et aujourd'hui l'asile le plus sûr et le plus convenable, pour un homme tel que vous, ce sont les Etats-Unis d'Amérique.

« Là vous recommencerez votre existence au milieu de ces peuples assez neufs encore; ils sauront admirer votre génie sans le craindre. Vous y serez sous la protection de ces lois égales et inviolables pour tout ce qui respire, dans la patrie des Franklin, des Washington et des Jefferson; vous prouverez à ces peuples que si vous aviez reçu la naissance au milieu d'eux, vous auriez senti, pensé et voté comme eux, que vous auriez préféré leurs vertus et leurs libertés à toutes les dominations de la terre.

« J'ai l'honneur d'être, avec respect, de Votre Majesté, le très humble serviteur.

LE DUC D'OTRANTE.

« Paris, le 23 avril 1814.

« P.-S. — Je dois déclarer à Votre Majesté que je n'ai pris conseil de personne en vous écrivant cette lettre et que je n'ai reçu aucune instruction. »

La dernière partie du second volume des *Mémoires* de Talleyrand est consacrée aux négociations du Congrès de Vienne. La correspondance de Talleyrand y tient la plus grande place. Toutes (ou à peu près toutes) ces pièces diplomatiques ont été déjà publiées, à quelques variantes près. Nous avons rendu compte de ces publications quand elles sont venues au jour : il n'y a donc là rien que nous devions analyser. Les trois volumes qui suivront et achèveront la publication des *Mémoires*, reprennent en 1830, après une interruption de quinze années dans le récit. C'est, toutefois, dans l'un de ces trois volumes que nous trouverons, au mépris de l'ordre chronologique, le chapitre relatif à l'affaire du duc d'Enghien.

Le Gérant : FÉCHOZ.

Arcis-sur-Aube. — Imprimerie Léon FRÉMONT.

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

ALLEMAGNE — TURQUIE

Traité d'amitié, de commerce et de navigation.

24 août 1890.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, d'autre part, étant animés du désir de régler de nouveau et de consolider par un acte spécial les relations d'amitié, de commerce et de navigation, entre les deux pays, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse : Le sieur Joseph de Radowitz, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, son Conseiller actuel intime, et le sieur Denis Gillet, son Conseiller intime de Légation et Consul général ;

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans : Méhemmed Saïd Pacha, Vézir de l'Empire, son Ministre des Affaires étrangères,

Lesquels, après s'être donné réciproquement communication de leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivants :

Article I. — Les sujets et les produits du sol et de l'industrie, ainsi que les bâtiments de l'une des hautes Parties contractantes auront de droit dans le territoire de l'autre l'exercice et la jouissance de tous les avantages, privilèges et immunités qui sont ou qui, par la suite, seraient accordés ou dont le Gouvernement du pays en question pourrait permettre la jouissance aux sujets, aux produits du sol et de l'industrie et aux bâtiments de toute autre nation la plus favorisée.

Article II. — Les sujets de chacune des deux hautes Parties ou leurs

ayants-cause pourront acheter dans toutes les parties du territoire de l'autre, soit qu'ils veuillent en faire le commerce à l'intérieur, soit qu'ils se proposent de les exporter, tous les articles sans exception provenant du sol ou de l'industrie.

La Sublime Porte confirme la renonciation à l'usage des teskérés anciennement demandés aux autorités locales pour l'achat des marchandises ou pour leur transport d'un lieu à un autre quand elles étaient achetées.

Article III. — Les sujets de chacune des deux hautes Parties ne seront soumis sur le territoire de l'autre à aucune taxe, imposition ou charge générale ou locale, de quelque nature que ce soit, autre ou plus élevée que celles qui frappent ou qui frapperont les nationaux les plus favorisés et les sujets de la nation la plus favorisée.

Article IV. — Aucun article ne pourra être assujéti dans les Etats de l'une des deux Parties, lors de son exportation vers les Etats de l'autre, à des droits ou des charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui pourraient être exigés, lors de l'exportation du même article vers tout autre pays étranger.

En Turquie, tout article destiné à l'exportation sera transporté libre de toute espèce de charges à un lieu convenable d'embarquement ou d'exportation par terre ; le droit d'exportation n'excèdera pas 1 0/0, calculé sur la valeur à l'échelle et sera payable au moment de l'exportation. Tout article qui aura déjà payé le droit d'exportation n'y sera pas soumis une autre fois quand même il aurait changé de mains.

Article V. — Tout article de fabrication ou de provenance allemande importé par terre ou par mer dans les Etats de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, et tout article de fabrication ou de provenance ottomane importé par terre ou par mer en Allemagne ne sera soumis dans les Etats de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et en Allemagne à des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui pourraient être payables lors de l'importation du même article produit du sol ou de l'industrie du pays le plus favorisé.

La Sublime Porte s'engage en outre à ne soumettre les articles de fabrication ou de provenance allemande importés dans l'Empire Ottoman à aucun autre droit, ni à des droits excédant ceux indiqués dans le tarif ci-annexé (Annexe I) et qui fait partie intégrante du présent traité.

En ce qui concerne les vins, les spiritueux, les papiers à cigarettes, le sucre, le café, la farine, les animaux, les combustibles, les cartes à jouer, les fruits et les légumes, la Sublime Porte se réserve le droit d'augmenter les taxes fixées dans le susdit tarif du montant des surtaxes ou taxes nouvelles qui pourraient être imposées à l'avenir aux produits similaires du sol ou de la fabrication de la Turquie.

Pour ce qui concerne les sucres et les farines, les taxes et les surtaxes, de quelque nature qu'elles soient, y compris le droit d'entrée, ne pourront dépasser en aucun cas pour les 100 kilogrammes :

1° Pour les sucres : *a.* raffiné en pain, entier ou cassé, carré ou en tablettes, pilé ou en farine, sucre candi : 60 piastres or ; *b.* brut : 48 piastres or ;

2° Pour les farines : *a.* de froment : 27 piastres or ; *b.* d'avoine, d'orge, de maïs et autres farines non dénommées : 18 piastres or.

Le droit d'importation sera payable dans les Etats de Sa Majesté

l'Empereur des Ottomans au moment du débarquement des marchandises, si elles arrivent par mer, et au premier bureau de douane, si elles viennent par voie de terre. Quant aux importations et exportations par chemins de fer, la perception des droits se fera dans les Etats de Sa Majesté Impériale le Sultan, conformément aux Règlements spéciaux qui seront édictés par le Gouvernement Ottoman sur la base des dispositions généralement adoptées dans les autres pays en pareille matière.

Le paiement des droits se fera au choix de l'importateur, en or le médjidié d'or à 100 piastres ou en médjidié d'argent au taux fixé et publié en temps utile chaque trimestre par arrêté de l'Administration centrale ottomane, suivant la moyenne des cours de la place de Constantinople.

Article VI. — En ce qui concerne l'importation, l'exportation, le transit, la mise en entrepôt des marchandises ainsi que les droits à payer de quelque nature qu'ils soient et les formalités douanières de toute espèce, les deux Parties s'engagent à se faire participer immédiatement et sans autre formalité à tous les privilèges, à tous les bénéfices et à toute réduction des droits ainsi qu'à toute autre exemption ou concession qu'elles ont accordés ou qu'elles accorderont à une tierce Puissance.

Article VII. — Tout article qui peut ou qui pourra être légalement importé de l'étranger dans le territoire de l'une des deux Parties contractantes ou qui peut ou qui pourra en être exporté pour l'étranger par les navires nationaux ou par ceux de la nation la plus favorisée, pourra l'être également par les navires de l'autre Partie, sans être soumis à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui seraient exigibles si l'article était importé ou exporté sur des bateaux nationaux ou sur ceux de la nation la plus favorisée. Cette égalité de traitement sera appliquée, soit que la marchandise vienne directement du pays de production, soit qu'elle vienne de tout autre pays.

Article VIII. — Aucun droit quelconque ne sera prélevé sur les marchandises de fabrication ou de provenance allemande ni sur les marchandises de fabrication ou de provenance étrangère appartenant à des sujets allemands ou chargées sur des bâtiments allemands quand ces marchandises passeront par les Détroits des Dardanelles et de la Mer Noire, soit qu'elles traversent ces détroits sur les bâtiments qui les ont apportées ou qu'elles soient transbordées sur d'autres bâtiments ou que, vendues pour l'exportation, elles soient, pour un temps limité, déposées à terre pour continuer leur voyage à bord d'autres bâtiments. Dans ce dernier cas, les marchandises devront être entreposées sous les conditions établies dans l'article XIII.

Article IX. — Aucun droit de transit ne sera prélevé sur les marchandises allemandes passant par la Turquie.

Est aussi assimilée au régime du transit toute marchandise passant par une partie quelconque de la Turquie et destinée à un endroit de l'Empire Ottoman où elle ne pourrait être introduite sans payer un droit d'entrée.

Quant aux marchandises à destination de l'Egypte ou venant d'Egypte, le régime actuel est maintenu. Il est donc entendu qu'une fois que ces marchandises auront acquitté le droit d'entrée, elles ne seront en aucun cas astreintes à un second paiement de droits.

Les marchandises ottomanes traversant l'Allemagne ne seront soumises à des droits autres ou plus élevés que ceux payables lors du transit des marchandises de la nation la plus favorisée.

Article X. — Seront exempts des droits d'importation dans l'Empire Ottoman, après vérification douanière :

1° Les cartes d'échantillons, les échantillons en morceaux coupés de la pièce, ou les échantillons représentant la marchandise, en tant qu'ils ne peuvent servir à aucun autre usage ;

2° Les effets de voyage, les vêtements et le linge des voyageurs servant à leur propre usage ;

3° Les effets et objets importés à l'adresse et destinés à l'usage personnel ou de la famille du chef d'un Consulat Général ou d'un Consulat Allemand établi en Turquie, si ces chefs sont des fonctionnaires de carrière ayant un traitement fixe de leur Gouvernement et en tant que le droit d'importation ne dépasse pas 2,500 piastres or par an ;

4° Les effets et objets importés à l'adresse et destinés à l'usage personnel ou de la famille d'un fonctionnaire diplomatique ou consulaire allemand, quand ces objets et effets sont introduits lors de la première installation de ce fonctionnaire ou de sa famille en Turquie.

Seront en outre exempts des droits d'importation ainsi que de la vérification douanière tous les envois de marchandises arrivés en Turquie par la voie postale, en tant que le poids brut ne dépasse pas 250 grammes et les droits de douane n'excèdent pas 150 piastres or par 100 kilogrammes. Quant aux envois d'imprimés arrivant sous bande postale, qui jusqu'au poids maximum de deux kilogrammes continueront de jouir de la franchise douanière, le régime actuel est maintenu.

Il est entendu que, par la spécification des exceptions ci-dessus, il n'est porté aucune atteinte à la franchise douanière dont jouissent les Chefs des Missions diplomatiques en vertu du droit international.

Article XI. — Les objets passibles d'un droit de douane qui sont importés comme échantillons par des marchands, des industriels et des voyageurs de commerce seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets soient réexportés sans avoir été vendus et sous réserve de l'accomplissement des formalités de douane nécessaires pour la réexportation ou la mise en entrepôt.

Le délai accordé pour la circulation de ces échantillons sera fixé lors de leur importation et ne pourra être réclaté pour plus d'un an.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux pays immédiatement au premier lieu d'entrée, soit par dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

Les échantillons importés dans l'un des deux pays par des voyageurs de commerce de l'autre pourront, après leur admission par l'autorité douanière du premier lieu d'entrée et durant le délai accordé pour leur circulation, être expédiés par mer à d'autres endroits de ce même pays sans être soumis à un renouvellement des formalités d'entrée, moyennant une déclaration de transport faite à l'autorité douanière compétente.

Article XII. — Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, d'an-crage, de quai, de phare, de quarantaine ou de tout autre droit semblable destinés à rémunérer des services rendus, quelle qu'en soit la nature ou

la dénomination, perçu ou à percevoir à ce titre au profit du Gouvernement, de particuliers, de corporations ou d'établissements de toute espèce ne sera imposé aux bâtiments de l'un des deux Etats dans les ports de l'autre si ce droit ne frappe pas également et sous les mêmes conditions les bâtiments nationaux et ceux de la nation la plus favorisée. Cette égalité de traitement s'appliquera réciproquement aux bâtiments des deux pays, quel que soit le lieu de leur départ et celui de leur destination.

Article XIII. — Dans les principaux ports et dans les villes importantes, autant que l'intérêt du commerce l'exigera, le Gouvernement Ottoman établira des entrepôts où les articles importés pourront être déposés contre un droit de magasinage ne dépassant pas quatre piastres par 100 kilogrammes bruts ou fraction de 100 kilogrammes par mois ou fraction de mois, et, à défaut d'établissements publics de ce genre, il permettra l'entreposage des marchandises dans des magasins privés sous la double fermeture de l'autorité douanière et du détenteur et contre un droit de surveillance conformément aux Règlements douaniers. Le délai d'entreposage des marchandises n'excèdera pas douze mois pendant lesquels les importateurs auront la faculté de les réexporter sans payer un droit d'importation ou d'exportation. Passé ce délai, les marchandises seront passibles de l'intégralité des droits d'importation.

Article XIV. — Tout bâtiment considéré comme ottoman par la loi ottomane, et tout bâtiment considéré comme allemand par la loi allemande sera reconnu comme tel par les Parties contractantes. Si un bâtiment était considéré comme allemand d'après la loi allemande et en même temps comme ottoman d'après la loi ottomane, chacune des deux Hautes Parties pourra, dans ses eaux territoriales, traiter ce bâtiment comme appartenant à sa nationalité.

Article XV. — Les firmans exigés des bâtiments marchands allemands à leur passage par les Dardanelles et le Bosphore leur seront toujours délivrés de manière à leur occasionner le moins de retard possible.

Article XVI. — L'importation et le transit dans l'Empire Ottoman du tabac sous toutes ses formes et du sel sont et demeurent prohibés. La Sublime Porte s'engage à n'établir d'autres monopoles pendant la durée du présent traité que sur les allumettes de toutes formes et de toutes substances, les cartes à jouer, les papiers à cigarettes et le pétrole.

Les Allemands en Turquie seront soumis, en ce qui concerne le commerce intérieur ou l'exportation de ces articles, aux mêmes régimes et règlements et acquitteront les mêmes droits que les sujets ottomans les plus favorisés ou ceux de la nation la plus favorisée. Aucune taxe ne sera perçue à l'avenir sur le tabac et le sel quand ces articles seront exportés de la Turquie par des Allemands ou en pays allemand; cependant, les quantités de tabac et de sel qui seront exportées par des Allemands ou par leurs ayants-cause devront être déclarées par les exportateurs à l'Administration des Douanes qui conservera, comme par le passé, son droit de surveillance sur l'exportation de ces produits, sans que pour cela elle puisse prétendre à aucune rétribution soit à titre d'enregistrement, soit à tout autre titre.

Article XVII. — L'importation et le transit de la poudre, de la dynamite et d'autres matières explosibles analogues, des canons, des armes de guerre et munitions militaires dans les Etats Ottomans sont formellement prohibés.

Le transit, y compris le passage par les Détroits, de la poudre, des cartouches et des projectiles chargés ou non chargés de poudre, ainsi que des armes dont l'importation est prohibée sera autorisé, dans les circonstances ordinaires, dans le cas où l'Ambassade d'Allemagne en fera spécialement la demande.

Ne sont pas comprises dans cette restriction générale les armes spécifiées dans le tableau ci-annexé (Annexe II) (qui sera officiellement porté à la connaissance du public.

Le commerce des armes et munitions reste sous la surveillance immédiate et spéciale du Gouvernement Ottoman.

Article XVIII. — Les capitaines des bâtiments de commerce ayant à bord des marchandises à destination de l'Empire Ottoman seront tenus, immédiatement après leur arrivée au port de destination, de déposer à la douane deux copies exactes de leur manifeste certifiées par eux conformes à l'original. De même, ils doivent avant leur départ d'un port ottoman déposer à la douane une copie du manifeste relatant les marchandises chargées sur leur navire.

Le manifeste original, soit à l'arrivée, soit au départ, sera présenté en même temps que les copies pour être confronté et restitué dans les vingt-quatre heures.

Les employés de la douane ne peuvent procéder en aucun cas à la visite et à la perquisition des bâtiments de commerce sans en avoir donné au préalable connaissance aux employés consulaires allemands pour leur donner la faculté d'assister. Cette notification aux employés consulaires devra leur être communiquée à temps et mentionner l'heure où l'on procédera à ces formalités.

Les excédants ou déficits résultant du rapprochement des manifestes avec la cargaison donneront lieu à l'application des amendes prévues par le Règlement douanier ottoman.

L'Administration douanière ottomane portera par le dit Règlement à la connaissance du public les mesures nécessaires en vue de prévenir les fraudes et la contrebande tant en ce qui concerne l'introduction des marchandises que l'exportation ou le transit par terre ou par mer par l'entremise des postes, des chemins de fer ou par tous autres voies et moyens.

Article XIX. — Toute opération de douane en Turquie, soit à l'arrivée, soit au départ, doit être précédée d'une déclaration spéciale signée par le détenteur de la marchandise ou par son représentant.

La déclaration doit contenir toutes les indications nécessaires pour l'application des droits; ainsi, outre la nature, l'espèce, la qualité, la provenance et la destination de la marchandise, elle doit énoncer le poids, le nombre, la mesure ou, suivant le cas, la valeur. La douane devra, en cas de contestation, procéder à la vérification de la susdite déclaration, conformément aux prescriptions spéciales du Règlement mentionné à l'article XX du présent traité.

Tout refus de faire la déclaration à l'arrivée ou au départ, tout retard apporté à la dite déclaration, toute différence en plus ou en moins entre les marchandises et la déclaration donne lieu à l'application de la pénalité prévue par le Règlement douanier ottoman.

Article XX. — Les marchandises introduites en contrebande seront passibles de confiscation au profit du Trésor, sans préjudice des droits

de douane perçus dans tous les cas et des amendes qui pourraient être légalement exigibles, pourvu que la fraude soit dûment et légalement prouvée et qu'un procès-verbal du fait de contrebande soit dressé et communiqué sans délai à l'autorité consulaire du sujet allemand auquel appartiennent les marchandises saisies. Sur la demande de la partie intéressée, l'affaire devra être jugée par le tribunal de commerce, ou, à défaut d'un tel, par un autre tribunal. Tant que ce jugement n'aura pas été rendu, il ne pourra être disposé définitivement des marchandises saisies au profit du fisc ottoman.

Si la douane ottomane a des raisons sérieuses pour présumer l'existence d'articles introduits en contrebande dans des endroits quelconques des districts-frontières, elle pourra procéder dans les magasins, ou demeures à toute perquisition immédiate qu'elle jugera nécessaire.

Le double de l'ordre de perquisition sera envoyé à l'autorité consulaire qui devra y assister ou s'y faire représenter sans occasionner aucun retard.

Les contestations sur la nature, l'espèce, la classe, l'origine ou la valeur des marchandises seront vidées par voie administrative.

Le Règlement douanier ottoman déterminera le mode d'exécution des dispositions ci-dessus.

Article XXI. — Si l'Administration douanière ottomane croyait, en vertu de l'article XVII de ce traité, ne pas devoir laisser passer des marchandises qu'elle considérerait comme appartenant à la catégorie des articles prohibés et que les sujets allemands importeraient par la voie régulière, elle fera immédiatement connaître par écrit au Ministère Ottoman des Affaires Etrangères et à l'autorité consulaire allemande les motifs du refus de livrer la marchandise.

Le Ministère Ottoman des Affaires Etrangères, après entente avec l'autorité allemande, décidera s'il y a lieu de confirmer le refus de la douane, et dans ce cas, le sujet allemand sera tenu de réexporter la marchandise sans aucun délai; dans le cas contraire, l'Administration douanière laissera passer librement la marchandise après en avoir perçu les droits réglementaires.

Jusqu'à ce qu'une décision soit prise, la marchandise arrêtée restera en dépôt à la douane qui en sera responsable vis-à-vis du sujet allemand.

Article XXII. — Le présent traité sera exécutoire dans toutes les positions de Sa Majesté Impériale le Sultan, situées en Europe, en Asie et en Afrique. En ce qui concerne la Principauté vassale de Bulgarie et l'Egypte, toute différence qui, après accord établi dans les limites des Traités et des Firmans Impériaux entre les Agents du Gouvernement Allemand et l'Administration locale, résulterait pour le tarif général faisant partie du présent traité, sera communiquée au Gouvernement Ottoman.

Il est bien entendu qu'à l'arrivée dans les autres parties de l'Empire de marchandises expédiées d'Egypte, munies de Refties, conformément à l'article IX, et dont les droits de douane seraient, par suite des modifications consenties, inférieurs à ceux portés sur le tarif général, la différence en plus sera acquittée à la douane du lieu de destination.

Article XXIII. — Les stipulations du présent traité s'appliquent à

L'Empire Allemand ainsi qu'à tout le territoire qui est ou qui sera compris dans l'union douanière allemande.

Article XXIV. — Toutes les stipulations du traité d'amitié et de commerce du 22 mars 1761 (vieux style), autant qu'elles ne se trouvent pas en contradiction avec la présente convention, ne sont pas atteintes par cette dernière et sont étendues sous les mêmes conditions à l'Empire Allemand jusqu'à ce qu'une entente ultérieure puisse être établie d'un commun accord relativement aux modifications qu'on jugerait utile d'y apporter.

Article XXV. — Le présent traité avec le tarif y annexé sera substitué au traité entre les Etats du Zollverein Allemand et de la Sublime Porte du 20 mars 1862 et au traité entre la Sublime Porte et les villes Han-séatiques du 27 septembre 1862.

Il entrera en vigueur le 1/13 mars 1891 ou, après entente préalable, avant si possible. Il restera exécutoire pendant vingt-et-un ans, c'est-à-dire jusqu'au 28 février/12 mars 1912, date à laquelle il prendra fin sans qu'il y ait lieu à une dénonciation préalable, sous la réserve qu'au bout de la septième et de la quatorzième année chacune des deux Parties ait le droit de proposer les modifications suggérées par l'expérience.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Constantinople le plus tôt possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Constantinople en double original le vingt-sixième jour du mois d'août de l'an mil huit cent quatre-vingt-dix.

(L. S.) Signé : RADOWITZ.

(L. S.) Signé : GILLET.

(L. S.) Signé : SAÏD.

ANNEXE N° I

Tarif de douane.

Principes pour l'application de la tare.

1° Aucune tare n'est accordée pour des emballages qui ne sont ni usités dans le commerce, ni appropriés au commerce ; ces sortes d'emballages seront considérés comme des marchandises spéciales et taxés en conséquence ; néanmoins l'importateur a la faculté de payer pour le total la taxe la plus élevée soit du contenu soit du contenant.

2° Il n'est également accordé aucune tare pour les marchandises d'importation dont les 100 kilos sont assujettis à une taxe de 25 piastres ou au-dessous, ainsi que pour les récipients renfermant immédiatement les liquides.

Les liquides renfermés dans un double fût n'auront une bonification de tare que pour le fût extérieur, et les liquides en bouteilles et flacons que pour l'emballage qui renferme ces bouteilles ou flacons.

3° Toutes les marchandises d'importation pour lesquelles une tare est accordée par le tarif acquittent généralement les droits de douane pour le poids résultant de la pesée cumulée du contenu et du contenant après déduction d'un tant pour cent établi dans le tarif pour chacune d'elles. Néanmoins l'importateur a le droit de demander la constatation et la déduction de la tare réelle et d'acquitter les droits d'après le poids net de la marchandise constaté conformément aux règles suivantes.

4° La tare réelle à constater et à déduire se compose :

a) Du poids des récipients usités dans le commerce ou appropriés au commerce, tels que : fûts, caisses en bois même doublées de zinc, de fer-blanc ou de toile cirée, paniers, balles ou sacs, ainsi que du poids de la paille, foin, mousse, rognures de papier, sciures de bois et autres matières semblables de remplissage s'il y en a.

b) Du poids des boîtes en carton, des petites caisses en bois contenant des tissus, bonneteries, rubans, articles de mode, vêtements confectionnés, parasols, parapluies, verreries, porcelaines, articles en albâtre ou en marbre, quincaillerie, bijouterie, tabatières, fleurs artificielles, plumes de parure, éventails, gants, cigares, etc., en tant que ces boîtes et petites caisses sont de celles généralement usitées dans le commerce et que, vu leur matière ou travail, il n'y a pas lieu de les traiter et de les taxer comme une marchandise spéciale.

Lorsqu'un nombre donné de colis, de boîtes ou de petites caisses présentent le même contenu, la même grandeur et le même emballage, la constatation de la tare réelle peut se faire par la pesée de l'emballage de l'un ou de plusieurs de ces colis, boîtes ou petites caisses choisis par la douane.

5° Aucune tare n'est applicable pour les emballages intérieurs suivants :

a) Les récipients en verre, en terre, en pierre, en métal, en carton ou en bois qui renferment les produits chimiques, cosmétiques, pharmaceutiques, ainsi que les confiseries et les couleurs ;

b) Les récipients renfermant hermétiquement les comestibles ;

c) Les enveloppes en bois, en cuir, en carton, etc., formées d'après les objets qu'elles contiennent, telles que : étuis pour les instruments de musique, d'optique, de chirurgie ; néanmoins l'importateur aura le droit de faire taxer séparément le contenu et le contenant ;

d) Les boîtes renfermant du thé ;

e) Les enveloppes en papier et les ficelles qui recouvrent les ferronneries, les aiguilles, les quincailleries, les verreries, les porcelaines, les tissus, les papiers, l'amidon, les cigares, le tabac, etc. ;

f) Les boîtes en carton, en bois ou en métal renfermant les allumettes, capsules, plumes d'acier et autres marchandises qui se vendent usuellement par boîte ;

g) Les cartons, planchettes et bobines sur lesquels des fils, rubans, tissus ou des objets confectionnés, sont dévidés, roulés ou fixés.

Les enveloppes intérieures énumérées ci-dessus ne seront pas comprises dans le poids net légal à constater toutes les fois que la constatation du poids net réel est prescrite par le tarif ; il en sera de même pour les enveloppes qui, n'étant pas généralement usitées dans le commerce, seraient assujetties à une taxe supérieure à celle du contenu. Si dans ce dernier cas l'importateur ne consentait pas à séparer l'enveloppe du contenu, la douane percevra la taxe qui donne lieu à la perception la plus élevée sur le poids résultant de la pesée cumulée du contenant et du contenu.

6° Est considéré comme : « balle dans le sens du tarif » ou une enveloppe double de toile d'emballage ou d'autres tissus grossiers semblables, cerclés ou non cerclés, ou une enveloppe double de nattes de jonc, de paille, de roseaux ; ou enfin une enveloppe consistant en une couche de toile ou d'autres tissus grossiers et une couche de nattes, de jonc, etc.

7° La tare fixée dans le tarif pour les balles n'est accordée que jusqu'au poids brut de 400 kilos, à moins que le tarif n'ait disposé autrement. Quant aux balles surpassant cette limite, l'importateur peut réclamer la pesée nette, ou se contenter de la déduction de la tare qui serait accordée pour 400 kilos bruts.

8° Lorsqu'une marchandise jouissant dans le tarif d'une tare pour les « balles » est importée dans une enveloppe simple de toile d'emballage ou d'autres tissus grossiers semblables, la tare sera de 2 0/0, sauf les cas où le tarif prescrit pour les sacs (c'est-à-dire pour l'emballage simple) une tare de 1 0/0. Une enveloppe simple de nattes, de jonc, de roseaux, de paille, jouira de la moitié de la tare établie pour la balle.

9° La tare établie pour des fûts sera également donnée pour des caisses dans le cas où une tare pour des caisses n'était pas prévue et vice-versa.

10° Les emballages extérieurs usités dans le commerce, mais non spécialement désignés dans le tarif à côté de l'article qu'ils concernent peuvent être séparés du contenu pour la taxation d'après le poids net, si l'article jouissait de la tare pour quelque autre récipient.

11° Les coffres (caisses ou malles) servant aux voyageurs sont exempts même s'ils contiennent des articles passibles de droit de douane, mais non destinés pour le commerce.

Jouissent de la même franchise les coffres des commis-voyageurs contenant des échantillons non passibles de droit.

| DÉNOMINATION | UNITÉ | DROIT EN OR | |
|--|----------|-------------|-------|
| | | Piastres. | Cent. |
| I | | | |
| Animaux vivants. | | | |
| 1. Chevaux, entiers, hongres, juments, poulains. | par tête | 200 | — |
| 2. Poulains suivant leur mère | — | 20 | — |
| 3. Mulets, mules, bardeaux et poulains-mulets . . | — | 60 | — |
| 4. Poulains-mulets suivant leur mère. | — | 10 | — |
| Anes et ânesses : | | | |
| 5. a) de grande race. | — | 60 | — |
| 6. b) de petite race | — | 20 | — |
| 7. c) ânon. | — | 10 | — |
| 8. Chameaux. | — | 120 | — |
| 9. Taureaux et buffles. | — | 104 | — |
| 10. Bœufs. | — | 80 | — |
| 11. Vaches et femelles de buffle, bouvillons et tau- rillons, génisses et génisses de buffle. . . | — | 55 | — |
| 12. Veau (au-dessous de 60 kilos de poids). . . . | — | 10 | — |
| 13. Béliers, moutons, brebis, boucs et chèvres. | — | 7 | — |
| 14. Agneaux et chevreaux. | — | 4 | — |
| 15. Porcs. | — | 25 | — |
| 16. Cochons de lait (au-dessous de 10 kilos de poids). | — | 4 | — |
| 17. Chiens de chasse, de luxe et de garde. . . . | — | 28 | — |
| 18. Lapins. | — | 1 | 50 |
| 19. Poules, coqs, poulets, pintades et canards. . | — | — | 50 |
| 20. Dindons et dindes. | — | 2 | 50 |
| 21. Oies et autres volailles et oiseaux. | — | 1 | 50 |
| 22. Animaux vivants non dénommés. | — | 5 | — |
| Point de tare. | | | |

II**Aliments d'origine animale.**

| | | | |
|--|------------|-----|---|
| 1. Viande fraîche et viande salée non spéciale- ment dénommées ci-dessous. | cent kilos | 50 | — |
| 2. Jambons, saucisses, langues de bœuf, con- serves de viande dans des récipients hermé- tiquement fermés. | — | 130 | — |
| 3. Lard et autres viandes fumées ou séchées. . | — | 120 | — |
| 4. Volaille et gibier tués. | — | 130 | — |
| 5. Extrait de viande. | — | 750 | — |
| 6. Graisse de porc et d'oie. | — | 90 | — |

Tares : caisses et futaillies, 16 0/0. —

Paniers, 9. — Balles, 4.

| | | |
|------------|--|---------|
| Beurre : | | |
| 7. | a) frais et salé. | — 180 — |
| 8. | b) beurre de Sibérie et beurres officiels | — 90 — |
| 9. | Tschereviche et graisse de queue de mouton (Kouirouk). | — 60 — |
| | Tares : caisses et futailles, 14 0/0. — | |
| | Paniers, 7. — Balles, 4. — Baquets, 14. | |
| Fromage : | | |
| 10. | a) salamoura, kachkaval, kacher, tou-loum et autres espèces analogues. | — 60 — |
| 11. | b) autre, tel que : Gruyère, fromage dit de Hollande, | |
| | Tares : caisses et futailles, 14 0/0. — | |
| | Paniers, 7. — Balles, 4. | |
| | Chester, Parmesan, Brie, Roquefort, et leurs imitations. | — 140 — |
| | Tares : caisses et futailles, 14 0/0. — | |
| | Paniers, 7. — Balles, 4. — Baquets, 10. | |
| 12. | Lait frais ou caillé. | — 15 — |
| 13. | Crème de lait. | — 200 — |
| | Point de tare. | |
| 14. | Œufs | — 65 — |
| | Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — | |
| | Paniers, 9. | |
| Poissons : | | |
| 15. | a) frais, vivants ou morts | — 60 — |
| | Tares : caisses et futailles, 14 0/0. — | |
| | Paniers, 7. — Balles, 4. | |
| 16. | b) harengs salés. | — 25 — |
| | Point de tare. | |
| 17. | c) sardines en fûts | — 65 — |
| 18. | d) autres poissons salés en fûts | — 45 — |
| | Tares : caisses et futailles, 14 0/0. | |
| 19. | e) esturgeon et sterlet, séchés et fumés, nerf d'esturgeon. | — 300 — |
| 20. | f) morue (stockfish) et autres poissons secs. | — 45 — |
| 21. | g) autres poissons fumés. | — 65 — |
| 22. | Boutargue. | — 600 — |
| Caviar : | | |
| 23. | a) noir. | — 400 — |
| | Tares : caisses et futailles, 14 0/0. — | |
| | Paniers, 7. — Balles, 4. | |
| 24. | b) rouge (tarama) | — 24 — |
| | Point de tare. | |
| 25. | c) rouge (dil). | — 30 — |
| Huitres : | | |
| 26. | a) fraîches. | — 60 — |
| 27. | b) marinées. | — 225 — |
| 28. | Moules, escargots et autres coquillages pleins. | — 100 — |
| 29. | Homards et autres crustacés. | — 150 — |
| 30. | Tortues vivantes ou tuées. | — 180 — |
| | Tares : caisses et futailles, 14 0/0. — | |
| | Paniers, 7. — Balles, 4. | |

| | | | |
|---|---|-----|---|
| 31. Miel. | — | 60 | — |
| Tares : caisses et futailles, 15 0/0. — | | | |
| Paniers, 7. — Balles, 4. | | | |
| 32. Tous autres aliments d'origine animale, frais, salés, fumés ou séchés. | — | 180 | — |
| Tares : caisses et futailles, 14 0/0. — | | | |
| Paniers, 7. — Balles, 4 0/0. | | | |
| Observation. Quant aux conserves dans des récipients hermétiquement fermés et non dénommés ci-dessus, voir groupe XI. | | | |

III

Céréales, légumineux, pommes de terre.

| | | | |
|--|---|----|----|
| 1. Froment, épeautre, méteil. | — | 6 | 30 |
| 2. Avoine, orge et kaplidja, seigle, maïs, millet, sarrasin. | — | 4 | 25 |
| 3. Graine de sésame. | — | 14 | — |
| 4. Riz | — | 10 | 50 |
| 5. Pois-chiches, pois, fèves, haricots, lentilles et autres légumineux secs. | — | 7 | — |
| 6. Pommes de terre, patates. | — | 5 | — |
| Point de tare. | | | |

IV

Produits de la meunerie et pâtisserie ordinaire.

| | | | |
|--|---|----|---|
| Farine : | | | |
| 1. a) de froment | — | 16 | — |
| 2. b) d'avoine, d'orge, de maïs, et autres farines non dénommées | — | 11 | — |
| 3. Grains perlés. | — | 25 | — |
| 4. Autres, gruaux, semoules et autres blés mondés. | — | 16 | — |
| 5. Malt. | — | 20 | — |
| 6. Amidon, fécule et poudre d'amidon. | — | 36 | — |
| 7. Arrow-root | — | 84 | — |
| 8. Sagou, tapioca, et leurs équivalents. | — | 43 | — |
| 9. Vermicelles, macaronis et pâtes dites d'Italie. | — | 40 | — |
| Tares : caisses et futailles, 14 0/0. — | | | |
| Paniers, 7. — Balles, 4. | | | |
| 10. Pain. | — | 12 | — |
| Point de tare. | | | |
| 11. Pain azyne | — | 40 | — |
| Tares : caisses et futailles, 14 0/0. — | | | |
| Paniers, 7. — Balles, 4. | | | |
| 12. Biscuits de mer, galettes et autres pâtisseries communes. | — | 25 | — |
| Point de tare. | | | |

V

Fruits et légumes.

Fruits frais :

| | | | |
|---|---|----|----|
| 1. a) raisins, oranges, citrons, olives vertes. | — | 18 | 75 |
| Point de tare. | | | |

| | | | | |
|-----|---|---|----|----|
| 2. | b) pommes, poires et autres fruits frais non dénommés | — | 37 | 50 |
| | Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 7. — Balles, 4. | | | |
| | Fruits secs : | | | |
| 3. | a) Figues | — | 30 | — |
| 4 | b) amandes, pistaches | — | 90 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 14 0/0. — Paniers, 7. — Balles, 4. | | | |
| 5. | c) pépins de citrouille, noix, noisettes . | — | 22 | 50 |
| 6. | d) caroubes | — | 9 | — |
| | Point de tare. | | | |
| 7. | e) raisins, dattes et autres fruits secs non dénommés | — | 45 | — |
| | Légumes frais : | | | |
| | Tares : caisses et futailles, 14 0/0. — Paniers, 7. — Balles, 4. | | | |
| 8. | a) oignons | — | 4 | 30 |
| 9. | b) ail et autres légumes frais non dénommés | — | 15 | — |
| | Point de tare. | | | |
| 10. | Fruits et légumes séchés, même en poudre, cuits à l'eau ou salés | — | 30 | — |
| 11. | Sucs et jus comestibles de fruits, de baies, ou de raves, préparés sans sucre | — | 45 | — |
| 12. | Ecorces d'oranges, fraîches ou desséchées . . | — | 30 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 14 0/0. — Paniers, 7. — Balles, 4. | | | |

VI

Epices.

| | | | | |
|-----|---|---|-------|---|
| 1. | Anis, anis étoilé, graine de fenouil, cumin, coriandre et graines de moutarde | — | 30 | — |
| 2. | Houblon | — | 110 | — |
| 3. | Poivre noir et rouge, piment, quatre-épices, gingembre | — | 90 | — |
| 4. | Bois de cassia (cassia lignea), cannelle . . . | — | 75 | — |
| 5. | Fleur de cannelle | — | 180 | — |
| 6. | Cardamomes | — | 750 | — |
| 7. | Noix muscada et fleur de muscade | — | 450 | — |
| 8. | Vanille, safran | — | 3.000 | — |
| 9. | Câpres non comprises au groupe XI | — | 45 | — |
| 10. | Giroffles et autres épices non dénommées . . | — | 150 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 17 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 4. | | | |

VIII

Café, cacao, thé.

Café :

| | | | | |
|----|--|---|-----|---|
| 1. | a) cru | — | 110 | — |
| | Tares : En futailles en bois dur, 12 0/0. — En futailles autres, 8. — En caisses de moins de 250 kg., 17. — En caisses de 200 kg et au-dessus 12. — En paniers, 9. — En balles, 2. — En sacs, 1. | | | |

| | | | | |
|----|---|---|-----|---|
| 2. | b) torréfié, même moulu, pur ou mélange de succédanés. | — | 440 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 17 0/0. — Paniers, 9. — Balles, 2. — Sacs, 1. | | | |
| 3. | Pellicules de café. | — | 60 | — |
| 4. | Chicorée torréfiée et autres succédanés de café. Tares : caisses et futailles, 12 0/0. — Paniers, 6. — Balles, 2. — Sacs, 1. | — | 40 | — |
| | Cacao : | | | |
| 5. | a) en fèves. | — | 120 | — |
| 6. | b) pellicules. | — | 30 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 12 0/0. — Paniers, 9. — Balles, 3. | | | |
| 7. | Chocolat, pâte de cacao et poudre de cacao. Tares : Caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 9. — Balles, 4. | — | 203 | — |
| 8. | Thé. | — | 400 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 23 0/0. Obs. Les thés importés en demi-caisses, en quarts ou demi-quarts de caisses, emballés ou liés ensemble, jouiront de la même tare. | | | |

VIII

Sucre, mélasse, sirop.

| | | | | |
|----|--|---|----|---|
| | Sucre : | | | |
| 1. | a) raffiné, en pains entiers ou cassés, carrés ou en tablettes, pilés ou en farine; sucre candi. | — | 36 | — |
| 2. | b) brut | — | 29 | — |
| | Tares : en boucauts et futailles en bois dur, 14 0/0. — En boucauts et futailles autres. 10. — En caisses, 13. — En paniers, 7. — En balles, 4. | | | |
| 3. | Sirop de sucre et glucose granulée (sucre amorphe) | — | 29 | — |
| 4. | Mélasse; glucose en état liquide. | — | 1 | — |
| | Point de tare. | | | |

IX

Boissons fermentées, eaux minérales.

| | | | | |
|----|--|---|-----|---|
| | Bière : | | | |
| 1. | a) en fûts | — | 21 | — |
| | Tares : doubles fûts, 11 0/0. | | | |
| 2. | b) en bouteilles | — | 33 | — |
| | Tares : Caisses et fûts renfermant bouteilles, 24 0 0. — Paniers renfermant bouteilles, 16. | | | |
| 3. | Alcool en fûts. | — | 40 | — |
| 4. | Cognac, rhum, arac, eaux-de-vie et autres spi- ritueux édulcorés ou aromatisés en futailles. Tares : doubles fûts, 11 0/0. Observations. Les spiritueux compris dans l'article 4 ci-dessus, qui seraient de 75° Trelles ou au-dessus ainsi que l'alcool | — | 100 | — |

désigné à l'article 3 seront assujettis, en outre du droit de douane, à la taxe entière du miri : ceux de 60 — 75° Trailles à la moitié de cette taxe, et ceux au-dessous de 60° ne paieront que le droit de douane.

| | | |
|---|---|---------|
| Boissons spiritueuses en bouteilles, cruches ou dames-Jeannes : | | |
| 5. | a) marasquino, curacao, chartreuse et autres liqueurs | — 150 — |
| 6. | b) cognac, rhum, arac, eau-de-vie et autres boissons non sucrées ainsi que l'alcool en bouteilles. | — 150 — |
| Vins : | | |
| 7. | a) mousseux. | — 200 — |
| Tares : caisses en fûts renfermant bouteilles, 24 0/0. — Paniers renfermant bouteilles, 16. | | |
| 8. | b) autres vins et succédanés du vin, cidre, etc.; moût de raisin ou d'autres fruits en fûts ou en bouteilles. . . . | — 100 — |
| Tares : doubles fûts, 11 0/0. — caisses et fûts renfermant bouteilles, 24. — Paniers renfermant bouteilles, 16. | | |
| Vinaigre : | | |
| 9. | a) en fûts | — 15 — |
| Point de tare. | | |
| 10. | a) en bouteilles | — 37 50 |
| Tares : caisses et fûts renfermant bouteilles, 24 0/0. — Paniers renfermant bouteilles, 16. | | |
| 11. | Eaux minérales; eaux gazeuses. | — 16 — |
| Point de tare. | | |

X

Huiles comestibles.

| | | |
|---|---|--------|
| 1. | Huile d'olives en futailles, en outres ainsi qu'en cruches au-dessus de 15 kilos de poids brut par pièce | — 60 — |
| Tare : doubles fûts, 11 0/0. | | |
| 2. | Huile d'olives et autres huiles grasses végétales, en bouteilles ou en cruches d'un poids brut de 15 kilos ou au-dessous par pièce. | — 90 — |
| Tares : caisses et fûts renfermant bouteilles, 24 0/0. — Paniers renfermant bouteilles, 16. | | |

XI

Confitures, assaisonnements fins et conserves dans des récipients hermétiquement fermés.

| | | |
|---|---|---------|
| 1. | Confitures et sucreries | — 220 — |
| 2. | Halva. | — 75 — |
| 3. | Gâteaux et biscuits fins de toute espèce. . . | — 135 — |
| Moutarde : | | |
| 4. | a) en poudre. | — 60 — |
| 5. | b) préparée | — 105 — |
| Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 6. | | |

| | | |
|--|---|---------|
| Conserves au vinaigre ou à la moutarde : | | |
| 6. | a) en futailles | — 30 — |
| | Tare : doubles fûts, 11 0/0. | |
| 7. | b) en bouteilles | — 60 — |
| 8. | Fruits, légumes et autres comestibles confits au sucre ou à l'huile ; sucres et sirops de fruits préparés au sucre ; pâtés, sauces et autres aliments de luxe ; tous comestibles en bou- teilles, bocaux, boîtes en fer blanc, etc., hermétiquement fermés (conserves), hormis les conserves comprises à l'article 7. | — 120 — |
| | Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 6. | |
| | Observation. Pour conserves de viande en récipients hermétiquement fermés, voir groupe II. | |

XII

Tumbéki de tabac.

| | | |
|----|--|-----------|
| 1. | Tumbéki. | — 224 50 |
| | Tare : Balles, 6 0/0. | |
| 2. | Tabac en feuilles et tabac coupé ou haché. . | prohibés. |

XII

Fabricats de tabac.

| | | |
|-----------|---|--------------------|
| Cigares : | | |
| 1. | a) en feuilles de tabac roulées. | cent kilos 3.000 — |
| 2. | b) cigares et cigarettes fabriqués — même partiellement — avec du tabac coupé ou haché. | prohibés. |
| | Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 6. | |
| | Obs. A ajouter aux tares ci-contre une tare spéciale aux cigares en petites caisses en bois, 24 0/0, en petites boîtes en carton ou en petits paniers, 12 0/0. | |
| 3. | Tabac à priser en poudre | cent kilos 2.300 — |
| 5. | Tabac à chiquer. | — 1.125 — |
| | Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 6. | |
| 5. | Autres fabricats et déchets de tabac. | prohibés. |

XIV

Semences et plantes non comestibles,
ni pharmaceutiques.

| | | |
|----|---|----------------|
| 1. | Graines de colza, de raves, de lin, de chanvre, de pavot, de coton, d'alpiste et autres grai- nes et semences non dénommées ailleurs. . | cent kilos 8 — |
| 2. | Foin et autre fourrage sec. | — 2 50 |
| 3. | Paille et roseaux non compris au groupe LXI ; fourrage frais non dénommé ailleurs. . . | — 1 20 |
| 4. | Bulbes et oignons de fleurs. | — 16 — |
| 5. | Racines fraîches ; plantes vivantes de toute espèce. | — 8 — |
| | Point de tare. | |

XV

Engrais et déchets.

| | | | |
|---|---|----|---|
| 1. Guano. | — | 10 | — |
| 2. Autres engrais. | — | 5 | — |
| 3. Vessies et boyaux. | — | 20 | — |
| 4. Son et autres déchets non dénommés ailleurs. | — | 3 | — |
| Point de tare. | | | |

XVI

Combustibles.

| | | | |
|--|---|---|----|
| 1. Houille. | — | — | 84 |
| 2. Lignites et autres combustibles minéraux. . . . | — | — | 58 |
| 3. Coke. | — | 1 | 60 |
| 4. Bois de chauffage. | — | — | 45 |
| 5. Charbons de bois. | — | 2 | 80 |
| 6. Tourbe et charbon de tourbe. | — | — | 43 |
| Point de tare. | | | |

XVII

Sels, acides et oxydes.

| | | | |
|---|------------|-----|----|
| 1. Soude (carbonate de soude) brute, raffinée ou cristallisée. | — | 5 | — |
| 2. Soude calcinée et potasse (carbonate de potasse). | — | 7 | — |
| 3. Soude et potasse caustiques, en état liquide ou solide. | — | 10 | — |
| 4. Bicarbonate de soude. | — | 12 | — |
| 5. Salpêtre (nitrate de potasse). | prohibé. | | |
| 6. Silicate de potasse ou de soude liquide. . . . | cent kilos | 12 | — |
| 7. Sel de cuisine (gemme et marin). | prohibé. | | |
| 8. Chlorure de chaux et de potassium; autres sels de blanchiment. | cent kilos | 6 | 50 |
| Aluns : | | | |
| 9. a) bruts. | — | 6 | — |
| 10. b) raffinés et calcinés. | — | 24 | — |
| Point de tare. | | | |
| 11. Sulfate de soude et de magnésie. | — | 4 | — |
| 12. Sulfate et autres sels de quinine et de morphine. | le kilo | 95 | — |
| Tare : Poids net réel à constater. | | | |
| 13. Sel ammoniac. | cent kilos | 36 | — |
| 14. Crème de tartre. | — | 100 | — |
| Tare : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 9. — Balles, 6. | | | |
| 15. Ammoniaque liquide. | — | 20 | — |
| Point de tare. | | | |
| Couperoses : | | | |
| 16. a) vertes (sulfates de fer). | — | 4 | — |
| 17. bleues (sulfate de cuivre); blanches (sulfate de zinc). | — | 16 | — |
| 18. Acide sulfurique. | — | 6 | — |
| 19. Acide muriatique ou chlorhydrique. | — | 5 | — |

| | | | |
|--|---|-----|---|
| 20. Acide nitrique. | — | 20 | — |
| 21. Acide phénique liquide. | — | 16 | — |
| Point de tare. | | | |
| 22. Acide citrique. | — | 200 | — |
| 23. Acide tartrique. | — | 144 | — |
| 24. Tous autres sels, acides, oxydes et produits chimiques non dénommés ailleurs. | — | 45 | — |
| Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 9. — Balles, 6. | | | |

XVIII

Tanins.

Bois et écorces pour la tannerie :

| | | | |
|--|---|----|---|
| 1. a) non moulus. | — | 3 | — |
| 2. b) moulus (tans). | — | 4 | — |
| 3. Galles et vallonées, dibidivi, sumac et autres tanins. | — | 12 | — |
| 4. Cachou. | — | 25 | — |
| 5. Autres extraits de tanins. | — | 22 | — |
| , Point de tare. | | | |

XIX

Matières tinctoriales, couleurs.

| | | | |
|---|---|-----|---|
| 1. Talcs (craie de Briançon, terre saponaire) et craie façonnée. | — | 4 | — |
| 2. Autres terres tinctoriales (bol ocre, etc.); graphite (plombagine); sulfate de baryte. . . | — | 8 | — |
| 3. Céruse, minium, litharge et blanc de zinc. . | — | 18 | — |
| Point de tare. | | | |
| 4. Couleurs (pigments) d'aniline. | — | 240 | — |
| 5. Autres matières minérales et produits chimi- ques colorants, tels que : outre-mer, vert de cendres bleues, sulfure d'arsenic, bleu de Berlin, etc. | — | 40 | — |
| Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 9. — Balles, 6. | | | |
| 6. Bois tinctoriaux (en blocs ou moulus) et toutes racines, feuilles, graines, baies, écorces tinctoriales. | — | 8 | — |
| Point de tare. | | | |
| 7. Indigo de toute espèce. | — | 400 | — |
| Tares : caisses et futailles, 25 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 13. | | | |
| 8. Autres matières tinctoriales végétales, telles que : garance, orseille, de quercitron, de guède, curcuma, alcaïna; noir de fumée, ainsi que noir animal et charbon d'os moulu. | — | 20 | — |
| Point de tare. | | | |
| 9. Extrait d'indigo, de garance (alazarine et autres), de bois tinctoriaux, d'orseille, de quercitron, de guède, de curcuma et d'autres matières tinctoriales végétales. . | — | 75 | — |
| 10. Cochenille, kermès-animal, lacdye, sépia et | | | |

| | | | | |
|---|--|---|-----|---|
| autres matières colorantes d'origine animale | | — | 100 | — |
| Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 9. — Balles, 6. | | | | |
| Couleurs préparées : | | | | |
| 11. | a) encre à imprimer. | — | 60 | — |
| 12. | b) encre à écrire. | — | 30 | — |
| 13. | c) couleurs préparées pour l'industrie à l'huile et autres, en fûts ou en boîtes fer-blanc | — | 36 | — |
| Tares : doubles fûts, 11 0/0. — Caissons et fûts renfermant bouteilles, cruches, boîtes en fer-blanc ou autres enveloppes, 16. — Paniers renfermant bouteilles, cruches, boîtes en fer-blanc ou autres enveloppes, 9. | | | | |
| 14. | d) couleurs fines pour tableaux; encre de Chine et boîtes de couleurs; pastels; craie à dessiner; crayons de toute qualité et de toute couleur | — | 80 | — |
| Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 9. — Balles, 6. | | | | |

XX

Ferments, glace.

| | | | | |
|----------------|--|---|----|---|
| 1. | Levûre de bière et autres, liquides ou sèches. | — | 25 | — |
| 2. | Charbon d'os non moulu (voir aussi groupe XIX) | — | 10 | — |
| 3. | Glace | — | 1 | — |
| Point de tare. | | | | |

XXI

Drogues pharmaceutiques, médicaments.

| | | | | |
|--|---|------------|-----|---|
| 1. | Musc de toute espèce, ainsi que les queues de rat musqué et ambre gris. | le kilo | 300 | — |
| Tare : Poids net réel à constater. | | | | |
| 2. | Cantharides desséchées. | cent kilos | 400 | — |
| Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 9. — Balles, 6. | | | | |
| 3. | Huile de foie de morue et autres produits animaux, bruts, non dénommés ailleurs. . . . | — | 60 | — |
| Tares, pour les solides : caisses et fûts, 16 0/0, Paniers, 9. — Balles, 6. — Pour les liquides : doubles fûts, 11 0/0. — Caissons et fûts renfermant bouteilles et cruches, 24. — Paniers renfermant bouteilles et cruches, 16. | | | | |
| 4. | Poudre insecticide | — | 68 | — |
| 5. | Drogues végétales, savoir : herbes, plantes, feuilles, fleurs, racines, semences, écorces, boutons, bois et fruits médicinaux, tels que : racine de réglise; sassafras; saponaire; jalap; rhubarbe; salsepareille; écorces de quinquina; ipécacuanha; tamarin; cubèbes; lichens; feuilles d'arnica, de séné et de laurier-cerise; fleur de tilleul; têtes de pavot; racine de squine, de galanga et de salep; bois d'aloès et de quassie; écorces | | | |

| | | | | |
|--|--|---|-------|---|
| de quillai et de geoffrée; noix vomiques; coliquantes; coques du levant et autres. . | | — | 44 | — |
| Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 9. — Balles, 6. | | | | |
| Baume : | | | | |
| Tare : doubles fûts, 11 0/0. | | | | |
| 6. | a) de Pérou. | — | 1.000 | — |
| 7. | b) autres | — | 240 | — |
| Tares : caisses et fûts renfermant bouteilles, 24 0/0. — Paniers renfermant bouteilles, 16. | | | | |
| 8. | Camphre | — | 96 | — |
| 9. | Manne. | — | 120 | — |
| 10. | Aloès (gomme). | — | 48 | — |
| 11. | Opium. | — | 1.040 | — |
| Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 9. — Balles, 6. | | | | |
| 12. | Jus de réglisse et autres sucx végétaux, dessé- chés ou non desséchés, non dénommés ailleurs | — | 44 | — |
| Tares, pour les solides : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 9. — Balles, 6. — Pour les liquides : doubles fûts, 11 0/0. — Caisses et fûts renfermant bouteilles, 24. — Paniers renfermant bouteilles, 16. | | | | |
| 13. | Pilules, pastilles et autres médicaments pré- parés et composés. | — | 200 | — |
| Tares : caisses et futailles, 16, 0/0. — Doubles fûts, 11. — Paniers ou papiers, 9. — Balles, 6. | | | | |

XXII

Résines.

| | | | | |
|--|---|---|-----|---|
| 1. | Résine de sapin, goudron de toute espèce, poix, brai, asphalte, colophane. | — | 8 | — |
| Point de tare. | | | | |
| 2. | Résine-mastic | — | 240 | — |
| 3. | Gomme-arabique, gomme-laque brute, blanche ou jaune, résine de dammar, de copal, de jalap, de sandarraque, de scammonée, de benjoin; encens, myrrhe, gomme adra- gante, et autres résines et gommes non dénommées ailleurs | — | 80 | — |
| Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 9. | | | | |

XXIII

Huiles minérales et étherées, essences.

| | | | | |
|----------------|--|---|----|---|
| 1. | Pétrole brut (naphte) et raffiné; benzine en fûts ou en dames-jeannes, autres huiles minérales et bitumes non dénommés ailleurs. | — | 17 | — |
| 2. | Essence de térébenthine. | — | 24 | — |
| Point de tare. | | | | |
| 3. | Benzine et eaux à détacher, en flacons ou en bouteilles | — | 30 | — |

| | | |
|--|-----|---|
| 4. Huiles volatiles, savoir : huile d'anis, de genièvre, de canelle, de girofle, de citron, de romarin, de géranium, d'amandes amères, de bergamotte, de houblon, de cumin, de mélisse, de noix d'Inde, de rose et autres huiles volatiles ainsi que leurs mélanges à l'usage de l'industrie et de la pharmacie. | 600 | — |
| Tares : doubles fûts, 11 0/0. — Paniers renfermant bouteilles ou cruches, 9. — Caisses et fûts renfermant bouteilles ou cruches, 24. — Caisses renfermant boîtes en fer-blanc ou dames-Jeannes 13. | | |
| 5. Eaux de rose, de fleur d'oranger, de laurier-cerise et autres eaux odoriférantes, à l'usage de l'industrie ou de la pharmacie. | 60 | — |
| 6. Extraits à base d'alcool ou d'éther, à l'usage de l'industrie ou de la pharmacie. | 150 | — |
| 7. Ethers de toute espèce | 32 | — |
| 8. Chloroforme. | 100 | — |
| 9. Collodion | 80 | — |
| Tares : Paniers renfermant des boîtes en fer-blanc ou des dames-Jeannes, 9 0/0. — Caisses et fûts renfermant bouteilles ou cruches, 24. — Caisses renfermant boîtes en fer-blanc ou dames-Jeannes, 13. | | |

XXIV

Vernis et laques.

| | | |
|--|----|---|
| 1. Vernis à l'huile végétale. | 32 | — |
| 2. Vernis et laques à l'essence de thérbentine, à l'esprit de vin et autres. | 88 | — |
| Tares : paniers renfermant des boîtes en fer-blanc ou des dames-Jeannes, 9 0/0. — Caisses et fûts renfermant bouteilles ou cruches, 24. — Caisses renfermant boîtes en fer-blanc ou dames-Jeannes, 13. | | |
| 3. Cirage (récipients compris). | 18 | — |
| Point de tare. | | |

XXV

Mastics préparés et matières à coller.

| | | |
|---|-----|---|
| 1. Gélatine. | 150 | — |
| 2. Colle-forte et colle de cordonnier. | 40 | — |
| 3. Cire à cacheter. | 40 | — |
| Tares : caisses et futailles, 15 0/0. — Paniers, 7. — Balles, 4. | | |
| 4. Gomme, colle et ciment (solutions) en bouteilles | 180 | — |
| Tares : Paniers, 9 0/0. — Caisses et fûts renfermant bouteilles ou cruches, 24. | | |
| 5. Pains à cacheter. | 120 | — |
| 6. Mastic pour vitre préparé à l'huile. | 30 | — |
| 7. Glu | 60 | — |
| Tares : caisses et futailles, 15 0/0. — Paniers, 7. — Balles, 4. | | |
| 8. Dextrine et léiocomme. | 25 | — |
| Point de tare. | | |

| | | | |
|---|---|-----|---|
| 9. Albumine | — | 300 | — |
| 10. Colle de poisson | — | 800 | — |
| Tares : caisses et futailles, 15 0/0. — | | | |
| Paniers, 7. — Balles, 4. | | | |

XXVI

Huiles grasses et graisses pour l'industrie.

| | | | |
|--|---|-----|---|
| 1. Huiles grasses et siccatives en fûts, telles que : huiles de colza, de lin, de raves, de tournesol et autres à l'exception de celles désignées au groupe X, ainsi que huiles de palme concrètes et beurre de coco. | — | 32 | — |
| 2. Suif, graisse et huile de poisson et autres graisses animales non comprises au groupe II. | — | 32 | — |
| Tares : pour les liquides, doubles fûts : 11 0/0. | | | |
| — Pour les solides : caisses et futailles 16. | | | |
| 3. Stéarine, paraffine et blanc de baleine. | — | 72 | — |
| 4. Cire. | — | 120 | — |
| Tares : caisses et futailles, 13 0/0. — | | | |
| Paniers, 9. — Balles, 4. | | | |
| Glycérine : | | | |
| 5. a) en fûts, en caisses de fer-blanc ou en dames-jeannes d'un poids brut de 25 kilogrammes ou au-dessus. | — | 48 | — |
| Tares : doubles fûts, 11 0/0. — Caisses en bois contenant des boîtes en fer-blanc ou dames-jeannes, 13. | | | |
| 6. b) récipients pesant chacun moins de 25 kilogrammes | — | 130 | — |
| Tares : caisses, 18 0/0. — Paniers, 9. | | | |
| 7. Résidus d'huiles minérales pour graissage. | — | 10 | — |
| 8. Cambouis et autres préparations pour graissage. | — | 20 | — |
| Point de tare. | | | |

XXVII

Chandelles et bougies.

| | | | |
|--|---|-----|---|
| Chandelles et bougies : | | | |
| 1. a) de suif. | — | 60 | — |
| 2. b) de stéarine, de cérésine, de paraffine, etc | — | 112 | — |
| 3. c) de cire, torches de cire et bougies de blanc de baleine. | — | 150 | — |
| 4. Mèches économiques. | — | 180 | — |

XXVIII

Savons.

Tares : caisses et futailles, 16 0/0. —
Paniers, 9. — Balles, 6.

Savons :

| | | | |
|--|---|----|---|
| 1. a) mous, verts, noirs et autres savons mous | — | 30 | — |
| Tares : caisses et futailles, 13 0/0. — | | | |
| Paniers, 9. — Balles, 6. — Doubles fûts, 11. | | | |

- | | | | | |
|----|--|---|----|---|
| 2. | b) durs, communs, non parfumés . . . | — | 40 | — |
| 3. | Savons de toilette non parfumés, en tablettes, en boules, en boîtes, et savons parfumés. . | — | 87 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 13 0/0. — | | | |
| | Paniers, 9. — Balles, 6. | | | |

XXIX

Parfumeries.

- | | | | | |
|----|--|---|-----|---|
| 1. | Eau de Cologne, eau de lavande; pommade et poudre à poudrer. | — | 195 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — | | | |
| | Paniers, 9. — Balles, 6. | | | |
| 2. | Pastilles, poudre et papier à parfumer, fard et feuilles à farder, vinaigres cosmétiques, poudre dentifrice et tous autres parfums et cosmétiques préparés à l'exception des huiles éthérées, énumérées au groupe XXIII. . . | — | 300 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — | | | |
| | Paniers, 9. — Balles, 6. | | | |

XXX

Articles inflammables.

- | | | | | |
|-----|--|------------|------------|---|
| 1. | Fils et cordons soufrés. | — | 30 | — |
| | Tares : caisses et futailles 16 0/0. — | | | |
| | Paniers, 9. — Balles, 6. | | | |
| 2. | Mèches à mine de toute espèce | | prohibées. | |
| 3. | Pièces d'artifice pour divertissement. | cent kilos | 300 | — |
| 4. | Allumettes et allumettes-bougies. | — | 140 | — |
| 5. | Amadou, papier amadou et mèches salpêtrées à briquet | — | 90 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — | | | |
| | Paniers, 9. — Balles, 6. | | | |
| 6. | Poudre à tirer | | prohibée. | |
| | Capsules : | | | |
| 7. | a) de poudre fulminante de guerre. . . | | prohibées. | |
| 8. | b) de poudre fulminante de chasse, boîte comprise | cent kilos | 360 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 13 0/0. — | | | |
| | Paniers, 6. — Balles, 4. | | | |
| | Cartouches : | | | |
| 9. | a) de guerre | | prohibées. | |
| 10. | b) de chasse, pleines | | prohibées. | |
| | les quantités admises. | cent kilos | 200 | — |
| 11. | de chasse, vides (douilles). | — | 90 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — | | | |
| | Paniers, 9. — Balles. | | | |

XXXI

Produits bruts non dénommés ailleurs d'origine animale, végétale ou minérale, pour l'industrie ou la pharmacie.

- | | | | | |
|----|---|---|-----|---|
| 1. | Sangsues (terre et récipients immédiats compris). | — | 240 | — |
| | Point de tare. | | | |

| | | |
|---|------------|-------|
| 2. Graine de vers-à-soie. | exempte. | |
| 3. Eponges. | cent kilos | 600 — |
| Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — | | |
| Paniers, 9. — Balles, 6. | | |
| 4. Cardères. | — | 16 — |
| Point de tare. | | |
| 5. Mercure. | — | 160 — |
| Tares : en sacs de cuir emballés en baril, 15 0/0. | | |
| — En récipients de fonte, 20. | | |
| 6. Soufre en morceaux, en canons, ou moulu et fleur de soufre. | — | 5 — |
| Point de tare. | | |
| 7. Phosphore. | — | 320 — |
| Tare : caisses et futailles, 16 0/0. | | |
| Obs. Indépendamment de la tare de 16 0/0 pour l'emballage extérieur, il est alloué pour les boîtes en fer-blanc avec de l'eau 20 0/0 et pour les récipients en verre avec eau placés dans des boîtes en fer-blanc 33 0/0. | | |
| 8. Bolet amadouvier | — | 16 — |
| Point de tare. | | |

XXXII

Terres et pierres.

| | | |
|---|---|------|
| 1. Terres brutes : | | |
| a) chaux brute, vive, cuite et éteinte . . | — | 1 — |
| Point de tare. | | |
| 2. b) plâtre (gypse) natif, brut, calciné, ou lavé. | — | 2 — |
| 3. c) ciment brut, grillé ou moulu, poudre de marbre. | — | 2 80 |
| 4. d) craie et autres terres brutes. | — | 1 — |
| Pierres brutes ou simplement taillées en blocs : | | |
| 5. a) marbre blanc ou de couleur. | — | 3 60 |
| 6. b) pierre de Malte et pierres calcaires. . | — | 1 — |
| 7. c) pierre noire de Gènes. | — | 4 80 |
| 8. d) pierres à feu. | — | 3 60 |
| 9. e) pierres lithographiques non polies. . | — | 8 — |
| 10. f) minéral d'émeri, en bloc ou en poudre. | — | 6 40 |
| 11. g) ardoises pour toiture; en blocs ou en plaques, non polies. | — | 4 — |
| 12. h) autres pierres brutes ou simplement taillées en bloc. | — | 1 — |
| Point de tare. | | |

XXXIII

Ouvrages en pierres.

| | | |
|---|---|------|
| 1. Meules à moudre cerclées de fer ou non. | — | 7 — |
| 2. Plaques de pierre de Malte d'une épaisseur de moins de 16 centimètres | — | 1 30 |
| 3. Plaques de marbre non polies d'une épaisseur de moins de 16 centimètres. | — | 12 — |

| | | | |
|---|---|-----|----|
| 4. Plaques et tables polies d'ardoise, de marbre blanc ou de couleur, et d'autres pierres. | — | 22 | 50 |
| 5. Pierres lithographiques polies. | — | 20 | — |
| 6. Pierre de touche, pierres à aiguiser et à repasser de toutes espèces, non combinées avec d'autres matières. | — | 15 | — |
| 7. Ouvrages grossiers et non polis de ciment ou de tailleur de pierre, tels que : jambages de portes et de fenêtres, piliers et parties de piliers, conduits et tuyaux, auges, ornements pour constructions et autres ouvrages analogues. | — | 15 | — |
| 8. Tablettes d'ardoise encadrées de bois. | — | 45 | — |
| 9. Ouvrages fins en pierre, tels que : devantures sculptées de cheminée, statues, bustes, figures d'animaux et articles de luxe (presse-papiers, chandeliers, coupes, encriers, objets propres à garnir les tables et les étagères), ainsi que ouvrages en pierre combinés avec des métaux ou autres matières en tant que, par suite de ces combinaisons, ils ne sont pas compris dans le groupe III. | — | 150 | — |
| Tares : caisses et futaillies, 16 0/0. — | | | |
| Paniers, 12. — Balles, 5. | | | |

XXXIV

Ouvrages en plâtre, porcelaines.

| | | | |
|--|---|----|----|
| 1. Ouvrages en plâtre (gypse) de toute espèce. | — | 45 | — |
| Tares : caisses et futaillies, 23 0/0. — | | | |
| Paniers, 13. | | | |
| Ouvrages en argile et terre cuite, non colorés : | | | |
| 2. a) briques pleines et carreaux non vernissés. | — | 4 | — |
| 3. b) briques creuses et tuiles de toute espèce non vernissées. | — | 4 | 60 |
| 4. c) carreaux, briques et tuiles vernissés et briques à nettoyer. | — | 4 | — |
| 5. d) briques réfractaires de toute espèce. | — | 3 | 20 |
| 6. Ouvrages non dénommés en terres glaises propres à la bâtisse. | — | 6 | — |
| Point de tare. | | | |
| 7. Tuyaux et tubes en argile. | — | 2 | 80 |
| 8. Creuset. | — | 24 | — |
| Point de tare. | | | |
| 9. Pipes et têtes de pipe en terre. | — | 46 | — |
| Tares : caisses et futaillies, 23 0/0. — | | | |
| Paniers, 13. | | | |
| 10. Jetons et chiques en marbre ou en terre. | — | 37 | 50 |
| Tares : caisses et futaillies, 16 0/0. — | | | |
| Paniers, 9. | | | |
| 11. Jarres, poteries communes de grès et autres poteries communes. | — | 12 | — |
| Point de tare. | | | |
| Articles de terre cuite ou de faïence, tels | | | |

| | | | | |
|-----|---|---|-----|---|
| | que : services de table, poêles et parties de poêles, carreaux de revêtement pour muraille et pour carrelage : | | | |
| 12. | a) d'une seule couleur. | — | 30 | — |
| 13. | b) de deux ou plusieurs couleurs, dorés, argentés, peints. | — | 57 | — |
| | Porcelaine : | | | |
| 14. | a) blanche. | — | 72 | — |
| 15. | b) de couleur, peinte, dorée. | — | 120 | — |
| 16. | Ouvrages en argile, terre cuite ou porcelaine de toute sorte, combinés avec d'autres matières en tant que, par suite de ces combinaisons, ils ne sont pas compris dans le groupe IIC. | — | 90 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 23 0/0. — | | | |
| | Paniers, 13. | | | |

XXXV

Verres et verreries.

| | | | | |
|-----|--|---|-----|----|
| 1. | Verré en masse, verre pulvérisé, verre cassé. | — | 2 | — |
| 2. | Verres creux communs, de couleur naturelle, même moulés ou clissés, mais non blancs et non taillés, tels que : dames-jeannes, galons, bouteilles, etc. | — | 18 | — |
| 3. | Cylindres à lampe. | — | 18 | — |
| | Point de tare. | | | |
| 4. | Verres creux, blancs ou laiteux, unis et moulés, mais ni polis, ni taillés, ni gravés, tels que : carafes, verres, globes de lampe et autres. | — | 52 | 50 |
| | Tares : caisses et futailles, 23 0/0. — | | | |
| | Paniers, 13. | | | |
| 5. | Verres à vitre blancs ou mi-blancs. | — | 18 | — |
| | Point de tare. | | | |
| 6. | Verres à vitre de couleurs, à dessins ou cannelés | — | 60 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — | | | |
| | Paniers, 9. | | | |
| 7. | Pendants (pendeloques) pour lustres ; boutons en verres de toutes couleurs avec ou sans œillet ; perles en verre, émail et vitrifications de toutes couleurs, même dévidées sur fil. | — | 132 | — |
| | Autres cristaux et verreries : | | | |
| 8. | a) polis, dépolis ou taillés, mais non coloriés. | — | 105 | — |
| 9. | b) coloriés, peints ou dorés, même polis, dépolis ou taillés. | — | 150 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 23 0/0. — | | | |
| | Paniers, 13. | | | |
| 18. | Glaces et verres en table, bruts, non polis, coulés, même à relief et tuiles en verre. . . | — | 18 | — |
| | Point de tare. | | | |
| 11. | Glaces et verres en tables, polis ou étamés, même à biseau ou bombés. | — | 108 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — | | | |
| | Paniers, 9. | | | |

| | | | |
|---|---|-----|---|
| 12. Ouvrages en cristal et verres de toute sorte, combinés avec d'autres matières en tant que, par suite de ces combinaisons, ils ne sont pas compris dans le groupe IIC, tels que : lampes, lustres, encriers en verre revêtus de cuirs, miroirs encadrés, parures, fleurs artificielles combinées avec des fils de fer. | — | 180 | — |
| Tares : caisses et futailles, 23 0/0. — Paniers, 13. | | | |

XXXVI

Minerais de fer.

| | | | |
|-----------------------------|---|---|----|
| 1. Minerais de fer. | — | — | 80 |
| Point de tare. | | | |

XXVII

Matériaux bruts de fer.

| | | | |
|--|---|----|----|
| 1. Débris de vieux ouvrages en fer ou en acier, limailles et copeaux | — | 3 | 20 |
| 2. Fonte de toute espèce. | — | 3 | 20 |
| 3. Fer en loupes et en lingot | — | 4 | 00 |
| 4. Acier brut, fondu, affiné ou en barres. | — | 14 | 40 |
| Point de tare. | | | |

XXXVIII

Fabricats incomplets de fer.

| | | | |
|---|---|----|----|
| 1. Fers en barre, ronds, carrés; fer en bottes, à angle (fer à coude), fers à [T I et semblables; fils de fer | — | 7 | 60 |
| 2. Rails pour chemin de fer, en fer ou en acier. | — | 7 | 60 |
| 3. Fils de fer cuivrés, étamés, zingués, plombés. | — | 10 | — |
| 4. Fils d'acier. | — | 20 | — |
| 5. Fer pour soc de charrue; tôle et plaque de fer même vernies au vernis commun; cercles en fer et lames pour cercle. | — | 10 | — |
| Tôle et plaque d'acier : | | | |
| 6. a) brutes. | — | 16 | — |
| 7. b) polies. | — | 24 | — |
| 8. Fer blanc et tôle étamée; autre tôle et plaque de fer ou d'acier, vernie, cuivrée, zinguée, plombée, nickelée. | — | 16 | — |
| Point de tare. | | | |

XXXIX

Ouvrages très grossiers en fer ou en fonte.

| | | | |
|---|---|----|---|
| 1. Ancres et chaînes d'ancre et de navire | — | 16 | — |
| 2. Câbles de fil de fer | — | 24 | — |
| 3. Tuyaux et tubes en fer forgé, laminé ou étiré, y compris les pièces de raccord. | — | 24 | — |
| 4. Ouvrages très grossiers en fonte, même vernissés au vernis commun et lors même qu'il s'y trouve des parties de fer forgé servant uniquement à l'assemblage, ou lorsqu'il y | | | |

entre du bois, tels que : fourneaux, plaques
façonnées, grilles, tuyaux et tubes en fonte,
etc

— 12 —

Point de tare.

XXXX

**Ouvrages grossiers en fer ou acier, non polis
ni vernis au vernis fin.**

1. Clous de toute espèce

— 41 —

Point de tare.

2. Limes en pailles

— 36 —

3. Vis à bois

— 36 —

4. Câbles pour télégraphe

— 32 —

Tares : caisses et futailles, 10 0/0. —
Paniers, 6. — Balles, 4.

5. Branches et garnitures de parapluies ou de
parasols, en métaux communs

— 36 —

6. Lits de fer ordinaires

— 30 —

7. Batteries de cuisine émaillées

— 33 —

8. En général tous les ouvrages communs en
fonte, en fer, en acier, en tôle, en fer-blanc,
en fil de fer et en fil d'acier, non dénommés
ci-dessus, même en combinaison avec du
bois, mais non polis, ni vernis au vernis
fin, tels que : haches, cognées, marteaux,
sérans, chaînes, hormis celles d'ancre et de
navire, limes non dénommées sous n° 2,
scies, faux, faucilles, lames de hachoir,
tenailles et pinces, fers de rabot, fermoirs,
ébauchoirs, ciseaux de menuisier, de dra-
pier, de tailleur, de jardinier, de fonte,
cisailles, tambours à torréfier le café, mou-
lins à café, poêles à frire, batterie de cuisine
étamée, meubles ordinaires en fer forgé (à
l'exception des lits), bèches, pelles, clefs,
serrures, cadenas, étaux, enclumes, fers à
cheval, couteaux communs pour artisan,
étrilles, outils non dénommés ailleurs à
l'usage de l'industrie ou de l'agriculture,
poids en fer ou en fonte de toute espèce,
fers à repasser, balances, bascules et romai-
nes, fléaux de balance, coffres-forts, ressorts
pour meubles, bassins à water-closet, char-
nières, crochets, boulons, pitons, garnitures
de portes et de fenêtres

— 33 —

Tares : caisses et futailles, 10 0/0. —
Paniers, 6. — Balles, 4.

XXXXI

Articles fins en fer.

1. Coutellerie fine, mais non dorée, ni argentée
(couteaux, fourchettes, canifs, rasoirs, ci-
seaux à deux branches, tire-bouchons);
même en combinaison avec de l'écaille, de
la nacre ou de l'ivoire

— 323 —

2. Aiguilles à tricoter, épingles à cheveux

— 43 —

| | | | |
|---|---|-----|---|
| 3. Épingles en métaux communs. | — | 150 | — |
| 4. Crochets à tricoter, aiguilles à emballage et à voile, aiguilles à coudre, bagues et dés à coudre, planchettes pour corsets et autres; boutons | — | 200 | — |
| 5. Toiles métalliques en fer | — | 85 | — |
| 6. Plumes métalliques à écrire; perles d'acier, parures d'homme et de femme non com- prises au groupe IIC, sonnettes et clochettes, ressorts pour montres, pendules et horloges; en général tous les articles non dénommés ci-dessus en fer, fonte et acier vernis au vernis de laque; ainsi que ceux en fonte fine, en fer poli, en acier poli, en fil de fer et d'acier polis; ou bien en fer ou en acier combinés avec des matières autres que le bois en tant que, par suite de ces combinai- sons, ils ne sont pas compris dans le groupe IIC. | — | 240 | — |
| Tares : caisses et futailles, 13 0/0. — Paniers, 6. — Balles, 4. | | | |

XXXXII

Minerais de plomb.

| | | | |
|-------------------------------|---|---|---|
| 1. Minerais de plomb. | — | 8 | — |
| Point de tare. | | | |

XXXXIII

Matériaux bruts de plomb.

| | | | |
|---|---|----|---|
| 1. Plomb brut en lingots, en barres, et débris de vieux ouvrages en plomb. | — | 12 | — |
| Point de tare. | | | |

XXXXIV

Ouvrages incomplets de plomb.

| | | | |
|---|---|----|---|
| 1. Plomb en feuilles et fil de plomb. | — | 18 | — |
| Point de tare. | | | |

XXXXV

Articles finis de plomb.

| | | | |
|---|---|-----|---|
| 1. Caractères d'imprimerie | — | 130 | — |
| 2. Ouvrages en plomb communs, tels que : vases, cuves, chaudrons, tuyaux, plomb de chasse. | — | 30 | — |
| 3. Autres articles même combinés avec du fer ou du bois, non polis, ni vernis. | — | 64 | — |
| Tares : caisses et futailles, 6 0/0. — Balles, 1. | | | |
| 4. Ouvrages fins ou vernis; ouvrages en plomb combinés avec des matières autres que le bois et le fer, ainsi que les parures d'homme et de femme non comprises au groupe IIC, boutons, cuillers et autres articles sem- blables. | — | 135 | — |
| Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. | | | |

XXXXVI

Minerais de zinc.

| | | | |
|------------------------------|---|---|---|
| 1. Minerais de zinc. | — | 2 | — |
| Point de tare. | | | |

XXXXVII

Matériaux bruts de zinc.

| | | | |
|---|---|----|---|
| 1. Zinc brut en lingots, en barres | — | 16 | — |
| 2. Débris de vieux ouvrages en zinc et déchets de zinc. | — | 12 | — |
| Point de tare. | | | |

III

Ouvrages incomplets en zinc.

| | | | |
|--|---|----|---|
| 1. Zinc en feuilles, en plaques et en fil de zinc. | — | 18 | — |
| Point de tare. | | | |

II

Articles finis en zinc.

| | | | |
|---|---|-----|---|
| 1. Ouvrages communs en zinc, même combinés avec du bois ou du fer, non polis, ni vernis, tels que : feuilles et plaques de zinc estampées, bombées ou percées de trous, vases, cuves, chaudrons, tuyaux, ornements pour construction; articles communs en fil de zinc | — | 64 | — |
| Tares : caisses et futailles, 6 0/0. — Balles, 1. | | | |
| 2. Pieds de lampes, polis ou vernis. | — | 72 | — |
| 3. Ouvrages fins en zinc, ouvrages en zinc, combinés avec des matières autres que le bois et le fer, ainsi que les parures d'homme et de femme non comprises au groupe IIC, boutons, ornements pour constructions cuivrées ou vernis. | — | 135 | — |
| Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. | | | |

L

Minerais d'étain.

| | | | |
|-------------------------------|---|----|---|
| 1. Minerais d'étain | — | 16 | — |
| Point de tare. | | | |

LI

Matériaux bruts d'étain.

| | | | |
|--|---|----|---|
| 1. Etain en lingots et en barres. | — | 92 | — |
| 2. Débris de vieux ouvrages en étain et déchets d'étain. | — | 80 | — |
| Tares : caisses et futailles, 10 0/0. — Paniers, 6. — Balles, 1. | | | |

LII

Ouvrages incomplets d'étain.

| | | | |
|--|---|----|---|
| 1. Etain en plaques, en feuilles et fil d'étain. | — | 92 | — |
| Tares : caisses et futailles, 10 0/0. — Paniers, 6. — Balles, 1. | | | |

LIII

Articles finis d'étain.

1. Ouvrages communs en étain, tels que : tuyaux, plats, assiettes, chaudrons et autres vases, même en combinaison avec du bois ou du fer, non polis, non vernis. — 156 —
Tares : caisses et futailles, 10 0/0. —
Paniers, 6. — Balles, 1.
2. Ouvrages fins en étain, combinés avec des matières autres que le bois ou le fer, ainsi que le tain, les parures d'homme et de femme non comprises au groupe IIC, bou- tons, cuillers, théières et autres articles semblables. — 240 —
Tares : caisses et futailles, 20 0/0. —
Paniers, 13.

LIV

Minerais de cuivre et d'autres métaux communs non dénommés ailleurs.

- Minerais de cuivre et d'autres métaux com-
muns. — 8 —
Point de tare.

LV

Matériaux bruts de cuivre et d'autres métaux communs.

1. Cuivre brut en lingots. — 60 —
2. Débris de vieux ouvrages en cuivre. — 48 —
3. Autres métaux communs, bruts, non dénom-
més aux groupes XXXVI-LVII en lingots,
ainsi que les débris de ces métaux; nickel;
bronze; packfong, tombac et autres alliages
bruts de métaux communs, en lingots, ainsi
que les débris de ces alliages à l'exception
du laiton. — 64 —
4. Laiton brut en lingots et débris de laiton. . . — 32 —
Tares : caisses et futailles, 10 0/0. —
Paniers, 6. — Balles, 1.

LVI

Ouvrages incomplets de cuivre ou d'autres métaux communs.

1. Cuivre forgé ou laminé, en barres, en feuilles
même simplement découpées pour plateaux,
ainsi que fil de cuivre. — 72 —
2. Laiton forgé ou laminé, en barres, en feuilles
même simplement découpées pour plateaux,
ainsi que fil de laiton. — 64 —
Tares : caisses et futailles, 13 0/0. —
Paniers, 6. — Balles, 4.
3. Nickel, aluminium et autres métaux communs,
bronze, packfong et autres alliages com-
muns, forgés ou laminés, en barres, en
feuilles même simplement découpées pour

| | | | |
|--|---|-----|---|
| plateaux, ainsi que les fils de ces métaux ou alliages | — | 120 | — |
| Tares : caisses et futailles, 13 0/0. — | | | |

LVII

Articles finis de cuivre et d'autres métaux ou alliages communs.

| | | | |
|--|---|-----|---|
| 1. Ouvrages de chaudronnier et de fondeur de laiton et autres ouvrages communs mais non vernis, en cuivre et en fonte de laiton, tels que : alambics, carreaux à repasser, seaux, poids, charnières, crochets, robinets, truelles, lampes, chandeliers, mouchettes, mortiers, verroux, tuyaux et tubes, serrures, écrous et boulons à vis, plats, garnitures et pentures de portes et de fenêtres, de coffres et de voitures; plateaux et bassins de balance et tous les ouvrages communs analogues, même combinés avec du bois ou du fer, non polis, non vernis, ainsi que tous les ouvrages en feuilles de laiton. | — | 180 | — |
| 2. Toile métallique, tissus et tresses de fil de cuivre, de laiton, etc. | — | 300 | — |
| 3. Autres ouvrages en cuivre et en laiton, même combinés avec d'autres matières en tant que, par suite de ces combinaisons, ils ne sont pas compris dans le groupe IIC, ainsi que tous ouvrages en métal britannique . . | — | 240 | — |
| 4. Ouvrages en aluminium, nickel, packfong, et autres métaux ou alliages communs, même combinés avec d'autres matières en tant que, par suite de ces combinaisons, ils ne sont pas compris dans le groupe IIC. . . | — | 475 | — |
| Tares : caisses et futailles, 13 0/0. — Paniers, 6. — Balles, 4. | | | |

LVIII

Métaux précieux.

| | |
|---|---------|
| 1. Or, argent et platine, bruts ou en lingots, ainsi que les débris de vieux objets et les déchets. | exempts |
|---|---------|

LIX

Bois brut.

Bois d'ébénisterie et bois dur de construction ou pour des ouvrages de métier, brut, travaillé à la hache, scié ou raboté, en blocs, en planches, en lattes ou en feuilles ayant une épaisseur de plus de 2 millimètres et demi :

| | | | | |
|----|----------------------------------|------------|----|---|
| 1. | a) bois de buis | cent kilos | 6 | — |
| 2. | b) bois d'ébène | — | 10 | — |
| 3. | c) bois d'acajou | — | 16 | — |
| 4. | d) bois de noyer. | — | 4 | — |
| 5. | e) bois de palissandre | — | 48 | — |

| | | | | |
|----|--|---------------|----|----|
| 6. | f) bois de chêne, de châtaignier, de platane et autres. | — | 2 | 40 |
| | Point de tare | | | |
| | Bois blanc de construction ou pour des ouvrages de métier sans tenir compte des intervalles entre les pièces empilées pour le mesurage : | | | |
| 7. | a) sciés, rabotés, en blocs (galatz), en planches, en lattes, en feuilles | le mètre cube | 16 | — |
| 8. | b) mâts, vergues, perches, etc., bruts ou simplement travaillés à la hache . . . | — | 10 | — |
| 9. | Merrains (douve) en bois dur ou blanc, sciés, découpés ou rabotés | cent kilos | 4 | — |
| | Point de tare. | | | |

LX

Matières à tailler.

| | | | | |
|-----|---|---|-------|---|
| 1. | Fanons de balcine bruts. | — | 240 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 7. | | | |
| 2. | Cornes et pointes de corne. | — | 20 | — |
| | Point de tare, | | | |
| 3. | Ivoire. | — | 600 | — |
| 4. | Dents de morse et d'autres animaux. | — | 240 | — |
| 5. | Coquilles de nacre et autres, brutes | — | 80 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 7. | | | |
| 6. | Noix de palme, de coco, de corozo et autres noix à tailler. | — | 16 | — |
| | Point de tare. | | | |
| 7. | Ambre brut | — | 2.400 | — |
| 8. | Jais brut | — | 240 | — |
| 9. | Plumes turques (Kalem) | — | 48 | — |
| 10. | Plumes d'oie à écrire. | — | 160 | — |
| 11. | Liège brut | — | 32 | — |
| 12. | Ecaille de tortue. | — | 600 | — |
| 13. | Autres matières à tailler | — | 40 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 7. | | | |

LXI

Matières à treillis.

| | | | | |
|----|---|---|----|---|
| 1. | Roseaux et jones même fendus et paille préparée pour la fabrication de sièges, non teints. | — | 16 | — |
| | Point de tare. | | | |
| 2. | Roseaux, jones, paille et autres matières pour treillis, blanchis, vernis ou teints, ainsi que rotins fendus pour la fabrication de sièges, de corbeilles, etc. | — | 40 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 7. | | | |

3. Tilles, osier, écorces et lattes pour paniers et autres matières brutes pour treillis non dénommées ci-dessus. —
Point de tare.

LXII

Ouvrages en bois et en matières à tailler.

| | | | |
|---|---|---|-------|
| Ouvrages communs en bois, de tonnelier, tourneur, menuisier, charron et d'autres métiers analogues, simplement rabotés ou taillés : | | | |
| 1. | a) non teints. | — | 25 — |
| | Point de tare. | | |
| 2. | b) teints, passés au mordant, vernis, polis ; baguettes et cadres en bois bronzés ou dorés. | — | 66 — |
| 3. | Bois en feuilles pour placage de 2 1/2 millimètres ou au-dessous | — | 44 — |
| Ouvrages fins : | | | |
| 4. | a) en bois blanc sculpté, même simplement teints ou passés au mordant (porte-essuie-main, étagères, etc . . . | — | 100 — |
| | Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 7. | | |
| 5. | b) autres ouvrages en bois finement peints, bronzés, en marqueterie, avec d'autres matières en tant que, par suite de ces combinaisons, ils ne sont pas compris dans le groupe IIC, et à l'exception des objets énumérés à l'article 2. | — | 210 — |
| 6. | Lièges coupés en planches ou en feuilles. . . | — | 36 — |
| 7. | Ouvrages en liège, tels que : bouchons, semelles | — | 120 — |
| 8. | Fanons de baleine fendus. | — | 700 — |
| 9. | Plaques et feuillets de corne ou d'os simplement coupés ou sciés. | — | 60 — |
| 10. | Peignes de corne et autres articles en matières à tailler à l'exception de l'ivoire, de l'écaille et autres mentionnés au groupe IIC. | — | 225 — |
| | Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 7. | | |

LXIII

Vannerie, broserie, tamiserie.

| | | | |
|---------------------|--|---|------|
| Vannerie en osier : | | | |
| 1. | a) commune, non teinte, non passée au mordant, non vernie, telle que : banes de voiture, nasses, hottes, paniers à linge, corbeilles de voyage, etc. . . | — | 30 — |
| 2. | b) commune, teinte, passée au mordant, vernie, même combinée avec des métaux communs de toile cirée, de cuir tanné, rougi ou simplement noirci. | — | 48 — |
| | Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 12. — Balles, 6. | | |

| | | | | |
|----|---|---|-----|---|
| 3. | Vannerie fine et toute vannerie combinée avec des matières communes autres que celles dénommées à l'article précédent. | — | 144 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 7. | | | |
| | Brosserie : | | | |
| 4. | a) ordinaire, combinée avec du fer ou du bois, sans polissure, sans vernis, telle que : balais ordinaires, balais en ramille, balais en paille de riz et en autres matières semblables. | — | 48 | — |
| 5. | b) brosses et pinceaux ordinaires en soie de porc. | — | 168 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 12. — Balles, 6. | | | |
| 6. | c) toute autre brosse vernie, polie ou combinée avec d'autres matières communes non comprises au groupe IIC, telle que : balais fins, brosses fines, pinceaux fins, etc. | — | 300 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 10 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 7. | | | |
| | Ouvrages de tamisier : | | | |
| 7. | a) ordinaires, ni polis, ni vernis, même combinés avec du fer ou du bois. . . | — | 72 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 12. — Balles, 6. | | | |
| 8. | b) fins, polis, ou vernis, ainsi que ceux combinés avec d'autres matières communes. | — | 144 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 7. | | | |

LXIV

Ouvrages en pailles, sparterie, etc.

| | | | | |
|----|--|---|-----|---|
| 1. | Bandes de paille et bandes de sparterie pour la fabrication de chapeaux et autres. | — | 330 | — |
| 2. | Sparterie. | — | 720 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 9. | | | |
| 3. | Nattes et tapis de pied et tous autres articles de paille, de roseaux, de varech, de jonc et de matières semblables, même soutenus par des ficelles. | — | 100 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 12. — Balles, 6. | | | |
| 4. | Chapeaux (voir groupe LXXXVII). | | | |

LXV

Chiffons.

| | | | | |
|----|---|---|----|---|
| 1. | Chiffons : rognures et maculatures de papier. | — | 5 | — |
| 2. | Demi-pâte de papier en bloc ou en masse. . . | — | 10 | — |
| | Point de tare. | | | |

LXVI

Papiers et cartons.

| | | | |
|--|---|-----|----|
| 1. Papier de paille pour emballage. | — | 8 | 50 |
| 2. Autres papiers d'emballage de toute espèce ; papiers buvards, papiers à filtrer. | — | 16 | — |
| Point de tare. | | | |
| 3. Papier imitant l'ardoise. | — | 72 | — |
| 4. Papier d'èmeri et autre papier à polir et à gratter | — | 50 | — |
| 5. Papier mort-aux-mouches et papiers médica- mentés. | — | 80 | — |
| Tares : caisses et futailles, 13 0/0. — Paniers, 9. — Balles, 6. | | | |
| 6. Papier à imprimer. | — | 22 | — |
| Point de tare. | | | |
| 7. Papier dit de soie non teint et papier à ciga- rettes en feuilles. | — | 160 | — |
| 8. Papier dit de soie teint | — | 48 | — |
| 9. Papier à écrire et papier à lettres, réglé ou non réglé. | — | 36 | — |
| 10. Papiers à dessiner, bristol, ivoire, papier glacé et autres pour cartes de visite, pour éti- quettes, etc. ; papier de musique rayé. | — | 56 | — |
| 11. Papier lithographié ou imprimé pour registre, papier formulaire pour comptes, étiquettes, devises, lettres de voiture, connaissements, etc. | — | 180 | — |
| 12. Tentures (papiers peints). | — | 95 | — |
| 13. Papiers dorés, argentés, moirés, maroquinés, canevas | — | 100 | — |
| 14. Autres papiers teints ou coloriés. | — | 60 | — |
| 15. Papier parcheminé | — | 88 | — |
| Tares : caisses et futailles, 13 0/0. — Paniers, 9. — Balles, 6. | | | |
| 16. Carton pour toiture. | — | 12 | — |
| Point de tare. | | | |
| 17. Carton dit de cuir. | — | 28 | — |
| Tares : caisses et futailles, 13 0/0. — Paniers, 9. — Balles, 6. | | | |
| 18. Autres cartons. | — | 16 | — |
| Point de tare. | | | |

LXVII

Articles en papier et en carton.

| | | | |
|--|---|-----|---|
| 1. Enveloppes, même doublées de tissus, et cahiers. | — | 66 | — |
| 2. Livres de comptoir et pour copie de lettres | — | 108 | — |
| 3. Papier à cigarettes en petits cahiers | — | 200 | — |
| 4. Cartes à jouer. | — | 450 | — |
| 5. Tuyaux et tubes en carton asphalté. | — | 48 | — |
| 6. Tous ouvrages en papier, en carton, en papier-mâché, en carton-pierre ou autres cartons semblables, même combinés avec d'autres matières en tant que, par suite de | | | |

ces combinaisons, ils ne sont pas compris dans le groupe IIC, tels que : faux-cols et manchettes même doublés de tissus, albums et autres ouvrages de relieur non compris aux groupes LXX et IC, ornements, cadres, masques.

— 125 —

Tares : caisses et futailles, 16 0/0. —

Paniers, 13. — Balles, 6.

1. Peaux brutes, fraîches, séchées ou salées, avec poils ou dépouillées de leurs poils à l'exception des articles compris aux groupes LXIX et LXXI.

— 40 —

Tares : caisses et futailles, 12 0/0. —

Paniers, 8. — Balles, 3.

LXIX

Cuirs.

1. a) Cuir à semelles et cuirs semblables tannés non corroyés.
2. b) cuir corroyé à l'usage du sellier et du harnacheur : couleur naturelle (béiaz sabounlou keussélé); noirci (siah sabounloun keussélé); jaune (sari touroundji sabounlou keussélé); cuir de Russie dit télatine teint ou non teint.

— 140 —

3. c) veaux et vachettes corroyés et graissés, couleur naturelle, noircis ou cirés; peaux de chèvre corroyées et graissées; noircies, même grainées, non comprises au paragraphe d.

— 270 —

4. d) peaux de mouton et de chèvre et autres peaux corroyées, teintées, et toutes peaux chagrinées à dessins ou lustrées.

— 450 —

5. e) cuirs vernis de toute espèce (moutons, veaux, chèvres, vaches, chevaux et autres)

— 500 —

6. f) peaux de chevreaux préparées pour la ganterie, veaux mégissés dits « gand » et autres cuirs mégissés; cuirs chamoisés

— 650 —

7. Parchemin

— 600 —

8. Cuir factice (talache)

— 20 —

9. Avant-pieds et tiges pour chaussure et courroies de toute espèce (20 0/0 en sus de la taxe du cuir dont ils sont confectionnés) . .

— — —

Tares : caisses et futailles, 16 0/0. —

Paniers, 13. — Balles, 6.

Point de tare.

LXX

Articles en cuir.

Ouvrages en cordouan, en maroquin, en peaux de Bruxelles et de Danemark, en peaux chamoisées ou mégies, en cuirs

| | | | | |
|----|---|---|-------|---|
| | teints ou vernis et en parchemin, même combinés avec d'autres matières en tant que, par suite de ces combinaisons, ils ne sont pas compris dans le groupe IIC. : | | | |
| 1. | a) gants de peau. | — | 3.000 | — |
| 2. | b) chaussures y compris celles confectionnées en drap ou autres tissus. . . | — | 1.000 | — |
| 3. | c) autres ouvrages, tels que : albums, porte-feuilles, porte-monnaies, portetabac, étuis, mesures de tailleur, sacs de voyage, tuyaux de narguilé, coffrets, etc. | — | 700 | — |
| | Observation. Les bandages herniaires sont compris dans le groupe VC. | | | |
| | Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 6. | | | |
| 4. | Coffres en bois revêtus de toile ou de toile cirée | — | 130 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 13 0/0. — Balles, 6. | | | |
| 5. | Tentes confectionnées. | — | 240 | — |
| 6. | Tous autres ouvrages de cordonnier, de harnacheur, de sellier, de malletier et de semblables métiers, tels que : bottes, bottines, souliers, selles, harnais, malles et en général tous les ouvrages en cuir tanné, rougi ou simplement noirci; les mêmes ouvrages combinés avec d'autres matières communes; ouvrages en toile cirée: chabraques (hous-ses) en drap ou en étoffes semblables combinées avec du cuir ou de la toile cirée ou d'autres articles de cette nature | — | 500 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 6. | | | |

LXXI

Pelleteries.

Peaux apprêtées, préparées, mises en blanc ou teintes :

| | | | | |
|-----|--|---|-------|---|
| 1. | a) peaux d'agneau dites d'Astrakan, en blanc, en noir, en gris. | — | 900 | — |
| 2. | b) toute autre peau d'agneau; peau de mouton, de chèvre et de chèvre d'Angora. | — | 80 | — |
| | Autres peaux pour la fabrication de fourrures, brutes, apprêtées ou teintes, entières, en morceaux, ou en morceaux cousus (touloums et talita) mais non confectionnées : | | | |
| 3. | Zibeline, hermine (cacoum et alaska) | — | 3.000 | — |
| 4. | Fouine, martre, petit-gris et écureuil, ventre ou dos | — | 1.800 | — |
| 5. | Renard | — | 400 | — |
| 6. | Kalinski (sari-samour) | — | 1.000 | — |
| 7. | Loup-cervier (karakoulak). | — | 500 | — |
| 9. | Chat sauvage ou domestique. | — | 450 | — |
| 10. | Lièvre, lapin, putois. | — | 250 | — |

| | | | |
|---|---|-------|---|
| 11. Loup, ours, tigre, lion, panthère. | — | 250 | — |
| 12. Autres animaux non dénommés. | — | 700 | — |
| 13. Pelisses en peau de mouton complètement ouvrées mais non revêtues de tissus | — | 300 | — |
| 14. Pelisses, couvertures et tapis, doublés ou non doublés, garnis ou revêtus (75 0/0 en sus de la taxe de la peau dont ils sont confection- nés, à l'exception des confections faites avec les peaux énumérées à l'article 4 (fouine, martre, etc.) qui seront assujetties à une taxe de 2,000 piastres par 100 kilos, et de celles faites avec les matières portées à l'ar- ticle 3 (zibeline, etc.) qui acquitteront seule- ment la taxe fixée pour la peau). | | | |
| 15. Garnitures, bonnets, manchons et autres arti- cles en fourrure, doublés ou non doublés, revêtus ou non revêtus d'étoffe ou autre- ment garnis, en tant que la peau dont ils sont confectionnés ne serait pas taxée plus haut; en cas contraire, ils seront assujettis à la taxe fixée pour la peau | — | 1.350 | — |
| Bonnets, gants, chaussures, ni doublés, ni recouverts de fourrure, mais simplement bordés en pelleterie (voir la matière princi- pale dont ils sont confectionnés). | | | |
| Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 6. | | | |

LXXII

Poils, plumes et matières à rembourrer.

| | | | |
|---|---|-------|---|
| 1. Cheveux non ouvrés. | — | 2.400 | — |
| 2. Crins de queue de cheval même tordus et soie de porc. | — | 160 | — |
| 3. Autres crins et poils d'animaux, les laines exceptées. | — | 36 | — |
| 4. Duvets et plumes de literie. | — | 240 | — |
| 5. Plumes de parure non apprêtées, telles que : plumes d'autruche, d'oiseau de paradis coli- bri et autres. | — | 3.600 | — |
| 6. Plumes ordinaires non apprêtées, telles que : plumes de pigeon, de perdrix et autres. . . | — | 80 | — |
| Tares : caisses et futailles, 13 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 9. — Sacs, 3. | | | |

| | | | |
|---|---|----|---|
| 7. Crin végétal. | — | 8 | — |
| 8. Etoupe de lin ou de chanvre. | — | 12 | — |
| 9. Autres matières à rembourrer, le coton excepté. | — | 4 | — |
| Point de tare. | | | |

LXXIII

Coton brut ou peigné.

| | | | |
|--|---|----|---|
| 1. Coton brut, peigné, teint ou blanchi. | — | 40 | — |
| Tares : Balles, 6 0/0. — Sacs, 3. | | | |

LXXIV

Coton filé et ouate.

Fils de coton simples :

| | | | | |
|---|--|---|-----|---|
| 1. | a) écrus | — | 68 | — |
| 2. | b) blanchis. | — | 76 | — |
| 3. | c) rouges de toute qualité. | — | 105 | — |
| 8. | d) autres couleurs. | — | 97 | — |
| Fils de coton simples ou retors accommo- | | | | |
| dés pour le commerce de détail, c'est-à- | | | | |
| dire, mis en pelotes, bobines, petits | | | | |
| écheveaux, cartes ou autres formes de | | | | |
| mercerie, quel que soit le nombre des | | | | |
| bouts, écrus ou teints : | | | | |
| 9. | a) sur bobines en bois, bobines com- | | | |
| | prises | — | 128 | — |
| 10. | b) autres | — | 200 | — |
| 11. | Vigogne, mélange de coton et laine, le coton | | | |
| | dominant en poids | — | 120 | — |
| 12. | Ouate. | — | 32 | — |
| Tares : caisses et futailles, 18 0/0. — | | | | |
| Paniers, 10. — En balles d'un poids brut | | | | |
| ne dépassant pas 100 kg., 7. — En balles | | | | |
| d'un poids brut au-dessus de 100 et ne | | | | |
| dépassant pas 200 kg., 5. — En balles d'un | | | | |
| poids brut au-dessus de 200 et ne dépassant | | | | |
| pas 300 kg., 4. — En balles d'un poids brut | | | | |
| au delà de 300 kg., 3. | | | | |

LXXV

Tissus de coton.

I. Tous les tissus à l'exception du velours,
façon soie :

| | | | | |
|----|--|---|-----|---|
| 1. | a) écrus, tels que : T'cloths, waste-cloths, grey-twills, grey-drills, grey-shirtings, grey-cambrics, grey-long-cloths et autres tissus semblables à l'exception de tulles et tulles dits anglais. | — | 135 | — |
| | b) blanchis : | | | |
| 2. | a) sevaspoor propre à la fabrication de kalemkiar | — | 125 | — |
| 3. | b) mulls et tchapalis propres à la fabrication de kalemkiar | — | 250 | — |
| 4. | c) mull et savaspoor non compris aux articles 2 et 3, gaze, tulle, jaconats, victoria-lawn et semblables tissus transparents ainsi que les mêmes tissus transparents écrus. | — | 375 | — |
| 5. | d) tous les autres blanchis, tels que : tissus dénommés au paragraphe a, ainsi que les madapolams, shirtings, piqués, linge de table, mouchoirs ourlés ou non ourlés, futaine, etc. . | — | 210 | — |
| | c) teints ou imprimés : | | | |
| 6. | a) gaze, tulle, mull, mousseline, jaconats, et semblables tissus transparents, tels que : kalemkiars, tarlatane, organdis, etc. | — | 550 | — |
| 7. | b) tous les autres tissus lisses ou façonnés, tels que : étoffes pour doublure, draps unis, calicots, crêtonnes, piqués, damassés, tissus à raies, à fleurs, etc | — | 260 | — |

| | | | | |
|--|---|---|-------|---|
| 8. | d) étoffes tissées de fils teints ou imprimés | — | 216 | — |
| 9. | II. Velours façon soie | — | 480 | — |
| 10. | III. Broderies à la main, ou à la mécanique, ou avec applications, telles que : rideaux, bandes entre deux, etc. | — | 1.000 | — |
| <p>Observation. Le tissu du fond décide selon l'article « broderies » des groupes LXXXV, LXXXIX, LXXXII et LXXXV la taxation des étoffes brodées ou avec application, sans que la matière des fils ou tissus avec lesquels la broderie ou l'application a été faite soit prise en considération.</p> | | | | |
| 11. | IV. Dentelles | — | 1.700 | — |
| 12. | V. Bonneterie, telle que : bas, chaussettes, bonnets, gilets, caleçons, gants et autres tricotages, écrus, blanchis ou en couleurs. | — | 240 | — |
| 13. | VI. Passementerie et boutonnerie, même combinées avec du bois, de la corne, du verre, du caoutchouc, etc., telles que : boutons, glands, revêtus de coton sur des formes de bois, corne, etc. | — | 380 | — |
| 14. | VII. Filets de chasse, de pêche et autres rets. | — | 240 | — |
| 15. | VIII. Mèches à lampes tissées. | — | 150 | — |
| 16. | IX. Toile d'èmeri | — | 30 | — |

Tares : caisses et futailles, 18 0/0. —
Paniers, 10. — En balle d'un poids brut ne dépassant pas 100 kg., 8. — En balles d'un poids brut au-dessus de 100 et ne dépassant pas 200 kg., 6. — En balles d'un poids brut au-dessus de 200 et ne dépassant pas 300 kg., 5. — En balles d'un poids brut au delà de 300 kilogrammes, 3.

LXXVI

Matières végétales à filer, le coton excepté.

| | | | | |
|----------------|---|---|----|----|
| 1. | Chanvre, lin, jute, chanvre de Manille, fibre de coco et toutes autres matières végétales à filer à l'exception du coton. | — | 20 | .. |
| Point de tare. | | | | |

LXXVII

Fils de lin, de chanvre et d'autres matières végétales à filer.

Fils de lin, de chanvre, de jute ou de toutes autres matières textiles végétales à l'exception du coton :

| | | | | |
|---------------------|--|---|-----|---|
| a) simples, écrus : | | | | |
| 1. | a) grossiers de jute. | — | 24 | — |
| Point de tare. | | | | |
| 2. | b) autres | — | 40 | — |
| 3. | b) simples, teints, imprimés, blanchis ou lessivés | — | 72 | — |
| 4. | c) retors, écrus | — | 72 | — |
| 5. | d) retors, blanchis, lessivés ou teints | — | 120 | — |

Tares : caisses et futailles, 13 0/0. —
Paniers, 9. — Balles, 6.

Observation. Sont considérés comme ficelles et par conséquent taxés d'après le groupe LXXVIII les fils dont les 20 mètres pèsent plus de 10 grammes.

LXXVIII

Ouvrages de cordier.

| | | | |
|---|---|-----|---|
| 1. Câbles, cordes, ficelles | — | 36 | — |
| 2. Filets de chasse, de pêche et autres rets. . . . | — | 200 | — |
| 3. Torches de poix. | — | 30 | — |
| 4. Autres articles de cordier, tels que : sangles, tuyaux, seaux, etc | — | 72 | — |

Tares : caisses et futailles, 13 0/0. —
paniers, 9. — Balles, 6.

LXXIX

Tissus de lin, de chanvre et d'autres matières végétales à filer, le coton excepté.

| | | | |
|---|---|-------|---|
| 1. Couvertures grossières et tapis de pied de jute, de chanvre de Manille, de fibre de coco ou de fibres analogues. | — | 90 | — |
| 2. Toile grise d'emballage, avec ou sans raies, et sacs confectionnés avec la dite toile. | — | 40 | — |
| 3. Toile à voile ou à tente | — | 72 | — |
| 4. Toile unie, coutil et drill, écrus. | — | 250 | — |
| 5. Toile unie, coutil et drill, blanchis, teints ou imprimés; ducks et autres étoffes pour habillement ou ameublement, même teints, imprimés ou tissés avec des fils de couleur; toile damassée ou croisée de toute sorte; mouchoirs, linges de table et à essuie-mains, confectionnés ou non confectionnés; rubans et bordures tissés. | — | 360 | — |
| 6. Batiste, linon, mouchoirs de batiste ou de linon, gaze et tulle. | — | 1.200 | — |
| 7. Dentelles de fils de lin | — | 1.700 | — |
| 8. Etoffes de lin, de chanvre et d'autres matières végétales à filer (le coton excepté) brodées ou avec applications. | — | 1.200 | — |

Observation (voir l'observation au n° 10, du groupe LXXV).

| | | | |
|---|---|-----|---|
| 9. Bonneterie de toute sorte. | — | 600 | — |
| 10. Passementerie, même avec des fils métalliques tenus, telle que : franges, bordures, cordons, tresses, chenilles. Passementerie et boutonnerie combinées avec du bois, de la corne, du verre, du caoutchouc, etc., telles que : boutons, glands revêtus de lin, de chanvre ou d'autres matières végétales à filer, à l'exception du coton. | — | 380 | — |

Tares : caisses et futailles, 18 0/0. —
Paniers, 13. — Balles, 6.

LXXX

Cocons.

| | | | |
|--|---|-----|---|
| 1. Cocons de vers-à-soie, non percés. | — | 240 | — |
| Bourre de soie, frisons, cocons percés et autres déchets : | | | |
| Tares : caisses et futailles, 20 0 ₁₀ . — | | | |
| Paniers, 13. — Balles, 9. | | | |
| 2. a) en masse, teints ou non teints. | — | 160 | — |
| 3. b) peignés, teints ou non teints | — | 320 | — |
| 4. Soie brute (grège et moulinée). | — | 800 | — |
| Tares : caisses et futailles, 16 0 ₁₀ . — | | | |
| Paniers, 11. — Balles, 6. | | | |

LXXXI

Soie filée.

| | | | |
|--|---|-------|---|
| 1. Soie blanchie ou teinte; soie filée ou retorsée, teinte ou non teinte (soie à coudre, à broder et autres); fils de bourre de soie, simples ou retors, teints ou non teints. | — | 1.200 | — |
| Tares : caisses et futailles, 16 0 ₁₀ . — | | | |
| Paniers, 11. — Balles, 6. | | | |

LXXXII

Tissus de soie.

| | | | |
|---|---|-------|---|
| Gaze, étamine et crêpe : | | | |
| 1. a) de soie pure. | — | 6.600 | — |
| 2. b) de soie mélangée. | — | 2.400 | — |
| 3. Tulle de soie pure ou mélangée | — | 3.000 | — |
| Velours et rubans de velours : | | | |
| 4. a) en soie | — | 5.100 | — |
| 5. b) autres contenant de la soie | — | 2.400 | — |
| Tissus lisses, croisés ou brochés ainsi que rubans tissés : | | | |
| 6. a) de soie ou de bourre de soie, même combinés avec des fils métalliques. | — | 1.560 | — |
| 7. b) de fils de soie ou de bourre de soie, mêlés de fils d'autres matières textiles, même combinés avec des fils métalliques | — | 1.560 | — |
| 8. Tissus de soie ou de bourre de soie pure ou mélangée, brodés ou avec applications. | — | 4.200 | — |
| 9. Dentelles de soie dites blondes; dentelles en soie pure, ou mélangée, ou combinée avec des fils métalliques. | — | 5.100 | — |
| 10. Bonneterie en soie ou bourre de soie, telle que : chemises, bas, gants et autres tricotages. | — | 3.900 | — |
| 11. Cordonnets noirs pour puskuls et puskuls confectionnés avec ces cordonnets. | — | 600 | — |
| 12. Passementerie de soie ou de bourre de soie, même en combinaison avec des fils métalliques tenus (franges, bordures, tresses, chenilles, cordons, etc.). Passementerie et bouttonnerie de soie ou de bourre de soie combinées avec du bois, de la corne, du verre, du caoutchouc, etc., telles que : boutons, glands revêtus de soie ou de bourre de soie. | — | 1.500 | — |

43. Chemises, jaquettes et caleçons tricotés de fil de coton ou de laine mélangés de soie . . . — 1.200 —
Tares : caisses et futailles, 220 00. — Balles, 13.

LXXXIII

Laine non filée.

Laine y compris celle d'alpaga, de lama, de vigogne, d'angora et d'autres chèvres ainsi que le poil de chameaux :

- | | | | | |
|-----------------------------------|---|---|-----|---|
| 1. | a) brute, en suint ou lavée. | — | 36 | — |
| 2. | b) peignée ou cardée. | — | 80 | — |
| 3. | c) teinte | — | 100 | — |
| Tares : Balles, 6 000. — Sacs, 3. | | | | |
| 4. | Shoddy et autres déchets de laine | — | 16 | — |
| Point de tare. | | | | |

LXXXIV

Fils et ouate de laine.

- | | | | | |
|---|---|---|-----|---|
| 1. | Fils de laine ou de mohair, simples, retors, écrus, blanchis, teints ou imprimés. | — | 240 | — |
| 2. | Fils de poil de vache et d'autres poils grossiers de toute espèce. | — | 64 | — |
| 3. | Ouate de laine. | — | 150 | — |
| Tares : caisses et futailles, 20 000. — Paniers, 13. — Balles, 9. | | | | |

LXXXV

Tissus de laine.

- | | | | | |
|---|--|---|-------|---|
| 1. | Aba et drap grossier pour soldats, pure laine ou laine chaîne-coton. | — | 160 | — |
| Flanelles : | | | | |
| 2. | a) pure laine. | — | 500 | — |
| 3. | b) laine chaîne-coton. | — | 350 | — |
| 4. | Velours et peluche pour habillement et ameublement | — | 730 | — |
| Tissus de toute espèce non dénommés ci-dessus, foulés ou non foulés, pour habillement d'hommes ou de femmes, pour ameublements, pour parapluies et autres, tels que : castor, drap, casimir, buckskin (draps de mode non unis), damas, reps, lasting (étoffes pour chaussure), camlet, satin, fistanlik, mérinos, chalaki, thibet, orléans, chalis, sof, alpaga, cachemir, mousseline, etc. : | | | | |
| 5. | a) en laine ou mohair. | — | 650 | — |
| 6. | b) en laine ou mohair, chaîne-coton. | — | 400 | — |
| Châles : | | | | |
| 7. | a) véritables de cachemir ; châles brodés ; châles tissés-brochés en imitation des châles de cachemir. | — | 2.000 | — |
| b) autres châles (bogtchas) ainsi que ceintures : | | | | |
| 8. | a) en laine ou mohair. | — | 560 | — |
| 9. | b) en laine ou mohair, chaîne-coton. | — | 400 | — |

| | | | |
|---|---|---|---------|
| Couvertures de lit, de voyage, de cheval et autres : | | | |
| 10. | a) en laine. | — | 400 — |
| 11. | b) en laine chaîne-coton | — | 275 — |
| Tapis : | | | |
| 12. | a) à nœuds, tels que : tapis orientaux et leurs imitations européennes | — | 450 — |
| 13. | b) entrelacés, tels que : kilims, gobelins et semblables. | — | 600 — |
| 14. | c) tissés et bouclés, chaîne imprimée (tapestry) | — | 180 — |
| 15. | d) tissés et veloutés, chaîne imprimée (tapis velours) | — | 300 — |
| 16. | e) tissés et bouclés, chaîne non imprimée (tapis Bruxelles) | — | 300 — |
| 17. | f) tissés et veloutés, chaîne non imprimée (tournay-velvet, axminster) et tapis chenille. | — | 360 — |
| 18. | g) simplement tissés, ni bouclés, ni veloutés (kidderminster), etc | — | 160 — |
| Feutres : | | | |
| 19. | a) non teints. | — | 120 — |
| 20. | b) teints ou imprimés. | — | 144 — |
| 21. | Dentelles sous forme de bande, de châles, de fichu et autres. | — | 2.000 — |
| 22. | Etoffes de laine brodées ou avec applications. | — | 2.000 — |
| Observation (voir l'observation au n° 10, III du groupe LXXV). | | | |
| 23. | Bonneterie, telle que : bas, bonnets, gilets, chemises, caleçons, vêtements, gants et autres tricotages | — | 350 — |
| 24. | Passementerie, même avec des fils métalliques ténus, telle que : franges, bordures, cordons, tresses, chenille, etc. Passementerie et boutonnerie combinées avec bois, corne, verre, caoutchouc, etc., telles que : boutons, glands revêtus de laine. | — | 380 — |
| 25. | Tissus en crins purs ou mélangés. | — | 800 — |
| 26. | Lisière de drap. | — | 75 — |
| Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 7. | | | |

LXXXVI

Habits confectionnés, articles de mode, linges de corps.

| | | | |
|---|---|---|-------|
| 1. | Linges de corps cousus de tissus de lin ou de coton, tels que : chemises, faux-cols, manchettes, jupons, etc. | — | 525 — |
| 2. | Jupons de feutre. | — | 225 — |
| Vêtements pour hommes, femmes et enfants; autres articles confectionnés, non dénommés ailleurs, cousus de tissus, tels que : coiffes, corsets, écharpes confectionnées, ruches, résilles, manchons d'étoffes, etc., selon que la matière qui domine dans la surface est : | | | |
| 3. | du coton ou du lin | — | 600 — |

| | | | | |
|----|---|---|-------|---|
| 4. | de la laine ou de la demi-laine. | — | 825 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 11. — Balles, 6. | | | |
| 5. | de la soie, en tant que l'article confec- tionné est sans doublure ou doublé de soie | — | — | — |
| | Taxe de la soie dominant dans la sur- face augmentée de 10 0/0. | | | |
| 6. | de la soie, en tant que l'article confec- tionné est doublé d'autres tissus. . . . | — | — | — |
| | Taxe de la soie dominant dans la sur- face. | | | |
| | Cravates : | | | |
| 7. | a) entièrement en soie. | — | — | — |
| | Taxe de la soie augmenté de 10 0/0. | | | |
| | Tares : caisses et futailles, 22 0/0. — Balles, 13. | | | |
| 8. | b) autres | — | 1.050 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 11. — Balles, 6. | | | |
| 9. | Vêtements et articles de mode en caoutchouc ou en tissus recouverts ou imprégnés de caoutchouc. | — | 675 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 13 0/0. — Paniers, 9. — Balles, 6. | | | |

LXXXVII

**Fez, chapeaux, plume de parure, fleurs
artificielles.**

| | | | | |
|-----|---|----------|-----|----|
| 1. | Fez avec ou sans gland (puskul). | — | 825 | — |
| | Chapeaux en paille, en fanons de baleine, en palmier : | | | |
| | Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 11 0/0. — Balles, 6. | | | |
| 2. | a) non garnie | la pièce | — | 90 |
| 3. | b) garnis pour hommes. | — | 1 | 50 |
| 4. | c) garnis pour dames, mais sans plume de parure | — | 3 | 75 |
| 5. | Chapeaux en roseau, liber, tresses de bois, etc., garnis ou non. | — | — | 45 |
| 6. | Chapeau en soie pour hommes. | — | 6 | 75 |
| 7. | Chapeaux de feutre et autres chapeaux pour hommes, non dénommés. | — | 3 | — |
| | Chapeaux pour dames en tissus et autres non dénommés : | | | |
| 8. | a) non garnis. | — | 2 | 25 |
| 9. | b) garnis et parés ainsi que chapeaux de paille garnis de plumes de parure . . | — | 12 | — |
| | Point de tare. | | | |
| | Plumes de parure préparées : | | | |
| 10. | a) d'autruche, d'oiseau de paradis, de colibri, de marabou. | le kilo | 105 | — |
| 11. | b) autres. | — | 7 | 50 |
| 12. | Fleurs et feuilles artificielles en tissus, même combinées avec d'autres matières, en tant | | | |

que, par suite de ces combinaisons, elles ne sont pas comprises dans le groupe IIC . . .

Tares : caisses et futailles, 20 0/0. —
Paniers, 11. — Balles, 6.

— 23 —

LXXXVIII

Caoutchouc.

- | | | | |
|--|------------|-----|---|
| 1. Caoutchouc et gutta-percha, bruts ou épurés en masse. | cent kilos | 160 | — |
| 2. Caoutchouc durci, en plaques, barres et tuyaux. | — | 280 | — |
| Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 6. | | | |
| 3. Caoutchouc et gutta-percha dissous (liquides). | — | 200 | — |
| Tares : doubles fûts, 11 0/0. — Caisses et fûts renfermant bouteilles, 20. | | | |

LXXXIX

Fils de caoutchouc, toile cirée.

- | | | | |
|--|---|-----|---|
| 1. Fils de caoutchouc. | — | 480 | — |
| Fils de caoutchouc surfilés : | | | |
| 2. a) de fil de soie | — | 800 | — |
| 3. b) de fil de coton, de laine, de lin, de chanvre, etc. | — | 600 | — |
| Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 12. — Balles, 6. | | | |
| Toile cirée : | | | |
| 4. a) ordinaire grossière pour emballage (toile goudronnée). | — | 36 | — |
| 5. b) autres toiles cirées et toile-cuir | — | 90 | — |
| 6. Toile de relieur | — | 170 | — |
| 7. Mousseline et taffetas cirés. | — | 500 | — |
| 8. Tissus de toute sorte enduits ou imprégnés de caoutchouc. | — | 300 | — |
| Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 9. — Balles, 6. | | | |

LXXXX

Articles en caoutchouc.

- | | | | |
|---|---|-----|---|
| 1. Articles ordinaires en caoutchouc, en gutta-percha, tels que : ouvrages communs de cordonnier (galoches et autres), de sellier, de harnacheur, de malletier et autres, ni teints, ni imprimés, même combinés avec d'autres matières en tant que, par suite de ces combinaisons, ils ne sont pas compris dans le groupe IIC | — | 375 | — |
| Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 12. — Balles, 6. | | | |
| 2. Ouvrages en caoutchouc ou gutta-percha, teints, ou imprimés; ouvrages en caoutchouc ou gutta-percha durci de toute espèce ainsi qu'en celluloïde et autres compositions analogues, tels que : boîtes, peignes, etc.; les mêmes ouvrages combinés avec d'autres | | | |

| | | | |
|--|---|-----|---|
| matières en tant que, par suite de ces combinaisons, ils ne sont pas compris dans le groupe HC. | — | 600 | — |
| 3. Tissus de fil de coton, lin, laine, soie, etc., combinés avec des fils de caoutchouc, tels que : élastiques pour bottines, etc. | — | 750 | — |
| 4. Bonneterie de fils de coton, lin, laine, soie, etc., combinée avec des fils de caoutchouc. | — | 750 | — |
| Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — | | | |
| Paniers, 12. — Balles, 6. | | | |

LXXXXI

Meubles.

| | | | |
|--|---|-----|---|
| 1. Meubles en bois courbé, montés ou non montés. | — | 95 | — |
| 2. Meubles en vannerie, teints ou non teints. . . | — | 150 | — |
| Meubles autres qu'en bois courbé ou en vannerie : | | | |
| Sièges sans sculpture, ni marqueterie, ni ornements de cuivre ou d'autres métaux : | | | |
| 3. a) en bois commun. | — | 80 | — |
| Observation. Les sièges en bois commun ni teints ni vernis sont taxés d'après l'article 1 du groupe LXII (ouvrages en bois commun, etc., non teints). | | | |
| 4. b) en bois d'ébénisterie | — | 135 | — |
| 5. Sièges sculptés, dorés, bronzés, marquetés ou ornés de cuivre ou d'autres métaux communs de toute espèce de bois | — | 210 | — |
| Meubles autres que sièges, comme : armoires, tables, buffets, commodes, etc. : | | | |
| 6. a) plaqués, sans sculpture, ni marqueterie, ni ornements de cuivre ou d'autres métaux | — | 125 | — |
| 7. b) plaqués, sculptés, marquetés ou ornés de cuivre ou d'autres métaux communs | — | 210 | — |
| 8. c) massifs en bois commun. | — | 80 | — |
| Observation. Les meubles massifs en bois communs, ni teints, ni vernis, sont taxés d'après l'article 1 du groupe LXII (ouvrages en bois commun, etc., non teints). | | | |
| Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — | | | |
| Paniers, 13. — Balles, 6. | | | |
| 9. d) massifs en bois d'ébénisterie, avec ou sans moulure, mais non sculptés, ni marquetés, ni ornés de cuivre ou d'autres métaux. | — | 135 | — |
| 10. e) massifs en bois d'ébénisterie, sculptés, marquetés ou ornés de cuivre et tous les meubles en bois dorés ou bronzés | — | 210 | — |
| 11. Meubles garnis et recouverts de toute espèce. | — | 225 | — |
| 12. Meubles en fer (voir les groupes XXXIX, XXXX, XXXXI) | — | — | — |
| Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — | | | |
| Paniers, 13. — Balles, 6. | | | |

XCH

Carrosserie et embarcations.

| | | | |
|--|--|-------------------------|---------|
| Wagons de chemin de fer pour marchandises ou bagages : | | | |
| 1. | a) couverts. | la pièce | 1.500 — |
| 2. | b) ouverts, hauts-bords, plateformes. . . | — | 1.100 — |
| Wagons de chemins de fer pour voyageurs : | | | |
| 3. | a) rembourrés, tels que : wagons de I ^{re} et II ^e classe. | — | 5.000 — |
| 4. | b) non rembourrés, tels que : wagons de III ^e classe | — | 3.500 — |
| 5. | Wagons pour tramways | — | 960 — |
| Voitures à ressort rembourrées ou non : | | | |
| 6. | a) couvertes, telles que : landaus, omnibus, coupés, etc. | — | 1.875 — |
| 7. | b) non couvertes, telles que : phaétons, cabriolets, etc. | — | 1.200 — |
| Observation. Les voitures à ressort comprises dans les nos 6 et 7 ci-dessus qui seraient importées en blanc, c'est-à-dire, ni peintes, ni vernies, ni rembourrées et composées uniquement de bois et de fer, paieront 60 pour cent en moins. | | | |
| 8. | Fourgons et autres voitures de roulage à ressort | — | 375 — |
| 9. | Chars, chariots et voitures destinés aux exploitations rurales, brouettes et autres, en bois brut, même avec ferrures, mais sans ressort. Point de tare. | cent kilos | 25 — |
| 10. | Voitures et vélocipèdes pour enfants; voitures à ressort pour malades. | — | 84 — |
| 11. | Chaises à porteurs | — | 225 — |
| 12. | Vélocipèdes | — | 225 — |
| Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 6. | | | |
| Embarcations : | | | |
| 13. | a) barques à rames (sandals et kaiques). Point de tare. | la pièce | 180 — |
| 14. | b) autres embarcations | 12 pour cent ad valorem | — |

XCIII

Machines.

| | | | |
|--|--|------------|------|
| 1. | Locomotives et locomobiles. | cent kilos | 40 — |
| 2. | Chaudières à vapeur. | — | 20 — |
| Point de tare. | | | |
| 3. | Machines à coudre ainsi que parties de machines à coudre. | — | 60 — |
| Autres machines, selon que la matière qui domine est : | | | |
| 4. | a) du bois, de la fonte de fer, du fer forgé, de l'acier ou de la tôle de fer. . . | — | 32 — |

| | | | | |
|----|--|---|----|---|
| 5. | b) du cuivre, du laiton ou des autres métaux | — | 96 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 13 0/0. — Paniers, 6. — Balles, 4. | | | |

XCIV

Instruments de musique.

| | | | | |
|----|---|------------|-------|---|
| | Pianos : | | | |
| 1. | a) droits | la pièce | 360 | — |
| 2. | b) à queue | — | 840 | — |
| 3. | Orgues pour église | — | 2.700 | — |
| 4. | Orgues à manivelle | — | 120 | — |
| | Point de tare. | | | |
| 5. | Carillons et boîtes à musique non combinés avec des horloges | cent kilos | 420 | — |
| 6. | Harmonicas et autres instruments de musique; accessoires et pièces détachées d'instruments de musique | — | 300 | — |
| 7. | Cordes pour instruments de musique de toute espèce | — | 960 | — |
| | Observation, Cloches et clochettes (voir ouvrages en bronze, fonte, etc., suivant la matière . | | | |
| | Tares : caisses et futailles, 23 0/0. — Balles, 9. | | | |

XCV

Instruments scientifiques.

| | | | | |
|----|--|---|-----|---|
| 1. | Instruments scientifiques, tels que : instruments d'astronomie (boussoles, quarts-de-cercle, globes terrestres et célestes, etc.); de chirurgie (trousses de chirurgie, lancettes, pincettes, seringues, etc.); d'optique (appareils de photographie, microscope, télescope, longue-vue, jumelles de théâtre, lunettes à branches, loupes, lorgnettes, etc.); de mathématique (étuis de mathématique, compas, tire-ligne, équerres-plantes, chaînes d'arpentage, mires à niveler, etc.); de physique (télégraphes électro-magnétiques et pneumatiques, aréomètres, alcoolomètres, thermomètres, baromètres, vaporimètres, etc.); ainsi que les pièces détachées de ces instruments | — | 320 | — |
| | Observation. Balances (voir la matière principale dont elles sont fabriquées). | | | |
| | Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 9. | | | |

XCVI

Montres, pendules, horloges.

| | | | | |
|----|---|----------|----|---|
| | Montres : | | | |
| 1. | a) à boîtes d'or | la pièce | 15 | — |
| 2. | b) à boîtes d'argent, de nickel ou de matières autres que l'or, même dorées | — | 5 | — |
| | Point de tare. | | | |

| | | | |
|---|------------|-----|---|
| 3. Mouvements de montre montés ou non montés ; parties de mouvements | le kilo | 80 | — |
| 4. Horloges et pendules de toute espèce. | cent kilos | 270 | — |
| 5. Mouvements d'horloge et de pendule montés ou non montés ; parties de ces mouvements. | — | 450 | — |
| Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 7. | | | |
| 6. Réveils | la pièce | 6 | — |
| Point de tare. | | | |
| 7. Compteurs divers, tels que : gazomètres, podomètres, hydromètres et autres | cent kilos | 450 | — |
| Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 7. | | | |

III C

Armes non prohibées.

| | | | |
|--|---|-------|---|
| Armes blanches : | | | |
| 1. a) lames non montées. | — | 450 | — |
| 2. b) autres parties d'armes blanches et armes blanches montées. | — | 900 | — |
| Tares : caisses et futailles, 13 0/0. — Paniers, 6. — Balles, 4. | | | |
| Pistolets : | | | |
| 3. a) à âme lisse. | — | 300 | — |
| 4. b) à âme rayée | — | 1.800 | — |
| 5. Revolvers se chargeant par la bouche : | | | |
| 6. a) à un canon | — | 240 | — |
| 7. b) autres | — | 600 | — |
| 8. Fusils se chargeant par la culasse. | — | 975 | — |
| 9. Canons de fusils bruts | — | 65 | — |
| Tares : caisses et futailles, 13 0/0. — Paniers, 6. — Balles, 4. | | | |

III C

Bijouteries, mercerie fine, quincaillerie de luxe.

| | | | |
|---|-----------|-----|----|
| 1. Agates, malachite, jaspes et autres pierres fines brutes | le kilo | 1 | 50 |
| Pierres précieuses brutes, polies ou égrissées : | | | |
| 2. a) diamants, émeraudes, opales nobles, rubis, saphirs. | le gramme | 30 | — |
| 3. b) topaze noble, turquoise et autres pierres précieuses non dénommées. | — | 2 | — |
| 5. Perles fines non montées | — | 3 | — |
| 5. Véritables coraux fins non montés. | le kilo | 50 | — |
| 6. Ouvrages entièrement en argent, même dorés. | — | 45 | — |
| 7. Ouvrages entièrement en or ou en platine. | — | 200 | — |
| 8. Ouvrages en or, en platine ou en argent combinés avec des perles, coraux, diamants ou autres pierres précieuses ou fines | — | 200 | — |

Observation. Dans les cas où les objets indiqués aux trois articles ci-dessus seraient combinés avec des matières autres que celles énumérées plus haut, l'importateur aura le droit de séparer ces matières.

| | | | | |
|-----|--|---------|-----|----|
| 9. | Or et argent fins ou faux, battus en feuilles, en livrets, y compris le poids de ces livrets. | — | 30 | — |
| | Fils, paillettes, lamettes, bouillons, cannetilles d'or ou d'argent, rouleau compris : | | | |
| 10. | a) fins. | — | 25 | — |
| 11. | b) faux. | — | 8 | — |
| | Klapdan d'or ou d'argent sur fil de soie, de coton ou d'autres matières à filer : | | | |
| 12. | a) fin | — | 15 | — |
| 13. | b) faux. | — | 8 | — |
| 14. | Articles composés, en tout ou en partie, d'écaille, d'ivoire, d'ambre de jais, d'écume de mer, de nacre. | — | 54 | — |
| | Observation. Exceptions (voir n° 1 du groupe XXXXI) | | | |
| 15. | Articles en agate, malachite, jaspé et autres pierres fines. | — | 6 | 60 |
| 16. | Services de table, coutellerie, vaisselle, candélabres, bracelets, médaillons, boucles, chaînes, tous objets servant à la parure des hommes et des femmes ainsi que tous autres articles composés en tout ou en partie, de métaux communs, plus ou moins dorés, ou argentés ou recouverts d'un vernis imitant l'or ou l'argent, ou combinés avec de l'émail, de l'agate, de la lave, de pierres analogues, de pierres fausses ou d'autres ornements. | — | 6 | 60 |
| 17. | Dents artificielles combinées avec de l'or ou de l'argent. | — | 100 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers 13. — Balles, 9. | | | |
| 18. | Ouvrages en cire, fins et travaillés en bosse, tels que : imitations de perles, de fleurs ou de fruits. | le kilo | 19 | — |
| 19. | Masques en cire et autres articles en cire non dénommés. | — | 6 | — |
| 20. | Ouvrages de perruquier (cheveux ouvrés). | — | 75 | — |
| | Parapluies et parasols : | | | |
| 21. | a) avec couverture en soie ou demi-soie. | — | 12 | — |
| 22. | b) avec couverture d'autres tissus. | — | 4 | — |
| | Eventails revêtus d'étoffes, broderies sur cartons ou cuir, porte-monnaies revêtus de velours et autres articles de quincaillerie fine composés en partie de matières à tailler, de métaux communs, de verre, de caoutchouc, de gutta-percha, de cuir, de papier, de carton, de paille, de faïence, de porcelaine et d'autres matières non dénommées ci-dessus et en partie de filés ou de tissus : | | | |
| 23. | a) de soie. | — | 16 | — |
| 24. | b) d'autres matières textiles. | — | 6 | — |
| | Jouets : | | | |
| 25. | a) poupées non habillées ou seulement recouvertes d'une chemise; têtes de poupées, même en cire. | — | 1 | 50 |

| | | | | |
|-----|--|---|----|----|
| 26. | b) poupées habillées en soie. | — | 16 | 50 |
| 27. | c) poupées habillées en tissus autres que la soie. | — | 4 | — |
| 28. | d) jouets en cuir ou en caoutchouc. | — | 6 | — |
| 29. | Autres jouets de toute espèce à l'exception des objets compris dans les numéros 6, 7, 8, 14, 15 de ce groupe et des objets finement dorés ou argentés. | — | 1 | 50 |
| | Tares : caisses et futailles, 20 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 9. | | | |

IC

Œuvres de la littérature et des arts.

| | | | | |
|----|--|------------|-----|---|
| 1. | Papiers et livres manuscrits, même reliés. . . | exempts. | | |
| 2. | Imprimés en toutes langues, cartes géographiques et musique imprimée, même reliés. | cent kilos | 125 | — |
| 3. | Gravures de toute espèce, lithographies, images imprimées en couleurs sur carton ou papier; photographies. | — | 150 | — |
| 4. | Planches gravées en métal ou en bois; clichés. | — | 240 | — |
| 5. | Pierres lithographiques couvertes de dessins, de gravures ou d'écritures. | — | 30 | — |
| 6. | Peintures et dessins à la main. | le k lo | 20 | — |
| | Observation. Statues, bustes et figures d'animaux en pierre (voir groupe XXXIII). | | | |
| 7. | Statues, bustes et figures d'animaux en métal pesant la pièce plus de 5 kilos. | cent kilos | 250 | — |
| | Tares : caisses et futailles, 16 0/0. — Paniers, 13. — Balles, 6. | | | |

Le présent Tarif est approuvé pour être annexé au traité de commerce conclu en date de ce jour entre l'Allemagne et la Turquie.

Constantinople, le 26 août 1890.

VON RADOWIZ
GILLET.

M. SAÏD.

ANNEXE N° II

Tableau annexé à l'article XVII.

CHAPITRE I

Est permise l'importation des armes de chasse et de luxe ainsi que des armes de commerce, des munitions et du matériel ci-dessous spécifiés :

PREMIÈRE CATÉGORIE. — Armes importables.

1° Les fusils, carabines et mousquetons de chasse système Lefauchaux, Lancaster et autres, à un ou deux coups, se chargeant par la bouche ou par la culasse, rayés ou à âme lisse, à la condition que le diamètre de la bouche ne dépasse pas vingt millimètres.

2° Les armes de luxe savoir : les armes antiques, ainsi que les fusils, carabines, mousquetons, revolvers et pistolets de toute espèce, de tout calibre et de toute longueur dont la crosse, le chien ou le canon sont essentiellement enri-

chis d'or ou d'argent ou ciselés artistement. Pour que les armes de luxe, à l'exception des armes antiques, soient admises, le prix de vente ne devra pas être inférieur à 500 francs par pièce pour les fusils, carabines et mousquetons ; de 200 francs pour les revolvers et de 50 francs pour les pistolets. Il est entendu que les armes dont l'introduction est admise en vertu des autres dispositions de ce tableau ne sauraient être considérées comme armes de luxe et interdites sous prétexte que leur valeur serait inférieure aux prix fixés. Les personnes qui importent des armes de luxe seront admises à faire passer cent cartouches chargées pour chaque fusil, carabine et mousqueton ; toutefois le prix des cartouches n'est pas compris dans la valeur fixée pour ces armes.

3° Les fusils, carabines et pistolets dits Flobert et les armes semblables de petit calibre ainsi que ceux à spirale servant pour l'exercice dans la chambre et dans le jardin.

4° Toute sorte de revolvers de quelque calibre que ce soit, en tant que le canon à partir du barillet, celui-ci non compris, ne dépasse pas en longueur seize centimètres.

5° Les pistolets rayés et non rayés de quelque calibre que ce soit ; toutefois en ce qui regarde les pistolets rayés, la longueur du canon ne pourra pas dépasser quinze centimètres.

6° Les sabres (en tant que la pesanté, manche et fourreau compris, ne dépasse pas un kilogramme et demi), lames de sabres, d'épées et lames d'épées, fleurets d'escrime, couteaux de chasse, poignards et coup de poing.

N.-B. — Un seul pistolet-revolver ou une paire de pistolets de n'importe quelle sorte ; plus 100 cartouches chargées au maximum sont admis pour tout voyageur légitimé de passage ou de teskéré.

DEUXIÈME CATÉGORIE. — *Matériel importable.*

Toutes sortes de parties de fusils, de revolvers, de pistolets, d'armes blanches et d'autres armes importables, comme par exemple crosses, platines, cheminées, gachettes, sous-gardes, ressorts, canons ouvrés ou demi-ouvrés et de semblables parties d'armes et tout accessoire ou objet nécessaire à l'usage de ces armes.

TROISIÈME CATÉGORIE. — *Munitions importables.*

1° Cartouches chargées soit métalliques soit en carton avec culot métallique, sans égard au calibre, à raison de 4,500 pièces par an et pour chaque boutique d'armurier pour toutes les armes dont l'importation est permise.

2° Douilles de cartouches non chargées, métalliques ou en carton avec culot métallique, sans égard au calibre et au nombre pour toute arme permise.

3° Toute espèce de capsules d'armes et de douilles à l'exception de celles des armes d'affût interdites, ainsi que les cartouches pour les armes Flobert et autres armes semblables de petit calibre.

4° Toute espèce de plomb de chasse.

CHAPITRE II

Toutes les armes dont l'importation est admise seront, après vérification de la douane, marquées par l'Administration douanière, sans frais ni retards, soit par une ficelle plombée, soit par poinçonnage, au choix du propriétaire.

CHAPITRE III

L'introduction de toutes armes, matériel d'armes et munitions qui sont mentionnés dans le présent tableau, de toute sorte de poudre ainsi que de toutes les compositions qui ont la même destination ou qui, inventées plus tard, pourraient produire les mêmes effets que la poudre, telles que dynamite, poudre-coton dite fulmi coton, et coton azotique, nitroglycérine, picrates et fulminates, des mèches à mines et autres matières fulminantes de ce genre, du

salpêtre raffiné et non raffiné et du chlorate de potasse est interdite. Mais pour ne pas porter préjudice à l'industrie, la Grande Maîtrise de l'Artillerie vendra, sur la demande des personnes qui en ont besoin à Constantinople et dans les provinces, de la poudre de chasse et à carrière et autres matières analogues et établira des dépôts dans les endroits où il faut.

Il est entendu que les instruments tranchants destinés à l'agriculture, aux métiers ou à l'usage domestique continueront à être importés comme par le passé.

Constantinople, le 26 août 1890.

VON RADOWITZ.
GILLET.

M. SAÏD.

Protocole.

Les Plénipotentiaires réunis pour signer le traité de commerce et de navigation conclu en date de ce jour entre l'Allemagne et la Turquie ont énoncé les déclarations suivantes :

I. — *En ce qui concerne les Suisses placés sous la juridiction consulaire allemande.*

Il est bien entendu que ceux des Suisses résidant dans l'Empire Ottoman qui voudraient se placer sous la juridiction consulaire allemande, bénéficieront des dispositions du traité de commerce conclu en ce jour entre l'Empire Ottoman et l'Empire Allemand.

II. — *En ce qui concerne les Règlements douaniers (art. XIII).*

Les Règlements douaniers ayant pour but de régler en Turquie l'application des principes contenus dans le traité de commerce conclu en date de ce jour ainsi que les modifications qu'on pourra y introduire dans l'avenir, seront élaborés par les soins de l'Administration Ottomane et communiqués au Représentant du Gouvernement Allemand avant leur mise en vigueur, afin qu'ils puissent être portés à temps à la connaissance du commerce allemand.

Le Gouvernement Impérial Ottoman modifiera les points de ces Règlements qui seraient en contradiction avec les principes contenus dans le dit traité et notamment avec les articles XVIII, XIX et XX relatifs aux formalités douanières pour la présentation du manifeste, la déclaration des marchandises, les perquisitions à opérer sur les navires et dans les districts-frontières, les pénalités à appliquer en cas de contrebande, ainsi que les formalités et droits d'entreposage, contradictions qui lui seraient signalées par le Représentant du Gouvernement Allemand.

III. — *En ce qui concerne les matières explosibles (art. XVII).*

En prohibant l'importation « d'autres matières explosibles », on n'a pas voulu empêcher le commerce et l'importation en Turquie des matières qui, par leur nature, sont explosibles dans certaines circonstances ou qui pourraient être employées à la fabrication de matières explosibles, tels que le soufre, l'éther, le nitrate de soude, mais seulement le commerce et l'importation de matières destinées exclusivement ou du moins essentiellement à faire sauter des mines ou à des emplois analogues.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés ont signé le présent Protocole qui formera une annexe du traité en date de ce jour et sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Gouvernements respectifs, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du traité auquel il se rapporte.

Fait à Constantinople, le 26 août 1890.

VON RADOWITZ.
GILLET.

M. SAÏD.

Procès-verbal de signature.

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce et de navigation conclu en date de ce jour entre l'Allemagne et la Turquie, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

1^o Jusqu'à la date à laquelle le dit traité entrera en vigueur conformément à son article XXV, le régime actuel sera maintenu. Il est pourtant bien entendu que, même après cette date, ni le tarif ni une stipulation quelconque du traité ne pourront être, sans le consentement du Gouvernement Allemand, mis en vigueur vis-à-vis de l'Allemagne s'ils ne sont pas en même temps mis en vigueur vis-à-vis de toute autre nation.

2^o Il est de même bien entendu que le Gouvernement Allemand en accordant à la Turquie le droit de la nation la plus favorisée en matière douanière n'a pas voulu concéder les faveurs exceptionnelles dont jouissent ou jouiront les territoires qui sont ou qui seront compris dans l'union douanière allemande.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent procès-verbal.

Fait à Constantinople, le 26 août 1890.

VON RADOWITZ.
GILLET.

M. SAÏD.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

CONFÉRENCE DE BRUXELLES

POUR LA SUPPRESSION DE LA TRAITE DES ESCLAVES.

Suite (1)

Annexes au Protocole n° XV. (2).

ANNEXE N° 1.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le chapitre V, concernant les institutions destinées à assurer l'exécution de l'acte général.

Messieurs,

Les Puissances européennes ont voulu, à différentes reprises, au moyen d'une action collective et permanente, assurer l'exécution des traités conclus par elles, en vue de régler les intérêts qui leur sont communs. La plus ancienne et la plus importante des applications de ce principe se rencontre dans les Commissions instituées pour garantir la liberté de la navigation des fleuves qui traversent plusieurs Etats.

La même pensée a été réalisée à propos des traités concernant les postes et télégraphes, les poids et mesures, la propriété industrielle, artistique et littéraire ; mais on a voulu seulement faciliter l'exécution des mesures prises et préparer les révisions nécessaires. La tâche des bureaux internationaux établis à Paris et à Berne consiste à coordonner les renseignements qui se réfèrent à ces divers services, à émettre des avis sur les questions litigieuses, à instruire les demandes en modification des conventions elles-mêmes. Parfois ils fonctionnent comme de simples bureaux d'études et d'informations.

La question de l'opportunité d'une création semblable s'est posée devant la Conférence de Bruxelles, et ce n'est pas l'une des moins importantes qu'elle ait eu à résoudre. La Conférence, il est vrai, n'a pas à pourvoir à l'administration d'une propriété en quelque sorte indivise, ou bien au règlement de ces relations que la civilisation développe et complique sans cesse entre les nations européennes. L'œuvre entreprise à Bruxelles est essentiellement humanitaire et désintéressée, et elle regarde un autre continent. Mais, si la cause est nouvelle, le champ d'action et les moyens d'exécution ne le sont pas moins. « Il ne faut pas perdre de vue, disait le Président « de la Commission, dans la séance du 2 avril, que le futur traité recevra « son exécution dans des pays lointains et peu connus jusqu'à présent.

(1) V. *Archives*, 1891, I, p. 9-45, 133-188, 271-345 ; II, p. 11-37.

(2) V. ce protocole plus haut, p. 33.

« L'Acte général sera très vaste; certaines matières sont régies par des dispositions formant une sorte de code pour chacune d'elles. Personne ne révoque en doute le bon vouloir des Puissances, mais, en présence du nombre considérable des Etats signataires, on pourrait craindre que certaines dispositions, étant dépourvues de sanction, ne demeurent dans le domaine de la théorie. Il en serait alors de ce traité comme il en a été de tant d'autres qui, au bout d'un certain temps, tombent dans une sorte de sommeil qui précède la désuétude. C'est pourquoi il est désirable que les Représentants des Puissances aient toujours l'œil ouvert pour prévenir les difficultés, signaler les lacunes, ne rien laisser au hasard dans l'exécution. »

Ces paroles, prononcées dans l'une des dernières phases des délibérations de la Conférence, ne font que résumer les intentions qui se sont manifestées, avec une insistance remarquable, au cours de l'examen des diverses parties de l'Acte général.

Le premier projet de convention pour la répression de la traite sur mer, déposé au début des travaux de la Conférence par MM. les Plénipotentiaires britanniques, prévoyait l'échange de renseignements entre les Puissances, afin de faciliter l'action des croiseurs et la surveillance de la navigation. Cette proposition fut accueillie avec faveur, et elle fut suivie immédiatement d'une autre qui tendait à concentrer ces renseignements dans un bureau dont le siège fut ensuite fixé à Zanzibar.

On les retrouve toutes deux dans le projet français, puis dans celui que coordonnèrent MM. les Plénipotentiaires de Russie et que la Conférence a déjà adopté.

En parcourant les autres chapitres de l'Acte général, on voit la même idée reparaitre comme un complément naturel, presque nécessaire, des mesures qui ont été concertées : lors du vote de l'article 5 du chapitre I, qui règle la répression pénale de la traite, à propos du régime des armes, à propos du régime des alcools, enfin lorsqu'on a discuté les dispositions à prendre dans les pays de destination des esclaves africains.

Appliquée ainsi successivement à plusieurs des matières dont s'occupe le Traité, la communication réciproque des renseignements appelait une organisation spéciale que l'on est convenu de reporter dans un chapitre qui lui serait exclusivement consacré. C'est de l'élaboration de ce chapitre que le présent rapport doit rendre compte à la Conférence.

Cette tâche avait été confiée à une Commission formée des Plénipotentiaires de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de l'Espagne, de l'Etat Indépendant du Congo, des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Russie, de la Turquie et de Zanzibar.

Le projet présenté à la Commission par les Plénipotentiaires belges se divise en trois sections : la première s'occupe du Bureau international maritime; la seconde, de l'échange entre les Gouvernements des documents et renseignements relatifs à la traite; la troisième de la protection des esclaves libérés. Dans cette dernière, il est question de faits qui appartiennent à un ordre d'idées tout différent de celui que les deux autres subdivisions du chapitre ont pour objet. Mais il s'agit également d'assurer la pleine efficacité d'une série de dispositions importantes. De plus, on propose de le faire au moyen d'une institution qui n'est pas sans quelque analogie avec les bureaux de renseignements et qui porte le même nom. On a donc cru pouvoir comprendre les articles relatifs aux bureaux d'affranchissement dans le chapitre qui a pour titre : Des institutions destinées à assurer l'exécution de l'Acte général.

Rien ne s'opposerait d'ailleurs, si la Conférence partageait l'opinion émise à cet égard par MM. les Plénipotentiaires britanniques, à ce que cette section fût, en raison de l'importance de l'institution qu'elle consacre, détachée du chapitre V pour en former un nouveau.

I. Du Bureau international maritime.

La Commission maritime avait décidé en principe la création d'un bureau maritime, et posé les bases de cette institution en arrêtant les dispositions suivantes :

1^o Erection immédiate d'un bureau au moins, dont le siège sera à Zanzibar;

2^o Engagement pris par les Puissances de faire adresser à ce bureau les documents déterminés par l'Acte général et qui concernent la police de la navigation, ainsi que les renseignements de nature à faciliter la répression de la traite dans la zone où elle se pratique encore;

3^o Libre accès des archives du Bureau aux officiers et aux agents des Puissances dont les fonctions s'exercent dans la zone.

Nous n'avons pas à rappeler ici le nombre et la variété des renseignements et documents dont l'envoi à l'Office de Zanzibar a été décidé par la Commission maritime. Lorsque le système de répression de la traite dans les régions des mers de l'Afrique orientale eut reçu sa forme définitive, l'institution nouvelle y tenait une place qui attestait à la fois et son utilité et l'importance que lui attribuait la Commission.

Le cadre de ses attributions ayant été nettement tracé au chapitre III, les mesures d'organisation seules restaient à déterminer au chapitre V.

Le projet présenté par les Plénipotentiaires belges (Annexe n^o 2) traite successivement de la constitution du bureau, de son organisation, des dépenses qu'il entraînera, de ses attributions, du droit d'accès, des agences auxiliaires, du rapport; enfin de sa compétence dans une matière spéciale. Au cours du débat, les articles proposés ont subi certaines modifications dont les rapporteurs, Messieurs, ont ici à vous rendre compte.

Article premier. — La première question à résoudre était celle de la composition du Bureau. Le projet avait limité le droit de s'y faire représenter aux Puissances ayant des possessions ou exerçant des protectorats dans la zone. Il supposait que ces Puissances seules auraient intérêt à voir leurs Délégués siéger dans le Bureau. Cette restriction souleva des critiques. M. le Ministre de France fit remarquer que tous les Etats dont les bâtiments fréquentent les ports de la zone, ou même la traversent habituellement, seraient également intéressés à prendre part au contrôle de la navigation, afin de protéger, le cas échéant, leur propre pavillon. Cette proposition était trop juste pour ne pas être admise. La Commission a donc décidé que toutes les Puissances signataires pourraient envoyer un Représentant au Bureau de Zanzibar.

Il a été entendu, de plus, que les Puissances non représentées resteraient toujours libres d'envoyer un Délégué et que le fait de n'avoir point notifié au début l'intention de le faire, ne pourrait, dans l'avenir, les priver de ce droit.

Art. 2. — Cet article a subi une modification, inspirée par la même préoccupation. Après avoir stipulé que le Bureau sera constitué dès que trois Puissances auront désigné leur Représentant, il remet au bureau lui-même le soin d'élaborer son règlement, sauf à le soumettre à la sanction des Puissances intéressées.

Que faut-il entendre par « Puissances intéressées ? » Cette question a provoqué d'assez longs débats. La Commission inclinait d'abord à admettre que le droit de sanctionner le Règlement du Bureau maritime devait être reconnu à toutes les Puissances signataires, afin de leur permettre à toutes de prendre part à l'organisation d'une institution à laquelle il leur serait toujours permis d'envoyer un Délégué.

Appelée à se prononcer dans sa dernière séance, la Commission a tenu compte cependant des objections présentées par Lord Vivian et par M. le docteur Ballay. Certaines Puissances signataires n'ont aucun intérêt en jeu

et ne se feront certainement jamais représenter au Bureau. A quel titre, dès lors, interviendraient-elles dans l'adoption du Règlement ? Leur droit est d'ailleurs suffisamment sauvegardé par la faculté qui leur est laissée de désigner un Délégué. Si cette désignation est tardive, elles auront à en subir les conséquences. Une rédaction proposée par M. le Ministre de France fait droit à cette objection, et elle a été admise. L'article dira que : le Règlement sera immédiatement soumis à la sanction des Puissances signataires qui auront notifié leur intention de se faire représenter au Bureau.

Art. 3. — Cette disposition fixe, à parts égales, la contribution des Puissances aux frais occasionnés par le Bureau de Zanzibar. Le changement apporté à l'article 1^{er} en entraînait ici un autre. Cette répartition se fera, non plus entre les Puissances signataires ayant des possessions ou exerçant des protectorats dans la zone, mais entre toutes celles ayant manifesté leur intention de se faire représenter à Zanzibar.

Art. 4. — Cet article définit la mission essentielle du bureau ; il se borne à reprendre, en la coordonnant, l'indication des documents et renseignements dont l'envoi est prescrit par divers articles du Règlement inséré au chapitre III de l'Acte général. En parcourant cette énumération, il est aisé de se rendre compte de la tâche étendue que le Bureau devra remplir et de la haute utilité de cette institution.

Art. 5. — L'article 5 traite de la communication des renseignements dont le Bureau sera dépositaire. Dans son paragraphe 1^{er}, il reproduit textuellement sur ce point la disposition générale insérée au paragraphe 2 de l'article 8 du chapitre III. La Commission, partageant l'avis des auteurs du projet, a pensé que cette disposition devait être rangée parmi les mesures d'exécution, et qu'elle trouverait par conséquent sa place dans le chapitre V, plutôt que dans celui qui se borne à énoncer les principes généraux de la matière.

Un changement a été, toutefois, introduit dans le texte. Le Bureau, est-il dit, sera ouvert aux autorités judiciaires. M. le Ministre de France fit observer qu'en permettant à ces autorités de s'adresser directement au bureau de Zanzibar, l'article ne pouvait déroger à la règle administrative en vertu de laquelle les fonctionnaires de l'ordre judiciaire d'un pays ne peuvent correspondre avec l'étranger que par l'intermédiaire des autorités supérieures de la Colonie ou de l'Etat dont elles dépendent. Comme l'a rappelé M. le Président dans la discussion de l'article 8 du chapitre III, on avait en vue ici non seulement les autorités judiciaires de Zanzibar, mais aussi celles qui seraient établies sur d'autres points de la zone.

Il est évident que celles-ci devront, pour agir à l'étranger, recourir à leur Gouvernement. M. le Plénipotentiaire de France demandait que cela fût clairement exprimé par l'adjonction des mots « ou territoriales ». La Commission a accepté cette addition, qui n'a d'ailleurs pas l'effet d'étendre la portée de l'article. Mais il y va de soi qu'à Zanzibar même cette intervention ne sera pas requise, et que les magistrats de ce lieu pourront s'adresser directement au Bureau.

Le Bureau de Zanzibar devra fournir aux agents étrangers une traduction en langue européenne des documents réclamés qui seraient rédigés en langue orientale. Son Excellence Carathéodory Efendi a exprimé le désir de voir préciser les langues européennes en lesquelles ces traductions devraient être remises, afin d'éviter les conflits et de prévenir des demandes impossibles à satisfaire. La Commission a été d'accord pour laisser, dans chaque cas, le choix de la langue au Bureau qui aura tout intérêt à donner, autant que possible, satisfaction aux exigences qui se produiraient à cet égard.

Le paragraphe deuxième de l'article prévoit les communications faites en vertu de l'article 17 du Règlement maritime. Il s'agit du résumé du rapport adressé à son Gouvernement par le commandant du croiseur et de la copie du procès-verbal dressé par l'officier envoyé à bord du navire arrêté ; ces documents devront, en cas de vérification, être envoyés au Bureau de Zan-

zibar, pour être transmis par celui-ci à l'autorité consulaire ou territoriale la plus proche de la Puissance dont le navire porte le pavillon.

L'utilité de cette dernière communication a été révoquée en doute par MM. les Plénipotentiaires français ; ils firent remarquer que le tribunal saisi de l'enquête a déjà sous les yeux, par le fait même de la saisie, les pièces dont l'article 17 prescrit l'envoi par l'intermédiaire du Bureau de Zanzibar. M. Banning, second Plénipotentiaire de Belgique, a répondu que l'article 17 prévoyait le cas d'une vérification non suivie de capture du bâtiment, et que dans cette hypothèse il pourrait être fort utile aux autorités les plus proches du pays dont relèverait le navire arrêté, de connaître le fait, afin d'être en mesure, s'il y avait lieu, de surveiller le bâtiment ou de contrôler les vérifications abusives qu'il pourrait avoir subies.

Le sens de l'article 17 du Règlement ainsi fixé, on a jugé qu'il suffirait ici d'une simple référence à cet article.

Art. 6. — Cet article traite de l'érection des bureaux auxiliaires, qui avait été prévue par l'article 8 du chapitre III.

On s'est demandé d'abord quelles seraient les Puissances qui auraient à provoquer l'établissement de ces bureaux auxiliaires. M. le Ministre de Turquie, moins persuadé que son collègue d'Angleterre de l'utilité qu'offrirait les agences auxiliaires, tenait à constater qu'il s'agissait d'une faculté et non d'une obligation. A sa demande, il a été décidé que l'établissement de ces agences ou succursales ne pourrait se faire qu'à la suite d'une entente préalable entre les Puissances intéressées. On n'a plus précisé, comme l'avait indiqué le projet, que les Puissances intéressées étaient uniquement celles qui auraient des possessions ou exerceraient des protectorats dans la partie de la zone formant la circonscription du nouveau bureau.

Il a été formellement entendu, d'ailleurs, dans cette discussion comme dans celle d'où est sorti l'article 8 du chapitre III, que les bureaux auxiliaires auront un caractère international, puisque plusieurs Puissances pourront y être représentées. Chaque Puissance demeurera, cela va de soi, libre d'établir dans ses possessions, selon ses convenances, des offices locaux de renseignements, qui seront sous sa direction exclusive.

Avec une compétence restreinte à l'étendue de la zone qu'ils devront desservir, les bureaux auxiliaires recevront la même organisation que le Bureau central de Zanzibar. Les documents spécifiés à l'article 4 leur seront directement transmis par les autorités locales de la région afférente de la zone. Mais l'envoi de ces mêmes documents n'en devra pas moins être fait au Bureau de Zanzibar, afin qu'il conserve le caractère d'un office central, pourvu de renseignements qui lui permettront de faciliter la police maritime dans la zone tout entière.

Après avoir défini la nature et les attributions des bureaux auxiliaires, la Commission, dans sa dernière séance, a été saisie par MM. les Plénipotentiaires d'Angleterre d'une question se référant à l'application de ces principes. Son Excellence lord Vivian avait entretenu plusieurs fois la Commission maritime de la création d'un bureau semblable dans la mer Rouge, création dont la nécessité paraît s'imposer. C'est même pour tenir compte de cette éventualité que l'article 8 du chapitre III dit qu'il sera créé au moins un bureau international maritime. Lorsque la Commission a été appelée à arrêter définitivement le texte de la section 1^{re} du chapitre V, les Plénipotentiaires britanniques lui ont fait savoir que, d'après de nouveaux renseignements qui leur sont parvenus, la question se présente avec un caractère d'actualité qui la recommande à toute l'attention de la Conférence. Grâce aux mesures rigoureuses prises récemment par les autorités impériales allemandes à la côte orientale d'Afrique, grâce à l'action efficace des croisières anglaises et françaises, la traite diminue notablement dans ces parages de l'Océan Indien ; mais, par un contre-coup inévitable, le transport des esclaves commence à refluer déjà vers la mer Rouge, et ce mouvement ne fera sans doute que s'accroître. M. le Ministre d'Angleterre ne met pas en cause la

bonne volonté du Gouvernement ottoman, mais il croit que, dans ces circonstances, la création d'un second bureau dans la mer Rouge s'impose dès maintenant, et il a voulu prier la Commission de prendre en très sérieuse considération la nécessité de mesures urgentes, qui résulte de ce déplacement des opérations de la traite dans la zone maritime.

La question de savoir quelle suite il conviendrait de donner à la communication de lord Vivian s'est posée immédiatement. D'après M. le Ministre de Turquie, cette question se trouve résolue par les précédentes décisions de la Conférence et des Commissions. Le principe a été proclamé et accepté. La Conférence a décidé qu'un seul bureau serait établi à Zanzibar et que d'autres pourraient l'être, dans certaines parties de la zone, par l'accord préalable des Puissances intéressées.

MM. les Plénipotentiaires britanniques veulent-ils aller plus loin, se demande Carathéodory Efendi, et déposer une proposition formelle tendant à l'érection de ce bureau ? Son Excellence se croirait obligée d'y faire opposition, parce qu'elle estime qu'une telle proposition serait prématurée et empiéterait sur des résolutions que les Puissances intéressées seules ont compétence pour prendre, lorsque la mise à exécution du Traité aura fait connaître la situation véritable. M. le Ministre de Russie a appuyé ces considérations.

Lord Vivian a expliqué la portée de la communication qu'il venait d'adresser à la Commission. Il n'a voulu, ni suspecter en aucune manière les intentions de la Sublime Porte, ni formuler une proposition. Les Plénipotentiaires britanniques ont désiré signaler à l'attention de la Commission des faits attestant l'urgente nécessité de la création d'un bureau dans la mer Rouge, faits qui sont confirmés par des renseignements officiels placés à ce moment même sous les yeux des membres de la Commission. Après en avoir pris connaissance, la Conférence aurait à apprécier si le moment est arrivé d'y donner suite.

M. le Président, à son tour, a rappelé que c'était à la demande de M. le Ministre de Turquie lui-même que les mots « à la suite d'un accord préalable entre les Puissances intéressées » avaient été insérés dans le texte. Si, poursuit M. le baron Lambert, les faits rapportés par M. le Ministre d'Angleterre sont appréciés par les Gouvernements intéressés de la même manière que par le Gouvernement britannique, rien ne les empêchera de se concerter pour l'établissement d'un bureau dans la mer Rouge. Aucun membre de la Commission n'ayant présenté d'ailleurs une proposition à cet égard, l'article 6 ne subira aucun changement, et il sera donné satisfaction au désir des Plénipotentiaires britanniques par la mention de ce débat au Rapport.

Art. 7. — Les rapports que la Commission a voulu maintenir entre le Bureau de Zanzibar et les bureaux auxiliaires sont marqués encore par cet article, qui charge l'office central de dresser dans les deux premiers mois de chaque année un rapport, non seulement de ses propres opérations, mais aussi de celles des bureaux auxiliaires.

Art. 8. — Pour combler une lacune signalée par MM. les Plénipotentiaires d'Allemagne, lors de la discussion du chapitre III, les auteurs du projet avaient formulé un article qui attribuait au Bureau de Zanzibar la désignation du sur-arbitre, lorsque les arbitres chargés par l'article 23 (bis) du Règlement maritime de déterminer le montant de l'indemnité due pour une arrestation non justifiée, n'auraient pu s'entendre sur le choix de ce sur-arbitre.

Dans le sein de la Commission, des doutes s'étant élevés sur la possibilité d'appliquer la disposition proposée, on l'a supprimée, en laissant à la Conférence le soin d'examiner, lors de la discussion du Règlement maritime, s'il ne conviendrait pas d'ajouter à l'article 23 (bis) de ce Règlement une disposition réglant d'une autre manière la procédure à suivre, disposition qui, en toute hypothèse, serait mieux à sa place dans le chapitre III.

II. De l'échange entre les Gouvernements des documents et renseignements relatifs à la traite.

Lorsque la première Commission a discuté le régime des armes et munitions de guerre, il a été question d'ériger un bureau affecté exclusivement à tout ce qui regarderait l'application de ce régime. Cette idée a été abandonnée. Il était impossible de multiplier des institutions semblables. D'autre part, on ne pouvait confier la tâche de recueillir des renseignements sur toutes les parties du Traité au Bureau de Zanzibar, chargé déjà d'attributions nombreuses et ayant une sphère d'action nettement circonscrite à la répression de la traite dans la zone maritime.

Sauf en ce qui concerne la traite sur mer et les mesures prises dans les ports, les documents à échanger ne pouvaient provenir que des Gouvernements eux-mêmes, et non des administrations coloniales.

Les auteurs du projet, lorsqu'ils ont rédigé la section deuxième du chapitre II, ont conclu de ces considérations que le service de l'échange des documents, quel que fût l'objet de ceux-ci, devait être centralisé dans un office unique qui servirait en même temps d'intermédiaire pour la transmission aux Puissances des pièces émanées des bureaux maritimes.

En second lieu, ils ont pensé que l'institution nouvelle, abstraction faite de la nature et de l'étendue de ses attributions, devait avoir son siège en Europe. Mais, cependant, ils se sont demandé si, pour atteindre le but qu'on poursuivait, il ne suffirait pas d'établir un simple dépôt de réception et d'envoi des documents; leur transmission continue et régulière aurait pour conséquence de renseigner d'une manière complète, dans une sorte de tableau d'ensemble, toutes les Puissances sur la marche et les progrès de l'exécution de l'Acte général. Les lacunes et les imperfections de celui-ci seraient ainsi manifestées d'elles-mêmes par la comparaison des résultats obtenus et des mesures prises.

Dans cet ordre d'idées, qui laisse à chaque Etat l'appréciation des actes accomplis et l'initiative de décider ce qu'il conviendrait de faire ou de proposer aux autres, l'échange des renseignements avait paru, sans inconvénient, pouvoir comprendre non seulement les mesures prises pour assurer l'exécution de l'Acte général, mais aussi celles qui tendraient à l'accomplissement des vues de la Conférence.

L'organisation proposée pour le service lui-même était exactement proportionnée à la mission que le projet lui assignait.

L'échange des documents devait être centralisé dans un bureau spécial qui eût été rattaché au Ministère des Affaires étrangères de l'une des Puissances signataires à désigner par la Conférence.

Le Bureau n'aurait eu d'autre tâche que de mettre en ordre les documents transmis, de les distribuer aux Puissances et de les publier.

Afin de permettre la publication de fascicules périodiques, les communications devaient être faites, en ce qui concerne les lois et règlements édictés par les Puissances, au fur et à mesure qu'ils seraient promulgués; et, pour les renseignements statistiques, dans les six mois après la fin de chaque exercice.

Tels sont les traits principaux du projet qui faisait primitivement l'objet de la section deuxième du chapitre V. Il a été soumis à la Commission dans sa séance du 24 mars. (Annexe n° 2.)

Dès le début de la discussion, des divergences de vues se firent jour. MM. les Plénipotentiaires britanniques annoncèrent l'intention de présenter un autre projet, dans lequel la mission du bureau européen serait conçue sur des bases beaucoup plus larges.

En attendant que ces propositions fussent formulées, la Commission a poursuivi l'examen du projet dont elle avait été saisie. Il importe de rendre compte ici de cette discussion, parce qu'elle achève de caractériser le système.

Nous exposerons également les modifications qui ont été apportées à ces articles dans les phases postérieures du débat et qui ont passé dans le texte définitif.

Art. 9, 11, 12. — Ces articles déterminaient les documents et renseignements que se communiqueront les Puissances ; le premier, en précisant leur nature ; les autres, en énumérant ceux dont il avait été question déjà dans la discussion des diverses matières traitées par les autres Commissions de la Conférence.

La définition de l'article 9 a été critiquée par M. le Ministre de France, comme étant trop compréhensive. M. Bourée préférait que l'on se bornât à énumérer les pièces à communiquer. Il serait impossible, disait-il, d'exiger que les Gouvernements ouvrirent leurs archives à tout le monde ; or, la rédaction proposée, dans ses termes généraux, semblait viser tous les actes des administrations coloniales.

M. Banning, second Plénipotentiaire belge, a contesté que tel pût être le sens de l'article. Les Gouvernements resteront évidemment seuls juges des communications qu'il leur conviendra de faire. Le projet, ainsi que l'atteste l'énumération des articles 11 et 12, n'avait nullement pour but de réclamer des renseignements qui, par leur nature même, devraient être soustraits à la publicité. Mais il est à désirer cependant que l'on reconnaisse l'obligation de communiquer des documents répondant au but que la Conférence a en vue.

Lord Vivian a appuyé ces considérations. Il serait regrettable, selon lui, que les divers Gouvernements en vinssent à exclure les communications qui offriraient de l'intérêt et de l'utilité. Son Excellence a cité l'exemple de son propre pays qui, dans ses *Blue Books*, n'hésite pas à publier les documents les plus variés concernant la traite. C'est dans la même voie que M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne désirerait que l'on s'engageât ici.

Pour concilier les vues divergentes, la Commission, sur la proposition du Président, a décidé de fusionner les articles 9 et 11, en modifiant le premier des deux d'après une formule suggérée par Son Excellence M. Bourée, et en faisant disparaître les termes qui impliquent un engagement formel.

L'article dira donc : « Les Puissances se communiqueront, etc., etc. . . . »

Ainsi amendé, le texte combiné des articles 9 et 11 a passé dans un projet dont il sera question plus tard. Lorsque la Commission l'a discuté, il a provoqué de nouvelles observations de la part de M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne. Ces communications, a-t-il dit, sont de deux catégories : elles comprennent, ou bien le texte des lois et règlements, ou bien les données statistiques.

En parcourant les divers chapitres du Traité, on n'en trouve pas d'autres. Dès lors, pourquoi distinguer entre les données statistiques, que vise le n° 2 de l'article, et celles dont parle le n° 3 ? Une seule énumération suffirait, et il serait facile de la compléter en y ajoutant les renseignements qui regardent la traite en général.

Cette proposition a obtenu l'assentiment de la Commission. Son Excellence Lord Vivian a demandé toutefois que l'on mentionnât au Rapport que les données statistiques relatives à l'exécution des lois pénales seront comprises parmi celles dont l'envoi serait obligatoire.

Se plaçant au même point de vue, M. le Ministre de Turquie a fait observer qu'une mention séparée par des renseignements auxquels se réfère l'article 13 n'avait dès lors pas de raison d'être. En la maintenant, on semblerait imposer une obligation spéciale et plus onéreuse aux Gouvernements des pays de destination des esclaves africains dont il s'agit ici. Toutefois, Son Excellence Carathéodory Efendi a suggéré de reporter sous le n° 2 les renseignements relatifs aux esclaves arrêtés et libérés. De cette manière on sera certain que l'article 11 du chapitre IV recevra son entière application. L'article 12 (article 10 de l'annexe n° 3) a donc été supprimé.

Dans cette même séance, M. Goëhring a suggéré, dans le paragraphe 1^{er} de l'article 9 (article 8 de l'annexe n° 3), la suppression du mot notamment

qui, précédant l'énumération des pièces à communiquer, semblait laisser supposer d'autres documents dont l'échange serait obligatoire.

Cette suppression a été admise, après que M. le Président eut fait observer que, si l'article ne parle que des communications obligatoires, il n'exclut évidemment pas toutes les autres que les Gouvernements jugeraient opportun de se faire.

Art. 10. — L'article 10 appelait la désignation du pays qui serait le siège du Bureau. MM. les Plénipotentiaires de France et d'Angleterre, auxquels se joignirent les autres membres de la Commission, proposèrent d'établir le Bureau à Bruxelles : ce devait être, à leur avis, la conséquence du choix qui avait été fait de cette capitale pour être le siège de la Conférence.

Parlant cette fois en qualité de Représentant de la Belgique, M. le Président a rappelé que les Plénipotentiaires de son pays n'avaient été, depuis l'origine, guidés que par une seule pensée, celle de faciliter à la Conférence l'accomplissement de sa mission. Ils ne recherchent pour leur pays aucune préférence, mais si l'Assemblée est d'avis que le concours du Gouvernement belge peut être utile en cette circonstance, M. le Baron Lambermont croit pouvoir donner l'assurance que ce concours ne sera pas refusé. Dans la séance suivante, M. le Baron Lambermont a confirmé ces paroles en faisant connaître à la Commission que le Gouvernement belge acceptait la tâche qu'on lui offrait et qu'il appréciait hautement ce nouveau et significatif témoignage de la confiance des Gouvernements représentés à la Conférence.

Art. 13, 14 et 15. — Les autres articles du projet n'ont subi que des modifications de forme. Il n'y a lieu de relever ici que le débat qui s'est élevé sur la disposition qui stipulait l'envoi des rapports et renseignements statistiques au Bureau central dans l'espace de six mois, après la fin de chaque exercice.

Ce terme avait été emprunté à l'article 10 du chapitre 1^{er}, qui prescrit la communication des renseignements concernant le commerce des armes, dans le même délai. Ainsi que l'a fait remarquer M. le second Plénipotentiaire de Belgique, cette détermination n'est pas sans offrir quelque utilité. Si les renseignements sont fournis tardivement, ils perdront leur intérêt. Il serait désirable qu'en cas de retard le Bureau pût les réclamer ; il faut d'ailleurs qu'il soit assuré de la réception, à date plus ou moins fixe, des documents qui devront servir à la composition des fascicules périodiques.

Mais, ajoutait M. Arendt, Délégué de Belgique, la proposition du terme n'avait rien d'impératif. Il était d'ailleurs dépourvu de toute sanction, et n'avait d'autre but que de réclamer une certaine périodicité dans l'envoi des documents.

La Commission avait pensé que ce vœu se trouverait suffisamment indiqué, si l'on disait que les communications seront faites, en ce qui concerne les renseignements statistiques, dans le plus bref délai possible, après la fin de chaque exercice.

Dans une séance postérieure, sur la proposition de M. le Ministre de France, et afin de témoigner plus clairement encore que la Commission entendait ne porter aucune atteinte, même en apparence, à la liberté des Puissances signataires, la Commission s'est prononcée pour la rédaction suivante : Les Puissances se communiqueront, dans la plus large mesure et dans le plus bref délai qu'elles jugeront possibles, etc.

Sous cette dernière forme, l'article 14 a été inséré dans l'article 9, qui énumère les documents à échanger.

De cette première discussion, il était permis de conclure que l'entente s'établirait aisément sur la nature des communications que devrait recevoir le Bureau central de Bruxelles, ainsi que sur leur envoi et leur publication.

Mais les attributions du bureau lui-même avaient, dès le début, provoqué des réserves de la part des Plénipotentiaires britanniques. A la seconde séance de la Commission, Son Excellence Lord Vivian se trouva en situation

de faire connaître à cet égard les vues de son Gouvernement. Celui-ci avait exprimé le désir de voir assigner un rôle plus important au Bureau, dont le siège était fixé à Bruxelles. Toutes les Puissances signataires, dans son opinion, devraient y être représentées, et leurs agents formeraient ainsi une sorte de conseil permanent, chargé de veiller à l'exécution de l'Acte général et exerçant le contrôle et une haute direction sur les bureaux établis à la côte d'Afrique, aussi bien celui de Zanzibar que les bureaux auxiliaires qui en dépendraient.

La Commission n'était pas préparée à la discussion immédiate d'un plan qui demandait à être formulé en une série de dispositions précises. M. le Président suggéra de remettre au bureau de la Conférence, de commun accord avec MM. les Plénipotentiaires britanniques, le soin de préparer un projet conçu en ce sens. Cette proposition fut acceptée, et un nouveau texte de la section deuxième fut présenté à la Commission dans sa séance du 2 avril (Annexe n° 5).

Il convient de résumer d'abord l'économie de ce projet.

Le Bureau établi à Bruxelles devait avoir pour mission de centraliser l'échange entre les Puissances de documents et de renseignements déterminés, et de les mettre à même de se rendre compte de l'exécution des clauses de l'Acte général, comme des améliorations qu'il comporte. Au Bureau serait adjoint un Conseil d'administration composé des Représentants à Bruxelles des Puissances signataires qui en auraient exprimé le désir. Le Conseil nomme le personnel du Bureau et détermine ses attributions et sa rémunération. Il se réunit au moins deux fois par an. Sa mission consiste à exercer un droit de contrôle sur la gestion administrative et financière du Bureau international de Zanzibar, ainsi que des bureaux auxiliaires qui en dépendent. Il en approuve le règlement organique et le budget. Un rapport est dressé chaque année, et publié en tête du volume qui contient le recueil des documents et renseignements. Le rapport se compose d'un aperçu des documents de toute nature, communiqués au bureau, d'un exposé de l'état d'exécution de l'Acte général, des résultats obtenus et des lacunes constatées. La rédaction du rapport appartiendra au bureau, mais il sera soumis à l'examen et à l'approbation du Conseil, en même temps que les pièces de comptabilité.

Les dépenses du bureau central sont supportées, à parts égales, par toutes les Puissances qui auront manifesté le désir d'être représentées dans le Conseil d'administration.

Il appartenait aux Plénipotentiaires britanniques de justifier cet ensemble de dispositions qui émanaient de l'initiative de leur Gouvernement. Le Gouvernement de la Reine, a dit Lord Vivian, estime qu'il serait nécessaire de veiller à la mise à exécution de l'œuvre de la Conférence et de confier cette tâche à ceux mêmes qui auront élaboré le Traité, c'est-à-dire aux agents des Puissances accrédités à Bruxelles.

D'autre part, le Cabinet de Londres n'attendrait guère un résultat satisfaisant de la création d'un Bureau international maritime en Afrique, si on le constituait dans des conditions tout à fait indépendantes. Il y aurait peut-être lieu de craindre qu'il n'étendit outre mesure ses attributions et qu'il ne s'engageât dans des dépenses excessives. Un contrôle s'imposerait nécessairement. Mais comment le réaliser ? Faudrait-il convoquer la Conférence chaque fois qu'une difficulté surgirait ?

Le Bureau central de Bruxelles, constitué comme il vient d'être dit, semble naturellement être indiqué, au double point de vue administratif et financier, pour exercer ce contrôle sur l'Office maritime et par conséquent aussi sur les bureaux auxiliaires qui viendraient à être établis.

Dépourvus pour la plupart d'instructions qui leur permettent de s'engager dans un débat approfondi, les membres de la Commission n'en consentirent pas moins à échanger leurs vues sur le projet qui leur était soumis. Outre quelques modifications de texte ne touchant que la forme, les observations qui surgirent ont précisé quelques points qu'il importe d'indiquer ici.

L'article 1^{er} subit un changement provoqué par une remarque de M. le Ministre de France, et qui a pour but de mieux définir la nature de l'institution. Il s'agissait de déterminer dans quelle mesure elle revêtirait un caractère international. Ce caractère s'attache incontestablement au Conseil d'administration, qui est en quelque sorte la Conférence continuée, mais non aux employés du bureau, au sens restreint du mot. Ceux-ci se trouvent sous la direction du Conseil, et par conséquent agissent sous sa responsabilité.

Il demeure donc entendu, ainsi que l'a constaté M. le Président, que cette responsabilité ne saurait, en aucune hypothèse, remonter au Gouvernement belge, sur le territoire duquel le Bureau pourra être établi, les employés fussent-ils même de nationalité belge.

Le dualisme que l'on semblait entrevoir dans cette institution, composée d'une part d'un conseil d'administration, d'un bureau de l'autre, n'existe donc pas en réalité. C'est ce qu'on a voulu marquer en modifiant le texte de l'article 1^{er}, et en substituant partout aux mots de Bureau international, ceux de Bureau central.

L'article qui détermine la nature du rapport que le Bureau central adressera chaque année aux Puissances indique, parmi les matières qu'il doit contenir, un exposé de l'état d'exécution de l'Acte général, des résultats obtenus et des lacunes constatées. Cette dernière expression prêtait à un double sens. En réalité, elle ne suppose pas la constatation des infractions qu'une Puissance aurait commises dans l'exécution du Traité, mais elle se borne à faire allusion aux défauts qui se seraient révélés dans l'œuvre même de la Conférence. Pour mieux rendre cette pensée, la Commission se rallia à l'amendement proposé par M. Van Maldeghem, Plénipotentiaire du Congo. Aux mots lacunes constatées on substitua ceux-ci : et des mesures que l'expérience aurait suggérées pour en combler les lacunes.

Ainsi que nous l'avons dit, l'échange de vues auquel la Commission s'était livrée dans la séance du 2 avril n'avait eu d'autre but que de définir le rôle et les attributions générales de l'institution du Bureau central, dans la forme et avec la mission que les Plénipotentiaires britanniques désiraient lui donner.

Après l'interruption que subirent les travaux de la Conférence au mois d'avril, le projet fut repris par la Commission dans sa séance du 26 avril.

Il ne nous semble pas nécessaire, Messieurs, d'exposer dans leurs détails les discussions auxquelles la Commission s'est livrée sur le texte de chacun des articles du projet, pour y apporter des modifications dont le sens s'indique de lui-même. Nous relèverons seulement une observation que M. le Ministre de Portugal a faite à propos de l'article 1^{er}. Tel qu'il était rédigé, ce texte laissait supposer, selon lui, que le Bureau de Bruxelles, outre la mission de centraliser l'échange des documents, aurait celle de mettre les Puissances à même de se rendre compte de l'exécution de l'Acte général et des améliorations qu'il comporte. Ce n'est pas ainsi, ajoutait avec raison M. de Macedo, que les auteurs du projet l'ont entendu. Ils ont voulu exprimer seulement que la mission attribuée au Bureau, et qui consiste à échanger les documents, avait pour but d'éclairer les Puissances, comme il est dit à la fin de l'article. Une interprétation contraire aurait pour conséquence d'étendre la compétence de cette institution au delà de la pensée de la Commission. L'insertion du mot ainsi, proposée par M. le Ministre d'Angleterre, a fait disparaître cette équivoque.

L'article 6 seul a provoqué un débat dont il faut rendre compte. Tout l'intérêt du projet nouveau se concentrait, en effet, dans cette disposition, qui détermine la nature et l'étendue de la plus importante des attributions que la Commission allait conférer au Bureau de Bruxelles.

M. le Ministre de Portugal a fait remarquer que le rapport, tel que le définissait l'article, était essentiellement une œuvre d'appréciation. Le Conseil d'administration en aurait la responsabilité : n'allait-on pas créer ainsi une sorte de Conférence permanente ? Mais qu'arriverait-il si le Conseil se divi-

sait dans ses appréciations? Comme dans toute réunion internationale, l'unanimité ne serait-elle pas requise? Si elle ne se rencontre pas, serait-il possible de soumettre aux Puissances un rapport qui ne refléterait que l'opinion de la majorité? Ne serait-on pas amené, dans cette éventualité, à le supprimer?

M. le Ministre de France en a conclu que l'utilité du rapport est au moins contestable. Le rapport ne verra donc pas le jour précisément dans les circonstances en vue desquelles il a été demandé.

Son Excellence a fait porter ses objections sur l'institution même du Conseil d'administration. Selon lui, c'est l'intervention du Conseil dans la confection du rapport qui attache à ce travail le caractère d'une sorte de jugement public porté par les Représentants des Puissances sur les actes de certaines d'entre elles.

M. le Ministre de France s'est montré préoccupé des conséquences de ce jugement; il y a vu une source d'ingérence, d'embarras et de contestations de nature à porter, dans certains moments, atteinte aux relations des Etats, et à empêcher l'Acte général de produire les bons effets qu'on en attend.

Rien de pareil, ajoutait Son Excellence, ne serait à craindre si le rapport était rédigé par le Bureau, tel que l'avait compris le projet primitif. Les appréciations qu'il contiendrait n'auraient que la valeur d'un jugement personnel du fonctionnaire qui les aurait émises; elles n'engageraient pas la responsabilité des Puissances, et surtout ne les opposeraient pas les unes aux autres.

Appliquant ces considérations au texte qui lui était soumis, M. le Ministre de France les a résumées ainsi: il serait désirable que l'on supprimât l'article 2 ou bien l'article 6, de manière à conserver le rapport sans Conseil d'administration, ou bien le Conseil d'administration sans le rapport, tel que le défuit ce dernier article. Le maintien des deux dispositions qui se combinent de la manière qui vient d'être dite paraît à M. Bourée de nature à soulever de sérieuses objections de la part du Gouvernement français.

Ces appréhensions n'ont pas été partagées par les Plénipotentiaires britanniques. Ils ne sauraient admettre que le rapport, comme l'entend et le désire le Gouvernement de la Reine, puisse devenir un sujet de contestations ou de difficultés entre les Puissances. Comment pourrait-il blesser leurs susceptibilités, puisqu'il ne sera rédigé qu'à l'aide des documents qu'elles-mêmes auront fournis? Toutes les Puissances appliqueront le Traité avec une égale et entière bonne volonté, et elles ne pourront que savoir gré à ceux qui, en leur exposant les mesures prises, leur feront connaître la situation vraie, le réel état des choses. Les amendements déjà apportés à l'article avaient d'ailleurs fait disparaître tout ce qui aurait pu prêter à la moindre possibilité d'ingérence.

Entre ces deux appréciations opposées, les Plénipotentiaires d'Allemagne ont exprimé une opinion intermédiaire. Le Gouvernement Impérial, a dit M. Goëhring, n'élève d'objection ni à l'établissement d'un Conseil d'administration, ni au rapport dont parle l'article 6. Mais il s'agit de s'entendre sur la portée de ce document; or, elle se trouve définie déjà par l'article 1^{er}, tel que la Commission vient de l'amender. La mission du bureau y est circonscrite à l'échange des documents et renseignements statistiques. Par voie de conséquence, la nature du rapport lui-même est nettement déterminée, car il ne peut se référer à autre chose qu'à l'échange des documents qui serviront seuls à le composer. Dès lors, la seconde partie de l'article 6, qui assigne au rapport une portée dépassant les termes de l'article 1^{er}, devrait disparaître. Restreint dans ces limites, le rapport n'en restera pas moins un guide utile au milieu des documents et renseignements qui parviendront de tous les points du continent africain, et dont il aura pour objet de faire la revue analytique.

Quant au Conseil d'administration, son intervention se justifie à tous égards. Il devra d'abord vérifier l'exactitude du rapport que rédigeront les employés

du bureau. Ensuite, il lui appartiendra de contrôler la gestion des bureaux maritimes établis à la côte d'Afrique.

La manière de voir des Plénipotentiaires d'Allemagne répondait au sentiment de la majorité de la Commission, parce qu'elle lui paraissait faire droit aux objections formulées par M. le Ministre de France, sans sacrifier l'institution elle-même.

En appelant la Commission à se prononcer, M. le Président a fait ressortir que dans le projet qui lui était soumis, le maintien du Conseil d'administration semblait nécessaire, et que l'utilité du rapport ne pouvait être contestée.

Le Conseil est l'intermédiaire naturellement, presque forcément indiqué des relations entre le Bureau proprement dit et les Puissances; il est seul en situation d'assurer la responsabilité du rapport vis-à-vis des Puissances. D'autre part, l'abondance et la variété des documents qui arriveront d'Afrique rendent indispensable un travail de coordination d'abord, puis d'analyse. Ce travail doit être fait en tout état de cause. Quoi de plus simple que de l'exécuter au lieu même où s'opère l'échange ?

Réduit à l'exposé, à l'analyse des faits, il doit donc être conservé; sans contenir lui-même aucune appréciation, il fournira aux Puissances les moyens de comparer l'état d'exécution du Traité par chacune d'elles, il stimulera leur zèle et réalisera le but qu'on veut atteindre.

La Commission a marqué l'assentiment qu'elle donnait à ces considérations en approuvant la proposition du Président, qui consistait à substituer dans l'article 2 et l'article 6 les mots d'exposé analytique à celui de rapport, et à supprimer la dernière partie de l'article 6, qui avait suscité les critiques de MM. les Ministres de France et de Portugal.

Il semble utile de résumer ici les étapes de cette longue discussion. Deux projets avaient été successivement soumis à la Commission. L'un, établissant un dépôt de renseignements dans un office dont le rôle serait en quelque sorte passif; l'autre, créant une Commission internationale, active, suivant avec vigilance, à l'aide des matériaux qui lui arriveraient constamment, les progrès de l'exécution du Traité, constatant les lacunes qui se révéleraient, attirant l'attention des Gouvernements sur les uns et sur les autres. Entre ces deux extrêmes, la Commission s'est arrêtée à une transaction, prenant les avantages de chacune des combinaisons qui lui étaient proposées. Elle a emprunté au second projet les bases de l'organisation du bureau qu'elle voulait recommander à la Conférence; mais elle a réduit les attributions qu'on lui assignait, en les arrêtant exactement à la limite où finit l'information aussi complète, aussi coordonnée que possible, et où commence l'appréciation, le commentaire, le jugement. Même dans ces bornes, la Commission a pensé que le Bureau de Bruxelles rendrait encore d'utiles services sans inspirer d'ombrage ou de défiance à personne.

La discussion cependant n'avait pas imprimé un caractère définitif au projet ainsi amendé. A la demande de plusieurs Plénipotentiaires, et notamment de M. le Ministre de France, on avait considéré le travail de la Commission comme une préparation, une étude, dont les conclusions restaient suspendues jusqu'à ce que les Gouvernements eussent fait connaître la décision à laquelle ils se seraient arrêtés.

Dans la séance du 13 mai, l'examen a pu être repris. Le Gouvernement français, a dit M. Bourée, persistait dans les appréhensions dont son Représentant s'était fait l'organe, malgré les atténuations et les changements introduits en dernier lieu dans le projet que les Plénipotentiaires britanniques avaient suggéré. Toutefois, les objections que maintenait M. le Ministre de France portaient plutôt sur l'opportunité de l'application immédiate de ce projet que sur le fond même des dispositions qui le composent. Se référant à l'exécution d'un Acte général dont toutes les parties ne sont pas encore définitivement arrêtées, ces dispositions ne seraient-elles pas prématurées? Ne vaudrait-il pas mieux ne point statuer dès à présent sur la section deuxième du chapitre 3, et en faire plutôt l'objet d'un vœu inséré dans un

Protocole de la Conférence, et qui réserverait en même temps à l'appréciation ultérieure des Puissances le choix du moment où ce projet serait mis à exécution? Lorsque le moment serait arrivé, les Gouvernements se trouveraient ainsi en présence d'un système tout préparé, et qui traduirait fidèlement la pensée de la Conférence à cet égard.

Mais, ajoutait M. Bourée, si la Conférence croit qu'il est nécessaire, aussitôt après la mise en vigueur de l'Acte général, de coordonner les documents et renseignements relatifs à la traite, pourquoi n'en reviendrait-on pas au projet primitif de MM. les Plénipotentiaires belges, qui laissait intacte la question de principe et instituait un échange de ces documents par l'intermédiaire d'un bureau annexé au Ministère des Affaires Étrangères de Belgique?

Les Plénipotentiaires britanniques ont exprimé le regret que les modifications apportées à leur projet n'aient pas réussi à dissiper les appréhensions du Gouvernement français. Ils ont cru devoir rappeler encore que ces craintes, à leur avis, n'avaient plus aucune raison d'être après que le rapport, qui constituait la mission essentielle du bureau, eut été réduit à un résumé analytique modeste et inoffensif. Toutefois, ils se déclaraient prêts à se rallier à la proposition de leur collègue de France, pourvu que le projet sorti des débats de la Commission fût intégralement inséré au Protocole. Le Protocole exprimerait, en outre, le vœu que ce projet pût servir, au moment opportun, de base à l'organisation d'un bureau international pourvu d'attributions plus étendues.

MM. les Plénipotentiaires britanniques s'en remettaient à M. le Président pour formuler dans les Actes de la Conférence la transaction ainsi intervenue, et ils se sont ralliés à la proposition qu'il a faite de rétablir provisoirement dans le chapitre 3 la deuxième section, telle qu'elle avait été arrêtée avant les propositions anglaises, dans les séances des 24 et 25 mars (Annexe n° 3), et en y apportant les modifications suivantes, pour la mettre en harmonie avec les résolutions que la Commission venait de prendre.

L'énumération des documents à échanger, comprise dans les articles 8 et 10, a été remplacée par celle que la Commission avait adoptée dans la séance du 26 avril, sur la proposition de M. Goëhring. Il en a été rendu compte plus haut.

Cette substitution a fait disparaître, comme nous l'avons dit, l'article 12 qui stipulait un délai de six mois pour l'envoi des renseignements statistiques, et qui, pour le reste, se trouve fondu avec l'article 8.

L'article 13 a été remplacé par l'article 6 du dernier projet que la Commission avait adopté le 26 avril (Annexe n° 3, p. 371).

Cependant, pour rester dans les limites assignées au bureau restreint, il a été convenu que la publication des documents serait accompagnée, chaque année, non d'un exposé, mais d'une table analytique, guide précieux et nécessaire, mais qui se bornera à la simple indication des matières.

Nous devons dire un mot ici des frais qu'entraînera la création du Bureau de Bruxelles. D'après le projet primitif, ils auraient été supportés, à parts égales, par toutes les Puissances signataires. Dans le système qui adjoignait au Bureau un Conseil d'administration composé des Représentants des Puissances, diverses combinaisons surgirent. M. le Président avait suggéré notamment de diviser la dépense; les deux tiers eussent été à la charge des Puissances représentées au Bureau; le troisième tiers, à la charge des autres Puissances signataires.

L'idée de constituer dès à présent un Conseil d'administration ayant été abandonnée, cette combinaison dut l'être également.

Avec l'organisation qui a été définitivement adoptée, la dépense sera d'ailleurs beaucoup moindre. Son Excellence Carathéodory Efendi fit observer que toutes les Puissances signataires avaient un intérêt égal à l'exécution du Traité, intérêt qui est de l'ordre moral et humanitaire. On est donc revenu à l'idée de les faire contribuer toutes à une charge qui, ainsi divisée,

sera certainement minime. M. le Ministre d'Autriche-Hongrie a dit cependant que les instructions de son Gouvernement ne lui permettaient pas d'accepter cette solution. Le bureau projeté n'étant plus une institution internationale, il devait réserver à son Gouvernement la pleine liberté d'y accéder. Son Excellence préférerait qu'on eût réglé cette question à propos du Bureau de Bruxelles, comme on l'avait fait pour le Bureau de Zanzibar.

D'autre part, on a reconnu qu'il serait difficile de fixer dès à présent le montant de la dépense. La Commission a décidé qu'on s'en remettrait à cet égard au Gouvernement belge qui, après expérience, arrêtera une sorte de budget et fera la répartition.

Telles sont les dispositions qui, si la Conférence les approuve, constitueront la section deuxième du chapitre 5. Reste le vœu que la Commission désire voir insérer au Protocole de la Conférence.

Voici, Messieurs, la portée que la Commission jugerait convenable de lui donner :

La Conférence déclarerait avoir examiné les divers projets discutés en Commission et tendant à la création d'un bureau international destiné à mettre, par l'échange des documents et renseignements, les Puissances à même de se rendre compte de l'exécution de l'Acte général et des améliorations qu'il comporte.

Elle rappellerait ensuite que certaines de ces dispositions, reproduisant la première formule soumise aux débats de la Commission, avaient été admises pour recevoir une exécution immédiate; que d'autres clauses, qui seraient énumérées et qui étendraient le rôle du Bureau central, lui ont paru de nature à recevoir également leur application, lorsque l'expérience aurait démontré qu'il serait possible de les réaliser.

La Conférence exprimerait enfin le vœu que le Bureau central reçoive ce complément d'organisation, dès qu'aux yeux des Puissances le moment opportun paraîtrait venu.

Tel serait le cadre du Protocole.

La Commission a terminé ainsi la partie la plus délicate de la mission qui lui était assignée. Nous devons encore, Messieurs, vous rendre compte de la troisième et dernière section du chapitre 5, où l'on s'occupe de la protection des esclaves affranchis.

III. — *De la protection des esclaves libérés.*

La question des esclaves mis en liberté a préoccupé les Commissions de la Conférence dans les diverses phases de leurs travaux. Elles ont reconnu les devoirs qui incombent de ce chef aux Puissances signataires et les ont consignés dans l'article 6 du chapitre 1^{er}, qui traite des mesures à prendre dans les lieux de capture, dans l'article 4 du chapitre 2, qui s'occupe des transports d'esclaves, enfin particulièrement dans le chapitre 4, qui regarde les pays de destination.

Le chapitre 3, relatif à la répression de la traite sur mer, ne reproduisait pas une disposition semblable. Mais cette lacune, signalée par M. le Ministre de Portugal, a déjà été comblée par la Conférence elle-même.

Après avoir établi, en principe, l'obligation de pourvoir au sort des affranchis en leur fournissant les moyens de rentrer dans leur pays, si cela était possible, ou tout au moins ceux de subsister provisoirement, les Commissions avaient réservé les mesures d'organisation pour le chapitre qui devait grouper les institutions permanentes destinées à faciliter dans l'avenir l'exécution de l'Acte général.

L'institution des bureaux d'affranchissement n'est pas une idée nouvelle. On la trouve en Egypte, où elle fut réalisée à la suite du traité de 1877, conclu entre Sa Majesté Britannique et le Khédive, pour la répression de la traite des nègres. Dans ce pays, les bureaux d'affranchissement ont reçu une organisation complète, et ils rendent des services réels. Les Plénipotentiaires

belges ont pensé qu'il était permis de suivre cet exemple, consacré par une expérience heureuse. Ils ont en conséquence emprunté au règlement égyptien, annexé au traité, les dispositions de nature à être appliquées dans tous les pays où sévit la traite, et sur lesquels se porte l'attention de la Conférence.

Les articles proposés sont peu nombreux. Les auteurs du projet estimaient qu'il suffirait de stipuler en principe l'engagement pour les Puissances d'établir des bureaux, sans entrer dans le détail de leur organisation qui peut varier selon les besoins des divers pays.

Art. 17. — L'engagement de créer des bureaux spécialement chargés d'affranchir et de protéger les esclaves africains est imposé aux Puissances par cet article. M. le Ministre de Turquie a exprimé l'avis qu'il suffirait de s'en rapporter aux autorités locales, déjà chargées, dans l'Empire ottoman, du soin d'affranchir les esclaves. D'autre part, Lord Vivian a vivement insisté sur la nécessité de l'institution. D'après des informations toutes récentes, Son Excellence a pu affirmer que, même dans les pays où le soin de veiller à la libération des esclaves est confié aux fonctionnaires publics, les affranchis se trouvent fréquemment dans la condition la plus misérable, réduits à la mendicité et à la prostitution. Il importe donc, et la Commission a partagé cet avis, que le principe de l'établissement des bureaux soit inscrit dans le Traité.

Mais l'article ne doit pas être compris en ce sens que la création des bureaux, tels que l'Acte général les organise, sera imposée à toutes les Puissances ayant des possessions dans les régions où la traite se pratique.

Des institutions analogues subsistent déjà dans certains pays. Dans les possessions portugaises, des fonctionnaires spéciaux, appelés curateurs des serviteurs et des colons, sont chargés du soin des esclaves libérés. Aux colonies françaises, on assure leur protection en les groupant dans des localités désignées sous le nom de villages de liberté. M. le Ministre de France a fait justement remarquer que l'obligation contractée par les Puissances pourra s'accomplir au moyen de ces institutions diverses. On l'a constaté en insérant ce dernier terme comme une alternative dans l'article 17, et il a été convenu, en outre, que le mot bureau, répété plusieurs fois dans le paragraphe, s'appliquerait à toutes les institutions du même genre.

La nature de l'obligation ainsi déterminée, il fallait en préciser l'étendue. Comme l'ont affirmé M. Cogordan, second Plénipotentiaire de France, et M. le Président, on veut surtout provoquer la création de bureaux d'affranchissement dans les régions où rien de semblable n'existe jusqu'à présent. Les articles 2 et 10 du chapitre 4 ont déjà imposé formellement cette charge en ce qui regarde les pays de destination et les ports situés dans la zone de la traite.

L'article 17 la généralise en l'étendant à toutes les régions où l'on constate la présence de ce fléau.

Ici a surgi une autre question. M. Banning a demandé que les bureaux fussent créés en nombre suffisant. Cette proposition, appuyée par MM. les Plénipotentiaires britanniques, fut combattue par Son Excellence Carathéodory Efendi, qui crut devoir faire à cet égard des réserves formelles. Il n'est pas impossible, dit-il, que la Sublime Porte crée dans l'avenir des bureaux semblables; elle le ferait sans doute, si la nécessité en apparaissait. Mais il ne faut pas que le Traité impose l'obligation d'en créer un nombre suffisant. Qui sera juge en effet de cette nécessité? Chaque Puissance doit conserver sur ce point toute sa liberté d'action, puisqu'il s'agit d'une mesure d'ordre intérieur.

La rédaction primitive de l'article 17 stipule la création de bureaux dans les endroits qui seraient signalés comme des lieux de capture, de passage ou d'arrivée des esclaves. Cette formule a suscité une critique du même genre. On s'est demandé si des termes semblables ne seraient pas de nature à provoquer une ingérence dans l'administration intérieure des Etats. M. Banning

a répondu que les auteurs du projet n'avaient nullement songé à établir un contrôle des Puissances les unes vis-à-vis des autres ; leur but était uniquement d'indiquer un régime qui fût applicable partout. Chaque Gouvernement restera évidemment juge souverain et de l'organisation et de la situation des bureaux à établir.

Toutefois, afin de faire disparaître les appréhensions que la rédaction primitive avait suscitées, la Commission a remplacé les mots « qui seraient signalés comme étant des lieux de capture » par ceux-ci : « qui sont des lieux de capture, etc. » Quant à l'addition des mots « en nombre suffisant, » elle a été admise avec un correctif proposé par M. le Ministre de France, et qui rend la même pensée ; l'article dira : en nombre jugé suffisant par elles, c'est-à-dire par les Puissances.

Toute allusion à un contrôle ou à une ingérence quelconque se trouve ainsi écartée. En même temps, la modification apportée au texte primitif marquera un engagement pour les Puissances de répondre à toutes les exigences de la situation dans leurs possessions.

Art. 18 et 19. — La rédaction de l'article 18 a été critiquée par M. le Ministre de France. Elle semble, à son avis, attribuer aux bureaux d'affranchissement une compétence exclusive pour la constatation de tous les faits relatifs au trafic des esclaves. Il en résulterait que les autorités locales n'auraient à agir que si elles étaient saisies par les bureaux, et que les affranchissements ne pourraient se produire que sur l'initiative de ceux-ci seulement.

Telle n'était point l'intention des auteurs du projet. Personne ne conteste que les autorités locales ordinaires sont, avant toutes autres, compétentes en la matière, et que les bureaux n'auront d'autre mission que de prêter leur concours à ces autorités. Afin de prévenir une fausse interprétation de l'article, son paragraphe premier a été supprimé, et la Commission l'a remplacé par l'article 19, après qu'on y eut intercalé les mots « ou les autorités chargées de ce service ».

Le paragraphe second de l'article 18 prescrivait aux bureaux de faire toutes les diligences nécessaires, en cas de plainte, des agents consulaires ou des particuliers dénonçant des faits de traite, ou sur le recours des esclaves eux-mêmes.

Cette disposition était empruntée au Règlement égyptien, comme la plupart des autres de la section troisième. M. le Ministre de France est d'avis qu'elle soulèverait des objections sérieuses en ce qui concerne les agents consulaires, dont l'intervention ne serait guère admise par les Puissances, même à titre purement officieux. M. Bourée pense, du reste, qu'elle n'offrirait aucune utilité comme moyen d'information. Or, c'était le seul but que le projet avait en vue en la suggérant. Pour faire droit à cette observation, la mention des agents consulaires a été omise et l'on s'est borné à prévoir, en termes généraux, le cas de dénonciation d'un fait de traite, ce qui implique la simple application du droit commun.

Sur la demande de MM. les Plénipotentiaires Britanniques, à la dénonciation des faits de traite on a ajouté celle des faits impliquant la détention illégale d'un esclave. Ils ont voulu comprendre ainsi dans l'article les cas de détention illégale qui ne sont pas nécessairement connexes à un acte de traite proprement dit, c'est-à-dire de trafic d'esclaves. La Commission a admis cet amendement, après que M. le Ministre de Turquie eut constaté qu'il ne pouvait s'agir ici, comme dans le reste de la section, que des esclaves africains, dits esclaves de traite, et non des esclaves domestiques.

Art. 20. — Cet article reproduit, en la généralisant, une disposition qui avait trouvé sa place dans le chapitre III, lorsque la seconde Commission s'est occupée de l'affranchissement des esclaves retenus contre leur gré sur des bâtiments indigènes, ou réfugiés à bord des navires de guerre (articles 9 et 10).

Dans les pays d'Orient, il arrive fréquemment que les esclaves qui cher-

chent un refuge auprès des autorités ou des consuls sont accusés par leurs maîtres d'un délit quelconque. On avait cru devoir prendre quelques précautions afin d'empêcher que les plaintes de cette espèce, souvent dénuées de tout fondement, ne fussent un prétexte pour faire rentrer l'esclave en servitude. Il avait donc été déclaré que l'affranchissement, s'il ne pouvait soustraire l'esclave à des poursuites de droit commun qu'il aurait justement encourues, ne serait en aucun cas retardé en raison de ces poursuites. Une disposition de ce genre s'imposait dans le chapitre qui traite particulièrement des institutions destinées à protéger l'esclave et à garantir sa libération. En donnant à cette disposition une forme à la fois plus précise, plus étendue et en même temps mieux en harmonie avec les articles antérieurement adoptés, la Commission a fait de l'article 20 le paragraphe final de l'article 18, où il trouve logiquement sa place.

La libération des esclaves touchait encore à une autre question sur laquelle il importait que le rapporteur donnât des explications claires et catégoriques.

Le projet disait qu'« en cas de recours d'un esclave, les bureaux sont tenus de lui délivrer sur-le-champ des lettres d'affranchissement ».

Cet article a semblé trop absolu dans sa forme. Déjà on avait renoncé à faire figurer dans le chapitre premier de l'Acte général une disposition obligeant les autorités compétentes à délivrer des lettres d'affranchissement à chaque esclave qui viendrait chercher asile dans les stations, afin de ne point soulever le problème de l'abolition de l'esclavage domestique dans les pays où il existe encore.

La Commission s'est arrêtée à une solution qui laisse ce grave problème en dehors des stipulations du Traité. Dans sa forme définitive, le texte dispose non que la remise des lettres d'affranchissement devra être faite dans tous les cas, mais qu'elle ne pourra jamais être retardée en raison du fait que l'esclave serait accusé d'un crime de droit commun.

On a rappelé encore une fois qu'il s'agissait exclusivement des esclaves qui sont les victimes de la traite, c'est-à-dire de ceux dont le sort est particulièrement l'objet des préoccupations de la Conférence.

Art. 21. — Mais cette protection serait le plus souvent illusoire, si elle se bornait à la délivrance de la lettre d'affranchissement. Il faut encore assurer aux esclaves affranchis la jouissance paisible de leur liberté. Les articles 2 et 4 du chapitre II ont imposé aux Etats signataires l'obligation de pourvoir à leur sort, particulièrement à celui des femmes et des enfants, dans la mesure où cela est possible. L'initiative européenne, si généreuse et si féconde, a ici un rôle à remplir. Sans doute, il ne s'agissait pas dans la pensée des auteurs du projet d'exonérer les Puissances de cette charge en la faisant retomber sur les institutions religieuses et charitables, encore moins d'imposer aux Gouvernements le devoir de prêter leur concours et leur appui à toutes les œuvres privées qui se présenteraient. Afin de ne laisser subsister aucune équivoque à cet égard, la Commission a préféré une rédaction plus générale qui enlevât à l'article le caractère d'un engagement formel. Mais il n'en reste pas moins une indication utile et un complément nécessaire du régime de protection qu'on a voulu organiser.

Art. 22. — La modification introduite dans l'article dernier a été inspirée par des considérations du même genre. La Commission a jugé convenable de supprimer le paragraphe premier, qui imposait aux bureaux la surveillance des esclaves portés sur leurs registres. Cette surveillance serait d'une réalisation difficile, et elle incombe d'ailleurs aux autorités locales. Mais les esclaves affranchis pourront toujours recourir aux bureaux pour être protégés dans la jouissance de leur liberté. C'est là une conséquence naturelle de l'établissement de cette institution et un moyen efficace de sanctionner l'affranchissement lui-même, qui, une fois accompli, ne doit point demeurer lettre morte.

Le paragraphe second de l'article lui donne une autre sanction. Il est vrai

que le fait d'enlever à l'esclave ses lettres d'affranchissement est un délit de droit commun, punissable d'après la législation ordinaire. Mais la même objection pourrait être faite à propos des pénalités qui atteignent la plupart des actes de traite. Cependant la Commission chargée de l'examen du chapitre premier, au cours de longs débats, avait attaché une grande importance à ce que ces actes fussent frappés par la législation de chaque pays et, autant que possible, sur des bases uniformes.

Tel est le but de l'article 5 de ce chapitre, dont le principe, s'il est permis de s'exprimer ainsi, se répercute dans chacune des phases de l'œuvre de la Conférence. Il était nécessaire de le rappeler dans le chapitre qui traite de la libération des esclaves. C'est ce que les membres de la Commission ont unanimement admis, après avoir entendu les explications qui viennent d'être résumées.

Arrivés au terme de notre travail, vous nous permettrez, Messieurs, de jeter un coup d'œil d'ensemble sur le résultat des délibérations de la Commission.

Le Bureau maritime de Zanzibar a reçu une organisation dont les bases paraissent répondre au but que l'on poursuit, et qui en fera un rouage essentiel de la répression de la traite dans les régions maritimes. Sa composition est déterminée dans ses traits généraux, afin qu'il puisse fonctionner dans le plus bref délai possible ; ses attributions sont énumérées ; ses rapports avec les autorités qui seront en situation de recourir à ses archives font l'objet d'une disposition spéciale ; un rapport dressé annuellement permettra aux Puissances de se rendre compte de ses opérations. On prévoit enfin l'organisation par les Puissances intéressées de bureaux auxiliaires, qui lui seraient affiliés, et qui exerceraient une action semblable à la sienne dans les parties de la zone où la répression de la traite réclamerait l'établissement d'offices spéciaux, plus rapprochés des croisières et des autorités chargées de la surveillance des ports et des côtes.

Passant ensuite aux mesures destinées à faciliter l'exécution de l'Acte général dans toutes ses parties, la Commission a décidé que l'échange des lois et règlements existants ou édictés en vertu du traité, ainsi que d'un ensemble de renseignements statistiques exactement spécifiés se ferait par les soins d'un bureau qui serait annexé au Département de Affaires étrangères de Belgique. Ce bureau, où les documents seront reçus, coordonnés, transmis et publiés, a paru suffire au début pour atteindre un résultat qui a été l'objet des préoccupations de la Conférence ; mais la Commission a voulu exprimer, en outre, le vœu, qu'au moment opportun il reçoive une organisation plus large où interviendraient les Représentants des Puissances signataires, et qui lui permettrait d'aider plus activement à l'exécution de l'Acte général, sans que cette action puisse aller jusqu'à l'ingérence dans les actes de chacun des Gouvernements intéressés.

L'attention de la Commission s'est enfin portée sur des institutions d'un ordre entièrement différent, mais d'une haute importance aussi, pour assurer l'efficacité de l'Acte général. La protection des esclaves libérés, en exécution des obligations assumées à leur égard par les Puissances, sera particulièrement confiée à des bureaux d'affranchissement créés dans ce but, chaque fois que des mesures spéciales n'y auront pas autrement pourvu.

La mission des bureaux et des institutions semblables vis-à-vis des esclaves libérés a été définie. Ils interviendront pour assurer leur libération, chaque fois que l'on aura recours à leurs bons offices ; ils délivreront alors à l'esclave la lettre d'affranchissement, titre légal de sa condition d'homme libre, et ils le protégeront dans la jouissance de ce bien, le plus précieux de tous, que la Conférence de Bruxelles a voulu leur procurer et garantir.

Un autre article rappelle aux Puissances que les femmes et les enfants, qui sont les victimes de la traite les plus nombreuses, les plus dignes d'intérêt, ont droit à une assistance spéciale. En la leur assurant, les Gouverne-

ments européens prépareront des populations régénérées à l'Afrique de l'avenir.

C'est par ces dispositions que se termine le chapitre V.

En déposant ce rapport, nous nous faisons un devoir de signaler à la Commission le concours empressé et éclairé que nous a prêté pour son élaboration M. Arendt, délégué de Belgique.

Le Président,
BAFON LAMBERMONT.

Les Rapporteurs,
J.-G. DE AGUERA,
F. DE RENZI.

ANNEXE N° 2.

Projet présenté par les Plénipotentiaires de la Belgique dans la séance de la Commission du 24 mars 1890.

CHAPITRE V. — DES INSTITUTIONS DESTINÉES À ASSURER L'EXÉCUTION DE L'ACTE GÉNÉRAL.

§ I. — Du Bureau international maritime.

I. Il est institué à Zanzibar un bureau international où chacune des Puissances signataires ou adhérentes, ayant des possessions ou exerçant des protectorats dans la zone déterminée à l'article 2 du chapitre III, pourra se faire représenter par un Délégué.

II. Le Bureau sera constitué dès que trois Puissances auront leur Représentant.

Il élaborera un règlement fixant le mode d'exercice de ses attributions. Ce règlement sera immédiatement soumis à la sanction des Puissances intéressées, qui statueront à cet égard dans le plus bref délai possible.

III. Les frais de cette institution seront répartis, à parts égales, entre les Puissances signataires et adhérentes ayant des possessions ou exerçant des protectorats dans la zone susdite.

IV. Le Bureau international de Zanzibar aura pour mission de centraliser tous les documents et renseignements qui seraient de nature à faciliter la repression de la traite dans la zone maritime.

A cet effet, les Puissances ayant des possessions ou exerçant des protectorats dans ladite zone s'engagent à lui faire parvenir dans le plus bref délai possible :

1° Les documents spécifiés à l'article 10 du règlement annexé au chapitre III du présent acte ;

2° Le résumé des rapports et la copie des procès-verbaux visés à l'art. 17 du même règlement ;

3° La liste des autorités territoriales ou consulaires et des délégués spéciaux compétents pour procéder à l'égard des bâtiments arrêtés, aux termes de l'article 18 ;

4° La copie des jugements et arrêts de condamnation rendus conformément à l'article 26 ;

5° Tous les renseignements propres à amener la découverte des personnes qui se livrent aux opérations de la traite dans la zone susdite.

V. Les archives du Bureau seront toujours ouvertes aux officiers de la marine des Puissances signataires autorisés à agir dans les limites de la zone définie à l'article 2 du chapitre III, de même qu'aux autorités judiciaires et aux consuls spécialement désignés par leurs Gouvernements.

Le Bureau devra fournir aux officiers et agents étrangers autorisés à consulter ses archives, les traductions, en une langue européenne, des documents qui seraient rédigés dans une langue orientale.

Il adressera aux autorités consulaires ou territoriales les plus proches des Puissances dont relèvent les navires arrêtés, la copie des documents que les croiseurs lui auront transmis, aux termes de l'article 17 dudit Règlement.

VI. Des bureaux auxiliaires, en rapport avec l'Office central de Zanzibar, pourront être établis dans certaines parties de la zone.

Ils seront, le cas échéant, composés des Délégués des Puissances ayant des possessions ou exerçant des protectorats dans la partie de la zone qui sera attribuée à chacun d'eux, et ils seront établis conformément aux articles 2, 3 et 5 du présent chapitre.

Les documents et renseignements spécifiés à l'article 4, en tant qu'ils concernent la partie afférente de la zone, leur seront envoyés directement par les autorités territoriales et consulaires de cette partie de la zone, sans préjudice de la communication au Bureau central, prévue par le même article 4.

VII. Le Bureau international de Zanzibar dressera, dans les deux premiers mois de chaque année, un rapport sur ses opérations et celles des bureaux auxiliaires pendant l'année écoulée. Ce rapport sera envoyé à l'Office qui sera chargé, en Europe, de centraliser tous les renseignements relatifs à la répression de la traite et à l'exécution du présent Acte général.

VIII. Dans le cas où les arbitres, dont il est question à l'article 23 (bis) du règlement annexé au chapitre III, ne se mettraient pas d'accord, dans les délais fixés par cet article, sur le choix du sur-arbitre, celui-ci sera désigné d'office par le Bureau maritime de Zanzibar.

§ II. — *De l'échange entre les Gouvernements des documents et renseignements relatifs à la traite.*

IX. Les Puissances signataires s'engagent à se communiquer réciproquement les renseignements relatifs aux mesures qu'elles auront prises, dans le but d'assurer l'accomplissement des vues de la Conférence et l'exécution du présent Acte général.

X. L'échange de ces renseignements sera centralisé dans un bureau spécial rattaché au Département des Affaires étrangères à....

XI. Chaque Puissance exerçant des pouvoirs souverains ou des protectorats en Afrique transmettra, à cet effet, audit Département des Affaires étrangères :

1° Le texte des lois et des règlements d'administration qu'elle aura pris en exécution du présent Acte ;

2° Les rapports des autorités de ses possessions africaines relatifs au trafic des armes et munitions de guerre, ainsi que les renseignements visés à l'article 9 paragraphe dernier du chapitre I ;

3° Les renseignements statistiques concernant l'exécution des lois et règlements mentionnés sous le n° 1 du présent article.

XII. Les Gouvernements mentionnés à l'article 1 du chapitre 4 transmettront audit Département des Affaires étrangères à.... le texte des dispositions et les données statistiques indiquées à l'article XI du même chapitre.

XIII. Le Bureau international établi à Zanzibar lui fera parvenir, chaque année, le rapport sur ses opérations pendant l'année écoulée et sur celles des bureaux auxiliaires qui viendraient à être établis conformément à l'article 6 du chapitre V.

XIV. Ces communications seront faites, en ce qui concerne les lois, décrets et règlements, au fur et à mesure qu'ils seront promulgués, et, en ce qui concerne les rapports et renseignements statistiques, dans l'espace de six mois après la fin de chaque exercice.

XV. Les documents, rapports et renseignements seront réunis et publiés en fascicules périodiques, et adressés à toutes les Puissances signataires du présent Acte général, par les soins et sous la direction du bureau mentionné à l'article 10.

XVI. Les frais de bureau, de correspondance, de traduction et d'impression qui en résulteront seront supportés, à parts égales, par toutes les Puissances signataires et adhérentes et recouvrés par les soins dudit Département des Affaires étrangères.

§ III. — *De la protection des esclaves libérés.*

XVII. Les Puissances signataires, ayant reconnu le devoir de protéger les esclaves libérés dans leurs possessions respectives, s'engagent à établir dans les ports de la zone déterminée à l'article 2 du chapitre III, et dans les endroits de leurs dites possessions qui seront signalés comme des lieux de capture, de passage et d'arrivée d'esclaves africains, des bureaux chargés spécialement de les affranchir et de les protéger, conformément aux dispositions de l'article 6 du chapitre I et de l'article 4 du chapitre II.

XVIII. Les bureaux d'affranchissement seront chargés de constater tous les faits relatifs au trafic des esclaves.

En cas de plainte des agents consulaires ou des particuliers dénonçant des faits de traite, ou sur le recours des esclaves eux-mêmes, les bureaux d'affranchissement feront toutes les diligences nécessaires et, sur leur rapport, les autorités locales procéderont à la saisie des esclaves et à l'arrestation des trafiquants.

XIX. Les bureaux délivreront des lettres d'affranchissement à tous les esclaves qui en auraient besoin, et ils tiendront registre des lettres accordées.

XX. En cas de recours d'un esclave, les bureaux d'affranchissement seront tenus de lui délivrer sur-le-champ ses lettres d'affranchissement. Cette remise ne sera pas retardée, si le maître de l'esclave accuse celui-ci d'un vol ou d'un autre délit commis à son préjudice; mais, après la délivrance des lettres, il sera procédé à l'instruction du délit en la forme établie par la procédure ordinaire.

XXI. Les Puissances signataires s'engagent à favoriser, dans leurs possessions, la fondation d'établissements de refuge pour les femmes et d'éducation pour les enfants libérés des deux sexes, à l'intervention des associations religieuses ou charitables.

XXII. Les bureaux d'affranchissement auront la surveillance des esclaves libérés portés sur leurs registres. Ces esclaves pourront toujours recourir à ces bureaux pour être protégés dans la jouissance de leur liberté.

Quiconque aura usé de fraude ou de violence pour enlever à un esclave libéré ses lettres d'affranchissement, ou pour le priver de sa liberté, sera considéré comme trafiquant d'esclaves.

ANNEXE N° 3.

Projet adopté par la Commission dans la séance des 24 et 25 mars 1890.

§ I. — *Du Bureau international maritime.*

I. Il est institué à Zanzibar un bureau international où chacune des Puissances signataires ou adhérentes pourra se faire représenter par un Délégué.

II. Le Bureau sera constitué dès que trois Puissances auront désigné leur Représentant.

Il élaborera un règlement fixant le mode d'exercice de ses attributions. Ce Règlement sera immédiatement soumis à la sanction des Puissances signataires, qui statueront à cet égard dans le plus bref délai possible.

III. Les frais de cette institution seront répartis, à parts égales, entre les Puissances signataires et adhérentes qui auront notifié leur intention de s'y faire représenter.

IV. Le Bureau international de Zanzibar aura pour mission de centraliser tous les documents et renseignements qui seraient de nature à faciliter la répression de la traite dans la zone maritime.

A cet effet, les Puissances signataires et adhérentes s'engagent à lui faire parvenir, dans le plus bref délai possible :

1° Les documents spécifiés à l'article 10 du règlement annexé au chapitre III du présent Acte ;

2° Le résumé des rapports et la copie des procès-verbaux visés à l'article 17 du même règlement ;

3° La liste des autorités territoriales ou consulaires et des délégués spéciaux compétents pour procéder à l'égard des bâtiments arrêtés, aux termes de l'article 18 ;

4° La copie des jugements et arrêts de condamnation rendus conformément à l'article 26 ;

5° Tous les renseignements propres à amener la découverte des personnes qui se livrent aux opérations de la traite dans la zone susdite.

V. Les Archives du Bureau seront toujours ouvertes aux officiers de la marine des Puissances signataires autorisés à agir dans les limites de la zone définie à l'article 2 du chapitre III, de même qu'aux autorités territoriales ou judiciaires et aux consuls spécialement désignés par leurs Gouvernements.

Le Bureau devra fournir aux officiers et agents étrangers autorisés à consulter ses archives, les traductions, en une langue européenne, des documents qui seraient rédigés dans une langue orientale.

Il fera les communications prévues à l'article 17 du règlement.

VI. Des bureaux auxiliaires en rapport avec l'Office central de Zanzibar pourront être établis dans certaines parties de la zone, en vertu d'un accord préalable entre les Puissances intéressées.

Ils seront composés des Délégués de ces Puissances et établis conformément aux articles 3 et 5 du présent chapitre.

Les documents et renseignements spécifiés à l'article 4, en tant qu'ils concernent la partie afférente de la zone, leur seront envoyés directement par les autorités territoriales et consulaires de cette région, sans préjudice de la communication au Bureau central, prévue par le même article 4.

VII. Le Bureau international de Zanzibar dressera, dans les deux premiers mois de chaque année, un rapport sur ses opérations et celles des bureaux auxiliaires pendant l'année écoulée.

§ II. — *De l'échange entre les Gouvernements des documents et renseignements relatifs à la traite.*

VIII. Les Puissances signataires se communiqueront, dans la plus large mesure possible, les renseignements relatifs aux dispositions qu'elles auront prises à l'effet d'assurer l'exécution du présent Acte général. Cette communication comprendra notamment :

1° Le texte des lois et des règlements d'administration existants ou édictés par application des clauses du présent Acte ;

2° Les renseignements relatifs au trafic des armes et munitions de guerre visés à l'article 9 paragraphe dernier du chapitre I ;

3° Les documents statistiques concernant l'exécution des lois et règlements mentionnés ci-dessus.

IX. L'échange de ces renseignements sera centralisé dans un bureau spécial rattaché au Département des Affaires étrangères à Bruxelles.

X. Les Gouvernements mentionnés à l'article 1 du chapitre IV transmettront audit bureau, à Bruxelles, le texte des dispositions et les données statistiques indiquées à l'article 11 du même chapitre.

XI. Le Bureau international établi à Zanzibar lui fera parvenir, chaque année, le rapport mentionné à l'article 7 du chapitre V sur ses opérations

pendant l'année écoulée, et sur celles des bureaux auxiliaires qui viendraient à être établis conformément à l'article 6 du même chapitre.

XII. Ces communications seront faites, en ce qui concerne les lois, décrets et règlements, au fur et à mesure qu'ils seront promulgués, et, en ce qui concerne les renseignements statistiques, dans l'espace de six mois, si faire se peut, après la fin de chaque année.

XIII. Les documents et renseignements seront réunis et publiés en fascicules périodiques, et adressés à toutes les Puissances signataires du présent Acte général par les soins et sous la direction du bureau mentionné à l'article 9.

XIV. Les frais de bureau, de correspondance, de traduction et d'impression qui en résulteront seront supportés, à parts égales, par toutes les Puissances signataires et adhérentes et recouverts par les soins du Département des Affaires étrangères à Bruxelles.

§ III. — *De la protection des esclaves libérés.*

XV. Les Puissances signataires, ayant reconnu le devoir de protéger les esclaves libérés dans leurs possessions respectives, s'engagent à établir dans les ports de la zone déterminée à l'article 2 du chapitre III, et dans les endroits de leurs dites possessions qui seraient des lieux de capture, de passage et d'arrivée d'esclaves africains, des bureaux ou des institutions en nombre jugé suffisant par elles et qui seront chargés spécialement de les affranchir et de les protéger, conformément aux dispositions de l'article 6 du chapitre I, de l'article 4 du chapitre II et des articles 2 et 3 du chapitre IV.

XVI. Les bureaux d'affranchissement ou les autorités chargées de ce service délivreront les lettres d'affranchissement et en tiendront registre.

En cas de dénonciation d'un fait de traite, ou sur le recours des esclaves eux-mêmes, lesdits bureaux ou autorités feront toutes les diligences nécessaires pour assurer la libération des esclaves et l'arrestation des trafiquants.

La remise des lettres d'affranchissement ne saurait, en aucun cas, être retardée si l'esclave est accusé d'un crime ou délit de droit commun. Mais, après la délivrance desdites lettres, il sera procédé à l'instruction du crime ou délit en la forme établie par la procédure ordinaire.

XVII. Les Puissances signataires favoriseront, dans leurs possessions, la fondation d'établissements de refuge pour les femmes et d'éducation pour les enfants libérés des deux sexes.

XVIII. Les esclaves affranchis pourront toujours recourir aux bureaux pour être protégés dans la jouissance de leur liberté.

Quiconque aura usé de fraude ou de violence pour enlever à un esclave libéré ses lettres d'affranchissement, ou pour le priver de sa liberté, sera considéré comme marchand d'esclaves.

ANNEXE N° 4.

Projet définitif adopté par la Commission dans la séance du 13 mai 1890.

§ I. — *Du Bureau international maritime.*

I. Conformément aux dispositions de l'article 8 du chapitre III, il est institué à Zanzibar un bureau international où chacune des Puissances signataires pourra se faire représenter par un Délégué.

II. Le Bureau sera constitué dès que trois Puissances auront désigné leur Représentant.

Il élaborera un règlement fixant le mode d'exercice de ses attributions. Ce

règlement sera immédiatement soumis à la sanction des Puissances signataires qui auront notifié leur intention de s'y faire représenter et qui statueront à cet égard dans le plus bref délai possible.

III. Les frais de cette institution seront répartis, à parts égales, entre les Puissances signataires mentionnées à l'article précédent.

IV. Le Bureau international de Zanzibar aura pour mission de centraliser tous les documents et renseignements qui seraient de nature à faciliter la répression de la traite dans la zone maritime.

A cet effet, les Puissances signataires s'engagent à lui faire parvenir, dans le plus bref délai possible :

1^o Les documents spécifiés à l'article 10 du règlement annexé au chapitre III du présent Acte ;

2^o Le résumé des rapports et la copie des procès-verbaux visés à l'article 17 du même règlement ;

3^o La liste des autorités territoriales ou consulaires et des délégués spéciaux compétents pour procéder à l'égard des bâtiments arrêtés, aux termes de l'article 18 ;

4^o La copie des jugements et arrêts de condamnation rendus conformément à l'article 26 ;

5^o Tous les renseignements propres à amener la découverte des personnes qui se livrent aux opérations de la traite dans la zone susdite.

V. Les archives du Bureau seront toujours ouvertes aux officiers de la marine des Puissances signataires autorisés à agir dans les limites de la zone définie à l'article 2 du chapitre III, de même qu'aux autorités territoriales ou judiciaires et aux consuls spécialement désignés par leurs Gouvernements.

Le Bureau devra fournir aux officiers et agents étrangers autorisés à consulter ses archives, les traductions, en une langue européenne, des documents qui seraient rédigés dans une langue orientale.

Il fera les communications prévues à l'article 17 du règlement.

VI. Des bureaux auxiliaires en rapport avec l'Office central de Zanzibar pourront être établis dans certaines parties de la zone, en vertu d'un accord préalable entre les Puissances intéressées.

Ils seront composés des Délégués de ces Puissances et établis conformément aux articles 3 et 5 du présent chapitre.

Les documents et renseignements spécifiés à l'article 4, en tant qu'ils concernent la partie afférente de la zone, leur seront envoyés directement par les autorités territoriales et consulaires de cette région, sans préjudice de la communication au Bureau central prévue par le même article IV.

VII. Le Bureau international de Zanzibar dressera, dans les deux premiers mois de chaque année, un rapport sur ses opérations et celles des bureaux auxiliaires pendant l'année écoulée.

§ II. — *De l'échange entre les Gouvernements des documents et renseignements relatifs à la traite.*

VIII. Les Puissances se communiqueront, dans la plus large mesure et le plus bref délai qu'elles jugeront possibles :

1^o Le texte des lois et règlements d'administration existants ou édictés par application des clauses du présent Acte ;

2^o Les renseignements statistiques concernant la traite, les esclaves arrêtés et libérés, le trafic des armes, des munitions et des alcools.

IX. L'échange de ces documents et renseignements sera centralisé dans un bureau spécial rattaché au Département des Affaires étrangères à Bruxelles.

X. Le Bureau international établi à Zanzibar lui fera parvenir, chaque année, le rapport mentionné à l'article 7 du chapitre V sur ses opérations

pendant l'année écoulée, et sur celles des bureaux auxiliaires qui viendraient à être établis conformément à l'article 6 du même chapitre.

XI. Les documents et renseignements seront réunis et publiés périodiquement et adressés à toutes les Puissances signataires. Cette publication sera accompagnée chaque année d'une table analytique des documents législatifs, administratifs et statistiques mentionnés aux articles 8 et 10.

XII. Les frais de bureau, de correspondance, de traduction et d'impression qui en résulteront seront supportés, à parts égales, par toutes les Puissances signataires et recouverts par les soins du Département des Affaires étrangères à Bruxelles.

§ III. — *De la protection des esclaves libérés.*

XIII. Les Puissances signataires, ayant reconnu le devoir de protéger les esclaves libérés dans leurs possessions respectives, s'engagent à établir dans les ports de la zone déterminée à l'article 2 du chapitre III, et dans les endroits de leurs dites possessions qui seraient des lieux de capture, de passage et d'arrivée d'esclaves africains, des bureaux ou des institutions en nombre jugé suffisant par elles et qui seront chargés spécialement de les affranchir et de les protéger, conformément aux dispositions de l'article 6 du chapitre I, de l'article 4 du chapitre II, de l'article 21 du chapitre III, et des articles 2 et 3 du chapitre 4.

XIV. Les bureaux d'affranchissement ou les autorités chargées de ce service délivreront les lettres d'affranchissement et en tiendront registre.

En cas de dénonciation d'un fait de traite ou de dénonciation illégale, ou sur le recours des esclaves eux-mêmes, lesdits bureaux ou autorités feront toutes les diligences nécessaires pour assurer la libération des esclaves et l'arrestation des trafiquants.

La remise des lettres d'affranchissement ne saurait, en aucun cas, être retardée si l'esclave est accusé d'un crime ou délit de droit commun. Mais, après la délivrance desdites lettres, il sera procédé à l'instruction du crime ou délit en la forme établie par la procédure ordinaire.

XV. Les Puissances signataires favoriseront, dans leurs possessions, la fondation d'établissements de refuge pour les femmes et d'éducation pour les enfants libérés des deux sexes.

XVI. Les esclaves affranchis pourront toujours recourir aux bureaux pour être protégés dans la jouissance de leur liberté.

Quiconque aura usé de fraude ou de violence pour enlever à un esclave libéré ses lettres d'affranchissement, ou pour le priver de sa liberté, sera considéré comme marchand d'esclaves.

ANNEXE N° 5.

Projet de Bureau central à ériger à Bruxelles, avec Conseil d'administration.

CHAPITRE V, § II.

Rédaction préparée de commun accord entre le Bureau de la Conférence et MM. les Plénipotentiaires britanniques et présentée dans la séance de la Commission du 2 avril 1890.

1. Il est établi à Bruxelles un bureau international où toutes les Puissances signataires ou adhérentes auront le droit d'être représentées. Ce bureau aura pour mission de centraliser l'échange, entre les Puissances, des documents et renseignements mentionnés ci-après et de les mettre à même de se rendre compte de l'exécution des clauses du présent Traité comme des améliorations qu'il comporte.

II. Les Représentants à Bruxelles des Puissances signataires qui en auraient exprimé le désir constituent, avec un Représentant de la Belgique, le Conseil d'administration du Bureau international. Ils en nomment le personnel dont ils déterminent les attributions et la rémunération. Ils se réunissent au moins deux fois l'an, aux mois de, sur la convocation du Représentant de Sa Majesté le Roi des Belges, à l'effet de recevoir communication du rapport annuel et des comptes de gestion dressés par la direction du Bureau et en approuver la teneur.

III. Le Conseil d'administration du Bureau de Bruxelles exercera un droit de contrôle sur la gestion administrative et financière du Bureau international de Zanzibar, ainsi que des agences auxiliaires. Il en approuve le règlement organique et le budget et pourvoit à la liquidation des dépenses qui y sont prévues.

IV. Les Puissances communiqueront au Bureau, dans la plus large mesure possible, les dispositions qu'elles auront prises à l'effet d'assurer l'exécution du présent acte. Cette communication comprendra notamment :

1^o Le texte des lois et règlements d'administration existants ou édictés par application des clauses du présent Acte ;

2^o Les renseignements relatifs au trafic des munitions de guerre et des alcools ;

3^o Les documents statistiques concernant l'exécution des lois et règlements mentionnés ci-dessus ;

4^o Les dispositions et les données statistiques à fournir, aux termes de l'article 11 chapitre IV, par les Puissances mentionnées à l'article 1 du même chapitre ;

5^o Le rapport annuel dressé par le Bureau international de Zanzibar sur ses opérations et celles des bureaux auxiliaires établis conformément aux articles 6 et 7 du chapitre V.

Ces communications seront faites, en ce qui concerne les lois, décrets et règlements, au fur et à mesure qu'ils seront promulgués, et, en ce qui concerne les renseignements statistiques, dans le plus court délai possible, après la fin de chaque exercice.

V. Les documents et renseignements seront réunis et publiés en fascicules périodiques et adressés à toutes les Puissances signataires ou adhérentes. Ces fascicules formeront chaque année un volume qui sera précédé du rapport prévu à l'article 2. Ce rapport contiendra, outre un aperçu des documents législatifs, administratifs et statistiques mentionnés à l'article 3, un exposé de l'état du présent Acte, des résultats obtenus et des lacunes constatées.

VI. Les dépenses du Bureau central de Bruxelles seront supportées, à parts égales, par toutes les Puissances qui auront manifesté le désir d'être représentées dans le Conseil d'administration. Elles ne pourront excéder 23,000 francs par an.

*Rédaction provisoirement adoptée dans la séance de la Commission
du 2 avril 1890.*

I. Il est établi à Bruxelles un bureau qui aura pour mission de centraliser l'échange, entre les Puissances, des documents et renseignements mentionnés ci-après et de les mettre à même de se rendre compte de l'exécution des clauses du présent Traité comme des améliorations qu'il comporte.

II. Les Représentants à Bruxelles des Puissances signataires qui en auraient exprimé le désir constituent, avec un Représentant de la Belgique, le Conseil d'administration du Bureau central. Ils en nomment le personnel dont ils déterminent les attributions et la rémunération. Ils se réunissent au moins deux fois l'an, aux mois de, sur la convocation du Représentant de Sa Majesté le Roi des Belges, à l'effet de recevoir communication du rapport annuel et des comptes de gestion dressés par la direction du Bureau, et en approuver la teneur.

III. Le Conseil d'administration du Bureau de Bruxelles exercera un droit

de contrôle sur la gestion administrative et financière du Bureau international de Zanzibar, ainsi que des agences auxiliaires qui en dépendent. Il en approuve le règlement organique et le budget et pourvoit à la liquidation des dépenses qui y sont prévues.

IV. Les Puissances communiqueront au Bureau, dans la plus large mesure possible, les dispositions qu'elles auront prises à l'effet d'assurer l'exécution du présent Acte. Cette communication comprendra notamment :

1° Le texte des lois et règlements d'administration existants ou édictés par application des causes du présent Acte ;

2° Les renseignements relatifs au trafic des armes, des munitions de guerre et des alcools ;

3° Les documents statistiques concernant l'exécution des lois et règlements mentionnés ci-dessus ;

4° Les dispositions et les données statistiques à fournir, aux termes de l'article 11 du chapitre IV, par les Puissances mentionnées à l'article 1 du même chapitre.

Ces communications seront faites, en ce qui concerne les lois, décrets et règlements, au fur et à mesure qu'ils seront promulgués, et, en ce qui concerne les renseignements statistiques, dans le plus court délai possible, après la fin de chaque exercice.

V. Le Bureau international établi à Zanzibar lui fera parvenir chaque année le rapport mentionné à l'article 7 du chapitre V sur ses opérations pendant l'année écoulée et sur celles des bureaux auxiliaires qui viendraient à être établis conformément à l'article 6 du même chapitre, ainsi que les comptes de l'exercice écoulé.

VI. Les documents et renseignements seront réunis et publiés en fascicules périodiques et adressés à toutes les Puissances signataires et adherentes. Ces fascicules formeront chaque année un volume qui sera précédé du rapport prévu à l'article 2. Ce rapport contiendra, outre un aperçu des documents législatifs, administratifs et statistiques mentionnés à l'article 4, un exposé de l'état d'exécution du présent Acte, des résultats obtenus et des mesures que l'expérience viendrait à suggérer pour en combler les lacunes.

Les dépenses du Bureau central de Bruxelles seront supportées, à parts égales, par toutes les Puissances qui auront manifesté le désir d'être représentées dans le Conseil d'administration. Elles ne pourront excéder. francs par an.

Rédaction adoptée par la Commission dans la séance du 26 avril 1890.

I. Il est établi à Bruxelles un bureau qui aura pour mission de centraliser l'échange, entre les Puissances, des documents et renseignements mentionnés ci-après et de les mettre ainsi à même de se rendre compte de l'exécution des clauses du présent Traité comme des améliorations qu'il comporte.

II. Les Représentants à Bruxelles des Puissances signataires qui en auraient exprimé le désir constituent, avec un Représentant de la Belgique, le Conseil d'administration du Bureau central.

Ils se réunissent au moins deux fois l'an, aux mois de. . . , sur la convocation du Représentant de Sa Majesté le Roi des Belges, à l'effet de recevoir communication de l'exposé analytique annuel prévu à l'article 6 et des comptes de gestion du Bureau, et d'en approuver la teneur.

II (bis). Les dispositions réglementaires relatives au mode de nomination et de rémunération des employés du Bureau central, à leurs fonctions et à la comptabilité des dépenses et des recettes, ainsi qu'aux mesures d'exécution de l'article 7, font l'objet d'un Protocole annexé au présent Traité.

III. Le Conseil d'administration du Bureau de Bruxelles exercera un droit de contrôle sur la gestion administrative et financière du Bureau international de Zanzibar, ainsi que des bureaux auxiliaires qui en dépendent. Il en approuve le règlement organique et le budget.

IV. Les Puissances communiqueront au Bureau, dans la plus large mesure et le plus bref délai qu'elles jugeront possibles :

1° Le texte des lois et règlements d'administration existants ou édictés par application des clauses du présent acte ;

2° Les renseignements statistiques concernant la traite, les esclaves arrêtés et libérés, le trafic des armes, des munitions et des alcools.

V. Le Bureau international établi à Zanzibar lui fera parvenir chaque année le rapport mentionné à l'article 7 du chapitre V sur ses opérations pendant l'année écoulée et sur celles des bureaux auxiliaires qui viendraient à être établis conformément à l'article 6 du même chapitre, ainsi que les comptes de l'exercice écoulé.

VI. Les documents et renseignements seront réunis et publiés périodiquement et adressés à toutes les Puissances signataires. Cette publication sera accompagnée chaque année d'un exposé analytique des documents législatifs, administratifs et statistiques mentionnés aux articles 4 et 5.

VII. Les dépenses du Bureau central de Bruxelles seront supportées, à parts égales, par toutes les Puissances qui auront manifesté le désir d'être représentées dans le Conseil d'administration. Elles ne pourront excéder.... francs par an.

(A suivre.)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

Décret sur l'application des lois aux étrangers

(20 février 1891 (1))

Léopold II, roi des Belges, Souverain de l'État Indépendant du Congo, à tous présents et à venir, Salut :

Sur la proposition de notre Conseil des Administrateurs Généraux et de l'avis de notre Conseil Supérieur ;

Nous avons décrété et décrétons :

Article premier. — L'étranger qui se trouve sur le territoire de l'État Indépendant du Congo y jouit de la plénitude des droits civils.

Il est protégé, dans sa personne et dans ses biens, au même titre que les nationaux.

Art. 2. — L'état et la capacité de l'étranger, ainsi que ses rapports de famille, sont régis par la loi du pays auquel il appartient, ou, à défaut de nationalité connue, par la loi de l'État Indépendant du Congo.

Art. 3. — Les droits sur les biens tant meubles qu'immeubles sont régis par la loi du lieu où ces biens se trouvent.

Art. 4. — Les actes de dernière volonté sont régis, quant à leur forme, par la loi du lieu où ils sont faits, et quant à leur substance et à leurs effets, par la loi nationale du défunt.

Toutefois l'étranger faisant un acte de dernière volonté dans l'État Indépendant du Congo a la faculté de suivre les formes prévues par sa loi nationale.

Art. 5. — La forme des actes entre vifs est régie par la loi du lieu où ils sont faits. Néanmoins les actes sous seing privé peuvent être passés dans les formes également admises par les lois nationales de toutes les parties.

Sauf intention contraire des parties, les conventions sont régies, quant à leur substance, à leurs effets et à leur preuve, par la loi du lieu où elles sont conclues.

Les obligations qui naissent d'un fait personnel à celui qui se trouve

(1) *Bulletin officiel de l'État du Congo*, avril 1891.

obligé (quasi-contrats, délits ou quasi-délits), sont soumises à la loi du lieu où le fait s'est accompli.

Art. 6. — Le mariage est régi :

Quant à la forme, par la loi du lieu où il est célébré ;

Quant à ses effets sur la personne des époux, par la loi de la nationalité à laquelle appartenait le mari au moment de la célébration ;

Quant à ses effets sur la personne des enfants, par la loi de la nationalité du père au moment de la naissance ;

Quant à ses effets sur les biens, en l'absence de conventions matrimoniales, par la loi du premier établissement des époux, sauf la preuve d'une intention contraire.

Art. 7. — Les époux ne sont admis à demander le divorce que si leur loi nationale les y autorise.

Le divorce ne peut être prononcé que pour un des motifs prévus par la loi de l'État Indépendant du Congo.

Art. 8. — Les lois pénales ainsi que les lois de police et de sûreté publique obligent tous ceux qui se trouvent sur le territoire de l'État.

Art. 9. — Les lois, les jugements des pays étrangers, les conventions et dispositions privées, ne peuvent en aucun cas avoir d'effet dans l'État Indépendant du Congo en ce qu'ils ont de contraire au droit public de cet État ou à celles de ses lois qui ont en vue l'intérêt social ou la morale publique.

Art. 10. — Notre Administrateur Général du Département des Affaires Étrangères, ayant la justice dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur ce jour.

Donné à Bruxelles, le 20 février 1891.

LÉOPOLD.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

AUTRICHE-HONGRIE

Voici le discours par lequel l'empereur François-Joseph a ouvert, le 10 avril, la session du Reichsrath :

Messieurs,

Au commencement d'une nouvelle période d'activité constitutionnelle, je vous ai rassemblés autour de mon trône. Je vous adresse mon salut impérial et vous souhaite cordialement la bienvenue.

J'espère que la session qui va s'ouvrir sera une période de travail fécond et j'attends de votre dévouement patriotique que vous prêterez de toute manière votre concours à la réalisation de cet espoir, de même que j'ai donné, de mon côté, des ordres en ce sens à mon gouvernement.

A la coopération en vue d'atteindre ce but sont appelés et bienvenus tous ceux qui sont pénétrés de la conviction que l'ensemble, c'est-à-dire l'Etat et le peuple, est placé au-dessus des divers partis, et que le soin de ces intérêts suprêmes ne saurait jamais être entravé par des aspirations de parti.

Par suite du développement rapide de la vie économique, les tâches que nous impose le soin de l'ensemble sont devenues, au moment actuel, particulièrement nombreuses et pressantes. C'est pourquoi la législature doit s'occuper en première ligne de ces tâches, et il est permis d'attendre qu'en présence de ce devoir urgent, les vœux des partis isolés seront pour le moment relégués à l'arrière-plan. Ce n'est que par une pareille abnégation patriotique qu'on pourra réussir à satisfaire aux exigences difficiles de l'époque.

Vous serez saisis de projets de mon gouvernement ayant pour but de favoriser l'entente entre les patrons et leurs ouvriers et de concilier autant que possible les conflits sociaux dans ce domaine.

La protection des intérêts légitimes de la petite industrie continuera à former, comme par le passé, l'objet de soins bienveillants de la part des facteurs compétents, et j'espère donc qu'on réussira avec le concours actif et nécessaire des petits industriels à favoriser le développement de cette branche si importante pour la société.

Les effets bienfaisants de la loi en vigueur depuis peu, concernant l'assurance des ouvriers en cas d'accident, font désirer d'étendre cette loi aussi à des cercles ultérieurs.

Un projet est préparé pour favoriser l'organisation des différentes branches de l'économie rurale en corps de métiers et faire par là un pas de plus vers la consolidation de la situation de cette partie si importante et nombreuse de la population.

Le fonds d'amélioration ne peut plus suffire aux nombreuses exigences

que de tous mes royaumes et pays on lui adresse dans le domaine de la correction des fleuves et de l'endiguement des torrents de montagne. Il faudra donc songer à une augmentation de la dotation annuelle de ce fonds, augmentation dont le montant doit être fixé en consultant dûment la situation des finances de l'Etat.

Tenant compte des vœux exprimés par plusieurs diètes et en appréciant les raisons importantes qui parlent en faveur de l'accomplissement de ces vœux, mon gouvernement est saisi de l'élaboration d'un projet de loi concernant l'assurance obligatoire des immeubles contre l'incendie.

D'autres projets en préparation ont pour but de porter remède aux plaintes légitimes contre la sophistication croissante des denrées alimentaires et de combattre l'ivrognerie.

Après de longs efforts, on a réussi à rétablir l'équilibre dans le budget. C'est tout aussi bien votre devoir que celui de mon gouvernement de conserver et de consolider ce précieux résultat. Maintenant, le moment est venu où la réforme des impôts directs peut être abordée à nouveau et où il peut être tenu compte du vœu général d'une répartition aussi équitable que possible des charges publiques.

Vous aurez à consacrer, Messieurs, une sollicitude particulière au développement des voies de communication. Non seulement l'entreprise du Lloyd, mais aussi la Société de navigation à vapeur sur le Danube réclameront votre attention. L'échéance prochaine des termes du rachat par l'Etat de plusieurs chemins de fer privés engagera mon gouvernement à prendre en sérieuse considération le rachat successif par l'Etat des voies ferrées et à vous faire, après mûr examen de chaque cas, les propositions que comporte cette question aux points de vue commercial et financier. On vous soumettra aussi des projets concernant la participation ultérieure de l'Etat à l'achèvement du réseau des chemins de fer ainsi que relativement à l'impulsion à donner aux constructions de chemins de fer régionaux. On vous soumettra enfin la convention, signée à Berne, relative aux transports internationaux de marchandises par chemin de fer, convention qui sera d'une grande portée aussi sur la fixation du règlement d'exploitation intérieur.

Conscient de la haute importance des tarifs de chemins de fer pour la production agricole et industrielle tout entière, ainsi que pour le commerce, mon gouvernement est sur le point de faire suivre la réforme du tarif pour le transport des voyageurs de celle du tarif pour le transport des marchandises sur les chemins de l'Etat, réforme qui tiendra largement compte des besoins de la population et qui ne restera pas sans influence sur les chemins de fer privés.

Mon gouvernement s'attache avec zèle à régler de nouveau les relations commerciales avec les Etats étrangers, autant que cela paraît nécessaire ou désirable. Dans ces négociations, on tend à ce que ces arrangements se concluent autant que possible simultanément et pour une durée prolongée. De cette manière, on veut créer une situation stable, sous le régime de laquelle l'industrie et l'agriculture trouveront les conditions d'une existence profitable.

Mon gouvernement consacrera des soins constants à tout ce qui est du domaine de l'instruction publique. C'est surtout l'ensemble des études juridiques dont la réforme a été reconnue nécessaire. Les dispositions relatives aux études de médecine exigent aussi des modifications. L'université de Léopol doit être complétée par la création d'une faculté de médecine. Mon gouvernement aura soin de faire aboutir le plus tôt possible les délibérations nécessaires à ce sujet.

En ce qui concerne la législation judiciaire, il faudra non seulement aborder à nouveau la codification du droit pénal et de la procédure civile, mais l'expérience a montré que mainte modification paraît désirable aussi dans le code d'instruction criminelle. Et dans tous ces travaux législatifs il faut encore tenir compte de cette circonstance que la législation judiciaire ne

peut se fermer aux exigences de la vie économique, qu'elle doit, d'un côté, écarter les obstacles qui s'opposent à un développement bienfaisant, de l'autre, édicter des mesures énergiques et sévères contre les nuisibles excès de l'égoïsme.

L'incorporation des faubourgs suburbains dans ma capitale et résidence m'a causé une vive satisfaction et j'en attends des avantages sérieux pour toute la population de Vienne agrandie. Les travaux nécessités par cette incorporation sont en plein cours. On fera appel aussi à votre concours pour plusieurs projets de lois y relatifs. La question du chemin de fer métropolitain de Vienne est étudiée avec le plus grand soin et sa réalisation est l'objet de l'attention toute particulière de mon gouvernement.

Messieurs,

Ce n'est pas seulement nous qui sommes animés du désir et du besoin d'une activité féconde; dans tous les Etats de l'Europe se manifeste aussi le désir de vivre en paix les uns près des autres. De tous les gouvernements nous venions des assurances qui désignent le maintien de la paix comme le but essentiel de leurs efforts. Cette circonstance ainsi que les relations amicales que nous entretenons avec toutes les puissances, m'autorisent à exprimer l'espoir que la série des années de paix dont la monarchie a eu à se réjouir jusqu'ici, se poursuivra et qu'il vous sera possible de vous consacrer tranquillement aux travaux qui vous attendent.

Mon gouvernement élabore les projets de lois nécessaires à ce sujet et il les soumettra à vos délibérations aussitôt qu'ils seront terminés. J'attends de vous un examen minutieux et objectif des propositions de mon gouvernement, et je suis convaincu que, grâce à une discussion calme, exempte de préjugés et respectueuse aussi du point de vue d'un adversaire politique, il sera possible d'atténuer certains antagonismes et de trouver un terrain d'entente en vue d'une activité commune et féconde.

L'observation de ces principes a permis, dans une affaire récente de la compétence des diètes, d'obtenir des résultats satisfaisants dont le développement et la réalisation seront aussi à l'avenir l'objet des efforts inébranlables de mon gouvernement. C'est seulement grâce à une activité soutenue et consciencieuse, telle que je l'attends de vous, que les institutions constitutionnelles atteignent leur valeur réelle; c'est de cette façon que l'unité et la puissance de l'Etat peuvent être garanties et qu'on peut tenir compte des particularités de mes royaumes et pays et des intérêts divers de leurs habitants; c'est là le moyen de travailler le plus efficacement, et tout en sauvegardant l'égalité de droits accordée par la Constitution, au bien-être moral, intellectuel et économique de mes fidèles peuples, qui me tiennent tous également à cœur. Que le Dieu tout-puissant bénisse cette œuvre pleine de responsabilités !

BELGIQUE

Un arrêté royal du 2 avril institue au ministère des finances une Commission permanente pour l'étude des questions monétaires.

Cette Commission sera chargée :

1° De réunir tous les renseignements qu'elle pourra se procurer sur les législations monétaires des pays étrangers, sur les changements qui seront apportés ou proposés à ces législations, sur la circulation monétaire, sur la production et la distribution internationale des métaux précieux et généralement sur tous les faits qui sont de nature à être pris en considération pour la solution des questions monétaires;

2° De se mettre en rapport et de se tenir en communication suivie avec les commissions, comités ou bureaux chargés dans d'autres pays d'enquêtes ou d'études relatives à ces mêmes questions :

3^o De signaler au Gouvernement les faits et les documents qu'elle jugerait particulièrement intéressants au point de vue du régime monétaire de la Belgique, et de donner au Gouvernement son avis sur les questions qu'il soumettra à son examen.

Sont nommés membres de la Commission : MM. Allard, directeur de la fabrication des monnaies ; Baeyens, directeur de la Société générale pour favoriser l'industrie nationale ; Emile de Laveleye, professeur d'économie politique à l'Université de Liège ; Jacobs, ministre d'Etat, membre de la Chambre des représentants ; Montefiore Levi, sénateur ; Sainctelette, commissaire des monnaies, et Weber, vice-gouverneur de la Banque nationale.

ESPAGNE

Un « Livre rouge » a été distribué aux membres des Cortès à la fin de mars.

Il contient une note de M. Cambon, après la dénonciation du traité de commerce avec l'Espagne, dans laquelle l'ambassadeur de France dit que le Gouvernement français désire, indépendamment des négociations des traités de commerce, se prêter à un accord qui prorogerait provisoirement jusqu'après le 1^{er} février 1892 les stipulations du précédent traité.

Le Ministre des affaires étrangères répond à cette note qu'en vue de la possibilité d'accords ultérieurs, que l'Espagne accueillerait favorablement, si la République française en faisait la proposition, et aussi afin d'éviter la continuation de négociations pour une prorogation provisoire du traité actuel, le Gouvernement espagnol, avant de se prononcer, attend de connaître les intentions définitives de la République française au sujet du tarif douanier.

Le Livre rouge contient encore des documents relatifs à la circulation de l'or espagnol en France, aux négociations concernant le commerce des vins plâtrés en France.

D'autres notes intéressent le Maroc et les attaques qui se produisirent à Melilla à la suite desquelles l'Espagne obtint satisfaction ; la réduction du droit de visite des navires ; l'arbitrage dans la question des frontières entre la Colombie et le Vénézuéla, et les négociations pour arrêter la guerre entre le Salvador et le Guatemala.

FRANCE

Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi portant approbation de l'arrangement conclu avec le roi du Dahomey, le 3 octobre 1890, par M. de Lanessan, député.

Messieurs, dans la séance du 21 novembre 1890, le Gouvernement a déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi portant approbation de l'arrangement conclu avec le roi du Dahomey, le 3 octobre 1890.

La Commission nommée dans vos bureaux pour examiner ce projet de loi a étudié successivement la situation de la France au Dahomey avant les faits qui s'y sont passés pendant les deux dernières années, les conditions dans lesquelles ces faits se sont produits, celles qui ont présidé à la conclusion de l'arrangement et enfin les conséquences que ce dernier peut avoir pour les intérêts commerciaux et politiques de la France dans le golfe de Benin.

Elle a l'honneur de vous soumettre les résultats de son travail et les conclusions qu'elle a cru devoir prendre.

Situation de la France dans le golfe de Benin avant les derniers événements.

Les territoires sur lesquels la France exerce, à des titres divers, son

influence politique dans le golfe de Benin sont limités : à l'est, par les établissements anglais de Badagry, Lagos, etc. ; à l'ouest, par les établissements allemands de Togo, Petit-Popo et Porto-Seguro.

Entre ces limites sont compris, de l'est à l'ouest : 1° le royaume de Porto-Novo situé au voisinage des territoires anglais de Lagos et sur lequel nous exerçons un protectorat effectif en vertu des traités passés avec les rois du pays, le 23 janvier 1863 et le 23 juillet 1883 ; 2° le royaume du Dahomey situé à l'ouest du précédent et dont dépendent les deux points côtiers principaux de Kotonou et de Whydah ; 3° enfin les territoires de Grand-Popo et d'Agoué sur lesquels la France a établi son protectorat effectif en 1883 et qui confinent aux possessions allemandes.

Nos relations officielles avec le Dahomey qui, seul, nous occupe ici, remontent à une époque très reculée. Dès le xiv^e siècle, des Français créent à Whydah, centre commercial le plus important du royaume, un établissement qu'ils fortifient et où nous entretenons des troupes jusqu'en 1687. A cette époque, la garnison fut retirée pour des motifs d'économie, mais le pavillon français ne cessa pas de flotter sur le fort et sa garde fut confiée aux commerçants établis dans ce dernier.

Pour consacrer mieux encore ses droits, le Gouvernement français a toujours eu soin, depuis 1841, de revêtir des fonctions consulaires l'un des commerçants qui résident à Whydah.

Le 1^{er} juillet 1851, le Gouvernement de la République française signe avec le roi du Dahomey un traité d'amitié et de commerce⁽¹⁾ qui assure aux Français la liberté commerciale et la protection dans tout le royaume du Dahomey et consacre, par son article 9, notre droit de propriété sur le fort de Whydah, dans les termes suivants : « Pour conserver l'intégrité du territoire appartenant au fort français, tous les murs ou bâtiments construits en dedans de la distance réservée (13 brasses à partir du revers extérieur des fossés d'enceinte) seront abattus immédiatement, et il sera fait défense par le roi d'en construire de nouveaux. »

En vertu d'une autorisation spéciale, le fort français de Whydah est occupé actuellement par les représentants d'une maison de commerce de Marseille, mais cette autorisation n'a pas de durée fixe et l'Etat peut à tout moment reprendre possession du fort pour un service public, sans même que les détenteurs actuels puissent réclamer une indemnité.

Nos droits ont été reconnus par les nations européennes et notamment par le Portugal qui tenta, en 1886, d'établir son protectorat sur la côte du Dahomey, mais qui renonça à ses prétentions par un acte notifié aux puissances le 26 décembre 1887. Il y fut décidé par la protestation que la France lui adressa dans une note du 16 février 1886, où nos droits sur Whydah et les conditions dans lesquelles nous nous y trouvons aujourd'hui sont nettement exposés par notre représentant à Lisbonne.

Si donc, au cours des derniers événements, nous avions voulu, comme le demandaient M. Bayol et les commandants de l'expédition, réoccuper militairement le fort français de Whydah, nous en avions pleinement le droit, en vertu des conventions passées entre la France et le Dahomey lui-même et aucune puissance européenne n'aurait pu faire entendre la moindre protestation.

Deux autres traités passés avec le Dahomey en 1868 et 1878 assurèrent à la France la possession de Kotonou, autre point de la côte du Dahomey situé à une quarantaine de kilomètres à l'est de Whydah.

Déjà, vers la fin de 1864, le roi de Dahomey, probablement pour se protéger contre l'envahissement d'une autre puissance européenne, avait demandé à la France de s'établir militairement à Kotonou. Le Gouvernement français, sans rejeter formellement cette demande, n'avait fait aucun acte de nature à la satisfaire.

(1) Voir ce traité, *Archives*, 1890, II, p. 46.

En 1868, un traité formel cède à la France le territoire de Kotonou. Les faits qui s'étaient passés en 1864 y sont rapportés, dans les préambules, de la façon suivante : « Le roi du Dahomey, dans son désir de donner une preuve d'amitié à Sa Majesté l'empereur des Français et reconnaître les relations amicales qui ont existé de tout temps entre la France et le Dahomey, avait, vers la fin de 1864, fait la cession à la France de la plage de Kotonou. Le 9 mars dernier, il a envoyé à Whydah un messager spécial, nommé Kokopé, porteur de son bâton royal, à l'effet de renouveler cette cession entre les mains de l'agent vice-consul de France, avec toute la solennité en usage dans le Dahomey. Dans ces circonstances, il a été jugé nécessaire tant par le roi du Dahomey que par l'agent vice-consul de France, qu'un acte eût constaté la confirmation de la cession faite antérieurement par le roi du Dahomey de la plage de Kotonou et l'acceptation de cette cession. L'agent vice-consul a répondu au nom du Gouvernement de l'empereur, en exprimant toute sa gratitude au roi du Dahomey pour cette nouvelle preuve d'amitié.

« Il a ajouté qu'il acceptait cette cession dans la pensée qu'elle favoriserait l'extension des relations existant entre les deux pays, et serait ainsi profitable à tous les deux ; mais que, et quel que fût le désir du roi de Dahomey de voir Kotonou occupé militairement par la France, le Gouvernement de l'empereur n'avait pas cru devoir, jusqu'à présent, réaliser cette occupation, et qu'il ne la réaliserait qu'autant que cela conviendrait à ses intérêts, et, jusqu'à ce moment, rien ne devait être changé à l'état de choses actuel, en ce qui concerne les indigènes du pays et la perception des droits de douanes. »

L'article 1^{er} du traité du 19 mai 1868 (1) dit expressément : « Le roi de Dahomey, en confirmation de la cession faite antérieurement, déclare céder gratuitement à Sa Majesté l'empereur des Français le territoire de Kotonou, avec les droits qui lui appartiennent sur ce territoire, sans aucune exception ni réserves et suivant les limites qui vont être déterminées : au sud, par la mer ; à l'est par la limite naturelle des deux royaumes de Dahomey et de Porto-Novo ; à l'ouest, à une distance de six kilomètres de la factorerie Régis ainé, sise à Kotonou, sur le bord de la mer ; au nord, à une distance de six kilomètres de la mer, mesurée perpendiculairement à la direction du rivage. »

L'article 2 stipulait que le roi de Dahomey continuerait à administrer le territoire de Kotonou jusqu'à ce que la France en prit possession, et il ajoutait : « Les impôts et les droits de douane continueront comme par le passé à être perçus au profit du roi de Dahomey. »

Le 19 avril 1878, à la suite d'un différend survenu entre le Dahomey et l'Angleterre, et à l'occasion duquel les négociants français s'imposèrent de grands sacrifices pour tirer le roi du Dahomey d'une situation très fâcheuse, une nouvelle convention fut passée entre la France et le Dahomey (2).

Cet acte confirme et étend nos droits sur Kotonou, et, comme compensation des sacrifices faits par nos nationaux, il fait disparaître la clause relative aux douanes qui existait dans la convention de 1868.

L'article 7 du traité du 16 avril 1878 est conçu de la façon suivante : « En confirmation de la cession faite antérieurement, Sa Majesté le roi Gléglé abandonne en toute propriété, à la France, le territoire de Kotonou avec tous les droits qui lui appartiennent, sans aucune exception ni réserve, et suivant les limites déterminées : au sud, par la mer ; à l'est, par la limite actuelle des deux royaumes de Porto-Novo et de Dahomey ; à l'ouest, à une distance de 6 kilomètres de la factorerie Régis ainé, sise à Kotonou, sur le bord de la mer ; au nord, à une distance de 6 kilomètres de la mer mesurée perpendiculairement à la direction du rivage. »

(1) Voir ce traité, *Archives*, 1890, II, p. 48.

(2) Voir ce traité, *Archives*, 1890, II, p. 48.

D'après l'article 5 du même acte, « aucun sujet français ne pourra désormais être tenu d'assister à aucune coutume du royaume de Dahomey où seraient faits des sacrifices humains. »

Par l'article 6, « toutes les servitudes imposées aux résidents français au Dahomey et particulièrement aux habitants de Whydah, sont et demeurent supprimées. »

Ainsi, confirmation de la cession du territoire de Kotonou en toute propriété, suppression de la clause du traité de 1868 qui réservait au roi du Dahomey la perception des douanes de Kotonou, droit pour les sujets français de ne pas assister aux sacrifices humains et suppression de toutes les servitudes imposées jusqu'alors aux résidents français, telles sont les compensations que le traité de 1878 concédait à la France et à nos nationaux, en échange des sacrifices pécuniaires que ces derniers s'étaient imposés pour le roi de Dahomey dans les circonstances rappelées plus haut.

En vertu de ces traités, le Gouvernement français établit un agent et une petite garnison à Kotonou, au mois de septembre 1885, en même temps qu'il occupait Porto-Novo.

Jusque vers la fin de l'année 1887, aucun incident notable ne troubla notre présence à Kotonou ; mais à cette époque le roi Gléglé écrit à notre résident à Porto-Novo qu'il refuse de reconnaître la validité du traité de 1878, qui cependant a été fait en son propre nom, et il nous somme d'avoir à renoncer non seulement à l'occupation de Kotonou, mais encore à notre protectorat sur le royaume de Porto-Novo.

Les événements de 1889 et 1890.

Nous ne fîmes aucune réponse à cette lettre. Notre silence fut pris, sans doute, pour de la faiblesse par le roi de Dahomey, car au mois de mars 1889, après avoir réitéré inutilement ses plaintes, ses sommations et ses menaces, il se précipita sur le territoire de Porto-Novo.

J'emprunte le récit de cette indigne agression et celui des faits qui s'en suivirent à M. Etienne, sous-secrétaire d'Etat aux colonies. Il dit à ce sujet, dans la séance de la Chambre du 8 mars 1890, répondant à une question de M. François Deloncle : « Au mois d'avril dernier, il jette sur le territoire de Porto-Novo, sur le royaume de notre protégé, des bandes armées ; il pille et incendie les villages et opère une razzia contenant environ un millier d'hommes, de femmes et d'enfants ; il en vend une partie à des étrangers et il massacre le reste. Nous aurions pu à ce moment réprimer l'acte criminel que venait de commettre le roi Gléglé. Nous avons attendu et, phénomène bizarre, c'est le roi Gléglé lui-même qui ose faire entendre de nouvelles plaintes ; il nous déclare que c'est de propos délibéré qu'il a envahi le territoire de Porto-Novo, parce qu'il n'admet pas que ce roi soit notre protégé, il nous prévient que si, d'une part, nous ne renonçons pas à ce protectorat, si, d'autre part, nous n'évacuons pas le territoire de Kotonou, il reviendra au mois de mars prochain. »

La terreur inspirée aux indigènes de Porto-Novo par les actes d'hostilité des gens du Dahomey était telle, et nous faisons alors si peu pour les protéger, qu'aux mois de mars et avril 1889 une grande partie de la population et le roi Toffa lui-même désertèrent le pays et allèrent chercher un refuge sur le territoire anglais. Quant aux commerçants européens, ils s'étaient transportés à Lagos, à l'abri du pavillon anglais. Le 4 avril, l'administrateur particulier du golfe de Bénin, M. Beeckmann, écrivait au commandant en chef de la division navale de l'Atlantique : « La ville de Porto-Novo est en danger d'être pillée ou brûlée, soit par le Dahomey, soit par suite de révolution. Le haut commerce, qui représente ici des intérêts considérables, est effrayé de la tournure que prennent les événements, et c'est par millions qu'il faudrait compter les pertes si la ville était livrée au pillage. On nous rappelle les termes de notre traité dont nous ne remplissons pas les engagements. Le Dahomey brûle les villages, ruine les plantations, emmène les habitants en

esclavage. La population entière est sur la rive anglaise ; les commerçants sont à Lagos ; la ville est déserte. La colonie est ruinée, perdue, le pavillon compromis. La présence seule de vos hommes ramènera la confiance, peut-être sans coup férir. Les commerçants sont venus en corps, hier et aujourd'hui, me supplier d'intervenir auprès de vous, amiral, pour obtenir l'envoi de quelques hommes à Porto-Novo. »

Une compagnie de débarquement fournie par l'*Aréthuse* et le *Sané* fut envoyée à Porto-Novo ; elle eut beaucoup de peine à rétablir la tranquillité, et ce n'est que très lentement que les fugitifs rentrèrent sur le territoire de notre protectorat.

Pendant que les bandes du Dahomey dévastaient le territoire de notre protégé, brûlaient les villages, ravageaient les plantations et les palmiers à huile, pillaient les maisons et enlevaient les habitants qui n'avaient pas pris la fuite, le représentant du roi à Kotonou « mandait à la Cour de justice les gérants des factoreries et le chef de la station télégraphique, les y faisant rester debout, tête nue, devant la populace armée de bâtons et de lances, et les sommait de reconnaître l'autorité du roi et de payer les droits de douane comme par le passé, sous peine d'être chassés du territoire de Kotonou. » (Lettre du capitaine Bertin, Porto-Novo, 29 mars 1889.)

Vers la même époque, le roi faisait fermer les factoreries françaises de Whydah et son représentant disait à notre administrateur de Porto Novo : « que Kotonou n'était pas français, qu'aucun traité n'avait eu lieu entre le roi et la France, que ceux qui avaient signé le traité de 1878 avaient payé de leur tête cet acte de rébellion contre le roi et que le roi n'avait jamais signé la cession du territoire de Kotonou. » (Dépêche de l'agent consulaire de France à Whydah, 7 avril 1889.)

Au mois de septembre 1889, les religieuses françaises de Whydah sont expulsées par les autorités dahoméennes. Elles se réfugient à Agoué, chez le résident de France. Le père Dorgère subit le même sort : il est obligé de quitter Whydah et accompagne les sœurs à Agoué. L'autre missionnaire qui était Hollandais, mais que les Dahoméens prenaient pour un Allemand, ne fut pas inquiété. C'est donc la nationalité des sœurs et du père Dorgère qui, seule, avait causé leur expulsion. Celle-ci prit fin au mois d'octobre, après l'arrivée de M. Bayol à la côte des Esclaves.

Le lieutenant gouverneur des rivières du Sud partit de France pour le golfe de Bénin au mois d'août 1889. Le Gouvernement lui avait confié la mission délicate d'obtenir des explications sur les actes déloyaux du roi de Dahomey.

Malgré la gravité des attentats commis par ce dernier, les instructions données à M. Bayol par le sous-secrétaire d'Etat aux colonies étaient extrêmement pacifiques et même accompagnées de cadeaux.

Votre Commission a acquis la certitude que M. Bayol avait apporté dans l'exécution de sa mission toute la prudence nécessaire.

Cependant, il fut l'objet de la part du roi de Dahomey d'un traitement odieux. M. Etienne en a fait le récit à la Chambre dans la séance du 8 mars 1890. « M. Bayol, dit-il, s'est rendu (au mois de novembre 1889) dans la capitale du roi de Dahomey et on peut dire qu'il a été plutôt le prisonnier que l'hôte du roi Gléglé. Pendant trente jours il est resté en face de spectacles horribles, obligé d'assister chaque jour à de véritables égorgements, voyant devant lui, pour fêter le roi, des centaines d'hommes et de femmes égorgés comme du bétail. »

M. Bayol raconte lui-même les mauvais traitements dont il fut l'objet dans un télégramme daté de Kotonou le 1^{er} janvier 1890 : « Sommes restés Abo-mey trente-six jours. Ai pu exposer 28 novembre but mission pacifique et demander laisser établir douanes Kotonou conformément traités. Prince héritier (nommé alors Kondo, actuellement roi Behanzin) déclara au nom du roi tous traités français nuls et repoussa intervention des Européens ; parla ensuite guerre Porto-Novo violemment ; gardai calme absolu. Prince insulta

République, ai protesté énergiquement. Avais remis le 23 cadeaux offerts par le Gouvernement. Jusqu'au 27 décembre sommes restés prisonniers. Sortions seulement pour assister aux coutumes. Il y a eu deux cents sacrifices. On a martyrisé des hommes de Porto-Novo et avons été forcés de voir les cadavres mutilés ; on a décapité devant mon secrétaire. Suis tombé gravement malade. Situation devenait dangereuse, on parlait de nous garder comme otages. »

Les seules réponses que M. Bayol put obtenir du roi sont résumées de la façon suivante par le sous-secrétaire d'Etat aux colonies : « La réponse du roi fut violente et insolente. Il dit à M. Bayol qu'il n'avait qu'à lui répéter ce qu'il avait déjà déclaré, que notre territoire de Kotonou lui appartenait et que nous devions l'évacuer ; il nous demanda, en outre, de renoncer au protectorat sur Porto-Novo et de lui livrer nous-mêmes le roi Toffa. »

M. Bayol eut la bonne fortune de partir d'Abomey avant la mort du roi Glèglé. Il est probable que s'il s'était trouvé dans la ville au moment de ce décès, ses jours auraient été mis en danger par la superstition et la barbarie du peuple.

A peine était-il de retour à la côte que Behanzin, successeur de Glèglé, entraînait ses troupes contre Kotonou.

Le 21 février 1890, le commandant Terrillon débarquait à Kotonou avec deux compagnies de tirailleurs sénégalais formant environ 300 hommes ; il était reçu à coups de fusil par les gens du Dahomey et il avait quatre hommes blessés ; mais il s'établissait sur la plage et il entreprenait immédiatement la construction de logements et de défenses.

Le 23 février, il est attaqué par l'avant-garde de l'armée régulière du Dahomey, forte d'environ 600 hommes ; il lui inflige une défaite sérieuse et lui tue 10 hommes. Il a 2 tirailleurs blessés.

Il continue son installation et ses défenses et demande des renforts.

Le 1^{er} mars, le commandant Terrillon, se sentant enveloppé, se porte en avant de Kotonou pour disperser l'ennemi. Il se heurte à un millier de Dahoméens qui essaient de le repousser. Il les met en fuite en leur tuant une centaine d'hommes. Il perd deux ou trois hommes.

Cependant les Dahoméens continuent à se masser dans les environs de Kotonou et le commandant Terrillon avait le plus grand besoin des renforts qu'il a déjà demandés. Ceux-ci doivent être expédiés du Sénégal.

Pendant la nuit du 3 au 4 mars, l'armée dahoméenne avait profité de l'obscurité pour se rapprocher de Kotonou. Le 4, à quatre heures du matin, par conséquent avant le lever du jour, elle attaquait nos positions. Le combat corps à corps dura jusqu'à dix heures du matin. Le commandant Terrillon n'avait que 300 tirailleurs indigènes et 37 Européens, dont 14 officiers, pour tenir tête à l'armée du Dahomey estimée à plus de 2,000 hommes.

Deux fois repoussé par la vaillante petite garnison de Kotonou, l'ennemi revint deux fois à l'assaut de notre poste dont ses morts couvraient les abords. C'est seulement à dix heures du matin qu'il battit définitivement en retraite, poursuivi par l'artillerie du Sané. De notre côté, onze hommes avaient été tués, dont deux soldats blancs et dix blessés plus ou moins grièvement. Les Dahoméens avaient laissé quatre cents hommes sur le terrain.

L'admirable conduite de nos soldats nous avait seule assuré une victoire que leur trop petit nombre pouvait compromettre.

Pendant que ces faits se passaient à Kotonou, les agents du Dahomey à Whydah s'emparaient, par la trahison, de notre agent consulaire, M. Bon Temps, du père Dorgère et de quatre autres Français. Le représentant du roi les avait mandés en dehors du fort sous prétexte de leur communiquer des ordres royaux, il s'était emparé de leurs personnes et les avait fait conduire à Abomey enchaînés par les pieds et le cou.

A Whydah, les craintes des Européens étaient très grandes. Les commerçants français réclamaient énergiquement la protection de nos troupes. Le consul allemand lui-même, M. Randad, engageait le lieutenant-gouverneur à faire occuper militairement et tout de suite le fort de Whydah. M. Bayol télégraphie au sous-secrétaire d'Etat le 23 mars : « M. Randad m'engage à faire occuper rapidement Whydah pour protéger Européens restants. Soldats portugais internés dans fort ne peuvent plus communiquer avec rade depuis le 4 mars. »

Le Gouvernement ayant interdit l'occupation de Whydah, demandée déjà depuis quelque temps par M. Bayol, ainsi que le blocus de la côte, les autorités françaises se trouvaient dans l'impossibilité absolue de protéger les commerçants français et étrangers de Whydah dont les craintes allaient sans cesse grandissant. Les Allemands songent alors à invoquer la protection des autorités de leur pays.

Le 2 avril, M. Bayol télégraphie que « le consul allemand est parti pour Cameroon où il va demander l'envoi d'un aviso allemand pour protéger Whydah. »

A ce moment, M. Bayol est rappelé à Paris et le Ministre de la marine succède au sous-secrétaire d'Etat des colonies, dans la direction des affaires du Dahomey.

Le Ministre de la marine confère aussitôt au commandant du *Sané* toutes les attributions des gouverneurs avec autorité sur le commandant des troupes et sur les résidents (Dépêche du 6 avril 1890).

Le 8 avril, il informe le commandant du *Sané* que le Gouvernement a décidé l'établissement du blocus de la côte des Esclaves.

En même temps, le Ministre de la marine donne des instructions au commandant Léopold Fournier en vue d'un traité qu'il devra conclure le plus tôt possible : « Dispositions militaires pour assurer blocus effectif, occuper solidement Kotonou et Porto-Novo et repousser vigoureusement toute attaque, ne doivent pas vous empêcher d'ouvrir, dès maintenant si possible, des négociations soit par vous-même, soit par auxiliaires rétribués, au besoin, sur les bases suivantes :

« Restitution des Européens prisonniers ; maintien de Kotonou comme possession française ; transaction relativement aux douanes perçues par nous à Kotonou qu'on pourrait remplacer par allocation annuelle à Dahomey.

« Donnez votre sentiment. »

Le même jour, le Ministre développe les instructions ci-dessus dans une lettre où, après avoir parlé du blocus, il dit : « Il est à souhaiter que les mesures prises amènent promptement à résipiscence le roi de Dahomey.

« Je vous autorise d'ailleurs à entrer en pourparlers soit directement, soit par tels intermédiaires dont l'emploi vous paraîtra de nature à faciliter les négociations et dont vous pourriez reconnaître pécuniairement les services, pour traiter avec le Dahomey sur les bases indiquées ci-après :

« Maintien du *statu quo* tel qu'il existe aujourd'hui.

« Restitution des prisonniers français.

« Si vous reconnaissez l'impossibilité d'arriver à une entente dans ces conditions, vous auriez la latitude, pour essayer d'aboutir, de faire les concessions suivantes :

« Transaction sur la question des droits de douane de Kotonou. Nous pourrions consentir à remettre au roi, chaque année, une somme une fois fixée comme représentant une partie des recettes de la douane. »

Le 12 avril, nouvelle dépêche très pressante du Ministre au sujet du traité à conclure : « Profitez circonstance pour faire, si possible, traité régulier réglant définitivement situation au mieux sans compromettre solution par trop grandes exigences ; nous comptons sur votre activité et votre prudence pour terminer cette affaire ; si quelques cadeaux nécessaires, usez-en. »

Cependant le Dahomey n'avait pas renoncé à la lutte, et depuis l'assaut du 1 mars, des combats avaient lieu sur divers points entre les soldats du com-

mandant Terrillon et les troupes dahoméennes. Le 25 mars, une colonne envoyée par le commandant Terrillon sur Godomé y rencontre l'ennemi. L'escarmouche est vive, car nous avons deux Européens et un indigène tués, deux officiers et onze hommes blessés, dont la moitié grièvement.

Le 27 mars, autre rencontre dans laquelle le capitaine Oudard est tué d'un coup de feu tiré à bout portant par un indigène caché dans un des villages que nos troupes détruisirent.

Les troupes du Dahomey remontent ensuite vers le Nord où elles menacent Porto-Novo. Afin de protéger cette ville, le commandant Terrillon se porte contre les troupes dahoméennes qu'il rencontre à sept kilomètres seulement, au nombre de sept à huit mille. Le combat fut très chaud, si l'on en juge d'après la dépêche suivante du commandant du *Sané* :

(21 avril.) « Colonel m'écrivit aujourd'hui dimanche, 350 hommes avec trois canons attaqué armée royale signalée vers Vacon. 7,000 ennemis rencontrés à sept heures à Atch, torrent situé à sept kilomètres nord-nord-est de Porto-Novo. Action immédiatement engagée avec grande violence; troupes formées carré ont repoussé de sept à huit heures et demie assauts répétés. Ennemi dessine attaque enveloppante, menace Porto-Novo. Munitions diminuent. Nous avons fait marche en carré face en arrière, repoussé victorieusement tous les assauts pendant une heure. Troupes admirables. Pertes ennemi : 300 tués, autant blessés. Nos pertes : tués, 4 miliciens; blessés grièvement : 4 disciplinaire, 6 tirailleurs; blessés légèrement, 22. Les soldats de Toffa ont 20 blessés légèrement. »

Le 22 avril, le commandant du *Sané* télégraphie de nouveau : « Après renseignements reçus hier au soir, le roi lui-même marche avec armée, non pour prendre esclaves, mais pour détruire Porto-Novo. Renforts demandés nécessaires, non pour aller en avant, mais pour repousser agresseur. »

Il ajoute : « Il faudra expédition sérieuse spécifiée dans votre télégramme du 10. Programme : marche sur Abomey par Porto-Novo. Moyens : 1,500 tirailleurs sénégalais, 1,300 hommes troupes blanches avec artillerie, transports et nombreux porteurs indigènes; service organisé d'approvisionnement, ambulances, gîtes d'étapes fortifiées pour renvoi en arrière malades et blessés; un transport hôpital à Kotonou, un transport aviso avec division navale (les troupes actuelles d'occupation renforcées suivant demande d'hier sont en dehors des 3,000 hommes nécessaires); blocus continué; occupation de plage de Whydah, prise de la ville par troupes détachées de colonne de marche. J'ai fait tirer quatre obus en parallélogramme autour de Whydah pour prouver à habitants possibilité de bombardement si nécessaire. »

Le 25 avril, la situation s'est encore aggravée. Le commandant Léopold Fournier télégraphie : « Renseignements reçus hier six heures et demie : situation très grave à Porto-Novo; armée royale a détruit les villages autour de la ville et campé petite distance; se dispose attaquer en grand nombre. »

Le colonel Terrillon demande du renfort et prie le commandant du *Sané* de débarquer des marins.

Le Gouvernement en donne enfin l'autorisation. Le *Sané* débarque 80 marins. On débarque en même temps 50 disciplinaires qui viennent d'arriver du Sénégal.

Toujours préoccupé par l'importance de Whydah, le commandant Léopold Fournier télégraphie le 28 avril : « Je fais tirer quelques obus sur Whydah pour hâter les négociations. »

Le même jour le ministre lui envoie cette dépêche : « Tout en restant énergique, ne pas perdre une occasion d'essayer de traiter. »

Le commandant du *Sané* répond le 30 avril :

« Je vais à Whydah où *Kerguelen* a lancé quelques obus pour amener pourparlers. »

Le commandant du *Sané* ne s'était pas trompé sur l'importance attachée

par le roi de Dahomey à ce que Whydah ne fût pas occupé par nos troupes. Les quelques obus tirés autour de la ville ayant convaincu le roi qu'elle était à notre discrétion, il s'empresse d'arrêter l'action entamée contre elle par le commandant L. Fournier, et de détourner la menace que ce dernier avait faite de procéder à un bombardement réel. Il rend aussitôt les Français dont il s'était emparé le 4 mars. Le commandant Léopold Fournier rend compte de ce fait, de la façon suivante dans une lettre adressée le 10 mai au ministre de la marine : « Traîtreusement attirés hors de la factorerie Fabre où s'étaient réfugiés avec eux les Allemands habitant Whydah, les Français conduits à l'agorrie y ont été enchaînés puis conduits à Allada. Leurs souffrances causées par les chaînes aux pieds et au cou et les promenades forcées au milieu d'une populace hostile ont cessé à Abomey où ils ont été relativement bien traités. Leur captivité eût duré longtemps encore sans les heureuses opérations exécutées le long de la Ouémé, à la fin de mars, sans le succès de nos troupes près de Porto-Novo le 20, et sans les obus que vous m'avez autorisé à lancer sur Whydah. J'ai prévenu en temps opportun les autorités dahoméennes, puis, à l'heure précise que je leur avais signalée, le tir a commencé. Les autorités de Whydah, dès le 29, ont adressé des messages au roi pour sauver leur ville et m'ont fait parvenir par le commandant du *Kerguelen* en station devant Whydah des lettres dont je vous envoie copie. Le 3, j'ai été prévenu que les otages se mettaient en route. »

Dans la même lettre, le commandant L. Fournier expose les conditions de paix qu'il envoie au roi : « La reconnaissance de notre protectorat sur Porto-Novo, le respect absolu de ce territoire et de ses habitants, l'exécution du traité du 19 avril 1878, relatif à Kotonou, sont les premières conditions de la paix ; à celles-ci il faut ajouter le respect de la personne et de la propriété des Français sur le territoire dahoméen, la liberté de commerce, de voyager, l'autorisation de construire, de négocier et d'habiter sur la plage de Whydah, tout aussi bien qu'en ville, la cessation des procédés vexatoires des autorités dahoméennes, suspendant arbitrairement tout trafic à terre ou à la mer, fatiguant par des demandes de cadeaux les négociants français ; l'interdiction à ces autorités de forcer les factoreries à prendre des indigènes qui sont les espions de l'agorrie (exemple : le gouverneur noir du fort français, qui est payé par la factorerie et nommé par le roi), la cessation absolue des sacrifices humains et de la vente de captifs faits dans les Etats voisins.

« Les naufragés seront respectés, rendus aux consuls de leurs nations, ou, à défaut, au consul de France ; les navires ne seront pas pillés.

« Il sera permis aux Français de construire à la plage de Whydah des appontements ou warfs, de faire des routes ou voies ferrées entre Whydah et la plage de Whydah, Kotonou et Grand-Popo.

« Les questions de détail, indemnités aux factoreries, indemnités de guerre à nous payer sous forme de droits de douane perçus en partie à notre bénéfice, etc., viendront à leur heure ; il faut que cette guerre soit pour le Dahomey une leçon profitable. »

Le Gouvernement avait demandé à nos agents du golfe de Bénin des renseignements sur la politique et le caractère du chef du Dahomey ; il résulte de ceux qu'ils ont fournis et qui figurent au dossier que la politique du roi de Dahomey, « guidée ou inspirée par des favoris dont il se débarrasse quelquefois en les livrant au bœuf, » est caractérisée par une ignorance et une duplicité dont il est nécessaire de tenir compte dans nos relations avec lui. « Les attaques sont suspendues à la suite de ses défaites (4 mars, 20 avril) ; il se recueille, consulte les féticheurs qui exercent ici une action prépondérante et s'il prépare une nouvelle agression, écrit des lettres pleines de protestations d'amitié pour la France au Président de la République, au résident, au lieutenant-gouverneur. »

Il ne se passe pas d'années sans qu'il fasse des incursions sur le territoire de notre protégé, le roi de Porto-Novo, qui est plus faible que lui et dont il dévaste les plantations, enlève les sujets pour les vendre aux marchands

d'esclaves ou les livrer aux sacrificeurs d'Abomey lors de la célébration des coutumes.

« Le désert s'est fait aux frontières immédiates du Dahomey, les Eghas eux-mêmes, quoique vainqueurs à Abéokuta, ne se hasardent pas loin de leurs pays pour marcher contre leur éternel ennemi. Leur frayeur les a empêchés, cette année, malgré toutes les démarches du mois dernier, de venir avec nous contre Béhanzin. Il y a lieu de travailler auprès d'eux d'une façon pressante pour les décider à être nos auxiliaires autrement que par leurs vœux. »

Nos agents parlent encore de la pression exercée sur les otages pour les forcer à dire du bien de leurs geôliers, et le commandant L. Fournier signale « l'effet des obus et de la menace d'un nouveau tir sur les autorités de Whydah. »

Les jugements portés par nos agents sur le caractère et la politique du roi de Dahomey n'étaient que trop conformes à la réalité. Le commandant L. Fournier put s'en convaincre immédiatement par sa propre expérience, car les messagers qu'il envoya au roi pour offrir les propositions de paix indiquées plus haut, furent faits prisonniers et retenus comme otages à Abomey depuis le mois de mai jusqu'au mois d'août, et, pendant ce temps, ils furent assez mal traités.

A la fin du mois de mai, l'amiral de Cuverville, revenant des Antilles où il avait trouvé l'ordre de se rendre à Kotonou, arrive à Dakar. Il y trouve les instructions du Gouvernement expédiées de Paris le 3 mai.

Le ministre de la marine lui écrivait à cette date : « Je crois devoir insister tout particulièrement sur l'intérêt que le Gouvernement attache à arriver le plus promptement possible et dans les meilleures conditions à l'aplanissement, par la voie des négociations, de notre différend avec le roi du Dahomey. Vous voudrez donc bien, tout en agissant avec énergie, ne perdre aucune occasion d'essayer de traiter sur les bases mentionnées dans ma dépêche du 8 avril, adressée au commandant du *Sané*; la réussite dans ce sens serait le résultat dont nous vous saurions le plus de gré, s'il n'a pas été obtenu avant votre arrivée sur les lieux.

« Comme je l'ai d'ailleurs indiqué au commandant Fournier, notre objectif est de nous maintenir à Kotonou et à Porto-Novo, quels que puissent être les efforts tentés par les Dahoméens pour nous déloger; mais il ne sera pas fait, à moins d'événements imprévus, d'expédition contre Whydah. Je vous invite à vous maintenir strictement dans cette voie dont le Gouvernement n'entend pas se départir. »

Le 19 mai le ministre confirme ses instructions dans une nouvelle lettre encore plus pressante en ce qui concerne la conclusion d'un traité : « Je ne saurais qu'insister sur les recommandations que je vous ai adressées dans ma dépêche du 3 mai, relativement à la ligne de conduite que vous aurez à suivre vis-à-vis du Dahomey.

« Les vues du Gouvernement n'ayant pas varié, vous devrez, si à votre arrivée à Kotonou un traité n'est pas encore intervenu, chercher par tous les moyens à en assurer la conclusion, sans vous départir des mesures militaires susceptibles d'intimider l'ennemi. »

Après avoir fait allusion à une expédition que le Gouvernement désire éviter, le ministre termine par cette recommandation :

« Je suis bien persuadé, monsieur le contre-amiral, que vous emploierez toute votre sagacité, toute votre activité à poursuivre, suivant le vœu du Gouvernement, la conclusion d'un arrangement; aucun succès ne saurait vous faire plus d'honneur que la clôture, par voie transactionnelle, de l'incident du Dahomey. »

Cependant, les dépêches expédiées en France par le contre-amiral de Cuverville après son arrivée à Kotonou, témoignent de sa conviction que, pour en finir avantageusement il faudrait faire une expédition sur Abomey et il prend ses mesures en conséquence.

Il était du reste conduit assez naturellement à cette manière de voir par les massacres d'esclaves auxquels le roi de Dahomey se livrait en manière de distraction. Le 15 juin, l'amiral télégraphie : « J'apprends à l'instant que le roi Kondo (Béhanzin), après levée en masse, a fait un raid sur Abéokuta et enlevé environ mille esclaves pour prochains sacrifices ; après ses échecs de Kotonou et de Porto-Novo, il ne pouvait rentrer à Abomey sans victimes ; il a été là où certain les obtenir le plus facilement ; ainsi s'explique son inaction contre nos lignes. »

Le 2 juillet, le contre-amiral de Cuverville indique dans le télégramme suivant son opinion sur la foi qu'il faut avoir dans les promesses de Béhanzin : « Négociations engagées par commandant Fournier n'aboutissent pas. Messagers pas revenus ; difficile parvenir au roi, plus difficile encore lui faire entendre raison ; Kondo (Béhanzin) proclame que la France lui a demandé pardon ; aucun fonds à faire sur ses promesses ; reçoit poudre et armes ; cherche à gagner temps pour levée en masse. Je tenterai démarche pacifique. »

Après avoir, dans une lettre du 3 juillet, rappelé ces faits, tracé un tableau assez sombre de la situation et donné un état détaillé des troupes du Dahomey, le contre-amiral de Cuverville concluait de la façon suivante : « En résumé, l'armée dahoméenne est toujours menaçante. Bien que depuis mon arrivée j'aie soigneusement évité tout acte d'hostilité, et suspendu même la reconnaissance du Ouémé, reconnaissance qui ne se fera pas sans échange de coups de fusils, bien que M. Siciliano ait fait savoir au roi mon désir de hâter une solution pacifique, aucun symptôme d'apaisement, aucun signe de lassitude ou de désir d'entrer en arrangement ne se manifeste chez le roi Béhanzin. Sans doute son peuple et les peuples voisins accueilleront comme une vraie délivrance la transformation du régime actuel qui les écrase, mais les dissensions intérieures qui peuvent exister dans le pays ne se manifesteront que le jour de la marche sur Abomey : ce jour-là seulement les ennemis séculaires se joindront à nous. »

Pendant le courant du mois de juillet, le commandant en chef de l'expédition obtenait la promesse du concours de deux mille guerriers Eglas contre le Dahomey. D'autre part, il était informé que des dissentiments graves commençaient à se produire dans l'entourage de Béhanzin, et que même les partisans de la paix avaient pour eux le frère du roi, seul personnage autorisé à faire entendre des remontrances. Les conditions étaient donc favorables pour imposer au Dahomey un arrangement avantageux.

Arrangement du 3 octobre 1890.

A la fin de juillet, le contre-amiral de Cuverville charge le père Dorgère de la mission délicate d'aller réclamer au roi les messagers du commandant L. Fournier qui sont prisonniers à Abomey et d'ouvrir des négociations sur les bases indiquées par le Gouvernement. Il avait sans doute stipulé dans les conditions du traité la réoccupation militaire de Whydah, car on lit dans une lettre du père Dorgère adressée à l'amiral le 29 août, au moment de son départ, la phrase suivante : « Grâce à Dieu, jusqu'ici tout va pour le mieux ; j'ai sondé le terrain et je suis fort incliné à croire que, s'il y a une difficulté, elle portera seulement sur la force que le Gouvernement français mettrait à Whydah. »

Les négociations furent longues. Le dossier incomplet remis à votre commission par le Gouvernement ne lui a pas permis de savoir sur quels points elles avaient porté, mais nous pouvons juger des tiraillements qui se produisirent et des mauvais procédés des agents du Dahomey d'après le passage suivant d'une lettre de l'amiral de Cuverville adressée au ministre de la marine après la signature de l'arrangement : « Les négociations ont été fort laborieuses. Quinze jours de palabres avaient amené entre les autorités dahoméennes et mes représentants une tension de rapports qui a pu faire supposer à quelques-uns de ces derniers que leur sécurité personnelle pourrait bien être compromise. L'arrivée de la *Naxos* a mis fin à cette situation. »

Pendant toute la durée des pourparlers, les négociateurs français furent traités avec la dernière inconvenance; il ne leur était pas permis de faire un pas sans être accompagnés et surveillés de près par les gens du Dahomey. Cette conduite était d'autant moins justifiable que dès les premiers jours des négociations nous avions cessé toutes les hostilités et fait preuve d'un désir de traiter si manifeste et si prononcé qu'il était de nature à augmenter les prétentions des dahoméens.

Le 15 août, le ministre de la marine télégraphie à l'amiral de Cuverville : « Gouvernement espère toujours que vous traiterez pour peu que conditions soient avantageuses. »

Le 7 septembre, l'amiral annonce que le père Dorgère : « a amené grande détente permettant négociations avec chances de succès » et que 35 prisonniers (les envoyés du commandant L. Fournier) ont été mis en liberté, mais que le roi demande une indemnité de 1,500 livres sterling pour Kotonou et qu'il ne veut pas reconnaître notre protectorat sur Porto-Novo.

Le 11 du même mois, dans le même but de manifester nos bonnes intentions, l'amiral demande l'autorisation de lever le blocus quand il le jugera convenable. Le Gouvernement lui répond : « Vous êtes libre lever le blocus si cette mesure doit favoriser négociations. »

Cependant, quoique nous eussions mis fin les premiers aux hostilités, les pourparlers traînaient en longueur. Ils n'aboutirent que lorsque la *Naiade* se montra devant Whydah et que l'amiral eut envoyé un ultimatum donnant vingt-quatre heures aux Dahoméens pour signer un arrangement, sous peine de voir bombarder la ville.

Les conditions arrêtées sont contenues dans les deux articles suivants :

« Article premier. — Le roi du Dahomey s'engage à respecter le protectorat français du royaume de Porto-Novo et à s'abstenir de toute incursion sur les territoires faisant partie de ce protectorat.

« Il reconnaît à la France le droit d'occuper indéfiniment Kotonou.

« Art. 2. — La France exercera son action auprès du roi de Porto-Novo pour qu'aucune cause légitime de plainte ne soit donnée à l'avenir au roi de Dahomey.

« A titre de compensation pour l'occupation de Kotonou, il sera versé annuellement par la France une somme qui ne pourra dépasser 20,000 fr. (or ou argent). »

Il est dit, en outre, dans les préambules, que l'arrangement « laisse intacts tous les traités ou conventions antérieurement conclus entre la France et le Dahomey ».

Tel est, messieurs, le traité que le Gouvernement demande aux Chambres de ratifier par une loi.

Critiques formulées contre l'arrangement du 3 octobre 1890.

Nous vous avons exposé les conditions qui ont précédé et accompagné la conclusion de cet arrangement. Nous avons le devoir de mettre aussi sous vos yeux, avec la même impartialité, les critiques dont il a été l'objet et les réponses qui leur ont été faites.

Voici d'abord le jugement porté par l'amiral de Cuverville, le 3 octobre, sur l'acte lui-même et sur les conséquences qu'il en attend. Il est intéressant de le rapprocher des opinions exprimées dans ses premières lettres et qui ont été reproduites plus haut. « Me conformant à vos instructions et au désir du gouvernement de la République qui voulait avant tout éviter une expédition, je me suis borné à assurer la sécurité du présent en sauvegardant absolument l'avenir aussi bien que nos droits anciens. J'ai fait préparer trois expéditions du document qui consacrait ces résultats; il résumait tout ce que nous pouvions obtenir sans recourir à la force; je les ai envoyées aux négociateurs dahoméens sous forme d'ultimatum, leur donnant vingt-quatre heures pour les signer. Avant que ce délai ne fût expiré, la paix était conclue,

les expéditions signées, et nos négociateurs français en route pour Grand-Popo, où ils sont arrivés le 3 octobre, à onze heures du soir.

« Sous la forme que je lui ai donnée, l'instrument de paix que je soumetts au Gouvernement n'est pas un traité ; c'est un arrangement qui sauvegarde tout ce qui doit être sauvegardé et nous assure tout ce que nous pouvions obtenir sans recourir de nouveau à la force. »

Les critiques suivantes ont été adressées à l'arrangement du 3 octobre 1890 par divers membres de la commission.

En premier lieu, le président de votre commission, contre-amiral Vallon, a exprimé le regret, partagé par un certain nombre de ses collègues, qu'on ait interrompu les opérations militaires précisément à l'heure où elles pouvaient produire tous leurs fruits ; alors que les troupes du Dahomey avaient été battues dans toutes les rencontres, refoulées vers le Nord et mises dans la nécessité de protéger Abomey en laissant tous nos mouvements libres à Kotonou et Whydah. L'occupation de Whydah était, à ce moment, chose facile ; elle était réclamée avec insistance par les commerçants de toutes les nationalités, et elle était de nature à impressionner d'autant plus profondément le roi du Dahomey que Whydah est, avec Kotonou, le seul point de son royaume par où se fasse le commerce maritime. Quant aux indigènes, ils étaient effrayés par les défaites successives qu'ils avaient éprouvées et par les quelques obus lancés autour de la ville de Whydah ; le mécontentement et la division régnaient jusque dans l'entourage du roi, et les Egbas, après avoir longtemps hésité, nous offraient le concours de leurs guerriers.

Les membres de la commission qui formulent ces critiques ajoutent que la défense faite au commandant L. Fournier et à l'amiral de Cuverville de réoccuper militairement Whydah est d'autant moins compréhensible que ce point est le plus sain de tout le golfe de Bénin et que nous ayons sur le fort français des droits séculaires de possession, droits consacrés de la manière la plus formelle par le traité de 1831 et reconnus par les nations européennes.

Ils disent enfin que, puisque la seule menace de bombarder la ville de Whydah avait suffi pour nous faire rendre les otages traitreusement enlevés le 4 mars par les gens du roi, il est permis de penser que la réoccupation militaire de ce point aurait eu des conséquences encore plus favorables à la conclusion d'un traité avantageux ; car une fois établie militairement à Whydah, où il est facile de se maintenir, la France était la maîtresse des destinées du Dahomey.

En ce qui concerne les 20,000 fr. en or et en argent que la France devra payer annuellement au roi de Dahomey, à « titre de compensation pour l'occupation de Kotonou », on a remarqué que cette clause constitue un recul sur le traité du 19 avril 1878, par lequel le roi du Dahomey « abandonne en toute souveraineté à la France le territoire de Kotonou avec tous les droits qui lui appartiennent, sans aucune exception ni réserve. »

On répond à cette critique que la France n'avait pas encore usé du droit de percevoir les douanes et que les 20,000 fr. stipulés par la convention du 3 octobre ne sont qu'une partie minime des droits que nous percevons désormais à Kotonou.

Cette réponse est, il est vrai, conforme à la réalité des faits. Mais comme l'arrangement du 3 octobre succède à une série d'injures faites à nos compatriotes et à nos représentants, à des actes de guerre de la plus grande violence et à des tentatives sanglantes pour nous enlever Kotonou lui-même, l'indemnité qu'il accorde au roi du Dahomey a pu être interprétée par lui-même et par ses sujets comme un acte de faiblesse qui diminue considérablement notre prestige et nous expose à de nouvelles attaques lorsque le roi se sera suffisamment approvisionné d'armes avec notre propre argent.

On fait encore valoir, en effet, contre l'indemnité stipulée dans la convention du 3 octobre 1890, que jusqu'à ce jour les droits de douane étaient perçus, par le roi du Dahomey, en marchandises, tandis que c'est en argent ou en or que l'indemnité lui sera payée, et que cela lui crée une sorte de trésor

de guerre contre ceux-mêmes qui l'alimentent. Il a si bien compris l'importance de ce fait que déjà il commence à exiger des commerçants de Whydah, le paiement des droits de douane en monnaies européennes.

Nous n'insisterons pas sur les critiques dont l'indemnité a été l'objet au point de vue moral. On a dit qu'elle représentait un tribut payé par la France au roi Dahomey, et qu'elle était comme une marque de vasselage, car aucune limite n'a été mise à sa durée. Il y a là incontestablement une interprétation erronée. L'usage des nations européennes est de servir une sorte de rente aux chefs africains avec lesquels elles traitent, et cette rente est considérée comme le lien matériel qui rattache ces chefs à la nation qui la paye. C'est évidemment ainsi qu'il faut envisager l'indemnité stipulée en faveur du roi du Dahomey par l'arrangement du 3 octobre 1890. Il est seulement permis de regretter que cette clause figure dans un acte public. Elle en tire un caractère de solennité et de perpétuité que le sentiment de leur dignité a toujours conduit la France et les nations européennes à éviter avec le plus grand soin.

Le premier paragraphe de l'article 2 où il est dit « que la France exercera son action auprès du roi de Porto-Novo pour qu'aucune cause légitime de plainte ne soit donnée à l'avenir au roi de Dahomey » nous a également paru excessif dans un acte survenu à la suite de violations répétées du territoire de Porto-Novo par les Dahoméens. Il semblerait résulter de cette clause que les torts ont été du côté de notre protégé, tandis qu'au contraire ses villages ont été brûlés, ses récoltes saccagées et ses sujets enlevés, massacrés ou vendus par le roi du Dahomey. L'esprit de justice et le sentiment de dignité si développés dans notre pays sont froissés par une clause qui ne semble donner les torts à notre protégé que parce qu'il est plus faible et plus pacifique que son barbare voisin.

On a reproché encore à l'arrangement du 3 octobre 1890 de ne contenir aucune clause relative au commerce français, les traités antérieurs n'étant pas suffisants pour empêcher le roi du Dahomey de susciter des ennuis à nos commerçants et d'entraver leurs affaires. Les nouvelles les plus récentes de la côte du Benin tendent à justifier ces craintes.

Votre commission a exprimé unanimement le regret qu'il ne soit question, dans l'arrangement avec le Dahomey, ni de la traite des esclaves ni des sacrifices humains. Cette lacune lui a paru d'autant plus regrettable que le Dahomey est le théâtre le plus important de ces odieuses et sauvages pratiques, et que parmi les actes d'hostilité du roi de Dahomey à notre égard figurent les sacrifices humains accomplis devant nos représentants officiels, en violation des traités antérieurs, et en ajoutant à cette première injure celle de choisir pour victimes des indigènes razzies à main armée sur un territoire protégé par la France.

Enfin, votre commission ne peut pas laisser ignorer à la Chambre que, d'après les renseignements qui lui sont parvenus de divers côtés, la situation de nos nationaux au Dahomey n'a pas été améliorée par l'expédition de 1890, ni par l'arrangement qui l'a suivie. La façon dont nos commerçants sont traités par les agents du roi de Dahomey depuis la signature de l'arrangement du 3 octobre 1890 permet de craindre que nous ne soyons tôt ou tard obligés de prendre de nouvelles mesures mieux proportionnées à nos intérêts et à la grandeur de la France.

Conclusions de la Commission.

Les critiques que nous venons de résumer ont paru assez sérieuses à deux des membres de votre commission, MM. Hervieu et Prost, pour qu'ils aient conclu au rejet de l'arrangement qu'ils considéraient comme tout à fait inacceptable et déjà condamné par l'opinion publique. Ils se sont particulièrement appuyés sur l'absence de clauses relatives à l'interdiction des sacrifices humains et du trafic des esclaves et sur l'indemnité de 20,000 fr. stipulée par l'article 2. Ils pensent que si l'on ne veut pas évacuer Porto-Novo et Koto-

nou, il faut s'y établir honorablement, ainsi qu'à Whydah où nos commerçants ont besoin de protection, ce qui nécessite le rejet de la convention du 3 octobre, car celle-ci nous fait, au Dahomey, une situation dangereuse et peu honorable.

La majorité de votre commission a repoussé leurs conclusions.

Malgré la justesse des critiques dirigées contre l'arrangement du 3 octobre, elle ne croit pas qu'il soit possible de le rejeter, d'abord parce que nous ouvririons ainsi une ère nouvelle d'expéditions militaires, et ensuite parce que les conditions de l'arrangement ayant été dictées par le Gouvernement lui-même, il serait peu convenable de désavouer ce dernier devant un chef africain.

Votre commission aurait accepté volontiers l'idée d'introduire dans la convention des modifications assez importantes pour faire tomber les critiques dont elle est l'objet; mais elle n'ignore pas que cela équivaudrait presque au rejet pur et simple. Elle a donc écarté aussi cette deuxième solution.

En conséquence, la majorité de la commission a exprimé l'avis que s'il est impossible de rejeter l'arrangement du 3 octobre, il est inutile et il pourrait être dangereux d'accorder à sa ratification la solennité d'une loi votée par les deux Chambres.

On donnerait ainsi à cet acte une importance qu'il n'a pas et qui a été refusée à des conventions beaucoup plus avantageuses. Les traités, conventions et arrangements extrêmement nombreux conclus par la France avec les chefs africains n'ont jamais (à l'exception d'un seul) été soumis à la ratification législative, même quand ils entraînaient un accroissement de notre domaine colonial ou l'établissement de notre protectorat sur un nouveau territoire.

L'arrangement du 3 octobre 1890, que le contre-amiral de Cuverville déclare lui-même n'être pas « un traité », n'a certainement pas plus de titres que la plupart des actes analogues à une ratification solennelle. Non seulement il ne fait faire aucun progrès effectif à la civilisation sur la côte africaine, il ne contient aucun avantage nouveau pour notre commerce. Enfin, le chef africain avec lequel il est conclu est tellement éloigné de nos principes de morale et d'humanité qu'il est impossible de le traiter avec plus de déférence que ne l'ont été d'autres chefs beaucoup plus rapprochés de nous par la nature de leurs sentiments et par leur conduite à l'égard de leurs sujets et des Européens.

Pour tous ces motifs, la majorité de votre commission est d'avis qu'il n'y a pas lieu pour la Chambre de discuter publiquement le projet de loi qui nous a été soumis par le Gouvernement. Elle pense qu'il est plus conforme à la dignité et aux intérêts de la France de laisser au Gouvernement le soin de donner à cet acte, sous sa seule responsabilité, la sanction qu'il lui conviendra et d'en tirer tout ce qu'il pourra au profit de notre commerce et de notre influence politique dans le golfe du Bénin.

L'un des membres de votre commission, M. Hervieu, a fait à ces conclusions les deux objections suivantes : il a dit d'abord que la constitution impose au Gouvernement l'obligation de soumettre les traités à la ratification par les Chambres et que l'acte du 3 octobre 1890 ne saurait être soustrait à cette obligation. Votre Commission se borne à répondre que dans la pratique on n'a jamais étendu les prescriptions de la loi constitutionnelle aux conventions ou traités passés avec les chefs africains.

Cette première objection tombe donc devant la jurisprudence adoptée jusqu'à ce jour, et votre commission pense qu'il serait impolitique et dangereux de procéder pour l'arrangement du 3 octobre 1890 autrement qu'on ne l'a fait jusqu'à ce jour pour les actes de même nature.

On a dit aussi que l'arrangement du 3 octobre doit être soumis aux Chambres en raison de l'indemnité annuelle de 20,000 francs qu'il stipule, par son article 2, au profit du Dahomey, aucune dépense ne pouvant être faite sans

qu'un crédit correspondant ait été voté par les deux Chambres. Mais votre commission est d'avis que, si la Chambre donnait à l'arrangement du 3 octobre 1890 la ratification législative, l'indemnité pourrait être considérée comme due au Dahomey à perpétuité et alors même que Kotonou ne nous rapporterait plus rien. Or, il est impossible que les Chambres sanctionnent une clause perpétuelle de cette nature; ce serait donner à l'indemnité le caractère d'un véritable tribut. Ni la France, ni aucune nation européenne n'a jamais consenti à prendre un pareil engagement.

Pour ces motifs, votre commission n'a pas cru devoir tenir compte des objections que nous venons de rappeler.

Elle a, en conséquence, l'honneur de vous proposer la résolution suivante :

Projet de résolution.

La Chambre est d'avis qu'il n'y a pas lieu de ratifier par une loi l'arrangement conclu le 3 octobre 1890 avec le Dahomey et laisse au Gouvernement le soin de donner à cet acte la sanction la plus conforme aux intérêts de la France dans le golfe de Bénin.

Le Banquet de l'Alliance française

(La France et le Canada)

L'Alliance française a donné son banquet annuel dans les salons de l'hôtel Continental le 16 avril. Elle y avait convié M. Mercier, premier ministre, et M. Shehyn, ministre du trésor de la province de Québec, ainsi que M. Fabre, commissaire général du Canada à Paris, et quelques autres Franco-Canadiens de marque.

Le banquet était présidé par le comte Colonna Ceccaldi, conseiller d'Etat, vice-président du Conseil d'administration de l'Alliance.

Au dessert, le comte Colonna Ceccaldi s'est levé pour porter la santé du président de la République, puis a immédiatement ajouté : « Nous ne saurions passer sous silence la présence sur le sol français de la reine d'Angleterre, de la souveraine constitutionnelle du Dominion, dont le commissaire général est assis à cette table, et je vous propose, messieurs, de lever nos verres en l'honneur de Sa Majesté la reine Victoria. » Les deux toasts ont été chaleureusement appuyés.

Il y a quelques semaines, a continué le président, à notre dernière assemblée générale, nous avions à exprimer nos douloureux regrets de la mort prématurée d'un de nos grands amis du Canada, de M^{re} Labelle, dont le souvenir est resté si vivant parmi nous. Aujourd'hui, messieurs, nous avons la bonne fortune de souhaiter la bienvenue à plusieurs de ses compatriotes dont la présence ici resserre encore les liens qui, par le cœur, la race et la langue, nous unissent à travers l'Atlantique à nos frères du Canada. (Applaudissements.) Nous saluons, à côté de M. le commissaire général Fabre, M. Mercier, premier ministre de la province de Québec; M. Shehyn, ministre du trésor; à ces noms j'aurais voulu joindre celui de M. Beaugrand, ancien maire de Montréal; mais, obligé de rentrer en Amérique au commencement de cette semaine, il n'a pu être des nôtres ce soir et m'a chargé de vous en exprimer ses vifs regrets.

En votre nom, messieurs, j'exprime à nos hôtes des sentiments qui ne se renferment pas dans les limites de cette salle de banquet, mais qui ont leur écho partout où bat un cœur français : l'assurance d'une inaltérable fraternité et de sympathies qui ont leur source au plus profond de nos cœurs.

Et à ces sentiments, permettez-moi de le dire, se joint aussi celui d'une grande fierté. Car nous ne pouvons oublier, messieurs nos hôtes, d'où vous êtes partis et où vous êtes arrivés. Vous étiez un groupe de soixante mille Français à peine, il y a cent vingt ans; vous êtes aujourd'hui un peuple de

deux millions cinq cent mille âmes. Placés, dès le début, en face de cette grande loi qui s'impose aux sociétés comme aux individus : la lutte pour l'existence, vous avez combattu vaillamment pour le maintien de vos droits, pour vos libertés politiques, pour votre religion pour votre langue, et vous vous êtes assuré la plus large et la plus légitime part d'influence dans le vaste empire du Dominion. (Bravos.)

Messieurs, le sang qui coulait dans les veines de ces 60,000 Français, ce sang est le nôtre, et ce que leurs descendants ont déployé de vertus civiles, nous devons pouvoir le réaliser, nous aussi, en montrant ces qualités d'énergie, de persévérance, de maîtrise de soi qui font les nations fortes, libres, heureuses ! (Bravos prolongés.)

Tout à l'heure, dans quelques minutes, un membre éminent de l'Alliance, M. le vicomte de Vogüé, de l'Académie française, développera avec l'autorité et la haute distinction de son talent les sentiments que nous inspire cette fraternelle réunion ; pour moi, messieurs, au nom de l'Alliance française, je vous invite à lever vos verres et à boire au Canada, à M. le premier ministre, messieurs, et à nos hôtes franco-canadiens ! (Vifs applaudissements.)

M. le vicomte E.-M. de Vogüé, membre de l'Académie française, a prononcé ensuite un éloquent discours qui a été souvent interrompu par les applaudissements de l'assemblée. Il a souhaité la bienvenue à M. Mercier et aux Canadiens-Français venus « s'asseoir au foyer de l'aïeule ». Il a montré que le rôle de l'Alliance française dans l'ancien monde, — qui est la diffusion de notre trésor intellectuel et moral, — était rempli, dans le nouveau monde, par la Nouvelle-France qui « n'a changé ni de langue, ni d'esprit, ni de cœur ».

Je viens, a-t-il dit, de parcourir des écrits canadiens qui témoignent de votre forte vie intellectuelle : j'y retrouve partout la même pensée, si exactement formulée par un de vos écrivains : « Tout en étant loyaux sujets de l'Angleterre, dit-il, nous sommes toujours restés et nous sommes encore Français par le langage, Français par le cœur. » C'est bien cela ; et nos rapports de famille sont faciles à définir. Notre fille, bien gardée, a été enlevée jadis par un gendre qui avait remarqué ses beaux yeux ; elle l'a trouvé d'abord très exigeant, difficile à vivre ; il s'est radouci avec le temps ; aujourd'hui il est parfait, il rend notre fille d'autant plus heureuse qu'il lui laisse toute liberté de vivre suivant les coutumes paternelles ; elle garde la foi jurée à son seigneur, mais elle chérit plus que jamais ses vieux parents. Voilà des rapports très acceptables ; il y a des ménages où les choses vont plus mal. Et cette expérience aura eu un côté consolant ; elle nous apprend qu'après cent vingt-huit ans, des Français détachés de la souche commune restent aussi Français qu'au premier jour ; c'est une leçon qu'il nous plaît de retenir, pour l'appliquer à toutes les conjonctures de l'histoire.

Le Canada est devenu un grand Etat « vigoureux, florissant, promis aux plus hautes destinées ».

Vous avez réuni les deux océans par une ligne ferrée ; elle sera prochainement l'une des grandes artères du commerce universel. Ceci n'est point un rêve. Je suis heureux de pouvoir vous communiquer des données qui me permettent de hasarder à coup sûr ma prophétie. Il y a quelques jours, j'ai reçu des renseignements détaillés sur le chemin de fer transsibérien : la ligne russe, arrêtée en principe, va entrer dans la période d'exécution. Des hommes qui ont fait leurs preuves s'engagent à la construire dans un délai de quatre à cinq années. Elle mettra Pétersbourg à douze jours du port de Vladivostok, sur l'océan Pacifique. Un service de paquebots entre Vladivostok et Vancouver sera le complément naturel de la grande voie septentrionale. D'autre part, vous souhaitez, et nous souhaitons comme vous, l'établissement d'un service maritime français entre le Havre et Québec.

Ainsi, dans un temps très prochain, — mettons dix ans, pour tenir compte de tous les retards possibles, — il y aura autour du globe un nouveau cir-

cuit, incomparablement plus court que les anciens. D'après des calculs très modérés, basés sur la durée actuelle des trajets maritimes, on fera le tour du monde en 43 jours : la moitié du temps que M. Jules Verne demande encore à ses héros. Et ce qui nous touche particulièrement, ce nouveau circuit sera tout entier français, canadien et russe, sauf un parcours de vingt-quatre heures dans le centre de l'Europe. Le voyageur parti de Paris entendra sa langue, il trouvera des visages fraternels jusqu'aux grands lacs, et bientôt jusqu'à Vancouver, pour peu que votre race continue à gagner du terrain de ce côté. Au delà, du fleuve Amour jusqu'à la Vistule, ce voyageur verra encore des figures amies, il se fera comprendre dans cette même langue. Un circuit aussi direct, aussi rapide, avec des combinaisons de tarifs favorisées par des intérêts connexes, ne peut manquer d'attirer les grands courants commerciaux de l'hémisphère boréal.

Vous serez, messieurs, les premiers bénéficiaires de cette immense révolution géographique. Elle fera du Canada le point de rencontre le plus proche, l'entrepôt le mieux désigné entre l'Europe et l'Asie, le lien naturel entre la vieille France et la Russie orientale. Pour que nos races amies se rejoignent à travers les océans, il suffira que vous continuiez à peupler les terres encore vides de l'Amérique septentrionale avec le zèle que vous apportez à cette besogne.

Au moment où le Canada cessa de nous appartenir, il y avait 63,000 Français sur les bords du Saint-Laurent. Il y en a aujourd'hui 1,500,000 et 1,200,000 hommes du même sang ont pénétré dans les districts voisins des Etats-Unis. Les Français de France devraient bien suivre cet exemple que leur donnent les Français d'Amérique. Ils pourraient aussi leur emprunter bien d'autres choses et notamment leur façon si large, si patriotique, si tolérante de *sentir* l'histoire :

Notre histoire de France, qui est la vôtre, vous la considérez comme un tout organique, où chaque moment a sa raison d'être et sa grandeur ; vous l'aimez tout entière, à tous les âges, comme une mère aime depuis le berceau son enfant devenu homme. Vous savez chérir le passé sans vous y attarder en regrets inutiles ; vous savez admirer le présent sans renier le passé. Je lisais hier vos poètes nationaux, Fréchette, Crémazie ; je surprenais vos sentiments dans leurs beaux vers. Ils chantent avec une émotion toujours nouvelle le drapeau de Carillon, le vieux drapeau de nos rois que vous avez héroïquement défendu. Après une éclipse d'un siècle, en 1853, lorsque la corvette la *Capricieuse* ramène pour la première fois notre pavillon devant Québec, ces mêmes poètes le saluent avec des transports de joie ; ils reconnaissent leur drapeau sous les plis tricolores qu'ils n'avaient jamais vus, ils s'approprient les gloires neuves si vite amoncelées dans ces plis. Et aujourd'hui, quand nos bâtiments vous rapportent ce drapeau, quand il murmure aux vents du Saint-Laurent les graves espérances de notre jeune République, vous le saluez avec la même tendresse, ce penseur recueilli. Vous reconnaissez la France impérissable, toujours la même, toujours aussi digne d'être aimée et servie, dans les transformations nécessaires que Dieu lui a marquées.

M. de Vogüé se demande ensuite quels sont l'impression et le jugement que les Canadiens qui viennent nous voir portent sur nous. Quelques journaux étrangers leur ont fait, au préalable, un portrait très flatté de nos défauts et de nos faiblesses. L'original ressemble-t-il au portrait ?

Vous êtes venus vérifier la ressemblance, et voici, je crois, ce que vous avez vu : un peuple qui a traversé d'indicibles épreuves, et qui a dû, au sortir de ces épreuves, se reconstituer à neuf pour des besoins nouveaux, improviser des solutions pour tous les problèmes politiques et sociaux du temps présent. Suivant une loi constante de la nature, l'organisme qui subit un travail de métamorphose est momentanément paralysé pour l'action extérieure ; il est absorbé par la lutte interne entre les anciennes formes de la vie, qui

résistent, et les nouvelles, qui se dégagent péniblement. Les organismes faibles périssent dans ces crises : les plus vigoureux en sortent parfois malades pour longtemps. Est-ce notre cas ? Certes, on ne vous tromperait pas avec des dithyrambes, on ne vous persuaderait pas que tout est pour le mieux dans la meilleure des anatomies, qu'aucun os n'est sujet à se déboîter, que toutes les pièces sont de bon emploi. Mais vous jugerez sans doute, et l'histoire jugera comme vous, qu'il a fallu la singulière vitalité de notre race pour que nous puissions vous présenter aujourd'hui une France guérie, robuste, laborieuse, confiante dans son lendemain, armée de la longue patience que donne le sentiment de la force retrouvée.

L'éminent académicien constate que le meilleur symptôme de notre santé est « le réveil de l'esprit d'entreprise » qu'on nous déniait :

Où, monsieur le ministre, et votre regard expérimenté l'aura bien vu : sous les agitations de surface et de détail, notre France ramasse toute sa vigueur pour l'employer aux deux tâches traditionnelles : d'une part, le souci toujours plus inquiet des petits, des souffrances ; parce qu'elle est de droit la tutrice des faibles, la première légataire de la pitié divine pour les malheureux et les déshérités. D'autre part, les grandes œuvres de la civilisation, la diffusion de notre génie sur le monde, parce que ce génie nous a été prêté pour éclairer, libérer, ennoblir tous les hommes. — Et si quelquefois elle vous paraît un peu folle, la pauvre vieille mère, désordonnée et meurtrie dans sa course, ah ! vous savez bien pourquoi, vous qui êtes fait de sa chair et de son sang : c'est qu'il lui a été prescrit de courir toujours plus vite, toujours la première, avec la noble illusion d'atteindre et de saisir l'idéal insaisissable qui recule sans cesse devant l'humanité.

M. de Vogüé termine ainsi :

S'il fallait définir d'un mot notre esprit, avec ses ambitions légitimes et hautement avouables, vous nous appelleriez plutôt des humanistes, en donnant à ce terme la large acception qu'il comporte depuis la Renaissance, depuis l'époque où notre langue prit la succession du latin comme instrument de civilisation universelle. Des humanistes, des semeurs d'idées humaines avec le grain français, voilà ce que nous sommes à l'Alliance. Continuons fraternellement cette mission, nous dans la vieille France, vous dans la nouvelle ; conjuguons les deux foyers, pour qu'ils répandent une lumière plus intense. Revenez souvent nous voir ; nous irons le plus possible chez vous. Rapportez nos paroles et nos vœux à vos concitoyens, par delà l'Océan ; dites-leur qu'en buvant ce soir à votre santé, monsieur le ministre, messieurs les Canadiens ici présents, les gens de l'Alliance française ont levé leurs verres avec effusion de cœur, à la prospérité, au long avenir de tous les Canadiens français !

Par d'unanimes applaudissements, qui ont retenti trois fois, toute l'assistance s'est associée au toast éloquent de l'orateur.

M. Mercier prend ensuite la parole et prononce le discours suivant :

Monsieur le Président,
Messieurs,

Inutile de vous dire combien nous sommes sensibles, mes compagnons et moi, à la généreuse hospitalité qui nous est donnée ce soir par les membres de l'Alliance française, et aux paroles si bienveillantes qui viennent d'être prononcées par un membre distingué de l'Académie française. Nous pensions, au Canada, avoir une idée assez juste de la politesse française : il est évident que nous étions dans l'erreur. Il fallait être les hôtes de votre société pour mieux connaître ce que nous ne faisons que soupçonner.

Vous avez bien voulu, monsieur le Président, faire suivre le toast du chef

d'Etat de la France de celui de la reine Victoria, notre gracieuse souveraine. Comme sujets anglais, nous vous remercions de cette courtoisie internationale, qui nous est particulièrement agréable dans la circonstance.

Nous avons, au Canada, un grand respect pour la reine, respect mêlé à une profonde reconnaissance, vu que c'est durant son règne que les Canadiens ont obtenu les libertés politiques dont ils jouissent depuis un demi-siècle et qui font d'eux un des peuples les plus heureux de la terre.

Le but principal de votre société, dont j'ai l'honneur de faire partie, est de répandre et de maintenir l'usage de la langue française dans le monde entier : ayant cherché, depuis au-delà d'un siècle, à atteindre, et ayant atteint dans une certaine mesure, ce but patriotique, les habitants de la province de Québec ne peuvent manquer d'être sympathiques à votre œuvre.

En effet, messieurs, tel a été l'objet principal de nos luttes au Canada. Vous ne l'ignorez pas : depuis 1759, époque de la défaite des Français sous les murs de Québec, jusqu'en 1840, époque de l'établissement du Gouvernement responsable, la langue française n'a été conservée sur les rives du Saint-Laurent que par les énergies et les dévouements les plus admirables, dont les pages de notre histoire nous ont conservé le glorieux souvenir.

Lors de la cession du Canada à l'Angleterre en 1763, il y avait à peine 70.000 Français disséminés de l'Atlantique au Pacifique, que le sort de la guerre et les exigences d'une politique maladroite et égoïste laissaient en Amérique sans appui, sans ressources et presque sans espérances. Le drapeau fleurdelisé, en descendant de la citadelle de Québec, se replia et retourna vers la France. Ce fut une longue et douloureuse procession qui le suivit : gouverneur, officiers, soldats, nobles, négociants ; en un mot, tout ce qu'il y avait de force politique et de richesse. Il ne resta que le peuple et quelques nobles, plus généreux que riches, et le clergé.

On raconte qu'un des anciens colons, qui avait, pendant des années, lutté contre l'Anglais et l'Iroquois, versait des larmes amères en voyant disparaître à l'horizon le drapeau de la France qu'il aimait tant. Un prêtre français, s'approchant de lui, lui dit : « Pourquoi désespères-tu ? Toute la France n'est point partie ; regarde sur le clocher de l'église de la paroisse : la croix y reste ! Elle te rappelle la civilisation chrétienne, et le prêtre, apôtre de cette civilisation, est près de toi pour t'aider à rester Français. »

Cette parole fut comme un pacte ; elle vous explique l'alliance intime qui existe encore aujourd'hui entre le peuple canadien et son clergé. Permettez-moi d'ajouter que celui-ci a noblement tenu parole, et que, si nous sommes restés Français au Canada, nous le devons, en grande partie, à son dévouement habile et à son patriotisme éclairé.

Oui, messieurs, nous sommes fiers de le dire, de le dire surtout à une société d'hommes travaillant à répandre et à maintenir la langue française : nous sommes restés Français, et Français comme vos ancêtres l'étaient au XVIII^e siècle ; nous apprenons à nos enfants à conserver cet amour de la vieille France comme un dépôt sacré, comme un héritage précieux, qu'ils devront transmettre plus tard à ceux qui les remplaceront. Nous nous considérons, si vous voulez me permettre d'emprunter cette image au langage juridique, comme des grevés de la substitution nationale, substitution perpétuelle acceptée d'âge en âge comme irrévocable.

Comment pourrai-je vous dire, dans les quelques instants d'attention que vous voulez bien me donner, toutes les péripéties de nos luttes de 1759 à 1840 ? Régime militaire, écrasant brutalement ces pauvres vaincus ; régime de persécution, proscrivant la langue française, fermant les écoles ; régime de corruption et de promesses, sous forme d'honneurs, de titres et de fonctions publiques, mis en force quand celui de la persécution eut échoué ; l'éloquente protestation des quatre-vingt-douze résolutions portée au pied du trône d'Angleterre par les représentants de tout un peuple conquis, mais non soumis ; la loi martiale, avec toutes les injustices de ses procès sommaires sans jury ; les paysans, se battant avec de vieux fusils, des fourches et des faux,

quelquefois vainqueurs, plus souvent vaincus ; enfin, les jours de deuil national où des échafauds furent dressés sur nos places publiques, et sur lesquels les illustres défenseurs de nos droits moururent en criant : « Vive la France ! Vive la liberté ! »

Le sang tombé sur ces échafauds politiques fut, messieurs, une semence généreuse ; elle arrosa le sol fertile du nouveau monde et sauva la race française en Amérique. Dès ce moment toutes les libertés religieuses et politiques nous furent acquises.

Les soixante-dix mille Français de 1759 sont aujourd'hui représentés par deux millions et demi ; oui, messieurs, deux millions et demi de Canadiens français qui parlent votre langue, qui aiment encore l'ancienne mère patrie, qui souffrent de vos défaites comme ils se réjouissent de vos triomphes ; qui s'écriaient, en voyant arriver un navire français à Québec, il y a quarante ans : « Voilà nos gens qui reviennent ! » et qui se réunissaient aux portes de leurs églises, en 1870, pour envoyer des secours à vos soldats blessés : humble tribut d'amour filial pour la patrie de leurs ancêtres.

Maintenant que nos luttes sont finies, que nos libertés sont assurées par une Constitution sage et généreuse, sous la direction éclairée des hommes d'Etat d'Angleterre, nous travaillons vigoureusement à donner au Canada la prospérité dont il a besoin, à développer les immenses ressources mises à notre disposition, à défricher le territoire aussi riche que vaste que nous possédons, à prendre, pacifiquement, prudemment et sûrement, la place à laquelle nous avons droit dans le monde.

Ces deux millions et demi de Canadiens-Français sont, comme l'étaient leurs ancêtres, disséminés un peu partout : un million dans les Etats-Unis d'Amérique ; trois cent mille dans les provinces anglaises ; un million un quart dans la province de Québec. Nos compatriotes s'affirment de plus en plus aux Etats-Unis et se font respecter dans les autres provinces. Quant à nous, Canadiens-Français de la province de Québec, aux jours de fêtes religieuses et nationales, nous arborons avec orgueil les couleurs de la France.

Ceux d'entre vous qui ont visité nos campagnes, si riches et si pittoresques, ont pu admirer ces cultivateurs, types bretons et normands, chefs de nombreuses familles, vivant heureux et prospères ; et en remontant le fleuve Saint-Laurent, vous avez pu voir, à droite et à gauche, des villes et des villages portant des noms français que vous reconnaissez facilement : Gaspé, Montmagny, d'Orléans, Montmorency, Lévis, Charlebourg, Lotbinière, Montcalm, Champlain, Laval, Verchères, Varennes, Longueuil, Chambly, Iberville, Rougemont, Rouville, Vaudreuil, Rigaud, Beauharnois, etc., etc.

La province de Québec, grande comme deux fois la France, si l'on compte le territoire qu'elle réclame et qui lui est virtuellement concédé, possède maintenant une population d'un million et demi, dont les trois quarts sont Français et catholiques, la différence étant surtout composée d'Anglais, d'Ecosais et d'Irlandais. Tout ce peuple vit en paix et travaille à augmenter la fortune publique et à étendre ses relations avec le monde entier.

Montréal, notre métropole, est une ville de plus de 200,000 âmes, fondée par un Français, l'illustre de Maisonneuve ; Québec, vieille cité de Champlain, presque exclusivement française, jeté comme un phare lumineux sur le cap Diamant comme pour rassurer toute notre population et lui rappeler qu'elle est française et doit rester française. C'est le siège du Gouvernement de la province, et dans l'ancienne résidence des gouverneurs anglais se trouve maintenant un Canadien-Français. Dans l'enceinte parlementaire comme dans les tribunaux, les deux langues française et anglaise sont sur pied d'égalité, et tous les documents officiels doivent être publiés dans les deux langues. Sur les 73 députés à l'Assemblée législative, plus de 60 sont de notre race. Nous avons encore le droit civil français, tel qu'il était sous la coutume de Paris ; et la loi garantit les droits de la minorité anglaise et protestante dans toutes les conditions politiques, et surtout dans l'organisation de ses écoles.

Ce système empêche toute violence faite aux croyances religieuses et aux

sentiments nationaux ; et cette tolérance est tellement dans nos mœurs et exerce tant d'influence sur nos relations sociales que l'on voit, dans quelques endroits de notre province, des monuments élevés à la mémoire des braves de différentes races, dont les noms sont pieusement confondus sur le marbre. C'est ainsi que vous trouvez à Québec un monument où les noms de Wolf et Montcalm sont gravés l'un à côté de l'autre, l'un vainqueur, l'autre vaincu, tous deux morts dans les plaines d'Abraham.

Aussi, afin d'affirmer cette entente cordiale des races, on voit aujourd'hui, dans toutes nos fêtes publiques, flotter les deux drapeaux de l'Angleterre et de la France. Et cette union des emblèmes des deux nations a inspiré à notre poète national des vers que j'aime à rappeler en terminant :

Regarde, me disait mon père,
Ce drapeau vaillamment porté ;
Il a fait ton pays prospère
Et respecte ta liberté.

C'est le drapeau de l'Angleterre ;
Sans tache, sur le firmament,
Presque à tous les points de la terre
Il flotte glorieusement...

— Mais, père, pardonnez si j'ose...
N'en est-il pas un autre, à nous ?
— Ah ! celui-là, c'est autre chose :
Il faut le baiser à genoux !

ITALIE

Le 16 avril, le Gouvernement a fait distribuer un « Livre vert » concernant les affaires d'Afrique.

Voici le résumé des principaux documents contenus dans ce recueil :

Il résulte d'une série de lettres de Ménélick au roi Humbert, et de rapports du résident italien auprès du Négus, que Ménélick déclare inexacte la traduction de l'article 17 du traité-Ucciali, et qu'il a soulevé des difficultés pour accorder à l'Italie la frontière du Mareb.

Après de longues négociations entre Ménélick et M. Antonelli, tout semblait arrangé. Il avait été convenu que l'article 17 resterait sans altération dans les textes italien et amharique.

On signa le document rédigé en amharique dans ce sens ; mais M. Antonelli constata ensuite qu'il y avait eu une interpolation, et qu'on avait ajouté un mot lui faisant dire que l'article 17 était annulé. M. Antonelli déchira alors le document, reconnu altéré par Ménélick, et partit avec tous les autres représentants italiens.

Le Livre vert publie des lettres de Ménélick au roi Humbert et à M. di Rudini, expédiées après le départ de M. Antonelli, et dans lesquelles le Négus déclare que s'il demande l'annulation de l'article 17, il ne veut pas, néanmoins, la rupture de l'amitié éthiopo-italienne, et qu'il désire que les affaires de l'Ethiopie en Europe se fassent avec le concours de l'Italie.

Dans un rapport du 14 novembre 1890, le comte Antonelli déclare qu'à propos de l'article 17, Ménélick agit sous l'influence d'adversaires de l'Italie. Il ajoute que beaucoup d'agents de la France sont venus au Choa avec des circulaires en amharique reproduisant des passages du précédent Livre vert sur l'Ethiopie et des commentaires sur la notification de l'article 17 aux puissances. Ces circulaires furent distribuées aux chefs de l'entourage du Négus.

Une dépêche du comte Antonelli, du 31 décembre 1890, porte que Ménélick a approuvé la conduite du Gouvernement italien sur le lac Assab. En accompagnant le comte Antonelli de retour du Choa à Harrar, Makouen lui a dit, le 25 février 1891, que la France avait offert à Ménélick 40,000 fusils. De plus, un commerçant français avait proposé à Ménélick d'exploiter le lac Assab, comme sujet éthiopien, moyennant le paiement d'un tribut annuel. Le comte Antonelli aurait objecté que ce serait une cession masquée du lac à la France.

— Nous donnons deux lettres du roi Ménélick :

La première est adressée à la reine d'Angleterre, en date du 5 mars 1890 :

Lion vainqueur de la tribu de Juda, Ménélick II, élu du Seigneur, roi des rois d'Ethiopie, à Sa Majesté la reine Victoria, reine des Etats-Unis de Grande-Bretagne et de l'Irlande, protectrice de la religion, impératrice des Indes. — Salut !

J'ai reçu avec grand plaisir la lettre que Votre Majesté a bien voulu m'adresser par l'intermédiaire de Sa Majesté le roi Umberto, notre ami.

Nous vous écrivons également à l'avenir par l'intermédiaire du Gouvernement italien, en cas de besoin des affaires.

J'ai l'espoir de rétablir la paix et l'ordre dans les pays musulmans désorganisés par la révolte des derviches, aussitôt que nos pays chrétiens seront tranquillisés en paix.

Fait au campement de Medahenat, 24 yakatit 1882 (5 mars 1890).

Mais tout-à-coup les choses changent, et en septembre 1890 Ménélick adresse au roi d'Italie la lettre suivante :

Lion, vainqueur de la tribu de Juda, Ménélick II, élu du Seigneur, roi des rois d'Ethiopie, à notre ami et frère, Sa Majesté le roi Humbert I, roi d'Italie. — Salut

Ayant envoyé, à l'occasion de la fête de mon couronnement, la nouvelle de mon avènement au trône aux puissances amies de l'Europe, j'ai trouvé dans leurs réponses quelque chose d'humiliant pour mon royaume. Le motif sort de l'article 17 du traité de Outchali, du 25 miazia 1881. Ayant de nouveau étudié ledit article, nous avons constaté que le contenu écrit en maharigua et la traduction en italien ne sont pas conformes.

Quand j'ai fait ce traité pour l'amitié de l'Italie, pour que nos secrets soient gardés et que nos affaires ne soient pas gâtées, j'ai dit qu'en amitié nos affaires en Europe pourraient être traitées avec l'aide du royaume d'Italie, mais je n'ai fait aucun traité qui m'y oblige.

Qu'une puissance indépendante ne cherchera pas le secours d'une autre, du moins que ce ne soit en amitié, Votre Majesté le comprend bien.

Du reste, veuillez bien porter votre attention sur l'article 19 du traité d'Outchali, du 25 miazia 1881, dans lequel il est stipulé que, pour pouvoir servir de témoignage, les deux textes des deux langues doivent être exactement conformes.

L'article 17 dit que *je peux* me servir de l'intermédiaire de l'Italie, mais il ne dit pas que *je consens* à me servir de l'Italie pour toutes les affaires que j'aurai à traiter avec l'Europe.

Quand, en causant avec le comte Antonelli, au moment de la stipulation de ce traité, je l'ai interrogé bien sérieusement et qu'il m'a répondu : « Si cela vous convient, vous pouvez vous servir de notre intermédiaire ; si non, vous êtes libre de vous en dispenser », je lui dis : « Du moment que c'est à titre d'amitié, pourquoi me servirais-je d'autres gens pour mes relations ? » ; mais je n'ai accepté, à cette époque, aucun engagement obligatoire, et encore aujourd'hui, je ne suis pas l'homme pour l'accepter, et vous, également, vous ne me direz pas de l'accepter.

A présent, j'espère que, pour l'honneur de votre ami, vous voudrez bien faire

rectifier l'erreur commise dans l'article 17, et faire part de cette erreur aux puissances amies auxquelles vous aviez fait communication dudit article.

Je prie Dieu de vous accorder une longue vie et de préserver notre amitié de tout trouble.

Fait à Antotto, le 19 nahassié, l'an 1882 de la miséricorde.

— Nous reproduisons la partie importante des deux Protocoles du 24 mars et du 15 avril 1891, fixant la délimitation des zones d'influence entre l'Italie et l'Angleterre dans l'Afrique orientale.

Le Protocole du 24 mars détermine les limites de l'influence italienne dans la partie méridionale. En voici le dispositif :

1. — La ligne de démarcation dans l'Afrique orientale, entre les sphères d'influence respectivement réservées à l'Italie et à la Grande-Bretagne, suivra en partant de la mer le thalweg du fleuve Juba, jusqu'au 6° degré de latitude Nord ; Kismayo avec son territoire à la droite du fleuve reste donc ainsi à l'Angleterre. La ligne suivra ensuite le parallèle 6° Nord jusqu'au Méridien 35 à l'est de Greenwich qu'il remontera jusqu'au Nil bleu.

2. — Si les explorations futures venaient plus tard en démontrer l'opportunité, le tracé suivant le 6° de latitude Nord et le 35° de longitude est de Greenwich pourra plus tard être corrigé d'un commun accord dans ses détails, afin de le mettre en rapport avec les conditions hydrographiques et orographiques du territoire.

3. — Dans la station de Kismayo et son territoire, les sujets et protégés des deux pays jouiront de l'égalité de traitement, tant au point de vue de leurs personnes que de leurs biens et pour tout ce qui concerne l'exercice de n'importe quel commerce ou industrie.

Le protocole du 15 avril fixe les limites de la partie septentrionale : il est le plus important, parce que c'est sur les côtes de la mer Rouge que se trouvent en ce moment les plus grands intérêts de l'Italie.

Voici les dispositions de ce protocole :

I. — La sphère d'influence réservée à l'Italie est bornée au Nord et à l'Ouest par une ligne partant de Ras Kasar sur la mer Rouge, et se dirigeant sur le point d'intersection du 17° parallèle avec le 37° méridien, à l'est de Greenwich.

Le tracé, après avoir suivi ce méridien jusqu'au 16°30' de latitude Nord, se dirige de ce point en ligne droite vers Sabderat, laissant ce village à l'Est. De ce village, le tracé se dirige au Sud vers un point sur le Gash, situé à 20 milles anglais des montagnes de Kassala, atteignant l'Atbara au point indiqué comme un gué sur la carte de Werner Munzinger (Original Karte von Nord Abessinien und den Laenden an Mareb, Borca and Anseba, de 1884 ; librairie Justus Perthes), et situé au 14°52' de latitude. Il se dirige ensuite vers le confluent du Kor Semsén qu'il redescend jusqu'à son confluent avec le Rahad.

Enfin, après avoir suivi le Rahad sur la courte distance entre le confluent du Kor Semsén et l'intersection du 35° de longitude Greenwich, le tracé s'identifiera dans la direction du sud avec ce méridien, sauf des rectifications ultérieures de détail suivant les conditions hydrographiques et orographiques du pays.

II. — Le gouvernement italien aura la faculté, dans le cas où il y serait contraint par les exigences de la situation militaire, d'occuper Kassala et le territoire environnant jusqu'à l'Atbara.

Cette occupation ne pourra en aucun cas s'étendre au nord ni au nord-est de la ligne suivante.

De la rive droite de l'Atbara en face de Gos Rejeb, la ligne s'étend dans la direction est jusqu'à la rencontre du 36° méridien de Greenwich ; de là,

tournant au sud-est, elle passe à trois milles et demi des points indiqués Filik et Metkinab dans la susdite carte Werner Munzinger et rejoint le tracé indiqué dans l'article premier à vingt-cinq milles anglais au nord de Sabderak, mesurés le long du tracé lui-même.

Il est toutefois convenu entre les deux gouvernements que toute occupation militaire temporaire du territoire additionnel spécifié dans cet article n'abrogera nullement les droits du gouvernement égyptien sur ledit territoire; mais ces droits resteront suspendus jusqu'à ce que le gouvernement égyptien soit en mesure de réoccuper le district en question jusqu'au tracé indiqué dans l'article premier de ce protocole, et d'y maintenir l'ordre et la tranquillité.

III. — Le gouvernement italien s'engage à ne pas construire sur l'Atbara, en vue de l'irrigation, aucun ouvrage de nature à modifier sensiblement son influence dans le Nil.

IV. — L'Italie jouira, pour ses sujets et ses protégés et leurs marchandises, du passage en franchise de tous droits sur la route qui relie Metemma et Kassala et traverse successivement El-A-Harch, Doko, Sak-Abu-Sin (Ghedaref) et l'Atbara.

ROUMANIE

Le commerce extérieur en 1889.

Le Ministère des finances a publié les tableaux définitifs du commerce général de la Roumanie avec les pays étrangers en 1889.

Voici l'analyse qu'en donne l'*Indépendance roumaine* des 14/26 mars 1891 :

Les montants des importations et des exportations de 1889, comparés à ceux de 1888, sont les suivants :

| | Importations. | Exportations. |
|------|---------------|---------------|
| 1888 | 340.378.320 | 256.788.642 |
| 1889 | 367.944.099 | 274.167.146 |

L'année 1888 avait marqué un arrêt dans le développement de nos échanges avec l'extérieur. En dépit de l'abondance de la récolte et de la disparition de l'agio, les importations en 1888 avaient reculé de 4 millions par rapport à celles de 1887, et les exportations de 9 millions. Les causes de cette faiblesse s'expliquaient, d'un côté, par la baisse générale du prix des céréales, et, surtout, par le fait qu'à la fermeture de la navigation, en 1888, il existait encore dans le pays un immense stock de produits agricoles, qui n'avaient pu être écoulés en temps utile et qui attendaient le printemps pour trouver un placement. La campagne du printemps 1889 ayant été très fructueuse, nos agriculteurs ont pu se défaire à bon compte de leurs produits, et rétablir ainsi la progression normale du chiffre de nos échanges, progression qui, depuis 1885, n'a pas été interrompue.

| | | 1888 | 1889 |
|---------------------------------|--------|-------------|-------------|
| Exportations de farineux. . . . | Francs | 207.720.198 | 239.339.158 |
| Et de leurs dérivés | tonnes | 1.762.086 | 2.074.953 |

soit une augmentation, en faveur de 1889, de 33 millions à l'exportation des céréales, alors que le chiffre total des exportations en 1889 excède de 18 millions seulement celui de 1888. En d'autres termes, si nous gagnons 33 millions sur les produits agricoles, nous sommes en déficit pour une foule d'autres articles, dont la production diminue d'année en année.

Parmi ces articles, il faut compter en premier lieu le bétail. Depuis 1886, depuis le commencement des hostilités douanières avec l'Autriche-Hongrie,

l'élevage du bétail a été abandonné dans une foule de localités, le paysan se bornant à garder les bêtes de labour strictement nécessaires pour le travail de la terre. Il a défriché les champs réservés jusque-là aux pâturages et a compensé ainsi la perte résultant de l'abandon de l'industrie de l'élevage.

Les chiffres que nous communiquons, à ce sujet, la Direction des douanes, sont particulièrement suggestifs.

En 1886, la Roumanie exportait des animaux vivants pour 7 millions ; en 1889, ce chiffre tombe à 2 millions. Par contre, l'importation qui, en 1885, n'était que de 1 million, est montée jusqu'à 4 millions en 1889. De fait, nous achetons à l'heure qu'il est plus d'animaux vivants que nous n'en vendons. Qu'on se rassure, cependant. Nous n'en sommes pas encore arrivés au point de demander aux Russes ou aux Hongrois des bêtes à cornes ou des pores. L'augmentation à l'importation provient uniquement des achats considérables de chevaux pour l'armée effectués en 1889 en Russie et en Autriche-Hongrie.

Sur les boissons (vins, spiritueux), le déficit à l'exportation est très considérable en 1889, à la suite des mauvaises récoltes des vignobles. De 11 millions en 1888, nous tombons à 4 millions en 1889.

Examinons maintenant le commerce de la Roumanie avec les principaux Etats en 1888 et en 1889.

| | Importations en millions. | | Exportations en millions. | |
|-------------------------|------------------------------|------|------------------------------|------|
| | 1888 | 1889 | 1888 | 1889 |
| Autriche-Hongrie. . . . | 50 | 49 | 13 | 16 |
| Allemagne. | 83 | 108 | 6 | 15 |
| Angleterre. | 84 | 102 | 143 | 140 |
| France. | 28 | 32 | 18 | 13 |
| Belgique. | 16 | 19 | 31 | 37 |
| Suisse. | 19 | 22 | 02 | 29 |
| Italie. | 3 | 4 | 10 | 22 |
| Russie. | 7 | 9 | 4 | 4 |
| Turquie. | 10 | 12 | 9 | 9 |
| Bulgarie. | 1 | 1 | 5 | 4 |
| Hollande. | 2 | 3 | 8 | 5 |

Il ressort de ce tableau que l'Allemagne figure pour la première fois à la tête des pays importateurs, et qu'elle a su distancer tous ses concurrents. Non seulement elle a conquis notre marché en supplantant l'Autriche-Hongrie, mais dans son steeple-chase avec l'Angleterre elle arrive également bonne première. En 1888, Albion tenait encore la corde avec 84 millions et semblait devoir conserver la place prépondérante, qui lui revient, du reste, en raison de l'importance que sa clientèle représente pour le marché agricole roumain. L'Angleterre nous achète en effet pour 143 millions de marchandises, alors que l'Allemagne n'en prend que pour 15.

Pour ce qui est de l'Autriche-Hongrie, on remarquera avec plaisir qu'en dépit des entraves opposées à notre trafic, nous avons réussi à élever nos exportations, en 1889, à 16 millions. Dans cette somme, les farineux entrent pour 8 millions, ce qui prouve que les moulins de Pest et de Temesvar ne peuvent se passer de nos céréales.

Depuis le rétablissement des relations conventionnelles entre la Roumanie et la France, ce dernier pays voit son chiffre d'importations s'élever d'année en année (14 millions en 1886, 25 millions en 1887, 28 millions en 1888, 32 millions en 1889). Nos exportations sont, par contre, en décroissance, et nul doute qu'elles ne soient réduites à leur plus simple expression en 1890, à la suite de la taxe prohibitive sur le maïs, votée par le Parlement français.

Avec la Belgique et avec l'Italie, nos relations commerciales deviennent de plus en plus actives. En 1885, la Belgique nous achetait pour 8 millions de céréales, en 1889 pour 36 millions. Dans les 22,604,493 francs, montant total de nos exportations en Italie pour 1889, les céréales entrent pour 22,447,000 soit une proportion de 99 0/0. Remarquons qu'en 1889, nous n'avons vendu aucune bête à cornes à l'Italie.

La Suisse a continué à nous vendre des vêtements et des chaussures autrichiennes, nationalisées chez elle. Ses importations se sont élevées, en 1889, pas à moins de 22 millions, alors qu'avant notre guerre douanière avec l'Autriche-Hongrie, son chiffre annuel d'affaires avec la Roumanie était, tout compte fait, de 2,300,000 francs. Il faut espérer que la circulaire de M. Ghermani, concernant les naturalisations en Suisse et en Hollande, a déjà produit ses effets à l'heure qu'il est, et que les données statistiques concernant nos échanges avec la Suisse en 1890 ne seront plus artificiellement enflées.

Parmi les articles qui présentent une notable augmentation à l'exportation, — en dehors des céréales, — notons en première ligne les bois (2 millions en 1888 contre 4 millions en 1889). Cette situation satisfaisante provient de la suppression du droit de 15 francs par mètre cube de sapin, qui a si lourdement frappé notre industrie boisière. En prenant cette mesure, dès son arrivée au pouvoir, M. Th. Rosetti a rendu un service signalé à cette intéressante industrie et lui a permis de reconquérir en une seule année le terrain qu'elle avait perdu.

L'exportation a diminué, par contre, sur les animaux vivants (3 millions en 1888, 2 millions en 1889), sur les boissons (11 millions en 1888, 4 millions en 1889) et sur les métaux et fabrications métalliques (4 millions en 1888 contre 800,000 francs en 1889). Les 4 millions de 1888 représentent en grande partie un stock considérable de vieux rails hors de service et de vieille ferraille que la Direction générale des chemins de fer a vendu à l'étranger.

Les principaux articles dont l'importation a augmenté sont : les animaux vivants (1^{er} millions en 1888 contre 4 millions en 1889), les denrées coloniales (19 millions en 1888 contre 21 millions en 1889), les conserves alimentaires (1^{er} millions contre 2⁴ millions), les produits chimiques (6 millions contre 9 millions), les peaux, chaussures et fourrures (16 millions contre 19 millions), les matières textiles (136 millions contre 169 millions), les industries céramiques et vitrifications (15 millions contre 17 millions), les matières et fabrications métalliques (52 millions contre 60 millions).

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} avril. — *La journée de huit heures et le protectionnisme*, par G. d'Avenel. — *Paris port de mer*, par J. Fleury. — *M. Windthorst et le parti du centre catholique*, par G. Valbert.

15. — *Le tarif et la Commission des douanes*, par Ch. Lavollée. — *Le parti de la démocratie sociale en Allemagne : l'esprit de la doctrine*, par J. Bourdeau.

La Nouvelle Revue.

1^{er} avril. — *L'Exposition française à Moscou* — *Le quatrième Etat français*, par le marquis de Castellane. — *L'avenir politique du Canada*, par Ch. Gailly de Taurines. — *Un parlementaire allemand : Windthorst*, par Ed. Fuster. — *Quelques coutumes dahoméennes*, par G. de Wailly.

15. — *Le cardinal Maury*, par Henry Jouin (à propos de la publication des mémoires et de la correspondance diplomatique du cardinal). — *Le partage de l'Afrique, le Portugal et l'avenir de l'Europe*. — *Les exécutions de la Nouvelle-Orléans*, par E. Masseras (exposé des faits).

Le Correspondant.

10 avril. — *La situation religieuse*. — *La jeunesse de Chateaubriand* (fin), par M. de Lescure. — Les mémoires du vicomte de Melun (extrait relatif à l'Assemblée législative de 1849). — *Les dernières années du maréchal Bugeaud en Algérie*, par P. Thureau-Dangin.

25. — *La révision de la Constitution belge et l'extension de l'électorat*, par Louis Durand. — *Souvenirs d'un secrétaire d'ambassade à Naples de 1811 à 1814 : excursion dans la principauté de Bénévent*, par le marquis de Gabriac (extraits curieux des lettres de son père). — *Le cardinal Maury*, par H. de Kérohant.

Bulletin de la Société de législation comparée.

Avril. — Note sur le projet portant modifications de la loi allemande sur l'industrie. — Etude par M. Hubert-Valleroux sur les lois relatives aux *associations coopératives*. — Chronique législative : *Reichsrath* autrichien.

Revue algérienne et tunisienne.

Avril. — *Principes du droit musulman selon les rites d'Abou Hanifah et de Chaff'i*, par Van den Berg. (Trad. du hollandais), introduction donnant une idée générale du droit musulman, de ses sources, des causes de la décadence de la science juridique chez les musulmans.

Annales de droit commercial français, étranger et international.

Avril. — *De la preuve des contrats par correspondance* (lettres missives et télégrammes), par J. Valéry (droit français et droit étranger). — Chronique italienne de législation et de doctrine en matière de droit commercial et industriel, par L. Franchi. — Note sur la dénonciation de conventions diplomatiques de protection de la propriété littéraire ou artistique en face d'une Union constituée (il s'agit de la dénonciation par la Belgique et la Suisse des conventions conclues avec la France, dénonciation qui n'a pas grande portée en présence de l'Union internationale conclue en 1886).

Le Droit d'auteur.

15 avril. — *La poste et la protection des droits d'auteur* (étude devant porter d'abord sur les dispositions en vigueur dans l'Union postale universelle, puis sur les principales prescriptions établies dans le service interne de chaque pays). — Lettre de France sur la nouvelle loi relative au droit de succession du conjoint survivant et sur la jurisprudence (application du traité franco-russe malgré sa dénonciation). — Lettre de M. Rosmini sur l'action tendant à faire supprimer le nom patronymique, dans un roman ou une pièce de théâtre, et lettre de Suisse sur le mouvement qui a précédé la dénonciation officielle du traité franco-suisse du 23 février 1882.

Journal du droit international privé

1891, I-IV. — Sources du droit international privé (Pillet). — Nationalité de l'individu né en France d'un étranger (Audinet). — Droit des étrangers en France en matière de marques de fabrique (Pouillet). — Du duel en droit anglais (Craies). — Nationalité et naturalisation en Allemagne (Kloppel). — Règles internationales sur les abordages (Sieveking). — Constitution d'un état

de cité pour l'enfant qui en est dépourvu (Lehr). — Les étrangers dans la législation espagnole (Torres-Campos). — Chronique. Propriété littéraire et artistique. Tarifs douaniers. Représailles. Affaire du Mahomet de M. de Bernier à la Comédie Française. Déserteurs français au Tonkin. Fiancée musulmane et fiancé chrétien. — Questions et solutions pratiques. Nationalité. — Répudiation de la qualité de français. — Jurisprudence. *France* : Agent diplomatique. Annexion. Brevet d'invention. *Caution judicatum solvi*. Compétence. Contestation entre étrangers. Divorce. Domicile. Emigration. Expulsion. Faillite. Femme mariée. Filiation. Mariage. Nationalité. Séparation de corps. Société étrangère. Succession. Testament. Titres perdus. — *Allemagne* : Abordage. Jugement étranger. Marque de fabrique. — *Angleterre* : Abordage. Billet à ordre. Charte partie. Compétence. Divorce. Jugement étranger. Marque de fabrique. Navire. — *Belgique* : Abordage. *Caution judicatum solvi*. Contrat par correspondance. Divorce. Faillite. Jugement étranger. Marque de fabrique. Nationalité. Propriété littéraire et artistique. — *Echelles du Levant* : Communauté religieuse. Mariage. — *Egypte* : Compétence. Immunité diplomatique. Jugement étranger. — *Espagne* : Jugement étranger. — *Italie* : Jeu de bourse. Jugement étranger. Propriété artistique et littéraire. Société étrangère. — *Suisse* : Compétence. Extradition. Jugement étranger. Marque de fabrique. Propriété littéraire et artistique. Succession. — Documents. *Egypte* : Navigation du Nil. Tribunaux mixtes. — *Etats-Unis* : Loi nouvelle sur la propriété littéraire et artistique. — *France* : Loi sur les abordages et avaries. Collisions en mer. — *France et Belgique* : Déclaration d'extradition. — *France et Grande-Bretagne* : Sauvetage des navires naufragés. — *Russie* : Immeubles acquis par les étrangers. — *Tunisie* : Juridiction française. — Faits et Informations. *Autriche* : Marques étrangères. — *Brésil* : Mariage civil. Succession. — *France* : Droit international. Décorations françaises et étrangères. Nationalité et naturalisation. Commis voyageurs étrangers. Nomades étrangers. — *Madagascar* : Organisation judiciaire. — *Russie* : Passports et taxe de séjour. — Bibliographie.

Le Mémorial diplomatique.

4 avril. — Loi des Etats-Unis sur la propriété littéraire. — Rescrit de l'Empereur de Russie au gouverneur général de la Finlande (28 février/12 mars 1891). — *Motu proprio* du Pape sur le rétablissement et l'agrandissement de l'observatoire du Vatican (14 mars 1891).

11. — Les Etats-Unis et l'Italie (conversation entre le premier secrétaire de la légation aux Etats-Unis et un journaliste). — Circulaire des Etats-Unis relative aux marques, timbres et dessins devant être apposés sur les colis et les produits importés (28 janvier 1891). — Règlement pour l'admission des articles étrangers à l'Exposition de Chicago.

18. — *L'Angleterre et la Bulgarie*. — Lettre du Caire sur les Tribunaux mixtes et l'impôt des patentes. — La question de la Transylvanie.

25. — *Les relations franco-italiennes* (lettre du comte Greppi, ancien ambassadeur d'Italie à Saint-Petersbourg). — Circulaire du grand-vizir au sujet des privilèges du patriarcat arménien (21 mars 1890).

Le Gérant : FÉCHOZ.

Arcis-sur-Aube. — Imprimerie Léon FRÉMONT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

FRANCE — GRÈCE

Déclarations concernant les relations commerciales.

(8/20 février 1891.)

Athènes, le 8/20 février 1891.

Les soussignés, ministre des affaires étrangères et ministre des finances de Sa Majesté Hellénique, dûment autorisés par la loi promulguée le 7/19 février 1891, ont l'honneur de porter à la connaissance de M. l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française qu'à partir du jour de la promulgation de la présente déclaration dans l'*Officiel* et jusqu'au 1^{er} février 1892 n. s. il est accordé :

1^o Le traitement de la nation la plus favorisée aux citoyens, navires et marchandises de la France, notamment en matière de tarifs douaniers, de propriété industrielle, etc ;

2^o La franchise des droits de tarif appliqués aux vins en général (numéro 144 du tarif hellénique de 1887) ;

3^o Une réduction de 75 0/0 sur les dentelles, blondes et autres articles compris dans le numéro 190 de ce même tarif ;

4^o Une réduction de 50 0/0 sur les velours, peluches de soie et chenilles de soie (n^o 193 a et b.) et sur la parfumerie (n^o 90 dudit tarif).

Toutefois, la pêche et la navigation de côte et de cabotage demeureront soumises à la législation respective des deux pays.

En échange de ce qui est accordé à la France par les stipulations ci-dessus jusqu'au 1^{er} février 1892, n. s., le gouvernement de la République française accordera, durant le même laps de temps, aux citoyens, aux navires et aux marchandises de la Grèce le traitement de la nation la

plus favorisée, notamment en matière de tarifs douaniers, de propriété industrielle, etc.

Les soussignés saisissent l'occasion pour présenter à M. l'envoyé-extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française l'assurance de leur haute considération.

L. DELIGEORGIS.

C. CARAPANOS.

Athènes, le 8/20 février 1891.

Le soussigné, comte de Montholon, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française, a reçu l'office par lequel LL. Exc. M. Deligeorgis, ministre des affaires étrangères, et M. Carapanos, ministre des finances du gouvernement de S. M. le roi Georges, lui annoncent que le Parlement grec les a autorisés à accorder et qu'ils accorderont aux sujets, navires et marchandises d'origine française à partir du 9/21 février 1891, notamment en matière de tarif douanier, de propriété industrielle, etc., jusqu'au 1^{er} février 1892, le traitement de la nation la plus favorisée et que dans le même laps de temps les produits français énumérés ci-dessous entreront en Grèce aux conditions suivantes :

1^o La franchise des droits de tarif appliqués aux vins en général (art. 144 du tarif hellénique de 1887);

2^o Une réduction de 7 0/0 sur les dentelles, blondes et autres articles compris dans le n^o 190 de ce même tarif;

3^o Une réduction de 50 0/0 sur les velours, peluches de soie et chenilles de soie (art. 193 *a* et *b*) et sur la parfumerie (article 90 dudit tarif).

Toutefois, la pêche et la navigation de côte ou de cabotage demeureront soumises à la législation respective des deux pays.

En échange de ces avantages, le soussigné a l'honneur de porter à la connaissance du gouvernement royal qu'à partir de demain, 9/21 février, la loi suivante sera promulguée en France et intégralement mise en vigueur jusqu'au 20 janvier (1^{er} février) 1892.

« Les sujets, navires et marchandises de la Grèce jouiront en France, « à partir du 9/21 février 1891 jusqu'au 20 janvier (1^{er} février) 1892, « sous condition de réciprocité, du traitement de la nation la plus favorisée, tant pour l'importation, exportation, le transit et en général « pour ce qui concerne les opérations commerciales, que pour l'exercice du commerce et de l'industrie, le paiement des taxes et autres « impôts, la protection de la propriété industrielle. »

Le soussigné saisit cette occasion de renouveler à Leurs Excellences M. Deligeorgis, ministre des affaires étrangères, et M. Carapanos, ministre des finances, les assurances de sa haute considération.

COMTE DE MONTHOLON.

GRANDE-BRETAGNE — ITALIE

Protocoles pour la délimitation de leurs sphères respectives d'influence dans l'Afrique Orientale (1).

I. *Protocole du 24 mars 1891.*

Les soussignés, Marquis de Dufferin et Ava, Ambassadeur de Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes ; et Marquis de Rudini, Président du Conseil et Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté le Roi d'Italie ;

Après mûr examen des intérêts respectifs des deux pays dans l'Afrique Orientale, sont convenus de ce qui suit :

1. La ligne de démarcation, dans l'Afrique Orientale, entre les sphères d'influence respectivement réservées à la Grande-Bretagne et à l'Italie, suivra, à partir de la mer, le « thalweg » du fleuve de Juba jusqu'au 6° de latitude nord, Kismayu avec son territoire à la droite du fleuve restant ainsi à l'Angleterre. La ligne suivra ensuite le parallèle 6° nord jusqu'au méridien 35° est Greenwich, qu'elle remontera jusqu'au Nil Bleu.

2. Si les explorations ultérieures venaient, plus tard, en indiquer l'opportunité, le tracé suivant le 6° latitude nord et le 35° longitude est Greenwich pourra, dans ses détails, être amendé d'un commun accord, d'après les conditions hydrographiques et orographiques de la contrée.

3. Il y aura, dans la station de Kismayu et son territoire, égalité de traitement entre sujets et protégés des deux pays, soit pour leurs personnes, soit à l'égard de leurs biens, soit enfin en ce qui concerne l'exercice de toute sorte de commerce et industrie.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 24 mars 1891.

(L. S.)

DUFFERIN AND AVA.

(L. S.)

RUDINI.

II. *Protocole du 15 avril 1891.*

Désirant compléter, dans la direction du nord, jusqu'à la Mer Rouge, la démarcation des sphères d'influence respective, entre l'Angleterre et l'Italie, que les deux Parties ont déjà arrêtée, par le Protocole du 24 mars dernier, depuis l'embouchure du Juba, dans l'Océan Indien, jusqu'à l'intersection du 35° longitude est Greenwich avec le Nil Bleu, les soussignés : Marquis de Dufferin et Ava, Ambassadeur de Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes ; Marquis de Rudini, Président du Conseil et Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté le Roi d'Italie ;

Sont convenus de ce qui suit :

1. La sphère d'influence réservée à l'Italie est limitée, au nord et à

(1) Le texte original est en français.

l'ouest, par une ligne tracée depuis Ras Kasar sur la Mer Rouge au point d'intersection du 17° parallèle nord avec le 37° méridien est Greenwich. Le tracé, après avoir suivi ce méridien jusqu'au 16° 30' latitude nord, se dirige, depuis ce point, en ligne droite, à Sabderat, laissant ce village à l'est. Depuis ce village le tracé se dirige au sud jusqu'à un point sur le Gash à 20 milles Anglais en amont de Kassala, rejoignant l'Atbara au point indiqué comme étant un gué dans la Carte de Werner Munzinger « Originalkarte von Nord Abessinien und den Ländern am Mareh, Barca, und Anseba », de 1864 (Gotha, Justus Perthes), et situé au 14° 52' latitude nord. Le tracé remonte ensuite l'Atbara jusqu'au confluent du Kor Kakamot (Hahamot), d'où il va dans la direction d'ouest jusqu'à la rencontre du Kor Lemsen, qu'il redescend jusqu'à son confluent avec le Rahah. Enfin, le tracé, après avoir suivi le Rahah pour le bref trajet entre le confluent du Kor Lemsen et l'intersection du 35° longitude est Greenwich, s'identifiera, dans la direction du sud, avec ce méridien jusqu'à la rencontre du Nil Bleu, sauf amendements ultérieurs de détails d'après les conditions hydrographiques et orographiques de la contrée.

2. Le Gouvernement Italien aura la faculté, au cas où il serait obligé de le faire pour les besoins de sa situation militaire, d'occuper Kassala et la contrée attenante jusqu'à l'Atbara. Cette occupation ne pourra, en aucun cas, s'étendre au nord, ni au nord-est de la ligne suivante :

De la rive droite de l'Atbara, en face de Gos Rejeb, la ligne va dans la direction d'est jusqu'à l'intersection du 36° méridien est Greenwich ; de là, tournant au sud-est, elle passe à 3 milles au sud des points marqués Filik et Metkinab dans la Carte précitée de Werner Munzinger, et rejoint le tracé mentionné dans l'Article 1 à 25 milles Anglais au nord de Sabderat, mesurés le long dudit tracé.

Il est cependant convenu entre les deux Gouvernements que toute occupation militaire temporaire du territoire additionnel spécifié dans cet Article n'abrogera pas les droits du Gouvernement Égyptien sur le dit territoire, mais ces droits demeureront seulement en suspens jusqu'à ce que le Gouvernement Égyptien sera en mesure de réoccuper le district en question jusqu'au tracé indiqué dans l'Article I de ce Protocole, et d'y maintenir l'ordre et la tranquillité.

3. Le Gouvernement Italien s'engage à ne construire sur l'Atbara, en vue de l'irrigation, aucun ouvrage qui pourrait sensiblement modifier sa défluence dans le Nil

4. L'Italie aura, pour ses sujets et protégés, ainsi que pour leurs marchandises, le passage en franchise de droits sur la route entre Metemma et Kassala, touchant successivement El Affareh, Doka, Suk-Abu-Sin (Ghedaref) et l'Atbara.

Fait à Rome en double exemplaire, ce 15 avril 1891.

(L. S.)

DUFFERIN AND AVA.

(L. S.)

RUDINI.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

CONFÉRENCE DE BRUXELLES

POUR LA SUPPRESSION DE LA TRAITÉ DES ESCLAVES.

Suite (1)

Protocole n° 16. — Séance du 24 mai 1890.

M. le Président, après avoir rappelé que le Rapport de la Commission chargée d'examiner les questions relatives au trafic des spiritueux a été remis à tous les membres de la Conférence, soumet à l'Assemblée le projet de chapitre 6, préparé par la Commission.

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans observation.

A l'article 3, Lord Vivian s'exprime en ces termes :

Messieurs,

« Le chiffre du droit d'entrée à établir sur les alcools dans les régions d'Afrique non comprises dans la zone de prohibition ayant donné lieu au sein de la Commission à une discussion approfondie, les Plénipotentiaires britanniques sont convaincus de l'inutilité de rouvrir le débat devant la Conférence.

« Ils sont toujours persuadés que le droit qui a été fixé sera absolument inefficace pour restreindre d'une manière sensible l'invasion des alcools en Afrique. L'expression de leur conviction à cet égard est consignée dans le Rapport ; il rend compte également des arguments qui ont été produits pour la justifier.

« L'expérience démontrera si ces appréciations sont fondées.

« Ceux qui entretiennent, comme nous, des appréhensions sur ce point ont cependant éprouvé une grande consolation en voyant la Conférence adopter le principe en vertu duquel l'entrée des spiritueux sera interdite absolument dans les vastes régions, non encore contaminées, de l'Afrique. Cette importante et heureuse décision, au sujet de laquelle nous nous permettons d'adresser nos félicitations à la Conférence, aura pour effet de

(1) V. *Archives*, 1891, I, p. 9-45, 133-188, 271-345 ; II, p. 11-37, 193-221.

garantir une grande partie de l'Afrique contre l'invasion du fléau qui la menace.

« En nous inclinant devant l'impossibilité évidente de réunir l'unanimité des voix pour l'adoption d'un droit initial plus élevé que celui que propose le projet, nous sommes chargés par le Gouvernement de la Reine de faire la déclaration suivante :

« Le Gouvernement de la Reine a appris avec un profond regret que, « par suite des objections insurmontables présentées par une minorité de « la Conférence, il ne sera pas possible de décider l'établissement d'un « droit initial supérieur à 15 francs par hectolitre sur les alcools importés « dans les contrées d'Afrique situées en dehors de la zone de prohibition.

« Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique est convaincu qu'un « droit aussi minime ne constituera qu'une entrave insuffisante et ineffi- « cace au développement de la consommation des boissons fortes par les « indigènes d'Afrique, et s'il consent à accepter ce droit, c'est seulement « pour ne pas compromettre les résultats importants acquis sur d'autres « points par les délibérations de la Conférence.

« Les propositions présentées à la Conférence par les Plénipotentiaires « britanniques et les efforts qu'ils ont faits pour amener les Représentants « des Puissances à les accepter, sont consignés dans le Rapport de la « Commission et dans les Protocoles de la Conférence. Les Plénipoten- « tiaires britanniques ne peuvent qu'espérer que, dans des circonstances « plus favorables, ces propositions pourront servir de bases à des négocia- « tions couronnées de succès. »

M. Bourée donne un entier assentiment aux idées et aux principes exposés dans la déclaration de MM. les Plénipotentiaires britanniques. Il rappelle qu'au cours des délibérations de la Commission une proposition transactionnelle, ayant pour but de faciliter un accord entre les vues divergentes, avait été suggéré par lui. M. le Ministre de France tient à constater aujourd'hui qu'il a fait partie de la majorité de la Commission et non de la minorité, et qu'il s'associe pleinement aux espérances dont Son Excellence Lord Vivian s'est fait l'organe.

M. Goëhring dit que le Gouvernement Impérial regrette qu'après avoir consenti à discuter la question des alcools en Conférence par égard pour des Puissances amies, il n'ait pu se rallier complètement aux propositions de MM. les Plénipotentiaires britanniques. Il se plaît à croire cependant que la Conférence reconnaîtra que son attitude a été dictée par de graves raisons, qui se recommandent à toute l'attention des Puissances.

Le Gouvernement Impérial examinera quels seront les résultats de l'essai qui va se faire. Il dépendra de cette expérience, particulièrement en ce qui concerne les nombreuses questions signalées par les Plénipotentiaires d'Allemagne au sein de la Commission et qui n'ont pas été résolues, si le Gouvernement Impérial persévère dans la voie où l'on s'engage en adoptant le projet ou s'il faut l'abandonner.

M. Goëhring déclare vouloir suivre l'exemple donné par Lord Vivian en ne revenant pas sur la discussion du fond de la question et en se bornant à se référer aux débats qui ont eu lieu au sein de la Commission, et qui se trouvent consignés dans le Rapport.

Lord Vivian répond que les Plénipotentiaires britanniques n'ont jamais douté de la parfaite sincérité des convictions exprimées par ceux des mem-

bres de la Conférence qui ont cru devoir combattre leur proposition. Ils ne contestent pas, en outre, que les arguments produits par les Plénipotentiaires d'Allemagne méritaient une sérieuse considération.

M. Sanford s'exprime en ces termes :

« A la séance de la Commission qui s'est tenue le 1^{er} avril, à la veille de nos vacances, j'ai eu l'honneur de présenter un amendement à l'article 3.

« Comme j'étais absent lors de la réunion de la Commission, vous avez eu la bonté d'en laisser ouverte la discussion.

« Depuis mon retour, m'inspirant de certaines observations sur des détails de pratique, j'ai remanié l'amendement, et j'espère que ces critiques y trouveront pleine satisfaction.

« Comme je l'ai dit alors, au moment de sa présentation, ce fut un acte personnel ; et, du reste, il a été entendu en ce moment que la discussion de cette question des spiritueux, à défaut d'instructions de nos Gouvernements, devait être considérée dans ce sens.

« Aujourd'hui, cet amendement est approuvé pleinement par notre Gouvernement, « comme une mesure devant contribuer largement à améliorer l'un des fâcheux résultats de ce trafic, un moyen efficace pour « fermer l'entrée de ces boissons délétères et empoisonnées qu'on impose « aux Africains comme des spiritueux », et notre Gouvernement exprime l'espoir « que cette mesure, ou une autre de la même portée, recevra « l'assentiment de la Conférence. »

Voici le texte de l'amendement :

« 1. L'entrée des alcools impurs, incomplètement rectifiés ou contenant « des matières nuisibles à la santé, est strictement interdite.

« 2. Tous les alcools importés en Afrique devront être accompagnés « d'un certificat d'analyse constatant la pureté de ces produits et délivré « par un expert chimiste assermenté, reconnu par le Gouvernement du « pays d'origine.

« Les spiritueux qu'on aura importés ou tenté d'importer, et qui ne « seront pas accompagnés d'un certificat conforme, seront frappés de « confiscation.

« Les récipients contenant les spiritueux devront porter un cachet qui « ne pourra être enlevé, afin de prévenir toute fraude.

« 3. Toutes les falsifications de boissons spiritueuses, constatées par « expert, entraîneront la confiscation et la mise hors d'usage du corps du « délit, sans préjudice de l'amende qui s'élèvera au double de la valeur du « produit confisqué. »

« 1^o L'entrée des alcools impurs, incomplètement rectifiés ou contenant « des matières nuisibles à la santé, est strictement interdite. »

« Ce sont les alcools impurs et frelatés qui sont les plus dangereux et les plus toxiques ; ce sont eux qui provoquent la maladie terrible, si fréquente de nos jours, désignée sous le nom d'alcoolisme. Ces alcools sont des poisons qui amènent dans l'organisme humain des ravages profonds et qui transmettent aux descendants de l'ivrogne des dégénérescences héréditaires. Ce sont eux qui sont les causes des maladies, des folies, des suicides, de la misère et des crimes sans nombre causés par l'alcool.

« L'alcool pur, celui qu'on extrayait autrefois du vin et qui porte à cause de cela le nom d'alcool vinique ou alcool éthylique, est beaucoup moins

dangereux. Avant la découverte des alcools industriels modernes, l'alcoolisme était inconnu.

« *Conclusion.* — Il faut surtout s'opposer à l'importation des alcools impurs, non rectifiés et saturés de principes toxiques, qui fatalement amèneront, à courte échéance, l'empoisonnement certain et rapide de tout un peuple, et cela au profit du misérable esprit de lucre de quelques trafiquants.

« 2^o Tous les alcools importés en Afrique devront être accompagnés
« d'un certificat d'analyse constatant la pureté de ces produits, et délivré
« par un expert chimiste assermenté, reconnu par le Gouvernement du
« pays d'origine.

« Les spiritueux qu'on aura importés ou tenté d'importer, et qui ne
« seront pas accompagnés d'un certificat conforme, seront frappés de
« confiscation.

« Les récipients contenant les spiritueux devront porter un cachet qui
« ne pourra être enlevé, afin de prévenir toute fraude. »

« Ces mesures sont nécessaires. Chacun sait que la constatation de la pureté des alcools est une opération compliquée, qui exige des connaissances spéciales, étendues, qui réclame l'emploi d'appareils perfectionnés et qui ne peut être pratiquée que par des experts chimistes. Il n'est pas possible, pour le moment, de faire procéder dans les ports d'Afrique à une analyse minutieuse.

« Le certificat d'analyse d'un chimiste officiel sera une garantie réelle qui empêchera certainement l'importation d'alcools impurs.

« 3^o Toutes les falsifications de boissons spiritueuses, constatées par
« expert, entraîneront la confiscation et la mise hors d'usage du corps du
« délit, sans préjudice de l'amende qui s'élèvera au double de la valeur du
« produit confisqué. »

« D'après cette proposition, les autorités auront toujours le droit de faire procéder à une expertise chimique des alcools importés.

« En résumé, ces trois paragraphes ne portent aucune entrave à la liberté du commerce. Ils n'ont pour but que d'assurer la pureté des alcools et de prémunir ainsi le consommateur contre les terribles dangers provenant, non seulement de l'abus, mais même du simple usage de boissons renfermant des principes nuisibles à la santé. Il est à craindre que si les propositions ci-dessus ne sont pas adoptées, l'invasion alcoolique ne tardera pas à amener la dégénérescence et bientôt l'extinction de la race noire. Ces mesures, au point de vue humanitaire, constituent le maximum des concessions qu'il est possible de faire à l'esprit commercial.

« Notre expérience en Amérique nous a démontré que, malgré l'emploi de mesures répressives, les races indigènes auraient fini par disparaître complètement, ravagées par l'alcoolisme, si une mesure préventive radicale, telle que la prohibition complète de la vente de l'alcool, n'était venue sauver les restes de ces populations.

« L'établissement de zones prohibitives dans les régions de l'Afrique vierges jusqu'à présent de toute atteinte alcoolique, est une mesure vraiment efficace et qui, espérons-le, sera permanente et inviolable.

« Quant à l'impôt à établir sur les alcools importés dans les autres régions, nous ne pouvons nous empêcher de déclarer cette mesure insuffisante sous le rapport de la consommation de l'alcool.

« Nous plaçant surtout au point de vue de la santé et du bien-être des populations africaines, nous recommandons les mesures hygiéniques que nous avons eu l'honneur de proposer ci-dessus, comme amendement à l'article 3.

« Parmi les centaines d'adresses présentées à la Conférence, nous en trouvons une, celle envoyée par le Congrès International de Paris de 1889, tellement d'accord avec les idées qui ont motivé cet amendement, que nous croyons bien faire d'en annexer le texte à nos observations. »

Lord Vivian exprime le regret qu'une proposition aussi importante que celle dont M. Sanford vient de donner lecture n'ait pas été soumise plus tôt à la Conférence. Dépouvé d'instructions, les Plénipotentiaires ne pourraient émettre dès à présent un avis.

Toute proposition indiquant un moyen de restreindre le commerce des alcools d'une manière plus efficace que l'établissement d'un minime droit d'entrée, ne pourrait manquer d'avoir la sympathie du Gouvernement de la Reine. En effet, la plupart des spiritueux introduits actuellement en Afrique sont probablement falsifiés ou frelatés. Mais il paraît douteux que la Conférence soit compétente pour examiner une proposition semblable, en raison des questions techniques qu'elle soulève. Lord Vivian déclare enfin s'en remettre à l'appréciation du Président, quant à l'opportunité d'un débat sur ce sujet, qui s'engagerait au moment où la Conférence est près de terminer ses travaux et qui, en raison de son caractère technique, pourrait occasionner de grands retards.

M. Sanford dit qu'on ne peut lui imputer les retards qu'a subis l'examen de son amendement, déposé dès le 1^{er} avril.

Carathéodory Efendi a déjà fait connaître à la Commission le point de vue où se place, dans cette question, le Gouvernement ottoman. Son Excellence remercie la Conférence d'avoir, en votant l'article 2, mis à l'abri du fléau de l'alcoolisme les très nombreuses populations musulmanes, qui habitent le centre de l'Afrique.

M. le Ministre de Turquie se rallie en tous points aux déclarations de Leurs Excellences Lord Vivian et M. Bourée, tout en constatant que les observations présentées par MM. les Plénipotentiaires d'Allemagne étaient de nature à fixer l'attention de la Conférence. En ce qui concerne la proposition de M. Sanford, Carathéodory Efendi l'approuve en principe, parce qu'elle aurait pour effet de diminuer notablement l'importation des spiritueux en Afrique et que, selon lui, toute consommation d'alcool est nuisible. Un grand progrès serait réalisé si l'on pouvait à la fois restreindre l'importation des spiritueux et contrôler leur qualité. Ce dernier point, toutefois, semble offrir en pratique de grandes difficultés. M. le Ministre de Turquie propose d'en remettre l'examen à un comité technique que désignerait la Conférence parmi ses membres.

M. Sanford adhère à ce que Son Excellence Carathéodory Efendi vient de suggérer, et il insiste sur l'importance de la proposition qu'il a développée.

M. le Baron de Renzis fait observer que, s'il a été question dans la Commission de l'amendement de M. Sanford, la Conférence elle-même n'en a pas encore été saisie jusqu'à présent. Les Plénipotentiaires n'ont donc pu le porter à la connaissance de leurs Gouvernements, et c'est à ceux-ci qu'il

appartient de prendre une décision; l'avis d'un comité technique pris parmi les membres de l'Assemblée ne saurait suffire.

M. Göhring pense que le Gouvernement Impérial se placera au point de vue qu'indique M. le Ministre d'Italie. L'amendement de M. Sanford, suggéré en Commission, ne peut être considéré comme une proposition formelle que du jour où il a été présenté en Conférence sous une forme définitive.

M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne fait remarquer, en outre, que si les Puissances voulaient adopter une procédure uniforme pour la confiscation des spiritueux de qualité nuisible, tout engagement à cet égard exigerait au préalable une entente sur les questions que soulève la falsification des denrées alimentaires. Un tel accord ne pourrait s'établir à bref délai. Toute discussion de la Conférence à ce sujet apporterait donc un grand retard dans les travaux de l'Assemblée. Le règlement de cette question ne se trouverait d'ailleurs pas à sa place dans l'Acte général, qui a pour objet les mesures à prendre pour la répression de la traite.

M. Sanford répond que les Représentants des Etats-Unis ont dû prendre les instructions de leur Gouvernement, ce qui a été la cause d'un inévitable retard.

Lord Vivian rappelle que l'amendement de M. Sanford a été présenté successivement sous des formes différentes dans les séances de la Commission du 1^{er} avril et du 21 mai. La rédaction, encore différente, proposée dans la séance de ce jour, introduit des éléments nouveaux. D'autre part, l'amendement n'avait pas semblé revêtir le caractère d'une proposition gouvernementale.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch considère également l'amendement présenté par M. Sanford comme une proposition nouvelle à raison des changements qu'elle a subis. Etant dépourvu d'instructions suffisantes à cet égard, il ne pourrait donner que son opinion personnelle.

M. Bourée ne pourrait partager l'opinion de M. le Ministre de Turquie sur le renvoi de l'amendement à un comité technique. La proposition de M. Sanford présente à la fois un côté scientifique et un côté administratif. La Conférence ne compte parmi ses membres personne qui possède les connaissances scientifiques requises. Quant au point de vue administratif, il est exclusivement du ressort des Gouvernements.

M. le Président constate que l'idée de constituer un comité technique rencontre des objections qui ne permettent pas de s'y arrêter davantage, soit parce que les pouvoirs nécessaires font défaut à la Conférence, soit parce que les membres de l'Assemblée n'ont pas une compétence suffisante pour étudier la question technique.

D'autre part, cependant, la proposition de M. Sanford soulève une grave question sur laquelle, en principe, il n'y a pas divergence de vues, et l'on ne peut que rendre hommage à l'idée qui l'a inspirée. Tous les Gouvernements attachent une grande importance à ce qu'il ne soit pas permis de trafiquer de la santé des populations africaines en introduisant chez elles des alcools de qualité nuisible. Chaque pays a sa législation propre en cette matière. Les lois, il est vrai, diffèrent peut-être d'un pays à l'autre, mais on ne peut contester qu'elles offrent toutes certaines garanties. Lorsque la Conférence a établi les sanctions pénales de plusieurs clauses de l'Acte général, elle a été d'avis qu'il fallait laisser aux Puissances toute latitude dans les détails des lois à édicter. Il semble que l'on doive ici agir de

même. Des mesures législatives ayant été prises partout pour réprimer la falsification des boissons, il y a lieu d'attirer l'attention des Gouvernements sur la nécessité de surveiller les expéditions qui s'opèrent pour l'Afrique.

En ce qui regarde la Conférence, elle ne paraît pas compétente en cette matière qui touche à la fois à des questions techniques et d'administration. Arrivée au terme de ses travaux, le temps lui manque d'ailleurs pour un examen approfondi. Mais satisfaction serait donnée à MM. les Plénipotentiaires des Etats-Unis, et le but qu'ils poursuivent serait atteint, si leur proposition était insérée dans le Protocole de la Conférence avec les observations qu'elle a provoquées. On la recommanderait ainsi à la sollicitude des Puissances. Les Gouvernements seraient avertis, et il leur appartiendrait de veiller à une sévère application des lois existantes et de décider s'il est nécessaire d'en porter de nouvelles.

M. le Président demande à MM. les Représentants des Etats-Unis s'ils n'ont pas d'objection à ce qu'il soit procédé de cette manière.

M. Sanford déclare s'en référer à l'appréciation de la Conférence. Il s'attendait cependant à ce que sa proposition fût l'objet d'un examen plus complet, et qu'on ne se bornât pas seulement à l'expression de sentiments purement platoniques.

Carathéodory Efendi n'insiste pas sur la formation d'un comité technique, qui rencontre des objections. Mais il n'en croit pas moins que l'amendement de M. Sanford doit arrêter la plus sérieuse attention de la Conférence.

S'il était possible de prendre des mesures semblables à celles qui y sont indiquées, on ferait certainement une chose très utile en les adoptant. L'alcoolisme est partout la cause de très grands et d'irréparables maux, et il importe d'en préserver les populations africaines. A ce point de vue, la proposition est trop importante pour être écartée ou simplement ignorée. Si la Conférence estime qu'elle ne possède pas la compétence nécessaire pour examiner la question, pourquoi ne confierait-elle pas cet examen à une commission composée de notabilités spéciales, prises, s'il le faut, hors de son sein, et qui lui donnerait un avis ?

M. le Baron de Renzis pense que le Protocole doit constater l'accueil favorable que le principe de l'amendement a rencontré chez tous les membres de la Conférence, en ajoutant que les moyens d'exécution proposés ont paru n'être pas de la compétence de l'Assemblée. Plusieurs fois déjà des idées ont surgi, au cours des discussions, et l'on a dû les abandonner, parce qu'elles ont été reconnues irréalisables.

M. Sanford croit devoir rappeler que son Gouvernement attache une réelle importance à cette proposition, qui est la première dont il ait pris l'initiative devant la Conférence.

M. de Macedo est d'avis qu'il y a lieu de procéder, dans le cas dont il s'agit, comme la Conférence l'a fait pour les autres propositions qui ont été régulièrement introduites, c'est-à-dire qu'on discute celle-ci comme on a discuté tous les autres amendements aux articles du chapitre 6.

Lord Vivian dit que ses critiques n'ont porté que sur l'opportunité de l'amendement et sur le caractère technique des mesures indiquées, et non sur le principe de l'interdiction des spiritueux falsifiés ou frelatés, qui serait hautement désirable.

L'amendement suggéré par M. Sanford ayant maintenant revêtu la forme d'une proposition régulièrement introduite par les Plénipotentiaires

des Etats-Unis au nom de leur Gouvernement, celle-ci doit, pour cette seule raison, être prise en sérieuse considération par la Conférence. Son Excellence demande que le texte, avec l'exposé des motifs, en soit communiqué aux Plénipotentiaires, afin qu'ils puissent réclamer les instructions de leurs Gouvernements.

M. le Président dit que la proposition sera distribuée à tous les membres de la Conférence, et que la discussion aura lieu dans une séance ultérieure.

L'article 3 est adopté sous cette réserve.

La Conférence adopte ensuite l'article 4.

A l'article 5, M. le Comte d'Alvensleben fait la déclaration suivante :

« Lors de la discussion sur l'article 11, chapitre 1^{er}, dans la séance plénière du 7 mai, j'ai déclaré que les dispositions arrêtées pour le commerce des armes paraissent incomplètes au Gouvernement Impérial, sans le concours des colonies du Cap.

« Le Gouvernement Impérial est d'avis que de semblables difficultés se feront sentir quant aux alcools, et même dans une plus large mesure.

« En conséquence, nous avons été chargés de déclarer que le Gouvernement Impérial compte sur les bons offices du Gouvernement de la Reine en vue d'amener les colonies de l'Afrique du Sud à prendre des mesures sévères pour contrôler le commerce des alcools, ainsi que leur introduction dans la zone déterminée à l'article 1 de ce chapitre et dans les territoires se trouvant en contact direct avec cette dernière.

L'article 5 est adopté sans autre observation.

A l'article 6, M. Sanford prend la parole pour faire la déclaration suivante :

« Notre Gouvernement, écartant la question de la compétence de la Conférence, mais reconnaissant que les spiritueux et les armes sont de puissants agents de la traite, adhérera avec empressement à toutes les mesures que prendrait la Conférence pour en régler le trafic ; il aurait volontiers accepté le maximum des droits proposé par l'Angleterre.

« Les Etats-Unis n'ont jamais manqué d'apporter leur appui moral et le concours actif qu'ils pouvaient donner aux autres nations civilisées, désireux de protéger des indigènes ignorants contre les influences néfastes et démoralisatrices de ce déplorable trafic des spiritueux.

« Bien que n'ayant pas d'intérêt territorial sur le continent africain, mais à seule fin d'aider au contrôle du trafic des armes et des spiritueux par un système uniforme de droits dans les ports de l'Afrique ;

« Dans le but de contribuer à la répression de ce trafic parmi les populations de la côte, ainsi que parmi les peuplades indigènes de l'intérieur ;

« Et en vue de l'utilité de faire adopter ce système préventif sur tout le contour du continent africain ;

« Notre Gouvernement nous autorise à dire que les Etats-Unis prêteront volontiers leurs bons offices pour faire adopter par le Gouvernement de Libéria des mesures répressives semblables à celles qui seraient acceptées par les autres Puissances, et ce relativement aux armes et aux spiritueux, afin d'écarter la possibilité que le littoral et les territoires libériens deviennent une exception aux dispositions protectrices que la Conférence prendra pour la répression de ce trafic cruel.

« Pour ces mêmes causes, et seulement parce que ces deux articles sont

liés intimement à la répression de la traite, nous sommes autorisés à déclarer que le Gouvernement des Etats-Unis s'empressera de renoncer à ses droits de franchise à l'entrée des spiritueux et des armes au Congo, au même degré que les autres Puissances. Il ne doute pas que les industriels et négociants américains, intéressés dans ce commerce, céderont pour une telle cause et avec le même empressement les privilèges acquis par la Déclaration de Washington. »

M. le Président croit être l'interprète de la pensée de ses collègues en remerciant M. Sanford de cette déclaration, qui fait connaître les vues éclairées du Gouvernement des Etats-Unis sur la question dont la Conférence s'est occupée aujourd'hui. L'Assemblée ne peut qu'accueillir avec grande satisfaction ce qui vient d'être dit au sujet d'une intervention des Etats-Unis auprès du Gouvernement de la République de Libéria, en vue d'amener son adhésion à l'Acte général, adhésion qui devra être demandée prochainement.

M. Van Etvelde, se référant à une déclaration qui vient d'être faite, dit que les Plénipotentiaires de l'Etat Indépendant du Congo estiment qu'aucune stipulation internationale ne pourrait limiter le droit que possède leur Gouvernement de restreindre un trafic qu'il considère comme incompatible avec la conservation des populations qui lui sont soumises.

M. le Président répond que chaque Etat a le droit de veiller à sa propre conservation, et que, par conséquent, il peut prohiber un commerce qui nuirait aux habitants de son territoire. Ce principe ne saurait être contesté.

L'article 6 est adopté.

La séance est levée.

ANNEXE N° 1.

Rapport de la Commission chargée d'examiner les mesures relatives au trafic des spiritueux.

CHAPITRE VI.

Messieurs,

La Conférence, pour remplir la mission qui lui est dévolue, avait à rechercher avant tout les moyens de combattre directement et immédiatement la traite. Cette partie de sa tâche, elle l'a accomplie en élaborant les résolutions destinées à former les cinq premiers chapitres de l'Acte général.

Mais, sous peine de laisser son œuvre inachevée, elle avait à résoudre un autre problème qui préoccupe, presque au même titre que la traite des noirs, beaucoup d'esprits soucieux du progrès de la civilisation en Afrique.

La Conférence de Berlin, dont celle de Bruxelles est en quelque sorte et dans un certain sens l'héritière et la continuation, lui avait, sous ce rapport, tracé la voie. A Berlin, les Puissances ont souscrit l'engagement, d'une part, de concourir à la suppression de l'esclavage et surtout de la traite des noirs ; de l'autre, de veiller à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence.

Ce but élevé sera-t-il atteint ? Les Puissances auront-elles rempli le devoir de haute tutelle qu'elles ont assumé sur les populations africaines aussi longtemps que certaines d'entre elles demeureront exposées à tous les périls, à la dégradation qu'entraîne pour elles, plus encore que pour les populations de race blanche, l'abus des boissons spiritueuses ?

La Conférence de Berlin ne le pensa pas, et, dans sa séance du 22 décembre 1884, elle adopta un vœu ainsi formulé :

« Les Puissances représentées à la Conférence, désirant que les populations indigènes soient prémunies contre les maux provenant de l'abus des boissons fortes, émettent le vœu qu'une entente s'établisse entre elles pour régler les difficultés qui pourraient naître à ce sujet, d'une manière qui concilie les droits de l'humanité avec les intérêts du commerce, en ce que ces derniers peuvent avoir de légitime. »

Ce vœu, dans une forme d'une heureuse concision, précise tous les éléments du problème. Celui-ci ne saurait être résolu que par l'entente des Puissances.

La solution à rechercher doit s'inspirer, avant tout, des droits de l'humanité, des intérêts des populations; mais cet intérêt supérieur doit se concilier cependant, autant que possible, avec un autre intérêt, respectable aussi, celui du commerce.

Depuis que les Puissances réunies à Berlin ont émis ce vœu, l'opinion publique n'a cessé de se préoccuper de la question. Celle-ci a fait l'objet des débats les plus intéressants dans les deux Chambres du Parlement britannique et au Reichstag allemand.

Le 24 avril 1888, la Chambre des Communes adoptait à l'unanimité la résolution suivante :

« Que cette Chambre, considérant les effets désastreux, moraux et physiques du trafic des spiritueux parmi les races non civilisées et le tort qu'ils font au commerce légitime, appuie cordialement le Gouvernement impérial et colonial dans ses efforts pour supprimer le trafic des liqueurs spiritueuses dans tous les territoires africains placés sous son influence ou son contrôle. »

Et, un an plus tard, le 14 mai 1889, le Reichstag votait cette proposition :

« Le Reichstag a résolu de requérir les Gouvernements fédéraux de prendre de nouveau en considération si et comment le trafic des spiritueux dans les colonies allemandes pourrait être effectivement restreint, soit par la prohibition, soit par la limitation. »

En dehors des parlements, la question a été agitée par la presse de divers pays, et discutée dans les réunions publiques. Enfin la Conférence, depuis le commencement de ses travaux, ne cesse de recevoir de nombreuses pétitions signalant comme une mesure nécessaire l'établissement de restrictions au commerce des boissons fortes en Afrique.

La Conférence doit à l'initiative du Gouvernement britannique d'être officiellement saisie de la question. Dans la séance du 14 mars 1890, MM. les Plénipotentiaires d'Angleterre déposèrent à cet effet une proposition dont ils exposèrent les motifs. Nous reproduisons le texte à l'annexe n° 2 ci-après.

Il ne paraît pas impossible de résumer cette proposition en quelques mots.

Elle divise les races africaines en trois groupes. Les deux premiers comportent, d'un côté, les populations qui habitent le bassin du Niger moyen et le Soudan occidental, de l'autre, les tribus fixées au cœur de l'Afrique. Ces deux groupes d'indigènes, qui occupent une partie considérable du continent africain, ne consomment pas, jusqu'à présent, de spiritueux; il importe avant tout de les préserver de l'invasion du mal. La proposition anglaise considère qu'il faut prohiber d'une façon absolue l'entrée des boissons distillées dans ces pays et y interdire leur fabrication.

Le troisième groupe comprend les indigènes de la côte, qui sont plus ou moins en contact avec la civilisation et ont ainsi acquis l'habitude des boissons fortes. Ici l'abus existe; des besoins, factices il est vrai, ont été créés, le commerce peut revendiquer dans une certaine mesure le droit de les satisfaire; c'est le cas, comme l'exprime le vœu de la Conférence de Berlin, de tenter la conciliation des intérêts supérieurs de l'humanité avec les exigences légitimes du commerce. Aussi le projet, pour ces régions côtières, se borne-t-il à établir des restrictions au trafic des spiritueux par l'imposition

d'un droit minimum d'importation et d'un droit d'accise équivalent sur les spiritueux fabriqués dans le pays.

Le Gouvernement de la Reine présentant les objections que rencontrerait l'établissement immédiat du droit de 200 francs par hectolitre, qu'il avait d'abord eu en vue, proposa un droit d'entrée représentant 50 francs par hectolitre d'alcool à 50° centigrades, droit dont il ne considérerait l'établissement que comme une mesure provisoire et temporaire, sujette plus tard à révision et augmentation.

L'examen de ce projet a été renvoyé à une Commission composée de MM. les Plénipotentiaires d'Allemagne, de Belgique, d'Espagne, de l'Etat indépendant du Congo, des Etats-Unis d'Amérique, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, des Pays-Bas, de Portugal, de Suède et Norvège et de Turquie.

Bien qu'une discussion immédiate, au fond, ne parût guère possible, la plupart des Plénipotentiaires se trouvant dépourvus des instructions nécessaires, il fut convenu que la Commission procéderait à une revue préliminaire du projet et, dès le lendemain du dépôt de celui-ci, le 15 mars, cette Commission se réunirait pour procéder à cet échange de vues.

Elle désigna comme rapporteurs Lord Vivian, MM. de Macedo, Göhring et Van Maldeghem.

Ceux-ci, Messieurs, ont pensé que, pour remplir le devoir que vous leur avez fait l'honneur de leur confier, il leur suffirait de résumer et d'analyser, séance par séance, les délibérations de la Commission. En procédant de cette façon, ils feront passer sous vos yeux les phases successives qu'a traversées l'étude du problème et donneront, des résolutions auxquelles la Commission s'est arrêtée, un fidèle commentaire.

Séance du 15 mars 1890.

Il ne pouvait être question dans cette réunion, nous venons de le dire, que d'un échange de vues préliminaire, et cependant, dès la première heure, le terrain sur lequel le débat allait s'établir fut nettement délimité. Le principe de l'interdiction absolue de l'entrée des alcools dans la partie non encore contaminée de la zone parut, dès l'abord, rencontrer l'adhésion des Plénipotentiaires.

Le résultat, sans doute, s'il était appelé à être définitivement acquis, était considérable et bien fait pour réjouir ceux que préoccupe surtout l'avenir moral des populations nombreuses que le mal n'a pas encore touchées. Une barrière, que la volonté commune des Puissances s'efforcera de rendre infranchissable, préservera de l'invasion de la contagion, d'une part, cette vaste région qui constitue le bassin du Niger moyen et le Soudan occidental et que peuplent, suivant certaines évaluations, plus de 40 millions d'habitants; de l'autre, les territoires du Haut-Congo, d'une immense étendue, eux aussi, non moins peuplés non plus et qui forment le centre et le cœur de l'Afrique.

Sur ce point, aucune discussion ne s'éleva dans cette première séance.

Le débat ne devait surgir qu'à propos du chiffre du droit proposé pour la zone déjà contaminée.

Son Excellence M. le Ministre des Pays-Bas, qu'une indisposition empêchait d'assister à la séance, y fit présenter, par M. de la Fontaine Verwey, des observations dans lesquelles il insistait vivement sur l'intérêt commercial engagé dans la question. Il y faisait remarquer combien il importait de ne pas froisser des intérêts légitimes en cherchant une juste mesure de conciliation. D'après lui, le droit de 50 francs par hectolitre représenterait plus de deux fois la valeur de la marchandise et équivaldrait à une véritable prohibition. Aussi son Excellence pensait-elle que ce chiffre devait être considérablement abaissé. Dans une note lue par lui, M. de la Fontaine Verwey préconisait l'établissement d'un droit de 25 0/0 de la valeur des différentes

espèces de spiritueux ordinaires, dits de négoce. Cette note figure parmi les annexes du présent rapport, sous le n° 3.

A son sujet le premier Plénipotentiaire d'Angleterre faisait observer que les considérations développées par M. de la Fontaine portaient presque toutes du point de vue commercial; que les intérêts du commerce sont très respectables jusqu'à un certain point, mais que les Puissances exerçant une action en Afrique ne sauraient jamais permettre à cet intérêt de prévaloir sur ceux, infiniment supérieurs, des populations confiées à leur tutelle.

M. le Président, après avoir recherché dans les actes de la Conférence de Berlin les origines de la question à débattre, se livra à l'examen des propositions dont la Commission était saisie, et lui fournit des renseignements sur les tarifs auxquels est soumise actuellement l'importation des liqueurs fortes en Afrique.

Il montra par cet exposé qu'il ne s'agit pas de créer des barrières qui n'existeraient nulle part en Afrique. Des tarifs y sont établis, dont plusieurs sont plus élevés que ceux proposés. On ne change donc pas radicalement la situation.

Cependant, dans cette ligne de douane, il se rencontre une solution de continuité par laquelle les alcools passent en toute liberté et pénètrent sans obstacle jusqu'au cœur de l'Afrique. Il s'agit d'une grande partie du bassin conventionnel du Congo.

Si l'on ne prenait aucune mesure, ce serait laisser exemple de tout droit l'entrée des alcools dans les territoires qui se trouvent compris dans cette partie du bassin. A ce point de vue, il n'est pas douteux qu'il y ait quelque chose à faire; et, rappelant qu'à la Nouvelle-Guinée on a prohibé le commerce des alcools, que la même prohibition a été stipulée pour les îles Samoa, M. le baron Lambertmont exprima le sentiment que la Conférence, appelée à examiner les mesures à prendre pour préserver la région non encore contaminée, ne peut rester en deçà de ce qui a été fait pour d'autres contrées qui se trouvaient dans le même cas.

M. Banning, de son côté, fit observer qu'un droit de 25 0/0 par hectolitre à 50° ne s'élèverait pas, en réalité, au-dessus de 6 à 8 francs. Un calcul plus rigoureux lui permit plus tard d'affirmer qu'un droit *ad valorem* de 25 0/0 représentait exactement un droit spécifique de fr. 6,25 par hectolitre.

Une autre série d'observations non moins intéressantes fut présentée par M. de Castilho, Délégué portugais. Il fit remarquer qu'en dehors de la zone à laquelle s'applique le projet anglais, zone qui est la même que celle tracée pour le commerce des armes, il existe des pays qui, actuellement, frappent l'importation des alcools de droits plus élevés que celui proposé. Mais rien n'empêche que ces droits, dans l'avenir, ne soient abaissés et que, grâce à cette diminution, les alcools ne pénètrent par ces régions dans l'intérieur du continent. Pourquoi, se demande M. de Castilho, restreindre la zone au 22° latitude sud et au 20° latitude nord?

Cette observation visait les colonies anglaises du Cap et de Natal. Son Excellence Lord Vivian y répondit aussitôt en faisant connaître à la Commission la loi actuellement en vigueur à Natal et frappant des peines les plus rigoureuses ceux qui vendent à un indigène ou lui fournissent, de quelque autre manière que ce soit, des liqueurs spiritueuses ou fermentées.

Puis M. de Castilho montra la difficulté d'appliquer un droit d'accise aux alcools fabriqués dans le pays. Comment atteindre la fabrication domestique?

Nous aurons groupé les éléments principaux de cet échange de vues en relevant une observation de M. Van Eetvelde, qui communiqua à la Commission un décret pris, le 17 décembre 1887, par le Souverain indépendant du Congo, décret par lequel le trafic des spiritueux est virtuellement interdit dans les régions du Haut-Congo, c'est-à-dire dans tout le territoire de l'Etat situé au delà de la rivière Inkissi, par l'imposition aux trafiquants de bois-

sons alcooliques d'une licence dont la délivrance, entre autres conditions, est subordonnée au paiement annuel d'une somme de 2,000 francs par éta-blissement de commerce et de 3,000 francs par bateau ou embarcation servant au trafic.

Grâce à ce décret, dit M. Van Eetvelde, les régions du Haut-Congo sont pratiquement fermées à l'importation, et le but que le projet anglais a principalement en vue se trouve d'avance atteint pour ces régions.

Séance du 27 mars 1890.

Quand, après une séparation de douze jours, la Commission se réunit pour la seconde fois, la plupart de ses membres se trouvaient en situation de rendre compte des vues de leurs Gouvernements.

Son Excellence M. le Ministre de Portugal déclara que son Gouvernement approuvait non seulement les idées humanitaires qui inspirent les propositions anglaises, mais aussi le but qu'elles poursuivent et la nature des moyens qu'elles suggèrent. Il se réservait seulement de les discuter après avoir entendu ses collègues, et signalait quelques points qui nécessitaient des explications préalables. Notamment, les produits de la fabrication indigène doivent-ils être frappés ? Ils sont généralement inoffensifs, soit qu'on les considère comme des boissons distillées ou simplement fermentées. L'impôt sur les eaux-de-vie indigènes sera d'une perception difficile dans des régions où la fabrication est divisée jusqu'à l'infini. Les mauvais alcools seront importés en quantité d'autant plus grande qu'il y aura moins de production locale.

De son côté, M. Gohring fit connaître la manière de voir du Gouvernement allemand. L'Allemagne, dit-il, n'a pas d'idées préconçues : elle n'est ni aveuglément favorable, ni aveuglément hostile au commerce des alcools ; elle se place à un point de vue opportuniste. Lorsqu'il y a possibilité et utilité, elle défend ce commerce. Tel était le cas pour l'archipel de la Nouvelle-Guinée. A la côte orientale, où le goût des alcools existe moins, l'Allemagne n'a pas pris de mesures extraordinaires. Au sud-ouest elle hésite, parce que si un régime restrictif était établi, le commerce légitime en pâtirait, aussi longtemps que l'administration fiscale se trouve exposée à des difficultés. A la côte occidentale, les fonctionnaires allemands, auxquels personne ne contestera le sentiment de leur responsabilité pour le bien-être de la population indigène, n'ont pas jusqu'à présent jugé nécessaire de proposer des mesures restrictives : ils espèrent qu'avec le progrès de la civilisation l'usage des alcools diminuera graduellement. Les droits existants ont paru suffisants, et pour les augmenter il faudrait agir avec beaucoup de prudence. Selon l'avis du commerce allemand, un droit de 50 francs entraînerait une perturbation complète. C'est dans cet ordre d'idées que les Plénipotentiaires allemands s'approprient en grande partie les observations présentées par M. le Délégué des Pays-Bas.

Pour M. Gohring, le projet anglais laisse certaines questions non résolues. Comment délimiter les zones de prohibition et surveiller leurs frontières ? Comment et au prix de quels sacrifices empêcher dans la zone de prohibition la fabrication des boissons par les indigènes ? Y aura-t-il pour les pays limitrophes un engagement de s'entraider afin d'assurer la répression de la contrebande ? Si des possessions africaines se trouvent entre les mains de Compagnies à chartes, quelles garanties aura-t-on que ces Compagnies n'établiront pas une différence à leur avantage et au détriment de leurs concurrents ? Puis vient la question des droits différentiels et celle de l'exportation des produits fabriqués dans la zone. Pour ces motifs et d'autres sur lesquels il se réserve de revenir, M. Gohring croit que si la Conférence veut s'engager dans la voie d'une forte imposition, ce ne saurait être qu'à titre

d'essai, de mesure provisoire sujette à révision. Quant au montant du droit, il regarde la proposition faite par les Représentants des Pays-Bas comme un point de départ.

Lord Vivian, lui aussi, émet l'avis qu'il faut commencer par faire un essai : le régime à établir devra être révisé au bout d'un certain temps. Mais Son Excellence ne croit pas, comme M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne, qu'il soit difficile de protéger la zone de prohibition. Celle-ci se protégera d'elle-même. Les spiritueux, en effet, ne se transportent à l'intérieur de l'Afrique que par les grands fleuves, les transports par terre étant trop coûteux. Le transit sera aisément arrêté sur les grands fleuves tels que le Niger, le Congo, le Zambèze, qui pénètrent au cœur de l'Afrique et jusqu'aux régions qu'on veut sauvegarder. Le plus grand désir du Gouvernement de la Reine est d'arriver à protéger ces populations contre le fléau qui les menace. A la côte, il faudra se borner à chercher les moyens de restreindre le mal, autant que possible.

M. le baron Gericke de Herwynen dit qu'il a été heureux d'entendre M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne prendre comme point de départ la proposition néerlandaise. En formulant cette proposition, le Gouvernement hollandais a été aussi loin que possible dans la voie des concessions. La moyenne de 25 0/0 de la valeur est d'autant plus raisonnable que dans plusieurs colonies les droits d'entrée sont moins élevés que celui proposé par les Représentants des Pays-Bas, et Son Excellence cite la Côte des Esclaves où le droit est de 6 francs par hectolitre, Cameroun où il est de fr. 12,50, Ambriz, la République Sud-Africaine et Zanzibar où il est respectivement de 6, 10 et 25 0/0 de la valeur.

Mais cette dernière observation rencontre aussitôt divers contradicteurs. Lord Vivian fait remarquer que les colonies citées étant presque toutes groupées autour de la zone de liberté commerciale, les droits actuels sont plus ou moins artificiels et imposés par les nécessités de ce voisinage.

M. le docteur Ballay dit qu'à Zanzibar la population est musulmane et ne consomme pas d'alcool.

La proposition anglaise a été chaleureusement appuyée par MM. les Plénipotentiaires français.

Son Excellence M. Bourée a déclaré avoir pour mission de marquer l'entière approbation du Gouvernement de la République à l'exposé des motifs anglais. La France n'a pas attendu, dit M. Bourée, que le débat actuel fût ouvert pour témoigner, à propos de la question des boissons spiritueuses, des sentiments humanitaires qui l'animent. Dans presque toutes ses colonies, la France a établi des droits plus élevés que ceux proposés par les Plénipotentiaires anglais et qui, sur certains points, montent presque au double.

Nous aussi, poursuit M. le Ministre de France, nous nous sommes demandé ce que deviendrait ce vaste continent si, aux dévastations causées par les chasses à l'homme, venaient se joindre les ravages dus aux boissons spiritueuses.

Sans doute, les intérêts du commerce légitime devront être sauvegardés dans certaines limites, mais les Plénipotentiaires français sont autorisés à faire connaître que leur concours est acquis d'avance aux propositions les plus sévères et par conséquent les plus efficaces.

Cette déclaration de M. le Ministre de France mit fin au débat général, et la Commission aborda l'examen détaillé de la proposition anglaise.

Dans la séance précédente, M. Banning avait émis l'avis qu'il importait de compléter le texte du § I en y ajoutant les mots : et aux îles adjacentes jusqu'à 100 milles marins de la côte, comme on l'a fait à l'article VIII du chapitre délimitant la zone de prohibition du commerce des armes.

Cet amendement, reproduit à la séance du 27 mars, ne rencontra pas d'opposition, mais le principe même de la détermination d'une zone fit naître certaines observations. M. le Ministre de France aurait préféré que la prohibition fût absolue et s'étendit à tout le continent africain.

M. le Ministre de Portugal ne voyait pas non plus l'utilité de délimiter la zone assignée au régime des alcools. Pourquoi n'y pas comprendre certaines colonies anglaises ? Il est vrai qu'elles frappent les spiritueux de droits élevés, mais le même argument pourrait être invoqué pour les colonies portugaises pour lesquelles, sauf à Ambriz et Ibo, le droit est supérieur à 50 fr.

M. le Président d'une part, Son Excellence Lord Vivian de l'autre, répondirent qu'il ne faut pas entraver inutilement le commerce en élargissant trop la zone de restriction ; que la zone à établir est la même que celle adoptée pour le commerce des armes et comprend toutes les régions dont la population doit être particulièrement protégée ; que les colonies autonomes auxquelles il est fait allusion défendent, sous les peines les plus sévères, la vente des alcools aux indigènes, et que les alcools ne se transportent pas à de grandes distances par terre.

Cet échange d'observations amena M. le Ministre de France à se demander s'il ne serait pas possible de faire pour les alcools ce qu'on a fait pour les armes et de dire que les Puissances signataires ou exerçant des protectorats en Afrique, dont les possessions se trouvent en contact immédiat avec la zone, s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher que les alcools n'y pénètrent.

Cette suggestion donnait, dans une large mesure, satisfaction aux observations de M. le Ministre de Portugal. Elle fut dès l'abord accueillie avec faveur, bien que M. le Plénipotentiaire de Portugal ait déclaré ne pouvoir se prononcer d'une manière définitive.

Nous verrons dans la suite de notre rapport qu'elle a servi de base à la rédaction de l'article 5 du projet adopté par la Commission.

La rédaction du paragraphe premier du projet anglais soulevait une autre question de fait. Elle ne distingue pas les deux parties de la zone auxquelles s'appliquent les différents régimes proposés. Quelles régions seront soumises au régime de la prohibition ? Dans quelles autres s'appliquera le régime de la tarification ? Ne conviendrait-il pas de les délimiter ?

A ce sujet diverses opinions se firent jour. Son Excellence M. le Ministre des Pays-Bas estimait que la région dans laquelle l'importation des alcools resterait autorisée, moyennant le paiement d'un droit, pourrait s'étendre jusqu'à 300 kilomètres de la côte. Lord Vivian fit remarquer que les alcools ne sauraient guère atteindre des régions situées à 300 kilomètres de la côte, et M. le Ministre de France émit l'avis qu'il y a là un point de fait qui doit être abandonné à l'appréciation de chaque Puissance. M. le Président fit observer que cet objet doit être réglé dans le projet ; que le commerce ne peut rester dans l'ignorance des limites endéans lesquelles l'importation sera permise ; que chaque Gouvernement devrait être tenu de faire connaître la ligne de démarcation en ce qui le concerne.

Ce sentiment était appelé à recevoir la sanction de la Commission qui a déposé la formule de la proposition suggérée par M. le Ministre de France dans le paragraphe 2 de l'article 2 de son projet.

Au paragraphe 2, M. le baron Lambermont ayant fait observer que la rédaction suppose la fabrication des boissons distillées destinées à l'exportation, que le texte ne comporte donc pas une interdiction absolue, Son Excellence Lord Vivian émit l'avis que si l'on prohibe l'entrée des boissons distillées dans la zone dont il s'agit, il faut absolument y défendre aussi la fabrication, et il dit que l'intention des Plénipotentiaires anglais était de prohiber la fabrication des boissons distillées, mais non celle de la bière. Comment, en effet, permettre cette fabrication et empêcher la consommation par les indigènes ?

Cette manière de voir entraînait la nécessité de modifier la rédaction du paragraphe 2.

M. Cogordan, second Plénipotentiaire de France, suggéra l'idée d'étendre aux alcools le régime d'entrepôt adopté pour les armes, ce qui amena M. le Président à faire remarquer que dans la zone de prohibition l'entrepôt paraît peu nécessaire. Les Gouvernements prendront des mesures pour empêcher d'une manière absolue l'entrée des alcools, sauf pour des quantités limitées, destinées à l'usage des non-indigènes. Par contre, dans la zone des tarifs, la question de l'entreposage se présente naturellement. M. le baron Lambermont promit de présenter à la prochaine séance une formule qui servit de base à la discussion. Cette formule constitue l'article 4 du projet distribué le 31 mars 1890. Nous verrons plus tard que la Commission, en dernière analyse, a renoncé au régime d'entrepôt indiqué par M. Cogordan.

L'examen du paragraphe 4 remettait en discussion le taux du droit d'entrée à percevoir dans les régions qui échappent au régime de la prohibition absolue. A ce sujet, M. le Plénipotentiaire des Pays-Bas proposa d'établir une distinction : le droit d'entrée pour les alcools au-dessous de 50 0/0 serait de fr. 6,25 l'hectolitre ; il serait double pour les alcools au-dessus de 50°. Cette proposition ne pouvait rencontrer l'adhésion de MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, qui déclarèrent que dans leur pensée le droit de 50 fr. par hectolitre était un minimum qui pouvait être augmenté par la suite.

A M. Gohring, qui signalait le danger de voir se multiplier les fabriques indigènes d'alcool et la contrebande s'étendre sous l'action d'un droit d'importation trop élevé, Son Excellence Lord Vivian répondit en demandant si le droit proposé était en réalité si élevé. Il ne faut pas prendre comme point de comparaison exclusif, pensait Son Excellence, la liberté absolue qui existe dans une partie du bassin conventionnel du Congo. Le commerce anglais fait des opérations dans les pays où existe le droit de 50 francs, et il est parfaitement en état de soutenir la concurrence.

Ces vues divergentes amenèrent M. le Président à insister sur l'idée de soumettre le régime des alcools à une révision périodique. Pour le régime des armes, la faculté de reviser a été stipulée. Ne conviendrait-il pas de chercher une formule qui arrêât une disposition du même genre pour le régime des alcools ? On pourrait n'arriver que graduellement au chiffre de 50 francs.

Cette proposition d'élever graduellement les droits et de soumettre à révision, au bout d'un certain temps, les résolutions de la Conférence, ne reçut pas tout d'abord l'accueil favorable auquel elle était finalement destinée. L'accord n'était pas fait, et la séance fut levée sans que rien à ce sujet fût arrêté.

Séance du 4^{er} avril 1890.

A la suite des observations échangées aux précédentes séances de la Commission sur le projet anglais, le Bureau avait fait distribuer, sous la date du 31 mars, un texte nouveau de ce projet, texte tenant compte des rédactions demandées dans la séance du 27 mars. C'est sur ce texte, reproduit ci-joint en annexe sous le n° 4, que s'ouvrit le débat.

Il se produisit tout d'abord quelques observations de détail qu'il importe de signaler.

Sur la proposition de M. le Ministre de France, la Commission décida d'ajouter au paragraphe 2 de l'article 3, après maintien, les mots : ou à l'établissement, à l'effet de réserver la liberté d'action des Puissances à l'égard des régions où aucune taxe sur les spiritueux n'aurait été établie jusqu'à présent.

M. Gohring ayant demandé si le régime des droits différentiels subsisterait ou devrait disparaître à la suite de l'adoption du projet, M. Ballay défendit le droit de chaque Etat de maintenir dans ses colonies le régime de ces droits.

M. le Président fit d'abord observer que la question ne pouvait surgir que

pour les régions soumises au droit d'entrée, à l'exclusion de la zone d'absolue prohibition. Au nombre des premières se trouve la partie du bassin conventionnel du Congo où l'on se propose d'établir le régime douanier. Là, assurément, le principe de l'égalité proclamé par la Conférence de Berlin s'oppose à tout traitement différentiel, et les alcools ne pourraient y être taxés différemment d'après leur origine. Mais, en dehors de cette partie du bassin conventionnel, chaque Puissance conserve sa liberté, à condition de ne pas descendre au-dessous du minimum qui sera fixé par la Convention.

Ces questions réglées, la Commission reprit la discussion au point où elle l'avait laissée à la dernière séance. Quel serait le taux du droit d'entrée ? N'y a-t-il pas place pour une combinaison transactionnelle entre le droit de 50 francs inscrit dans la proposition anglaise et celui indiqué par M. le Ministre des Pays-Bas ? Le droit quelconque accepté comme droit normal sera-t-il établi immédiatement ou seulement atteint par gradation ? Ne convenait-il pas de réserver la faculté de reviser le régime auquel on s'arrêterait ?

L'accord s'établit aisément sur quelques-unes de ces propositions.

La Commission admit le principe de l'échelle des droits et décida que le régime à établir serait l'objet, de la part des Puissances, d'une révision à des époques à déterminer.

Il fut entendu aussi que les constatations auxquelles la révision donnera lieu auront pour objet d'apprécier les effets produits par le régime adopté sur le développement moral et économique des populations africaines. Comme lord Vivian l'a fait observer, la révision se fera dans l'intérêt de l'humanité et non dans celui du commerce. Le but final à atteindre, ainsi que l'a dit Son Excellence M. Bourée, c'est la réduction de l'importation des alcools, la cessation des effets pernicieux qu'entraîne l'excès de la consommation. Le commerce, pendant quelque temps du moins, souffrira peut-être, mais cette considération ne doit pas arrêter la Commission. Les intérêts de la civilisation doivent l'emporter sur tous les autres.

Il restait à fixer le droit minimum. Les Plénipotentiaires de l'Angleterre, liés par leurs instructions, maintenaient le chiffre de 50 francs comme minimum ; de son côté, M. le Ministre des Pays-Bas proposait fr. 7,50. Entre ces deux chiffres venait se placer un autre chiffre, indiqué par M. Sanford, un des Plénipotentiaires des Etats-Unis. Celui-ci, bien qu'il ne trouvât pas le minimum indiqué au projet anglais excessif, déclara qu'il avait consulté plusieurs commerçants engagés dans le trafic en Afrique et que, d'après ces commerçants, un droit de 15 francs par hectolitre à 50° ne pouvait amener aucune perturbation dans le commerce. M. Sanford suggérait donc l'établissement d'un droit de 15 francs.

Il y avait lieu, en outre, de déterminer la durée de la période de révision.

M. le baron Gericke de Herwynen émit l'avis que la révision devait se faire après six ans seulement, avec faculté d'augmenter le droit après trois ans, dans une mesure à fixer.

L'accord sur ce point semblait moins aisé à atteindre, malgré le commun désir d'arriver à une entente, lorsque M. le Ministre de France, en vue de faciliter un accord qui était dans les vœux de tous, formula un système transactionnel destiné à servir de base aux négociations.

Ce système se résumait en ces termes : chaque Gouvernement se réserve la liberté d'établir son échelle de progression des droits, le point de départ ne pouvant être inférieur à 15 francs. Les Puissances s'engagent les unes envers les autres, et quel que soit leur point de départ, à élever leur taux pendant cinq ans. Au bout de cinq ans, on comparera les résultats obtenus et l'on arrêtera d'après ces résultats un taux uniforme. Ce système serait applicable à toute la zone des tarifs.

M. le Ministre de France donna une rédaction définitive à cette formule après la séance.

Nous la reproduisons en annexe sous le n° 3.

Il demeura entendu que cette proposition transactionnelle serait, avec le projet anglais, soumise par les Plénipotentiaires à l'appréciation des Gouvernements.

Nous aurons relaté les principaux incidents du 1^{er} avril en rendant compte d'un amendement présenté par M. Sanford à l'article 3 Désireux de voir prendre des mesures qui empêchassent l'empoisonnement des populations indigènes par les boissons nuisibles ou falsifiées, M. le second plénipotentiaire des Etats-Unis proposa d'ajouter à cet article un paragraphe ainsi conçu : « L'entrée des spiritueux de nature à altérer gravement la santé est interdite. La falsification constatée par analyse des experts entraînera la confiscation et la mise hors d'usage du corps du délit. » Par suite d'une absence de son auteur, cet amendement n'a pu être discuté par la Commission. Il sera soumis à la Conférence.

Séance du 30 avril 1890.

Lorsqu'après une séparation de près d'un mois la Commission se réunit le 30 avril, les Plénipotentiaires se trouvèrent en situation de soumettre à leur Gouvernement les propositions diverses sur lesquelles avait porté l'échange de vues antérieur. Leur égal désir d'arriver à un arrangement équitable se manifesta aussitôt et se traduisit en une proposition émanée de M. le Ministre des Pays-Bas.

Cette proposition, appelée à devenir avec quelques modifications que nous aurons l'occasion de signaler l'article 3 du projet de la Commission, était conçue en ces termes :

« Les Puissances ayant des possessions ou exerçant des protectorats dans
« les régions de la zone déterminée à l'article 1 où les spiritueux sont actuel-
« lement importés librement ou soumis à un droit d'importation inférieur à
« 15 francs par hectolitre, s'engagent à établir sur ces spiritueux un droit
« d'entrée qui sera de 15 francs par hectolitre à 50° centigrades pendant les
« trois années qui suivront la signature du présent Acte général.

« A l'expiration de cette période de trois ans, le droit pourra être porté à
« 25 francs pendant une nouvelle période de trois ans. Il sera, à la fin de la
« sixième année, soumis à révision, en prenant pour base une étude com-
« parative des résultats produits par ces tarifications, à l'effet d'arrêter
« alors, si faire se peut, une taxe minima dans toute l'étendue de la zone
« où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'article 2.

« Les stipulations qui précèdent ne font pas obstacle au maintien ou à
« l'établissement de taxes supérieures à celles mentionnées ci-dessus dans
« les régions où des droits plus élevés sont actuellement perçus. »

M. le comte d'Alvensleben déclara « que le Gouvernement impérial ne
« saurait en principe reconnaître qu'il existe un rapport intrinsèque entre la
« discussion des mesures concernant le commerce des alcools en Afrique et
« le but de la Conférence, qui vise la création d'une convention pour com-
« battre la traite. Selon l'avis du Gouvernement Impérial, la question des
« alcools se trouve au contraire en dehors du cadre du programme de la
« Conférence.

« Toutefois, afin de se montrer accessible au désir des Puissances amies,
« le Gouvernement Impérial ne veut pas se refuser à discuter cette question.
« En y consentant, le Gouvernement Impérial doit s'attendre à ce que la
« Conférence se laissera guider dans ses résolutions par les mêmes prin-
« cipes qui, à la Conférence de Berlin, ont été reconnus comme devant servir
« de direction à cet égard.

« Suivant ces principes, on servira le but humanitaire d'autant mieux et
« d'autant plus efficacement qu'on se gardera de changer brusquement l'état
« actuel des choses au détriment du commerce légitime et de tous les inté-
« rêts qui s'y rattachent, tant des indigènes que des Européens.

« Partant de ces points de vue, le Gouvernement Impérial considère la

« proposition transactionnelle suggérée par M. le Ministre de France comme
« une base utile pour arriver à une entente, pourvu que les modifications
« que M. le Plénipotentiaire des Pays-Bas désire y introduire y soient appor-
« tées. En conséquence, le Gouvernement Impérial a chargé ses Plénipoten-
« tiaires de se rallier entièrement à l'ensemble, tel qu'il résulte de la propo-
« sition française et des modifications que le Gouvernement des Pays-Bas
« demande à y introduire. »

La proposition néerlandaise fut l'objet d'un examen immédiat et d'une discussion qui porta principalement sur les deux points suivants : Les Puissances dont les possessions ou protectorats sont situés en dehors du bassin conventionnel du Congo et qui actuellement ne prélèvent aucun droit ou ne perçoivent qu'un droit inférieur à 15 francs, aliènent-elles la liberté d'établir des droits supérieurs à 15 francs ou d'élever au-dessus de cette limite les droits actuellement existants ? Est-il porté atteinte par le projet à la faculté dont elles disposent d'établir des droits différentiels ?

Le débat ne tarda pas à aboutir sur ces deux points à des solutions fort précises que consacre le texte définitivement adopté. Ces solutions apparaissent clairement quand on range par catégories, comme l'a fait M. le baron Lambermont en résumant la discussion, les diverses possessions d'Afrique.

Il y a d'abord celles où le droit perçu est supérieur à 25 francs. Ce sont, à la côte occidentale, l'archipel du Cap-Vert, le Sénégal, Sierra-Leone, la Gambie, Libéria, les établissements français et anglais de la Côte-d'Or, le protectorat du Niger, les îles de Saint-Thomas et du Prince, le Gabon, Angola, Benguela, Mossamèdes, et à la côte orientale les divers ports de Mozambique, Ibo excepté. La proposition néerlandaise ne mettait aucun obstacle au maintien ou à l'élévation des droits existants dans ces possessions. Ces droits, en aucun cas, ne seront abaissés au-dessous de 15 francs. Aucun désaccord ne pouvait naître à ce sujet.

Dans la deuxième catégorie, il faut ranger les possessions françaises et portugaises du Congo, l'Etat Indépendant du Congo et les possessions anglaises et allemandes situées dans le bassin conventionnel, du côté de l'océan Indien. Dans toute l'étendue de ce bassin et, sauf les possessions portugaises orientales et la zone côtière qui est placée sous la souveraineté du Sultan de Zanzibar, le régime de la liberté commerciale établi par le traité de Berlin est resté en vigueur jusqu'ici. Les alcools y seront dorénavant frappés d'un droit de 15 francs au début, avec majoration facultative au bout des trois premières années. Le texte, ici encore, ne peut donner lieu à aucun doute.

Viennent ensuite, pour la troisième catégorie, les colonies qui prélèvent un droit inférieur à 15 francs ou dans lesquelles l'importation est libre. Aux termes du projet néerlandais, les Gouvernements de ces colonies auront l'obligation de porter leur tarif à 15 francs. Après les trois premières années ils auront la faculté, mais non l'obligation, de l'élever à 25 francs, sans qu'il soit nécessaire de provoquer une entente préalable entre les Puissances. Ceci encore est d'évidence.

Mais on pouvait se demander si le texte néerlandais conservait à ces Gouvernements le droit de porter leur tarif à un droit supérieur à 15 francs pendant les trois premières années, supérieur à 25 francs pendant la seconde période.

Aussi, tandis que MM. les Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne et de Portugal revendiquaient pour tous les Gouvernements entière liberté à cet égard et le respect absolu du droit de souveraineté, M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne émettait-il un doute et annonçait-il l'intention d'en référer à son Gouvernement.

M. Banning proposa, pour faire droit à l'observation de MM. les Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne et de Portugal, un amendement au dernier paragraphe de la proposition néerlandaise, amendement

aux termes duquel il faudrait ajouter après : dans les régions où des droits plus élevés sont déjà actuellement perçus, les mots : ainsi que dans les Etats ou Colonies où les Gouvernements n'en sont pas actuellement empêchés par des arrangements internationaux.

Son Excellence M. Bourée, de son côté, formula une autre rédaction pour le dernier paragraphe du projet. Elle porte que les Puissances conservent le droit d'élever les taxes au-delà du minimum fixé par le présent article dans les régions où elles le possèdent actuellement.

Cette rédaction, à laquelle Son Excellence M. le Ministre des Pays-Bas se rallia sous les mêmes réserves toutefois que M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne, rencontra l'adhésion générale. Elle est devenue le dernier paragraphe de l'article 4 du projet de la Commission, et exprime clairement cette idée que les Puissances, en dehors du bassin conventionnel, et à condition de respecter le minimum de 15 francs, conservent le droit de maintenir ou d'établir des taxes plus élevées, si aucun engagement international ne les en empêche.

La question des droits différentiels soulevée à la fois par les Représentants de la France et ceux du Portugal ne reçut pas une solution moins précise.

MM. les Plénipotentiaires de France et de Portugal se sont attachés à démontrer le droit absolu de chaque Puissance de maintenir ou d'établir, le cas échéant, des droits différentiels, tout en reconnaissant que, dans le pays où de pareilles taxes seraient établies, le droit frappant les produits nationaux ne pourrait être inférieur au chiffre fixé comme minimum par la Conférence. Leurs Excellences ont demandé que cette déclaration fût inscrite au Rapport. Leur manière de voir, en tant qu'elle implique la solution d'une question juridique, n'a pas rencontré de contradiction.

Ces explications précisent la portée de la proposition néerlandaise.

Celle-ci ne pouvait être considérée que comme un terrain commun sur lequel il ne paraissait pas impossible d'établir une entente. Aussi, lorsque les explications que nous venons de résumer eurent nettement caractérisé la tendance, devait-il nécessairement se produire des réserves de divers côtés.

Lord Vivian, après avoir constaté avec satisfaction l'accord unanime de l'Assemblée pour établir la prohibition dans les régions non encore contaminées et remercié la Commission d'avoir arrêté cette mesure à laquelle le Gouvernement britannique attache un prix tout spécial, émit l'avis que l'adoption de la proposition faite par M. le Ministre des Pays-Bas, d'accord avec MM. les Plénipotentiaires d'Allemagne, bien qu'elle constitue une amélioration notable aux propositions antérieures, n'aurait pas pour effet de restreindre en quoi que ce soit l'importation des spiritueux en Afrique. Son Excellence attira l'attention de ses collègues africains sur ce fait que les misères, la démoralisation et la ruine qui ont atteint les populations africaines se sont produites sous l'empire du droit de 10 francs par hectolitre existant dans certaines parties de l'Afrique. Ce droit de 10 francs correspond à 10 centimes par litre. On propose un droit de 15 fr. l'hectolitre, c'est-à-dire de 15 centimes le litre. Lord Vivian se demande si l'on peut admettre que cette minime différence de 5 centimes puisse avoir pour effet de restreindre en quoi que ce soit l'importation des spiritueux en Afrique. Pour lui, il ne le croit pas.

M. le Ministre de France se rallia à cette manière de voir. D'après lui, il s'agit moins de concilier les intérêts du commerce avec ceux de l'humanité que d'abolir entièrement le commerce des alcools en Afrique.

M. le Ministre de Turquie appuya à son tour les vues exprimées par M. le Ministre d'Angleterre. Il ajouta que, si la Conférence adoptait purement et simplement la proposition qui lui est soumise, il exprimerait le désir que la zone de prohibition fût étendue autant que possible. Le Gouvernement ottoman a dans cette question un intérêt tout particulier. Il existe en Afrique des millions de musulmans auxquels leur religion défend l'usage des boissons alcooliques et qu'il importe de mettre à l'abri de tout contact perni-

cieux. Plus on rendra la législation rigoureuse, mieux cela vaudra ; le Gouvernement ottoman se rallierait sans hésitation à toute proposition qui amènerait l'interdiction absolue du trafic des spiritueux en Afrique.

Le point de vue auquel se plaçaient les Plénipotentiaires allemands fut exposé par M. Gohring, qui fit remarquer que toute nation qui a le sentiment de sa mission civilisatrice a, sans doute, le devoir de combattre l'ivrognerie comme un grand mal, mais que la question des droits à établir n'est pas la seule que soulève le problème à résoudre.

Il importe, dit M. le second Plénipotentiaire allemand, de rechercher les meilleurs moyens d'atteindre ce but élevé.

Un remaniement complet et subit de l'état de choses existant ne peut y conduire. Il faut chercher à modifier la situation actuelle en combinant les mesures prohibitives avec l'action des forces civilisatrices. Il peut y avoir des cas exceptionnels où le terrain est suffisamment préparé pour permettre une prohibition totale des boissons spiritueuses. Le Gouvernement allemand a été le premier à procéder de cette manière. Mais, en dehors de ces conditions spéciales, une restriction excessive éloignerait du but poursuivi ; elle encouragerait la fraude et priverait les Gouvernements du contrôle qu'ils doivent exercer sur la quantité et la qualité des produits livrés à la consommation. La passion des boissons fortes est un facteur que l'on ne saurait impunément négliger pour la solution du problème.

Sans parler de l'opium, M. Gohring fait observer que la question des alcools mêmes fournit des exemples très instructifs à cet égard. Il rappelle les plaintes qui se sont produites au Parlement britannique contre le défaut de sévérité du régime des alcools aux Indes anglaises, et la réponse que le Gouvernement national y donna en exposant que les restrictions trop rigoureuses feraient éclore forcément, sur un terrain mal préparé, la fraude, la contrebande et le commerce illégitime.

Il y a des cas où les Gouvernements doivent se refuser aux exagérations, quelque bien intentionnées qu'elles soient. des sociétés de tempérance, et tel est, d'après M. le Plénipotentiaire allemand, le cas pour l'Allemagne en Afrique. En Afrique, les conditions dans lesquelles le régime des alcools doit être introduit présentent des difficultés spéciales.

M. Gohring expose comment les droits différentiels dans certaines colonies rendront le commerce des alcools plus actif et iront à l'encontre du but qu'on se propose.

En outre, le système restrictif, quoi qu'on fasse, laissera ouvertes des brèches nombreuses. M. Gohring, dans cet ordre d'idées, signale l'existence des Compagnies à chartes. Il est vrai que le Gouvernement britannique a déclaré prendre l'entière responsabilité de ces compagnies, et cet engagement a certainement une haute valeur ; toutefois, ces compagnies seront toujours à même de vendre des alcools à des prix dans lesquels les droits d'entrée n'entrent pour rien. Elles pourront faire de grandes provisions de spiritueux et en inonder les possessions voisines par des frontières intérieures, dont la surveillance complète est absolument impossible.

D'autres brèches au système existeront du côté du Dahomey et de la République de Libéria. Tel est également le cas au nord et au sud des possessions allemandes du Cameroun, où il n'y a pas encore de souveraineté établie.

Le voisinage de certaines colonies situées en dehors de la zone et par le territoire desquelles il se fera un commerce de contrebande, créera de nouvelles difficultés. Comment les Gouvernements parviendront-ils à établir sur leurs frontières intérieures un régime de surveillance efficace ? Les dépenses que cette surveillance entraînerait seraient hors de proportion avec leurs ressources. Les leur imposer serait tuer en germe toute l'œuvre civilisatrice de l'Afrique, ce qui ne saurait être dans les intentions de la Conférence.

La contrebande ne peut être combattue qu'à la côte ; mais, étant données les conditions dans lesquelles se trouvent certaines possessions allemandes,

leur administration luttera vainement contre la contrebande du côté des frontières intérieures. N'est-il pas évident aussi que la production indigène se développera si le droit d'entrée dépasse certaines limites ?

En résumé, les Plénipotentiaires allemands estiment qu'il faut se garder d'établir, dès maintenant, un droit trop élevé. Ils considèrent le droit de 15 francs comme un essai. Cette expérience, le Gouvernement Impérial la suivra avec intérêt et sans parti-pris. Au bout de six ans, il sera à même de juger en connaissance de cause et se déclare prêt à se concerter alors avec les autres Puissances sur les mesures à adopter suivant les circonstances, sans prendre actuellement aucun engagement.

Lord Vivian répondit en détail à ces diverses considérations. Sans doute, dit Son Excellence, la contrebande est toujours possible, mais la fraude sera rendue difficile par la coopération loyale et mutuelle que les Puissances ne manqueront pas de se prêter. En délivrant des chartes à certaines compagnies, le Gouvernement britannique fait en ce moment une expérience. Il espère utiliser un concours qu'il croit précieux.

Ces Compagnies, dont le but est civilisateur autant que commercial, sont liées par les dispositions de leurs chartes, et l'Angleterre, au surplus, assume l'entière responsabilité de leurs engagements.

Quant aux colonies anglaises situées en dehors de la zone, Lord Vivian rappelle que ces colonies sont autonomes et que leurs lois à l'égard de la vente des spiritueux sont très sévères.

Le Gouvernement britannique, en proposant le droit de 30 francs, croyait sincèrement pouvoir ainsi concilier les intérêts commerciaux avec l'œuvre de l'humanité ; il espérait que ce droit, qui lui semble très modéré, serait accepté. Toutefois, comme l'adoption d'une proposition suppose la nécessité de réunir l'unanimité des consentements de tous les signataires de l'Acte de Berlin, Son Excellence ne saurait qu'exprimer le grand regret qu'Elle éprouve de ne pouvoir rallier à sa proposition une minorité de la Commission. Aussi Lord Vivian croit-il indispensable d'exprimer les réserves formelles de son gouvernement à l'adoption du droit proposé. Son Excellence est convaincue que ce droit sera tout à fait inefficace pour restreindre le commerce des spiritueux.

M. le Ministre de France s'associa à ses réserves.

M. le baron Lambermont déclara, lui aussi, réserver l'adhésion de son Gouvernement au chiffre du droit inscrit dans la proposition néerlandaise. Il n'entend pas dissimuler que le droit de 30 francs était celui auquel les Plénipotentiaires belges donnaient la préférence. Peut-être aurait-on pu y arriver graduellement en échelonnant le droit sur un certain nombre d'années, et c'est dans ce sens qu'ont été dirigés ses efforts. Cependant, quoique les résultats obtenus n'aient pas entièrement répondu à son attente, M. le Président ne les croit pas sans valeur. Il faut remarquer, en effet, que l'interdiction absolue de l'importation des alcools dans les régions non encore contaminées constitue un fait dont il y a lieu de se féliciter.

Quant au régime établi dans la zone douanière, on ne peut le juger d'un mot. Dans la partie de cette zone où existent déjà des droits élevés, il n'y aura rien de changé. De ce côté il n'y a aucun préjudice à craindre. Dans les régions, au contraire, où n'existent pas de droits, il ne faut pas perdre de vue que l'on part de zéro et que l'on y établit un droit de fr. 0,15 et, après trois ans, de fr. 0,25 par litre sur un produit qui se vend 0,22 à 0,25 centimes le litre. Peut-être cette barrière est-elle insuffisante, mais il faut considérer qu'il y a lieu de faire ici la part de l'expérience. Dans l'opinion de M. le baron Lambermont, la durée de cette expérience aurait dû être moins longue. On aurait corrigé par là, jusqu'à un certain point, ce qu'il peut y avoir d'insuffisant dans le taux du droit afférent à la période d'essai. Enfin, pour ce qui concerne les régions où existe un droit peu élevé, si l'on juge l'œuvre de la Commission d'après le chiffre du droit qui y sera établi, la solution

paraîtra peu satisfaisante, mais on ne doit pas oublier qu'il s'agit ici d'un minimum.

M. le Ministre de Suède et de Norvège fit observer qu'il n'a pas été parlé jusqu'à présent de l'intérêt des fabricants. Les fabricants d'eaux-de-vie rectifiées ou doublement rectifiées ne craignent pas les droits, quelque élevés qu'ils puissent être, à condition que ces droits restent les mêmes pour tous.

Son Excellence, présentant une observation d'un autre ordre, déclara que la Conférence, si elle s'arrête à un droit de 15 francs ou de 25 francs seulement par hectolitre, perd de vue la nécessité de procurer à l'administration de l'Etat Indépendant du Congo les ressources qui lui sont indispensables pour la répression de la traite.

Avant de lever la séance, M. le Président constate que la proposition présentée par M. le Ministre des Pays-Bas formera la base des délibérations de la Conférence.

Séance du 1^{er} mai 1890.

La Commission se réunit une dernière fois le 1^{er} mai 1890.

Avant la reprise de la discussion, M. le Plénipotentiaire de Portugal déclara que s'il accédait à l'idée de tarifer les spiritueux, c'était uniquement par esprit de conciliation ; il reste persuadé que cette question des alcools ne se rattache pas à celle de la traite des esclaves. Son Excellence ajoute qu'Elle n'aurait eu aucun motif pour ne pas accepter la proposition anglaise, attendu que dans les possessions portugaises l'imposition existe jusqu'à 50 francs et au delà. Mais le droit de 15 francs, qui sert de base à la proposition néerlandaise, apparaissant comme le seul qui pourrait réunir toutes les voix, M. de Macedo est disposé à s'y rallier.

Après cette déclaration, M. de Castilho, Délégué portugais, présenta à la Commission une série d'observations puisées dans son expérience personnelle. D'après M. de Castilho, l'alcool ne pénètre pas dans l'intérieur du continent. Il n'entre en Afrique que par les ports occupés par des autorités civilisées, et ne saurait, à l'aide des moyens de transport actuels, avancer bien loin vers l'intérieur. Plus tard, quand la navigation s'établira sur les fleuves, quand des chemins de fer seront créés, il sera toujours facile d'en empêcher le transport. Or, la traite ne sévit que dans la région centrale de l'Afrique. Il n'y a donc, dit M. de Castilho, aucune corrélation entre le commerce des spiritueux et la traite. A son avis, l'alcool n'exerce pas sur les habitants des ports d'importation des effets aussi pernicieux qu'on le pense généralement. La surveillance d'une police vigilante empêche les excès de se produire et réprime ceux qui se manifestent. Les habitants noirs des ports et des grands centres industriels sont arrivés à un degré de civilisation bien supérieur à celui des habitants des régions que l'alcool n'atteint pas. Au surplus, on ne saurait espérer supprimer l'ivrognerie en Afrique plus qu'en Europe. L'importation fût-elle totalement empêchée, il surgirait de tous côtés des distilleries indigènes, fournissant à la population une eau-de-vie plus nuisible que l'alcool importé. Il faut faire exception toutefois pour l'alcool de canne fabriqué dans les provinces d'Angola et de Mozambique, lequel est infiniment moins pernicieux que les spiritueux apportés d'Europe.

M. de Castilho respecte sans doute les scrupules philanthropiques de ceux qui ne partagent pas son sentiment, mais il pense qu'il faut éviter toute exagération de droits. Il importe de monter graduellement, par petites étapes, sous peine de provoquer la contrebande et d'apporter un trouble très sensible dans un vaste commerce, dont les opérations sont sans aucune influence sur la traite.

Lord Vivian crut ne pouvoir se dispenser de répondre à M. le Délégué portugais.

La connexité entre la question de la traite et celle du trafic des alcools a été affirmée, dit Son Excellence, par la Conférence de Berlin. Continuateurs

de son œuvre, nous avons à veiller à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration des conditions morales et matérielles de leur existence.

Lord Vivian ne conteste pas la compétence de M. de Castilho, ni son expérience des choses africaines. Mais les voyageurs et les missionnaires sont unanimes à attester l'effet désastreux produit sur les races indigènes par l'abus des spiritueux et à affirmer que le commerce qui commence par le genièvre finit par le genièvre, sans laisser place à aucun autre commerce légitime.

La Chambre des Communes, par sa résolution du 24 août 1888, le Reichstag allemand, dans un vote émis le 14 mai 1889, ont, de la façon la plus éclatante, marqué le sentiment de ces deux hautes Assemblées. Les chefs indigènes les plus sages et les plus prévoyants comprennent la gravité du péril auquel l'introduction des spiritueux expose l'Afrique, et Son Excellence cite Maliki, émir de Nupé, écrivant à l'évêque anglican Crowther, le roi Radama I, de Madagascar, Khama, chef des Bamangwatos, et Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar, tous partageant les mêmes inquiétudes au sujet de l'invasion du fléau et suppliant qu'on preserve leurs sujets de ses effets désastreux.

M. Ballay confirma les appréciations de M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne. Il signala l'influence déplorable exercée par les alcools à la côte occidentale et constata que les races qui ne se livrent pas aux boissons fortes, les races musulmanes, par exemple, ont une noblesse de sentiments qu'on ne retrouve pas chez les autres.

Cet échange d'observations mit fin à la discussion, et la Commission s'attacha à l'examen des articles du projet, en prenant pour base le texte qui lui avait été distribué le 31 mars (Annexe n° 4).

L'article 1 ne donna lieu à aucun débat.

A l'article 2, M. Gohring fit observer qu'il devait être entendu que chaque Puissance délimitera sur son propre territoire la zone de prohibition. Cette observation ne rencontra pas de contradicteur.

M. le Président fit remarquer que la question de savoir si, dans tel ou tel territoire, l'usage des alcools n'existe pas ou ne s'est pas développé est une question de fait qui ne peut se résoudre au moyen d'une stipulation diplomatique. L'appréciation de ce fait doit être abandonnée à la Puissance territoriale, mais on peut dire que chaque Puissance aura l'obligation, au moins morale, d'étendre la zone de prohibition autant que le réclamera la situation de fait.

M. Gohring émit l'avis que les mots s'engagent à en prohiber l'entrée, peuvent faire supposer que toutes les Puissances ont dans leurs possessions d'Afrique des territoires où l'usage des alcools n'existe pas ou ne s'est pas développé. C'est là une question de fait qui n'a pas encore été examinée partout. Prendre un engagement, c'est supposer que cette question est déjà résolue.

Pour donner satisfaction à M. Gohring, Son Excellence M. le Ministre de France proposa d'ajouter : après dans les régions de cette zone où, les mots : il sera constaté que, etc., et de remplacer les mots : s'engagent à en prohiber l'entrée, par les mots : en prohiberont l'entrée.

Cet amendement à l'article 2 est adopté.

La rédaction de l'article 3 est définitivement arrêtée dans les termes de la proposition présentée par M. le Ministre des Pays-Bas, telle qu'elle a été modifiée par l'amendement de M. le Ministre de France.

L'article 4 soumettait les spiritueux importés au régime de l'entrepôt. Ce

régime avait été adopté provisoirement, sur l'initiative personnelle de M. Cogordan. Admis pour les armes en vue d'en contrôler l'importation et surtout la destination, ce régime doit-il être appliqué par analogie aux alcools ? Pour les alcools, comme le fit observer M. le baron Lambermont, l'analogie n'est pas complète. Il est difficile de suivre les alcools et d'en contrôler la consommation dans l'intérieur du pays. Sans doute l'entrepôtage facilitera la perception du droit, il empêchera la contrebande, mais l'administration douanière locale aura elle-même intérêt à prendre des garanties sous ce rapport. Aussi M. Gohring émit-il l'avis qu'il doit appartenir à chaque Etat de décider quel sera le régime à établir. Le Gouvernement allemand pensait donc qu'on pourrait sans inconvénient supprimer l'article 4. Ces considérations ont décidé la Commission. L'article 4 a disparu du projet définitif.

L'article 3 ayant été mis en discussion, M. le Ministre de Portugal déclara ne pas s'opposer à l'établissement d'un droit d'accise, mais il émit l'avis qu'il fallait réserver à chaque Gouvernement la faculté de fixer le tarif de ce droit à la condition toutefois de ne pas descendre au-dessous du minimum établi. Il faut, d'après Son Excellence, que le tarif des boissons fabriquées à l'intérieur puisse ne pas être le même que celui des boissons importées, de manière à rendre possible la protection des produits indigènes, qu'il tient pour peu nuisibles, contre la concurrence des alcools européens. D'après Son Excellence, les principes admis par la Commission seront sauvegardés du moment où le minimum sera conservé pour les produits indigènes.

En conséquence, Son Excellence proposait la rédaction suivante :

« Les boissons distillées qui seraient fabriquées dans les régions visées à l'article 3, etc., seront grevées d'un droit d'accise qui sera fixé par chaque Puissance sur son territoire, dans les mêmes conditions suivant lesquelles elle peut fixer les droits d'entrée. »

Lord Vivian, de son côté, proposa de dire : « d'un droit d'accise qui ne sera pas inférieur au minimum du droit d'entrée. » Cette rédaction fut acceptée par M. de Macedo.

M. Gohring fit remarquer, en outre, que le Gouvernement allemand ne croyait pas pouvoir garantir l'exécution de l'engagement prévu dans la disposition de l'article 6, parce qu'il ne voit pas le moyen d'imposer actuellement les industries domestiques disséminées sur une surface qui, dans les conditions actuelles, échappe à un contrôle efficace. Il demanda l'intercalation, dans le texte, des mots : autant que faire se peut. Assurément le Gouvernement Impérial a intérêt à grever les produits indigènes, mais avant de prendre un engagement à cet égard il tient à déclarer qu'il ne se croit pas en mesure d'en garantir l'exécution immédiate.

M. de Macedo dit que l'impôt sur les alcools indigènes existe dans la province d'Angola, où il constitue la principale recette des municipalités. Son Excellence se rallie à l'amendement formulé par M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne et manifeste, en outre, le désir que le Rapport constate que l'impôt pourra être maintenu comme un impôt municipal.

Cette réserve de M. le Ministre de Portugal n'a rencontré aucune contradiction.

Pour faire droit aux diverses observations qui venaient de se produire, M. Van Maldeghem propose de rédiger l'article en ces termes :

« Les boissons distillées fabriquées dans les régions visées à l'article 3 et destinées à être livrées à la consommation intérieure seront grevées d'un droit d'accise.

« Ce droit d'accise, dont les Puissances s'engagent à assurer la perception dans la limite du possible, ne sera pas inférieur au minimum du droit d'entrée établi conformément à l'article 3. »

M. de Macedo préférerait voir dire : au minimum du droit d'entrée fixé par l'article 3.

La rédaction de M. Van Maldeghem, amendée par M. de Macedo, a été adoptée par la Commission.

A l'article 6, M. de Macedo émit l'avis qu'il faudrait intercaler dans le texte les mots : autant que possible, parce que les Gouvernements ne pourront établir un cordon douanier sur les frontières intérieures. Mais il n'a pas insisté sur cette proposition, M. le Président ayant fait remarquer que l'article correspondant du régime des armes est rédigé dans les mêmes termes que celui du projet. L'article 6 a donc été adopté.

Enfin, l'article 7, légèrement modifié dans sa rédaction, a été admis à son tour. Il sera rédigé ainsi : « Les Puissances se communiqueront, par l'intermédiaire du Bureau de Bruxelles, dans les conditions indiquées au chapitre V, les renseignements relatifs au trafic des alcools dans leurs territoires respectifs. »

Le texte du projet ainsi définitivement fixé dans la séance du 1^{er} mai est reproduit à l'annexe n° 6 du présent Rapport.

Messieurs, le Gouvernement britannique, inspiré par les vues les plus généreuses, a fourni à la Conférence l'occasion d'aborder un problème difficile dont la solution intéresse au plus haut point l'avenir de la civilisation en Afrique. Son appel ne pouvait manquer d'être entendu. Les résolutions que vous avez arrêtées réalisent, dans une large mesure, les espérances que le Gouvernement de la Reine fondait, à juste titre, sur la volonté commune des Puissances de préserver les populations indigènes contre le fléau de l'ivrognerie. Le but principal de la proposition anglaise se trouve atteint.

Les vastes régions dont les populations nombreuses ont jusqu'à présent échappé à la contagion sont mises à l'abri de l'invasion des boissons spiritueuses. L'Angleterre et la France empêcheront avec une égale sévérité leur infiltration par le Niger dans le bassin de ce fleuve et dans le Soudan et toutes les Puissances élèveront dans leurs possessions des barrières assez solides pour mettre à l'abri du mal les populations qu'il n'a pas encore atteintes. Le cœur de l'Afrique se trouvera ainsi préservé.

Les spiritueux ne pénétreront plus que dans les régions peu étendues, situées généralement à la côte où ils sont actuellement importés. Mais là encore, ce trafic ne se fera pas sans entraves. La partie du bassin conventionnel du Congo qui, jusqu'à présent, lui était ouverte, échappe à une liberté qui n'est pas sans dangers. Les spiritueux prohibés, d'une façon absolue, dans les régions du Congo où ils n'ont pas encore pénétré, seront soumis dans les autres à un droit d'entrée ou d'accise. Ce droit peut paraître d'une extrême modération, mais personne ne perdra de vue qu'en dehors du bassin conventionnel, il ne constitue qu'un minimum auquel les Puissances demeurent libres de ne point s'arrêter, et que, pour les possessions situées dans le bassin conventionnel, ce minimum est susceptible de relèvement après trois ans, et destiné à être révisé au bout de six ans.

Il ne s'agit donc que d'une expérience et, ici encore, il faut l'espérer, la réforme projetée ne restera pas sans effet.

Tel est, Messieurs, dans ses lignes principales, le projet sur lequel vous êtes appelés à délibérer. Nous avons la confiance qu'il apparaîtra comme une preuve nouvelle de la sollicitude que toutes les Puissances ne cessent de manifester pour la grande cause de la régénération des populations africaines.

Les Rapporteurs,

GÖHRING,
A. VAN MALDEGHEM.
VIVIAN.
II. DE MACEDO.

Le Président,

BARON LAMBERMONT.

ANNEXE No 2.

CHAPITRE VI. — Rapport des alcools.

Proposition déposée par MM. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne dans la séance de la Conférence du 14 mars 1890.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

A la Conférence de Berlin de 1885, les Puissances se sont engagées mutuellement à veiller à la conservation des populations indigènes d'Afrique et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence.

En souscrivant à cette déclaration et en décrétant en même temps la liberté complète du commerce sur une étendue considérable du continent africain, les Puissances avaient à cœur d'étendre aux indigènes tous les bienfaits du commerce et de la civilisation. Ce résultat a malheureusement été compromis par l'introduction en Afrique, sur une grande échelle, de boissons spiritueuses, souvent parmi des populations qui jusqu'à présent n'en avaient pas acquis l'habitude. L'effet démoralisateur et dégradant de l'abus des spiritueux sur les races africaines, encourageant l'esclavage entre les tribus et les rendant une proie facile pour les marchands d'esclaves, a été suffisamment établi par les rapports des missionnaires, voyageurs, etc. Il a été mentionné également dans les dernières discussions qui ont eu lieu sur ce sujet dans les Parlements de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne.

L'amélioration des conditions morales et matérielles des races africaines est intimement liée à la répression de ce mal qui prend des proportions plus graves en raison des tentations que le commerce, toujours croissant, des spiritueux offre aux indigènes ignorants. La question rentre aussi dans les attributions de cette Conférence qui est la continuation de celle de Berlin.

En ce qui regarde la consommation des spiritueux, les races africaines peuvent être divisées en trois groupes :

1° Les populations, estimées approximativement à 40 millions d'âmes, qui habitent le bassin du Niger moyen et le Soudan occidental, et qui, il y a tout lieu de le croire, ne sont pas consommateurs de spiritueux. Il est d'une importance capitale d'empêcher la démoralisation de ces populations, car on ne saurait, en effet, s'exagérer les conséquences fâcheuses de l'introduction des liqueurs fortes parmi les tribus guerrières et fanatiques qui forment la majorité de la population musulmane.

La Grande-Bretagne, qui tient une des clefs de ces régions par son protectorat sur le Bas-Niger, s'engagerait à défendre absolument tout commerce de spiritueux dans les pays situés au delà du Niger et du Benué (point d'accès aux territoires musulmans), à condition que les Puissances signataires de l'Acte général de Berlin voulussent l'appuyer en sanctionnant la suppression du transit des spiritueux sur le Niger, et pourvu que la France, qui tient l'autre clef de ces régions par sa colonie du Sénégal, voulût prendre le même engagement dans des conditions semblables pour le Haut-Niger, où le Gouvernement français exerce son action ;

2° Le deuxième groupe d'indigènes non consommateurs d'alcools comprend les tribus païennes habitant le cœur de l'Afrique, qui n'ont pas encore acquis le goût des liqueurs fortes. Dans ce cas également, nous proposerions de défendre absolument le commerce des spiritueux, ce qui peut être obtenu en partie en empêchant le transport des spiritueux sur le Haut-Congo.

Si la Conférence veut accueillir favorablement ces propositions, elle pourra se féliciter d'avoir puissamment contribué à préserver une grande partie du continent d'Afrique d'un terrible fléau qui provient uniquement des progrès du commerce vers l'intérieur, tandis que les trafiquants de spiritueux, n'ayant pas jusqu'ici pénétré dans ces régions, ne pourraient allé-

guer aucun motif fondé pour se plaindre de l'interdiction de marchés qui n'existent pas encore.

3° En ce qui regarde le troisième groupe, comprenant les indigènes de la côte qui sont plus ou moins en contact avec la civilisation et ont ainsi acquis l'habitude des boissons fortes, la Conférence, tout en désirant restreindre les abus, doit nécessairement tenir compte de l'existence de ce besoin et du droit que pourrait revendiquer le commerce de le satisfaire dans des limites raisonnables.

Nous proposerions donc de contrôler et de restreindre ce commerce, dans toute la région où il n'est pas prohibé, par l'imposition d'un droit minimum d'importation sur tous les spiritueux au-dessus d'une certaine force alcoolique, et par l'imposition d'un droit d'accise équivalent sur les spiritueux fabriqués dans le pays. En présence des difficultés et des objections que souleverait l'établissement immédiat d'un droit élevé, le Gouvernement de la Reine, persuadé d'ailleurs que ce droit ne pourrait être appliqué d'une manière efficace qu'avec le concours loyal de tous les Gouvernements intéressés, propose aux Puissances d'imposer un droit moins élevé que celui qu'il avait d'abord en vue, comme une mesure provisoire et temporaire, sujette plus tard à révision.

Il sera nécessaire de prendre des mesures efficaces pour que ce droit ne soit pas seulement nominalelement imposé, mais appliqué également partout, car le résultat évident d'une application inégale serait de créer un commerce de contrebande ruineux pour les administrations qui appliqueraient consciencieusement le droit, et profitable seulement à celles qui ne l'imposeraient que nominalelement, sans que la mesure soit d'aucun avantage pour les indigènes d'Afrique. La République de Libéria, avec sa longue étendue de côtes, devrait évidemment être invitée à adhérer à l'engagement pris par les Puissances.

PROPOSITION.

Justement préoccupées des conséquences morales et matérielles qu'entraîne pour les populations indigènes l'abus des spiritueux, et voulant réaliser, dans la mesure du possible, le vœu exprimé à cet égard par la Conférence de Berlin, les Puissances signataires sont convenues d'adopter les dispositions suivantes et de les appliquer dans une zone délimitée par le 20° lat. nord et par le 22° lat. sud, et aboutissant vers l'ouest à l'océan Atlantique et vers l'est à l'océan Indien et à ses dépendances.

Dans les régions comprises dans cette zone sur lesquelles les Puissances signataires exercent la souveraineté ou un protectorat et où, soit à raison des croyances religieuses, soit pour d'autres motifs, l'usage des boissons distillées n'existe pas ou ne s'est pas développé, lesdites Puissances s'engagent à en prohiber l'entrée. La fabrication des boissons distillées y sera également interdite pour la consommation intérieure.

Il ne pourra être dérogé à la prohibition d'entrée que pour des quantités limitées destinées à la consommation de la population non indigène, et sous les conditions à déterminer par les Gouvernements.

Dans les régions de la zone qui ne rentrent pas dans le cas précédent, il sera établi un droit d'entrée représentant 50 francs par hectolitre d'alcool à 30° centigrades, et les Gouvernements seront tenus de prendre les dispositions nécessaires pour empêcher ces boissons de pénétrer dans de nouvelles zones de consommation.

Les boissons distillées, qui seraient fabriquées dans ces dernières régions, ne pourront être livrées à la consommation intérieure que sous les mêmes conditions et réserves que les eaux-de-vie importées, et elles seront grevées d'un droit d'accise équivalent au droit d'entrée.

Il est entendu que là où, dans ces mêmes régions, existe déjà la prohibition ou une taxe supérieure à celle qui est indiquée ci-dessus, les stipulations précédentes ne font pas obstacle au maintien du régime en vigueur.

ANNEXE N° 3.

Note lue par M. le Délégué des Pays-Bas dans la séance de la Commission du 15 mars 1890.

Le recueil des pièces distribué par le *United Committee for the prevention of the demoralisation of the native races by the Liquor Traffic*, contient une foule de communications et de rapports sur le trafic des spiritueux et de l'opium dans l'Afrique et les Indes, qui méritent tous la plus grande attention de la part de ceux qui ont à cœur le bien-être et l'avenir des populations indigènes. Il est incontestable que le trafic des spiritueux en Afrique a pris de grandes proportions et qu'il est dans l'intérêt général de les restreindre autant que possible.

Le désir du Comité uni et des Sociétés de tempérance serait d'amener, dès à présent, une prohibition complète. Mais, en envisageant bien l'affaire de tous les côtés, on ne peut pas conseiller une mesure aussi immédiate et radicale, qui n'amènerait certainement pas le grand bien que l'on en espère et léserait énormément et injustement un grand nombre d'intérêts.

Les spiritueux de l'Europe, jusqu'à présent, n'ont pas encore été introduits à grande distance à l'intérieur, à cause de l'absence ou des mauvaises voies de communication. Par terre, il n'y a que le transport à dos d'homme, qui est beaucoup trop cher pour les spiritueux communs ; quant aux rivières, on sait que la plupart cessent d'être navigables à une distance relativement petite de leur embouchure, à cause des rapides et des cataractes. Les peuplades du grand intérieur de l'Afrique ne connaissent donc pas encore les boissons alcooliques européennes, quoiqu'elles en fabriquent d'autres elles-mêmes, et bien que chaque Puissance commence, dans les limites de son autorité, à défendre strictement toute importation de boissons alcooliques au delà d'une certaine zone à l'intérieur.

Sur le littoral, cependant, d'une grande partie de l'Afrique, le trafic est tellement enraciné et le système commercial y est tellement habitué qu'une prohibition complète entraînerait, sans aucun doute, les conséquences les plus graves sous plusieurs rapports. Je crains même que les Gouvernements n'aient à lutter avec des troubles sérieux de la part des natifs. Le commerce subirait un coup fatal. Comme cela est très justement démontré dans l'adresse du Congrès international de Paris de 1889, les indigènes, en vendant leurs produits aux commerçants, exigent en échange, outre les tissus, la coutellerie, la poterie et les perles, et aussi une partie en spiritueux ; cet usage est tellement commun que l'indigène ne vendrait pas ses produits à une factorerie qui, pour le moment, ne serait pas pourvue de boissons alcooliques.

Défendez l'importation tout d'un coup, et vous verrez qu'il y aura une stagnation presque complète dans l'arrivage des produits africains ; d'abord les noirs ne vendront pas, dans l'espoir de contraindre ainsi les commerçants à recommencer la vente des spiritueux. Après un certain temps d'attente, les factoreries peuvent courir le danger d'être sérieusement importunées ou pire que cela, parce que les indigènes ne comprendront pas que ce sont les Puissances européennes qui ont interdit l'importation des spiritueux ; ils en attribueront la cause aux commerçants. En cas de prohibition, chaque factorerie aurait droit à la protection armée du Gouvernement sur le territoire duquel elle est établie et en aurait même besoin.

Il est possible qu'après avoir vainement attendu ainsi, pendant assez de temps, la reprise de la vente des spiritueux, les indigènes se décident à vendre les produits qu'ils avaient préparés, mais soyez certains que la nouvelle production sera extrêmement limitée. Ceux qui se flattent que l'importation des spiritueux étant interdite, les indigènes consommeront plus de tissus et

d'autres articles de l'industrie européenne, se trouveront péniblement trompés, la production énormément réduite consommera moins de tissus qu'au-paravant. J'ose même dire qu'en plusieurs pays les indigènes retourneront à une oisiveté presque complète. L'esclavage étant aboli, il n'y a plus de pouvoir qui puisse les obliger à travailler au profit de leurs maîtres et pour leurs propres besoins ; il leur faut très peu pour vivre et la nature leur donne tout presque sans travail. La mesure proposée de prohibition complète, et que l'on considère si utile, portera donc un coup très sensible au travail et au commerce. Le commerce, dira-t-on, cela est indifférent, puisque c'est le commerce des spiritueux, commerce honteux et détestable, qui en souffre. Il est vrai que la plupart des personnes qui ont fourni les renseignements au Comité uni anglais et aux Sociétés de tempérance (grand nombre en sont missionnaires) ont présenté le commerce en général sous cet aspect, mais je proteste énergiquement contre cette allégation, au moins pour le plus grand nombre de factoreries.

Dans le sud-ouest de l'Afrique et au Congo, la dixième partie seulement ou, au grand maximum, la huitième partie de la valeur des marchandises européennes importées consiste en spiritueux ; sur la côte ouest et nord-ouest, l'importation annuelle de spiritueux est calculée à 8 millions de gallons au prix de 9 pence, selon les rapports des voyageurs et des missionnaires, soit une valeur totale de liv. 300,000 ; je ne saurais fixer un chiffre précis, mais je suis parfaitement sûr que l'exportation de ces pays dépasse de plusieurs fois cette somme, et cet excédent est produit par les tissus, les coutelleries, les poteries et les autres articles importés. Loin que la valeur des importations en spiritueux soit la principale, elle est au contraire la plus petite, sauf peut-être une exception çà et là, mais certainement très rare. On en veut aux commerçants d'Afrique qui, pour un misérable gain, n'hésitent pas, dit-on, à causer la perte de milliers d'indigènes et même de races entières, mais c'est une complète erreur de dire que le commerce des spiritueux est plus lucratif que celui des étoffes, etc. ; c'est exactement le contraire, et la vente de ces dernières donne un résultat beaucoup plus satisfaisant que le tafia ; seulement, comme l'indigène le réclame dans le payement de ses produits, il est absolument indispensable d'en avoir.

Il est bien connu, je le crois, que sur presque tout le littoral les produits ne sont pas vendus contre argent, mais que c'est un échange, — les indigènes se rendent à la factorerie qu'ils préfèrent et vendent leurs produits, prenant en échange des douzaines de différents articles dont ils auront besoin, entre lesquels ne peuvent manquer le tafia et le genièvre. Une maison qui ne voudrait pas vendre du tafia n'achèterait pas de produits. Le reproche qui est fait aux commerçants de sacrifier les indigènes pour un misérable gain n'est donc pas mérité : ils font la vente du tafia parce que c'est une nécessité et non pas un avantage. Le mépris avec lequel on parle de ces négociants est injuste ; il y aura des exceptions, mais il y a des maisons de commerce anglaises, allemandes, françaises et d'autres nations, très respectables et qui ont largement contribué à la civilisation et à la moralisation des noirs.

Il est affirmé que les spiritueux importés constituent un véritable poison ; oui, la qualité en est inférieure, mais ils ne sont pas aussi nuisibles qu'on le dit, comme le prouvent les analyses faites par le professeur Bernays du Saint-Thomas Hospital à Londres, le 22 septembre 1888, sur différentes boissons alcooliques de provenance européenne, qui étaient envoyées en Angleterre par le Révérend James Johnson de Magos, le même qui, en mars 1887, dans une réunion à Londres, avait si fortement condamné le trafic des spiritueux, qui certainement n'aura pas envoyé de Lagos les meilleurs échantillons qu'il a pu trouver. Un examen officiel d'échantillons de spiritueux de négoce envoyés par le gouverneur de Cameroun, a prouvé qu'ils ne contenaient pas de substances nuisibles.

Les analyses faites ont prouvé que la force alcoolique de ces boissons

n'est que modeste ; eh bien, les vendeurs en Afrique, presque sans exception, ont soin de l'affaiblir encore davantage, en y ajoutant une bonne quantité d'eau, pour pouvoir ainsi vendre à meilleur marché. Les noirs qui achètent du tafia pour le revendre n'en font pas moins. Arrivé à quelque distance de la côte, celui-ci ne conserve que de faibles traces de l'alcool, justifiant ainsi l'assertion du professeur Bernays, que rien n'aidera plus la cause de la tempérance que la diminution de la force alcoolique des spiritueux.

On prétend que l'usage des spiritueux démoralise les indigènes et qu'il les rend incapables et insoucians au travail et à la culture de leurs champs, mais n'est-il pas remarquable que c'est dans les pays où les indigènes s'occupent beaucoup de l'agriculture, que les plus grandes quantités de spiritueux sont vendues. Je citerai le Majumba, dans l'Etat Indépendant du Congo, une population dense et très laborieuse et dont on ne dit que du bien. Il y a les riches districts de café à l'intérieur d'Ambriz, où le café est cultivé par les indigènes. Eux aussi échangent une grande partie de leur café contre des spiritueux. Remarquez encore les énormes exportations d'huile de palme et de noix palmistes, etc., du delta du Niger.

Voilà pour le commerce et pour la qualité des spiritueux, et nous n'avons encore parlé que du commerce en Afrique, qui très probablement serait ruiné dans un grand nombre de pays ; mais il y a aussi l'industrie européenne qui fabrique ces spiritueux et qui donne du travail à des milliers et des milliers d'ouvriers, — vous ne pouvez pas les priver d'un jour à l'autre de leurs moyens d'existence, — il y a la navigation, les lignes à vapeur anglaises, allemandes, etc. ; pour elles aussi la perte serait grande : d'abord il y a la perte du transport des spiritueux qui, supposons même que les noirs substituent les étoffes aux spiritueux qu'ils recevaient auparavant, occupent quatre fois plus de place que les tissus ; et puis il y aura, ce qui est inévitable, la diminution de la production indigène qui coûtera aux vapeurs la plus grande partie de leurs retours.

Si donc même les Puissances étaient disposées à proclamer la prohibition complète, qu'elles ne perdent pas non plus de vue ces intérêts menacés et qu'au moins elles donnent le temps à ceux qui y sont intéressés de se présenter graduellement à la situation qu'elles veulent établir.

Et même en ne tenant aucun compte des pertes énormes que subiront le commerce, l'industrie et la navigation de l'Europe dans le seul but de sauver les populations d'Afrique du danger, beaucoup exagéré, comme je viens de dire, du trafic des spiritueux, croit-on que celles-ci s'en passeront ? Il y a un assez grand nombre de boissons fermentées que les indigènes ont su préparer depuis longtemps. Lisez la lettre du Révérend Ph. Davies, publiée par le Comité uni, qui déclare que longtemps avant que les indigènes aient vu ou oui parler des blancs, ils savaient préparer leurs boissons alcooliques ; il dit même que dans tous les pays qu'il connaît les natifs sont des ivrognes, du premier jusqu'au dernier, et que, selon la saison et l'abondance des moissons, ils s'enivrent au moins une fois par semaine et au plus une fois par jour, et cela avec leur vin de palme et les boissons distillées de la canne à sucre, du maïs et de la cassave, dans les districts où les spiritueux européens n'ont pas encore pénétré. J'ose dire que ce n'est pas le cas partout, au moins sur le littoral où les spiritueux d'Europe ont libre accès ; cela n'est pas le cas, mais si vous en prohibez l'importation, les indigènes se jetteront sur leur vin de palme, etc., ce qui produira encore un autre mauvais résultat, parce que les palmiers dont est extrait le vin de palme ne portent plus de fruits, donc encore une raison de plus de diminution de la production de l'huile de palme et des noix palmistes, les grands articles de l'exportation actuelle.

Il y a autre chose : les indigènes du littoral, grâce à leur long contact avec les blancs, ont acquis un certain degré de civilisation et d'adresse pour certaines choses et métiers ; il y a en plusieurs parties du littoral des distille-

ries d'eau-de-vie, de canne à sucre et de maïs, etc., que l'on demande de supprimer ; ne croyez-vous pas que les indigènes qui ont travaillé dans les distilleries profiteront des leçons reçues et quand il n'y aura plus de spiritueux, ni importés, ni fabriqués dans le pays par les blancs, qu'ils en feront eux-mêmes ? Depuis un temps immémorial, les natifs, avant d'avoir été en contact avec les blancs, ont su préparer leurs boissons alcooliques. Lesdits indigènes alors perfectionneront seulement le procédé, ils sauront bien se passer des machines d'Europe.

Présentement, pour se procurer les spiritueux, les noirs doivent travailler et vendre les produits de leur travail et de leur agriculture aux factoreries ; si vous les privez des spiritueux de l'Europe, vous ferez naître une industrie domestique. Chaque famille en fera chez soi dans les limites du possible, et à quoi arrivera-t-on ? On dira que les Gouvernements prohiberont la fabrication des boissons fermentées par des indigènes ; pas possible : quelle énorme force de police ne faudrait-il pas pour cette surveillance ?

Le colonel Sir Charles Warren, qui est très opposé au trafic des spiritueux, a dit, en octobre 1888 : retirez tous les spiritueux du pays, mais la soif persistera et cherchera à être satisfaite aussitôt qu'elle en trouvera le moyen. Par la coercition on ne saurait pas faire entrer la race humaine dans la moralité ; la coercition fait plus de mal que de bien, mais beaucoup de bien peut être produit par des restrictions raisonnables et par des exemples. La tempérance, dit-il, n'est pas imposée à la race humaine *per saltum*.

Sir Charles Warren a déclaré aussi qu'en établissant un droit élevé, vous créez la contrebande ; mais, en établissant un droit modéré, la contrebande ne sera pas assez lucrative et cessera.

Et quel vaste champ la contrebande ne trouvera-t-elle pas pour se développer le long de cette immense côte africaine ? Une contrebande qu'avec les plus grands sacrifices vous ne pourrez pas empêcher.

Si vous établissez par contre un droit modéré et, pour les pays qui ne peuvent pas établir des droits d'entrée, un droit de consommation égal, vous en éprouverez beaucoup de bien ; une telle restriction vous montrera que le débit des spiritueux, au lieu d'augmenter, diminuera graduellement ; car une augmentation du prix de vente ne peut manquer d'avoir une influence sur les achats des indigènes, qui ne sont pas riches, on le sait. Celui qui pourra présentement se permettre d'acheter trois bouteilles, n'en pouvant obtenir dorénavant que deux pour le même prix, ce ne sera déjà pas un petit progrès.

La prohibition complète de l'importation des spiritueux dans les pays du littoral africain, où les usages anciens et locaux les font indispensables au commerce, donnerait un coup terrible à l'activité des noirs et au commerce. En voulant sauver les indigènes de l'influence de l'alcool européen, auquel ils substitueront bien vite un autre, comme je viens de le démontrer, vous frapperez désastreusement les deux grands auxiliaires de la civilisation, le commerce et le travail, sans arriver au résultat désiré.

Résumant les idées que je viens d'exprimer, et ayant en vue surtout les intérêts des populations indigènes, mais aussi les intérêts du commerce, de l'industrie et de la navigation de l'Europe, je voudrais vous engager à proclamer la prohibition complète de l'importation des spiritueux dans l'intérieur de l'Afrique, où ces boissons ne sont pas encore entrées jusqu'à présent. Chaque Puissance marquerait dans ses possessions une zone qu'il ne serait pas permis aux spiritueux de franchir. Pour le littoral, où les spiritueux ont été importés depuis longtemps, je proposerais d'écarter provisoirement toute idée de prohibition, mais d'établir un droit d'entrée ou de consommation (pour les pays qui ne peuvent pas établir des droits d'entrée) qui ne serait pas inférieur à 25 0/0 de la valeur des différentes espèces de spiritueux ordinaires, dits de négoce, les distilleries existant déjà dans les divers pays d'Afrique devant s'assujettir au paiement du même droit.

Ainsi vous aurez safeguardé pour le moment tous les intérêts, aussi bien

ceux des noirs que ceux des blancs. Assurément le commerce éprouvera dans le commencement un certain malaise par suite de l'élévation du prix des spiritueux, mais ce malaise ne sera que temporaire. La vente des spiritueux alors sans doute diminuera, tandis que celle des étoffes ou tissus et des autres articles d'industrie européenne augmentera, et avec le concours actif des nombreux missionnaires de tous les cultes, qui devront fréquemment visiter les villages des indigènes et prêcher la tempérance par la parole et par l'exemple, je crois qu'après une période relativement courte vous n'aurez pas à vous plaindre de la mesure que vous aurez prise.

ANNEXE N° 4.

Texte nouveau avec les rédactions demandées dans la séance de la Commission du 27 mars 1890.

Article premier. — Justement préoccupées des conséquences morales et matérielles qu'entraîne pour les populations indigènes l'abus des spiritueux et voulant réaliser, dans la mesure du possible, le vœu exprimé à cet égard par la Conférence de Berlin, les Puissances signataires sont convenues d'appliquer les dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 du présent chapitre, dans une zone délimitée par le 20° lat. nord et par le 22° lat. sud et aboutissant vers l'ouest à l'océan Atlantique et vers l'est à l'océan Indien et à ses dépendances, y compris les îles adjacentes au littoral jusque 100 milles marins de la côte.

Art. 2. — Dans les régions de cette zone, où, soit à raison des croyances religieuses, soit pour d'autres motifs, l'usage des boissons distillées n'existe pas ou ne s'est pas développé, les Puissances s'engagent à en prohiber l'entrée. La fabrication des boissons distillées y sera également interdite.

Chaque Puissance déterminera les limites de la zone de prohibition des liqueurs alcooliques dans ses possessions ou protectorats et sera tenue d'en notifier le tracé aux autres Puissances dans un délai de six mois.

Il ne pourra être dérogé à la susdite prohibition que pour des quantités limitées, destinées à la consommation des populations non indigènes, introduites sous le régime et dans les conditions déterminés par chaque Gouvernement.

Art. 3. — Dans les régions de la zone qui ne sont pas placées sous le régime de la prohibition, il sera établi un droit d'entrée sur les spiritueux représentant 50 francs par hectolitre d'alcool, à 50 degrés centigrades.

Les stipulations qui précèdent ne font pas obstacle au maintien, dans les régions mentionnées à l'article 2, de taxes supérieures à celles qui sont prévues par le paragraphe précédent.

Art. 4. — Les spiritueux de toute nature devront être déposés, aux frais, risques et périls des importateurs, dans un entrepôt public ou privé placé sous le contrôle de l'administration de l'Etat.

Aucune sortie de boissons spiritueuses ne pourra avoir lieu des entrepôts qu'avec l'autorisation préalable et sous les conditions déterminées par l'administration.

Les Gouvernements prendront les dispositions nécessaires pour empêcher que ces boissons ne pénètrent dans de nouvelles zones de consommation.

Art. 5. — Les boissons distillées qui seraient fabriquées dans les régions visées à l'article 3 ne pourront être livrées à la consommation intérieure que sous les mêmes conditions et restrictions prescrites pour les spiritueux importés, et elles seront grevées d'un droit d'accise équivalent au droit d'entrée.

Art. 6. — Les Puissances signataires qui ont en Afrique des possessions en contact avec la zone spécifiée à l'article 1 s'engagent à prendre les me-

sures nécessaires pour empêcher l'introduction des alcools, par leurs frontières intérieures, dans les territoires de ladite zone.

Art. 7. — Les Puissances se communiqueront, par l'intermédiaire du Bureau de Bruxelles, dans l'espace de six mois après la fin de chaque exercice, les renseignements relatifs au trafic des alcools dans leurs territoires respectifs.

ANNEXE N° 5.

Proposition transactionnelle suggérée par M. le Ministre de France dans la séance de la Commission du 1^{er} avril 1890.

Les Puissances ayant des possessions ou exerçant des protectorats dans les régions de la zone déterminée à l'article 3, s'engagent à y établir un droit d'entrée sur les spiritueux, d'après une échelle ascendante qui sera fixée par chacune d'elles, mais dont le point de départ ne devrait pas être inférieur à 15 francs par hectolitre, à 50 degrés centigrades. Après une période de cinq années révolues, elles procéderont à une étude comparative des résultats produits par les différentes tarifications ainsi mises en vigueur, à l'effet d'arrêter, si faire se peut, une taxe minima uniforme, applicable dans toute l'étendue des contrées de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'article 2.

Rédaction adoptée par la Commission le 1^{er} mai 1890.

Article premier. — Justement préoccupées des conséquences morales et matérielles qu'entraîne pour les populations indigènes l'abus des spiritueux, et voulant réaliser, dans la mesure du possible, le vœu exprimé à cet égard par la Conférence de Berlin, les Puissances signataires sont convenues d'appliquer les dispositions des articles 2, 3 et 4 du présent chapitre dans une zone délimitée par le 20^e lat. nord et par le 22^e lat. sud, et aboutissant vers l'ouest à l'Océan Atlantique et vers l'est à l'Océan Indien et à ses dépendances, y compris les îles adjacentes au littoral jusque 100 milles marins de la côte.

Art. 2. — Dans les régions de cette zone où il sera constaté que, soit à raison de croyances religieuses, soit pour d'autres motifs, l'usage des boissons distillées n'existe pas ou ne s'est pas développé, les Puissances en prohiberont l'entrée. La fabrication des boissons distillées y sera également interdite.

Chaque Puissance déterminera les limites de la zone de prohibition des liqueurs alcooliques dans ses possessions ou protectorats et sera tenue d'en notifier le tracé aux autres Puissances dans un délai de six mois.

Il ne pourra être dérogé à la susdite prohibition que pour des quantités limitées, destinées à la consommation des populations non indigènes et introduites sous le régime et dans les conditions déterminés par chaque Gouvernement.

Art. 3. — Les Puissances ayant des possessions ou exerçant des protectorats dans les régions de la zone qui ne sont pas placées sous le régime de la prohibition et où les spiritueux sont actuellement importés librement ou soumis à un droit d'importation inférieur à 15 francs par hectolitre, s'engagent à établir sur ces spiritueux un droit d'entrée qui sera de 15 fr. par hectolitre, à 50^e centigrades, pendant les trois années qui suivront la signature du présent acte général. A l'expiration de cette période de trois années, le droit pourra être porté à 25 francs pendant une nouvelle période de trois années. Il sera, à la fin de la sixième année, soumis à révision, en prenant pour base une étude comparative des résultats produits par ces tarifications, à l'effet d'arrêter alors, si faire se peut, une taxe maxima dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'article 2.

Les Puissances conservent le droit de maintenir et d'élever les taxes au delà du minimum fixé par le présent article dans les régions où elles le possèdent actuellement.

Art. 4. — Les boissons distillées qui seraient fabriquées dans les régions visées à l'article 3 et destinées à être livrées à la consommation intérieure seront grevées d'un droit d'accise.

Ce droit d'accise, dont les Puissances s'engagent à assurer la perception, dans la limite du possible, ne sera pas inférieur au minimum des droits d'entrée fixé par l'article 3.

Art. 5. — Les Puissances signataires qui ont en Afrique des possessions en contact avec la zone spécifiée à l'article 1 s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction des alcools, par leurs frontières intérieures, dans les territoires de ladite zone.

Art. 6. — Les Puissances se communiqueront par l'intermédiaire du Bureau de Bruxelles, dans les conditions indiquées au chapitre 3, les renseignements relatifs au trafic des alcools dans leurs territoires respectifs.

ANNEXE N° 7.

Paris, le 18 novembre 1889.

A Messieurs les Membres de la Conférence antiesclavagiste de Bruxelles.

Messieurs,

Le Congrès international de Paris 1889, pour l'étude des questions relatives à l'alcoolisme, s'associant à l'œuvre humanitaire que vous avez si généreusement entreprise et voulant donner une preuve de l'intérêt qu'il porte aux peuplades que vous tentez d'arracher à l'esclavage, appelle votre sérieuse attention sur les maux effrayants causés par l'abus des boissons alcooliques dans les pays non civilisés, et spécialement dans l'Afrique centrale. Des voyageurs dignes de foi affirment que certaines régions sont déjà tellement gangrenées d'alcoolisme qu'on doit les regarder comme perdues. La prohibition de l'alcool y est devenue presque impossible, en ce sens qu'elle amènerait fatalement la disparition de tout commerce. Les indigènes de ces zones ne se décident, en effet, à échanger leurs produits contre ceux des factoreries qu'à la condition de trouver parmi les marchandises qu'ils reçoivent une ou deux caisses de genièvre, de gin ou de « vin des blancs », comme ils l'appellent. Et quel genièvre? Des alcools non rectifiés, saturés de principes toxiques, vendus sur place 6 et 8 francs la caisse de douze bouteilles, c'est-à-dire l'empoisonnement certain, rapide, fatal de tout un peuple, et cela au profit du misérable esprit de lucre de quelques trafiquants que personne n'ose avouer.

Il est temps, plus que temps, de chercher à préserver les peuplades vierges jusqu'à présent de toute atteinte alcoolique et de résister à l'invasion de l'eau-de-vie qui, si l'on n'y prend garde, ne tardera pas à amener la dégénérescence et bientôt l'extinction de la race noire, comme elle a détruit les races indigènes de l'Amérique et de l'Océanie.

C'est avec raison que des hommes de cœur se sont émus des horreurs atroces commises par les infâmes marchands de chair noire, ou des sacrifices humains consommés par quelques roitelets qui égorgent leurs victimes devant quelque idole sanglante. Le monde civilisé ne pouvait rester indifférent à leur appel éloquent. Mais, à son tour, le cri d'alarme poussé par ceux qui combattent le fléau de l'alcoolisme restera-t-il sans écho? Laissera-t-on décimer par l'eau de feu ces populations naïves et imprévoyantes, que rien ne prémunit contre leurs instincts, mais qui, bien dirigées, seraient susceptibles d'un grand développement moral, pourraient devenir prospères et contribuer, à leur tour, au bien-être général? Faut-il que le drapeau de

la civilisation que nos soldats et nos explorateurs vont planter là-bas, au péril de leur vie, abrite le honteux trafic de quelques industriels qui, sous prétexte de commerce, vont sacrifier lâchement des milliers d'existences ?

Les funestes effets de l'alcool, ce fléau des temps modernes, sont depuis longtemps démontrés. Il fait à lui seul, d'après M. Gladstone, autant de ravages en Europe que les maux légendaires, la peste, la guerre et la famine. Il est encore bien plus néfaste et exerce des effets bien plus destructeurs sous le climat de l'Afrique.

Le Congrès de Paris de 1889 contre l'alcoolisme recommande à la Conférence antiesclavagiste de Bruxelles l'œuvre du Comité international pour prévenir la déchéance morale des races indigènes, due au trafic des spiritueux.

Il émet à l'unanimité, le vœu de voir les Gouvernements intéressés se mettre d'accord pour ordonner la prohibition absolue de l'importation des boissons distillées dans les Etats de l'Afrique centrale, et de punir sévèrement le trafic des boissons fermentées, impures ou frelatées, comme un véritable attentat à la vie humaine.

Il compte que la Conférence antiesclavagiste de Bruxelles ne manquera pas d'intervenir dans une question d'aussi haute importance et d'un intérêt vital pour les populations qu'elle veut protéger. C'est son droit, c'est son devoir. Ce sera un de ses plus beaux titres à la reconnaissance du monde moderne et des générations à venir.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de nos sentiments de très haute et très respectueuse considération.

POUR LE CONGRÈS : *Le Vice-Président,*
DUJARDIN-BEAUMETZ.

Protocole n° 17. — Séance du 29 mai 1890.

M. le Président dit que la Conférence est appelée à reprendre l'examen de quelques questions qui, ayant fait l'objet de réserves de la part de plusieurs Plénipotentiaires, n'ont pas encore été résolues jusqu'à présent.

La première de ces réserves émane de M. le Baron Gericke de Herwynen. Elle porte sur l'article V du chapitre I^{er} et concerne l'obligation d'édicter des lois pénales nouvelles, qui, aux termes de cet article, est imposée même aux Puissances n'ayant pas de possessions ou de protectorats en Afrique.

M. le Président demande à M. le Ministre des Pays-Bas s'il a reçu les instructions de son Gouvernement à ce sujet.

M. le Baron Gericke de Herwynen répond que le Gouvernement néerlandais persiste dans sa manière de voir. Il serait difficile pour lui de soumettre au Parlement une loi modifiant la législation existante en la matière. Son Excellence avait demandé que l'on cherchât une formule laissant aux Puissances une plus grande latitude.

M. le Président dit qu'aucune formule modifiant en ce sens l'article V n'a été proposée. On a fait remarquer qu'il serait nécessaire que la législation pénale des Puissances n'ayant pas de possessions en Afrique leur permit de punir les négriers et les complices de ceux-ci, qui se seraient réfugiés sur le territoire de ces Puissances.

M. Banning est d'avis que les articles 274 et suivants du Code pénal néerlandais prévoient déjà les infractions dont il s'agit à l'article V du

chapitre I de l'Acte général. Il ne paraît donc pas nécessaire d'édicter, en cette matière, des lois nouvelles dans les Pays-Bas, et le Gouvernement néerlandais pourrait satisfaire aux prescriptions de l'article V en déclarant quelles sont les dispositions de sa législation criminelle dont il entend faire l'application.

M. le Président ajoute qu'il appartient à chaque Gouvernement d'apprécier si la législation en vigueur est suffisante; dans l'affirmative, il n'aura pas d'autres lois à édicter. Si telle était la situation du Gouvernement néerlandais, l'objection qu'il élève contre l'article V viendrait sans doute à disparaître.

M. le Président se plaît à espérer que ces explications seront de nature à donner toute satisfaction au Gouvernement des Pays-Bas.

M. Banning ajoute que l'article V dit formellement que les Puissances ne sont pas obligées de faire des lois pénales nouvelles, si elles possèdent déjà des lois conformes à l'esprit de cet article.

M. le Baron Gericke de Herwynen espère que ces explications seront considérées comme satisfaisantes par le Gouvernement néerlandais; celui-ci n'aurait donc d'autre obligation que de transmettre au Bureau de Bruxelles le texte des lois pénales en vigueur.

M. le Président estime qu'il n'y a plus, dès lors, pour M. le Ministre des Pays-Bas, aucun motif de maintenir la réserve faite au sujet de cet article.

M. le Baron Gericke de Herwynen exprime son assentiment.

M. le Président rappelle ensuite que l'article IX du chapitre 1^{er} est resté en suspens en raison d'une réserve de M. le Ministre de Portugal, portant sur le paragraphe 6 de cet article.

Lord Vivian demande si M. de Macedo maintient cette réserve.

M. de Macedo répond que, n'ayant pas reçu de nouvelles instructions, il n'est pas en mesure de reprendre la discussion des articles relatifs aux armes et munitions, à propos desquels il avait maintenu ses réserves.

Lord Vivian regrette que M. le Ministre de Portugal ne puisse donner une réponse plus satisfaisante, l'amendement des Plénipotentiaires britanniques, qui est devenu le paragraphe 6 de l'article IX, ayant été déposé en Commission dès le 26 mars.

Son Excellence désire, à ce propos, exposer à l'Assemblée les vues du Gouvernement de la Reine. Il pense que si l'on donne à une Puissance occupant la côte la faculté absolue de prohiber le transit des armes et munitions de guerre à travers son territoire vers les stations d'une autre Puissance européenne, établies à l'intérieur de l'Afrique, il pourrait en résulter, dans certaines circonstances, de graves inconvénients et de grands dangers pour ces stations.

Il craint que les colons européens de ces stations ne demeurent ainsi dépourvus indéfiniment de moyens de défense contre les Arabes et les peuplades sauvages, qui ne trouvent aucune difficulté à renouveler leurs approvisionnements d'armes et de munitions de guerre; que la vie de ces colons ne soit ainsi mise en péril, et que l'œuvre de la civilisation ne soit gravement compromise si un malheur leur arrivait, ou s'ils se voyaient forcés d'abandonner leurs stations devant l'invasion des négriers.

La clause introduite par les Plénipotentiaires britanniques se justifie si l'on considère que le but essentiel de l'œuvre de la Conférence est de ren-

forcer les éléments civilisateurs en Afrique, d'en encourager l'introduction à l'intérieur et de les soutenir dans leur lutte contre la traite. Le Gouvernement de la Reine ne défend pas seulement les intérêts de ses nationaux, bien qu'il y attache une haute importance; il invoque un principe plus large, plus général, qui lui paraît essentiel à l'œuvre civilisatrice de la Conférence; et il ne saurait admettre qu'un différend entre deux Puissances européennes puisse compromettre cette œuvre, ou donner à l'une le droit de mettre en péril les colons et les stations de l'autre, en les privant de leurs moyens de défense contre l'ennemi commun, comme les trafiquants d'esclaves.

M. le Ministre d'Angleterre exprime le désir que M. le Ministre de Portugal veuille bien porter à la connaissance de son Gouvernement les vues qu'il vient d'exposer.

M. de Macedo répond qu'il s'engage à les faire connaître au Gouvernement portugais.

M. le Comte d'Alvensleben déclare que les Plénipotentiaires allemands sont chargés de se rallier à la demande de leurs collègues britanniques tendant à maintenir la texte du paragraphe 6 de l'article IX, tel qu'il a été approuvé par la Commission.

M. Bourée rappelle que lorsqu'il a été autorisé à accepter la rédaction proposée par le paragraphe 6 de l'article IX, il a déclaré que son Gouvernement se ralliait aux vues dont l'amendement anglais était l'expression.

M. le Ministre de France est d'avis que la Conférence ne pourrait, sans se déjuger, laisser tomber un principe que l'Acte général a précisément pour but de consacrer. Dans certaines circonstances, il est vrai, ce principe se heurterait peut-être en pratique à des difficultés internationales; mais elles ne semblent pas insurmontables. En conséquence, M. Bourée persiste à espérer qu'on trouvera un *modus vivendi* qui permettra de donner satisfaction aux exigences des Puissances ayant des établissements à l'intérieur, sans blesser les susceptibilités de celles qui possèdent des territoires à la côte, et en sauvegardant leurs droits.

En terminant, M. le Ministre de France tient à constater, de manière à ne laisser aucun doute, que le Gouvernement français a lmet la vérité et la justesse du principe posé par M. le Ministre d'Angleterre, et qu'il lui paraît inadmissible d'abandonner à elles-mêmes, dans leurs luttes contre les tribus sauvages, les colonies européennes établies à l'intérieur du continent.

M. le Président dit que la question soulevée par le paragraphe 6 de l'article IX restera donc ouverte jusqu'à ce que M. le Ministre du Portugal ait reçu des instructions de son Gouvernement.

Lord Vivian rappelle que, dans la séance de la Conférence du 7 mai, M. le Ministre de France avait fait une déclaration d'après laquelle le Gouvernement français, afin de répondre au désir exprimé par le Gouvernement allemand, s'engageait à provoquer les mesures nécessaires pour empêcher l'exportation des armes à Madagascar et des îles Comores vers les possessions allemandes de la côte orientale d'Afrique, et à exercer un contrôle efficace sur le commerce des armes dans les ports de ces îles.

M. le Ministre d'Angleterre demande si le Gouvernement de la République est disposé à étendre le bénéfice de cette déclaration à tout le littoral, y compris les possessions britanniques.

M. Bourée répond qu'il a fait cette déclaration après que son Gouverne-

ment eut été saisi par le Gouvernement Impérial d'une demande tendant à interdire le trafic des armes entre Madagascar ou les Comores et la partie de la côte orientale où l'Allemagne possède des établissements. Les instructions que M. le Ministre de France a reçues lui permettent de donner à M. le Ministre d'Angleterre l'assurance que, si le Gouvernement britannique exprimait au Gouvernement français le désir de voir étendre les effets de la déclaration dont il s'agit aux relations de Madagascar et des Comores avec les possessions anglaises, ce dernier s'empresserait certainement de déférer à ce désir.

M. de Macedo prie M. le Ministre de France de lui faire connaître si le Gouvernement de la République réserverait le même accueil à toute demande semblable émanant d'une Puissance ayant des possessions à la côte d'Afrique.

M. Bourée répond qu'il est autorisé à tenir à M. le Ministre de Portugal le même langage qu'à M. le Ministre d'Angleterre. Si le Gouvernement portugais adresse une semblable demande au Gouvernement de la République, il peut donner l'assurance que le bénéfice de la déclaration sera appliqué aux possessions portugaises de la côte orientale.

M. le Président invite M. le Ministre d'Italie à faire savoir s'il maintient les réserves émises par lui en ce qui concerne le régime des armes et la répression de la traite dans la mer Rouge.

M. le Baron de Renzis dit que ces réserves se rattachent à une autre question, qui trouve sa place dans le chapitre VII et qui est encore en suspens. Il espère que la solution qui sera donnée à cette question fera disparaître la raison d'être des réserves dont il s'agit, et que celles-ci pourront ainsi être retirées.

M. le Président rappelle ensuite que l'article X du chapitre I^{er} a donné lieu à une réserve de la part de M. le Ministre d'Autriche-Hongrie.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch répond qu'il s'est empressé de communiquer à son Gouvernement les observations faites au sein de la Conférence, à la suite du dépôt de l'amendement qu'il avait été chargé de présenter en vue de restreindre l'application de l'article X aux Puissances ayant des possessions ou exerçant des protectorats dans la zone de prohibition du commerce des armes. Son Excellence est en mesure d'annoncer aujourd'hui que le Gouvernement Impérial et Royal, après avoir soumis ses observations à un sérieux examen, l'a autorisée à retirer ses réserves et qu'il accepte l'article tel qu'il est actuellement rédigé.

Lord Vivian, ayant ensuite demandé la parole, donne lecture de la déclaration suivante :

« A la séance plénière de la Conférence du 7 du mois courant, Son Excellence M. le premier Plénipotentiaire d'Allemagne a fait la déclaration suivante, relative à l'article XI :

» Le Gouvernement Impérial compte sur les bons offices du Gouvernement de la Reine, en vue d'amener les colonies du Cap à prendre des mesures sévères pour contrôler le commerce des armes, ainsi que l'introduction du matériel de guerre dans la zone déterminée à l'article VIII, et dans les territoires se trouvant en contact direct avec cette zone.

» N'étant pas alors munis d'instructions, nous n'étions pas à même d'y répondre.

» D'après les instructions que nous venons de recevoir du Gouvernement de la Reine, nous sommes autorisés à constater que cette déclaration paraît se baser sur une connaissance imparfaite des faits.

» Les lois existantes dans les colonies britanniques Sud-Africaines, au sujet de l'exportation des armes, donnent aux autorités coloniales le pouvoir discrétionnaire de prendre des mesures tout aussi sévères que celles recommandées par la Conférence; et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique n'a aucune raison de croire que les colonies Sud-Africaines abrogeront ces lois.

» Il est donc impossible pour les Plénipotentiaires britanniques d'admettre que les lois de l'une ou l'autre de ces colonies soient défectueuses, ou qu'il y ait besoin de les amender en ce qui concerne le contrôle du trafic des armes et munitions de guerre. Le Gouvernement de la Reine ne saurait, d'ailleurs, constitutionnellement, lier les colonies autonomes quant à leur législation future.

» Bien que les lois et ordonnances déjà existantes dans ces colonies ne soient en aucune manière défectueuses, nous sommes autorisés à déclarer que la Conférence peut compter sur les bons offices du Gouvernement de la Reine, afin que les décisions de l'Assemblée soient portées à l'attention des Colonies Sud-Africaines. Il leur serait recommandé en même temps de prendre ces décisions en sérieuse considération, et, dans les cas où il paraîtrait nécessaire d'amender les lois locales, elles seraient invitées à en agir ainsi. »

M. de Macedo dit, que lors de la discussion en Conférence du chapitre III, M. le Ministre d'Angleterre s'était engagé à soumettre à son Gouvernement la proposition du Plénipotentiaire portugais, relative au petit cabotage entre le littoral de l'Océan Indien et certaines îles portugaises situées à plus de 5 milles de la côte.

Lord Vivian déclare qu'il est autorisé à retirer les réserves qu'il avait faites à l'égard des îles énumérées par M. le Ministre de Portugal, à la séance de la Conférence du 9 mai.

Son Excellence exprime ensuite le désir de présenter un amendement au paragraphe additionnel de l'article XXI du Règlement maritime, inséré à la demande de M. le Ministre de Portugal, et qui prescrit que *les esclaves libérés, dans les cas prévus par cet article, seront remis aux autorités locales, sauf les stipulations des conventions particulières*. Afin de donner un caractère moins obligatoire à cette disposition, lord Vivian propose de remplacer le mot *seront* par les mots *pourront être*. Il peut arriver, en effet, que les conventions particulières ne contiennent aucune disposition relative aux esclaves libérés, et qu'il ne soit pas de l'intérêt de ces derniers d'être remis aux autorités locales. Il serait désirable de laisser, dans ce cas, une certaine latitude aux commandants des croiseurs.

M. de Macedo répond qu'il ne pourrait accepter la modification proposée par M. le Ministre d'Angleterre sans en avoir référé à Lisbonne. Attribuant un caractère facultatif à l'amendement qui avait été présenté au nom du Gouvernement portugais, cette modification en altère le sens et la portée.

Lord Vivian reconnaît la justesse de cette objection, mais il fait observer que la modification proposée par lui se rapporte uniquement aux cas très rares d'ailleurs, où ces conventions ne renferment pas de stipulations sur ce point.

M. de Macedo répond qu'il pourrait admettre cette modification, s'il s'agissait des autorités européennes, mais non si elle stipulait la remise des esclaves libérés aux autorités indigènes.

Son Excellence croit qu'il serait possible de trouver une rédaction qui exclurait la remise des esclaves à l'autorité locale indigène.

M. le Président dit qu'on cherchera une formule propre à concilier les opinions de MM. les Ministres d'Angleterre et de Portugal.

Revenant ensuite au chapitre V, M. le Président rappelle que l'entente n'a pu se faire encore sur la question de la répartition des frais qu'occasionnera la création du Bureau de Bruxelles.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch fait savoir à la Conférence que son Gouvernement s'est associé aux regrets exprimés par M. le Ministre d'Angleterre au sujet de l'abandon du projet soumis à la Commission du 2 avril et portant la création d'un Bureau international avec Conseil d'administration. Le Bureau ayant reçu une organisation différente, le Gouvernement Impérial et Royal n'y avait pas trouvé un intérêt suffisant pour justifier sa participation aux frais qu'entraînerait cette institution. Toutefois, dans un esprit de conciliation et afin de ne pas entraver la marche des travaux de la Conférence, le Gouvernement austro-hongrois autorise son Représentant à retirer les réserves qu'il l'avait chargé de faire à cet égard, et il accepte l'article tel qu'il est rédigé.

M. le Président, après avoir rendu hommage aux dispositions conciliantes du Gouvernement austro-hongrois, constate que l'article ne donne plus lieu à aucune observation et le déclare adopté.

Il aborde ensuite le dernier objet mis à l'ordre du jour, c'est-à-dire l'examen du chapitre VII, contenant les dispositions générales.

Les articles I et II sont adoptés.

L'article III se rapporte à une question dont la solution n'est pas encore arrêtée.

M. le Président en remet l'examen à une séance ultérieure.

L'article IV ainsi que l'article V et dernier du chapitre VII sont également adoptés par l'Assemblée.

La séance est levée.

Protocole n° 18. — Séance du 2 Juin 1890

M. le Président annonce que M. le Ministre de Turquie s'est excusé de ne pouvoir assister à la séance, en rappelant que ses sympathies étaient acquises à la proposition dont la Conférence allait s'occuper.

M. le Président ajoute que Son Excellence lui avait adressé antérieurement une communication pour lui faire connaître que le Gouvernement ottoman donnait son assentiment au projet d'établir des droits d'entrées dans le bassin conventionnel du Congo.

La Conférence ayant été convoquée à la demande de MM. les Plénipotentiaires de l'Etat Indépendant du Congo, M. le Président donne la parole à M. Van Maldeghem qui fait à l'Assemblée une communication ainsi conçue :

« Au moment où, nous l'espérons, la Conférence va clôturer ses travaux

et mettre la dernière main à une œuvre digne des sentiments humanitaires de notre temps et des Puissances qui ont bien voulu nous faire l'honneur de se réunir à Bruxelles pour s'entendre sur la répression de la traite, les Représentants de l'Etat Indépendant du Congo considèrent comme un impérieux devoir d'insister devant Elle sur une mesure qu'ils croient indispensable, en ce qui concerne leurs territoires, pour assurer l'efficacité de ses résolutions.

» Dans votre séance du 10 mai, vous avez été saisis d'une proposition relative à l'établissement de droits d'entrée dans le bassin conventionnel du Congo. C'est cette proposition, dont la portée n'a pas été également comprise partout, que certains organes de la presse n'ont pas présentée sous son vrai jour, que nous avons pour instruction de venir défendre devant vous.

» Jusqu'à présent, le rôle des Plénipotentiaires de l'Etat Indépendant du Congo dans cette Assemblée a été des plus modestes. Mais s'ils ont respectueusement abandonné toutes les initiatives aux Puissances, l'intérêt qu'ils portent au succès pratique de vos efforts n'en est pas moins profond, et ils sentent vivement qu'ils manqueraient aux obligations de l'honnêteté, s'ils gardaient plus longtemps le silence sur les moyens dont l'Etat Indépendant dispose pour appliquer comme il le veut, énergiquement et immédiatement, vos résolutions.

» Messieurs, on a représenté les droits d'entrée comme une entrave au commerce. Est-il besoin de faire remarquer que les intérêts de l'Etat et ceux du commerce sont ici identiques; que la prospérité de l'Etat dépend essentiellement du développement du commerce, et que nous irions à l'encontre d'un intérêt primordial en recommandant une mesure qui compromettrait ce développement? Sans doute, l'établissement de droits différents pourrait avoir ce caractère préjudiciable. Mais il n'en saurait être ainsi des droits d'entrée que nous préconisons. Nous soutenons que ceux-ci viennent à leur heure, que les circonstances les imposent et que les établir aujourd'hui, c'est continuer l'œuvre de la Conférence de Berlin en l'adaptant à une situation nouvelle, caractérisée par un ensemble de progrès qui dépasse toutes les espérances.

» Comment voir une entrave au commerce dans des droits d'entrée qui ne sont qu'avancés par l'importateur, mais sont supportés, en définitive, par le consommateur? La modicité de ces droits écarte toute appréhension quant à un effet fâcheux sur l'accroissement de la consommation. Dépouillés de tout caractère protecteur, ces droits ne favorisent aucun produit national, puisqu'aucune industrie étrangère ne se trouve et ne se trouvera de longtemps en concurrence avec la fabrication indigène. Le principe du libre échange reste donc intact.

» Le transit aussi restera libre. Les produits qui entreront dans les ports pour être réexportés ou qui traverseront le pays à destination de territoires voisins, ne paieront naturellement pas de droits. L'Etat du Congo, nous le déclarons hautement, établira un régime aussi libéral que possible pour que le commerce de transit n'ait à subir aucune formalité vexatoire. L'Etat est intéressé, plus encore que les négociants, à ce que le commerce de ses ports ne décline pas. C'est dire qu'il accordera au commerce toutes les facilités qui ne seront pas de nature à engendrer la fraude. Les droits de sortie que nous percevons actuellement n'entraînent-ils pas, eux aussi, des formalités? Leur existence cependant a-t-elle empêché le commerce de se développer dans les conditions les plus brillantes? N'existe-t-il pas de droits

d'entrée, souvent plus élevés que ceux qu'on propose, dans presque toutes les possessions de la côte africaine ? Empêchent-ils le commerce d'y prospérer ?

» Notre droit incontestable de police nous autorise déjà à surveiller toute espèce d'importation. Le programme de la Conférence rend ce devoir de la surveillance plus précis encore en ce qui concerne l'introduction des armes et des spiritueux. Il n'y a pas lieu de croire que l'exercice de ce droit sera rendu plus vexatoire par la perception de taxes sur certaines catégories de marchandises.

» Personne ne saurait nier qu'il faut des ressources à un Etat pour remplir ses devoirs politiques et humanitaires, pour protéger les personnes et les biens, pour rendre possible l'exercice du négoce.

» Ceux qui s'opposent à ce qu'une partie de ces ressources soit demandée aux droits d'entrée, veulent par le fait que tout soit demandé à l'impôt direct. Tout demander à l'impôt direct, ce serait imposer au commerce de bien autres entraves, et nous n'hésitons pas à penser qu'il trouvera une charge moins pesante dans des droits de douane modérés que dans de lourdes et multiples taxes qui viendraient frapper directement les maisons de commerce, en tenant compte à la fois, par exemple, de l'importance de leurs installations, du nombre de leurs employés, du chiffre présumé de leurs affaires. Que de coûteuses formalités entraînerait, si elle devait être poussée à sa dernière limite, la perception de semblables impôts !

» Ce qu'il s'agit d'accorder, en réalité, aux Puissances possédant des territoires dans le bassin conventionnel, ce ne sont pas des ressources prélevées sur les capitaux étrangers, mais tout simplement la faculté de réclamer à leurs contribuables, à ceux dont ils protègent et facilitent le travail, une certaine part dans les charges publiques.

» La Conférence de Berlin a voulu ouvrir au commerce l'Afrique centrale. Or, le commerce s'y précipite, comme un flot sans cesse grossissant. De tous côtés, des établissements de commerce se fondent. Le négoce suit pas à pas les agents des Etats dans leur marche en avant. Le courant est formé. Ce ne sont pas des droits très modérés qui l'arrêteront. Mais ces établissements commerciaux, ces succursales de factoreries, dont le nombre s'augmente incessamment, que nous avons trouvés installés il y a cinq ans à l'embouchure du Congo ou dans son voisinage immédiat et qui aujourd'hui rayonnent jusqu'à plus de 300 lieues de la côte, de quoi ont-elles surtout besoin ? Nous n'hésitons pas à répondre qu'il leur faut avant tout la *sécurité* ; or, cette sécurité, nous ne pouvons la leur assurer, sur des points chaque jour nouveaux, sans augmenter nos ressources. On ne fonde pas de nouveaux postes, de nouveaux camps sans dépenses. Les droits d'entrée nous fourniront partiellement au moins ces ressources.

» Si elles venaient à nous manquer, il ne nous serait pas possible de combattre efficacement la traite, ni d'arrêter avec succès la dépopulation qui, en diminuant le nombre des consommateurs de l'avenir, détruit les plus sûrs débouchés du commerce.

» La ferme résolution de l'Etat du Congo de contribuer de toutes ses forces à l'exécution du programme de la Conférence, ce n'est pas la première fois qu'elle est exprimée devant vous. Dans votre séance du 14 mars dernier, nous avons eu l'honneur de vous faire à cet égard une déclaration qui ne sera sans doute pas plus sortie de votre souvenir que du nôtre. Quelles que soient les charges qui doivent en résulter, avons-nous dit, les

décisions de la Conférence seront promptement et énergiquement exécutées dans l'Etat Indépendant du Congo.

» Cette assurance, nous la répétons aujourd'hui. Nous affirmons de nouveau que le jeune Etat consacra toutes ses forces, toutes ses ressources à la tâche qu'il accepte de grand cœur. Mais en disposant de toutes ses ressources et bien au delà même, il doit se demander si elles suffiront pour l'accomplissement entier et efficace des obligations qu'il aurait contractées ici.

» Un sentiment de stricte loyauté nous oblige à vous dire que, sans les droits d'entrée, sans les ressources que nous en attendons, nous ne pourrions nous associer efficacement à la conclusion de votre œuvre.

» L'Etat du Congo ne veut rien vous dissimuler. Toute dissimulation de sa part envers les Puissances signataires de l'Acte de Berlin comme envers les Etats-Unis qui, de l'autre côté de l'Atlantique, ont, par leur appui moral et généreux, soutenu ses premiers pas, serait de l'ingratitude.

» Nous avons promis d'ouvrir au progrès nos territoires de l'Afrique centrale. Nos plus chaudes espérances comme nos prévisions se trouvent dépassées.

» Ce progrès, nous vous demandons un moyen de le consolider, un moyen de mettre énergiquement en pratique vos résolutions, afin que nous puissions avoir le grand honneur de nous associer à l'Acte de Bruxelles. »

M. de Macedo annonce à l'Assemblée qu'il est autorisé à adhérer sans restriction à l'idée générale de la proposition dont la Conférence est saisie.

L'expérience qu'il a personnellement acquise dans les affaires d'Afrique lui permet d'apprécier la valeur des considérations que M. Van Maldeghem vient de développer, et, à ce titre, il leur donne un entier assentiment.

M. le Comte d'Alvensleben s'exprime en ces termes :

» Nous avons tous entendu avec intérêt, je crois pouvoir dire avec un pénible intérêt, la déclaration de M. le Plénipotentiaire de l'Etat Indépendant du Congo.

» Lors de la première discussion du projet, j'ai déjà déclaré, comme mon opinion personnelle et celle de mon collègue, que la proposition faite trouverait en principe l'accueil le plus favorable auprès du Gouvernement Impérial.

» Je suis aujourd'hui à même de déclarer que le Gouvernement Impérial a approuvé cette manière de voir et qu'il profitera avec plaisir de l'occasion de témoigner son intérêt et sa sympathie au Roi-Souverain et à l'Etat Indépendant du Congo.

» Je crois que vous tous, qui sommes animés des mêmes sentiments, saurons trouver le moyen de traduire ces sentiments par une mesure pratique. »

M. Bourée dit que les prévisions émises par lui, dans la séance du 10 mai, lorsque la proposition a été présentée à la Conférence, se trouvent confirmées. Ainsi qu'il le pressentait, le Gouvernement de la République lui a donné l'ordre d'adhérer à ce projet de la manière la plus formelle et la plus sympathique. Les vues exprimées par les Plénipotentiaires de l'Etat Indépendant du Congo répondent absolument à celles du Gouvernement français. Il apprécie les difficultés considérables que rencontre l'Etat du Congo dans l'établissement d'un ordre de choses régulier au centre de l'Afrique.

Il se rend compte que, pour lui permettre de réaliser le but poursuivi par la Conférence, on doit en toute justice, en toute raison, lui ménager les ressources nécessaires et l'aider ainsi à mener à bien l'œuvre admirable entreprise par le Roi-Souverain.

M. le Ministre de France répète, en terminant, qu'il s'associe de grand cœur à la proposition et qu'il lui prêterait tout son appui.

M. le Baron de Renzis dit :

« Les paroles que j'ai prononcées dans la séance du 10 mai, dans laquelle on nous a lu la proposition de M. le Baron Lambertmont, me dispenseraient de faire connaître les vues de mon Gouvernement à ce sujet. Mais, puisque mes honorables collègues ont ratifié en quelque sorte, par leurs discours, l'opinion manifestée le premier jour, je déclare que les instructions de mon Gouvernement à l'égard de cette question me prescrivent de donner à l'Etat du Congo l'appui le plus chaleureux et le plus efficace.

« Nous devons par conséquent décliner toute responsabilité, si les Plénipotentiaires de l'Etat du Congo se trouvaient dans l'impossibilité de signer le Traité, ce qui rendrait stérile une œuvre qui a rencontré tant de sympathie auprès des Gouvernements et qui a été soutenue avec tant de zèle par leurs Plénipotentiaires. »

Lord Vivian s'exprime ainsi :

« Dans la séance plénière du 10 mai, mon collègue et moi, agissant d'après nos instructions, nous avons cordialement appuyé la proposition présentée par M. le Président pour l'établissement de droits d'entrée sur les marchandises importées dans le bassin conventionnel du Congo, nécessité créée par les charges nouvelles que la Convention pour la suppression de la traite imposera à l'Etat Indépendant.

« Depuis lors, après avoir eu sous les yeux le protocole de la séance, le Gouvernement de la Reine a entièrement approuvé notre attitude et s'est ainsi associé aux sentiments de cordiale sympathie pour la proposition, que nous avons exprimée à cette occasion.

« La déclaration que vient de nous lire M. le Plénipotentiaire de l'Etat Indépendant, du Congo demande, à notre avis, la plus sérieuse considération.

« Le Roi-Souverain nous déclare par la voix de ses Représentants que le progrès et le développement de l'œuvre civilisatrice que Sa Majesté a entreprise au centre de l'Afrique sont entravés et compromis à cause de l'insuffisance des ressources dont l'Etat dispose actuellement, et que par conséquent il ne pourrait loyalement souscrire à l'œuvre de la Conférence, ni aux obligations nouvelles qu'elle comporte en vue de la suppression de la traite, obligations que lui seul a acceptées sans réserves, si les ressources nouvelles qu'il a demandées ne lui sont pas accordées.

« Cet exposé de la situation du jeune Etat a été accueilli dans cette Assemblée par une manifestation vraiment remarquable de sympathie unanime, et si, malheureusement, il y avait une Puissance qui hésitait à s'y rallier, je prierais son Représentant de faire à son Gouvernement un tableau fidèle de l'aspect de cette Assemblée et de l'unanimité qui y règne sur ce point, et je l'engagerais à réfléchir très sérieusement à l'énorme res-

pensabilité qui incomberait à celui qui, en s'opposant isolément à cette unanimité de vues sur un point capital, mettrait en péril, au moment de son achèvement, tout l'édifice que la Conférence a si soigneusement et si laborieusement construit. »

M. de Martens dit que, M. le Prince Ouroussoff se trouvant dépourvu d'instructions lorsque la question a été soulevée pour la première fois, il n'a pu manifester que ses sentiments personnels, d'ailleurs des plus favorables. M. le second Plénipotentiaire de Russie est autorisé à déclarer aujourd'hui que le Gouvernement Impérial approuve la proposition et désire témoigner toute sa sympathie à la grande œuvre du Roi des Belges. Dans l'opinion du Gouvernement russe, la Conférence est compétente pour prendre l'initiative de l'examen et de la solution de la question qui lui est soumise.

M. de Martens, se plaçant au point de vue juridique, et à titre personnel, est d'avis que les déclarations échangées par l'Association internationale du Congo avec certaines Puissances ne peuvent avoir pour effet de restreindre la portée de l'Acte général de Berlin, qui a créé un état de choses nouveau, sur lequel s'est basée la fondation de l'Etat Indépendant du Congo. Il est donc indispensable de fournir à cet Etat les moyens d'existence qui lui sont nécessaires, et de le mettre ainsi en mesure de faire face aux charges que la Conférence de Bruxelles lui imposera.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch dit que, dans la séance du 10 mai, il avait laissé pressentir déjà l'accueil favorable que la proposition rencontrerait auprès du Gouvernement Impérial et Royal. Aux termes des instructions qui lui sont parvenues, Son Excellence déclare que le Gouvernement austro-hongrois accepte intégralement cette proposition et qu'il l'appuiera sans réserve.

On ne peut, ajoute M. le Comte Khevenhüller-Metsch, demander de grands sacrifices à un Etat nouveau sans lui offrir un équivalent en échange. Le Gouvernement Impérial et Royal trouverait très regrettable qu'un refus opposé à la proposition vint faire sombrer l'œuvre élaborée par la Conférence. La responsabilité serait lourde à porter pour la Puissance qui en serait la cause.

M. Gutierrez de Agüera, connaissant la sympathie que son Gouvernement a toujours témoignée à l'œuvre de civilisation entreprise par le Roi des Belges, et s'inspirant de ses instructions générales, se rallie avec empressement aux idées exprimées par Lord Vivian, et qui paraissent rencontrer un assentiment unanime au sein de l'Assemblée.

M. Schack de Brockdorff s'exprime ainsi :

« Connaissant, d'une part, la vive sympathie que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Danemark porte à la grande œuvre entreprise par le Roi-Souverain, me rendant compte, d'autre part, du bien-fondé des considérations qui nous ont été exposées, avec tant de clarté, par M. le second Plénipotentiaire du Congo, je répéterai ce que j'ai eu l'occasion de dire déjà à la séance du 10 mai, que je ne doute pas qu'un accueil entièrement favorable ne soit réservé à la proposition. »

M. de Burenstam a déjà fait connaître son opinion personnelle au sujet de la proposition. Il déclare s'y rallier, conformément aux ordres qu'il a reçus de son Gouvernement.

M. le Baron Gericke de Herwynen dit :

« Je ne puis en ce moment ni entrer en discussion sur la communication qui vient de nous être faite, ni préjuger les intentions de mon Gouvernement. Mais je désire m'associer aux sentiments de sympathie témoignés par tous les membres de cette Assemblée à l'égard de l'Etat du Congo, de son auguste Souverain et de la grande œuvre de l'abolition de la traite.

» Je puis y ajouter l'assurance que ces sentiments ne seront pas moins sincèrement partagés par mon Gouvernement et que la communication importante qui vient de nous être faite et que je m'empresserai de lui transmettre, sera accueillie avec une très vive sympathie et sera examinée avec une attention aussi sérieuse que bienveillante. »

M. Van Maldeghem exprime, en son nom et au nom de son collègue, M. Van Eetvelde, les sentiments de profonde reconnaissance que lui inspire l'accueil si hautement favorable réservé par les membres de la Conférence à la communication qu'il a été chargé de leur faire. Les Représentants de l'Etat Indépendant du Congo ont considéré comme un devoir de faire connaître la vérité à la Conférence. Ils sont heureux de constater que leur sincérité a trouvé de l'écho, et ils sont persuadés que l'unanimité qui paraît se révéler dans les sentiments des membres de la Conférence, permettra de surmonter les derniers obstacles qui s'opposeraient encore à l'adoption du projet.

M. le Président est heureux de pouvoir constater non seulement l'adhésion, mais encore l'appui chaleureux que les Représentants des Puissances donnent à la proposition qu'il a eu l'honneur de soumettre à la Conférence. Leur langage ne laisse aucun doute sur les intentions des Gouvernements. Il semble permis de compter aussi sur les sympathies de ceux qui, dans l'état de leurs instructions, se sont trouvés obligés de réserver une réponse définitive.

La manifestation qui vient d'avoir lieu ne s'adresse d'ailleurs pas à l'auteur de la proposition, elle porte plus haut. Soutenue comme elle vient de l'être, la proposition paraît avoir grande chance d'être accueillie, même par ceux qui ne s'y sont pas ralliés jusqu'à présent. Il peut exister encore à ce sujet quelques divergences de vues; certains intérêts se sont alarmés, à tort sans doute. Aussi, M. le Président veut-il se borner à prier ceux de ses collègues dont les instructions ne sont pas définitives, de porter à la connaissance de leurs Gouvernements ce qui s'est passé dans cette séance. Il ne doute pas de leurs sentiments personnels, et il a confiance dans les dispositions des Gouvernements qui, en d'autres occasions, ont déjà donné à l'œuvre qui est en ce moment en cause, des témoignages d'intérêt dont le souvenir n'est pas perdu.

La séance est levée.

Protocole n° 19. — Séance du 6 juin, 1890.

M. le Président rappelle qu'à la suite d'un amendement proposé par

M. le Ministre d'Angleterre à l'article 21 *bis*, paragraphe 2, du Règlement maritime, il avait été décidé que le Bureau préparerait une rédaction nouvelle de ce paragraphe.

M. Banning donne lecture de la formule suivante, qui paraît répondre aux deux hypothèses que MM. les Plénipotentiaires d'Angleterre et de Portugal ont voulu prévoir :

« Dans les cas prévus par cet article, il sera disposé des esclaves » libérés, conformément aux conventions particulières conclues ou à conclure entre les Puissances signataires. A défaut de ces conventions, » lesdits esclaves pourront être remis à l'autorité locale, etc. »

Lord Vivian et M. de Macedo admettent la rédaction proposée.

M. le Président déclare adopté l'article 21 *bis*, paragraphe 2, devenu l'article 52 dans le projet de traité définitif.

L'ordre du jour appelle ensuite la discussion de l'amendement présenté par M. Sanford.

Lord Vivian dit que le Gouvernement de la Reine, par les propositions qu'il a présentées à la Conférence, a suffisamment témoigné son sincère désir d'empêcher, par tous les moyens possibles, l'introduction des boissons fortes en Afrique. Il ne peut, en conséquence, qu'approuver en principe la proposition de M. Sanford.

Mais, tout en envisageant favorablement le but que poursuit cet amendement, le Gouvernement de la Reine se demande s'il n'est pas trop tard pour soumettre cette proposition à la Conférence. Elle aurait dû, à son avis, être présentée au moment où la Commission discutait la question des spiritueux, et non après la clôture de cette discussion.

L'opposition sérieuse qu'ont rencontrée dans la Conférence les efforts faits pour imposer de plus grandes restrictions au trafic des spiritueux en Afrique, donne lieu de croire que la même opposition s'élèverait contre l'amendement présenté par M. Sanford. Il est également à craindre qu'en insistant sur cette proposition on ne puisse aboutir à un résultat utile, et qu'on ne mette en péril, par le retard qui en résulterait, les mesures déjà adoptées par la Conférence.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch est chargé par son Gouvernement de rendre hommage aux idées généreuses qui ont inspiré l'amendement présenté par M. le Plénipotentiaire des Etats-Unis. Toutefois, il éprouve certaines appréhensions relativement à son exécution. La législation autrichienne ne prévoit pas, en effet, des mesures analogues à celles qu'il faudrait appliquer en exécution de cet amendement, et le Gouvernement Impérial et Royal ne croit pas qu'il soit possible en ce moment de modifier les lois en vigueur. D'autre part, il lui paraît qu'il serait un peu tard pour insérer dans l'Acte général une disposition semblable, que les progrès de la civilisation permettront peut-être de réaliser dans l'avenir.

M. Göhring dit que le Gouvernement allemand est d'avis que la question soulevée par les Plénipotentiaires des Etats-Unis ne peut être résolue actuellement à raison de ses difficultés techniques. Il serait désirable, sans doute, que ces difficultés pussent être surmontées, mais l'expérience décisive faite récemment en Allemagne prouve que la question n'est pas mûre.

Il y a trois ans, une loi a été portée dans ce pays, en vue d'établir une

formule générale pour l'épuration des alcools. Cet essai n'a pas réussi. A la suite de tâtonnements qui ont duré deux ans, on a dû abandonner ce système et abroger la loi. La chimie ne se trouvait pas en état de fournir une réponse satisfaisante aux diverses questions qui se posaient, à savoir, quelles sont les matières réellement nuisibles que contiennent les alcools ; dans quelles proportions il est possible de les éliminer ; quelles sont les méthodes d'épuration offrant les garanties requises, etc. Depuis lors, les études scientifiques continuent et elles se multiplient en vue de préparer une solution.

Mais la proposition de M. Sanford fait naître un problème plus difficile que celui dont le Gouvernement Impérial a recherché la solution sans y parvenir. Tandis qu'en Allemagne il ne s'agissait que de trouver une formule répondant aux exigences d'un seul pays, il faudrait arrêter ici une formule unique, applicable à toute l'Europe et à l'Amérique. Les connaissances nécessaires faisant défaut pour aborder aujourd'hui un semblable problème, une décision sur ce point, et par conséquent l'achèvement de l'œuvre de la Conférence, serait remise à une époque éloignée. Le Gouvernement Impérial ne saurait assumer la responsabilité de subordonner les résultats déjà acquis par la Conférence à la solution d'un problème qui est sans rapport direct avec le but qu'elle poursuit.

La proposition de M. Sanford aurait cependant un effet utile, si elle avait pour conséquence d'indiquer des faits précis, avérés, qui l'auraient provoquée, et de faire connaître de quel côté se portent les soupçons de falsification. Sur ce point, l'auteur de la proposition ne dit rien ; il se borne à des généralités qu'il est difficile de rencontrer.

M. Göhring ajoute qu'il n'a pas à prendre la défense de tous les alcools, de provenances très diverses, qui sont destinés à l'Afrique. Il désire seulement dire quelques mots en ce qui concerne l'Allemagne. Les plaintes dirigées contre les alcools de ce pays ne sont pas de date récente, et depuis longtemps elles ont attiré la sérieuse attention du Gouvernement. Dans la note qu'il a présentée à la Conférence, M. le Délégué des Pays-Bas a rappelé que des échantillons d'alcools, pris en Afrique même, avaient été envoyés en Europe pour y être analysés, et qu'on n'y a trouvé rien de nuisible. Ni les personnes qui se sont chargées de l'envoi, ni les experts distingués qui ont opéré les analyses, ne peuvent être suspectés de partialité. Quant aux autorités allemandes, elles ont prêté leur concours en provoquant certaines enquêtes. Les alcools allemands, pour autant que le contrôle des autorités de l'Empire ait pu s'exercer, ont été reconnus absolument purs et exempts de substances nuisibles. Il est utile de remarquer, en outre, que le contrôle du Gouvernement est facilité en Allemagne, d'un côté par le fait que la production s'opère sur une large échelle et d'après les derniers progrès de l'industrie ; de l'autre, parce que, dans les ports allemands, l'exportation des alcools se trouve entre les mains de commerçants que leur honorabilité et leur grande situation mettent à l'abri de toute accusation de pratiques inavouables.

Il n'est pas sans intérêt de signaler un fait qui résulte des études auxquelles on s'est livré en Allemagne pour arriver à l'épuration des alcools. D'après les dernières recherches, il a été reconnu que les alcools de pommes de terre, plus particulièrement fabriqués en Allemagne, l'emportent sur tous les autres, en raison d'une épuration plus facile et de la moindre proportion de matières nuisibles qu'ils contiennent.

En terminant, M. Göhring dit qu'il attachait du prix à exposer, au nom du Gouvernement allemand, les considérations qui précèdent, parce qu'on répète trop fréquemment, comme un 'axiôme, que les alcools destinés à l'Afrique doivent, en raison de leur prix minime, être tenus pour falsifiés. Dans la séance du 24 mai, Lord Vivian semble s'être également exprimé en ce sens. Or, il n'en est pas ainsi, tout au moins pour ce qui regarde les alcools de provenance allemande.

Lord Vivian déclare qu'il n'a entendu désigner aucun pays ; il a dit qu'il croyait que la prohibition de l'importation en Afrique des spiritueux falsifiés serait probablement beaucoup plus efficace pour restreindre le commerce des boissons alcooliques que ne pourrait l'être un droit minime d'entrée ; il a ajouté qu'à son avis, si l'on adoptait cet amendement, il en résulterait une grande réduction de l'importation. Or c'est là le but que son Gouvernement désire atteindre.

M. Banning rappelle que lors de l'introduction de la proposition dont l'Assemblée est saisie, M. le Plénipotentiaire de Turquie a suggéré l'idée de la déférer à l'examen d'un comité spécial pris dans le sein de la Conférence. Cette suggestion n'a pas été accueillie à raison des connaissances techniques qui seraient nécessaires pour traiter cette matière. Toutefois, il était évidemment utile de prendre l'avis de quelques hommes d'une compétence reconnue. M. Banning s'est adressé dans ce but à M. Stas, président de l'Académie des sciences de Belgique et vice-président du conseil d'hygiène, dont les travaux de chimie jouissent d'une notoriété universelle, ainsi qu'à M. Depaire, professeur de chimie pharmaceutique et de toxicologie à l'Université de Bruxelles. L'opinion de ce dernier savant a d'autant plus de poids qu'il a été chargé, en 1887, par le Gouvernement belge, de vérifier les spiritueux consommés dans le pays. 502 échantillons, recueillis dans les diverses provinces par les commissions médicales, ont été soumis à cette occasion à l'analyse.

En voici les résultats : Tous les spécimens ont été trouvés purs, sauf deux qui renfermaient une minime quantité d'acide sulfurique, provenant probablement d'un accident de fabrication. Les recherches ont porté principalement sur la présence, dans les eaux-de-vie de consommation, des alcools supérieurs, notamment de l'alcool amylique, auxquels on attribue principalement les effets malfaisants produits sur l'organisme par l'abus des spiritueux.

Or, 42 0/0 des échantillons contenaient des alcools amyliques, dans des proportions qui ont varié de 0 gr. 4 à 2 gr. 10 par litre, c'est-à-dire un maximum de 2 millièmes ; 58 0/0 des eaux-de-vie examinées ne contenaient pas d'alcool amylique.

Les alcools consommés par la population belge doivent donc être réputés purs, car les quantités d'alcool non éthylique révélées par l'analyse sont trop faibles pour déterminer des conséquences graves. Cependant ces conséquences existent ; les affections alcooliques se multiplient en ce pays comme dans presque toutes les contrées d'Europe. Il faut en conclure que ce sont moins les éléments impurs mêlés aux spiritueux qui constituent le poison que les spiritueux eux-mêmes, si rectifiés qu'on les suppose. MM. Stas et Depaire sont absolument d'accord à cet égard. Dès lors, c'est l'alcool lui-même qu'il faut ou proscrire, ou du moins renchérir autant que possible, et c'est avec raison que la Conférence, dans les résolutions qu'elle a adoptées, s'est placée sur ce terrain.

M. Sanford, après avoir rappelé que son amendement a été présenté en termes généraux à la Commission le 1^{er} avril, répond à M. Banning et à M. Göhring que l'opinion du Congrès international de Paris est en contradiction avec celle des experts cités par eux. Quant au côté technique de la question, qui à ses yeux est le seul important, il résulte des renseignements qui lui ont été communiqués, depuis la dernière question sur la matière, par des personnes de haute compétence, qu'il existe des moyens faciles de constater dans les alcools la présence de matières impures. Parmi les différentes méthodes qui ont fait spécialement l'objet des études du Congrès international de Paris de 1889 pour l'étude des questions relatives à l'alcoolisme, il est une méthode simple, rapide et pratique, qui a donné d'excellents résultats et qui est employée par l'administration fédérale des alcools en Suisse, où, depuis 1886, le monopole de la vente des alcools se trouve entre les mains de l'Etat. Cette méthode est celle de Rosl ; elle permet de constater dans les alcools la présence de substances impures, alors même que celles-ci ne s'y trouveraient que dans la proportion de 2 millièmes.

M. Banning ne pense pas que la contradiction signalée par M. Sanford existe. Le Congrès de Paris a demandé la prohibition absolue de l'importation des boissons *distillées* dans les Etats de l'Afrique centrale et un contrôle sévère des boissons *fermentées*, ce qui est tout autre chose. Il est probable, il est même certain qu'il se débite en Europe comme en Afrique des eaux-de-vie falsifiées ; mais l'expérience démontre que ces falsifications sont relativement rares, et que c'est une erreur ou du moins une hypothèse gratuite que de leur attribuer les effets pernicieux qui sont dus à l'alcool lui-même, non à son altération.

L'exemple de la Suisse n'est pas probant. Ici, la vente de l'alcool est devenue un monopole d'Etat. Si l'alcoolisme vient à diminuer dans ce pays, ce ne sera pas parce que le produit sera plus ou moins pur, mais parce qu'il sera beaucoup plus cher.

Il faut tenir compte au surplus des difficultés d'application. L'analyse chimique des alcools se fait parfaitement dans les laboratoires ; mais il ne paraît pas qu'il existe actuellement un instrument matériel de contrôle donnant des résultats immédiats et suffisamment certains. D'un autre côté, la vérification des alcools destinés à l'exportation en Afrique ne pourrait se faire efficacement que dans les ports d'exportation mêmes. Il faudrait donc en limiter le nombre et installer dans chacun d'eux un laboratoire complètement outillé et dirigé par un chimiste expérimenté. L'analyse exigerait deux jours au moins. Ce serait pour le commerce une cause réelle de frais et de retards notables.

M. Sanford fait observer qu'en Suisse l'opération se pratique dans l'espace de quelques secondes.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch répond que cela s'explique par l'existence du monopole de l'Etat. D'ailleurs, beaucoup de savants ont des doutes sur l'efficacité de la méthode dont il s'agit. En Autriche, on est arrivé aux mêmes résultats qu'en Allemagne.

M. Sanford dit qu'il a été constaté au Congrès de Paris que l'alcoolisme est occasionné par le poison que contiennent les alcools à bon marché et dont l'épuration a été imparfaitement faite ; il a été inconnu avant l'introduction des spiritueux distillés de pommes de terre, de betteraves, etc. . . , à bas prix, par faute d'épuration insuffisante.

M. Bourée est d'avis que si l'on donnait suite à la proposition de MM. les Plénipotentiaires des Etats-Unis, à la difficulté de se mettre d'accord sur le principe viendrait s'ajouter celle de trouver la méthode scientifique qui devrait être appliquée. Il en résulterait un grand retard dans la conclusion des travaux de la Conférence.

M. de Martens constate que tout les membres de la Conférence sont d'accord sur un point : c'est qu'il serait désirable, non seulement de restreindre l'importation des alcools en général, mais encore de prévenir l'entrée des alcools impurs.

Mais quelles mesures y aurait-il lieu de prendre ?

Le débat a prouvé que la Conférence n'est pas compétente pour les discuter et qu'elle ne possède aucun moyen de procéder à un examen scientifique. D'autre part, les savants ne s'entendent pas davantage jusqu'à présent. Les expériences faites en Allemagne et en Autriche n'ont pas été concluantes. La question reste donc ouverte. Mais peut-être trouverait-on une issue en disant dans l'article 90 du Traité :

« Justement préoccupées... les Puissances sont convenues d'interdire l'introduction des alcools impurs, incomplètement rectifiés ou falsifiés et d'appliquer les dispositions, etc... »

Cette rédaction tient compte des articles 1 et 2 de la proposition de M. Sanford, et laisse de côté la question de l'expertise sur laquelle la Conférence ne peut se prononcer.

M. Banning fait remarquer que les membres de l'Assemblée sont unanimes pour rendre hommage à la pensée qui a dicté l'amendement proposé par MM. les Plénipotentiaires des Etats-Unis. Il est incontestable que les eaux-de-vie, pures ou impures, sont déjà et risquent de devenir de plus en plus une cause de dépravation, de destruction même, des populations indigènes. On ne saurait donc prendre des mesures trop rigoureuses pour en contrôler ou restreindre le trafic. Le dissentiment ne porte que sur les moyens d'exécution pratique. Tenant compte à ce point de vue de la proposition américaine, il serait utile d'insérer au Protocole un vœu conçu, par exemple, en ces termes : « Les Puissances sont d'avis qu'il importe de contrôler autant que possible, et particulièrement lorsqu'il y a lieu de suspecter des fraudes graves, la qualité des spiritueux importés en Afrique pour la consommation indigène. »

Ce serait à la fois une mesure d'hygiène et un avertissement aux importateurs peu consciencieux. Les administrations coloniales agiraient comme les Gouvernements de tous les pays civilisés qui prescrivent aux autorités de police d'intervenir chaque fois que des suspicions s'élèvent au sujet de la qualité des denrées de consommation.

M. Sanford fait remarquer que la proposition suggérée par M. Banning implique le principe contenu dans le paragraphe III de son amendement.

M. de Martens est également d'avis qu'il suffit d'émettre un simple vœu en laissant à chaque Puissance le soin de déterminer les mesures à prendre.

M. Bourée dit qu'il ne s'agirait que d'une recommandation à adresser aux Puissances.

M. Sanford déclare qu'en présentant son amendement il a voulu constater que la falsification des alcools est un fait avéré et qu'elle entraîne des conséquences désastreuses pour les races africaines ; en ce qui concerne

les moyens de mettre le principe à exécution, il n'insiste pas en présence de l'opposition qu'il constate, et déclare s'en rapporter à l'appréciation de la Conférence.

M. le Président dit que l'entente lui paraît être établie sur plusieurs points. Le sentiment de sollicitude pour les populations africaines, qui a inspiré la proposition de M. Sanford, est partagé par tous les membres de l'Assemblée. D'autre part, il résulte des explications échangées qu'on ne pourrait arriver à s'entendre sur les moyens d'exécution, parce que les divergences d'opinion portent non seulement sur les procédés à employer, mais encore sur les formules scientifiques. Il serait donc impossible de faire entrer dans l'Acte général une disposition réglant cette matière. Mais tout le monde admettra que la question soulevée par M. Sanford ne doit pas disparaître sans laisser de traces. Il sera sans doute conforme aux vues des Plénipotentiaires de constater dans les Actes de la Conférence la présentation de l'amendement et de le recommander en même temps à la sollicitude des Gouvernements. La plupart des pays possédant déjà une législation rigoureuse sur la falsification des denrées alimentaires, et l'attention des Gouvernements étant éveillée, on peut s'attendre à ce que ces derniers appliquent strictement les lois existantes et étendent l'action de ces lois, dans la mesure qu'ils jugeraient possible, aux possessions d'Afrique, si elles n'y étaient pas actuellement applicables. Mais il va de soi que ces mesures seront prises par chaque Puissance dans l'exercice de son indépendance et de sa souveraineté.

On attendra ainsi le but que l'on se propose, dans ce qu'il représente de réalisable pour le moment.

M. le Baron de Renzis pense qu'il suffirait d'inscrire au Protocole que la Conférence exprime sa confiance dans les dispositions des Gouvernements.

En réponse à une question de M. Sanford, M. de Martens explique la proposition qu'il a suggérée. Il a cherché à combiner le texte du projet de traité avec l'amendement de M. le Plénipotentiaire des Etats-Unis. Si la Conférence croit nécessaire de mettre un terme à l'abus des alcools purs, elle sera sans doute également d'avis qu'il faut empêcher l'introduction des alcools falsifiés, dont l'usage est plus nuisible encore. Sa proposition n'a pour but que de proclamer le principe en vertu duquel l'importation des alcools falsifiés est également désapprouvée par la Conférence.

M. le Baron Gericke de Herwynen demande comment on déterminerait, dans ce cas, la qualité des alcools.

M. de Martens répond que cette tâche appartiendrait aux autorités locales de chaque pays.

Carathéodory Efendi estime que la proposition de M. de Martens présente de grandes difficultés pratiques, parce qu'il sera toujours très difficile, ainsi qu'il résulte des explications données dans le cours de cette discussion, de distinguer les alcools de bonne qualité de ceux qui ne le sont pas. Quant à lui, il répète que toutes les boissons spiritueuses, quelles qu'elles soient, sont nuisibles ; et il désirerait que l'on pût interdire d'une façon absolue leur entrée en Afrique.

Mais M. le Ministre de Turquie reconnaît que son opinion n'est pas partagée par tous ses collègues, et que l'amendement de M. Sanford donne lieu, d'autre part, à des objections nombreuses. Pour ces motifs, et la

Conférence n'ayant pas accepté la proposition de déférer l'examen de la question à un comité technique spécial, ainsi que lui-même l'avait suggéré, il se rallie à la proposition que vient de faire M. le Président.

M. de Martens déclare qu'il retire son amendement et qu'il adhère également à la proposition du Président.

M. le Président résume le débat. Il demeure entendu qu'il n'y a pas lieu d'introduire dans le Traité une proposition relative aux alcools falsifiés, mais le Protocole, en rendant compte de la discussion, constatera que les membres de la Conférence se sont trouvés d'accord pour rappeler aux Gouvernements le devoir qui s'impose, à toutes les Puissances de prendre les dispositions nécessaires dans les ports de sortie, comme dans les ports d'entrée en Afrique, afin de prévenir les abus qui ont été signalés. On pourrait indiquer, tout en affirmant le principe de la souveraineté de chaque Etat en cette matière, que, pour arriver à une action efficace, il serait nécessaire d'appliquer sévèrement les lois existantes en Europe, et de les mettre en vigueur, chaque fois que cela serait possible, dans les colonies et possessions africaines.

M. le Président croit qu'il serait difficile d'aller plus loin. M. Sanford, d'ailleurs, n'aura pas à regretter l'initiative qu'il a prise, puisqu'elle aura eu pour effet d'attirer spécialement l'attention des puissances sur une question à laquelle le Gouvernement des Etats-Unis semble porter un vif intérêt.

La Conférence donne son assentiment à la proposition de M. le Président.

M. le Président propose ensuite de remettre à une prochaine séance l'examen du projet coordonnant les différents chapitres qui formeront le futur Acte général. Ce projet, préparé par le Bureau, a été communiqué à chaque Plénipotentiaire. Il pourrait être révisé par un comité composé de quelques-uns des membres de l'Assemblée.

La Conférence désigne pour faire partie de ce comité, outre M. le Président, MM. le Comte Khevenhüller-Metsch, Banning, Van Maideghem, Bourée, Baron Gericke de Herwynen et de Martens ; Lord Vivian est invité à se joindre à ses collègues.

La séance est levée.

Protocole n° 20. — Séance du 14 juin 1890.

M. le Président dépose sur le bureau de la Conférence de nouvelles pétitions qui lui ont été adressées par la Société antiesclavagiste britannique et étrangère, par le Comité-Uni des races aborigènes et du trafic des boissons spiritueuses, par un certain nombre d'habitants du pays de Galles et par la Société française contre l'abus du tabac.

Carathéodory Efendi annonce à la Conférence qu'il est autorisé à retirer les réserves qu'il avait faites au sujet de la signification du mot procès dans l'article 9 du chapitre 4 (71 de l'Acte général), qui règle le concours à prêter aux autorités locales par les agents diplomatiques et consulaires et les officiers de marine, et le droit qu'ils auront d'assister aux procès de traite.

M. le Ministre de Turquie demande en même temps que la rédaction de l'article 71 soit mise en harmonie avec le sens attribué à cet article par le Rapport de la Commission. Il suffirait à cet effet d'intercaler, dans la dernière phrase de l'article, les mots : dans les limites des mêmes conventions. Carathéodory Efendi ajoute que son Gouvernement l'a chargé de réclamer cette addition.

Lord Vivian dit que, dans l'intention du Gouvernement de la Reine, la disposition finale de l'article 71 devait étendre aux agents diplomatiques et consulaires de toutes les Puissances signataires de l'Acte général le droit que la loi ottomane du 4/16 décembre 1889 accorde aux officiers de marine. L'addition proposée par M. le Ministre de Turquie ne se comprendrait donc pas, et il ne pourrait s'y rallier.

Carathéodory Efendi répond qu'il ne pourrait accepter que *ad referendum* l'interprétation donnée par Lord Vivian à cet article ; elle ne lui paraît pas conforme au Rapport de la Commission. Son Excellence lit un passage de ce Rapport à l'appui de son opinion.

M. Bourée estime que la clause dont il s'agit n'ajoute rien aux droits que possèdent déjà les Puissances et qui résultent des Capitulations.

Carathéodory Efendi ne croit pas que la Conférence puisse délibérer avec la compétence nécessaire sur des points d'interprétation des traités ; il n'est pas à même, par conséquent, de discuter si le droit dont il s'agit résulte des Capitulations. En tous cas, cela lui paraît absolument douteux. à en juger par la faculté spéciale donnée à ce sujet par l'article 10 de la loi ottomane du 4/16 décembre 1889. Il doit donc réserver entièrement sur ce point l'opinion de son Gouvernement.

D'après M. le Ministre de Turquie, la loi ottomane dont il s'agit n'accorde le droit d'assistance aux procès de traite qu'aux officiers anglais. Cela résulte des articles 8, 9 et 10 de cette loi, qui ne concernent que les rapports de la Sublime Porte avec la Grande-Bretagne.

Lord Vivian conteste cette interprétation ; il pense que l'article 8 de la loi se rapporte à l'Angleterre seulement ; les autres articles à toutes les Puissances.

M. Gôhring dit que, dans la pensée des Plénipotentiaires allemands, l'article 71 avait pour but d'étendre à toutes les Puissances la faculté pour leurs agents d'assister aux procès de traite que la loi ottomane accorde aux officiers de marine. A leurs yeux, cet article ne crée pas un droit nouveau, puisqu'il repose sur les mêmes principes que les Capitulations et sauvegarde les mêmes intérêts. Seulement les Capitulations ne concernent que les nationaux ; or, il peut se présenter des cas où le négrier, traduit devant le tribunal, n'appartient pas à la nationalité de l'agent ou de l'officier, à l'intervention duquel il a été poursuivi. Les Plénipotentiaires allemands avaient compris que l'article 71 étendait le droit d'assistance aux procès de cette espèce.

M. Bourée dit que les Plénipotentiaires français ne considèrent pas comme contestable le droit pour l'officier capteur d'assister aux procès de traite en vertu des Capitulations. Et d'ailleurs, en dehors même de toutes stipulations spéciales à ce sujet, comment pourrait-on contester à qui que ce fût le droit d'assister à un procès de traite qu'il aurait provoqué, et dans lequel, par cela même, il se trouverait partie intéressée ? N'admet-on pas, d'ailleurs, dans le chapitre de la traite maritime, que es

officiers capteurs assisteront à l'enquête dans les pays autres que ceux visés au chapitre 4 ?

M. de Martens dit que, pour interpréter l'article 71, il faut tenir compte à la fois des Capitulations et des lois et conventions spéciales. Le droit d'assistance aux procès est absolu ; il s'exercera en vertu des Capitulations, de la loi ottomane de 1889 ou de l'Acte général. L'addition réclamée par Carathéodory Efendi ne peut rien changer à la situation existante, qui donne satisfaction à toutes les puissances contractantes.

Carathéodory Efendi répond qu'il n'y aurait dès lors aucun inconvénient à intercaler les mots qu'il propose. Il croit devoir insister pour que la Conférence adopte son amendement.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch fait remarquer que les Capitulations ne concernent que les nationaux. L'addition proposée n'est donc pas indifférente ; si la Conférence l'acceptait, il y aurait lieu peut-être de craindre qu'on n'enlevât ainsi le droit d'assistance reconnu par le texte actuel de l'article 71 aux agents des Puissances qui n'auraient pas de Conventions particulières.

Dans l'opinion de M. Bourée, il importe de distinguer. L'article 10 de la loi ottomane admet la présence au procès du commandant du croiseur, qui peut évidemment déléguer ce droit à l'un de ses officiers ; il n'y a donc pas à mettre dans l'Acte général des conditions à l'exercice de ce droit. Restent les agents diplomatiques et consulaires. C'est à ces agents que l'article 71 étend la prérogative que la loi de 1889 reconnaît à l'officier de marine.

Carathéodory Efendi fait observer que, quelle que soit la situation des Puissances vis-à-vis de la Sublime Porte, le droit d'assistance aux procès de traite ne saurait résulter que des conventions particulières. La loi ottomane du 4/16 décembre 1889 ne confère ce droit qu'aux officiers anglais.

L'article 71 de l'Acte général accorde aux puissances une faculté ; ceux des Gouvernements qui désirent obtenir les mêmes droits ont à s'adresser à la Sublime Porte ; et Son Excellence ne doute pas qu'Elle donnera une réponse favorable, à moins que son Gouvernement n'accepte d'emblée l'article 71, conformément à l'opinion de M. le Ministre de France. Les Puissances pourraient régler cette question par une démarche analogue à celle que le Gouvernement allemand a faite auprès du Gouvernement de la République française à propos de l'importation en Afrique des armes venant de certaines possessions françaises.

M. Bourée fait remarquer que, dans le cas auquel il est fait allusion, le Gouvernement français était décidé à déférer à la demande et l'annonçait, tandis qu'ici on ne promet que de l'examiner.

M. de Martens dit qu'à son avis l'article 71 a une application immédiate et générale. En vertu des Capitulations, les consuls peuvent toujours assister aux procès de traite, afin de protéger leurs nationaux. Or, l'Acte général de Bruxelles assimile sur ce point les esclaves de traite aux nationaux. Quant à la loi ottomane, elle n'admet aucune différence entre les Puissances en ce qui concerne la présence des officiers aux procès de traite. L'article 71 de l'Acte général doit être interprété en ce sens que les esclaves libérés seront considérés comme des protégés, et traités à ce point de vue comme les nationaux.

M. Bourée partage cette interprétation.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch désire maintenir absolument et sans restriction la faculté d'assister aux procès de traite, telle qu'elle résulte de l'article 71 de l'Acte général, en faveur des agents de toutes les Puissances signataires.

Lord Vivian prie M. le Ministre de Turquie de faire connaître à son Gouvernement la pensée unanime de la Conférence relativement à l'extension aux agents diplomatiques et consulaires de toutes les Puissances du droit d'assistance, limité par la loi ottomane du 4/16 décembre 1839 aux officiers de marine.

Carathéodory Efendi est tout disposé à déférer au désir de son collègue. Mais il ne voit pas l'inconvénient qu'il y aurait à ce que l'addition qu'il suggère fût adoptée.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch dit qu'il ne serait possible de donner satisfaction à cette demande que si le Protocole de la séance constatait formellement que toutes les Puissances entendent maintenir le droit d'assistance aux procès de traite, que consacre l'article 71 de l'Acte général.

M. le Président dit qu'on pourrait peut-être insérer sans inconvénients les mots dans les limites des conventions et lois existantes, ou des conventions conclues ou à conclure.

M. Banning ajoute que la réserve contenue dans cette addition devra être comprise comme portant sur les mots dans la limite, et non pas sur les mots dans les conventions.

M. de Martens répète qu'à son avis, la mention des conventions existantes ne pourrait restreindre l'application de l'article 71, qui s'énonce en termes formels et généraux. Pour donner satisfaction à M. le Ministre de Turquie, et d'accord avec lui, il propose de terminer la première partie de l'article par un point virgule; les mots dans les limites des conventions existantes, contenus dans la première phrase, qui se réfèrent au mode d'exercice de cette prérogative, et non au droit lui-même, s'appliqueraient ainsi sans inconvénient à l'article tout entier, et le sens de celui-ci sera nettement précisé par l'insertion au Protocole de l'échange d'explications qui vient d'avoir lieu.

Carathéodory Efendi répond que ses instructions étant formelles, il ne pourrait, même en acceptant cette suggestion, renoncer à l'amendement qu'il a proposé, sans l'autorisation de son Gouvernement. Il s'empressera d'envoyer le Protocole de la séance à la Sublime Porte, afin de provoquer une nouvelle décision de sa part.

M. le Président prie M. le Ministre de Turquie d'en référer à Constantinople sans attendre la rédaction de ce Protocole, afin d'obtenir une prompt solution.

Carathéodory Efendi ne manquera pas de déférer au désir exprimé par M. le Président.

M. le Comte d'Alvensleben rappelle que lors de la discussion à laquelle avait donné lieu, dans la séance du 9 mai, l'article 71 paragraphe 2 du projet de Règlement maritime, les Plénipotentiaires allemands avaient réservé l'approbation de leur Gouvernement au sujet de la rédaction transactionnelle qui avait été convenue avec M. le Ministre de France. Son Excellence est en mesure d'annoncer aujourd'hui que le Gouvernement Impérial les a autorisés à accepter définitivement cette rédaction.

L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition concernant les droits d'entrée au Congo.

M. Terrell annonce à la Conférence que les instructions de son Gouvernement lui sont parvenues. Il regrette cependant de ne pouvoir dès à présent les faire connaître, parce qu'il a été obligé de réclamer certains éclaircissements par le télégraphe. Il prie en conséquence ses collègues de vouloir bien l'autoriser à remettre à la prochaine séance les communications qu'il est chargé de leur adresser.

M. le Baron Gericke de Herwynen, ayant demandé la parole, s'exprime en ces termes :

« Messieurs, je n'ai pu, vous le savez, m'associer complètement aux sentiments d'approbation avec lesquels la communication qui nous a été faite, le 10 mai dernier, par notre honorable Président, a été généralement accueillie dans cette enceinte.

» J'ai dû me borner à vous donner l'assurance du haut intérêt que mon Gouvernement n'a cessé de porter, dès l'origine, à tout ce qui s'est fait et se fait encore sans relâche pour le développement de l'Etat du Congo, J'ai ajouté qu'il n'entend rester inférieur à aucun autre Gouvernement en sentiments bienveillants à l'égard de cet Etat. Il ne saurait donc être indifférent aux exigences de sa situation financière.

» Cependant, Messieurs, le Gouvernement du Roi ne peut, à regret, prêter son concours à la proposition du 10 mai, telle qu'elle est formulée, et m'a chargé d'en exposer brièvement les motifs. Je vais avoir l'honneur de les indiquer.

» La proposition du 10 mai et la déclaration de Messieurs les Plénipotentiaires de l'Etat Indépendant du Congo paraissent être basées sur la considération principale, sinon unique, de l'obligation de faire face aux charges qui résulteront de l'exécution de l'Acte général de Bruxelles, résultant elles-mêmes de l'article 9 de l'Acte général de Berlin.

» C'est pour ce dernier motif que notre Président a cru pouvoir, dès ce moment, mettre la mesure proposée en discussion.

» Le Gouvernement du Roi reconnaît certes volontiers que l'exécution des obligations imposées à l'Etat du Congo pour la répression de la traite des noirs sur son territoire nécessitera des frais ; mais il pense que cette circonstance ne peut logiquement entraîner à d'autres conséquences que celles de la recherche des meilleurs moyens à mettre à la disposition des Gouvernements intéressés, pour pouvoir satisfaire aux obligations mises à leur charge. Il s'ensuit qu'il conviendrait de se rendre compte de l'importance des dépenses auxquelles il s'agit de pourvoir. Vous voudrez bien me permettre de faire observer que ce n'est pas là ce qui a eu lieu. Notre honorable Président s'est borné à proposer un moyen d'augmenter les ressources, sans évaluation des dépenses auxquelles il y aurait à faire face du chef des obligations contractées.

» Ceci peut offrir des inconvénients, non seulement à cause de l'incertitude des dépenses auxquelles il faudra pourvoir, mais surtout en ce que la proposition dont la Conférence est saisie couperait court à un mûr examen d'autres équivalents peut-être meilleurs.

» Cet examen, néanmoins, paraît grandement désirable, en raison, d'une part, de ce que le moyen proposé d'établissement de droits d'entrée

soulève de la part du commerce des objections très vives et est, d'autre part, contraire aux stipulations de l'Acte général de Berlin, qui a formellement défendu l'établissement de droits d'entrée dans le bassin conventionnel du Congo, bien que l'obligation de veiller à la répression de la traite ait déjà été imposée par cet Acte même aux Puissances contractantes.

» La Conférence actuelle ayant néanmoins jugé utile de s'occuper des conséquences financières des obligations consignées dans l'Acte que nous avons discuté, il paraît nécessaire de ne pas laisser dévier la question de sa voie rationnelle, mais de veiller à ce qu'un seul équivalent, d'opportunité fort douteuse, ne puisse écarter l'examen de la question générale des équivalents.

» Je me trouve en conséquence chargé, Messieurs, de vous demander de mettre à l'ordre du jour de nos délibérations l'examen de la question des meilleurs moyens par lesquels il pourrait être pourvu aux dépenses qui résulteront pour les Gouvernements intéressés des obligations pour la répression de la traite dans le bassin conventionnel du Congo. La réponse à cette question serait à consigner à la fin de l'Acte général, comme expression d'un vœu de la Conférence.

» Cette manière d'agir, employée plus d'une fois dans des circonstances analogues, paraît se recommander par plusieurs motifs. Recherchant, en effet, uniquement un équivalent pour les obligations antiesclavagistes, la proposition que je viens de formuler est, en premier lieu, la plus logique ; ensuite elle est équitable, en raison des réclamations auxquelles l'établissement de droits d'entrée donne jusqu'ici lieu de la part du commerce ; elle est prudente par rapport à la défense contenue dans l'acte du Congo ; elle est, en outre, acceptable pour la Conférence, afin d'écarter toute chance de remettre en question les décisions obtenues au moyen de tant de soins et de sollicitude par rapport à la question de l'esclavage.

» La principale préoccupation de mon Gouvernement a été d'écarter ce danger, et j'ose espérer, Messieurs, que les motifs sérieux de la proposition que je viens de soumettre à votre appréciation ne seront méconnus par aucun des membres de la Conférence. »

M. le Baron Gericke de Herwynen donne ensuite lecture de la note explicative suivante :

« Je me reprocherais un manque d'égards envers tous les Gouvernements ici représentés, envers la Conférence en général et envers chacun de ses membres en particulier, si je n'exposais pas encore avec quelque détail les motifs de notre opposition à l'établissement de droits d'entrée au Congo. J'ose espérer qu'examinées avec la bienveillance à laquelle je me permets de faire appel, on voudra bien reconnaître que mes observations ne sont pas dénuées de fondement et justifient notre attitude.

» Nous sommes entièrement disposés à reconnaître la nécessité pour l'Etat Indépendant du Congo de chercher à augmenter ses recettes afin de faire face aux dépenses acceptées par la Conférence pour combattre efficacement la traite des noirs ; mais nous croyons que l'Etat du Congo peut se procurer par d'autres moyens que par des droits d'entrée des ressources équivalentes, sans porter atteinte à l'Acte général de Berlin, sans priver les négociants du bassin du Congo de leur liberté d'action commerciale et

sans leur imposer tous les ennuis, les formalités et les difficultés de tout genre qui résulteraient des droits d'entrée.

» Pour expliquer ces difficultés, il suffira d'exposer que plus de vingt années avant l'occupation européenne du bassin du Congo, de grandes maisons de commerce s'étaient établies dans les territoires appartenant actuellement à l'Etat Indépendant du Congo, à la France et au Portugal.

» Elles possédaient des factoreries sur tout le littoral et le cours inférieur des fleuves. Toutes avaient un dépôt central dans les localités les plus favorablement situées, d'où les marchandises étaient distribuées parmi les factoreries d'achat selon les besoins de leur négoce. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que le commerce dans le bassin du Congo est fort capricieux et qu'il arrive très fréquemment qu'à la suite de mauvaises saisons de pluie, de maladies ou de disputes entre les indigènes, le négoce est arrêté dans certains districts pendant un temps considérable. Les marchandises sont alors retirées et expédiées à des factoreries souvent fort éloignées, mais où les circonstances sont moins défavorables.

» Cette faculté de déplacer librement les marchandises, faculté dont le commerce jouit aujourd'hui, offre un très grand avantage, en ce qu'elle permet de travailler avec un capital bien inférieur à celui qu'il faudrait employer s'il ne pouvait disposer de ses marchandises, en les expédiant sur les factoreries temporairement le plus favorablement situées.

» Plusieurs des maisons susmentionnées existent encore. Elles ont leurs dépôts dans l'Etat Indépendant du Congo ou dans le Congo portugais, et expédient, selon les circonstances, vers les diverses factoreries qu'elles possèdent dans les trois Etats du bassin congolais.

» Cette liberté entière d'action, sans grande dépense et sans aucune formalité, offre des avantages qui viendraient à disparaître par la perception des droits d'entrée. Ce serait la fin de ce libre échange, surtout si chaque Gouvernement appliquait le tarif à son gré dans la limite du maximum.

» On peut à peine se faire une idée des difficultés, des vérifications et des formalités qu'entraînerait, dans le mouvement continu que je viens d'esquisser, la mesure proposée appliquée à un millier d'articles de toute nature. Le commerce en souffrirait considérablement et les dépenses énormes de construction des magasins généraux seraient en grande partie perdues.

» Les petites maisons de commerce en souffriraient de même que les grandes : de nombreuses factoreries sont établies dans les localités où il n'y a ni autorité territoriale, ni autorité fiscale et où les paquebots déchargent les marchandises. En obligeant les négociants à les faire décharger dans un port où se trouvent les autorités fiscales, les Gouvernements ne pouvant établir ces autorités partout, il faudrait ensuite louer des embarcations pour transporter les marchandises à la factorerie, tandis que les paquebots les délivraient devant leurs portes.

» Les droits d'entrée seraient donc pour tous les négociants, grands ou petits, soit pour le commerce entier, une source de difficultés et de dépenses.

» Quel bénéfice les droits d'entrée procureront-ils, en somme, aux Gouvernements eux-mêmes, déductions faites des dépenses que la perception doit nécessairement entraîner ? Ce bénéfice sera fort minime, la per-

ception des droits nécessitant une vérification rigoureuse pour éviter la fraude. Cette vérification exigera un personnel nombreux, afin de protéger les négociants honnêtes contre les procédés de concurrents moins scrupuleux. Il sera d'autant plus nécessaire d'établir une surveillance rigoureuse, que la délimitation des trois Congos offre des facilités spéciales à la contrebande. Il faudra dans certaines localités construire des entrepôts, et ces entrepôts devront être vastes, les marchandises d'échange européennes étant presque sans exception très volumineuses et de peu de valeur. Le bénéfice net des droits d'entrée sera donc fort minime. Il y a des pays où existe un tarif de beaucoup supérieur à celui proposé pour le Congo, où le produit est entièrement absorbé par les dépenses de perception. Pourquoi donc imposer au commerce tant d'entraves, de dépenses et de pertes pour obtenir un aussi mince résultat ?

» Sans doute, le Congo a besoin de recettes, et nous ne nous opposerons à aucune mesure raisonnable pour les lui procurer ; mais nous réclamons contre les droits d'entrée, parce que le commerce en souffrirait et que l'Etat n'en retirera presque aucun profit.

» Les Etats du Congo ont, depuis quelques années, établi des droits de sortie sur les produits d'exportation. Pourquoi ne pas augmenter ces droits dans la proportion de ceux que l'on veut percevoir à l'entrée ? Cette augmentation n'entraînerait aucune dépense supplémentaire, le même personnel pouvant suffire à la perception de droits plus ou moins élevés.

» Jusqu'à présent, les produits du Haut-Congo ne payent aucun droit de sortie, bien que ces produits donnent le meilleur bénéfice au commerce. Pourquoi cette franchise ?

» Peut-être pourrait-on trouver encore d'autres impôts moins vexatoires pour le commerce que le droit d'entrée. Notre honorable Président a déclaré lui-même à la Conférence de Berlin, le 27 novembre 1884, que la perception des droits de sortie est moins vexatoire que celle des droits d'entrée, et plusieurs autres membres de la même Conférence se sont prononcés dans un sens identique.

» Son Excellence le Baron Lambermont nous a dit, dans son discours du 10 mai, que l'Acte de Berlin, en interdisant la perception de tout droit d'entrée dans le bassin conventionnel du Congo, n'a pas entendu établir définitivement et irrévocablement le régime économique sous lequel seraient placés les territoires qui y sont compris. Cela ne peut faire l'objet d'aucun doute, puisque le second paragraphe de l'article 4 de l'Acte déclare que les Puissances se réservent de décider, au terme d'une période de vingt années, si la franchise de droits sera maintenue.

» La preuve, au reste, de l'importance que toutes les Puissances signataires de l'Acte de Berlin attachaient à la clause de franchise, au moins pour vingt années, se retrouve dans toutes les conventions conclues entre ces Puissances et l'Etat Indépendant du Congo. La clause de franchise s'y trouve inscrite en première ligne.

» On dit, il est vrai, que les résultats favorables espérés de l'occupation européenne après une période de vingt années se trouvent déjà réalisés après cinq années. On peut se demander si cette appréciation n'est pas un peu optimiste. On doit certainement reconnaître les grands efforts faits par l'Etat Indépendant du Congo, pour ouvrir le Haut-Congo à la civilisation et au commerce. Plusieurs stations et centres d'administration y sont

établis ; une quinzaine de bateaux sillonnent les eaux du haut-fleuve. Beaucoup a été fait par le jeune Etat et avec de grands sacrifices. Mais l'organisation de services publics n'est pas tout ; il faut aussi que le commerce et l'agriculture se développent, et ceux-ci ne sont encore qu'au début dans le Haut-Congo.

» Permettez-moi, Messieurs, d'indiquer en quelques lignes la situation commerciale dans le bassin du Congo. On ne peut pas constater dans le Bas-Congo un mouvement de progrès. Si, dans les deux ou trois dernières années, les exportations ont été un peu plus importantes que dans les deux ou trois années précédentes, cela tient à ce que la saison des pluies, ce grand facteur de la fertilité au Congo, a été plus favorable. Il est donc permis de dire que dans le Bas-Congo et dans la région du littoral du bassin du Congo le commerce est resté stationnaire pendant les dernières années, avec des alternatives de prospérité plus ou moins grande, selon l'abondance ou le manque de pluies. Seulement un article d'exportation précieux fait actuellement défaut dans le Bas-Congo. Cet article est l'ivoire que les indigènes vendaient auparavant dans le Bas-Congo et surtout au littoral du Congo portugais, tandis qu'il est actuellement acheté dans le Haut-Congo par les maisons de commerce qui s'y sont établies plus récemment. C'est un déplacement du commerce, avec cette différence que les achats d'ivoire à l'intérieur donnent plus de bénéfice qu'anciennement les achats à la côte.

» Si la situation dans le Bas-Congo est donc restée à peu près la même, on doit signaler dans l'intérieur la présence de trois maisons de commerce possédant toutes des bateaux à vapeur, qui s'occupent de l'achat de l'ivoire. L'exportation du caoutchouc, qui paraît abonder dans l'intérieur, n'est encore que dans sa première phase. Il existe certainement d'autres produits encore, dont l'exploitation pourrait être profitable. Mais on ne peut pas actuellement les faire entrer en ligne de compte. Les frais de transport, dans la région des cataractes, sont trop élevés, et le transport à dos d'homme serait en outre insuffisant.

» Mais, grâce à l'énergie et à l'esprit d'entreprise d'une Société belge, un chemin de fer est en voie de construction et pourra, selon les prévisions, relier, dans trois ou quatre ans, le Bas-Congo au haut-fleuve navigable. A cette époque, le transport deviendra rapide et moins onéreux, et un grand développement du commerce et des cultures par les Européens pourra en résulter.

» Mais, dans les quatre années qui nous séparent encore de l'inauguration du chemin de fer, le développement commercial et agricole ne pourra progresser que lentement et péniblement, et il est permis de demander s'il serait juste et même prudent d'imposer des charges au commerce, à l'industrie et à l'agriculture, obligés de progresser dans des conditions si difficiles :

» Une Société belge ayant pour but de faire des plantations dans le Haut-Congo a été fondée récemment. C'est la première entreprise de ce genre. Elle devra payer ses travailleurs noirs et acheter les vivres du pays en échange de marchandises européennes. Est-il juste que cette Société, qui ne peut guère obtenir des résultats de ses plantations avant trois ou quatre ans, voie augmenter ses dépenses par 8 ou 10 0/0 de droits d'entrée dans ces commencements difficiles ?

» Les Compagnies industrielles ont besoin de beaucoup de tissus et

d'autres articles pour payer les transports et leurs travailleurs, et pour acheter des vivres pour les travailleurs noirs et le personnel blanc. Est-il juste qu'elles aussi voient de même augmenter leur dépense de 8 à 10 0/0 de droits d'entrée sur les tissus, etc., et sur les conserves alimentaires, dont il est nécessaire d'importer de grandes quantités pour le personnel européen ?

» Et les nombreuses missions qui importent également des quantités considérables d'étoffes pour le paiement des transports et de conserves pour leur nourriture, est-il équitable de grever leur budget de droits d'entrée ? Les missionnaires ne travaillent cependant que dans un but humanitaire et civilisateur, et leur budget est alimenté partiellement par des personnes peu fortunées d'Europe et d'Amérique.

» Il en est autrement pour le commerce. Lors même qu'il aurait à lutter au commencement contre certaines difficultés, les produits exportés représenteront toujours un certain bénéfice. C'est pourquoi on doit préférer les droits d'exportation (bien entendu dans des limites raisonnables) aux droits d'entrée que l'on voudrait établir.

» Sans doute, cette organisation imposera également de plus grandes charges au commerce, puisque les missions, entre autres, qui devraient, le cas échéant, contribuer aux droits d'entrée, n'auraient rien à payer ; mais le commerce acceptera ces charges plus lourdes plutôt que d'être assujéti au système tracassier des droits d'entrée et à la perte de sa liberté de mouvement.

» En ne l'exposant pas aux charges des droits d'entrée, le commerce (sauf uniquement celui de l'ivoire) ainsi que l'agriculture se développeront graduellement jusqu'à l'inauguration du chemin de fer ; mais après l'établissement de ce moyen rapide de transport, un grand élan sera donné à toutes choses, et l'on pourra voir naître alors la situation que l'on croit déjà voir en ce moment, tandis qu'en réalité on n'est encore actuellement qu'en présence de prévisions et l'on a encore besoin de toute la sollicitude et protection du Gouvernement.

» Laissez achever la construction du chemin de fer. Laissez ensuite au capital et à l'énergie des Européens et des Américains le temps de trouver et de développer les ressources de l'intérieur. Alors on pourra penser sérieusement à faire disparaître l'article 4 de l'Acte général de Berlin. La période de vingt années qui y est adoptée a été réellement admirablement choisie.

» Vous trouverez, Messieurs, dans ce qui précède, l'explication de l'attitude des Pays-Bas dans la question des droits d'entrée. Loin de nous la pensée de vouloir refuser au Gouvernement les ressources qui lui sont nécessaires, seulement nous proposons un système différent, plus avantageux pour le commerce et pour les Gouvernements eux-mêmes.

» Qu'il me soit permis d'ajouter encore quelques mots concernant la situation particulière des Pays-Bas dans cette affaire. Avant l'occupation du bassin du Congo par les Puissances européennes, le commerce hollandais y était et y est encore des plus importants. En 1885, le bassin du Congo fut divisé entre l'Etat du Congo, la France et le Portugal. Les Pays-Bas obtenaient, comme toutes les autres Puissances, la garantie de la franchise des droits d'entrée, au moins pendant vingt ans. Après cinq ans seulement, on propose de retirer cette immunité, retrait dont seuls souffriraient le commerce hollandais et, à la côte occidentale, le commerce

américain. En effet, bien que les Anglais, les Allemands, les Français et les Portugais aient également des établissements commerciaux, et de très importants même, dans le bassin conventionnel du commerce libre, leurs Gouvernements trouveraient une compensation, au cas où l'article 4 de l'Acte général de Berlin serait annulé, dans la faculté de pouvoir, s'ils le jugent convenable, percevoir désormais des droits d'entrée dans leurs territoires respectifs.

» Ce ne serait pas peu de chose, Messieurs, de se voir dans ces circonstances retirer, sans compensation aucune, un droit que l'on devait considérer comme assuré encore au commerce hollandais pendant quinze années.

» Là n'est pas néanmoins le motif de notre opposition contre les droits d'entrée. Mais nous croyons, comme je viens d'avoir l'honneur de le démontrer, que l'Etat peut établir des droits plus équitables et qui ne porteront pas atteinte à la liberté commerciale. »

M. le Président dit que, s'étant chargé de présenter la proposition relative à l'établissement d'un droit d'entrée au Congo, il se trouve appelé aujourd'hui, à la suite des considérations développées par M. le Ministre des Pays-Bas, à entrer dans quelques explications.

Lorsqu'il a déposé le projet, celui-ci a été précédé d'un exposé de ses motifs, mais le dispositif lui-même de la proposition était en quelque sorte embryonnaire : il se bornait à stipuler l'établissement de droits d'entrée et à en fixer le maximum. Ce projet a subi une première lecture en Commission ; quelques idées nouvelles ont surgi ; d'autres ont été abandonnées. C'est ainsi qu'on a renoncé à rédiger un tarif uniforme auquel on avait songé un instant, et qu'on a été d'avis de fixer seulement un maximum, en laissant à chaque Puissance une entière liberté dans l'application. (Voir annexe.)

Depuis lors on a recherché la formule qui répondrait le mieux à ces vues. Un projet a été préparé dans cet esprit. Il formerait un chapitre nouveau qui trouverait logiquement sa place dans le corps du traité et qui prendrait pour titre : Mesures financières destinées à faciliter l'exécution de l'Acte général.

Il est ainsi conçu :

« Article premier. — Les Puissances signataires, tenant compte de la nécessité de faciliter à certaines d'entre elles les moyens de faire face aux dépenses que le présent Acte général leur impose en vue de la répression de la traite, sont convenues que des droits d'entrée pourront être prélevés, sous les conditions déterminées à l'article suivant, par les Puissances signataires qui ont en Afrique des possessions où la perception de semblables droits n'est pas actuellement autorisée, et pour autant qu'une autorisation à cette fin serait nécessaire.

» Art. 2. — Les droits d'entrée mentionnés à l'article précédent ne pourront dépasser un taux équivalent à dix pour cent de la valeur des marchandises au lieu d'importation.

» Il est d'ailleurs entendu :

» 1^o Que le taux de dix pour cent n'est pas applicable aux alcools, qui demeurent soumis au régime spécial défini au chapitre 4 du présent Acte général ;

» 2° Qu'à l'égard des autres marchandises, le taux de dix pour cent ne constitue pas une règle uniforme et impérative, chacune des Puissances intéressées ayant la faculté d'imposer des droits inférieurs ou d'admettre certains produits en franchise ;

» 3° Que les droits d'entrée ne pourront faire l'objet d'aucun traitement différentiel ;

» 4° Que, dans l'application du nouveau régime douanier, chaque Puissance s'attachera à simplifier autant que possible les formalités et à faciliter les opérations du commerce. »

M. le Président fait remarquer que, dans la rédaction de l'article premier, on s'est inspiré du texte des articles du projet de traité qui autorisent l'établissement d'un droit sur les spiritueux et que la Conférence a déjà adoptés. Cette dernière disposition réservait une pleine latitude d'élever les taxes au delà du minimum fixé, pour les Puissances qui le possèdent déjà actuellement. Ici l'autorisation de percevoir des droits d'entrée jusqu'à concurrence de 10 0/0 est nécessaire seulement pour les Puissances qui sont liées par certains engagements, dans la mesure où ces engagements leur sont applicables.

Celles qui auraient des réserves à faire en vertu des traités existants sont maintenues dans leurs droits, et toutes les Parties contractantes à l'Acte général pourraient souscrire à cet article.

L'article 2 laisse chaque Puissance libre de régler son régime douanier. Il est à prévoir qu'en usant de cette faculté, les Puissances ne taxeront pas sans distinction tous les produits et qu'une série de marchandises pourront échapper à toute taxe. Cette perspective atténuera sans doute en fait les inconvénients qu'on a paru redouter de certains côtés.

M. le Président rappelle que le projet primitif, lors de sa première présentation, a reçu l'accueil le plus favorable des Plénipotentiaires et à la presque unanimité.

Ce projet est revenu ensuite devant l'Assemblée après que la plupart des Plénipotentiaires eurent reçu leurs instructions.

Ils l'ont ratifié, cette fois, non plus d'après leur impression personnelle, mais d'après les ordres de leur Gouvernement. C'est le même projet qui leur est soumis aujourd'hui sous une forme plus précise et plus complète.

M. le Baron Gericke de Herwynen, ajoute M. le Président, vient de manifester, en son nom et au nom du Gouvernement des Pays-Bas, des sentiments sympathiques pour l'œuvre du Roi et pour le travail de la Conférence, et il a témoigné de l'esprit de conciliation de son Gouvernement et de son bon vouloir personnel. Ces dispositions ne peuvent manquer d'être appréciées, et Son Excellence rencontrera à cet égard une entière réciprocité.

M. le Président croit devoir s'arrêter un instant sur quelques-unes des observations présentées par M. le Ministre des Pays-Bas, en attendant qu'il y soit répondu plus complètement lorsque le texte en aura été distribué.

Son Excellence, dit-il, a fait remarquer que l'on proposait d'augmenter les ressources de l'Etat Indépendant du Congo, sans préciser les dépenses auxquelles il s'agirait de faire face. Il convient à ce propos de rappeler la déclaration faite, à l'une des dernières séances, par les Plénipotentiaires

de l'Etat Indépendant. S'inspirant d'un sentiment auquel l'Assemblée a rendu hommage, ils ont considéré comme un devoir d'exposer honnêtement, comme ils l'ont dit eux-mêmes et comme ils l'ont fait, la situation qui résultera des charges imposées par l'Acte général et l'impossibilité où se trouverait leur Gouvernement, dans l'état actuel de ses ressources, de concourir à l'œuvre dont toutes les Puissances poursuivent l'accomplissement. La Conférence ne manquera pas de tenir compte de cette déclaration et des explications qui l'ont accompagnée, quand le moment sera venu de prendre une décision.

D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que le projet ne fait que poser les principes. Il laisse, quant à la fixation des droits et sous la réserve du maximum, une entière latitude aux Puissances intéressées, et l'on ne peut douter que celles-ci ne cherchent à ménager les intérêts du commerce et à les concilier, autant que possible, avec le but qu'il s'agit d'atteindre.

Le Gouvernement des Pays-Bas suggère la recherche en commun des moyens qui permettraient à l'Etat du Congo d'accomplir les obligations du Traité. Il y a ici une distinction essentielle à faire. Les membres de la Conférence n'ont pas oublié que, dans le cours de leurs débats, chaque fois qu'il s'est rencontré une disposition touchant aux prérogatives des Etats en ce qui concerne leur juridiction intérieure, et en tant que celles-ci n'étaient pas limitées par des engagements internationaux, ces prérogatives ont été reverdiquées avec un soin qui ne s'est jamais démenti. C'était une conséquence du principe de la souveraineté, lequel n'a jamais été contesté par la Conférence. Ce principe, semble-t-il, on ne saurait refuser de l'appliquer ici.

On a déjà fait mention, à diverses reprises, — et M. le Ministre des Pays-Bas ne les a pas révoquées en doute, — des charges qui seraient imposées à l'Etat Indépendant par l'Acte général et qui excèdent ses ressources. Parmi les moyens auxquels il faudrait recourir pour lui procurer ces ressources, les mesures fiscales à prendre à l'intérieur de l'Etat ont été citées tout d'abord.

Mais on voudra bien reconnaître que, quant à ce point, l'indépendance de l'Etat du Congo n'est pas limitée, et qu'on s'expliquerait mal dès lors qu'une délibération des Puissances fût nécessaire et dût être envoyée à une époque ultérieure pour l'autoriser à user des pouvoirs qui appartiennent à tout Etat indépendant. Ce n'est, du reste, qu'au point de vue du droit, et sans juger indispensable d'y insister, que le Président fait cette réserve. En fait, ou bien les taxes en question seraient modiques et n'apporteraient pas les ressources reconnues nécessaires, ou, si elles étaient portées à un taux qui les rendrait productives, elles frapperaient le commerce bien au delà de ce que l'on peut avoir à craindre des droits d'entrée. Il en est de même des droits de sortie.

Les traités en vigueur en autorisent la perception ; ils existent depuis plusieurs années. Il y a de sérieuses raisons de croire qu'on ne pourrait pas, sans commettre une erreur économique, demander à leur rehaussement les ressources financières qu'on recherche ; mais, comme pour les taxes intérieures, on ne voit pas comment une nouvelle délibération des Puissances serait nécessaire pour en légitimer le remaniement.

Il résulte des considérations qui précèdent que, parmi les moyens les plus propres à procurer à l'Etat du Congo les ressources qui lui manquent,

le seul qui puisse être l'objet d'une discussion au sein de la Conférence, c'est l'établissement d'un droit d'entrée.

M. le Président rappelle ici qu'il a toujours défendu le principe du libre échange, et qu'il n'est pas prêt à le désavouer. Il croit qu'en soutenant aujourd'hui la proposition relative à l'établissement d'un droit d'entrée, il reste conséquent avec lui-même. Dans les circonstances actuelles, il peut être opportun, il peut même être utile au commerce de lever l'interdiction inscrite dans le traité de Berlin.

M. le Ministre des Pays-Bas a représenté la situation des affaires commerciales au Congo comme moins favorable qu'on ne l'a dépeinte ; il a ajouté qu'on pouvait prévoir le moment où des travaux, tels que le chemin de fer, par exemple, étant achevés, une ère meilleure viendrait à s'ouvrir ; il en a conclu qu'il fallait éviter de grever le commerce de nouvelles charges. Sans vouloir discuter en ce moment le tableau tracé par M. le Ministre des Pays-Bas, M. le Président croit pouvoir en tirer une conséquence toute différente. C'est, en effet, pour subvenir aux nécessités financières de la période de transition et aux nécessités urgentes que commandera la répression de la traite, que l'Etat du Congo a besoin de moyens financiers immédiats. Si, comme on doit l'espérer avec M. le Ministre des Pays-Bas, le commerce prend ensuite les développements sur lesquels on peut compter, les sacrifices qu'il aurait à supporter seront plus que compensés par le progrès des affaires et par la sécurité et les facilités qui lui seront assurées.

On ne peut mettre en doute le désir qui animera les Puissances intéressées, l'Acte général supposé conclu, de ménager autant que possible, dans la fixation des droits d'entrée, les intérêts du commerce qui se confondent d'ailleurs avec le leur propre.

M. le Président demande à la Conférence la permission de lui lire quelques passages d'un rapport publié tout récemment, et qui met en relief la situation de l'Etat du Congo au point de vue de la répression de la traite et des obligations que lui imposera à cet égard l'Acte général. Il s'agit d'une lettre officielle de M. le major Wissmann, qui, avant d'exercer ses fonctions actuelles, s'est trouvé en situation de bien connaître le territoire du Congo :

« Quand nous serons arrivés partout assez loin pour que les indigènes puissent nous demander notre protection et que nous serons assez forts pour la leur accorder, personne n'osera plus capturer des esclaves ni les transporter. Nous ne pourrions réprimer la chasse aux esclaves que quand nous rendrons impossible le transport à la côte et par conséquent le commerce. On fait la chasse aux esclaves dans les malheureuses contrées où les indigènes n'ont que des lances et des arcs pour se défendre contre leurs cruels ravisseurs. Pour protéger les indigènes dans ces pays, nous devrions établir une communication par une ligne de stations jusque dans ces régions éloignées. Ces territoires sont presque exclusivement situés à l'intérieur des limites de l'Etat du Congo ; mais l'exportation des esclaves capturés a lieu presque exclusivement par l'Afrique orientale allemande et par certaines routes déterminées où les marchands d'esclaves se sont ménagés des points d'appui, tels que Tabora et Ujidi.

» Tabora est le principal carrefour de ces routes.

» Les esclaves rassemblés au nord-ouest du lac Victoria, ceux qui viennent de l'intérieur de l'Etat du Congo (de beaucoup les plus nombreux)

et beaucoup qui sont capturés à l'ouest du lac Nyassa se rencontrent à Tabora dans leur voyage vers la côte ; c'est donc le point qu'il importe le plus de surveiller.

• Immédiatement après comme importance vient Einja, situé auprès des trois grands lacs. En établissant sur ce point sa surveillance, qui serait extraordinairement facilitée par un bateau à vapeur, l'Allemagne aurait fait tout ce qu'on peut faire contre la peste africaine, et ses efforts seraient certainement couronnés de succès. »

On remarquera que M. le major Wissmann signale à deux reprises le Congo comme le foyer principal de la traite.

On peut juger par là de l'importance de la mission de l'Etat du Congo au point de vue de la répression de la traite, du caractère urgent des mesures qu'il aura à prendre et de l'impérieuse nécessité, au même point de vue, de lui procurer le plus tôt possible les ressources nécessaires pour accomplir cette mission.

En terminant, M. le Président dit que la proposition de M. le Baron Gericke de Herwynen sera, comme toutes celles qui ont été soumises à la Conférence, immédiatement distribuée à tous les Plénipotentiaires.

M. le Baron Gericke de Herwynen, de son côté, examinera avec la plus sérieuse attention la proposition présentée par M. le Président : il persiste cependant à croire que les droits de sortie seraient préférables aux droits d'entrée que l'on demande d'établir.

M. le Président répond que les Plénipotentiaires de l'Etat Indépendant du Congo s'expliqueront à cet égard dans la prochaine séance, ainsi que sur les autres questions de fait qu'a traitées Son Excellence.

La séance est levée.

ANNEXE AU PROTOCOLE N° 20.

Commission chargée d'examiner l'établissement de droits d'entrée au Congo.

Séance du 21 mai 1890.

La séance est ouverte à 2 heures et demie.

M. le Président dit qu'il a réuni la Commission afin d'activer les travaux de la Conférence en provoquant un échange de vues sur la proposition relative à l'établissement d'un droit d'entrée dans le bassin conventionnel du Congo.

Il sait que plusieurs Plénipotentiaires sont encore sans instructions, mais il a pensé que tous les membres de la Conférence recevraient avec satisfaction des renseignements qui seraient de nature à éclaircir certains points et à présenter la proposition sous son vrai jour. Il espère que ces explications, lorsqu'elles seront parvenues à la connaissance des Gouvernements, leur permettront de hâter le moment où les instructions définitives seront envoyées.

Il y a un premier point qui préoccupe le commerce peut-être autant que l'établissement même du droit, c'est le mode d'exécution, les formalités dont la perception du droit sera entourée. On s'est demandé si ces formalités ne seraient pas de nature à entraver le mouvement des affaires. Il y aura sans doute certaines formalités, on ne peut y échapper ; mais il sera possible de les réduire en adoptant des procédés qui faciliteront les opérations du commerce.

Il y a d'abord une catégorie de marchandises auxquelles les droits d'entrée ne seront certainement pas applicables : ce sont celles qui sont destinées à être réexportées. Pour celles-là, il suffira de rechercher le système d'entreposage le moins compliqué possible. M. le Président demande à ce propos à M. de la Fontaine Verwey s'il se fait à Banana ou à Boma des réexpéditions par simple transbordement.

M. le Délégué néerlandais répond que le cas se présente très rarement, mais que les marchandises de cette catégorie sont le plus souvent mises en entrepôt et puis réexpédiées.

M. le Président pense que les marchandises pourront entrer dans les magasins ayant le caractère d'entrepôts particuliers. Ces entrepôts devraient naturellement présenter certaines garanties.

Quant aux marchandises destinées à la consommation, il peut arriver qu'elles ne soient pas livrées immédiatement à leur destination. Le système d'entrepôt offrirait encore ici des facilités au commerce et permettrait de faire sortir les marchandises au fur et à mesure des demandes de livraison et d'espacer le paiement des droits.

M. le Président n'est pas en situation de soumettre une formule applicable à tous les cas, mais il peut affirmer que toutes les mesures seront prises pour éviter au commerce les formalités qui ne seraient pas strictement nécessaires.

On sait également que la perception d'un droit *ad valorem* est une source de difficultés, même en Europe. Aussi y a-t-on renoncé presque partout. Il existe, toutefois, des cas où la perception des droits *ad valorem* présente des avantages. C'est quand il y a des écarts considérables dans la valeur des produits compris sous une même rubrique. C'est ce qui se présente pour les tissus, par exemple. Mais, en thèse générale, les droits spécifiques répondent mieux au but que l'on veut atteindre. Il est à prévoir que les droits *ad valorem* seront généralement convertis en taxes spécifiques. C'est à cette fin que le projet parle de droits équivalents à 10 0/0 de la valeur, au maximum.

En troisième lieu, le projet s'exprime comme si les droits devaient s'appliquer à toutes les marchandises. Il n'en sera pas ainsi. Un choix sera fait parmi les marchandises à taxer. Les unes, par leur nature et leur usage, pourraient supporter le droit le plus élevé si, bien entendu, il ne dépassait pas le maximum. D'autres, d'une consommation courante, seraient tarifées à un taux moindre. Tout le reste demeurerait affranchi.

Ce n'est qu'à titre de renseignement, et sans y attacher le caractère d'une proposition, qu'il signale à la Commission le croquis suivant :

I. — Les articles indiqués ci-après pourront être soumis à des droits d'entrée dont le tarif ne dépassera pas 0/0 de la valeur :

Conserves alimentaires,
Bières,
Vins,
Café,
Thé,
Sucre,
Sel,
Tabacs,
Armes,
Poudre à tirer et munitions pour armes à feu.

II. — Les marchandises ci-après pourront être soumises à des droits dont le tarif n'excèdera pas 0/0 de la valeur :

Verrerie et verroterie,
Quincaillerie,
Tissus,
Habilllements,

Ouvrages en fonte, en fer, en acier, en cuivre, en plomb et en zinc (comprenant ces métaux à l'état de plaques, de feuilles, de barres ou de fils),
Ouvrages en bois (non compris les bois simplement sciés).

Seront toutefois exemptés, sauf les mesures de contrôle nécessaires pour empêcher les abus :

- 1^o Les navires et bateaux ;
- 2^o Les machines à vapeur, les appareils mécaniques servant à l'industrie ou à l'agriculture, et les outils et ustensiles d'un usage industriel ou agricole ;
- 3^o Les locomotives et voitures de chemin de fer ;
- 4^o Les instruments de science et de précision.

III. — Les marchandises non énumérées dans les catégories I et II seront libres à l'entrée.

M. de Macedo accepte les indications données par M. le Président, sauf à les examiner de plus près. Quant à la tarification, il fait remarquer qu'elle constitue un système douanier complet. Il comprend que la Conférence détermine des droits à percevoir dans la zone libre ; mais qu'elle aille jusqu'à créer un système douanier applicable à toute l'étendue du bassin conventionnel, cela pourrait entraîner des difficultés. Chaque pays tiendra probablement à conserver sa législation douanière propre. Chacun des territoires du bassin conventionnel a d'ailleurs des objets d'importation différents. Vouloir imposer un même système à tous ces territoires, ce serait peut-être rendre plus difficile aux Gouvernements l'acceptation du projet lui-même.

M. le docteur Ballay rappelle que la Conférence de Berlin, en établissant le bassin conventionnel du Congo, avait pour but de proscrire tout régime différentiel. Elle ne s'est jamais placée à un autre point de vue. On a discuté au sein de cette assemblée la question de savoir s'il était préférable d'établir des droits d'entrée ou seulement des droits de sortie. On a admis des droits de sortie et l'on a décidé que ces derniers ne pourraient dépasser les dépenses que chaque Etat aurait à faire dans l'intérêt du commerce. Aujourd'hui, les circonstances ayant changé, on propose d'établir des droits d'entrée. M. le docteur Ballay se rallie à cette proposition, mais il demande qu'on ne fixe pas le maximum de ces droits et que chaque Etat ait la faculté de choisir les marchandises qu'il entend imposer et de déterminer le chiffre de ces droits. Aucune Puissance ne prendra des mesures qui seraient de nature à entraver le commerce. Le projet dont M. le Président vient de faire l'exposé pourrait donner naissance à des réclamations de la part des commerçants dont les produits seraient soumis à une taxation.

M. le prince Ouroussof se rallie à cette manière de voir.

Lord Vivian partage l'opinion d'après laquelle il y aurait des inconvénients à spécifier en détail les diverses catégories de marchandises sujettes à des droits différents. Son Excellence ne croit pas que la Commission soit compétente pour le faire. Mais, ajoute M. le Ministre d'Angleterre, on apprendra certainement avec satisfaction que les auteurs du projet proposent d'exempter de tout droit les articles qui serviraient à l'avancement de la civilisation.

M. Bourée fait observer que les objections présentées par M. le Dr Ballay ne vont pas à l'encontre du projet soumis à la Commission, auquel il est très favorable.

M. de Macedo pense que le but qu'a en vue Lord Vivian sera atteint du

moment où l'Etat indépendant du Congo proclamerait la libre entrée pour certaines marchandises. Les Puissances voisines se verraient obligées de faire de même. Le tarif qu'il s'agit d'établir le serait probablement à la suite d'un nouvel accord entre les différents Etats voisins.

M. le baron de Renzis dit que presque toutes les marchandises importées, même les tissus, servent à l'avancement de la civilisation. Son Excellence est d'avis qu'on ne peut qu'exprimer un vœu, sans préciser quelles sont les marchandises qui seront exemptées.

M. le Président dit que le système préconisé par M. le Dr Ballay serait évidemment un idéal. Les Puissances régleraient, chacune comme elle l'entendrait, le tarif à établir dans leurs possessions du Congo. Le projet soumis à la Commission ne va pas aussi loin. Il s'arrête à un maximum modéré, dans un esprit de conciliation, et en vue de rendre possible un accord avec les Puissances qui entretiennent des relations commerciales avec le Congo. Il rappelle, à cette occasion, qu'en établissant la franchise commerciale, la Conférence de Berlin n'a pas voulu proscrire indéfiniment l'établissement de droits d'entrée, et il ne croit pas se tromper en exprimant la conviction que si, il y a cinq ans, on s'était trouvé en présence de la situation qui existe aujourd'hui, on eût, dès lors, adopté une autre combinaison douanière.

M. le Président ajoute qu'il n'a pas à regretter d'avoir provoqué un échange d'idées sur le projet dont il s'agit : les observations qui viennent d'être présentées prouvent qu'il avait son utilité. Il ne sera pas sans intérêt que les Gouvernements connaissent les intentions qui ont été manifestées à cet égard. Les éclaircissements donnés seraient de nature à écarter les résistances et à calmer les inquiétudes. En annonçant qu'on simplifiera le plus possible les formalités pour la perception du droit qu'on ne grèvera pas sans distinction toutes marchandises, que pour certaines d'entre elles on réduira les charges à un chiffre inférieur au maximum proposé, on dissipera jusqu'à un certain point les alarmes qui se sont manifestées de quelques côtés.

L'observation faite par M. le Ministre de Portugal est, à certains égards, fondée. Il serait difficile, en effet, d'imposer un régime douanier uniforme à toutes les Puissances ayant des possessions dans le bassin conventionnel du Congo. La Conférence de Berlin avait, il est vrai, établi un régime unique. Mais chacun sait qu'à cette époque on ne connaissait pas le Congo comme on le connaît aujourd'hui ; bien des régions étaient encore inexplorées et l'on ne prévoyait pas qu'aux limites de l'Etat indépendant des possessions européennes considérables ne tarderaient pas à se former. On a pu décider alors que tout ce vaste domaine serait placé sous le régime du libre échange. Mais, actuellement, est-il encore possible d'établir des règles communes, de soumettre toutes les marchandises à un tarif uniforme, alors qu'entre Zanzibar et la côte occidentale d'Afrique s'étend un immense territoire dont les conditions commerciales peuvent varier à l'infini ?

Lord Vivian fait observer que l'article de l'Acte de Berlin, relatif à la liberté commerciale dans le bassin conventionnel, n'est pas applicable au Zanzibar.

M. le Président le confirme. Le Sultan de Zanzibar n'était pas représenté à la Conférence de Berlin, mais on lui avait laissé la faculté d'adhérer à l'Acte général, en lui permettant de conserver les tarifs qu'il avait établis dans ses possessions. Le Sultan a adhéré au Traité, mais en réservant la question de la liberté commerciale.

M. le Docteur Ballay fait observer que le Traité de Berlin contient un arti-

cle par lequel les Puissances s'engagent à le faire accepter par le Sultan de Zanzibar. Les Puissances ne pourraient-elles exercer une action sur ce dernier pour l'obliger à accepter ?

M. Göhring croit que le moment serait mal choisi pour chercher à amener le Sultan à abandonner les droits qu'il a établis, alors qu'on permettrait aux autres Puissances d'en percevoir chez elles.

M. de Macedo déclare que dans le cas où le gouvernement portugais accepterait la proposition de reviser l'article 4 de l'Acte général de Berlin, il est bien entendu qu'il maintient toutes les réserves qu'il a faites à l'époque où cet Acte a été conclu.

M. le Président répond qu'on ne dérogera à l'Acte de Berlin qu'en ce qui concerne la stipulation de l'article 4, mais qu'à part cela on ne changera rien à la situation des Etats compris dans le bassin conventionnel.

M. le Docteur Ballay rappelle qu'à la Conférence de Berlin on n'avait permis que l'établissement de droits de sortie; ces droits ne pouvaient aller au delà de ce qui serait nécessaire pour compenser les dépenses faites dans l'intérêt du commerce.

M. Banning croit qu'il y a lieu de faire une distinction. L'article 4 de l'Acte de Berlin interdit les droits d'entrée et de transit, mais la faculté d'établir des droits de sortie est demeurée entière, et ceux-ci ne sont soumis à aucune restriction. Il en est autrement des taxes perçues pour l'usage de routes ou d'établissements créés dans l'intérêt du commerce et de la navigation. Ces taxes doivent être proportionnées, d'après les articles 14 et 16 de l'Acte de Berlin, aux frais de construction et d'entretien de ces travaux y compris les bénéfices de l'entrepreneur.

M. le Docteur Ballay dit qu'il est d'accord sur ce point qu'à Berlin on n'avait fixé aucun maximum pour les droits de sortie; on a suspendu provisoirement les droits d'entrée; on n'a pas été au delà.

Lord Vivian reconnaît, avec les Plénipotentiaires de la Belgique, qu'il doit y avoir égalité parfaite de traitement pour tous, sous le nouveau comme sous l'ancien régime. Il ne faut ni traitement de faveur, ni droits différentiels.

M. le Président répète que le Traité de Berlin sera maintenu dans son entier, sauf en ce qui concerne la dérogation à l'article 4 relatif à la liberté commerciale.

Il espère que chacun des membres de la Commission se trouvera bientôt en mesure de faire connaître les intentions de son Gouvernement sur le projet dont il s'agit, en vue d'arriver à une prompt solution. Les explications échangées au cours de la séance auront sans doute pour effet d'aider les Gouvernements à former leur conviction.

D'après une opinion qui vient d'être exprimée, on ne fixerait pas de maximum et l'on remplacerait l'article 4 du Traité de Berlin par une clause qui permettrait à chacun d'établir le tarif de la manière la plus conforme à ses intérêts. Le projet soumis à la Commission, au contraire, fixe un maximum, et sa portée est encore restreinte par le fait que, selon les explications déjà données, quelques marchandises seulement seraient soumises au droit maximum; les autres ou acquitteraient une taxe inférieure, ou resteraient complètement libres.

M. Bourée demande si, pour éviter les inconvénients signalés par M. le docteur Ballay, il ne serait pas préférable de dire tout simplement que certains objets, à raison de leur nature, seraient soumis à un régime plus favorable,

que d'autres seraient exempts de tout droit, mais sans spécifier davantage. On atteindrait ainsi le but que l'on se propose.

M. le Président n'est pas opposé à cette manière de voir.

Il ajoute qu'un autre élément d'appréciation intéressant résulte de ce que les droits pourront être, dans la plupart des cas, spécifiquement établis, ce qui simplifie la perception.

M. le baron de Renzis appuie l'opinion exprimée par M. le Ministre de France.

Lord Vivian demande si l'avis de la Commission est qu'il ne doit pas y avoir de maximum.

M. le docteur Ballay répond qu'il n'a exprimé qu'une opinion qui lui est entièrement personnelle.

M. le Président croit que les résistances au projet s'accroîtraient, s'il n'y avait pas de maximum établi. Il y a donc lieu, à son avis, de maintenir le taux proposé.

En ce qui concerne l'observation faite par M. le Ministre de Portugal, il reconnaît qu'il y aurait peut-être des inconvénients à imposer à toutes les Puissances des tarifs identiques. On pourrait se borner à une indication générale.

M. le Président, résumant les observations qui ont été échangées, fait remarquer qu'il en ressort :

Qu'un taux serait fixé, au delà duquel les droits ne pourraient pas monter, et que ce maximum pourrait être de 10 0/0 ;

Qu'un tarif commun et uniforme ne serait pas imposé aux Puissances qui ont des possessions dans le bassin conventionnel du Congo, et que chacune de celles-ci serait libre de régler son régime douanier, sans pouvoir dépasser le taux maximum ;

Que toutefois, dans les vues de la Conférence, les marchandises ne seraient pas nécessairement soumises au taux maximum ; que certains produits, à raison de leur nature ou des besoins auxquels ils répondraient, seraient frappés de taxes moindres, et que d'autres, enfin, seraient affranchis de tout droit ;

Que les droits seraient, autant que possible, fixés spécifiquement ;

Et enfin que, dans l'application du régime douanier, chaque Puissance s'attacherait à simplifier, dans la plus large mesure possible, les formalités et à faciliter les opérations du commerce.

Il résulte de là que le projet ne constitue pas une formule absolue et que, dans les conditions qui viennent d'être exposées, il offre incontestablement les éléments d'une entente.

(A suivre.)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Décret réglant les pouvoirs du gouverneur général de l'Indo-Chine.

21 avril 1891 (1).

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

Décrète :

Article premier. — Le gouverneur général est le dépositaire des pouvoirs de la République dans l'Indo-Chine française. Il a seul le droit de correspondre avec le gouvernement. Il communique avec les divers départements ministériels, sous le couvert du ministre chargé des colonies.

Il correspond directement avec les ministres de France, consuls généraux, consuls et vice-consuls de France en Extrême-Orient. Il ne peut engager aucune négociation diplomatique en dehors de l'autorisation du Gouvernement.

Art. 2 — Le gouverneur général organise les services de l'Indo-Chine et règle leurs attributions.

Il nomme à toutes les fonctions civiles, à l'exception des emplois ci-après : lieutenant-gouverneur, résidents supérieurs, directeur du contrôle, résidents et vice-résidents, administrateurs principaux et administrateurs, magistrats et chefs des principaux services. Les titulaires de ces emplois sont nommés par décret sur sa présentation. En cas d'urgence, le gouverneur général peut les suspendre de leurs fonctions. Il doit en rendre compte immédiatement au ministre chargé des colonies.

Art. 3. — Le gouverneur général peut déléguer, par décision spéciale et sous sa responsabilité, son droit de nomination au lieutenant-gouverneur de la Cochinchine et aux résidents supérieurs de l'Annam, du Tonkin et du Cambodge.

Il peut également déléguer à ces fonctionnaires, dans la même forme, le droit de régler et d'organiser les attributions de leurs services.

Art. 4. — Le gouverneur général a sous ses ordres directs le lieute-

(1) *Journal officiel* du 22 avril 1891.

nant-gouverneur, les résidents supérieurs, le commandant supérieur des troupes, les commandants de la marine et les chefs des services administratifs.

Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs au lieutenant-gouverneur de la Cochinchine et aux résidents supérieurs.

Art. 5. — Le gouverneur général est responsable de la défense intérieure et extérieure de l'Indo-Chine. Il dispose, à cet effet, des forces de terre et de mer qui y sont stationnées.

Aucune opération militaire, sauf le cas d'urgence où il s'agirait de repousser une agression, ne peut être entreprise sans son autorisation.

Il ne peut, en aucun cas, exercer le commandement direct des troupes. La conduite des opérations appartient à l'autorité militaire qui doit lui en rendre compte.

Art. 6. — Le gouverneur général est chargé de l'organisation et de la réglementation du service des milices affectées à la police et à la protection des populations à l'intérieur de nos possessions de l'Indo-Chine. Il nomme à tous les emplois dans ce corps.

Art. 7. — Des territoires militaires pourront être déterminés par le gouverneur général après avis du résident supérieur compétent et de l'autorité militaire.

Dans ces territoires, l'autorité militaire exercera les pouvoirs du résident supérieur. Ces territoires rentreront sous le régime normal par décision du gouverneur général.

Art. 8. — Le directeur du contrôle est chargé, sous l'autorité immédiate et exclusive du gouverneur général, de la surveillance des services financiers, y compris le service du trésorier-payeur, de la vérification et de la centralisation de la comptabilité tenue par les différents services.

Il peut être chargé par le gouverneur général de procéder à toutes vérifications dans les différents services financiers du Tonkin, de l'Annam, de la Cochinchine et du Cambodge.

Art. 9. — Le gouverneur général dresse chaque année, conformément à la législation en vigueur, les budgets de la Cochinchine et des protectorats.

Après approbation de ces budgets par le Gouvernement, il prend toutes les mesures nécessaires pour leur exécution. Il soumet à la ratification du Gouvernement tous projets de travaux, contrats, concessions et entreprises de toute nature qui excèdent les ressources des protectorats.

Art. 10. — Sont abrogés les articles 1, 2 et 3 du décret du 20 octobre 1887 ainsi que toutes les dispositions contraires au présent décret.

Art. 11. — Le président du conseil, ministre de la guerre, le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, le ministre des affaires étrangères et le ministre de la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 avril 1891.

CARNOT.

— Ce décret est ainsi motivé par le *Rapport* suivant, adressé au Président de la République par M. Jules Roche, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies :

Monsieur le Président,

Les pouvoirs du gouverneur général de l'Indo-Chine ont été successivement définis, d'abord en ce qui concerne le protectorat de l'Annam et du Tonkin, par le décret du 27 janvier 1886, puis, pour l'ensemble de nos possessions d'Extrême-Orient, par les décrets des 17, 20 octobre et 12 novembre 1887.

Il ne semble pas, néanmoins, que la situation créée par ces actes ait été jusqu'à présent suffisamment nette, et le Gouvernement a eu plus d'une fois à se préoccuper des difficultés qu'elle laissait subsister. Le Parlement, d'autre part, a manifesté à diverses reprises son désir de voir donner au gouverneur général de l'Indo-Chine plus d'autorité et de liberté d'action.

S'inspirant de ces idées, mon administration a soumis récemment au conseil supérieur des colonies un projet de loi relatif à l'organisation de l'Indo-Chine française et ce projet a été, de la part d'une des sections de ce conseil, l'objet d'un examen approfondi.

Mais, sans attendre que le projet ainsi élaboré et qui sera prochainement soumis au Parlement ait reçu la sanction législative, ce qui entraînera des retards inévitables, il importe de tirer immédiatement parti des études déjà faites et de rassembler dans un texte unique les dispositions essentielles qui règlent les pouvoirs du gouverneur général de l'Indo-Chine. Tel est l'objet du décret que j'ai l'honneur de vous soumettre.

L'article 1^{er} détermine les règles qui président aux rapports du gouverneur général, soit avec le gouvernement de la métropole, soit avec nos agents diplomatiques et consulaires d'Extrême-Orient.

L'article 2 spécifie qu'aucune nomination ne pourra être faite dans le personnel de l'Indo-Chine si ce n'est par une décision du gouverneur général, ou, s'il s'agit de nominations où un décret doit intervenir, sans qu'il ait exercé son droit de présentation.

Les articles 4 et 5 précisent et fortifient les pouvoirs militaires du gouverneur général.

L'article 8, emprunté comme les autres dispositions du présent décret au projet élaboré par la section de l'Indo-Chine au conseil supérieur des colonies, crée un directeur du contrôle spécialement chargé, sous l'autorité immédiate du gouverneur général, de vérifier et de centraliser la comptabilité des différents services.

Le rétablissement de cette fonction, qui avait été créée en 1886 par Paul Bert, comblera une lacune qui a été très justement signalée à la Chambre lors de la discussion du budget.

EGYPTE

Décret relatif à l'adoption du système métrique décimal.

28 avril 1891 (1).

Nous, khédivé d'Egypte,

Considérant les variations qui se sont produites, avec le temps, dans la valeur des poids et mesures égyptiens ainsi que les différences qui existent entre les divers poids et mesures usités en Egypte;

Considérant qu'il importe que les transactions aient pour base des poids et mesures dont la valeur soit parfaitement déterminée;

Considérant les avantages que présente à ce point de vue le système

(1) *Journal officiel égyptien* du 29 avril 1891.

métrique décimal des poids et mesures, ayant pour base le mètre de la commission internationale du mètre;

Considérant que, pour permettre l'application du système métrique sans apporter de trouble au régime des transactions ordinaires du pays, il convient de fixer le rapport des poids et mesures égyptiens avec les poids et mesures métriques d'après la valeur actuelle des poids et mesures effectivement en usage en Egypte;

Considérant le résultat des expériences de comparaison effectuées par la commission des poids et mesures instituée par décision de notre conseil des ministres en date du 14 juin 1886 (12 Ramadan 1303);

Sur l'avis conforme de notre conseil des ministres,

Le conseil législatif entendu,

Décrétons :

Article premier. — A partir du 1^{er} janvier 1892, les administrations de l'Etat appliqueront le système métrique décimal dans leurs services ainsi que dans leurs rapports avec le public.

La dénomination correspondante des poids et mesures égyptiens pourra être mentionnée en même temps que l'énonciation des poids et mesures métriques dans tous les actes publics ou documents administratifs.

Les mesures agraires continueront jusqu'à nouvel ordre à être calculées et énoncées d'après les mesures existantes, conformément aux dispositions du décret du 15 zilcadé 1277 et du *nota bene* y annexé du 7 chaban 1292.

Le tonnage des navires continuera également à être mesuré et énoncé suivant les règles existantes.

Art. 2. — Le mètre de la commission internationale du mètre est l'étalon prototype auquel seront rapportés les poids et mesures égyptiens.

Art. 3 — Le rapport métrique des poids et mesures égyptiens est fixé comme il suit :

Mesures de longueur : diraa baladi, 0 mètre 58 centimètres.

Mesures de poids : dirhem, 3 grammes 12 centigrammes.

Mesures de capacité : ardeb, 198 litres.

Le rapport métrique des multiples et des sous-multiples de ces unités est fixé dans un tableau d'équivalence annexé au présent décret.

Art. 4. — Des poids et des mesures étalons seront déposés au chef-lieu de chaque moudirieh et gouvernorat pour permettre la vérification des poids et des mesures.

Art. 5. — Nos ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais d'Abdine, le 19 ramadan 1308 (28 avril 1891).

MÉNÉMET THEWFIK.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des ministres, RIAZ.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

AUTRICHE-HONGRIE

D'après le résultat définitif du dernier recensement, la population de l'Autriche était, fin décembre 1890, de 23.835,261 habitants (dont 187,307 militaires en activité) ; celle de la Hongrie de 17,449,703 (dont 113,776 militaires en activité).

Le chiffre total de la population de la monarchie austro-hongroise est donc de 41,284,966 habitants.

CHILI

Message du Président Balmaceda au Congrès.

20 avril 1891.

Concitoyens du Sénat et de la Chambre des députés,

Des événements extraordinaires, qui sont connus de vous, ont profondément troublé la tranquillité publique. Les traditions de paix, de modération et de sagesse qui caractérisaient la politique intérieure de ce pays ont été interrompues et beaucoup de personnes ont manqué à la loyauté qui nous recommandait à l'estime des autres nations.

Des marins, dont le devoir était d'obéir pour soutenir l'ordre intérieur de la République et la sécurité extérieure de l'État, se sont soulevés, le 7 janvier dernier, avec l'escadre qui était mouillée à Valparaiso, et, désobéissant au commandant général de la marine, contre-amiral Williams, ont pris le large emmenant à leur bord le vice-président du Sénat et le président de la Chambre des députés. Quelques heures après la consommation de ces faits sans précédents dans l'histoire navale du Chili, ils rentrèrent de nouveau à Valparaiso, en révolution ouverte contre leurs chefs constitutionnels, sous les ordres de marins qui, la veille, n'avaient pas de commandement, afin d'exciter l'armée régulière et le peuple à la rébellion contre les autorités légitimes. L'armée, fidèle aux traditions de loyauté et d'honneur qui ont servi de base à la conduite des pouvoirs publics et à la prospérité nationale, se maintint dans son devoir et le peuple vit avec surprise la conduite de ces marins qu'il s'était habitué à considérer comme ayant surtout la mission de maintenir le prestige extérieur de la République. Le peuple, sympathisant avec la cause de l'ordre et avec un Gouvernement qui s'est efforcé de l'instruire, en développant activement l'instruction, et à assurer son bien-être par l'augmentation des salaires au moyen de l'exécution des travaux publics, plus importants que tous ceux qui avaient été entrepris par les administrations précédentes, s'est empressé de s'enrôler dans l'armée et a refusé son concours aux révolutionnaires qui demandaient son appui et invoquaient son nom.

Pendant trois mois de révolution, il n'y a pas eu une seule émeute populaire en faveur du soulèvement fomenté par les marins qui ne dominaient que sur l'Océan. L'escadre n'a pu d'abord opérer de débarquements ni maintenir l'occupation d'aucun point du territoire où se trouvait une population un peu dense, et elle a dû, pour l'effectuer à la fin, bloquer les ports du Nord, bombarder et incendier les villes non fortifiées en engageant contre la population cosmopolite de Tarapaca des hostilités plus rigoureuses que celles qu'avait dû engager le Chili pour la conquérir.

Ces provinces du Nord étant séparées du centre du pays par l'Océan sur lequel domine l'escadre révoltée et par de vastes déserts, la révolution a réussi à s'en emparer après sept sanglants combats. La flotte n'a pas eu la puissance nécessaire pour renverser le Gouvernement légitime; mais elle a montré qu'elle avait les ressources suffisantes pour troubler l'ordre public que nos sages institutions nous avaient assuré. Elle a aussi prouvé qu'elle avait le courage de faire couler le sang des Chiliens et de semer le malheur et l'angoisse dans nos foyers.

La marine n'a pas le droit de discuter les ordres qu'elle reçoit, la Constitution le lui interdit; elle doit l'obéissance au Président de la République, car la Constitution la lui impose. Néanmoins, elle s'est déclarée en faveur d'une prétendue délégation du Congrès pour constituer une dictature militaire qu'elle a soumise ensuite à cette prétendue délégation. Celle-ci n'a reçu aucun titre pour agir au nom du Congrès, car il n'a pu s'assembler constitutionnellement, n'ayant pas été convoqué pour siéger, et le Président de la République ayant seul, suivant notre Charte, la faculté de le convoquer.

Le Congrès n'a pas siégé non plus de sa propre autorité, puisque depuis le mois d'octobre, date de la clôture de sa session, jusqu'au 7 janvier, date à laquelle la révolution a éclaté, il n'a tenu aucune séance ni publique ni privée, les présidents des Chambres n'ayant pas été invités à siéger, et les députés et les sénateurs n'ayant reçu aucune des convocations habituelles. Il n'y a donc eu aucune discussion, aucune résolution, aucun vote; aucun acte réunissant les conditions sans lesquelles il ne peut y avoir une session parlementaire, n'a été fait. On assure qu'un acte a été souscrit par quelques-uns des révolutionnaires qui appartenaient au Congrès, mais un nombre considérable des membres de ce corps n'a jamais eu connaissance de ce document, et, en ce moment même, il n'a pas été communiqué au peuple chilien. En outre, cet acte, s'il existait, serait le fruit d'une résolution prise dans l'ombre, et ses auteurs n'auraient pas eu le courage de le publier et de le mettre en évidence, pour le soumettre au jugement du bon sens et du patriotisme chilien. Il est vrai qu'une partie considérable des Membres des deux Chambres a pris part à l'insurrection du 7 janvier contre la Constitution et les lois, mais ces Membres ne peuvent invoquer l'autorité qui appartient aux représentants du peuple, après avoir troublé l'ordre public en s'arrogeant le pouvoir exécutif directorial et en ayant recours aux armes pour faire une révolution fatale à elle-même, comme à la prospérité et au bien-être du Chili.

Cette révolution n'a pas trouvé son point de départ parmi le peuple. Ses auteurs, ce sont des groupes politiques qui siégeaient dans les Chambres, animés par des idées contradictoires, ayant à leur tête des chefs nombreux sans autre rapprochement entre eux que leurs ambitions communes et leur désir de s'emparer de la direction du pouvoir suprême dans l'Etat. Nous subissons donc une révolution antidémocratique faite par une classe sociale peu nombreuse, mais fortement centralisée, qui se considère comme appelée, par les influences dont elle dispose, par ses relations personnelles et sa fortune, à constituer un groupe privilégié et dirigeant, au sein du Gouvernement du Chili. De tout ceci provient le semblant d'accord qui paraît exister entre les idées et les sentiments du peuple, surtout dans les provinces et les départements, en dehors de la capitale de la République, dont les habitants ont conscience de la légalité politique, des devoirs civiques et des

vertus qui mettent les citoyens à même d'apprécier avec exactitude la lutte douloureuse dans laquelle nous sommes engagés.

Il est nécessaire de caractériser cette lutte en rappelant ses véritables antécédents. Le conflit, je le répète, a été causé par l'ambition des chefs de groupes, par le fractionnement continu du parti libéral, par l'action du vote accumulatif qui a fait surgir des partis représentés par de simples individualités politiques et par le nombre excessif des sénateurs et députés dans un pays de 3 millions d'habitants.

Le parti libéral a manqué de l'unité d'idée, de direction et de méthode, sans lesquelles il ne pouvait, à lui tout seul, suffire au gouvernement du Chili. C'est à cause de ce manque d'unité qu'il a souvent besoin de s'adjoindre des forces auxiliaires qu'il demande soit aux conservateurs, soit à d'autres groupes politiques, malgré leurs tendances contraires. Cette circonstance, les différentes directions que lui ont imprimées les chefs qui ont représenté ses traditions, l'esprit d'absorption et les tendances essentiellement personnelles des différents groupes, le nombre excessif des sénateurs et des députés, et le vote accumulatif ont produit la désunion du parti libéral et la désorganisation des partis traditionnels historiques. C'est ce qui a donné lieu, dans le Parlement, à une anarchie déplorable et à l'incertitude politique résultant de la diversité et de l'inconsistance des groupes personnels dont les ambitions démesurées ont stérilisé le labeur parlementaire et conduit fatalement à une perturbation générale.

Grâce à l'action du vote accumulatif, l'administration Errazuriz, après les plus énergiques efforts pendant toute la période de 1871 à 1876, aboutit à laisser la direction des affaires à un Congrès composé de six groupes divers et d'individualités sans filiations politiques déterminées. L'administration Pinto subit les conséquences de cette dislocation des hommes et des partis dans les Parlements; les changements ministériels furent alors très fréquents, et, si la guerre de 1879 n'était pas survenue, cette administration aurait probablement terminé sa gestion légale au milieu des désastres auxquels auraient donné lieu les élections présidentielles qui ont sérieusement éprouvé le parti libéral et mis la République dans une situation très dangereuse, au moment où s'achevait la période présidentielle de M. Pinto. L'état de division et d'anarchie dans lequel se trouvaient les libéraux, quand il s'est agi de désigner les candidats à la présidence de la République, aurait sans doute causé des troubles si le général Baquedano ne s'était retiré patriotiquement de la lutte électorale. Cinq ans plus tard, à l'expiration de l'administration du président Santa-Maria, des faits très graves se produisirent dans le Congrès à propos de la désignation du candidat libéral pour la période suivante. Différents groupes libéraux, unis à des conservateurs, firent une opposition obstructionniste au vote de la loi autorisant la perception des contributions à partir de janvier 1886, et ce n'est que grâce à un acte de courage de la majorité parlementaire que le régime constitutionnel fut alors sauvé et que l'on put mettre un terme à l'obstruction, en passant outre aux embarras du règlement intérieur de la Chambre.

Étant élu président du Chili, je crus de mon devoir d'inaugurer une politique et de suivre une ligne de conduite de nature à éviter, à la fin de ma période légale, le renouvellement des dangers qui menacèrent les administrations précédentes. Gouverner exclusivement en m'appuyant sur les fractions du parti libéral qui avaient contribué à me porter au pouvoir aurait été m'acheminer involontairement vers un régime de gouvernement personnel et aurait eu assurément pour effet la consolidation d'une coalition libérale conservatrice dans l'opposition. C'est à cause de cela que je me suis décidé pour une politique de conciliation patriotique dans laquelle pourraient trouver place, en outre du parti qui m'avait élu, les autres groupes libéraux. J'espérais aussi que mon respect pour les personnes et pour l'autonomie du parti conservateur faciliterait la tâche de mon gouvernement, qui avait surtout en vue le travail et la prospérité nationale. Le Cabinet présidé par M. Lillo fut

organisé dans cet esprit ; malheureusement, deux mois à peine s'étaient écoulés qu'un bruyant désaccord se produisit entre les libéraux de la Chambre des députés et le parti qui m'avait porté à la présidence. Celui-ci fut mis en minorité, un certain nombre de ses Membres ayant passé à la coalition libérale conservatrice. Le Cabinet Lillo disparut, et le Ministère Antunes fut organisé. Celui-ci proposa l'unification du parti libéral moyennant l'adoption des idées communes et suivant une direction unique. A ce moment-là, le parti national déclara, devant le pays et au sein même du Gouvernement où il était représenté, qu'il cessait d'exister comme parti distinct pour se confondre dans les rangs du parti libéral.

Afin de permettre à cette politique d'avoir un développement pratique capable d'inspirer une confiance égale à tous les libéraux, le Ministère Antunes céda le pouvoir au Cabinet constitué par Zanartu, dans lequel toutes les fractions du parti libéral furent représentées. Très peu de temps après, une portion considérable des libéraux, qui s'est trouvée représentée au sein du Ministère par les très dignes et très regrettés Amunategui et Garcia de La Huerta, se souleva contre son propre chef et approuva une violente censure proposée par le parti conservateur contre le Ministère Zanartu. Après les élections de 1888, les libéraux, à peine unis, se divisèrent et se fractionnèrent de nouveau. La rupture entre ceux qui avaient été unis pour profiter de la paix électorale fut alors plus complète que jamais. Les nationaux déployèrent encore une fois leurs drapeaux après s'être assuré dans le Congrès une représentation comme ils n'en avaient jamais eu depuis qu'ils étaient descendus du pouvoir en 1861.

Le résultat de tout ceci fut que, les libéraux détachés, les radicaux et le parti libéral qui appuyait le Gouvernement retrouvèrent leur ancienne physionomie avec leurs prétentions particulières. Le Ministère d'unification du parti libéral disparut même avant que le Congrès élu sous sa direction fût assemblé.

Mon expérience et mon attachement naturel au parti qui m'avait porté au pouvoir me décidèrent à faire un retour vers le centre politique avec lequel j'avais commencé mon administration. A ces fins, je fis des efforts pour organiser un ministère de libéraux dans la composition duquel j'essayai de donner une participation au parti national dans une proportion qui ne pourrait pas soulever les jalousies et la résistance de ses nombreux adversaires. Les nationaux me refusèrent leur concours, bien que leur coopération leur fût imposée par le sens politique le plus clair. Depuis cette date, tous mes efforts pour unifier le parti libéral sont restés stériles. Depuis juin 1888 jusqu'en octobre 1889, les diverses fractions du parti libéral et les groupes personnels qui siégeaient au Congrès vécurent dans une querelle continuelle, se froissant et parfois se déchirant d'une façon qui rendait la réconciliation presque impossible. Ceux que l'ambition avait divisés furent rassemblés pour marcher à l'assaut, s'emparer définitivement de la majorité du Congrès et, par suite, de la prépondérance absolue dans les conseils du Gouvernement. Dans l'espoir de modifier cet état de choses si défavorable à la tranquillité publique, un Ministère fut constitué en octobre 1889, d'accord avec les libéraux du Congrès. Quinze jours après, une nouvelle crise se produisit ; une fois le Cabinet reconstitué, de sérieux dissentiments survinrent, entre les cercles parlementaires, au sujet des bases constitutives de la Convention qui devait désigner les candidats à la présidence de la République, et les votes qui eurent lieu à la Chambre des députés mirent en évidence la rupture qui venait de se produire au sein du Ministère de coalition. A partir de ce moment, une lutte commença entre la majorité du Congrès et le pouvoir exécutif ; cette campagne n'avait d'autre but que celui de soumettre la liberté et l'action du Président de la République à la volonté et aux desseins de cette coalition composée de groupes politiques divisés, menés par des chefs et inspirés par des tendances contraires, mais tous résolus à abattre la dignité et l'autorité du chef de la nation. On donnait comme raison de ces

exigences extraordinaires l'existence d'une prétendue candidature officielle à la présidence de la République. Le citoyen distingué auquel on attribuait gratuitement l'honneur d'être le candidat favorisé par le Gouvernement, renonça, au mois de mai dernier, à être porté à la suprême magistrature, et un Ministère fut organisé, présidé par lui-même, à seule fin de le mettre à même de ratifier par un témoignage public l'engagement qu'il venait de prendre. Ce Ministère fut l'objet d'un vote de censure avant même d'être entendu ; la coalition hostile du Congrès rompait ainsi avec toutes les convenances d'honneur et de respect jusqu'à ce jour observées envers les représentants du pouvoir exécutif au sein du Parlement. Cette attitude sans précédent dans l'histoire du monde fut suivie par la remise de la discussion de la loi qui autorisait la perception des contributions jusqu'à ce que le Président consentit à sacrifier ses prérogatives constitutionnelles en nommant des Ministres au choix du Congrès. Ce conflit aboutit à la démission du Ministère du mois de mai et à l'organisation d'un autre Cabinet composé de personnes étrangères à la lutte politique.

Cette solution patriotique faillit rester stérile par l'incroyable exigence des partis qui demandaient que mon assentiment fût donné à la renonciation aux revenus fiscaux qui auraient dû être perçus dans les quarante-trois jours pendant lesquels la loi, autorisant la perception des contributions, avait été suspendue ; mais l'honnêteté administrative et les revenus publics une fois sauvegardés, le Ministère Prats fut constitué, et une loi électorale élaborée par les groupes de la coalition fut promulguée. Ces groupes introduisirent dans cette loi toutes les dispositions de nature à sauvegarder leurs intérêts contre toute intervention possible de la part des agents de l'exécutif. Une fois cette loi édictée, les inscriptions des électeurs eurent lieu dans la sécurité la plus parfaite ; mais, immédiatement après, commença une nouvelle campagne des groupes coalisés qui venaient de se rendre compte par les inscriptions qu'ils ne pouvaient compter sur la majorité des contribuables pour constituer le pouvoir électoral, et qu'ils ne pouvaient pas non plus compter sur la majorité des électeurs. Cette révélation de la supériorité des forces électorales dont disposait le parti libéral et qui appuyaient le Gouvernement, même étant donnée une loi électorale approuvée par la coalition dans son propre intérêt, déconcerta les coalisés et ébranla le Ministère.

Il était très difficile à ce moment-là de suivre une politique de neutralité à cause des exigences exagérées et inévitables des partis, et le Ministère, plutôt que de se débattre parmi toutes ces exigences, préféra se démettre. Déférant à ses conseils et m'inspirant des hauts devoirs que la situation et mon amour pour mon pays m'imposaient, je me suis adressé aux citoyens distingués Enrique Sanfuentes, Anibal Zanartu et José Tocornal, les priant de pressentir tous les partis et les groupes politiques, leur demandant leur coopération pour résoudre d'une façon définitive la question politique qui agitait si profondément les esprits : leur proposant, à cet effet, de soumettre la question de la candidature à la présidence de la République à la décision d'une convention unique organisée dans la forme et de la façon que les partis décideraient, et ne faisant de mon côté qu'une seule recommandation : celle de l'avantage qu'il y aurait à ce que la désignation du candidat fût faite par une majorité assez considérable pour que le Président de la République actuel fût mis dans l'impossibilité d'intervenir directement ou indirectement dans les résolutions de la Convention. La conséquence immédiate de l'acceptation de cette Convention unique devait être l'organisation d'un Ministère qui fût un gage sûr, capable d'inspirer confiance à tous les partis. L'idée de la Convention unique fut d'abord acceptée, mais, presque immédiatement après, repoussée. La majorité des groupes parlementaires exigea de moi l'organisation préalable d'un Ministère. Je proposai tout de suite un Ministère dans lequel devaient figurer trois personnes des plus caractérisées, prises dans les rangs de la coalition parlementaire, les trois autres appartenant au groupe libéral qui appuyait le Gouvernement et que leurs antécé-

dents rendaient dignes de tous les respects. Cette combinaison ministérielle fut aussi repoussée. Ces faits sont invraisemblables ; toutefois, ce sont des faits certains, rendus publics et connus de tous les Chiliens. La majorité parlementaire a voulu me précipiter du pouvoir auquel j'ai été porté par le suffrage librement exprimé de mes citoyens, ou me forcer à me soumettre conditionnellement à ses desseins. Après avoir repoussé tout arrangement raisonnable, la coalition résolut, le lendemain, d'engager une nouvelle campagne parlementaire plus violente. Je crus alors de mon devoir de clôturer le Congrès dans l'espoir qu'un intervalle de réflexion et de calme disposerait les groupes coalisés à des arrangements équitables réciproquement respectés. Malheureusement le débordement s'était produit et nous avons eu à subir ses déplorables conséquences. La Commission permanente du Congrès se convoqua elle-même en réunion extraordinaire, appelant à siéger dans son sein tous les Membres du Congrès, afin qu'ils contribuassent à engager des discussions qui forment la page la plus triste de notre histoire parlementaire.

Le 7 janvier, je me suis trouvé dans les mêmes conditions que plusieurs de mes prédécesseurs et où je m'étais déjà vu moi-même en 1887, c'est-à-dire sans loi du budget et sans loi qui détermine les forces des armées de terre et de mer. Ces faits ne pouvaient pas servir de base, pas même de prétexte à une révolution, car ils s'étaient produits à plusieurs reprises et périodiquement pendant les années précédentes.

La révolte commencée le 7 janvier est la conséquence des projets révolutionnaires conçus depuis longtemps par la majorité des groupes parlementaires qui aspiraient à la prépondérance sans condition et absolue dans la direction du Gouvernement.

Ayant, par la Constitution, le devoir d'administrer l'Etat et d'étendre mon autorité à tout ce qui a pour objet la sécurité intérieure de la nation, il me fallut alors assumer tous les pouvoirs publics pour contenir la révolte armée et l'attitude de la majorité du Congrès qui poussait au renversement des institutions et de l'ordre établi. Je me suis efforcé de rassembler les éléments nécessaires pour défendre et faire triompher les principes d'autorité au Chili sans lesquels rien de solide et de durable ne pourrait exister à l'avenir. Les circonstances nous ont placés dans le pénible devoir de rendre impuissants les chefs et les promoteurs de la révolte par des arrestations ou par leur éloignement du théâtre des événements.

Le fonctionnement des Tribunaux, là où dominent la révolution et la dictature militaire, pouvant occasionner des conflits, on a résolu la suspension des Tribunaux supérieurs, aussi longtemps que durera l'état de choses qui cause tant de préjudice au pays.

La majorité parlementaire, ayant encouragé et soutenu la révolution, s'est mise hors la loi par ce fait et s'est trouvée dissoute d'elle-même ; il fallut alors convoquer les populations à l'élection d'un Congrès constituant, élection qui a eu lieu au milieu d'une paix parfaite, régulièrement, et avec un concours considérable de votants.

Vingt provinces parmi les 22 qui composent la République ont élu 30 sénateurs sur les 32 qui forment le nombre total du Sénat et 88 députés sur 92 qui pouvaient être élus conformément aux registres des inscriptions d'après la dernière loi électorale.

Il m'incombe, à présent, de décrire la tâche à laquelle il conviendrait que le Congrès constituant se consacrat.

Si la réforme constitutionnelle, large et complète, que j'ai proposée à la délibération du Congrès l'année précédente, avait été réalisée, nous aurions posé les bases du Gouvernement représentatif, nous aurions créé la province autonome et établi sur des bases inébranlables la liberté et l'indépendance du pouvoir de l'Etat.

Nous aurions ouvert des horizons plus vastes à l'effort intelligent et ordonné des partis, et l'on aurait certainement évité la révolution.

Le Congrès constituant devant son origine à la convergence de causes bien déterminées, il est peut-être préférable d'entreprendre une réforme modérée ayant surtout pour but de corriger les causes du conflit.

La licence de la Presse chilienne est parvenue, de nos jours, à des extrémités où elle n'atteignit jamais dans aucun autre pays du monde. Non seulement le Gouvernement et les hommes publics, mais encore la société et les familles, ont été entraînés dans la rafale des passions politiques. Déjà, en 1886, l'opposition elle-même avait proposé une réforme destinée à corriger d'aussi pernicieux abus. Depuis lors, cette licence n'a fait que descendre la pente du scandale; elle a été une des causes du bouleversement qui afflige les Chiliens pacifiques et honnêtes. J'estime que l'on doit consacrer dans la loi le principe en vertu duquel chacun a le droit et la liberté de publier ses opinions. Mais il ne doit pas y avoir d'autres délits de presse que ceux qui sont qualifiés comme tels par le Code pénal, ni d'autre justice que la justice ordinaire pour les poursuivre dans la forme établie par les lois communes. De cette façon, la véritable liberté de la presse sera définitivement établie et l'on rendra en même temps effective la responsabilité de ceux qui abuseraient de cette liberté pour porter atteinte aux droits et offenser sans raison la dignité d'autrui ou la morale publique.

Les lois constitutionnelles qui autorisent la perception des contributions, le budget annuel des dépenses, la résidence de l'armée régulière dans l'endroit où le Congrès siège et les lois qui établissent l'importance des forces de terre et de mer sont des lois d'ordre public nécessaires à l'existence même du pouvoir exécutif, et la faculté de les dicter ne doit pas être laissée à la merci d'un seul des pouvoirs de l'Etat, car cela équivaldrait à l'absorption de tous les pouvoirs par celui-là, constituant ainsi une dictature de fait.

Les contributions doivent être permanentes; leur suppression ou leur modification devrait être la matière de nouvelles lois élaborées dans les formes ordinaires, n'ayant d'autre but que celui d'égaliser l'impôt et de favoriser l'essor de la prospérité nationale. La loi qui autorise la résidence des forces de l'armée dans un rayon de dix lieues autour de l'endroit où siège le Congrès n'est plus nécessaire, puisque les distances ont, en réalité, disparu en raison de la création des lignes de chemins de fer qui relient la capitale au reste du pays. La loi qui doit fixer, tous les dix-huit mois, l'importance numérique des forces de mer et de terre n'a plus d'objet non plus, puisque la loi du budget annuel prévoit le montant du crédit destiné aux différents services de l'armée et de la marine. La seule loi annuelle qui a raison d'exister est celle du budget, et celui-ci devrait consister en dépenses fixes imputables à des lois spéciales et en dépenses variables. Les premières constitueraient le montant total du budget et ne seraient pas discutées; les dépenses variables seraient soumises à la discussion. La loi du budget devrait être discutée et approuvée par le Congrès pendant la période ordinaire de la session, et, chaque fois que, par l'intervention de circonstances extraordinaires, cette approbation ne serait pas donnée, on regarderait comme approuvée pour l'année suivante la loi du budget précédemment en vigueur. Cette façon de présenter et de discuter le budget se trouve adoptée dans des pays d'une civilisation avancée, même parmi quelques-uns de ceux organisés sous un régime parlementaire des plus sérieux. Ce qui, dans tous les cas, n'est pas acceptable, c'est que le Congrès, ou la majorité de ses Membres, puisse se refuser à discuter et à approuver les dépenses fixes qui ont un caractère permanent et qui tiennent leur origine des lois précédemment approuvées par le Congrès lui-même. La faculté de supprimer ou de ne pas approuver ces dépenses fixes implique nécessairement la possibilité de la désorganisation et de l'effondrement de l'ordre public. Ces considérations ne s'appliquent pas aux dépenses variables au sujet desquelles une liberté de discussion plus large est possible. Cette discussion et même le refus des crédits pour les dépenses variables peuvent être les moyens d'exercer indirectement une influence prudente dans les Conseils du Gouver-

nement sans qu'ils deviennent pour cela un élément de trouble. La critique parlementaire et même le refus des crédits pour ces dépenses variables ainsi que la mise en accusation des Ministres, quand ils violent la Constitution ou les lois, sont des moyens par lesquels, sans sortir du régime représentatif et sans porter aucune atteinte à la liberté et à l'indépendance des autres pouvoirs publics, le pouvoir législatif peut exercer son influence sur le Ministère et même le forcer à quitter la direction des affaires publiques.

Quand la réforme ainsi conçue sera un fait accompli au Chili, la paix entre les pouvoirs de l'Etat se trouvera établie et consolidée pour toujours. C'est d'ailleurs la seule manière d'arriver à ce que les Gouvernements du Chili se désintéressent des luttes électorales. C'est une erreur de croire que, moyennant le changement des hommes dans le Gouvernement, les traditions et les mœurs politiques des partis se trouveront essentiellement modifiées au Chili. Les ennemis les plus décidés de l'immixtion du Gouvernement dans les élections ne le sont devenus et ne le sont restés qu'autant qu'ils ont été éloignés du pouvoir. Je puis faire cette affirmation avec la conviction acquise par une longue expérience et avec la connaissance des hommes et des partis. Dans ce pays, ni les lois électorales les plus sagement conçues, ni la commune autonomie ne prévaudront contre le système pratiqué jusqu'à ce jour et contre la nature des choses. La commune autonome deviendra, entre les mains du Gouvernement ou des curés, un instrument d'intervention électorale des plus puissants qu'on puisse inventer pour enlever au suffrage toute liberté.

Les Gouvernements cesseront d'intervenir, dans les élections au Chili, de la façon que le désirent ceux qui aspirent sincèrement au gouvernement du peuple par le peuple, quand l'existence du pouvoir exécutif ne dépendra que de la Constitution et des lois et quand il n'aura pas besoin de la faveur qu'on se procure en flattant les passions et les courants d'intérêts de majorités instables dans des Congrès où il n'existe pas de partis organisés avec cohésion et dans lesquels toute discipline, permettant une certaine stabilité ministérielle, est impossible. Tant que des groupes personnels pourront, par des combinaisons occasionnelles, organiser des majorités pour renverser ou constituer des Ministères, le désintéressement absolu du pouvoir exécutif dans la formation des Congrès desquels dépendra sa propre existence sera une chimère. Quand le Président de la République et les Ministres d'Etat, une fois la stabilité et l'indépendance du pouvoir exécutif établies, pourront gouverner sans autres dépendances que celles qu'imposent la Constitution et les lois et qu'ils pourront servir la République sans autre intérêt que la prospérité commune, alors l'heure tant désirée de la liberté électorale sera venue. Il ne se trouvera plus de Présidents ni de Ministres qui veuillent s'exposer aux hasards de la lutte en compromettant sans nécessité l'existence même du pouvoir exécutif.

A mon avis, il n'y a pas d'autre manière de corriger les causes qui ont produit les conflits que nous déplorons aujourd'hui.

Quelles que soient les destinées qui nous sont réservées, il n'y a pas d'autre moyen de rétablir la cordialité entre le Congrès et l'exécutif et de rétablir l'équilibre entre les pouvoirs publics en délimitant leur liberté et leur responsabilité. Si vous ne réalisez pas la réforme dans le sens que je viens d'avoir l'honneur de vous indiquer, votre œuvre sera éphémère et bientôt le temps aura effacé les traces de vos pas dans la législation nationale. La lutte actuelle doit, tôt ou tard, arriver à sa fin, et il est nécessaire que, après les souffrances qu'elle vient d'imposer à nos convictions et à nos devoirs, la paix entre les pouvoirs publics se trouve assurée dans une forme régulière et définitive.

La suppression du Conseil d'Etat est une autre réforme conseillée et demandée par tous les partis politiques. Cette institution ne correspond pas au régime représentatif et, conséquemment, elle doit disparaître.

Les différentes questions de juridiction ou de compétence entre le Prési-

dent de la République et ses agents, d'une part, et le pouvoir judiciaire, d'autre part, et celles qui naissent entre le pouvoir législatif et les pouvoirs exécutif et judiciaire, au sujet de la Constitution, ont créé des conflits très sérieux, et, tout dernièrement, celui qui nécessita la convocation d'une Constituante.

Il convient de créer un tribunal spécial composé de trois personnes nommées par le Président de la République, de trois autres nommées par le Congrès et de trois dernières nommées par la Cour suprême. Ce tribunal sera chargé de prononcer en dernier ressort sur les conflits entre les pouvoirs publics, dans les cas et suivant les formes établis par la Constitution. Ce n'est ni naturel ni juste que les conflits entre les pouvoirs soient jugés et résolus par aucun d'entre eux, car c'est établir la suprématie d'une autorité au détriment des autres. Il n'y a pas d'avantage à ce qu'un seul d'entre les pouvoirs publics devienne par occasion juge et partie à la fois.

L'organisation du pouvoir judiciaire demande aussi votre étude et mérite d'être prise en sérieuse considération ; mais, étant données les circonstances exceptionnelles dans lesquelles nous nous trouvons, je me borne à énoncer seulement les réformes sans lesquelles la lutte d'aujourd'hui se renouvellera plus tard périodiquement et inévitablement.

Si nous ne réalisons pas ces réformes principales que je considère comme imposées par les événements ; si, dans la campagne actuelle, nous nous limitons à combattre les adversaires du pouvoir constitué, notre œuvre sera insignifiante ; elle sera même indigne d'hommes d'Etat. Notre devoir est de rétablir l'ordre public troublé et d'édicter des dispositions constitutionnelles permanentes qui soient la solution rationnelle et légale des conflits passés et préviennent ceux de l'avenir.

Concitoyens du Sénat et de la Chambre des députés,

Je ne prétends pas énumérer les travaux de l'administration que j'ai eu l'honneur de présider. Tous mes concitoyens peuvent en témoigner : il n'y a pas un seul département du territoire qui n'ait reçu sa part proportionnelle dans la distribution de l'activité et de la richesse de l'Etat. J'ai procuré la solution tranquille et équitable des graves et nombreuses questions qui intéressaient les relations extérieures. J'ai maintenu avec Sa Sainteté et les représentants de l'Eglise au Chili une politique de cordialité et de respect le plus absolu. Pendant l'exercice de mes fonctions, j'ai consacré tous les intérêts de ma vie au progrès et à la prospérité de mes concitoyens et à la grandeur de la République. Je suis reconnaissant à tous ceux qui, dans la direction du gouvernement, m'ont prêté leur concours pour réaliser ce vaste et actif labeur ; je dois tout particulièrement ma gratitude à ceux qui, dans les heures difficiles et d'épreuves, m'ont prouvé leur attachement et leur loyauté dont je garderai le souvenir comme une récompense généreuse des déceptions que j'ai éprouvées dans le gouvernement politique de la nation.

J'ai encore à dire à l'armée et aux marins qui sont restés fidèles à leurs chefs constitutionnels qu'ils n'ont qu'à demeurer toujours dans la voie de l'honneur.

Leur loyauté et leur dévouement sauveront le Gouvernement et ils seront, dans l'avenir, la plus sûre défense des administrations. Ceux qui ont maintenu intactes la subordination et la discipline militaires mériteront toujours la confiance des pouvoirs responsables, quels qu'ils soient. Des braves, sous le commandement du vaillant colonel Robles et de ses compagnons Villagran, Mendez et Rumino, sont noblement tombés sur les champs de bataille. Leur sang sera fécond, car souvent les institutions d'un peuple ne se maintiennent et ne se consolident que par les sacrifices de leurs défenseurs. Les générations futures vénéreront comme nous-mêmes ces victimes généreuses, et l'exemple qu'ils donneront entraînera toujours les soldats dans l'accomplissement de leurs devoirs militaires.

Sur le point de quitter le pouvoir, je retournerai à la vie privée comme je suis arrivé au gouvernement. La haine et la prévention sont étrangères à la droiture de mon esprit, et je les considère comme indignes d'un chef d'Etat.

Il est vrai que peu de gouvernants ont eu à subir des agressions plus imméritées et des inculpations plus gratuites que celles qui m'ont assailli ; mais je n'ai pas perdu pour cela la sérénité de mon esprit et la parfaite tranquillité de ma conscience, étant habitué à supporter les injustices des hommes. A la fureur de l'orage succédera le calme, et, comme rien de durable ne peut être fondé sur l'injustice et la violence, la vérité historique se fera jour à son heure. Alors, le drame qui se déroule sur le territoire de la République étant terminé, chacun aura, selon son mérite, sa part d'honneur, de réprobation ou de responsabilité.

J'ai toute confiance en Dieu, qui préside aux destinées des nations, et qui voit distinctement au fond de nos consciences. Il éclairera le patriotisme des Chiliens et guidera votre sagacité et votre sagesse par les voies qui conduisent à l'affermissement de l'ordre et à la solution finale de la lutte malheureuse qui divise aujourd'hui la famille chilienne.

Santiago, le 20 avril 1891.

J.-M. BALMACEDA.

ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

Le *Mouvement géographique*, de Bruxelles, publie les chiffres officiels du recensement de la population non indigène dans le territoire de l'Etat du Congo, à la date du 31 décembre.

Le total est de 744 non-indigènes, se décomposant en : 677 Européens, 15 Américains, 50 Africains (Egyptiens, Turcs et Arabes) et 2 Indiens.

Parmi les Européens, ce sont les Belges qui, sous le rapport du nombre, viennent en tête : 338 ; puis les Anglais, 72 ; les Italiens, 63 ; les Portugais, 56 ; les Hollandais, 47 ; les Suédois, 35 ; les Danois, 32 ; les Français, 18, etc.

Il y a quatre ans, il y avait 234 non-indigènes, l'an dernier 430, cette année 744.

En quatre années, le chiffre des Belges a passé de 46 à 338. La plus grande partie des Anglais et des Américains sont des missionnaires ; les Danois et les Suédois constituent la plus grande partie du personnel naval de l'Etat et des Compagnies. Presque tous les Italiens font partie du personnel de la Compagnie du chemin de fer du Congo. Les 45 Egyptiens sont des soldats en garnison, moitié à Boma et moitié à Léopoldville.

Sous le rapport de la population blanche, les localités prennent rang dans l'ordre suivant : le premier rang, qui l'année dernière appartenait à Boma, est occupé cette fois par Matadi ; et pour le troisième rang Léopoldville a dépassé Banana.

FRANCE

Projet d'une législation internationale du travail.

Dans la séance de la Chambre des députés du 4 mai. M. Jules Gaillard a interpellé le ministre des affaires étrangères au sujet de l'utilité qu'il y aurait pour le gouvernement français à entrer en négociation avec les puissances dans le but de réunir un Congrès destiné à élaborer une législation internationale du travail.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères. — Messieurs, je ne veux pas, surtout à cette heure avancée, examiner avec notre honorable collègue ce qu'il peut y avoir de sérieux, d'immédiatement réalisable dans cette idée

d'une législation internationale du travail qui a été maintes fois mise en avant dans ces derniers temps et à laquelle faisait allusion encore tout récemment le président du conseil d'une grande nation voisine. L'unité de législation se fait peu à peu d'elle-même, parce que, à mesure qu'un progrès s'accomplit dans un pays, les autres pays, qu'ils le veulent ou non, sont obligés de l'accepter. Mais le moyen le plus sûr, le plus rapide de la réaliser est-il de provoquer, comme le pense M. Gaillard, des congrès, des conférences internationales ? N'est-il pas au contraire, de prendre résolument la tête du progrès ?... de prendre une initiative qui fera honneur à notre pays, d'apporter, au lieu de problèmes à résoudre, des solutions que nous puissions proposer à l'imitation des peuples voisins ? Tout récemment, il y a quelques mois à peine, une conférence du genre de celle qu'appelle de ses vœux l'honorable M. Gaillard a eu lieu : elle a été provoquée par l'Empereur d'Allemagne, et la France y a envoyé des délégués. Le Gouvernement ne pense pas qu'après un aussi court intervalle il soit très opportun de convoquer une nouvelle conférence : il ne sait pas d'ailleurs quel accueil serait fait à cette proposition par les nations voisines... Je pense, en tout cas, qu'il y a une œuvre plus urgente à poursuivre. On a discuté, on a réuni des documents, on a procédé à des enquêtes ; que chaque gouvernement se mette maintenant à l'œuvre. Je considère, pour ma part, comme un honneur pour le Gouvernement de la République et pour les Chambres françaises, de ne pas différer cette tâche. Je tiens à rendre hommage en passant au zèle et à l'activité de la commission du travail. Qu'elle nous apporte donc des solutions. Elle a beaucoup travaillé depuis plusieurs mois ; elle a déjà étudié toutes ces questions d'une manière approfondie ; il ne lui reste plus qu'à aboutir à des solutions précises et fermes qui, je le répète, pourront être proposées ensuite aux autres pays. Nous aurons fait ainsi un pas décisif dans la voie de l'unité de législation. (Applaudissements.)

M. le président. — L'incident est clos.

Les affaires du Chili.

Elles ont donné lieu à une *question* de M. Félix Faure dans la séance de la Chambre des députés du 3 mai.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères. — La Chambre connaît les événements dont le Chili est le théâtre depuis quelques mois. Une lutte est engagée entre le président, M. Balmaceda, et l'opposition, dont les chefs sont le vice-président du Sénat et le président de la Chambre des députés.

L'opposition s'est emparée des provinces situées au nord de la République, et notamment des ports par lesquels se fait l'exportation des richesses naturelles du Chili, le nitrate et le guano.

Le président du Chili a cru devoir, par une proclamation, interdire le commerce avec les ports occupés par l'opposition et menacer de percevoir de nouveau les droits qui auraient été payés entre les mains de ceux qu'il considère comme des insurgés.

Toutes les nations dont les marines marchandes pratiquent les ports condamnés par le président Balmaceda, je veux dire l'Angleterre, la France, l'Allemagne, ont protesté contre cette prétention. Sans porter un jugement sur la situation du Chili et sans vouloir intervenir en aucune façon dans ses affaires intérieures, elles pensent qu'il ne dépend pas du président d'interdire, en dehors d'un blocus effectif, l'entrée des ports.

M. Félix Faure me demande si nous sommes en état de faire respecter nos prétentions ou plutôt nos droits. J'ai la satisfaction de lui répondre que dès le début des événements que je rappelais tout à l'heure, nous avons envoyé dans les eaux du Chili deux navires, dont l'un porte le pavillon d'un contre-amiral. L'Allemagne y aura bientôt trois vaisseaux ; l'Angleterre nous avait précédés de quelques jours.

Je n'éprouve aucun embarras à dire à M. Félix Faure que si des tentatives

étaient faites pour empêcher nos navires d'exercer ce que nous considérons comme un droit, le commandant de notre station a dès à présent les instructions nécessaires pour protéger et défendre les intérêts de nos nationaux.

L'Europe tout entière suit avec une attention que vous comprenez, messieurs, cette lutte ouverte entre les pouvoirs constitutionnels d'un pays auquel nous sommes attachés par tant de liens et d'intérêts. Il n'y a partout qu'un désir : c'est que cette situation prenne fin le plus tôt possible. Je suis heureux de pouvoir ajouter que des efforts sont faits, au moment même où je parle, pour amener un rapprochement.

Les deux partis, le président Balmaecda et le chef de l'opposition ont accepté les bons offices de trois puissances : les Etats-Unis, le Brésil et la République Française. Nous avons cru ne pas devoir nous refuser à la demande qui nous a été adressée, et, avec le concours des deux républiques américaines, nous ferons notre possible pour rétablir la paix, dans l'intérêt du Chili et de l'Europe entière. L'arrangement sera peut-être difficile, mais je crois que la Chambre approuvera l'attitude que nous avons prise. (Applaudissements.)

M. Félix Faure. — Je remercie M. le ministre de la déclaration qu'il a bien voulu apporter à cette tribune en réponse à la question que j'avais pris la liberté de lui poser.

M. le président. — L'incident est clos.

La question de Terre-Neuve devant le Sénat.

Voici le rapport de M. Lenoël sur le projet de loi approuvant l'arrangement intervenu avec l'Angleterre (1) :

Messieurs, par le projet de loi qui vous est soumis, le Gouvernement vous demande d'autoriser M. le Président de la République à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter une convention d'arbitrage concernant les pêcheries de Terre-Neuve, conclue le 11 mars 1891 entre la France et la Grande-Bretagne.

La commission que vous avez nommée pour étudier cette convention m'a fait l'honneur de me charger de vous rendre compte de l'examen auquel elle s'est livrée.

Ainsi que vous l'avez vu dans le Livre jaune qui nous a été distribué en même temps que le projet de loi, des difficultés se sont souvent élevées dans le passé entre les pêcheurs anglais et français sur les côtes de Terre-Neuve qui nous sont affectées par les traités, et ces difficultés ont, depuis quelques années, pris plus d'importance et d'acuité, par suite de la pêche du homard, inusitée autrefois, et aussi par suite de l'édification, sur le French Shore, d'usines destinées à le préparer.

Mais les droits de la France n'ont jamais été et ne pouvaient pas être directement contestés, en présence des termes du traité d'Utrecht qui les a établis, du traité de 1763 qui les a confirmés, des actes postérieurs émanés du gouvernement de la Grande-Bretagne pour les faire respecter, et enfin des conventions signées par lui, d'accord avec la France, pour éviter que les pêcheurs anglais puissent y porter atteinte.

Ces conventions, il est vrai, sont restées sans application par le refus du Parlement de Terre-Neuve d'y donner son assentiment, qui avait été réservé par le gouvernement anglais ; mais l'opinion de ce gouvernement s'est ainsi solennellement manifestée, puisque c'est lui-même qui sollicitait, du Parlement colonial, l'adhésion qui n'a pas été donnée.

I.

Rappelons donc quelques-uns des textes sur lesquels sont fondés les droits de la France.

(1) V. cet arrangement, *Archives*, 1891, II, p. 68.

Le premier, c'est l'article 13 du traité d'Utrecht qui consacre l'abandon, par la France, au profit de la Grande-Bretagne, de l'île de Terre-Neuve et des îles adjacentes ; mais qui réserve, en même temps aux Français, le droit de pêcher et de sécher le poisson sur une partie déterminée des côtes de Terre-Neuve.

Cette réserve est exprimée dans les termes suivants :

« Il ne leur sera pas permis (aux Français) d'y fortifier aucun lieu ni d'y établir aucune habitation en façon quelconque, si ce n'est des échafauds et cabanes nécessaires et usités pour sécher le poisson, ni aborder, dans ladite île, dans d'autre temps que celui qui est propre pour pêcher et nécessaire pour sécher le poisson.

« Il ne sera pas permis auxdits sujets de la France de pêcher et de sécher le poisson en aucune partie que depuis le lieu appelé le Cap de Bona-Vista, jusqu'à l'extrémité septentrionale de ladite île et de là, en suivant la partie occidentale, jusqu'au lieu appelé Pointe-Riche... »

Le traité du 10 février 1763, article 3, rappelle en ces termes les droits de la France :

« Les sujets de la France auront la liberté de la pêche et de la sécherie sur une partie des côtes de Terre-Neuve, telle qu'elle est spécifiée par l'article 13 du traité d'Utrecht, lequel article est renouvelé et « confirmé par le présent traité... »

L'article 6 rend à la France les îles de Saint-Pierre et de Miquelon, pour servir d'abri, est-il dit, aux pêcheurs français. Ces îles avaient été cédées, comme toutes les autres, par le traité d'Utrecht, portant abandon de Terre-Neuve et des îles adjacentes.

Le traité du 3 septembre 1783 substitue une partie de côtes nouvelles à une partie de celles qui avaient été primitivement assignées à la France.

« S. M. le Roi Très-Chrétien, pour prévenir les querelles qui ont eu lieu jusqu'à présent entre les deux nations française et anglaise, consent à renoncer au droit de pêche qui lui appartient, en vertu de l'article 13 du traité d'Utrecht, depuis le cap Bona-Vista jusqu'au cap Saint-Jean... et S. M. le Roi de la Grande Bretagne consent, de son côté, que la pêche assignée aux sujets de S. M. Très-Chrétienne commençant audit cap Saint-Jean, passant par le Nord et descendant par la côte occidentale de l'île de Terre-Neuve, s'étende jusqu'à l'endroit appelé cap Raye... Les pêcheurs français jouiront de la pêche qui leur est assignée par le présent article, comme ils ont eu droit de jouir de celle qui leur est assignée par le traité d'Utrecht. »

Le même jour, 3 septembre 1783, l'ambassadeur d'Angleterre, dûment autorisé par son souverain, signe une déclaration dans laquelle on lit :

« Pour que les pêcheurs des deux nations ne fassent point naître des querelles journalières, S. M. britannique prendra les mesures les plus positives pour prévenir que ses sujets ne troublent en aucune manière, par leur concurrence, la pêche des Français, pendant l'exercice temporaire qui leur est accordé, sur les côtes de l'île de Terre-Neuve, et Elle fera retirer, à cet effet, les établissements sédentaires qui y seront formés...

« L'article 13 du traité d'Utrecht et la méthode de faire la pêche qui a été de tout temps reconnue, sera le modèle sur lequel la pêche s'y fera : on n'y contreviendra pas ni d'une part ni de l'autre, les pêcheurs français ne bâtissant rien que leurs échafaudages, se bornant à réparer leurs bâtiments de pêche et n'y hivernant point ; les sujets de Sa Majesté britannique, de leur part, ne molestant aucunement les pêcheurs français durant leurs pêches, ni ne dérangeant leurs échafaudages durant leur absence. »

« En conséquence de cette déclaration, la 28^e année du règne de Georges III,

le Parlement anglais a voté un acte pour mettre en mesure Sa Majesté de faire tous règlements nécessaires afin de prévenir les inconvénients qui pourraient résulter des compétitions entre les sujets de Sa Majesté et ceux du Roi Très-Christien, pêchant sur les côtes de l'île de Terre-Neuve. »

Cet acte relate les termes des traités antérieurs et de la déclaration elle-même, et il conclut ainsi :

« Qu'il est et sera loisible à Sa Majesté et à ses successeurs de donner de temps à autre au gouverneur de Terre-Neuve et à tous les officiers de cette colonie les ordres et instructions jugés convenables et nécessaires pour atteindre les objets du traité définitif et de la déclaration précitées, s'il est nécessaire; à cet effet, de donner des ordres et des instructions au gouverneur et aux officiers susdits pour enlever ou faire enlever tous chaufauds, claies, matériel et autres installations quelconques servant à la pêche, construits par les sujets de Sa Majesté sur cette partie de la côte qui s'étend du cap Saint-Jean au cap Raye, passant au nord et s'étendant par le littoral occidental de l'île, ainsi que pour écarter ou faire écarter tous vaisseaux, navires et bateaux appartenant à des sujets de Sa Majesté, qui seraient trouvés dans les limites susdites et, en cas de refus de quitter les parages ci-dessus spécifiés, d'y contraindre par la force les sujets de Sa Majesté, nonobstant tous lois, usages et coutumes contraires. »

Le traité du 30 mai 1814, signé entre la France, l'Autriche, la Russie, la Grande-Bretagne et la Prusse, dispose, par un article spécial, l'article 13, sur le droit de pêche des Français à Terre-Neuve; cet article est ainsi conçu :

« Quant au droit de pêche des Français sur le grand banc de Terre-Neuve, sur les côtes de l'île de ce nom et les îles adjacentes et dans le golfe de Saint-Laurent, tout sera remis sur le même pied qu'en 1792. »

C'est en vertu de ces actes que, le 12 août 1822, le gouverneur de Terre-Neuve faisait connaître, par une proclamation, « que les sujets de Sa Majesté Très-Christienne doivent avoir pleine et entière jouissance de la pêche dans les limites et bornes ci-dessus énoncées, pour en faire usage ainsi qu'ils y sont autorisés par le traité d'Utrecht.

« A cette fin, il est expressément enjoint à tous les officiers, magistrats et autres fonctionnaires de notre Gouvernement, de donner des ordres dans leurs divers services, et dans les limites de leur compétence respective, pour qu'aucun trouble ou empêchement ne soit apporté, sous quelque prétexte que ce puisse être, à l'exploitation de ladite pêche par les sujets français, à qui les officiers et magistrats devront assistance en tant que besoin.

« Et avis est donné par les présentes, à tous les sujets de Sa Majesté qui se rendent sur la partie de Terre-Neuve ci-dessus désignée, de n'interrompre en aucune manière la pêche des sujets de Sa Majesté Très-Christienne, dans les limites qui viennent d'être mentionnées.

« Si aucun des sujets de Sa Majesté refusait de quitter cette partie de la côte dans un délai convenable, après invitation à le faire, les officiers sous nos ordres devront prendre des mesures pour que les échafauds et autres installations créés par les récalcitrants, pour l'exploitation desdites pêcheries, soient enlevés ainsi que les bateaux et navires en dépendant et qui se trouveraient dans les limites susdites; lesdits officiers sont autorisés, par les présentes, à user des moyens qu'ils jugeront nécessaires pour contraindre les sujets de Sa Majesté à quitter cette partie de la côte de l'île et ils devront les prévenir, comme ils le sont par les présentes, qu'ils seront traduits devant les tribunaux en raison de leurs refus, conformément à l'acte du Parlement. »

II.

Il serait difficile d'interpréter d'une façon plus décisive les textes constitu-

tifs des droits de la France et de prescrire des mesures plus nettes pour en garantir l'exercice.

Mais les difficultés n'ont pas cessé et, le 14 janvier 1837, les deux gouvernements ont signé une convention nouvelle dans le but d'écarter toute contestation entre leurs sujets respectifs.

Cette convention, il est vrai, n'a pas été appliquée, parce que le gouvernement anglais avait réservé l'assentiment de la législature de Terre-Neuve et que cet assentiment a été refusé ; mais elle n'est pas moins un document de la plus haute importance, puisqu'elle a été préparée, négociée et signée par le gouvernement anglais.

Or, dans ce document, il est dit vingt fois que les Français auront le droit exclusif du rivage pour les besoins de leur pêche. Ces mots ne se rencontrent pas dans les actes antérieurs, mais ils qualifient si exactement le caractère des droits de la France que les négociateurs de la Grande-Bretagne n'ont pas songé à en employer d'autres.

Sans doute, de son côté, le Gouvernement français reconnaissait aux pêcheurs anglais la faculté, jusque-là contestée, de pêcher concurremment avec les nôtres sur quelques points des rivages réservés à la France ; mais cette concession, sans importance pratique, n'expliquerait pas qu'on eût attribué aux droits de la France un caractère exclusif, si ce caractère n'eût pas existé déjà en vertu des anciens traités.

En 1884 et 1885, nouveaux arrangements qui s'inspirent des mêmes pensées ; mais nouveau refus de la législature de Terre-Neuve d'accéder à ces arrangements, et pour protester contre leurs dispositions conciliantes, elle vote une loi qui interdit la vente de la boëtte aux pêcheurs étrangers, c'est-à-dire aux Français qui avaient l'habitude de s'approvisionner, sur les côtes de Terre-Neuve, de l'appât nécessaire à l'exercice de leur industrie.

III.

A ces difficultés vint s'en ajouter une autre relative à la pêche du homard et à l'établissement d'un certain nombre d'usines sur la côte réservée aux pêcheurs français.

Les termes des traités permettaient à la France de s'opposer à l'établissement de homarderies par des pêcheurs anglais, par cela seul que la pêche du homard peut nuire aux droits des Français et les entraver dans leur industrie ; mais, par un sentiment de courtoisie et de tolérance, on ne songea pas d'abord à en demander la suppression, on s'efforça seulement de prendre des mesures qui fussent de nature à sauvegarder le plus possible les intérêts des pêcheurs français.

A la faveur de ces dispositions bienveillantes, les homarderies anglaises se multiplièrent sur le French Shore et il en existe aujourd'hui soixante-huit dont une partie n'est plus exploitée.

Le gouvernement français éleva enfin des réclamations ; mais le gouvernement anglais répondit par une véritable fin de non recevoir fondée, d'après lui, sur un double motif :

Le premier, c'est que les traités n'auraient conservé à la France, comme condition de la cession de Terre-Neuve, que le droit de pêcher et de sécher le poisson ; que le homard serait un crustacé, non pas un poisson ; que, dès lors, les Français n'auraient pas le droit de le pêcher.

Le second, c'est que les Français n'ayant un droit sur le rivage qui leur est réservé que pour la pêche de la morue, les Anglais auraient le droit de pêcher, concurremment avec eux, toute autre espèce.

Le gouvernement français a répondu que le droit de pêche réservé par les traités était absolu ; qu'il n'était pas restreint à tel ou tel poisson ; que, sans doute, à l'époque du traité d'Utrecht, la morue était, en fait, le

seul poisson qu'on pêchât à Terre-Neuve, mais que cette circonstance ne pouvait pas créer un obstacle à la pêche de tout autre produit marin qui se rencontrerait dans les eaux du French Shore ; que sur le rivage dont ils ont, tous les ans, la libre jouissance, pendant la campagne de pêche, les Français ont le droit de n'être ni molestés ni gênés de quelque façon que ce soit ; que nul ne peut donc s'opposer à l'exercice de leur industrie, pendant le temps qu'ils passent à Terre-Neuve, et, bien moins encore, se livrer à une pêche qui les prive d'une partie des avantages auxquels ils peuvent prétendre et qui les paralyse dans la pêche de la morue dont on ne peut pas raisonnablement songer à les déposséder.

En conséquence de ces prétentions opposées, des ordres contradictoires ont été donnés aux commandants des escadres. Les Anglais prétendent qu'eux seuls peuvent pêcher le homard ; que, par conséquent, les homarderies françaises qui se sont élevées ont été établies sans droit ; les Français soutiennent, au contraire, qu'ils peuvent demander la destruction des homarderies anglaises et s'opposer à ce qu'il en soit crée de nouvelles. Des officiers français ont, par suite, procédé à la levée des casiers à homard qui gênaient la pêche de nos nationaux et saisi différents engins qui, du reste, ont été bientôt et spontanément remis aux croiseurs anglais.

Mais le cabinet de Londres a protesté contre ces actes, prétendant qu'à supposer que les Français soient gênés dans leur pêche, il n'appartient qu'à ses officiers de faire cesser le trouble ; que les navires français n'ont aucun droit à exercer sur les pêcheurs anglais, qu'ils ne peuvent que constater les délits, les dénoncer au commandant de la station anglaise et attendre de lui la répression des actes dont nos nationaux croient avoir à se plaindre.

IV.

Au milieu de toutes ces divergences et de tous ces faits irritants, l'amiral Krantz, alors ministre de la marine, dans des lettres adressées à son collègue des affaires étrangères, a discuté avec une rare habileté les prétentions du gouvernement anglais et affirmé avec une grande force les droits de la France ; mais, comme le cabinet de Londres persistait dans son opinion, l'amiral Krantz a eu le premier la pensée de recourir à un arbitrage.

« En résumé, disait-il dans une lettre du 11 mai 1889, je suis d'avis qu'il convient de faire connaître de la manière la plus nette au gouvernement de la reine que nous regardons comme une violation formelle des traités l'attribution du monopole du French Shore au sieur Shearer (sujet anglais), qu'il faut maintenir notre droit de pêcher et de préparer le homard sur le French Shore, parce qu'il résulte de l'esprit du traité d'Utrecht et que, sans lui, notre droit dominant de pêcher le poisson ne se concevrait pas ; qu'enfin, si c'est possible, nous faisons appel à un arbitrage désintéressé, ce moyen étant le seul qui puisse rendre nos droits parfaitement clairs et en mieux assurer l'exercice. »

La situation était tellement tendue qu'elle inspirait au même moment une pensée semblable à lord Salisbury et, dans une lettre de M. Waddington du 21 mai, il rend compte d'une conversation qu'il avait eue quelques jours avant avec lord Salisbury et dans laquelle le ministre anglais lui avait proposé de soumettre l'ensemble de la question à un arbitre impartial.

M. Waddington répondit qu'il était sans instructions ; mais qu'un arbitrage sur l'ensemble de la question impliquerait que les droits de la France sont douteux. Tout au plus pourrait-on concevoir, ajoutait-il, l'application de l'arbitrage à un point non visé spécialement par le traité d'Utrecht, les homarderies par exemple.

Les sages réserves de notre ambassadeur ont eu l'approbation complète de M. Spuller, alors ministre des affaires étrangères, et il a accepté « le principe d'un arbitrage propre à donner satisfaction à la pensée de conciliation commune aux deux cabinets, sans mettre en cause la validité des traités et

le principe de nos droits. Il a en conséquence émis l'avis qu'il fallait que l'arbitrage fût limité à des points non visés par le traité d'Utrecht, comme la question des homarderies.

L'honorable M. Ribot a adopté la manière de voir de son prédécesseur et continué les négociations en ce sens ; elles ont abouti au projet d'arrangement qui est soumis au Sénat.

Avant d'en examiner les articles et de vous rendre compte des observations auxquelles ils ont donné lieu dans la commission, il est nécessaire de faire remarquer que la limitation de l'arbitrage au point spécial des homarderies a été toujours et énergiquement soutenue par notre gouvernement, et que c'est après l'échange de dépêches très nettes à cet égard qu'a été signé l'arrangement, à la date du 11 mars.

Le 7 février, M. Ribot adressait à M. Waddington des instructions dans lesquelles il disait :

« Le gouvernement anglais reconnaîtra d'ailleurs avec nous que rien ne contribuera mieux à assurer l'efficacité de l'arbitrage et à en hâter les opérations que de s'attacher de part et d'autre à ne pas mettre en cause le principe même des droits conférés à la France par les traités et que nous ne pouvons pas considérer comme litigieux. »

Le 14 février, M. Waddington annonçait à M. Ribot que ses instructions avaient été communiquées à lord Salisbury et que ses propositions étaient acceptées.

Si donc on rapproche le texte de l'arrangement des derniers documents qui l'ont précédé et préparé, nul doute ne peut s'élever sur la portée de l'arbitrage consenti par les deux gouvernements.

V.

Venons maintenant au texte même de l'arrangement et aux observations qu'il a provoquées de la part de quelques-uns des membres de la commission.

L'article premier leur a paru dangereux en ce qu'il déclare que la commission arbitrale jugera et tranchera toutes les questions de principe qui lui seront soumises par l'un ou l'autre gouvernement, concernant la pêche du homard et sa préparation.

Or, ont-ils dit, ces mots : « les questions de principe concernant la pêche du homard », permettraient à la commission arbitrale d'aller jusqu'à dire que le droit de pêcher le homard sur le French Shore n'appartient pas aux Français en vertu des traités, alors que nous avons toujours soutenu que nous avons sur les côtes, à nous réservées, le droit de pêche le plus absolu et que nous ne pouvons être gênés ni dérangés par personne dans l'exercice de ce droit ; nous faisons donc une concession imprudente en soumettant à un arbitrage la question des homarderies.

Il a été répondu que, si contraire au texte des traités que puisse paraître la prétention du gouvernement anglais, cette prétention n'existe pas moins ; que c'est là un fait qu'il faut bien reconnaître et qu'il n'y a d'autre moyen de trancher la difficulté que celui qui est proposé, c'est-à-dire la décision d'un tribunal arbitral.

D'ailleurs, a-t-on ajouté, la France qui se croit certaine de son droit, ne peut pas redouter d'en soumettre l'appréciation à des arbitres dont la haute honorabilité et la science donnent les plus précieuses garanties.

Il ne faut pas oublier, en effet, qu'à côté des traités exécutoires il y a les traités doctrinaux que Terre-Neuve n'a pas voulu accepter, mais que l'Angleterre a signés, et que dans l'un d'entre eux, celui de 1837, le droit exclusif des Français sur le French-Shore est reconnu à chaque ligne.

Or, le traité de 1837 n'est pas légalement applicable non plus, par suite du refus de la législature de Terre-Neuve d'y adhérer, et cependant le ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne, dans une note adressée à

M. Waddington, le 24 novembre 1889, exprime l'espoir que le Gouvernement français appliquera celle des dispositions du traité qui stipulait que tous les établissements de homarderies existants seraient maintenus jusqu'au règlement de la question des pêcheries,

Comment craindre qu'un tribunal arbitral n'ait pas la pensée, comme l'Angleterre elle-même, de demander aux conventions signées entre les deux gouvernements quelle a été leur interprétation commune quant aux droits réservés à la France sur Terre-Neuve ?

Les articles suivants ont été ensuite examinés par la commission. Les articles 2 et 4 ont seuls donné lieu à des observations qui ont paru rendre nécessaires les explications du Gouvernement, et MM. les ministres des affaires étrangères et de la marine ont été priés de vouloir bien venir les donner à la commission.

Ils se sont empressés de se rendre à son appel et on a reproduit devant eux, avec beaucoup de force, les objections élevées contre l'article 1^{er}, qui permet de mettre en question devant les arbitres le droit pour les Français de pêcher le homard sur des côtes dont ils ont la pleine et entière jouissance pendant la saison de la pêche, ainsi que les ministres l'ont souvent affirmé à la tribune.

Sans doute, a-t-on dit, l'Angleterre élève des prétentions contraires et il faut bien en tenir compte ; aussi comprendrait-on un arrangement conventionnel entre les deux États, arrangement par lequel chacun d'eux abandonnerait une partie de ses prétentions pour arriver à faire disparaître toutes les difficultés. Mais un traité de telle nature serait soumis aux Chambres qui apprécieraient l'importance des concessions demandées, tandis qu'un arbitrage implique que nos droits peuvent être contestés et niés ; c'est là ce que nous ne devons pas admettre.

M. le ministre des affaires étrangères a répondu que l'Angleterre et la France se sont toujours efforcées d'écarter de la question tout caractère aigu, mais qu'il en est autrement de la colonie de Terre-Neuve, qui voudrait forcer la main à sa métropole et l'amener à contester nos droits. N'a-t-on pas aussi parlé d'indemnité pour obtenir que nous y renoncions ? Mais nous n'avons pas voulu écouter les propositions qui nous auraient été faites à cet égard.

Toutefois, nous devons essayer d'écarter les points irritants. Des homarderies anglaises se sont établies sur le French Shore, il y a une vingtaine d'années, nous n'en avons pas d'abord demandé la destruction et, quelque temps après, des Français ayant voulu fonder des établissements semblables, l'Angleterre a contesté leurs droits, prétendant que nous ne sommes pas autorisés à pêcher le homard. Alors on a vécu d'accommodements en laissant, de part et d'autre, subsister ce qui avait été fait.

Mais cette situation ne peut pas se perpétuer ; comment en sortir ? Les deux puissances ont pensé à un arbitrage, mais avec cette réserve absolue qu'il ne pourra pas porter sur le principe de nos droits constitués par le traité d'Utrecht, et qu'il devra se restreindre à la question des homarderies.

En fait, nous avons laissé établir des homarderies ; nous ne pouvons pas aujourd'hui aller les détruire sans notification, sans mise en demeure préalable. Des ménagements, des délais sont évidemment nécessaires pour que leur suppression soit le moins préjudiciable possible. Un arbitrage semble s'imposer pour statuer sur de semblables questions.

Mais notre principal intérêt à Terre-Neuve, c'est la pêche de la morue, et pour cette pêche il nous faut de la boëtte. Lorsque les habitants de l'île nous la vendaient, nous y trouvions plus d'avantage qu'à la pêcher nous-mêmes ; mais aujourd'hui qu'ils ne peuvent plus nous la vendre, nous sommes dans l'obligation d'aller la prendre sur les côtes qui nous sont réservées par les traités.

Voilà notre principal intérêt actuel ; mais il peut en surgir un autre. La morue peut diminuer au grand banc et abonder sur les côtes de l'île ; nos droits sont donc de la plus haute importance, comme ils sont au-dessus de toute contestation.

C'est pour cela qu'ils échappent à l'arbitrage, qui ne pourra porter que sur les questions de principe concernant la pêche du homard. .

M. le ministre tient à expliquer ces mots : « questions de principe ; » ils ont été insérés dans la convention pour bien faire comprendre que les arbitres chargés de statuer sur les contestations entre les deux Etats n'auront pas compétence pour connaître des actions qui pourraient être intentées par des particuliers, pour réclamer, par exemple, des dommages-intérêts ou des indemnités.

Sur l'article 2, un membre demande si l'Angleterre est résolue à imposer à Terre-Neuve l'exécution de la décision arbitrale.

M. le Ministre répond que le cabinet anglais a pris l'engagement de la faire exécuter. Un bill à ce sujet a été voté par la Chambre des lords et sera soumis à la Chambre des communes après la Pentecôte. Si le bill n'était pas voté, M. le ministre ne proposerait pas à M. le Président de la République de ratifier l'arrangement. Or, la formule de l'article unique du projet de loi a précisément pour but de permettre au Gouvernement de n'engager définitivement la France que lorsqu'il aura la certitude que la décision arbitrale sera exécutée.

Un membre a appelé l'attention de M. le ministre sur les termes de l'art. 4, qui permet de saisir la commission arbitrale d'autres questions subsidiaires relatives aux pêcheries de Terre-Neuve et sur le texte desquelles les deux Gouvernements seront tombés d'accord.

Il se demande si cet article ne permettrait pas de soumettre à la commission des questions très graves concernant les pêcheries et pouvant compromettre les droits de la France.

M. le ministre a répondu qu'il est peut-être dans les intentions de l'Angleterre d'élargir l'arbitrage et de lui soumettre des points qui impliqueraient la discussion de nos droits ; mais que les deux gouvernements devant se mettre d'accord sur les questions à poser aux arbitres, il veillera avec le plus grand soin à ce que la question des homarderies seule leur soit soumise. Ces mots « questions subsidiaires relatives aux pêcheries » se réfèrent, dans sa pensée, à des points qui avaient été réglés dans les traités de 1857 et de 1885, comme la largeur du French Shore entre la haute mer et l'intérieur de l'île, comme l'usage des trappes ou de tel autre instrument de pêche, etc. Quant au fond même du droit, il sera rigoureusement réservé.

Un membre a fait observer que la population de Terre-Neuve ne nous est pas hostile ; qu'elle est, au contraire, animée de bons sentiments à notre égard : que les habitants riverains de la baie de Fortune, qui étaient habitués à nous vendre la boëtte protestent contre la mesure qui leur a interdit cette vente, et qu'ils sont bien loin de demander notre éviction. C'est un petit groupe d'industriels et d'armateurs qui se sont coalisés contre nos pêcheurs, surtout à cause des primes que ceux-ci reçoivent de l'Etat et qui leur permettent de faire une concurrence avantageuse aux pêcheurs anglais.

M. le ministre croit qu'en effet les négociants de Terre-Neuve se plaignent surtout de nos primes et qu'ils cherchent à en obtenir de l'Angleterre ; mais il ne croit pas qu'ils puissent réussir.

M. le ministre de la marine s'est associé aux observations de son collègue et il a demandé à la commission d'approuver la convention d'arbitrage, en rappelant toutes les difficultés qui surgissent chaque jour et dont chacune peut avoir de graves conséquences.

La majorité de votre commission partage son sentiment, et c'est pour écarter ces éventualités que, pénétrée des droits de la France, mais confiante dans les arbitres qui auront à statuer, elle vous demande de vous en remettre à eux du soin de résoudre les questions relativement secondaires qui leur seront soumises.

En conséquence, messieurs, nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi tel qu'il vous a été présenté par le Gouvernement.

— Le projet a été discuté dans la séance du 11 mai.

M. l'amiral Véron. — Messieurs, après avoir lu et entendu le rapport si clair, si modéré, de notre honorable collègue M. Lenoël, je suis convaincu que le Sénat adoptera le projet de loi tel qu'il vous a été présenté par le Gouvernement.

Je le voterai sans grande satisfaction, et je vous prie, messieurs, de vouloir bien me permettre de vous en expliquer les motifs.

Le rapporteur vient de nous rappeler, avec la plus scrupuleuse exactitude, l'origine de nos droits, leur reconnaissance à toutes les époques par le gouvernement anglais, notamment dans les arrangements conclus entre les deux nations en 1857, 1884 et 1885, et les dispositions toujours conciliantes de notre Gouvernement.

Comment est-il arrivé que ces conventions signées par les délégués anglais et français et acceptées par les deux gouvernements aient été mises à néant par le refus de ratification exercé par le gouvernement de la colonie de Terre-Neuve ?

On serait tenté de croire que le gouvernement de la métropole n'a pas insisté sérieusement pour faire prédominer ses appréciations auprès du Parlement colonial, si on en juge par les déclarations récentes du chef du Foreign Office qui, dans sa note du 24 septembre 1890, après avoir conféré avec les délégués de la colonie, nous propose de discuter plusieurs points principaux des traités qui semblent assurer à la France des droits de pêche sur la côte de Terre-Neuve.

Dans cette même note, lord Salisbury va jusqu'à avouer, sans protester, que ce que veulent les colons de Terre-Neuve, c'est l'expulsion complète de nos nationaux et aussi qu'ils ne considèrent l'intervention des arbitres comme utile que s'ils sont réunis pour préparer une semblable solution.

En outre, Sa Seigneurie parle de périlleuses contestations que le maintien du régime actuel risquerait de faire naître entre les deux nations. Il y a loin de ce langage à celui tenu jusqu'ici par les prédécesseurs de lord Salisbury.

Notre ministre des affaires étrangères a répondu courtoisement et énergiquement à cette note en refusant d'adhérer aux propositions faites de la part des délégués coloniaux.

C'est à la suite de ces dernières notes qu'a été signé par les représentants de la France et de l'Angleterre le projet d'arrangement soumis à votre approbation.

Eh bien, j'avoue que je suis très perplexe en méditant l'article 4, car, malgré les précautions dont on veut l'entourer, le texte même donnera lieu à des tentatives pour élargir le pouvoir des arbitres et leur faire trancher en faveur des colons les questions dont parle lord Salisbury.

Notre ministre actuel refusera de laisser discuter ces prétentions ; mais celui qui le remplacera aura-t-il la même énergie, la même décision ?

M. Testelin. — Eh bien ! nous ne le changerons pas ! (Rires.)

M. l'amiral Véron. — N'avons-nous pas vu ses prédécesseurs affirmer des droits qu'ils ont laissé contester ensuite ?

Et puis, cet arrangement concernant nos pêcheries de Terre-Neuve a l'air d'un manque de confiance de notre part dans les droits qui nous ont été reconnus si solennellement par nos voisins en tant de circonstances.

Il a fallu l'interview du premier ministre avec les délégués de Terre-Neuve pour lui suggérer l'idée de faire discuter les cinq points controversés en ce qui regarde les engagements internationaux et, s'abritant aujourd'hui derrière les prétentions des colons, il ne paraît nullement surpris de les voir nous demander d'abandonner nos droits entiers sur le *french shore* ! et il parle alors de périlleuses contestations.

Ce mot est bien gros, quand il s'agit de relations entre deux pays amis dont les armées et les flottes combattaient côte à côte, il n'y a pas si longtemps, dans les quatre parties du monde, pour le triomphe du droit et de la civilisation.

Aujourd'hui, cette question de Terre-Neuve tient une grande place par le bruit que font quelques-uns de ses habitants, au nom de leurs compatriotes, soi-disant ; mais les bills décrétés par la législature coloniale sont loin de satisfaire les habitants des côtes dont on semblerait vouloir protéger les intérêts. Je prendrai à témoin toutes les populations de la baie de Faisance et alentours que l'on a privés d'une exportation de boëtte s'élevant à 1 million 500,000 et à 2 millions de francs.

Et quand on vient parler du besoin qu'a la population de la partie sud, de se répandre dans le nord pour y vivre et prospérer, je répondrai que sur le *French Shore* il n'y a qu'un point réellement peuplé, c'est la baie Saint-Georges. Sur les autres points, il y a deux ou trois agglomérations de 2 et 300 habitants qui passent l'hiver sous la neige et bloqués chez eux par les glaces ; que la végétation ne permet à aucune céréale, à aucun légume, de venir à maturité pendant les quatre mois d'été, et certes l'Angleterre a bien d'autres colonies à peupler dans de meilleures conditions et, abandonnerions-nous les droits qui nous sont conférés par les traités, que la population de Terre-Neuve ne se répandrait pas davantage sur ces côtes déshéritées.

Aux arguments que présente le premier ministre pour prouver que nos intérêts sur la côte de Terre-Neuve ne sont rien à côté de ceux des Terre-Neuviens, M. le ministre des affaires étrangères répond par un argument capital : c'est que, privés de la boëtte par les Anglais, nous avons essentiellement besoin de nos havres pour nous en procurer et ensuite que la morue peut diminuer au Grand-Banc et repaître sur notre côte. Alors, notre ancienne prospérité renaîtra et nos intérêts seront autrement considérables que ceux que pourraient y avoir quelques Terre-Neuviens épars sur le *French Shore*.

J'ai déjà trop prolongé cette discussion et je termine en conjurant M. le ministre de ne pas se départir de la déclaration qu'il a faite devant votre commission. « Il est peut-être dans les intentions de l'Angleterre d'élargir l'arbitrage et de lui soumettre des points qui lui impliqueraient la discussion de nos droits ; mais les deux gouvernements devant se mettre d'accord sur les questions à poser aux arbitres, je veillerai avec le plus grand soin à ce que la question des homarderies, seule, leur soit soumise. »

Sous réserve de cette observation, je voterai le projet de loi.

M. le marquis de l'Angle-Beaumanoir a présenté diverses observations dont nous reproduisons seulement la partie finale :

On nous propose d'adopter la rédaction suivante :

« Le Président de la République française est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter l'arrangement concernant les pêcheries de Terre-Neuve, conclu le 11 mars 1891, entre la France et la Grande-Bretagne, et dont une copie demeurera annexée à la présente loi. »

Il me semble que l'on place éventuellement M. le Président de la République dans une situation bien fautive. Quoique ce ne soit un mystère pour personne, dans cette assemblée, que je ne suis pas un républicain bien fervent (Sourires), je vous prie de croire que, lorsqu'il s'agit des rapports de la France avec l'étranger, je suis aussi jaloux du respect qui est dû au chef de l'Etat que s'il portait la couronne de France (Très bien !), et c'est pourquoi

j'appelle d'une manière très pressante votre attention sur la situation faite à M. le Président de la République.

On propose à l'acceptation des Chambres un projet de loi ayant pour but d'autoriser M. le Président de la République à ratifier l'engagement conclu le 11 mars entre la France et l'Angleterre. Mais si, postérieurement à cette ratification, le gouvernement ou le Parlement anglais n'approuvent pas cette convention, actuellement soumise à leur examen, M. le Président de la République remettra donc sa ratification dans sa poche et rentrera chez lui ? Je ne peux pas admettre cette alternative.

Quelle est la situation respective des deux puissances ? La France a des droits, des droits que personne ne conteste, qu'on proclame à chaque minute avec une véhémence pour laquelle chaque orateur rivalise de vigueur, et lorsque nous avons attesté ces droits, que nous oppose-t-on ? Les prétentions, les *desiderata*, les vœux, les appétits de l'Angleterre.

Voici comment j'aurais compris, monsieur le ministre, que la question fût posée. Nous avons des droits, nous les exerçons avec les tempéraments qu'il nous convient d'y apporter. L'Angleterre veut les modifier. Quel procédé doit-elle prendre ? Elle doit présenter un projet ferme, et non un projet en l'air, suspendu à l'adhésion plus ou moins certaine de son Parlement. M. le ministre des affaires étrangères a, jusqu'à présent, laissé parler M. le rapporteur de la commission ; je serais charmé, je l'avoue, de l'entendre à son tour.

Je me résume donc en disant que si l'Angleterre propose un projet précis, non suspendu à un vote qui n'est pas encore obtenu, si nous sommes ainsi assurés que la ratification demandée à M. le Président de la République ne demeurera pas lettre morte, alors nous pourrions donner au projet de loi notre approbation. Mais je ne puis pas admettre que la France, qui n'a rien à demander à l'Angleterre, qui n'a qu'à défendre ses droits, soit mise dans cette position fautive de donner son adhésion préalable et que l'Angleterre puisse dire : Réflexion faite, notre Parlement n'approuve pas l'arrangement ou celui de Terre-Neuve le repousse.

J'attends les explications que M. le ministre des affaires étrangères voudra bien donner ; je ne les devine pas, je ne les pressens pas, je l'avoue.

Pourquoi, en effet, n'attendrions-nous pas le vote définitif du Parlement anglais et aussi le vote de ce bill dont on nous parle et qui a pour but d'exercer une influence décisive et, au besoin, comminatoire sur les Terre-Neuviens ? Rien ne nous presse, rien ne nous empêche de différer notre adhésion et de renvoyer le projet de loi à la commission. Je ne vois aucun inconvénient à cela.

Une fois que nous serions en possession d'une adhésion formelle de l'Angleterre, d'une décision sur laquelle elle ne pourrait pas revenir, nous ne serions pas exposés à subir ce rôle ridicule d'avoir été au-devant de propositions faites par elle, acceptées par nous, et finalement repoussées et refusées par son gouvernement. J'appelle, messieurs, votre attention sur ce point. Je doute que M. le ministre des affaires étrangères puisse nous présenter des conclusions triomphantes ; j'attends ses explications avec curiosité. (Très bien ! très bien ! à droite.)

M. le ministre des affaires étrangères. — Messieurs, je n'ai pas, en effet, l'intention de triompher, comme le dit l'honorable sénateur qui descend de cette tribune, mais je voudrais bien qu'il m'expliquât d'une façon plus claire la critique qu'il semble adresser à la procédure que nous avons suivie. Nous avons signé avec le gouvernement anglais une convention ; nous avons pensé qu'elle ne pouvait pas être ratifiée par M. le Président de la République, si nous n'étions pas munis de l'autorisation des Chambres. Je ne crois pas que, sur ce point, nous soyons exposés à la critique.

M. le marquis de l'Angle-Beaumanoir. — Non !

M. le Ministre. — Le gouvernement anglais peut avoir, de son côté, une semblable autorisation à demander; il a déjà l'assentiment de la Chambre des lords, et l'honorable sénateur n'est pas complètement renseigné quand il dit qu'on a renvoyé le vote après la Pentecôte. Le vote de la Chambre haute est acquis à l'heure qu'il est.

Les deux gouvernements sont obligés de marcher parallèlement pour s'assurer qu'ils sont d'accord avec leurs parlements; et l'objection qu'on nous fait est assez singulière. On nous dit : Quelle serait la situation si, après que les Chambres françaises auraient accepté la convention, les Chambres anglaises refusaient l'approbation nécessaire? Le Gouvernement français aurait fait un pas inutile; il se trouverait — a-t-on dit — dans une situation difficile, et même ridicule.

En conséquence, ajoute-t-on, nous devrions attendre que le gouvernement anglais eût obtenu des deux chambres l'approbation définitive de l'arrangement.

Mais si, à la Chambre des lords, un honorable pair tenait le même langage au premier ministre d'Angleterre et lui disait à son tour : En nous saisissant de cette question, vous faites une imprudence; vous devriez attendre que le Parlement français eût statué définitivement avant de nous saisir, car s'il repoussait la loi qui lui sera soumise, vous nous auriez mis dans une situation ridicule.

M. le marquis de l'Angle-Beaumanoir. — Ce n'est pas notre affaire. Nous ne faisons pas de propositions à l'Angleterre.

M. le ministre. — Permettez-moi de vous dire que la procédure que nous avons adoptée est celle qui a toujours été suivie, parce que c'est la seule que commande la courtoisie internationale, et je pourrais ajouter le bon sens; elle consiste à saisir simultanément les Chambres et à faire marcher l'affaire du même pas dans les deux pays.

La question est venue devant la Chambre haute, en Angleterre, et les propositions du gouvernement ont été votées. Nous demandons aujourd'hui respectueusement au Sénat de faire le même pas en avant. (Approbation sur divers bancs.)

Tout ne sera pas fini alors, messieurs, nous aurons à demander à la Chambre des députés un vote semblable à celui du Sénat.

Au surplus, le sort de la convention n'est pas douteux. L'Angleterre a engagé sa parole; le premier ministre a déclaré qu'il obtiendrait sous une forme ou sous une autre les pouvoirs nécessaires pour faire exécuter cet arrangement.

Si, par une aventure que je ne peux pas supposer, la convention était repoussée en Angleterre, croyez bien que l'échec et l'embarras ne seraient pas pour le Parlement et le gouvernement français. (Très bien ! très bien !)

Messieurs, après ces courtes explications qui, je l'espère, auront paru décisives à l'honorable sénateur, j'ai vraiment peu de choses à ajouter à ce qu'a dit tout à l'heure avec tant de clarté et de force l'honorable rapporteur. Il a rendu ma tâche extrêmement facile.

Il n'est pas vrai, comme vous avez pu vous en convaincre par la lecture des documents, qu'à aucune époque, et particulièrement dans ces derniers temps, le gouvernement français ait fait preuve de complaisance exagérée et, comme on l'a dit, de faiblesse vis-à-vis du gouvernement anglais. Nous avons, au contraire, repoussé avec beaucoup de fermeté les tentatives répétées qui ont été faites auprès de nous pour nous amener, de façon ou d'autre, à l'abandon de nos droits à Terre-Neuve. Vous savez ce que désirent les Terre-Neuviens : ils voudraient que le gouvernement français, en échange d'une indemnité, abandonnât complètement les droits qui résultent pour nous des traités.

Nous n'avons pas laissé la discussion s'établir sur ce terrain. Nous considérons comme important que notre marine conserve le droit d'aller chercher sur le French Shore l'appât nécessaire pour pratiquer avec succès, comme elle l'a toujours fait sur le Grand-Banc, cette pêche à laquelle prend part une portion si considérable de nos braves populations maritimes.

Nous n'avons pas admis que l'arbitrage portât sur ce droit de pêche, sur ce qu'il a d'essentiel, de permanent et de nécessaire.

Nous avons, au contraire, pensé, — et vous serez assurément de notre avis, — que sur une question secondaire comme celle de la pêche du homard, dans laquelle l'intérêt français, si respectable qu'il soit, est nécessairement très limité, nous avons pensé, dis-je, que nous ne pouvions pas, surtout après les précédents que vous connaissez, opposer un refus absolu de consentir à un arbitrage.

Nous ne le pouvions pas. Non que j'aie le moindre doute sur les droits de la France. On a voulu me reprocher les déclarations que j'ai faites à cette tribune lorsque j'ai affirmé en termes énergiques que je considérais que les traités étaient clairs. Je soutiens encore que je les considère comme parfaitement décisifs en notre faveur; mais je ne puis pas faire que de l'autre côté du détroit on ne les ait mis en contestation; je ne puis pas faire surtout que depuis un certain nombre d'années les Anglais n'aient établi sur le French Shore des homarderies qui, aujourd'hui, sont beaucoup plus nombreuses que celles des pêcheurs français.

Vous avez vu, par la statistique contenue dans le rapport du commandant Maréchal, que les Anglais ont soixante-huit homarderies, tandis que nous n'en avons plus que six. En présence de cette situation, que vouliez-vous que nous fissions? Ces homarderies existent; vous n'entendez pas faire appel à la violence pour les détruire!

M. Halgan. — On n'aurait pas dû les laisser s'établir.

M. le ministre. — L'honorable M. Halgan dit qu'on n'aurait pas dû les laisser s'établir. Elles existent pourtant; c'est un fait que nous ne pouvons supprimer. L'enjeu que nous mettons dans l'arbitrage se réduit, à l'heure présente, à l'existence de six homarderies. L'enjeu des Terre-Neuviens est beaucoup plus considérable, et nous avons le plus grand intérêt à faire disparaître leurs établissements, qui sont une gêne permanente pour nos pêcheries et une occasion d'incessantes difficultés.

C'est cette question seule des homarderies tant anglaises que françaises, que nous soumettons aux arbitres, et je pense que le Sénat tout entier reconnaîtra que nous avons poussé la résistance jusqu'où nous le devons, avec fermeté quand il s'agissait de défendre le fond même de nos droits, mais que nous avons donné, au contraire, non pas seulement une preuve de courtoisie, mais une preuve de sagesse en ne poussant pas le conflit jusqu'à le rendre aigu et insoluble, et en acceptant sur cette question secondaire le jugement d'hommes éminents et impartiaux. (Très bien! très bien! à gauche.)

Messieurs, l'article 4 de la convention stipule que l'arbitrage pourra être étendu à d'autres questions, et ces mots ont paru éveiller dans l'esprit de quelques-uns des membres du Sénat des préoccupations que je veux écarter. L'honorable amiral Véron m'a dit: Mais, avec une pareille formule, tout pourrait être mis en question!

D'abord, je fais remarquer que le texte même de l'arrangement porte qu'il ne peut s'agir que de questions « subsidiaires », et c'est à notre demande que ce mot a été introduit.

Nous ne voulions pas fermer absolument la porte à toute extension sur des points de détail, et, comme je l'ai expliqué, il y a une question que nous serons peut-être amenés, d'un commun accord, à faire trancher par les arbi-

tres : c'est celle de savoir quelle est l'étendue de la zone sur laquelle pèsent nos droits à l'encontre de l'Angleterre.

Il est évident que, quand on parle du rivage, on ne parle pas de l'île tout entière : on parle d'une certaine zone qui n'a jamais été déterminée.

Voilà des questions qui ne touchent pas au fond du droit, puisque ce sont des questions d'application, d'exécution des traités.

Ce sont ces questions seules que nous pourrions éventuellement soumettre aux arbitres.

Le Sénat peut prendre acte de nos déclarations à cet égard, déclarations que je fais d'autant plus volontiers que mon langage sur ce point n'a jamais varié.

Cela dit, je n'ai plus qu'un seul mot à ajouter en ce qui concerne l'exécution des décisions qui pourront être prises par les arbitres.

On a rappelé que la colonie de Terre-Neuve avait montré à différentes reprises moins que de l'empressement à déférer aux désirs de la métropole et à se prêter à l'exécution des arrangements consentis par l'Angleterre.

M. le marquis de l'Angle-Baumanoir. — C'est une insubordination complète.

M. le ministre. — Le gouvernement français aurait été imprévoyant s'il n'avait pas pris des précautions pour assurer l'exécution de la sentence à intervenir; et, si vous voulez bien lire l'arrangement, vous verrez que les deux gouvernements ont pris sur ce point un engagement formel. Nous ne connaissons pas, quant à nous, la colonie de Terre-Neuve (Très bien ! très bien !) ; nous ne la connaissons pas en tant que pouvoirs publics (Nouvelles marques d'approbation) : nous ne connaissons que l'Angleterre; c'est elle que nous considérons comme garante et comme responsable vis-à-vis de nous de la conduite de sa colonie. S'il est vrai, comme on l'annonce en ce moment, que le Parlement de Terre-Neuve ait voté des dispositions pour assurer l'exécution de l'arbitrage, nous ne pouvons assurément apprendre cette nouvelle qu'avec satisfaction ; mais elle ne change rien à notre situation respective.

C'est toujours l'Angleterre, et l'Angleterre seule, que nous aurons vis-à-vis de nous ; et si, par un revirement que je ne veux pas prévoir, la colonie de Terre-Neuve venait à se soustraire ultérieurement aux obligations que l'Angleterre a contractées, nous considérerions et l'Angleterre considère assurément qu'il serait de son devoir et de son honneur de prendre toutes les mesures législatives nécessaires pour vaincre les résistances de la colonie et assurer l'exécution pleine et intégrale de la sentence.

M. le marquis de l'Angle-Baumanoir. — Cette situation n'est pas nouvelle. Elle existe en vertu des traités. L'obligation dans laquelle se trouve l'Angleterre de faire exécuter les anciens traités est la même que celle qu'elle contractera par la nouvelle convention.

M. le ministre. — L'Angleterre a toujours, en fait, affirmé son désir de faire exécuter, à notre égard, les traités ; seulement, elle s'est aperçue à son détriment, dans ces derniers temps, que le pouvoir légal pouvait lui faire défaut ; elle s'en est aperçue lorsqu'une cour de justice a condamné le commandant de sa station navale pour avoir exécuté le *modus vivendi*...

M. le marquis de l'Angle-Baumanoir. — C'est une erreur qui date de 1713 ! Il est un peu tard pour s'en apercevoir.

M. le ministre. — Que des erreurs aient pu se produire dans cette affaire si épineuse et si difficile, je suis disposé à le concéder ; mais une pareille

discussion serait, en ce moment, je crois, absolument inutile. Ce que j'affirme, c'est que nous avons demandé à l'Angleterre, dans les termes les plus clairs, de s'engager à assurer l'exécution de la sentence, quelle qu'elle fût, et que l'Angleterre a pris cet engagement.

C'est dans ces conditions propres à rassurer le Sénat que nous lui soumettons avec confiance l'approbation de l'arrangement.

Nous pensons avoir concilié la défense de nos intérêts, dans ce qu'ils ont de légitime et de nécessaire, avec le désir sincère de ne pas exagérer, de ne pas compliquer les difficultés que nous pouvons rencontrer sur des points secondaires avec une grande puissance voisine et amie. Nous avons d'ailleurs plaisir à reconnaître que dans les pourparlers qui ont précédé la convention, ainsi que dans les démarches qui sont faites en ce moment pour en assurer l'exécution, l'Angleterre s'est montrée animée, comme nous-mêmes, du désir le plus sincère et le plus loyal d'écarter les difficultés et de faire respecter la parole qu'elle nous a donnée. (Très bien ! très bien ! et applaudissements sur un grand nombre de banes.)

« *Article unique.* — Le Président de la République française est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter l'arrangement concernant les pêcheries de Terre-Neuve, conclu le 11 mars 1891, entre la France et la Grande-Bretagne, et dont une copie demeurera annexée à la présente loi. »

(Le projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

Les droits d'entrée au Congo

La « Société d'économie industrielle et commerciale » a adressé au Sénat et à la Chambre une pétition destinée à prier le Parlement de ne pas ratifier l'arrangement récemment conclu à Bruxelles et autorisant l'établissement de droits d'entrée par l'Etat du Congo. Cette pétition commence par résumer l'histoire de la fondation de l'Etat indépendant et par reproduire les articles de l'Acte de Berlin relatifs à la liberté du commerce et de la navigation dans le bassin du Congo. Puis elle poursuit en ces termes :

L'Acte est signé. Le roi Léopold a atteint la première étape vers le but qu'il poursuivait. Il prend, au mois d'août 1885, le titre de souverain de l'Etat indépendant du Congo.

A partir de ce moment, il ne sera plus question que des droits conférés à ce nouvel Etat, et, par tous les moyens, nous allons le voir s'efforcer d'éluider les devoirs qui lui ont été imposés.

Le but définitif apparaît alors clairement : il s'agit de confisquer, au profit du nouvel Etat, tout le commerce de son territoire et d'expulser peu à peu tous les négociants étrangers qui pourraient lui faire concurrence.

Les agents de l'Etat commencent par acheter eux-mêmes l'ivoire et le caoutchouc ; on songe à déclarer ces produits « propriété nationale » dans certaines régions.

Mais les réclamations se font entendre jusqu'en Europe. Alors, on adopte une autre tactique : on constituera des Sociétés commerciales belges officieuses. Ensuite, on frappera le commerce de droits multiples et énormes. Aux négociants étrangers qui se plaindront, on répondra : « Mais vous voyez bien que nous ne faisons pas de traitement différentiel. Nous taxons les Sociétés belges comme les autres. »

Cette tactique est habile. Depuis 1886, elle n'a pas cessé d'être suivie. Chaque nouveau numéro du *Bulletin officiel* de l'Etat indépendant qui parussait promulguait de nouvelles taxations, plus écrasantes, plus inquisitoriales les unes que les autres. L'Acte de Berlin, à peu près respecté dans sa

lettre, était complètement violé dans son esprit. La liberté commerciale devenait un leurre, la liberté de la navigation même n'était pas respectée, puisqu'on prétendait obliger les vapeurs de commerce à faire escale, à se laisser visiter à toute injonction des agents de l'Etat indépendant et à indiquer la provenance de leurs achats.

Telle était, Messieurs, la situation réelle qui était faite aux négociants étrangers, spécialement aux Hollandais et aux Français, qui ont là-bas les établissements les plus importants.

La « commission internationale » qui devait assurer l'exécution de l'Acte de Berlin n'ayant jamais été constituée, ils ne pouvaient porter leurs plaintes devant elle. Ils s'adressaient sans doute à leur gouvernement, mais ils se heurtaient là à la crainte hypnotique de « nous brouiller avec le roi des Belges ». N'est-ce pas, d'ailleurs, une raison de même nature qui a fait abaisser devant les prétentions espagnoles nos droits acquis sur le Benito ? Par crainte de « se faire des affaires », de se « brouiller avec quelqu'un », notre diplomatie, si clairvoyante en Europe, finit toujours, dans les questions d'Afrique, par sacrifier les intérêts de nos nationaux. C'est avec regret que nous sommes obligés de le constater.

Déjà, en 1889, les décrets existants et établissant des taxes de toute nature grevaient les marchandises de 33 0/0 de leur valeur. Nous voilà loin des 2 ou 4 0/0 dont il avait été question dans les protocoles !

Et, depuis lors, de nouvelles taxes sont encore venues s'ajouter aux premières. Elles ont été accompagnées de telles mesures vexatoires que, si les questions actuellement pendantes ne sont pas réglées avant la fin de l'année, les maisons de commerce hollandaises et françaises, qui, sur la foi des traités, ont installé des comptoirs et des vapeurs sur le Congo, seront forcées de renoncer à la lutte.

Ce n'est pas tout : le gouvernement de l'Etat indépendant avait établi son administration sur un tel pied (1) qu'il lui fallait plus de 4.000.000 par an pour faire face à ses dépenses. Tous les droits que nous venons d'énumérer et le commerce qu'il pratiquait lui-même directement ou indirectement n'y suffisaient point. Puis, on ne pouvait vivre perpétuellement dans cet état de violation des traités, sans soulever à la longue de dangereuses protestations.

C'est alors que le roi Léopold eut l'ingénieuse pensée de convoquer à Bruxelles la Conférence antiesclavagiste. Nulle nation civilisée ne pouvait refuser son concours à une réunion qui, d'après le programme tracé, devait n'avoir pour objet que l'amélioration du sort des indigènes. Toutes se firent représenter et il y eut à Bruxelles d'admirables discussions, aboutissant à une série de dispositions antiesclavagistes qui seront l'éternel honneur des gouvernements participants.

Mais, tout à coup, les représentants de l'Etat indépendant, qui, jusqu'alors, n'avaient pris qu'une part modeste à la discussion, introduisirent aux débats une question qui n'avait pas figuré au programme de convocation. Voici, en substance, le langage qui était tenu par eux : « Les décisions que vient de prendre la Conférence créent, pour l'Etat indépendant, des obligations auxquelles il ne peut faire face avec ses ressources actuelles. Nous vous demandons donc de détruire les dispositions de l'Acte de Berlin qui nous obligent, et d'autoriser l'Etat indépendant à percevoir des droits d'entrée sur les marchandises. »

Après le premier moment de surprise, on échangea force compliments, comme il est d'usage entre diplomates. Puis la question fut ajournée, pour être reprise quelques jours plus tard. La plupart des nations représentées à Bruxelles n'ont pas d'intérêts commerciaux dans le bassin du Congo. Elles ne firent donc aucune objection, et, comme toujours, accompagnèrent leurs réponses de félicitations relatives à la haute philanthropie du roi Léopold.

(1) 4,163,443 fr. pour le budget des dépenses de 1891, d'après le *Bulletin officiel*.

Le représentant de la Hollande, de peur, sans doute, de paraître un tiède ennemi de l'esclavage, fit, seul, de timides réserves qu'il accentua par la suite.

Quant au représentant de la France, il adhéra à la proposition dans des termes où vous ne trouverez pas même la mention des intérêts français.

Ainsi, pas un diplomate. — pas même le représentant de la France, qui aurait dû être le défenseur naturel de ses nationaux, — ne se leva pour dire au représentant de l'Etat indépendant :

— Nous avons été réunis pour réprimer l'esclavage et la traite, pour améliorer la condition des indigènes d'Afrique, et non pour reviser l'Acte de Berlin, — valable pendant vingt années, — et pour fournir à l'Etat indépendant, aux dépens de nos nationaux, les ressources dont il a besoin. Que n'a-t-il demandé ces droits en 1885 à Berlin, alors qu'il sollicitait la reconnaissance des puissances? Qui le forçait d'assumer la charge qu'il prétend aujourd'hui être trop lourde pour ses forces? S'il ne peut y suffire, que ne restreint-il son action sur des territoires moins immenses? Ce n'est pas à nous, en tout cas, de concéder à un monopole de fait les régions de l'Afrique centrale que les signataires de l'Acte de Berlin ont, au contraire, voulu ouvrir au commerce européen, estimant avec raison que la libre concurrence commerciale est le meilleur et le plus naturel agent de civilisation et de progrès.

L'Acte de Bruxelles, où se trouvent réunies deux parties qu'il n'y a aucune raison de lier, a donc été provisoirement signé par les délégués des puissances, — même par celui de la Hollande, — qui a cependant protesté contre ses conséquences.

Chose encore plus grave, le gouvernement français a signé, depuis, une convention particulière qui consacre le triomphe de la politique que nous venons de résumer, et consommerait, si elle était ratifiée, la ruine irrémédiable des commerçants français au Congo.

Mais il reste à obtenir la ratification des Parlements, qui ne sont pas, eux, sous l'impression des politesses diplomatiques, et à qui incombe seulement le souci des intérêts de leurs nationaux.

Le Parlement français dira, nous l'espérons, qu'il est tout prêt à ratifier la partie de l'Acte de Bruxelles qui a trait à la répression de la traite et à l'amélioration du sort des indigènes, mais il refusera son approbation à la clause subrepticement introduite pour autoriser l'Etat indépendant à percevoir des droits d'entrée et consommer ainsi la ruine des commerçants français, qui ont engagé là-bas des capitaux, sur la foi des traités.

Le Sénat de Washington, mû par les mêmes considérations, a déjà refusé sa ratification.

D'autre part, l'Etat indépendant, loin de changer de tactique, procède exactement comme si le traité de Berlin ne subsistait pas : il accuse même son attitude et poursuit avec le plus grand sans-gêne la ruine des étrangers et l'établissement de son monopole. A peine installé dans les vastes régions où ses agents ne connaissent, en réalité, d'autres règles que le bon plaisir, ce bienfaiteur des noirs fait parcourir leurs territoires par des expéditions aussi redoutables pour eux que celles des marchands d'esclaves.

Il s'est débarrassé récemment à la fois d'un concurrent actif et d'un contrôle gênant, en expulsant M. Gresshof, chef de la maison hollandaise.

Cet Etat, qui manque de ressources et qui prétend en prélever sur le commerce européen, après avoir enlevé au Portugal le Mouta-Yamvo, vient encore de concéder à une Compagnie à monopole, dite du Katanga, des territoires sur lesquels ses droits sont discutables, et, par une clause, se réserve la propriété de 600 actions de cette Compagnie, montrant ainsi ouvertement les intérêts commerciaux qui le préoccupent.

Messieurs les Sénateurs,
Messieurs les Députés,

Le récit que nous venons de faire est entièrement exact. Nous avons d'ailleurs indiqué les sources officielles auxquelles nous l'avons puisé.

Il ressort avec évidence des faits que nous avons exposés que l'Etat indépendant, au mépris de l'Acte de Berlin, a poursuivi avec persévérance, depuis cinq ans, l'établissement d'un monopole commercial dans l'Afrique centrale et la ruine de nos nationaux.

On va vous demander de sanctionner cette œuvre d'iniquité.

Nous vous supplions de répondre que vous êtes prêts à voter l'Acte antiesclavagiste, mais non l'Acte anticommercial.

Nous vous supplions d'enjoindre à notre gouvernement de provoquer, comme c'est son devoir, la constitution de la commission internationale instituée par l'Acte de Berlin pour faire respecter ses décisions et dont la présence est indispensable dans un pays encore aux trois quarts sauvage, livré sans contrôle aux fantaisies et à l'omnipotence de fonctionnaires souvent mal préparés aux devoirs qu'imposent de telles responsabilités.

Délibération prise à l'unanimité des membres présents, dans sa séance du 3 avril 1891, par la Société d'économie industrielle et commerciale, et respectueusement recommandée à l'attention de MM. les sénateurs et députés.

Pour la Société,

Le Comité :

Léon Tharel, manufacturier, membre de la commission permanente des valeurs de douane, président ;

Gustave Sandoz, horloger-bijoutier, président du Comité d'initiative des Expositions françaises à l'étranger, vice-président ;

Léon Dueret, président de l'Alliance syndicale et de la Chambre des industries diverses, vice-président ;

Georges Hartmann, vice-président de la Chambre des distillateurs en gros, de Paris, secrétaire ;

Paul Bonnel de Longchamps, avoué au tribunal de la Seine, secrétaire ;

Jules Fleury, membre du Comité de la Société des ingénieurs civils, secrétaire.

GRANDE-BRETAGNE

La question des Pêcheries de Terre-Neuve.

A la Chambre des Lords, dans la séance du 27 avril, lord Knutsford, secrétaire d'Etat pour les colonies, a demandé la seconde lecture du bill sur les pêcheries de Terre-Neuve.

Le Gouvernement, a-t-il dit, sans pouvoir adhérer à quelques-unes des propositions contenues dans la pétition de la législature de Terre-Neuve, n'a jamais hésité à consentir à ce que le Parlement en fût saisi.

Le bill qui est en délibération n'a trait ni à l'administration intérieure de l'île, ni aux pouvoirs de la législature coloniale. Il a un caractère impérial et son but est d'assurer l'accomplissement des engagements internationaux pris envers la France.

Ce bill n'a été introduit qu'après le refus de Terre-Neuve de faire une loi réglant les questions en suspens, et lorsque tout espoir d'obtenir le concours de la colonie a été enlevé à la métropole.

L'objet de ce bill est de remplir, dans l'intérêt de la paix, les engagements contractés. Il est, en effet, nécessaire d'arriver à une solution des questions

en litige qui menacent constamment d'amener une collision entre les colons et les Français.

La question des homards avait été soumise à un arbitrage ; mais Terre-Neuve a refusé son consentement, ce qui a été une nouvelle raison en faveur de l'introduction du bill. Depuis lors, il règne dans la colonie une certaine irritation. Toutefois, celle-ci, suivant les renseignements parvenus au Ministère, n'est pas générale ; elle existe surtout à Saint-Johns, dans les centres politiques.

Un autre motif qui a inspiré la présentation du bill a son point de départ dans les doutes soulevés par la colonie au sujet des droits des officiers d'assurer l'observation des traités.

Lord Knutsford s'occupe ensuite des propositions exposées le 23 avril dans le discours du délégué sir William Whiteway :

Bien que ces propositions ne soient pas encore acceptées par le Gouvernement, nous les avons examinées avec le désir sérieux de leur trouver une solution amiable. Or, il n'apparaît pas clairement s'il convient de les prendre dans leur ensemble ou séparément, ni s'il convient de traiter ensemble ou séparément les subdivisions qu'elles comportent. Mais en supposant que la première proposition puisse être traitée tout d'abord, et indépendamment de la seconde, le Gouvernement, considérant que la saison des pêches est proche et envisageant les termes de nos engagements avec la France, croit nécessaire que le bill passe à la Chambre des pairs.

Toutefois, nous consentons à ce que la seconde lecture soit demandée à la Chambre des communes, seulement après la Pentecôte. Si la législature de Terre-Neuve adopte une loi assurant, selon nous, l'observation et l'exécution : 1^o d'un *modus vivendi* pour 1891 ; 2^o des décisions résultant de l'arbitrage pris sur la question des homards ; 3^o des traités et déclarations, alors le Gouvernement retirera le bill ; mais, si une loi pareille n'était pas adoptée par la colonie, il deviendrait nécessaire de discuter le bill rapidement.

Nous sommes prêts à examiner, avec les délégués, les termes du bill mentionné dans le paragraphe C de la première proposition ; mais il y a des difficultés d'un caractère international qui exigent une discussion minutieuse et il faut que l'adoption de la loi coloniale ne soit pas déferée au Parlement jusqu'à ce que les termes de ce bill soient arrêtés.

Quant à la seconde proposition, il nous faut du temps pour l'examiner. Nous n'avons aucune difficulté à ce sujet, la colonie étant représentée dans la Commission d'arbitrage. En effet, nous avons demandé à la colonie de nommer un délégué pour agir sur les décisions de l'arbitrage actuel ; mais la colonie a refusé.

Nous ne sommes cependant pas prêts à donner notre assentiment au premier paragraphe de la proposition, bien que les colons puissent conserver l'assurance que nous ne consentirons pas à soumettre les autres points secondaires à l'arbitrage, tant qu'une consultation complète sur la question n'aura pas été prise avec les colons.

En ce qui concerne le paragraphe 2, il est également certain que nous ne pouvons pas forcer le Gouvernement français à consentir à l'arbitrage sans condition qui y est mentionné, et nous croyons qu'il n'y a à présent aucune probabilité que le Gouvernement français consente à un arbitrage pareil. Nous aurons tous les égards possibles pour les vœux de la colonie ; mais si l'arbitrage général est en fait une condition *sine qua non* de l'acceptation de la première proposition, le Gouvernement ne voit pas d'autre parti à prendre que d'insister pour l'adoption du bill.

Lord Kimberley admet la nécessité de recourir à la législature impériale si la législature coloniale refuse d'adopter les mesures nécessaires pour donner leur effet aux engagements internationaux pris envers la France, mais il regrette que les colons n'en aient pas été informés le plus tôt possible.

L'orateur critique ensuite le bill actuel, qu'il considère comme susceptible de soulever certaines objections. Il regrette, en outre, que le Gouvernement croie nécessaire de s'occuper à présent de ce bill, car il produit, en le faisant, cette impression qu'il semble vouloir exercer une pression sur Terre-Neuve.

Lord Dunraven exprime le regret que le Gouvernement s'occupe maintenant de ce bill.

Le duc d'Argyll croit que le Gouvernement ne peut échapper à l'obligation de remplir ses engagements envers la France. Mais en même temps que cette puissance réclame des droits sur la côte de Terre-Neuve, qui ne lui ont pas été accordés par le traité d'Utrecht, elle demande maintenant le droit à l'occupation exclusive, tandis que le traité d'Utrecht ne lui concède qu'une occupation partielle.

Lord Herschell admet la sympathie de la Chambre pour les colons ; mais elle ne saurait accepter leurs demandes, au risque d'impliquer l'Angleterre dans une guerre avec la France, dont les droits doivent être respectés ; toutefois, l'orateur n'approuve pas la solution proposée pour arriver à ce résultat dans le bill en discussion.

Lord Salisbury croit que l'occasion actuelle est de celles où un homme, occupant une situation officielle, est disposé à se rappeler que le silence est d'or. Il repousse l'attaque de l'opposition que le bill aurait dû être communiqué plus tôt à Terre-Neuve.

Un semblable procédé, a dit le chef du Cabinet, eût constitué une violation des usages parlementaires, qui veulent qu'un bill soit introduit devant le Parlement anglais avant d'être porté devant une autre législature.

Sans doute, il est désirable de fixer la juridiction que les officiers de marine ont à exercer, mais il est impossible d'introduire cette question dans le bill. Son examen prolongerait trop la discussion, qu'il faut abréger en raison de la promesse des délégués de Terre-Neuve que la législature adoptera les mesures nécessaires.

Si ces mesures sont votées, le bill pourra être retiré quand il reviendra à la Chambre des Communes, après les vacances de la Pentecôte.

Le moyen serait éventuellement trouvé de résoudre par l'arbitrage les difficultés qui ont mis en péril les relations de l'Angleterre avec la France et la prospérité de Terre-Neuve.

La seconde lecture du bill a été adoptée sans scrutin.

A la Chambre des Communes, dans la séance du 28 avril, sir James Fergusson, interpellé sur la question de Terre-Neuve, a déclaré qu'il n'existe pas, au Ministère des Affaires étrangères, de réclamation quelconque du Gouvernement français au sujet des établissements et des colonies sur la côte occidentale de Terre-Neuve entre 1783 et 1834, mais qu'il y a dans la correspondance du Ministère des Colonies un registre contenant des réclamations faites en 1784 par le commandant naval français au gouverneur de la colonie. Il existe, en outre, au Ministère des Affaires étrangères, une correspondance datée de 1783 et une de 1831 concernant le droit exclusif de pêche.

Pour ce qui est de soumettre ces correspondances au Parlement, le Gouvernement n'a pas jugé utile de faire une publication préliminaire et partielle de documents qu'il lui faudra probablement soumettre sous peu à des arbitres.

Le baron Henry de Worms, sous-Secrétaire d'Etat pour les colonies, a dit que le Gouvernement n'a pas connaissance que les autorités françaises aient offert une prime quelconque pour les amorces ou qu'elles aient cherché à amener les pêcheurs de Terre-Neuve à violer les règlements.

Le Gouvernement de Terre-Neuve interdit la vente de la boîte aux pêcheurs français et canadiens, tandis qu'il l'autorise aux pêcheurs des Etats-Unis.

Le bruit qu'en dépit des règlements les pêcheurs de Terre-Neuve auraient vendu aux pêcheurs français de la boîte qu'ils auraient apportée à Saint-Pierre et Miquelon n'est pas confirmé; ce fait, s'il était exact, constituerait une violation des déclarations de 1783.

Le Gouvernement anglais n'a pas reçu, des délégués de Terre-Neuve, de propositions concernant l'introduction d'un bill à la législature pour assurer l'exécution des traités. Le Gouvernement ne sait rien des intentions des délégués en dehors de la déclaration faite par l'un d'eux à la Chambre des lords.

L'entente n'est pas encore établie sur le point de soumettre à un arbitrage les questions subsidiaires qui, d'après la convention, ne doivent pas être discutées tant que celle intéressant la pêche des homards n'aura pas été vidée.

M. Staveley Hill, dans la séance de la Chambre des Communes du 26 mai, a présenté une pétition de la législature de Terre-Neuve, tendant à ce que le délégué de la colonie puisse adresser à la Chambre des observations sur le bill de Terre-Neuve. M. Staveley Hill a ajouté que, jeudi prochain, lors de la seconde lecture, il demandera qu'il soit préalablement permis au délégué de soumettre ses propositions à la Chambre.

M. Goschen a répondu que le bill actuellement en discussion devant la législature de Terre-Neuve diffère dans un détail important du bill que peut accepter le Gouvernement anglais :

« Il renferme comme condition que la durée d'application de la loi soit limitée à une année. En raison de ses engagements avec la France, le Gouvernement anglais ne peut accepter cette limite. Il examinera certainement la pétition de la législature adressée à la Chambre; mais, dans cette situation, il serait désirable d'ajourner la discussion du bill jusqu'à vendredi. »

A la Chambre des Communes, dans la séance du 28 mai, la proposition de M. Staveley Hill, demandant que le délégué de Terre-Neuve soit entendu à la barre de la Chambre, a été adoptée sans discussion et sans scrutin.

M. Smith a dit qu'à la suite d'un échange de vues avec des délégués de Terre-Neuve et de l'entente qui en est résultée, le bill relatif à Terre-Neuve doit être adopté en seconde lecture pour permettre à la législature de la colonie de prendre des mesures en vue d'assurer jusqu'à la fin de 1893 l'observation du *modus vivendi*, la décision des arbitres et les traités avec la France.

Après la seconde lecture, le Gouvernement observera les règles habituelles à l'égard du bill pendant trois semaines et le retirera dans ce délai, si la législature de la colonie a voté le projet dans la forme promise par les délégués.

M. Smith a demandé, en conséquence, le vote en seconde lecture.

M. Picton a proposé l'ajournement de la discussion; il est soutenu par un grand nombre de députés de l'opposition.

M. Smith a insisté pour l'adoption tout d'abord de la seconde lecture du bill. Cette formalité forme partie de l'entente intervenue avec les délégués, et, de plus, le Gouvernement croit qu'il faut faire accepter le principe du bill par la Chambre, attendu qu'au cours de ses négociations avec la France,

le Gouvernement s'est fait fort d'obtenir la sanction de ce principe par le Parlement.

La motion d'ajournement a été rejetée par 195 voix contre 122.

La Chambre a repris alors la discussion de la seconde lecture.

M. Bryce a proposé un amendement déclarant que la Chambre étant informée que la loi adoptée par la législature de Terre-Neuve est satisfaisante et que la colonie se déclare prête à appuyer le Gouvernement dans toutes les mesures nécessaires pour l'exécution des engagements de l'Angleterre, des traités et des arrangements, résultant de l'arbitrage, faits avec la France, ne procède pas maintenant à la seconde lecture du bill.

M. Smith a déclaré que le Gouvernement croit que la motion de M. Bryce est proposée dans l'intérêt de la paix et qu'il l'accepte.

La motion a été adoptée à l'unanimité.

Les deux Chambres de Terre-Neuve ont adopté, mardi soir, le projet soumis par leurs délégués à la Chambre des Communes, avec un amendement portant que la durée de l'application de la loi irait jusqu'à la fin de 1893, de façon à assurer l'exécution du *modus* des traités avec la France et la décision des arbitres pendant les trois prochaines saisons de pêche.

— Deux rapports, traitant l'un de l'administration l'autre des finances de l'Égypte, ont été distribués au Parlement anglais.

Sir Evelyn Baring, l'agent et consul général de Sa Majesté britannique au Caire, termine ainsi le premier de ces documents :

Je n'ai jamais été partisan de l'occupation britannique de l'Égypte : en fait, pendant mes premières relations avec les affaires égyptiennes, je fis tout ce qui était en mon pouvoir pour prévenir la création d'un état de choses qui rendrait nécessaire une occupation étrangère. Si à l'heure actuelle je jugeais que l'évacuation est une politique dont l'exécution n'entraînerait pas des risques auxquels pas un Gouvernement prudent ne saurait s'exposer, je n'hésiterais pas à recommander son adoption. C'est parce que je suis convaincu de la nature sérieuse de ces risques que je suis pour l'instant hors d'état de recommander l'évacuation. Quant à savoir s'il aurait été possible d'éviter une occupation étrangère du pays, c'est là matière à discussion : la question, toutefois, ne présente qu'un intérêt historique. Au point où en sont les choses, je me hasarde à croire que le Gouvernement et le peuple anglais ne peuvent rejeter à la légère des responsabilités qu'ils n'ont pas assumées de leur plein gré, mais qui leur ont plutôt été imposées par la force des circonstances.

RUSSIE

Le chargé d'affaires de Portugal à Saint-Petersbourg a informé le ministre des affaires étrangères de Russie par une note du 28 janvier (9 février) de l'intention de son gouvernement de dénoncer le traité de commerce conclu entre la Russie et le Portugal en 1851.

En conséquence, et aux termes de l'article 15 du traité, ce traité ne restera en vigueur que jusqu'au 28 janvier (9 février) 1892.

Le ministre d'Espagne en Russie a fait la même démarche relativement au

traité de commerce conclu en 1887 entre la Russie et l'Espagne, lequel, en conséquence, et aux termes de l'article 24 du traité, ne restera en vigueur que jusqu'au 18 (30) juin 1892.

SUISSE.

Le Conseil national suisse a adopté, par 71 voix contre 63, conformément à l'avis du Conseil des Etats, la proposition de révision des articles 118, 119, et 121 de la Constitution dans le sens de l'introduction du droit d'initiative pour le peuple.

Ont voté pour : la droite, une partie du centre, les démocrates et les socialistes ; contre : les radicaux. Le vote a eu lieu à l'appel nominal.

Le Conseil fédéral combattait une partie des propositions.

Le nouvel article constitutionnel voté sera soumis au peuple et aux cantons. Il est ainsi conçu :

La révision partielle peut avoir lieu, soit par la voie de l'initiative populaire, soit dans les formes statuées par la législation fédérale.

L'initiative populaire consiste en une demande présentée par 50,000 citoyens suisses ayant le droit de vote et réclamant l'adoption d'un nouvel article constitutionnel, l'abrogation ou la modification d'articles déterminés de la Constitution en vigueur.

Si, par la voie de l'initiative populaire, plusieurs dispositions différentes sont présentées pour être révisées ou pour être introduites dans la Constitution fédérale, chacune d'elles doit former l'objet d'une demande distincte.

La demande d'initiative peut revêtir la forme d'une proposition conçue en termes généraux ou celle d'un projet rédigé de toutes pièces. Dans le cas où 50,000 électeurs suisses formulent une telle demande d'initiative et où les Chambres sont d'accord avec eux sur son contenu, elles procèdent à la révision partielle dans le sens indiqué et doivent ensuite en soumettre le projet à l'adoption ou au rejet du peuple et des cantons.

Si, au contraire, elles ne l'approuvent pas, la question de la révision partielle sera soumise à la votation du peuple, et, si la majorité des citoyens suisses prenant part à la votation se prononce pour l'affirmative, l'assemblée générale procédera à la révision en se conformant à la décision populaire.

TURQUIE

Dans le courant de mars est survenu, à Uskub (Albanie), un incident qui a donné lieu à un échange de notes entre l'Autriche-Hongrie et la Porte.

Il ne s'agissait pas, comme on l'avait cru tout d'abord, d'une affaire touchant un individu de nationalité autrichienne; mais le conflit s'était élevé à la suite de l'enlèvement des cloches de l'église catholique autrichienne par les autorités turques, église fondée récemment.

Le consul autrichien d'Uskub avait donné l'ordre de replacer les cloches; mais le gouverneur turc envoya des agents de police abattre les échafaudages dressés à cet effet, et le fait se passa sous les yeux mêmes du consul qui proposa en vain au gouverneur d'en référer, avant d'aller plus loin, à Constantinople.

L'Ambassadeur d'Autriche à Constantinople, le baron Calice, demanda à la Porte prompt réparation de cette insulte. Il exigeait le rétablissement des cloches, la destitution du gouverneur, enfin des excuses au consul d'Autriche à Uskub par le nouveau gouverneur.

On assure que le nouveau gouverneur ottoman a résolu de remplacer le

gouverneur d'Uskub ; mais on ne sait encore s'il a autorisé le rétablissement des cloches dans leur état primitif.

Les hésitations de la Porte dans cette affaire proviennent, dit-on, de la crainte de provoquer des désordres à Uskub, où la population musulmane avait vu d'un mauvais œil l'édification d'une nouvelle église catholique.

Une dépêche ultérieure annonce que le sultan a donné pleine satisfaction au baron Calice. Il a promis le rétablissement des cloches, la destitution du gouverneur et la reconnaissance du protectorat autrichien sur les catholiques d'Albanie. En outre, le commissaire de police d'Uskub, nommé Yousouf, autrichien renégat, qui a participé à l'incident, sera éloigné d'Uskub et ne pourra résider que dans les villes ne possédant pas de consulat autrichien.

VÉNÉZUÉLA

Message du Président de la République.

M. le docteur Andueza Palacio, Président de la République, a présenté au Congrès de 1891 un message, dont nous reproduisons les passages suivants :

GARANTIES INDIVIDUELLES.

Les garanties individuelles ont constamment été sous la protection des lois : il n'y a eu dans les prisons de la République, pendant mon administration, aucun condamné politique ; on n'a pas tiré un coup de fusil sur tout le territoire de la République ; le pays, sous l'impulsion de la Constitution et des lois, est entré dans une voie de liberté et d'ordre, sous l'égide d'un gouvernement qui ne s'impose pas, parce qu'il se fait respecter en respectant les droits de chacun.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

A l'exception de la Grande-Bretagne et de la Hollande, le Vénézuéla entretient des relations amicales avec tous les pays d'Europe et d'Amérique, et on peut ajouter que notre administration a obtenu, à ce point de vue, de grands résultats.

Au moment où nous prenions le pouvoir, l'attitude des Etats-Unis était froide et presque hostile, à cause de la réclamation Hancock. Les relations avec la France étaient tendues, son représentant, M. de Saint-Chaffray, ayant envoyé des notes qui dépassaient la mesure. A la même époque, Lord Salisbury envoyait à notre agent confidentiel et plénipotentiaire un ultimatum par lequel nos droits sur la Guyane étaient méconnus, et ceux de l'Angleterre, par contre, étendus presque jusqu'au territoire de Yuruary.

Aujourd'hui, grâce aux sentiments d'équité des deux gouvernements français et hollandais, les difficultés ont disparu à la suite d'arrangements honorables, qui sauvegardent la justice et les droits du Vénézuéla.

Quant à la Grande-Bretagne, le gouvernement n'a pas perdu de vue un seul instant cette grave question, dans laquelle se trouve en jeu l'intégrité du territoire. Pendant que le Vénézuéla était en instance à Washington et auprès des nations européennes, pour obtenir, grâce à leur influence et à leur aide, une solution pacifique au moyen d'un arbitrage, les archives étaient fouillées, les documents compulsés ; on a réuni des livres et des cartes dont on ne connaissait pas l'existence, et qui ont jeté la lumière sur les droits de la République. C'est grâce aux bons offices du cabinet américain que nous avons pu, malgré la suspension des relations diplomatiques, nous aboucher directement avec le cabinet de Londres, et poursuivre la solution des difficultés actuelles.

Les agents de la République ont été accueillis avec déférence, et ont reçu des communications qui placent le différend sur le terrain d'une discussion

honorable. On trouvera, dans le Livre jaune, tous les documents relatifs à cette question.

La Commission mixte de Washington, chargée de revoir les arrêts rendus par la Commission qui s'était réunie à Caracas en 1868, a donné d'heureux résultats. Elle a corrigé les errements de cette dernière et a réduit les charges qui avaient été imposées au Vénézuéla. On a fait appel, pour deux de ces décisions, à la haute équité de S. E. M. Blaine.

La Commission mixte, créée en 1885 pour juger les réclamations de citoyens français, a terminé ses travaux. Ces réclamations, dont le chiffre s'élevait à B. 48,000,000, ont été réduites de B. 16,890,384 50. On n'y a donc fait droit que jusqu'à concurrence de 4.109,613 50.

En dehors des légations de Paris et de Washington, on en a créé, en 1890, une nouvelle à Madrid. Dernièrement, des ministres ont été accrédités auprès des autres nations américaines. La légation de Madrid a pour but de solliciter de nouvelles influences pour la solution de la question anglaise, et d'activer celle des limites de la Colombie.

Les relations avec la Belgique, qui avaient été interrompues, ont été reprises sur un pied de franche amitié.

Les relations avec l'Italie sont des plus courtoises.

IMMIGRATION.

La question de l'immigration a été l'objet de la part du gouvernement d'un examen attentif. Il a été créé quatre agences d'informations en Europe, dans le but de faire connaître le pays au moyen de publications qui vulgariseront les données statistiques, les notions sur les avantages de son sol privilégié. Ce système a déjà été employé avec succès par d'autres nations.

Le nombre des immigrants pour 1890 est de 4,555, y compris une partie du mois de décembre 1889. Les frais occasionnés s'élèvent à 190,058 dollars. Nous avons reçu en outre, dans le courant de décembre dernier, deux arrivages d'immigrants des Canaries, dont le nombre dépasse mille. Le gouvernement a aussi accédé à la demande de plusieurs agriculteurs, en accordant le passage de 4,075 immigrants, qui n'ont pas pu venir par suite des difficultés rencontrées par M. Anfiloquio Level, chargé de cette mission.

Les colonies Bolivar et Independencia fonctionnent avec la plus grande régularité.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Union internationale pour la protection de la propriété industrielle.

Sur l'invitation du gouvernement espagnol, les plénipotentiaires des Etats de l'Union pour la protection de la propriété industrielle se sont réunis à Madrid, le 14 avril dernier, pour procéder à la signature diplomatique des projets élaborés par la Conférence technique qui s'était réunie l'année précédente dans la même ville (1).

Tous les Etats contractants étaient représentés, sauf la République Dominicaine et la Serbie.

Comme on le sait, les textes à signer étaient de deux espèces différentes. Il y avait, d'une part, des arrangements destinés à être signés par ceux des Etats de l'Union qui voudraient bien se soumettre à leurs dispositions et en tirer profit, de l'autre, des protocoles établis en prévision de leur adoption par tous les Etats contractants.

(1) V. le texte du Protocole final, *Archives*, 1890, II, p. 172.

L'arrangement concernant la « répression des fausses indications de provenance sur les marchandises » a été signé par les représentants du Brésil, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, du Guatemala, du Portugal, de la Suisse et de la Tunisie.

Avant de procéder à la signature du second arrangement concernant « l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, » la Conférence a eu à liquider une question laissée ouverte par la Conférence précédente, savoir celle du montant de l'émolument d'enregistrement international. La Conférence technique de 1890 avait fixé cet émolument à 200 francs, tout en admettant que ce chiffre pourrait être réduit lors de l'échange des ratifications. Sur la proposition du plénipotentiaire français, le montant de l'émolument a été fixé définitivement à 100 francs.

Des doutes s'étant élevés sur la portée de l'article 5 de l'arrangement, la Conférence a fait suivre ce dernier d'un Protocole de clôture constatant que l'article en question ne portait aucune atteinte au principe de la Convention générale, d'après lequel aucun Etat ne peut refuser la protection à une marque déposée dans un autre Etat contractant, pour la raison que la forme extérieure de cette marque ne répondrait pas aux exigences de sa législation intérieure.

Après cela, l'arrangement et le Protocole de clôture ont été signés par les représentants de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, du Guatemala, des Pays-Bas, du Portugal, de la Suisse et de la Tunisie. Le plénipotentiaire du Brésil a déclaré que son abstention ne devait pas être prise pour un refus de son pays d'adhérer à l'arrangement, mais que l'acceptation de ce dernier par son gouvernement dépendait d'une décision du pouvoir législatif.

Les plénipotentiaires des Etats signataires ont en outre déclaré que les administrations de leurs pays respectifs approuvaient le Règlement d'exécution pour ledit arrangement, qui, ensuite d'une décision de la Conférence de 1890, a été élaboré par le Bureau international sous le contrôle du gouvernement suisse.

Le Protocole concernant la « dotation du Bureau international » a été signé par tous les plénipotentiaires présents.

Quant à celui déterminant « l'interprétation et l'application de la convention générale, » il a reçu la signature de tous les plénipotentiaires, sauf celui de la Grande-Bretagne, lequel s'est abstenu.

L'échange des ratifications aura lieu dans les six mois de la date de la signature, et d'ici là les Etats non signataires pourront adhérer aux actes qu'ils n'ont pas encore acceptés.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} mai. — *La reconstruction de la France en 1800. L'Eglise*, par H. Taine. — *La vie et les mœurs dans l'Allemagne d'aujourd'hui : l'influence de Berlin*, par T. de Wysewa. — *Les juifs et l'antisémitisme : le grief national, la race juive et l'esprit de tribu*, par A. Leroy-Beaulieu. — *Le major de Wissmann et son second voyage à travers l'Afrique équatoriale*, par G. Valbert. — *Sur l'organisation de l'enseignement secondaire français*, par F. Brunetière.

15. — *La reconstruction de la France en 1800. L'Eglise* (2^e partie), par

H. Taine. — *Le droit des gens et la loi de lynch aux Etats-Unis*, par Arthur Desjardins (article des plus intéressants, rempli de faits curieux et de considérations justes). — *La péninsule d'Apchéron et le pétrole russe*, par S. Gulbenkian. — *Mirabeau*, d'après un livre récent, par A. Mézières (il s'agit du temps qui précède la réunion des Etats-Généraux et du commencement de l'Assemblée nationale).

Revue politique et littéraire.

4 avril. — *Les écoles indigènes en Algérie*, par M^{me} Coignet.

11. — *Portraits et caricatures de Talleyrand*, par Grand-Carteret (revue très curieuse).

18. — *La vie d'un émigré*, d'après les mémoires inédits de M^{me} de Gontaut-Biron, par Albert Malet. — *A propos de recensement*, par le comte de Tolstoï. — *Edmond de Pressensé*, par Frédéric Passy.

25. — *Socialisme d'Etat et socialisme libéral*, par Paul Laffitte. — *La gouvernante du duc de Bordeaux*, d'après les mémoires inédits de M^{me} de Gontaut-Biron, par Albert Malet. — *L'influence française en Egypte*, par Paul Deschanel.

2 mai. — *Etudes sur Bossuet : l'homme et l'écrivain*, par A. Rébelliau. — *Les journées de juillet et l'exil de Charles X*, d'après les mémoires de M^{me} de Gontaut-Biron, par Albert Malet (récit fort intéressant). — *Le patriotisme au Moyen-âge*, par Germain Bapst.

9. — *Le « premier mai »*, par Paul Laffitte. — *Une crise sociale aux Etats-Unis : la révolte des fermiers*, par Max Leclerc. — *Etudes sur Bossuet : le moraliste religieux et la politique*, par A. Rébelliau.

16. — *L'éducation dans l'armée* (à propos d'un article de la *Revue des Deux-Mondes* sur le rôle social de l'officier). — *Une crise agricole aux Etats-Unis* (fin), par Max Leclerc. — *Histoire religieuse : la fête de la Pentecôte*, par Bonet-Maury.

23. — *Les sources grecques du christianisme*, par Louis Ménard. — *Un projet de colonisation en Algérie*, par Emile Accolas.

30. — *Léon XIII et les questions sociales*, par Paul Laffitte (à propos de la dernière encyclique). — *Les idées morales du temps présent*, par Edouard Rod (conclusion d'une série d'études). — *Madame de La Fayette*, par André Heurteau (à propos du livre de M. d'Haussonville). — *L'essai loyal de l'enseignement secondaire français*, par Eugène Lintilhac. — *J.-J. Weiss*, par Ch. Bigot.

Revue d'histoire diplomatique.

1891, II. — *Un mémoire inédit de Marguerite de Valois*, par le baron Kervyn de Lettenhove. — *La Conférence antiesclavagiste de Bruxelles*, par le baron d'Avril (fin du travail). — *Un mobilier d'ambassadeur au XVIII^e siècle*, par H. Léonardon. — *La Russie et l'Angleterre au début de leurs relations réciproques*, par F. de Martens. — *La Cour d'Espagne et la situation de la Savoie en 1746*, d'après une correspondance contemporaine. — *Comptes-rendus d'ouvrages récents relatifs à l'histoire diplomatique*.

Annales de l'Ecole des sciences politiques.

1891, II. — *La guerre et le procès de Louis XVI*, par Albert Sorel. (Important chapitre du 3^e volume de l'ouvrage de l'éminent historien, *l'Europe et la Révolution française*.) — *Les droits de douane et le prix du blé*, par Ch. Lesage. — *La propriété féodale et la Révolution française*, par J. Capperon (à propos du travail remarquable de M. Robert Beudant sur la transformation juridique de la propriété foncière dans le droit intermédiaire). — *La France et la Russie pendant la campagne de 1809*, par Albert Vandal. — *Les grandes Compagnies coloniales anglaises de notre temps*, par Marcel Labordère (travail particulièrement intéressant alors qu'on songe en France à créer des Compagnies de

colonisation). — *Les mémoires de Talleyrand*, par J. Darcy. (Talleyrand a moins réussi en parlant à la postérité que dans les Conférences et les Congrès. A Vienne et à Londres, sa parole a persuadé l'Europe coalisée; dans ses *Mémoires*, il ne persuade personne. Il a voulu élever un monument à son honneur et à sa fidélité; nous trouvons dans ce testament de sa vie la preuve, l'aveu, la glorification de sa duplicité.)

La Propriété industrielle.

1^{er} mai. — *La Conférence de signature de Madrid*. — *La nouvelle loi allemande sur les brevets d'invention* (idée générale et traduction du texte). — Circulaire de l'administration des Etats-Unis sur les marques, timbres qui doivent être apposés sur les produits importés. — Lettre d'Eug. Pouillet sur l'application de l'art. 4 de la Convention d'Union. — Rapport du commissaire des brevets des Etats-Unis sur l'exercice de 1890.

Le Droit d'auteur.

15 mai. — *La question de la rétroactivité devant les Tribunaux anglais*. (Interprétation d'une clause de la Convention d'Union de 1886) — *La codification de la législation concernant la protection des droits d'auteur dans la Grande-Bretagne*. — Importantes décisions de Tribunaux anglais.

Revue Algérienne et Tunisienne de législation et de jurisprudence.

Mai. — *Principes du droit musulman*, par Van den Berg. (Fin de l'introduction contenant d'utiles renseignements sur les quatre rites orthodoxes et sur les traités juridiques les plus en honneur auprès des musulmans modernes. La première partie est consacrée au *droit religieux*; le chap. I traite de la purification, le chap. II de la prière.)

Bulletin de la Société de législation comparée.

Mai. — Etude sur *la Cour des Comptes et la comptabilité publique en Belgique*, par V. Maré. — *Chronique législative: Angleterre, France*.

Le Mémorial diplomatique.

9 mai. — Lettre d'Egypte (à propos de l'arrivée au Caire du nouveau ministre de France, le marquis de Reverseaux). — *La médiation diplomatique au Chili*. — Mémoire des étudiants Roumains relatif à la situation faite aux Roumains de Transylvanie et de Hongrie (chapitre relatif aux droits historiques des Roumains soumis à l'Etat Magyar).

16. — *La politique coloniale de la Grande-Bretagne*. — Modifications apportées dans l'île Maurice au Code civil français.

23. — *Le Mexique tel qu'il est*.

L'Economiste français.

4 avril. — *Les Unions internationales d'ouvriers. Les grèves générales: un exemple de récente grève gigantesque*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley (analyse du *Copyright international Act*; protestations judiciaires contre le bill Mac-Kinley). — *Le droit d'accroissement et le socialisme d'Etat*, par Hubert-Valleroux. — *Les négociations commerciales entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. La question des céréales*.

11. — *Les Unions internationales d'ouvriers* (2^e article). — *La situation économique de Cuba*, par J. Chailley (les privilèges de la métropole, les obs-

tacles au commerce avec l'étranger, le projet de traité avec les Etats-Unis). — *Le Colorado : ses ressources industrielles et agricoles*, par H. Vitalis.

18. — *Les Compagnies de colonisation privilégiées*, par P. Leroy-Beaulieu (pratiques de l'Angleterre). — Le mouvement économique et social aux Etats-Unis, par J. Chailley (les chances d'atténuation du bill Mac-Kinley). — *Les résultats de la législation douanière en Allemagne*, par A. Raffalovich.

25. — *Les Compagnies de colonisation privilégiées* (2^e art.), par P. Leroy-Beaulieu (les Compagnies allemandes et belges; le projet de fonder des Compagnies françaises). — *Les progrès de nos tarifs de douanes depuis un siècle*, par R. Stourm. — *Le Tonkin et la Chine. La politique à suivre envers le Gouvernement central et les autorités provinciales*, par J. Chailley.

2 mai. — *L'intérêt économique, l'intérêt social et l'intérêt politique de la France dans la fixation du régime douanier*, par P. Leroy-Beaulieu. — Le mouvement social aux Etats-Unis, par J. Chailley (un roman communiste, *Seul de son siècle*). — *L'Allemagne et les traités de commerce*, par A. Raffalovich. — *La question sociale en Espagne*, par A. Houghton.

9. — *Le mouvement social et anti-social, les pouvoirs publics et la législation*, par P. Leroy-Beaulieu. (Ce que l'on doit principalement demander au Gouvernement, c'est de faire respecter la liberté de chacun; la grande tâche sociale de l'Etat c'est de garantir la liberté des dissidents). — *L'intervention de l'Etat en matière de tarifs de Chemins de fer aux Etats Unis*, par Ch. Gomel. — *L'influence des droits de douane sur le prix du blé*, par A. de Foville. — *Les Colonies anglaises d'Australasie et le pacte de fédération*, par J. Chailley. — *La coopération en Allemagne*, par E. Brelay.

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Avril. — *France*: les revenus de l'Etat; les primes à la marine marchande de 1881 à 1889. — *Union postale universelle*: les résultats financiers du service postal en 1890. — *Alsace-Lorraine*: les livres fonciers (traduction d'un projet de loi). — *Luxembourg*: l'impôt mobilier et personnel (loi récente). — *Belgique*: la question monétaire; le Code du timbre; la caisse générale d'épargne et de retraite et les habitations ouvrières. — *Angleterre*: les recettes de l'exercice 1890-91. — *Autriche-Hongrie*: le commerce extérieur de 1878 à 1889; le recensement des employés civils. — *Suisse*: le commerce extérieur en 1890. — *Roumanie*: le commerce extérieur (tableaux de 1889). — *Russie*: résultats provisoires de l'exercice 1890; le prix des terres dans la Russie d'Europe de 1860 à 1889. — *Norvège*: le commerce extérieur. — *Etats-Unis*: le revenu intérieur, les pensions militaires (elles ont passé de un million de dollars en 1861 à plus de 106 millions en 1890). — *Canada*: les recettes et les dépenses du Dominion.

Mai. — *France*: les recettes des Chemins de fer en 1890 et 1889; les réformes fiscales en Tunisie; le commerce des Colonies françaises en 1889. — Situation des principales banques d'émission à la fin du 1^{er} semestre de 1891. — *Angleterre*: l'exposé budgétaire du Chancelier de l'échiquier. — *Allemagne*: les revenus en Prusse, en Saxe et en Angleterre (1876-1890). — *Pays-Bas*: la production et le commerce du sucre. — *Italie*: le Crédit foncier (loi de mai 1891); les variations des prix dans le commerce extérieur du Royaume depuis 1878. — *Espagne*: projet de budget pour 1891-92. — *Russie*: le commerce extérieur en 1890; la production des céréales depuis 1883. — *Etats-Unis*: la production du blé depuis 1869. — *Japon*: les budgets de l'Empire depuis 1887.

Choses d'Amérique. — Les crises économique et religieuse aux Etats-Unis, par Max Leclerc, 1 vol. in-12, 1891, Paris, librairie Plon.

L'Europe s'inquiète de plus en plus de ce qui se passe aux Etats-Unis, sans toutefois se représenter bien nettement ce qu'on appelle le peuple américain,

foule très vivante, très active, très mobile, de plus de 60 millions d'hommes, qui agissent, qui se transforment, qui progressent avec une stupéfiante rapidité. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que le nouveau monde veut supplanter l'ancien, qu'il nous fait une guerre économique terrible, que nous souffrons déjà cruellement de sa concurrence, chaque jour plus ardente.

A côté de la lutte agricole, industrielle et commerciale, que de questions actuelles, brûlantes, profondément humaines, s'agitent aux Etats-Unis! Là aussi le problème social se pose sous la forme la plus aiguë. Là aussi le travail et le capital sont en hostilité; les ouvriers des villes, unis aux ouvriers de la terre, ont pris pour cri de ralliement: *les citoyens contre le dollar*. Là aussi la question religieuse est des plus graves. L'Eglise commence à jouer au delà de l'Atlantique un rôle extraordinaire. Rome a une influence considérable sur la société américaine et, par contre-coup, le clergé d'Amérique subit la répercussion des idées, des mœurs du milieu où il vit.

Telles sont les *Choses d'Amérique*, d'un intérêt si profond et si neuf, que M. Max Leclerc étudie dans son nouvel ouvrage, sous une forme vive et brillante qui met en saillie de la façon la plus heureuse les observations et les faits recueillis par l'auteur au cours d'un récent voyage.

Les Neutres. — *Etude juridique et historique de Droit maritime international*, par M. Godchot, capitaine adjudant-major au 1^{er} zouaves, licencié en droit. — Imprimerie P. Fontana et C^{ie}, 29, rue d'Orléans, Alger. — Prix : 7 fr. 50.

Depuis la funeste guerre de 1870, tout le monde s'accorde à reconnaître en nos officiers des travailleurs énergiques, patients et consciencieux, qui pensent qu'il ne suffit pas de servir la Patrie sur les champs de bataille, mais que les loisirs du temps de paix doivent être employés à la glorification de notre chère France.

M. le capitaine Godchot, du 1^{er} zouaves, est un de ceux-là; et, après s'être préparé, par l'étude du droit, à traiter les questions les plus ardues, il vient de consacrer des pages émouvantes à la discussion des droits et des devoirs des *Neutres*, et à l'histoire des principes du droit maritime international depuis plus de deux siècles.

S'appuyant sur les auteurs les plus compétents pour les approuver ou les combattre, et sur les documents les plus authentiques recherchés dans les recueils ou les archives, il a su rendre captivante une question qui semblait aride, et s'est révélé peut-être un des meilleurs écrivains sur la matière.

Nous n'hésitons pas à le dire, son livre fera sensation, et les raisons en sont nombreuses.

Tout d'abord on y trouve exposées, avec une compétence remarquable chez un officier de l'armée de terre, les questions les plus graves de la guerre maritime : la revendication de l'inviolabilité de la *propriété privée*; la définition de la *Neutralité*; la situation des navires de commerce des Etats neutres et belligérants; l'énumération seule rationnelle des marchandises de *contrebande*; le but et la légitimité de la *Visite*; l'inutilité des *Blocus* et la condamnation des *Blocus pacifiques*.

La première partie se termine par un exposé des principes qui devraient régler les relations des Etats neutres et belligérants en cas de guerre maritime.

Sans doute les officiers de marine et tous les hommes qui, comme M. de Moltke de funèbre mémoire, estiment que, pour vaincre l'ennemi, il faut anéantir par tous les moyens possibles sa force de résistance, traiteront de rêveur l'auteur des *Neutres*. Mais ceux qui estiment que le droit international doit dominer les relations des Etats et étendre sa protection sur les faibles et les propriétés particulières, ceux-là seront avec M. le capitaine Godchot, et désireront comme lui voir les Puissances se lier par des traités formels et respecter les Etats assez heureux pour se tenir en dehors des luttes terribles de l'avenir.

La partie la plus saisissante peut-être de l'ouvrage que nous analysons est la deuxième dans laquelle l'auteur, pièces en mains, fait le procès en forme de l'Angleterre. Certes les Anglais ne seront pas contents. En France, beaucoup pensent : « L'Anglais, c'est l'ennemi ! » C'est l'ennemi séculaire et irréconciliable : c'est l'ennemi haineux et vindicatif, jaloux toujours de nos quelques progrès, et toujours prêt à entraver notre action dans le monde comme à nuire à nos relations internationales.

Avec quel sentiment patriotique le capitaine Godchot fait ressortir ces vérités ; et avec quel courage il nous montre les infamies commises par l'Angleterre : et sa conduite envers le Danemark, et le bombardement de Copenhague, et le vol des piastres, et le guet-apens de Barcelone : nous allons dire : et l'assassinat d'un Empereur de Russie.

D'ailleurs les Anglais n'ont pas changé ! Voyez leur conduite avec le Portugal ! Toujours les faibles !

Pour une fois ils rencontrèrent un puissant génie qui n'eut qu'un tort : celui d'être fils de notre glorieuse Révolution, car s'il fût né sur les marches d'un trône, les rois et les peuples d'alors l'eussent suivi et la superbe britannique se fût effondrée sous la réprobation universelle.

Et nous touchons ici au point capital de l'œuvre entreprise, sur lequel, du reste, de graves controverses sont permises.

Après avoir lu ces pages, l'on ne peut que se sentir saisi d'admiration pour le génie de Napoléon 1^{er} ; et cet homme que l'on nous avait montré jusqu'alors comme un ambitieux insensé nous est présenté comme le plus illustre défenseur des *Neutres* et des peuples faibles.

On en conviendra : c'est un point de vue nouveau et bien fait pour saisir l'esprit.

« La fin du XVIII^e siècle avait été témoin de la violation des principes du droit maritime international, et, pour les défendre, Napoléon s'était mis, avec son puissant génie, à la tête des nations du Continent. Malheureusement, en voulant faire reconnaître ces principes que l'Angleterre foulait aux pieds, il se trouva entraîné par celle-ci à s'en écarter alors même qu'il n'entreprenait rien, pas une guerre, pas une annexion, qui n'eût pour but final la reconnaissance des principes. Aussi nous permettons-nous de n'être point de l'avis de M. Thiers lorsqu'il dit qu'en 1811, « *au point de vue où en étaient venues les choses, la cause des NEUTRES avait disparu dans une autre : celle de l'ambition de Napoléon.* »

Nous n'avons pas hésité à citer de nombreux documents qui prouvent, au contraire, que l'ambition de Napoléon avait fait corps avec la cause des *Neutres*, et que c'est pour elle, pour la défendre, pour la faire triompher qu'il n'avait pas hésité à commettre ses fautes les plus graves : celles qui devaient causer sa perte (1). »

Après la chute de Napoléon, les relations internationales parurent devoir se fixer et si les Puissances n'apposèrent point leur signature au bas d'une déclaration semblable à celle qui fut élaborée plus tard, à Paris, du moins elles imposèrent tacitement à l'Angleterre une ligne de conduite plus conforme aux vrais principes.

C'est alors que cette Puissance voulut se faire concéder le droit de visite et la police sur les mers en s'appuyant, chose inouïe et bien dans l'esprit anglais, sur la *Répression de la Traite des Nègres*.

Ainsi, les Anglais, gens pratiques, faisant flèche de tout bois, et professeurs rusés en philanthropie internationale, ne plaignaient le sort des pauvres nègres esclaves que pour arriver à ruiner les marines concurrentes.

Cette question de la Traite des Nègres, envisagée surtout au point de vue du droit maritime international, est plutôt ébauchée que définitivement traitée par M. Godchot.

On sent qu'il avait atteint son but, et que cet épisode, nécessaire pour nous conduire jusqu'à l'époque actuelle, aurait outre mesure grossi un volume déjà si rempli de faits et de documents.

Il y aura sans doute des polémiques passionnées de l'autre côté du détroit.

Nous ne pouvons souhaiter qu'une chose : c'est que M. Godchot puisse y répondre. Et, après avoir fait quelques réserves sur divers points, nous n'hésitons pas à féliciter M. le capitaine Godchot de son volume si substantiel.

Les Mémoires de Talleyrand (1).

Le troisième volume nous conduit de 1815 à la fin de 1830, mais on sait quelle méthode historique est celle de Talleyrand. Il nous raconte avec complaisance les événements qui lui semblent dignes d'être mis en lumière, il brûle la poste dès qu'il arrive à une période scabreuse ou délicate. Cette façon de ruser avec les contemporains ou avec la postérité ne l'a pas grandi ; elle ne l'a même pas servi. L'affaire du duc d'Enghien le prouve suffisamment. Quand il était arrivé, en écrivant ses mémoires, à l'année où s'accomplit le meurtre du duc d'Enghien, Talleyrand avait négligé d'en dire un mot, tout bravement. Il n'a pas eu le bénéfice de sa discrétion, puisque M. de Rovigo l'a mis directement en cause. Et Talleyrand, obligé de se défendre, a écrit un curieux plaidoyer.

Ces explications sur l'affaire du duc d'Enghien sont insérées sous forme d'appendice dans le présent volume, dont elles constituent la partie la plus curieuse. Le reste est presque entièrement le récit des négociations auxquelles Talleyrand a pris part en 1814, 1815 et 1830. C'est, d'abord, un complément des lettres échangées entre Louis XVIII et ses représentants au congrès de Vienne. La plupart de ces lettres ont déjà été empruntées à nos archives et citées dans différents travaux sur l'œuvre diplomatique de Talleyrand. On peut y relire, avec intérêt, la suite mouvementée de ces négociations qui bouleversaient l'Europe de Napoléon. Cela remet dans le souvenir bien des détails que la mémoire laisse échapper et cela nous montre en Talleyrand le plus persuasif, le plus limpide et le plus insinuant des épistoliers. A ce titre, la lettre où il dissuade Louis XVIII de faire épouser par le duc de Berry la grande-duchesse Anne, fille du tsar, est un chef-d'œuvre d'habileté. Talleyrand n'avait jamais beaucoup aimé la Russie ; du temps où il servait Napoléon I^{er}, les *Mémoires* nous ont montré qu'il ne parvenait pas à dissimuler — lui, le grand dissimulateur — son horreur pour l'alliance russe ébauchée à Tilsitt ; il restait fidèle à ses sentiments anglophiles. Il présente donc à Louis XVIII toutes les raisons qui doivent le dissuader de conclure un mariage, politiquement mal assorti. Il rappelle, sans avoir l'air d'y attacher grande importance, que la grande-duchesse Anne fut destinée naguère au duc de Saxe-Cobourg, avant d'être demandée par Napoléon, qui l'aurait certainement épousée, « s'il eût pu ou voulu attendre ». Certes, la grande-duchesse Anne passe pour avoir de la beauté, mais il faut considérer « l'état des facultés intellectuelles... la déplorable infirmité de la maison de Holstein » qui frappe d'aliénation mentale tant de princes de cette famille. Il ne faut pas oublier la question de religion. Et puis, cette maison de Holstein « quoique occupant les trois trônes du Nord, est comparativement nouvelle entre les rois ». C'est de la bien petite noblesse, en somme. Quelle mésalliance que l'union d'un Bourbon avec une grande-duchesse russe ! Il faut laisser les fiancées de ce rang aux petits princes d'Allemagne. Et Talleyrand conclut en envoyant au roi une liste des princesses « épousables » offertes par les Deux-Siciles, le Portugal, la Saxe, la Toscane. Il penche en faveur de la jeune princesse de Sicile ; et c'est elle, d'ailleurs, qui fut agréée, devint duchesse de Berry et donna le jour au duc de Bordeaux, comte de Chambord.

(1) Pour le compte-rendu des deux premiers volumes, V. *Archives*, 1891, II, p. 115.

Après les lettres sur le congrès de Vienne, qui n'ont point pour nous la valeur de l'inédit, vient le chapitre sur la seconde Restauration. Talleyrand s'y efforce de démontrer qu'il n'est point responsable de la façon peu correcte dont le roi devait accomplir sa rentrée en France. « Je ne pus rejoindre le roi qu'à Mons, écrit Talleyrand. Il s'était mis à la suite de l'armée anglaise. C'est là ce que j'aurais voulu prévenir. » Et l'auteur des Mémoires nous raconte qu'il représenta à son maître qu'en arrivant « dans les rangs des étrangers, il gâtait sa cause ». Il concluait en offrant sa démission, ce qui n'eut pas de suite, et en présentant au roi un mémoire écrit sur l'attitude que commandaient, à l'extérieur et à l'intérieur, les difficultés de la situation. « Ce mémoire, pas plus que mes paroles, dit Talleyrand, ne produisit aucun effet sur le roi, qui demanda ses chevaux et se fit trainer en France. » Metternich avait pourtant écrit à Talleyrand : « Faites aller le roi en France : dans le Midi, dans le Nord, dans l'Ouest, où vous voudrez, pourvu qu'il soit seul chez lui, entouré de Français, loin des baïonnettes étrangères et des secours de l'étranger... » Talleyrand se résigna ; il abandonna « sa propre conviction » comme il dit, et suivit le roi à Cambrai dans les bagages de l'armée anglaise.

Louis XVIII, restauré pour la seconde fois, s'était laissé imposer comme ministre de la police le fameux Fouché, un homme fort habile à profiter de toutes les circonstances, et de tous les hommes, aux heures troubles de l'histoire. L'ancien régicide, le sanguinaire exécuteur de Lyon, le policier de Napoléon était audacieusement entré en conférence, pendant les premiers jours de l'occupation étrangère, avec le duc de Wellington et avec le prince de Metternich : il leur avait persuadé qu'il était l'homme le plus capable d'affermir le trône légitime. Et le frère de Louis XVIII lui-même, le comte d'Artois, avait insisté auprès du roi pour que l'on s'attachât un homme si précieux... Fouché, appuyé par les cabinets de Vienne et de Londres, soutenu par *Monsieur*, n'avait contre lui que les répugnances de l'empereur de Russie et la malveillance de Talleyrand, qui ne pouvait — très légitimement — souffrir une concurrence de cette espèce.

A cette occasion, notre diplomate ne recula point, malgré ses préventions ordinaires, à faire des avances au tsar. Pour faire contrepoids à M. Fouché, il songea à appeler dans le ministère dont il était le chef deux Français qui étaient au service de l'empereur Alexandre : le duc de Richelieu et Pozzo di Borgo. Cette combinaison ne réussit point. Pozzo préféra demeurer au service de la Russie. Quant au duc de Richelieu, il répondit qu'« absent de France depuis vingt-quatre ans, il était étranger aux hommes comme aux choses... Personne n'était moins propre que lui à occuper une place dans le ministère, nulle part, et surtout en France... » Talleyrand insista, mais en vain. A la suite de la lettre du duc de Richelieu, il inscrit cette réflexion chagrine, sous forme de dilemme : « Ou les raisons que M. de Richelieu alléguait étaient mauvaises pour refuser le ministère relativement indifférent de la maison du roi, ou elles étaient valables ; et alors comment deux mois plus tard pouvait-il devenir président du conseil et gouverner la France ? » Il est vrai que deux mois après, M. de Richelieu se permettait de gouverner la France ; il prenait aussi la liberté grande... de succéder à M. de Talleyrand.

Avant de quitter le pouvoir, Talleyrand avait obtenu toutefois le renvoi de Fouché qui devenait dangereux par le zèle intempestif qu'il déployait pour proscrire ou faire passer devant les conseils de guerre les maréchaux, généraux ou membres de la Chambre des pairs, suspects de s'être ralliés à Napoléon pendant les Cent-Jours. Fouché devait bien ce témoignage de son ardeur nouvelle aux « exagérés du parti royaliste » qui l'avaient poussé au ministère. Ses propositions encourageaient tous les excès de la réaction royaliste dans le Midi : Talleyrand sut prouver au roi qu'un tel homme n'était plus tolérable. Fouché partit.

Cependant, les troupes alliées, campées sur notre territoire, commençaient toutes sortes d'exactions ; le duc de Wellington affichait l'intention de

dépouiller nos musées sous prétexte de « restitutions légitimes » ; les gouvernements ne voulaient traiter qu'à des conditions très onéreuses pour la France. Talleyrand pensait qu'ils devaient être satisfaits par une légère rectification de frontières, une contribution de trois ou quatre cents millions de francs, une occupation momentanée de quelques forteresses. Ils réclamaient d'importantes cessions de territoires. La « faction émigrée », toujours plus royaliste que patriote, décida le roi à négocier encore. Talleyrand se retira alors du ministère (24 septembre). Il fut, comme nous l'avons vu, remplacé par le duc de Richelieu que Talleyrand nous peint de ces traits quelque peu sarcastiques : « Très bon homme assurément, dit-il, mais novice en diplomatie, et tant soit peu crédule ; persuadé qu'entre les images de la Divinité sur la terre il n'y en avait pas de plus belle et de plus digne que l'empereur Alexandre, il n'imagina rien de mieux, en se chargeant des affaires de la France, que d'aller implorer les lumières et l'appui de ce prince. »

C'est à cet endroit des *Mémoires* de Talleyrand, dans cet *entr'acte* de la vie politique du prince, que se trouvent glissées les pages sur le duc d'Enghien.

De 1816 à 1830, Talleyrand reste dans l'ombre. La conduite de nos affaires intérieures ou extérieures « par un parti encore plus imprudent que coupable » ne lui inspirait que des craintes. A la Chambre des pairs, ou dans des entretiens privés, il essaya de faire entendre des avertissements nécessaires qui ne furent pas suivis. Dès 1829, il apparut que, par l'obstination et l'aveuglement de Charles X, on serait contraint de « sauver le principe monarchique, indépendamment de la légitimité ». Ce miracle fut obtenu par la substitution de la branche cadette à la branche aînée. Sur les circonstances qui ont préparé ou accompagné ce changement, Talleyrand ne nous dit rien. Il ne se montre qu'après le vote de la Chambre qui donnait la couronne à Louis-Philippe d'Orléans. Et il ne paraît que pour s'entretenir de la politique extérieure avec le nouveau souverain et recevoir l'offre de l'ambassade de Londres. Talleyrand nous dit qu'il hésita : il finit tout de même par accepter, « animé de l'espoir, du désir surtout d'établir l'alliance de la France et de l'Angleterre, la garantie la plus solide de bonheur des deux nations, et de la paix du monde ». A Londres, il eut à suivre tous les litiges internationaux auxquels donnaient lieu les affaires de Belgique, de Portugal, de Grèce. Il ne nous apprend pas grand'chose de nouveau sur ces négociations, qui ont fait, avant ce jour, l'objet d'études très complètes, et il arrête, d'ailleurs, le troisième volume à la fin de l'année 1830.

Nous avons encore deux volumes à connaître pour avoir les *Mémoires* complets.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

| | 1884 | Pages |
|---------------------|--|-------|
| Septembre | 1 ^{re} France. Décret concernant les règles établies pour prévenir les abordages. | 50 |
| | 1890 | |
| Mai | 22 Conférence antiesclavagiste de Bruxelles. Protocole XV. | 33 |
| — | 24 Protocole XVI | 261 |
| — | 29 Protocole XVII. | 296 |
| Juin | 2 Protocole XVIII. | 301 |
| — | 6 Protocole XIX | 307 |
| — | 14 Protocole XX | 314 |
| Août | 26 Allemagne — Turquie. Traité d'amitié, de commerce et de navigation | 137 |
| — | — Tarifs douaniers | 145 |
| — | 30 France — Grande-Bretagne. Convention réglant le régime des paquebots-poste. | 5 |
| | 1891 | |
| Février | 20 France — Grèce. Déclarations concernant les relations commerciales | 257 |
| — | — Etat du Congo. Décret sur l'application des lois aux étrangers | 223 |
| Mars | 3 France. Rapport de M. Méline sur le régime douanier. | 71 |
| — | 10 Loi sur les accidents et collisions en mer. | 39 |
| — | 11 France — Grande-Bretagne. Arrangement aux fins d'arbitrage (pêcheries de Terre-Neuve). | 68 |
| — | 24 Grande-Bretagne — Italie. Protocole pour la délimitation de leurs sphères d'influence dans l'Afrique orientale. | 259 |
| Avril | 15 Protocole ayant le même objet. | 259 |
| — | 20 Chili. Message du Président Balmaceda | 339 |
| — | 21 France. Décret réglant les pouvoirs du gouverneur général de l'Indo-Chine | 335 |
| — | 28 Egypte. Décret pour l'adoption du système métrique | 337 |

Le Gérant : FÉCHOZ.

Arcis-sur-Aube. — Imprimerie Léon FRÉMONT.